

3 1761 11972914 3

CA1
Z 2
C 52

Government
Publications

DOCUMENT: 800-22/001

ANNUAL CONFERENCE OF
ANNUAL CONFERENCE OF
FIRST MINISTERS

CONFERENCE ANNUELLE DES
CONFERENCE ANNUELLE DES
PREMIERS MINISTRES

Vancouver 31st and 21st, 1986
November 20th and 21st, 1986

Vancouver
Les 20 et 21 novembre 1986
Vancouver
Les 20 et 21 novembre 1986

AGENDA
AGENDA

ORDRE DU JOUR
ORDRE DU JOUR

view of the State of the
1. Review of the State of the
Federation and the Economy.

2. Economic Development.

3. Economic Equality for Women.

1. Revue de l'état de la
Fédération et de
l'économie.

2. Développement économique.

3. Égalité économique pour les
femmes.



CAI
Z 2
C 52

DOCUMENT: 800-22/014

Traduction du Secrétariat

Government
Publications

NOTES POUR L'ALLOCUTION DE

L'HONORABLE DAVID PETERSON,

PREMIER MINISTRE DE L'ONTARIO

ET

Re
Re
MINISTRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

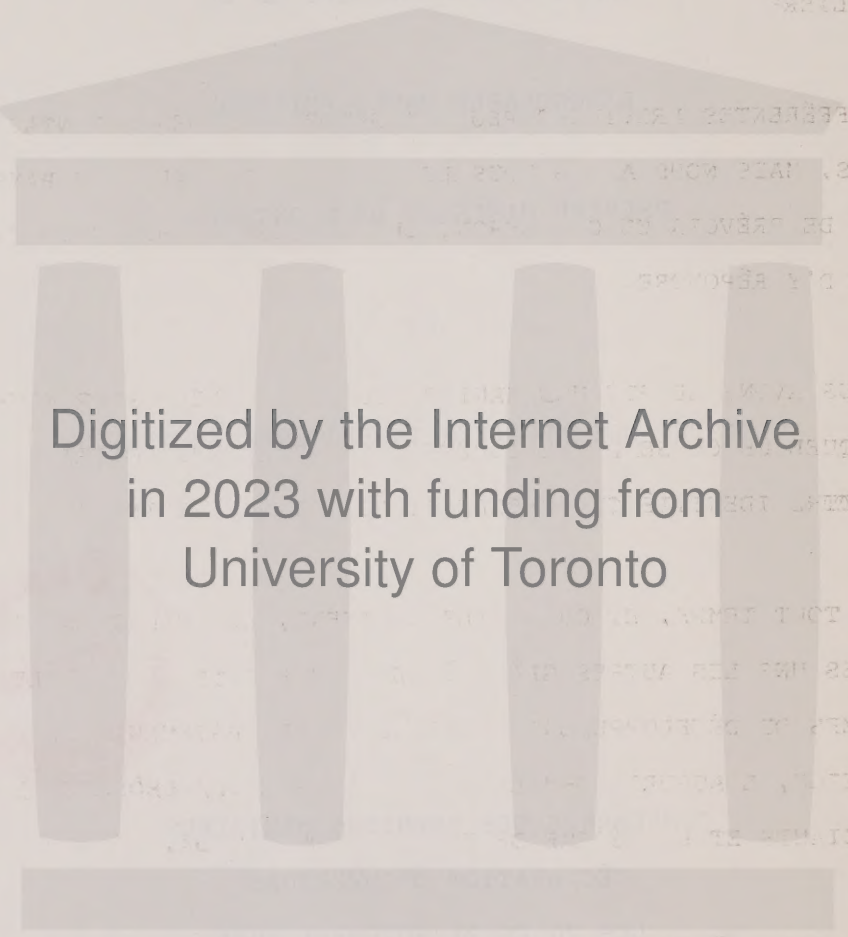


CONFÉRENCE DES PREMIERS MINISTRES

DÉCLARATION D'OUVERTURE

LES 20 ET 21 NOVEMBRE 1986

VANCOUVER (COLOMBIE-BRITANNIQUE)



Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761119729143>

NOUS TOUS ICI PRÉSENTS AVONS BEAUCOUP DE CHOSES EN COMMUN. IL EN VA DE MÊME POUR NOS DIVERSES RÉGIONS. NOUS SOMMES DES CANADIENS QUI PARTAGEONS UNE SÉRIE DE VALEURS QUI EST BIEN PARTICULIÈRE.

DIFFÉRENTES PROVINCES PEUVENT OPTER POUR DES ORIENTATIONS DIVERSES, MAIS NOUS AVONS TOUS LE MÊME BUT ULTIME: UN PAYS CAPABLE DE PRÉVOIR CE QUE SERONT LES BESOINS DE SES CITOYENS, ET CAPABLE D'Y RÉPONDRE.

NOUS AVONS ADOPTÉ UNE MANIÈRE COMMUNE D'ACCOMPLIR NOTRE TÂCHE, QUELQUE CHOSE DE TYPIQUEMENT CANADIEN QUI CONTRIBUE À CRÉER NOTRE IDENTITÉ CULTURELLE ET POLITIQUE DISTINCTIVE.

DE TOUT TEMPS, ET OÙ QU'ILS HABITENT, LES CANADIENS SE SONT AIDÉS LES UNS LES AUTRES GRÂCE À DES MESURES TELLES QUE LES PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ET LES PAIEMENTS DE PÉRÉQUATION, L'ASSURANCE-MALADIE ET L'ASSURANCE-CHÔMAGE, L'AIDE AUX ÉTUDIANTS ET LE RÉGIME DE PENSIONS DU CANADA.

OR, C'EST À CE MÊME ESPRIT D'ÉQUITÉ QUE NOUS DEVONS FAIRE APPEL AFIN DE RÉPONDRE À DES BESOINS NOUVEAUX TELS LES SOINS DE SANTÉ SPÉCIALISÉS POUR UNE POPULATION QUI VIEILLIT, AINSI QUE LES SERVICES POUR LES MÈRES SEULES ET LES PARENTS QUI TRAVAILLENT.

VOILÀ POURQUOI NOUS SOMMES HEUREUX QUE LA PRÉSENTE CONFÉRENCE AIT RETENU LA PROPOSITION DU PREMIER MINISTRE DU CANADA D'INSCRIRE POUR LA PREMIÈRE FOIS LA QUESTION DES FEMMES COMME ARTICLE DISTINCT À L'ORDRE DU JOUR D'UNE CONFÉRENCE DES PREMIERS MINISTRES.

NOUS NOUS RÉJOUISSONS TOUT PARTICULIÈREMENT DU FAIT QUE L'ON RECONNAISSE ENFIN L'IMPORTANCE QUE REVÊT LA QUESTION DE LA GARDE DES ENFANTS À L'ÉCHELLE NATIONALE.

NOUS SOMMES FAVORABLES À UNE COOPÉRATION AXÉE SUR LE CARACTÈRE NATIONAL DE CETTE QUESTION. LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DEVRA EXERCER SON LEADERSHIP SUR LE PLAN FINANCIER ET IL FAUDRA METTRE EN PLACE DES DISPOSITIONS DE PARTAGE DES FRAIS POUR QUE LES PROVINCES SOIENT EN MESURE DE JOUER LEUR RÔLE ET DE FAIRE EN SORTE QUE DES SERVICES DE GARDE DE QUALITÉ SOIENT À LA DISPOSITION DE TOUS CEUX QUI EN ONT BESOIN.

DEMAIN, L'ONTARIO PRÉSENTERA UNE PROPOSITION CONCERNANT LA TENUE D'UNE CONFÉRENCE NATIONALE RÉUNISSANT TOUS LES MINISTRES RESPONSABLES DE LA CONDITION FÉMININE, LES MINISTRES DES FINANCES ET LES MINISTRES DES SERVICES SOCIAUX, EN VUE D'ÉLABORER LE CADRE GLOBAL D'UN PARTAGE FÉDÉRAL-PROVINCIAL DU COÛT DE LA GARDE DES ENFANTS.

AUJOURD'HUI, JE VEUX M'ATTARDER À LA FAÇON DE CRÉER LA RICHESSE NÉCESSAIRE POUR QUE NOUS PUISSIONS CONTINUER DE RÉPONDRE AUX BESOINS DES CANADIENS.

NOUS N'Y PARVIENDRONS QUE SI NOUS RÉUSSISSONS À AMÉLIORER
NOTRE COMPÉTITIVITÉ À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE.

NOUS DEVONS ÊTRE COMPÉTITIFS EN METTANT NOTRE TECHNOLOGIE LA
PLUS PERFECTIONNÉE AU SERVICE DE NOTRE MAIN-D'OEUVRE LA MIEUX
INSTRuite ET LA MIEUX FORMÉE. NOUS DEVONS ÊTRE COMPÉTITIFS EN
VENDANT NOS BIENS ET NOS SERVICES DANS LE MONDE ENTIER AVEC PLUS
DE DYNAMISME ET D'HABILETÉ. NOUS DEVONS ÊTRE COMPÉTITIFS EN
ENCOURAGEANT LES NOUVEAUX INVESTISSEMENTS.

DANS L'IMMÉDIAT, NOS PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES NOUS DONNENT
CERTAINES RAISONS D'ÊTRE OPTIMISTES, MAIS BEAUCOUP DE RAISONS DE
NOUS INQUIÉTER.

LES CANADIENS N'ONT PAS TOUS BÉNÉFICIÉ AUTANT LES UNS QUE
LES AUTRES DE LA REPRISE ACTUELLEMENT EN COURS.

BIEN QUE CERTAINS SECTEURS SOIENT PROSPÈRES, LE DÉVELOPPE-
MENT ÉCONOMIQUE N'A PAS UNE VIGUEUR UNIFORME DANS TOUTES LES
PROVINCES, Y COMPRIS L'ONTARIO. DANS LE NORD ET DANS L'EST DE
NOTRE PROVINCE, IL FAUDRA QUE L'ÉCONOMIE SE DIVERSIFIE ET SE
REVITALISE. LE PROTECTIONNISME QUI VA CROISSANT AUX ÉTATS-UNIS
MENACE DES SECTEURS VITAUX COMME CEUX DE LA FABRICATION ET DE
L'EXPLOITATION DES RESSOURCES.

COMME CEUX DE PARTOUT AILLEURS, LES AGRICULTEURS DE L'ONTARIO NE SE SONT PAS ENCORE COMPLÈTEMENT REMIS DE LA RÉCESSION DE 1982. RIEN QUE L'ANNÉE DERNIÈRE, LEUR REVENU A CONNU UNE BAISSSE CONSIDÉRABLE.

LES ONTARIENS SAVENT QUE NOUS DEVONS FAIRE NOTRE PART POUR SUSCITER UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE DONT BÉNÉFICIERA LE CANADA.

POUR POUVOIR CRÉER DES EMPLOIS, NOUS DEVRONS ÊTRE CAPABLES DE PRODUIRE DES BIENS ET DES SERVICES, ET DE LES VENDRE PARTOUT DANS LE MONDE.

OR, LE CANADA A VU DIMINUER SA PART DU COMMERCE MONDIAL, ET NOTRE CHAMP D'ACTION S'EST RÉTRÉCI.

DEPUIS 1968, LE CANADA N'A ACCRU SA PART DU MARCHÉ QUE DANS QUATRE SECTEURS MANUFACTURIERS SUR 70. NOTRE PART A MÊME DIMINUÉ DANS 21 SECTEURS.

LES MARCHÉS MONDIAUX ONT GRANDI; À NOUS DE REPRENDRE LE TERRAIN PERDU.

NOTRE POTENTIEL DE CROISSANCE EST IMMENSE DANS L'ASIE DU PACIFIQUE. EN 1985, CES PAYS ONT IMPORTÉ DES MARCHANDISES D'UNE VALEUR DE 497 MILLIARDS DE DOLLARS, SOIT PLUS QUE LES ÉTATS-UNIS.

CHAQUE FOIS QUE L'AMÉRIQUE LATINE A DÉPENSÉ 100 DOLLARS EN IMPORTATIONS EN 1985, DEUX DOLLARS SEULEMENT SONT VENUS AU CANADA. CHAQUE FOIS QUE L'EUROPE DÉPENSAIT 100 DOLLARS, SEULEMENT UN DOLLAR VENAIT AU CANADA.

L'AN DERNIER, 10 P. 100 SEULEMENT DES EXPORTATIONS DE MARCHANDISES DU CANADA SONT ALLÉES VERS DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT. TOUTES PROPORTIONS GARDÉES, LES ÉTATS-UNIS ET LE JAPON EXPORTENT QUATRE FOIS PLUS VERS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, ET L'EUROPE OCCIDENTALE, CINO FOIS PLUS.

PAR DES NÉGOCIATIONS COMMERCIALES, NOUS TENTONS DE NOUS GARANTIR À L'AVENIR L'ACCÈS AUX MARCHÉS AMÉRICAINS. TOUTEFOIS, CELA NE RÉGLERA PAS TOUT DE SUITE LE PROBLÈME DU PROTECTIONNISME AMÉRICAIN.

IRONIE DU SORT, AU COURS DES SIX DERNIERS MOIS, DURANT LESQUELS LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS ONT OFFICIELLEMENT ENTREPRIS LES POURPARLERS SUR LE LIBRE-ÉCHANGE, LES AMÉRICAINS ONT PRIS DES MESURES COMPENSATRICES ET LÉGISLATIVES À CARACTÈRE PROTECTIONNISTE QUI ONT TOUCHÉ DES ÉCHANGES COMMERCIAUX CANADIENS AVEC LES ÉTATS-UNIS DONT LA VALEUR EST D'ENVIRON UN MILLIARD DE DOLLARS.

TOUT SEMBLE INDiquer OU'UN ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE N'ATTÉNUERAIT PAS LA TENDANCE PROTECTIONNISTE QUI SE MANIFESTE AUX ÉTATS-UNIS. IL Y A EXACTEMENT TROIS SEMAINES, LE CHEF DE LA DÉLÉGATION COMMERCIALE AMÉRICAINE RÉPÉTAIT QUE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS NE RENONCERAIT PAS À SES MOYENS DE RÉTORSION COMMERCIALE, COMME PAR EXEMPLE LES DISPOSITIONS COMPENSATRICES INVOQUÉES À L'ÉGARD DU BOIS D'OEUVRE, ET CE, MÊME SI L'ON EN VIENT À UNE ENTENTE COMMERCIALE BILATÉRALE.

CE REVIREMENT PAR RAPPORT À LEUR DÉCISION DE 1983 RELATIVE-MENT AU BOIS D'OEUVRE RÉVÈLE QUE LES AUTORITÉS AMÉRICAINES N'HÉSITERONT PAS À MODIFIER LES RÈGLES DU JEU SI LES RÉSULTATS LEUR SONT DÉFAVORABLES.

LA SEMAINE DERNIÈRE, IL FUT MÊME QUESTION DE REMETTRE LE PACTE DE L'AUTOMOBILE SUR LE TAPIS.

LES DISPOSITIONS DU PACTE DE L'AUTOMOBILE QUI PROTÈGE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE CANADIENNE PROTÈGENT EN MÊME TEMPS LA CONTRIBUTION QUE L'ONTARIO EST EN MESURE D'APPORTER À LA CROISSANCE DE L'ÉCONOMIE DU CANADA. VOILÀ POURQUOI IL EST ESSENTIEL QUE LES CONDITIONS QUI ONT ENGENDRÉ DES MILLIERS D'EMPLOIS ET DES MILLIARDS DE DOLLARS DE PRODUCTION RESTENT TELLES QUELLES.

NOUS DEVONS CHERCHER À PRÉSERVER L'ACCÈS DE NOS BIENS ET SERVICES AUX MARCHÉS AMÉRICAINS, TOUT EN RENFORÇANT LES MOYENS DONT NOUS DISPOSONS ET POUR VENDRE NOS PRODUITS DANS LE MONDE ENTIER.

C'EST UN CANADIEN QUI, LE PREMIER, A RECONNU QUE LE MONDE EST DEVENU UN GRAND VILLAGE. LES CANADIENS DOIVENT MAINTENANT APPRENDRE À MAÎTRISER LE MARCHÉ INTERNATIONAL.

D'ÉVOLUTIVE QU'ELLE ÉTAIT, NOTRE ÉCONOMIE DEVIENT RÉVOLUTIONNAIRE. LA TRANSPORTATION EST SOUDAINEMENT ET CONSTANTE.

LES BIENS, LES SERVICES ET LES CAPITAUX S'ÉCHANGENT PLUS LIBREMENT ET PLUS RAPIDEMENT.

IL NOUS FAUT LUTTER CONTRE LA CONCURRENCE NON SEULEMENT DES GENS DU MÊME QUARTIER, MAIS ÉGALEMENT DE CEUX DU MONDE ENTIER. BON NOMBRE DE PAYS SONT DEVENUS EXPORTATEURS DE PRODUITS QU'ILS IMPORTAIENT JADIS DU CANADA. LES ENTREPRISES CONSTATENT QU'ELLES NE PEUVENT PLUS SE CONTENTER D'ÊTRE DES CHEFS DE FILE NATIONAUX DANS LEUR DOMAINE ET QU'ELLES DOIVENT ASPIRER À CE TITRE À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE.

POUR CETTE RAISON, LES CANADIENS DOIVENT ÉLABORER UNE STRATÉGIE CONSISTANT À METTRE L'ACCENT SUR LES DOMAINES DANS LESQUELS NOUS POUVONS VISER L'EXCELLENCE. PAR AILLEURS, IL SERA ESSENTIEL DE FAIRE PREUVE D'UNE SOUPLESSE SUFFISANTE POUR ACQUÉRIR DE NOUVELLES APTITUDES EN PEU DE TEMPS.

DES PAYS, NOTAMMENT LE JAPON, ONT DÉMONTRÉ QUE GRÂCE À UNE POPULATION INSTRUITE ET AUDACIEUSE AINSI QU'À LA RECHERCHE ET AU DÉVELOPPEMENT, ET MALGRÉ L'ABSENCE DE RICHESSES NATURELLES, ILS SONT EN MESURE DE PROSPÉRER.

LE CANADA OBTIENDRA UN PRÉCIEUX AVANTAGE S'IL COMBINE SES VASTES RESSOURCES NATURELLES ET HUMAINES, CES DERNIÈRES CONSTITUANT LES APTITUDES ET L'INGÉNIOSITÉ DES CANADIENS.

NOTRE CAPACITÉ DE SOUTENIR LA CONCURRENCE EST TRIBUTAIRE DE NOTRE HABILITÉ À PRODUIRE.

UNE ÉTUDE DE L'OCDE RÉVÈLE QUE LE CANADA A AFFICHÉ, ENTRE 1975 ET 1984, UNE DES PLUS PIÈTRE CROISSANCE DE PRODUCTIVITÉ PARMI LES NATIONS INDUSTRIALISÉES. CETTE CROISSANCE S'ÉTABLISSAIT EN MOYENNE À 0,6 P. 100 COMPARATIVEMENT À 3,5 P. 100 POUR LE JAPON, 2,2 P. 100 POUR LA FRANCE ET 1,8 P. 100 POUR L'ITALIE.

NOUS AVONS LES MOYENS D'AMÉLIORER NOTRE CAPACITÉ DE SOUTENIR LA CONCURRENCE, MAIS AVONS-NOUS LA VOLONTÉ NÉCESSAIRE?

IL NOUS FAUDRA FAIRE UN EFFORT INTELLECTUEL POUR EFFECTUER UN RATTRAPAGE.

NOUS DEVONS NOUS PLACER AU PREMIER RANG EN MATIÈRE D'ÉLABORATION ET D'APPLICATION DE NOUVELLES TECHNIQUES DANS LES SECTEURS DES FORÊTS, DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHES, DES MINES ET DE LA FABRICATION.

NOUS DEVRONS ENCOURAGER LES CANADIENS À AIGUISER LEUR SENS DE L'ENTREPRISE. DE PETITES ENTREPRISES QUI N'EXISTENT PAS ENCORE FOURNIRONT LA MOITIÉ DES EMPLOIS D'ICI QUINZE ANS, ET LE PHÉNOMÈME SERA TOUT PARTICULIÈREMENT ÉVIDENT DANS LE SECTEUR DES SERVICES QUI EST EN PLEINE CROISSANCE.

IL IMPORTE D'EXPORTER NON SEULEMENT NOS PRODUITS, MAIS ÉGALEMENT NOS CONNAISSANCES ET NOS APTITUDES AFIN D'ÉPONGER UN DÉFICIT DE 4 MILLIARDS DE DOLLARS AU TITRE DES ÉCHANGES INTERNATIONAUX DE SERVICES. IL FAUT AMÉLIORER NOTRE APTITUDE À VENDRE DES SERVICES RELATIFS AUX SOINS DE SANTÉ, À L'ÉDUCATION, À LA CULTURE, À L'ENVIRONNEMENT ET À LA FINANCE.

IL EST IMPÉRATIF DE METTRE L'ACCENT SUR LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT, L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET LA FORMATION SI NOUS VOULONS ATTEINDRE NOS OBJECTIFS.

NOS PRINCIPAUX CONCURRENTS PARMI LES PAYS INDUSTRIALISÉS CONSACRENT PLUS DE 2,5 P.100 DE LEUR PIB À LA RECHERCHE ET AU DÉVELOPPEMENT TANDIS QUE LE CANADA N'Y CONSACRE OU'ENVIRON LA MOITIÉ DE CE POURCENTAGE.

EN 1984, LE SECTEUR PRIVÉ CANADIEN A INVESTI QUELQUE 2 MILLIARDS DE DOLLARS DANS LA R ET D ALORS QU'AU MOINS DEUX ENTREPRISES AMÉRICAINES DÉPENSAIENT CHACUNE PLUS QUE CETTE SOMME À CE TITRE.

EN TERMES DE POURCENTAGE DE LA POPULATION QUI PARTICIPE À LA R ET D, LE CANADA SE SITUE ENTRE L'ISLANDE ET L'IRLANDE.

DES BUDGETS MINIMAUX DONNENT DES RÉSULTATS MÉDIOCRE. L'AN DERNIER, LE DÉFICIT DU CANADA EN MATIÈRE DE TECHNOLOGIE DE POINTE A ATTEIND 12,6 MILLIARDS DE DOLLARS, SOIT ENVIRON TROIS FOIS PLUS QU'IL Y A DIX ANS.

L'ASSOCIATION CANADIENNE INDÉPENDANTE DE SERVICES INFORMATISÉS A CALCULÉ QUE CE DÉFICIT A EMPÊCHÉ LA CRÉATION DE QUELQUE 180 000 EMPLOIS ET QU'UN DEMI-MILLION D'EMPLOIS DE PLUS SERAIENT EN JEU D'ICI 1990.

LE CANADA A OBTENU DES SUCCÈS DANS QUELQUES DOMAINES TECHNOLOGIQUES SPÉCIALISÉS, NOTAMMENT LES TÉLÉCOMMUNICATIONS, LA TÉLÉDÉTECTION ET LES LOGICIELS.

NOUS ACCUSONS TOUTEFOIS UN CERTAIN RETARD DANS DES DOMAINES AUSSI FONDAMENTAUX QUE LA BIOTECHNOLOGIE, LES PRODUITS INDUSTRIELS HAUTEMENT PERFECTIONNÉS, LA ROBOTIQUE ET LA MICRO-ÉLECTRONIQUE.

LE CANADA EST LE SEUL PAYS DE L'OCDE À AVOIR UN DÉFICIT AU CHAPITRE DES ÉCHANGES TOUCHANT LA TECHNOLOGIE DE POINTE, COMME LES MÉDICAMENTS, LES INSTRUMENTS SCIENTIFIQUES, L'ÉQUIPEMENT DE TRANSMISSION ÉLECTRIQUE, LES DISPOSITIFS DE COMMUNICATION ET LES PIÈCES, LES APPAREILS DE BUREAU ET LES ORDINATEURS, LES AVIONS ET LES AUTOMOBILES.

NOUS DEVONS ÊTRE CONSCIENTS QUE LES BONNES INTENTIONS NE NOUS DONNERONT PAS UNE STRATÉGIE NATIONALE QUI ÉLARGIRAIT LA COMPÉTENCE DU CANADA EN MATIÈRE DE SCIENCE ET DE TECHNOLOGIE.

LES DIVERS ORDRES DE GOUVERNEMENT DOIVENT SE CONCERTER POUR TROUVER DES MOYENS D'INTÉRESSER DAVANTAGE L'INDUSTRIE À LA R ET D ET D'AFFECTER LES DENIERS PUBLICS DE MANIÈRE À ATTIRER LES INVESTISSEMENTS DU SECTEUR PRIVÉ.

IL EXISTE UN BESOIN D'AMÉLIORER LES TRANSFERTS DE TECHNOLOGIE DANS TOUT LE PAYS, C'EST-À-DIRE DANS TOUTES LES RÉGIONS, ET D'ORGANISER LES INVESTISSEMENTS DANS LA R ET D DE FAÇON À OUVRIR LE PLUS DE DÉBOUCHÉS COMMERCIAUX POSSIBLE ET À CRÉER UN NOMBRE D'EMPLOIS MAXIMAL.

IL NOUS INCOMBE DE DÉCELER LE DOUBLE EMPLOI ET LES CHEVAUchements, DE COMBINER NOS FORCES EN FAISANT ABSTRACTION DES FRONTIÈRES PROVINCIALES ET D'EXPLOITER LE MIEUX POSSIBLE NOS RESSOURCES EN FONCTION DES OBJECTIFS VISÉS.

LES CANADIENS CONSTITUENT LE MEILLEUR ATOUT DU CANADA. L'ÉDUCATION DEVIENT UNE MATIÈRE PREMIÈRE INDISPENSABLE DANS UNE ÉCONOMIE GLOBALE AXÉE SUR LA CONNAISSANCE ET L'INNOVATION.

TOUTEFOIS, L'INVESTISSEMENT PAR HABITANT DU CANADA EN MATIÈRE D'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE A CHUTÉ PAR RAPPORT AU NIVEAU AUQUEL IL SE SITUAIT IL Y A CINQ ANS.

LA DIMINUTION DES VERSEMENTS FÉDÉRAUX AU TITRE DU FINANCEMENT DES PROGRAMMES ÉTABLIS COÛTERONT À L'ENSEMBLE DES PROVINCES 1,8 MILLIARD DE DOLLARS AU CHAPITRE DE L'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE D'ICI À 1990. CES COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES SONT ÉQUIVALENTES AUX BUDGETS TOTAUX DE L'UNIVERSITÉ DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE, DE L'UNIVERSITÉ DE L'ALBERTA, DE L'UNIVERSITÉ DE TORONTO, DE L'UNIVERSITÉ MCGILL ET DE L'UNIVERSITÉ DALHOUSIE.

LE BLÂME POUR CET ÉTAT DES CHOSES NE PEUT ÊTRE IMPUTÉ ENTIÈREMENT À AUCUN DE NOUS EN PARTICULIER. IL NOUS INCOMBE TOUTEFOIS DE CHERCHER DES SOLUTIONS. TOUS ENSEMBLE NOUS DEVONS RENDRE LE CANADA ET TOUTES SES RÉGIONS PLUS CONCURRENTIELS.

JE ME RENDS BIEN COMPTE QU'IL EST IMPOSSIBLE DE RÉGLER TOUS LES PROBLÈMES DU CANADA À CETTE SEULE CONFÉRENCE. CERTAINES QUESTIONS PRIORITAIRES EXIGENT TOUTEFOIS NOTRE ATTENTION IMMÉDIATE.

DANS L'ÉTABLISSEMENT D'UN PLAN NATIONAL À L'ÉGARD DE LA CONCURRENCE, LE CANADA DOIT S'ENGAGER EN PRIORITÉ À DOUBLER SES DÉPENSES EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT SUR UNE PÉRIODE DE DIX ANS.

LES MINISTRES FÉDÉRAL ET PROVINCIAUX RESPONSABLES DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE SE RÉUNISSENT LE MOIS PROCHAIN. L'ONTARIO ESTIME QUE NOUS DEVONS LES CHARGER DE PRODUIRE, DANS UN DÉLAI DE SIX MOIS, UN PLAN D'ACTION QUI FERAIT EN SORTE QUE NOUS DÉPENSERIONS AUTANT QUE NOS PRINCIPAUX CONCURRENTS EN MATIÈRE DE R ET D, SOIT 2,5 P. 100 DU PRODUIT NATIONAL BRUT.

L'ONTARIO SOUHAITERAIT EN OUTRE QUE LES PREMIERS MINISTRES EXAMINENT CE PLAN D'ACTION À UNE RÉUNION SPÉCIALE PORTANT ESSENTIELLEMENT SUR L'ADOPTION D'UNE STRATÉGIE NATIONALE COORDONNÉE À L'ÉGARD DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE.

LE CANADA NE PEUT DANSER SUR DIX AIRS DIFFÉRENTS. IL FAUT JOUER EN HARMONIE.

POUR ÊTRE EN MESURE DE SOUTENIR LA CONCURRENCE SUR LES MARCHÉS MONDIAUX, IL SERA INDISPENSABLE D'ÉTABLIR UN RÉGIME FISCAL FAVORISANT LES INVESTISSEMENTS, LA TECHNOLOGIE ET LA CRÉATION D'EMPLOIS TANT EN GARANTISSANT AUX FEMMES ET À TOUS UN TRAITEMENT ÉQUITABLE.

POUR CETTE RAISON, L'ONTARIO CROIT QU'UNE ANALYSE DÉTAILLÉE DES INCIDENCES POSSIBLES SUR LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET LA CRÉATION D'EMPLOIS AU CANADA DOIT ACCOMPAGNER TOUTE PROPOSITION DE MODIFICATIONS MAJEURES AU RÉGIME FISCAL.

J'AI TRAITÉ DE CERTAINS MOYENS D'AMÉLIORER NOTRE CAPACITÉ DE CONCURRENCER À LONG TERME. DANS L'IMMÉDIAT, NOUS DEVONS TOUTEFOIS ÉTOUFFER LA MENACE QUI PLANE SUR NOTRE ACCÈS AU MARCHÉ AMÉRICAIN.

AUCUNE PROVINCE NE PEUT IGNORER LES MENACES DU PROTECTIONNISME. LES MESURES PRISES RÉCEMMENT PAR LES ÉTATS-UNIS À L'ÉGARD DU BOIS D'OEUVRE METTENT EN DANGER L'UN DES PRINCIPAUX SECTEURS ÉCONOMIQUES DU CANADA. QUI PLUS EST, CES MESURES RISQUENT DE CRÉER UN PRÉCÉDENT DANGEREUX QUI POURRAIT S'APPLIQUER À D'AUTRES ACTIVITÉS DU SECTEUR DU BOIS ET À D'AUTRES SECTEURS DES RESSOURCES NATURELLES.

LES AMÉRICAINS POURRAIENT SE SERVIR DU PRÉCÉDENT AINSI CRÉÉ DANS LE CAS DU BOIS D'OEUVRE ET CONTINUER DE NOUS ATTAQUER, UN JOUR SUR LA POTASSE, LE LENDEMAIN SUR LE POISSON ET POURQUOI PAS SUR L'URANIUM, LE MAZOUT ET LE GAZ, LE BLÉ, L'HYDRO-ÉLECTRICITÉ ET NOMBRE D'AUTRES RESSOURCES.

IL NE FAUT PAS OUBLIER QUE NOTRE SYSTÈME DE PROPRIÉTÉ FONCIÈRE ET DE GESTION DES RESSOURCES DIFFÈRE TOUT À FAIT DE CELUI DES ÉTATS-UNIS.

L'ENJEU DANS LA QUESTION DU BOIS D'OEUVRE CONSISTE À DÉTERMINER SI LE CANADA DEVRAIT LAISSER LES ÉTATS-UNIS LUI DICTER SA POLITIQUE EN MATIÈRE DE RESSOURCES OU PLUTÔT LAISSER LES CANADIENS DÉCIDER.

COMPTE TENU DU FAIT QUE LA MENACE DU PROTECTIONNISME AMÉRICAIN SE FAIT DE PLUS EN PLUS SENTIR DEPUIS LE DÉBUT DES NÉGOCIATIONS SUR LE LIBRE-ÉCHANGE, JE SUIS D'AVIS QUE CE PROBLÈME MÉRITE NOTRE ATTENTION IMMÉDIATE, QU'IL EST MÊME LE PLUS PRESSANTS DE TOUS LES POINTS TRAITÉS À L'HEURE ACTUELLE.

LES RÉCENTES ÉLECTIONS AU CONGRÈS AMÉRICAIN OFFRENT PEU DE CHANCES POUR LE CANADA DANS SA LUTTE CONTRE LE PROTECTIONNISME.

MAIS NOUS DEVONS AGIR SANS PLUS TARDER ET INDIQUER CLAIEMENT AUX AMÉRICAINS LES CONSÉQUENCES NÉGATIVES QU'ILS DEVRONT SUBIR EN RAISON DE LEUR PROPRE PROTECTIONNISME ET QU'ILS FERONT SUBIR À LEURS MEILLEURS PARTENAIRES COMMERCIAUX AINSI QU'AU RESTE DU MONDE.

NOUS DEVONS ÉGALEMENT LEUR SIGNALER QUE S'ILS PRENNENT DE NOUVELLES MESURES PROTECTIONNISTES LES MÊMES EFFETS DÉSASTREUX SE FERONT SENTIR À L'ÉCHELLE MONDIALE ET RAPPELLERONT CEUX QU'AVAIT ENGENDRÉS L'AFFREUSE POLITIQUE DES ANNÉES 30 QUI POUSSAIT À QUÉMANDER CHEZ LE VOISIN.

J'ESPÈRE QUE NOUS CONSIDÉRONS TOUS CE PROBLÈME COMME UN D'EXTRÊME URGENCE ET QU'AU COURS DES DEUX PROCHAINES JOURNÉES NOUS PARVIENDRONS À ÉTABLIR UNE STRATÉGIE QUI NOUS PERMETTRA DE CONTRER LES MESURES PROTECTIONNISTES AMÉIRCAINES. L'ONTARIO SOUHAITE VOIR TOUTES LES PROVINCES COLLABORER À UNE LUTTE COORDONNÉE CONTRE LE PROTECTIONNISME AMÉRICAIN.

J'AIMERAIS PROPOSER CERTAINS POINTS DE DÉPART DE LA STRATÉGIE.

1. NOUS DEVONS RECONNAÎTRE QUE LE PROTECTIONNISME AMÉRICAIN CROISSANT EST UN PROBLÈME IMMÉDIAT, AVANT MÊME D'ESSAYER DE CONCLURE UNE ENTENTE DE LIBRE-ÉCHANGE À LONG TERME.

2. NOUS DEVONS RAPPELER AUX AMÉRICAINS QUE NOUS SOMMES LEURS MEILLEURS CLIENTS. NOUS DEVONS AUSSI LEUR RAPPELER QUE DEUX MILLIONS D'EMPLOIS AUX ÉTATS-UNIS SONT DIRECTEMENT RATTACHÉS AU COMMERCE AVEC LE CANADA. ENFIN, NOUS DEVONS LEUR RAPPELER QUE LES MESURES DE PROTECTIONNISME NE FONT QU'ACCROÎTRE LEURS PROPRES COÛTS DE FABRICATION, EN CE FAISANT, LEUR PROPRE COÛT DE LA VIE.
3. IL IMPORTE DE COLLABORER AVEC NOS AMIS ET ALLIÉS AMÉRICAINS SUR LE PLAN COMMERCIAL. LES ENTREPRISES CANADIENNES SONT BIENS PLACÉES POUR GAGNER LEURS CLIENTS ET FOURNISSEURS CANADIENS À NOTRE CAUSE. IL Y VA DE LEUR INTÉRÊT AUTANT QUE DU NÔTRE DE VEILLER À CE QUE LES ÉCHANGES CONTINUENT DE S'EFFECTUER LIBREMENT.
4. LES GOUVERNEMENTS PROVINCIAUX PEUVENT EXPLOITER LEURS BONS RAPPORTS AVEC LES ÉTATS AVOISINANTS, AVEC LES GOUVERNEURS, LES SÉNATEURS ET LES MEMBRES DU CONGRÈS. NOUS POUVONS FAIRE VALOIR NOS LIENS ÉTROITS ET NOS INTÉRÊTS COMMUNS.
5. TOUS LES GOUVERNEMENTS, NOUS DEVRIONS METTRE NOS RESSOURCES EN COMMUN ET COLLABORER AVEC LE SECTEUR PRIVÉ POUR AMÉLIORER LES SYSTÈMES DE MISE EN GARDE AFIN QUE LES FRICTIONS SUR LE PLAN COMMERCIAL NE DEVIENNENT PAS SOURCES D'UNE GUERRE OUVERTE.

6. MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE, LES RAPPORTS ÉTROITS QUE VOUS ENTRETENEZ AVEC LE PRÉSIDENT REAGAN CONSTITUENT L'ÉLÉMENT CLÉ DE TOUTE STRATÉGIE VISANT À LUTTER CONTRE LE PROTECTIONNISME AMÉRICAIN. VOUS POURRIEZ UTILISER VOS BONS OFFICES - DE LA FAÇON QUE VOUS JUGEZ LA PLUS APPROPRIÉE - POUR OEUVRER AVEC LE PRÉSIDENT ET RENFORCER SON DÉSIR DE S'OPPOSER FERMEMENT AUX PRESSIONS EXERCÉES AU TITRE DU PROTECTIONNISME.

NOUS DEVRONS FAIRE PREUVE D'IMAGINATION POUR CANALISER LES ÉNERGIES DE TOUS LES GOUVERNEMENTS REPRÉSENTÉS ICI AFIN D'ÉLIMINER LA MENACE QUE REPRÉSENTE LE PROTECTIONNISME.

CHACUN D'ENTRE NOUS CHERCHE À TIRER LE MEILLEUR PARTI POUR SOI-MÊME ET POUR TOUS LES AUTRES CANADIENS, DE TOUTES LES RÉGIONS ET DE TOUS LES GROUPES DE LA SOCIÉTÉ. POUR ATTEINDRE CE BUT, IL NOUS FAUT DÉFENDRE LES MARCHÉS ÉTABLIS, ET NOUS TAILLER UNE PLACE SUR DE NOUVEAUX MARCHÉS.

IL Y A PLUS DE QUATRE DÉCENNIES, STEHPEN LEACOCK AFFIRMAIT QUE NOS RÉALISATIONS SONT À LA MESURE DE NOS RÊVES. LE CANADA COMMENCERA BIENTÔT UN NOUVEAU SIÈCLE ET IL IMPORTE DE NOURRIR DE GRANDES AMBITIONS ET DE TROUVER LE MOYEN DE LES TRANSFORMER EN RÉALITÉS.

CA1
Z 2
C 52

DOCUMENT: 800-22/014

NOTES FOR REMARKS BY

THE HONOURABLE DAVID PETERSON

PREMIER OF ONTARIO

AND

MINISTER OF INTERGOVERNMENTAL AFFAIRS

FIRST MINISTERS' CONFERENCE

OPENING STATEMENT

November 20 - 21, 1986

Vancouver, British Columbia

ALL OF US SITTING AT THIS TABLE HAVE MUCH IN COMMON. SO DO THE REGIONS WE COME FROM. AS CANADIANS, WE SHARE A UNIQUE SET OF VALUES.

DIFFERENT PROVINCES MAY PREFER DIFFERENT PATHS. BUT WE ALL SEEK THE SAME DESTINATION -- A CANADA WITH THE VISION TO ANTICIPATE ITS PEOPLE'S NEEDS, AND THE ABILITY TO MEET THEM.

WE HAVE DEVELOPED A COMMON WAY OF DOING THINGS, A CANADIAN WAY THAT CONTRIBUTES TO A DISTINCT CULTURAL AND POLITICAL IDENTITY.

IT HAS ALWAYS BEEN THE CANADIAN WAY FOR OUR PEOPLE TO SUPPORT EACH OTHER -- REGARDLESS OF WHERE THEY LIVE -- THROUGH SUCH MEASURES AS REGIONAL DEVELOPMENT PROGRAMS AND EQUALIZATION PAYMENTS, MEDICARE AND UNEMPLOYMENT INSURANCE, STUDENT ASSISTANCE AND THE CANADA PENSION PLAN.

THAT SAME SPIRIT OF FAIRNESS MUST BE SUMMONED TO MEET NEW NEEDS, SUCH AS SPECIALIZED HEALTH CARE FOR AN AGING POPULATION, AND SERVICES FOR SINGLE MOTHERS AND WORKING PARENTS.

THAT IS WHY WE'RE PLEASED THAT THIS CONFERENCE HAS FOLLOWED UP ON THE PRIME MINISTER'S SUGGESTION TO MAKE WOMEN'S ISSUES A FULL AGENDA ITEM FOR THE FIRST TIME AT A FIRST MINISTERS' CONFERENCE.

WE'RE ESPECIALLY PLEASED THAT THE IMPORTANCE OF CHILD CARE AS A NATIONAL ISSUE HAS BEEN RECOGNIZED.

WE WELCOME A PARTNERSHIP THAT SEES THIS AS A NATIONAL CONCERN. FEDERAL FINANCIAL LEADERSHIP AND COST-SHARING ARRANGEMENTS ARE NECESSARY TO ALLOW THE PROVINCES TO ASSUME THEIR ROLE IN ENSURING THAT QUALITY CHILD-CARE IS AVAILABLE TO ALL WHO NEED IT.

TOMORROW, ONTARIO WILL PUT FORWARD A PROPOSAL FOR A NATIONAL CONFERENCE OF ALL MINISTERS RESPONSIBLE FOR WOMEN'S ISSUES, MINISTERS OF FINANCE, AND MINISTERS OF SOCIAL SERVICES TO DEVELOP A COMPREHENSIVE FRAMEWORK FOR FEDERAL-PROVINCIAL COST-SHARING FOR CHILD-CARE.

TODAY, I WOULD LIKE TO FOCUS ON HOW WE CAN CREATE THE WEALTH NECESSARY TO MEET THE FUTURE NEEDS OF CANADIANS.

WE CAN DO THAT ONLY BY IMPROVING OUR ABILITY TO
COMPETE ON A GLOBAL SCALE.

WE MUST COMPETE BY PUTTING THE MOST ADVANCED
TECHNOLOGY IN THE HANDS OF THE BEST EDUCATED AND BEST
TRAINED WORKFORCE. WE MUST COMPETE BY BECOMING MORE
AGGRESSIVE AND SKILLFUL AT MARKETING OUR GOODS AND
SERVICES TO THE WORLD. WE MUST COMPETE BY ENCOURAGING
NEW INVESTMENT.

OUR IMMEDIATE ECONOMIC OUTLOOK GIVES US SOME
REASON FOR CONFIDENCE, BUT CONSIDERABLE REASON FOR
CONCERN.

THE CURRENT RECOVERY HAS NOT BENEFITED ALL
CANADIANS EQUALLY.

DESPITE POCKETS OF BUOYANCY, ECONOMIC DEVELOPMENT
IS NOT UNIFORMLY STRONG IN ALL PROVINCES, INCLUDING
ONTARIO. NORTHERN ONTARIO AND EASTERN ONTARIO NEED TO
DIVERSIFY AND REVITALIZE THEIR ECONOMIES. RISING U.S.
PROTECTIONISM THREATENS VITAL MANUFACTURING AND RESOURCE
SECTORS.

LIKE THEIR COUNTERPARTS ELSEWHERE, ONTARIO FARMERS HAVE YET TO FULLY RECOVER FROM THE 1982 RECESSION. JUST LAST YEAR, ONTARIO FARMERS SAW THEIR INCOME FALL SIGNIFICANTLY.

ONTARIANS REALIZE WE MUST DO OUR SHARE TO GENERATE ECONOMIC GROWTH FOR CANADA.

OUR ABILITY TO CREATE JOBS DEPENDS ON OUR CAPACITY TO PRODUCE GOODS AND SERVICES, AND SELL THEM TO THE WORLD.

BUT CANADA'S SHARE OF WORLD TRADE HAS DECREASED, AND OUR RANGE HAS NARROWED.

SINCE 1968, CANADA HAS IMPROVED ITS MARKET SHARE IN ONLY FOUR OUT OF 70 MANUFACTURING SECTORS. OUR SHARE HAS ACTUALLY DECLINED IN 21 SECTORS.

WORLD MARKETS HAVE GROWN; WE HAVE TO CATCH UP.

WE HAVE ENORMOUS ROOM FOR GROWTH IN THE ASIA PACIFIC MARKET. IN 1985 THEY IMPORTED \$497 BILLION WORTH OF GOODS, MORE THAN THE UNITED STATES.

FOR EVERY \$100 THAT LATIN-AMERICA SPENT ON IMPORTS IN 1985, ONLY TWO DOLLARS CAME TO CANADA. FOR EVERY \$100 THAT EUROPE SPENT, ONLY ONE DOLLAR CAME TO CANADA.

LAST YEAR, CANADA SENT ONLY 10 PERCENT OF ITS MERCHANDISE EXPORTS TO DEVELOPING NATIONS. THE UNITED STATES AND JAPAN EXPORT PROPORTIONATELY ABOUT FOUR TIMES AS MUCH TO DEVELOPING COUNTRIES. WESTERN EUROPE EXPORTS FIVE TIMES AS MUCH.

THROUGH TRADE NEGOTIATIONS, WE ARE ATTEMPTING TO SECURE ACCESS TO U.S. MARKETS IN THE FUTURE. BUT THAT WILL NOT SOLVE THE PROBLEM OF U.S. PROTECTIONISM NOW.

IRONICALLY, IN THE LAST SIX MONTHS -- SINCE CANADA AND THE UNITED STATES FORMALLY INITIATED FREE TRADE TALKS -- U.S. COUNTERVAIL AND LEGISLATIVE PROTECTIONIST ACTIONS HAVE AFFECTED ROUGHLY A BILLION DOLLARS WORTH OF CANADIAN TRADE WITH THE UNITED STATES.

EVERY INDICATION WE HAVE SEEN DEMONSTRATES THAT THE PURSUIT OF A FREE TRADE AGREEMENT OFFERS NO RELIEF FROM CURRENT U.S. PROTECTIONIST FEVER. THREE WEEKS AGO TODAY, THE CHIEF U.S. TRADE AMBASSADOR REITERATED THAT THE UNITED STATES GOVERNMENT WOULD NOT DROP ITS TOOLS OF TRADE RETALIATION -- SUCH AS THE COUNTERVAIL CLAUSE THAT WAS INVOKED AGAINST SOFTWOOD LUMBER -- EVEN IF A BILATERAL TRADE DEAL IS STRUCK.

THE REVERSAL OF THEIR 1983 DETERMINATION ON SOFTWOOD LUMBER DEMONSTRATES THAT U.S. OFFICIALS WILL CHANGE THE RULES OF THE GAME IF THEY DON'T LIKE THE SCORE.

JUST LAST WEEK, IT WAS AGAIN SUGGESTED THAT THE AUTO PACT BE RE-EXAMINED.

THE PROVISIONS IN THE AUTO PACT THAT SAFEGUARD CANADA'S AUTO INDUSTRY, ALSO SAFEGUARD ONTARIO'S ABILITY TO CONTRIBUTE TO CANADIAN ECONOMIC GROWTH. THAT IS WHY IT IS VITAL THAT THE CONDITIONS WHICH HAVE PROVIDED THOUSANDS OF JOBS AND BILLIONS OF DOLLARS OF PRODUCTION BE LEFT IN PLACE.

WE HAVE TO WORK TO PRESERVE ACCESS TO THE U.S. MARKET FOR ALL OUR GOODS AND SERVICES, WHILE STRENGTHENING OUR ABILITY TO SELL TO THE ENTIRE WORLD.

IT WAS A CANADIAN WHO FIRST RECOGNIZED THAT THE WORLD HAS BECOME A GLOBAL VILLAGE. CANADIANS MUST NOW MASTER THE GLOBAL MARKETPLACE.

WE'RE SHIFTING FROM AN ECONOMY THAT IS EVOLUTIONARY TO ONE THAT IS REVOLUTIONARY. CHANGE IS SUDDEN AND CONTINUOUS.

GOODS, SERVICES, AND CAPITAL ARE MOVING MORE FREELY AND MORE SWIFTLY.

COMPETITION USED TO COME FROM AROUND THE BLOCK; NOW IT COMES FROM AROUND THE WORLD. MANY COUNTRIES ARE NOW EXPORTING GOODS THEY ONCE IMPORTED FROM US. BUSINESSES ARE FINDING IT IS NO LONGER ENOUGH TO BE NATIONAL LEADERS IN THEIR FIELDS -- THEY MUST BE INTERNATIONAL LEADERS AS WELL.

THAT IS WHY CANADIANS MUST DEVELOP A STRATEGY TO TARGET THE AREAS IN WHICH WE CAN EXCEL. AND WE MUST BE FLEXIBLE ENOUGH TO DEVELOP NEW STRENGTHS ON SHORT NOTICE.

NATIONS LIKE JAPAN HAVE SHOWN THAT A WELL-EDUCATED, ENTERPRISING PEOPLE, BACKED BY A COMMITMENT TO RESEARCH AND DEVELOPMENT, CAN PROSPER EVEN WITHOUT A RESOURCE BASE.

CANADA CAN GAIN A VALUABLE EDGE BY COMBINING OUR WEALTH IN NATURAL RESOURCES WITH OUR WEALTH OF HUMAN RESOURCES -- THE KNOWLEDGE, SKILLS AND INGENUITY OF THE CANADIAN PEOPLE.

OUR ABILITY TO COMPETE DEPENDS ON OUR ABILITY TO PRODUCE.

BUT AN OECD STUDY FOUND THAT BETWEEN 1975 AND 1984, CANADA POSTED ONE OF THE SMALLEST INCREASES IN PRODUCTIVITY AMONG INDUSTRIALIZED NATIONS. OUR RATE OF GROWTH IN PRODUCTIVITY WAS 0.6 PER CENT -- COMPARED TO 3.5 PER CENT FOR JAPAN, 2.2 PER CENT FOR FRANCE, AND 1.8 PER CENT FOR ITALY.

WE HAVE THE POTENTIAL TO IMPROVE OUR ABILITY TO COMPETE. THE QUESTION IS WHETHER WE HAVE THE WILL.

WE WILL HAVE TO MAKE UP GROUND ON THE BASIS OF OUR BRAINPOWER.

WE MUST TAKE THE LEAD IN DEVELOPING NEW TECHNOLOGIES AND APPLYING THEM TO FORESTRY, AGRICULTURE, FISHING AND MINING -- AS WELL AS MANUFACTURING.

WE MUST ENCOURAGE CANADIANS TO DEVELOP THEIR ENTREPRENEURIAL ABILITIES. HALF OF THE JOBS THAT WILL EXIST IN 15 YEARS WILL BE PROVIDED BY SMALL BUSINESSES THAT AREN'T EVEN BORN YET -- ESPECIALLY IN THE GROWING SERVICE SECTOR.

WE MUST EXPORT NOT JUST OUR GOODS, BUT ALSO OUR KNOWLEDGE AND SKILLS, IN ORDER TO ELIMINATE A \$4-BILLION INTERNATIONAL DEFICIT IN TRADE IN SERVICES. WE MUST IMPROVE OUR ABILITY TO MARKET SERVICES IN HEALTH CARE, EDUCATION, CULTURE, ENVIRONMENTAL TECHNOLOGY AND FINANCE.

TO REACH OUR GOALS, WE MUST FOCUS ON RESEARCH AND DEVELOPMENT, HIGHER EDUCATION, AND SKILLS TRAINING.

OUR MAJOR INDUSTRIALIZED COMPETITORS SPEND MORE THAN 2.5 PERCENT OF THEIR GDP ON RESEARCH AND DEVELOPMENT. CANADA SPENDS ABOUT HALF THAT.

IN 1984, THE CANADIAN PRIVATE SECTOR FUNDED ABOUT \$2 BILLION OF R&D ACTIVITY. AT LEAST TWO INDIVIDUAL AMERICAN FIRMS ALONE SPENT MORE.

IN TERMS OF THE PERCENTAGE OF OUR POPULATION ENGAGED IN R&D, CANADA PLACES BETWEEN ICELAND AND IRELAND.

SHOESTRING BUDGETS LEAD TO SHOESTRING RESULTS. LAST YEAR, CANADA SUFFERED A HIGH-TECHNOLOGY DEFICIT OF \$12.6 BILLION -- ABOUT THREE TIMES LARGER THAN 10 YEARS AGO.

THE CANADIAN INDEPENDENT COMPUTER SERVICES ASSOCIATION ESTIMATES THAT WE COULD HAVE CREATED ABOUT 180,000 MORE JOBS IF NOT FOR OUR HIGH-TECH DEFICIT, AND HALF-A-MILLION MORE JOBS COULD BE AT STAKE BY 1990.

CANADA HAS ACHIEVED SOME SUCCESS IN A FEW TECHNOLOGICAL SPECIALTIES -- SUCH AS TELECOMMUNICATIONS, REMOTE SENSING, AND COMPUTER SOFTWARE.

BUT WE LAG BEHIND IN CRITICAL AREAS SUCH AS BIO-TECHNOLOGY, ADVANCED INDUSTRIAL MATERIALS, ROBOTICS, AND MICROELECTRONICS.

CANADA IS THE ONLY COUNTRY IN THE OECD THAT SUFFERS A DEFICIT IN HIGH-TECH TRADE IN DRUGS, SCIENTIFIC INSTRUMENTS, ELECTRICAL TRANSMISSION EQUIPMENT, COMMUNICATIONS EQUIPMENT AND COMPONENTS, OFFICE MACHINES AND COMPUTERS, AIRCRAFT AND AUTOMOBILES.

WE MUST RECOGNIZE THAT A NATIONAL STRATEGY TO STRENGTHEN CANADA'S CAPACITY IN SCIENCE AND TECHNOLOGY WILL NOT RESULT FROM THE SIMPLE EXPRESSION OF GOOD INTENTIONS.

ALL GOVERNMENTS MUST WORK TOGETHER TO INCREASE INDUSTRY COMMITMENT TO R&D, AND USE PUBLIC RESOURCES TO LEVER PRIVATE-SECTOR INVESTMENT.

WE NEED TO IMPROVE TECHNOLOGY TRANSFER ACROSS CANADA -- IN ALL REGIONS -- AND TARGET R&D INVESTMENT TO MAXIMIZE TRADE OPPORTUNITIES AND JOB CREATION.

WE MUST REDUCE OVERLAP AND DUPLICATION, MATCH STRENGTHS ACROSS PROVINCIAL BOUNDARIES, AND BEST APPLY THE RESOURCES WE HAVE TO THE OPPORTUNITIES WE SEEK.

CANADA'S STRONGEST ASSET IS ITS PEOPLE. IN A GLOBAL ECONOMY CENTERED ON KNOWLEDGE AND INNOVATION, EDUCATION IS AN ESSENTIAL RAW MATERIAL.

BUT CANADA'S PER CAPITA INVESTMENT IN POST-SECONDARY EDUCATION IS LESS THAN IT WAS FIVE YEARS AGO.

FEDERAL CUTS IN ESTABLISHED PROGRAM FINANCING PAYMENTS STAND TO COST ALL PROVINCES \$1.8 BILLION IN FUNDING FOR POST-SECONDARY EDUCATION BY 1990. THOSE FUNDING CUTS EQUAL THE TOTAL BUDGETS OF THE UNIVERSITY OF BRITISH COLUMBIA, THE UNIVERSITY OF ALBERTA, UNIVERSITY OF TORONTO, MCGILL UNIVERSITY, AND DALHOUSIE UNIVERSITY.

NO ONE AT THIS TABLE CAN BEAR ALL OF THE BLAME FOR THESE PROBLEMS. BUT ALL OF US MUST SHARE RESPONSIBILITY FOR SOLVING THEM. ALL OF US MUST WORK TO MAKE CANADA -- AND ALL OF ITS REGIONS -- MORE COMPETITIVE.

I REALISE THAT WE CANNOT ADDRESS ALL OF CANADA'S CHALLENGES AT THIS CONFERENCE. NEVERTHELESS, THERE ARE PRIORITIES THAT CALL FOR OUR IMMEDIATE ATTENTION.

AS A FIRST PRIORITY TOWARD BUILDING A NATIONAL STRATEGY ON COMPETITION, WE BELIEVE CANADA MUST SET OUT TO DOUBLE ITS SPENDING ON RESEARCH AND DEVELOPMENT WITHIN TEN YEARS.

THE FEDERAL AND PROVINCIAL MINISTERS RESPONSIBLE FOR SCIENCE AND TECHNOLOGY WILL MEET NEXT MONTH. ONTARIO WOULD SUGGEST THEY BE MANDATED TO PRODUCE WITHIN SIX MONTHS AN ACTION PLAN TO MATCH THE R&D SPENDING OF OUR MAJOR INDUSTRIAL COMPETITORS -- 2.5 PERCENT OF THE GROSS DOMESTIC PRODUCT.

ONTARIO BELIEVES THAT THIS ACTION PLAN SHOULD BE BROUGHT TO A SPECIAL MEETING OF FIRST MINISTERS, FOCUSSED ON THE DEVELOPMENT OF A CO-ORDINATED NATIONAL SCIENCE AND TECHNOLOGY STRATEGY.

CANADA CANNOT MARCH TO THE MUSIC OF 10 DIFFERENT BANDS. WE HAVE TO MOVE IN HARMONY.

IF WE ARE TO COMPETE IN WORLD MARKETS, WE WILL ALSO NEED A TAX SYSTEM THAT ENCOURAGES INVESTMENT, TECHNOLOGY, AND JOB CREATION, WHILE ENSURING EQUAL TREATMENT FOR WOMEN, AND FAIRNESS FOR ALL.

FOR THAT REASON, ONTARIO BELIEVES THAT ANY MAJOR PROPOSED CHANGE IN THE TAX SYSTEM MUST BE ACCOMPANIED BY A DETAILED ANALYSIS OF ITS POTENTIAL IMPACT ON CANADA'S ABILITY TO COMPETE, AND CREATE JOBS.

THESE ARE SOME OF THE WAYS WE CAN IMPROVE OUR LONG-TERM ABILITY TO COMPETE. BUT WE MUST ALSO DEAL WITH THE IMMEDIATE THREATS TO OUR ACCESS TO THE U.S. MARKET.

NO PROVINCE CAN AFFORD TO IGNORE THESE PROTECTIONIST THREATS. THE RECENT U.S. ACTIONS CONCERNING SOFTWOOD LUMBER STAND TO JEOPARDIZE ONE OF CANADA'S LEADING ECONOMIC SECTORS. WHAT IS MORE, IT COULD SET A DANGEROUS PRECEDENT THAT COULD BE APPLIED AGAINST OTHER PARTS OF THE LUMBER INDUSTRY, AND OTHER NATURAL RESOURCE INDUSTRIES.

USING THE SOFTWOOD LUMBER PRECEDENT TODAY, THE AMERICANS COULD ATTACK US ON POTASH TOMORROW, FISH THE NEXT DAY, URANIUM THE DAY AFTER THAT -- FOLLOWED BY OIL AND GAS, WHEAT, HYDRO-ELECTRICITY AND OTHER RESOURCE SECTORS.

LET US NOT FORGET THAT WE HAVE A TOTALLY DIFFERENT SYSTEM OF LAND OWNERSHIP AND RESOURCE MANAGEMENT THAN THE UNITED STATES.

WHAT'S AT STAKE IN THE SOFTWOOD LUMBER ISSUE IS NOTHING LESS THAN WHETHER CANADIAN RESOURCE POLICIES SHOULD BE DICTATED BY U.S. INTERESTS, OR DECIDED BY THE CANADIAN PEOPLE.

IN LIGHT OF THE FACT THAT U.S. PROTECTIONIST PRESSURE HAS GROWN SINCE FREE TRADE TALKS GOT UNDERWAY, I BELIEVE WE MUST RECOGNIZE IT IS AN IMMEDIATE PROBLEM THAT CALLS FOR AN IMMEDIATE RESPONSE -- ABOVE AND BEYOND THE CURRENT NEGOTIATIONS.

THE RECENT U.S. CONGRESSIONAL ELECTIONS LEAVE CANADA WITH A LIMITED WINDOW OF OPPORTUNITY TO COMBAT PROTECTIONISM. WE MUST ACT NOW TO POINT OUT TO AMERICANS THE NEGATIVE CONSEQUENCES OF PROTECTIONISM -- TO THEMSELVES, TO THEIR BEST TRADING PARTNERS, AND TO THE WORLD.

WE MUST POINT OUT TO THEM THAT A NEW ROUND OF PROTECTIONISM COULD BRING ON THE SAME DIRE WORLD-WIDE CONSEQUENCES AS THE DISASTROUS BEGGAR-THY-NEIGHBOUR POLICIES OF THE 1930'S.

IF WE ALL SHARE A SENSE OF URGENCY ABOUT THIS PROBLEM, I HOPE THAT OVER THE NEXT TWO DAYS WE CAN JOINTLY WORK OUT A PLAN TO COUNTER U.S. PROTECTIONISM. ONTARIO WOULD LIKE TO SEE A NATIONAL PARTNERSHIP IN WHICH ALL OF US CAN WORK AGAINST PROTECTIONIST ACTIONS IN A PLANNED AND COORDINATED WAY.

I WOULD LIKE TO PROPOSE SOME INITIAL BUILDING BLOCKS FOR THAT STRATEGY.

1. WE MUST RECOGNIZE GROWING U.S. PROTECTIONISM IS AN IMMEDIATE PROBLEM, QUITE APART FROM ANY EFFORT TO OBTAIN A LONG-TERM FREE TRADE AGREEMENT.
2. WE MUST REMIND AMERICANS THAT WE ARE THEIR BEST CUSTOMER. WE MUST REMIND AMERICANS THAT TRADE WITH CANADA PROVIDES THEM WITH TWO MILLION JOBS. WE MUST REMIND THEM THAT PROTECTIONIST MEASURES ADD TO THEIR OWN MANUFACTURING COSTS, AND THEIR OWN COST OF LIVING.
3. WE MUST WORK WITH OUR FRIENDS AND ALLIES IN THE UNITED STATES ON TRADE ISSUES. CANADIAN BUSINESSES CAN MARSHALL THEIR U.S. CUSTOMERS AND SUPPLIERS. THEY HAVE AS MUCH INTEREST AS WE DO IN KEEPING TRADE OPEN.
4. PROVINCIAL GOVERNMENTS CAN TAKE ADVANTAGE OF THEIR RELATIONS WITH NEARBY STATES --- THEIR GOVERNORS, SENATORS AND CONGRESSMEN. OUR CLOSE RELATIONS AND COMMON INTERESTS CAN HELP IN THIS ISSUE.

5. WE MUST POOL OUR RESOURCES AS GOVERNMENTS AND WORK TOGETHER WITH INDUSTRY TO ESTABLISH BETTER EARLY WARNING SYSTEMS TO PREVENT TRADE IRRITANTS FROM BECOMING TRADE WARS.

6. MR. PRIME MINISTER, YOUR CLOSE RELATIONSHIP WITH PRESIDENT REAGAN IS AN ESSENTIAL ELEMENT OF ANY STRATEGY TO COMBAT U.S. PROTECTIONISM. YOU CAN USE YOUR GOOD OFFICES -- AS YOU SEE MOST APPROPRIATE -- TO WORK WITH THE PRESIDENT AND STRENGTHEN HIS RESOLVE TO STAND FIRM AGAINST PROTECTIONIST PRESSURES.

WE MUST HARNESS THE ENERGIES OF EVERY GOVERNMENT REPRESENTED IN THIS ROOM IN NEW AND CREATIVE WAYS IN ORDER TO ELIMINATE THIS PROTECTIONIST THREAT.

ALL OF US SEEK THE BEST FOR OURSELVES AND OUR FELLOW CANADIANS -- IN ALL REGIONS, AND ALL WALKS OF LIFE. TO REACH THAT GOAL WE MUST DEFEND ESTABLISHED MARKETS, AND COMPETE FOR NEW ONES.

MORE THAN FOUR DECADES AGO, STEPHEN LEACOCK OBSERVED THAT "THOSE WHO DREAM MOST, DO MOST." AS CANADA APPROACHES THE NEXT CENTURY, WE MUST SUMMON THE VISION TO DREAM, AND THE WILL TO TURN OUR VISION INTO REALITY.

CJ
Z 2
C 52

ANNUAL CONFERENCE
OF
FIRST MINISTERS

WOMEN
IN THE
PRINCE EDWARD ISLAND
LABOUR FORCE
- AN UPDATE -



Vancouver
November 20 and 21, 1986

WOMEN
IN THE
PRINCE EDWARD ISLAND
LABOUR FORCE
- AN UPDATE -

PREPARED BY:
RESEARCH & ANALYTICAL SERVICES SECTION
HUMAN RESOURCE DEVELOPMENT DIVISION
PEI DEPARTMENT OF INDUSTRY
NOVEMBER, 1986

TABLE OF CONTENTS

ITEM	PAGE
EXECUTIVE SUMMARY.....	1
PARTICIPATION RATES.....	1
LABOUR FORCE.....	2
EMPLOYMENT.....	3
UNEMPLOYMENT.....	4
EDUCATIONAL LEVELS.....	5
INCOME.....	6
WOMEN ENTREPRENEURS.....	6
INTRODUCTION.....	7
POPULATION.....	8
PARTICIPATION RATES (CENSUS DATA).....	9
PARTICIPATION RATES BY SEX (LABOUR FORCE SURVEY).....	15
SEASONAL PARTICIPATION RATE.....	17
LABOUR FORCE.....	19
LABOUR FORCE BY OCCUPATION BY SEX.....	22
LABOUR FORCE BY INDUSTRY BY SEX.....	28
EMPLOYMENT.....	33
EMPLOYMENT BY SEX.....	34
FULL-TIME, PART-TIME EMPLOYMENT.....	36
NUMBER OF WEEKS WORKED IN 1980.....	38
UNEMPLOYMENT.....	40
UNEMPLOYMENT RATE.....	40
UNEMPLOYMENT INSURANCE ACTIVE CLAIM COUNT...	41
FEMALE UNEMPLOYMENT INSURANCE CLAIMANTS BY LOCATION.....	44

ITEM	PAGE
UNEMPLOYMENT INSURANCE CLAIMANTS BY OCCUPATION	
AND BY SEX.....	47
EDUCATION ATTAINMENT BY SEX.....	50
EMPLOYMENT STATUS OF FEMALES BY LEVEL OF EDUCATION.....	52
EMPLOYMENT INCOME BY SEX.....	54
EMPLOYMENT INCOME BY OCCUPATION BY SEX.....	56
WAGE RATES BY OCCUPATION.....	58
AVERAGE INCOME BY EDUCATION BY SEX.....	59
GRADUATE EARNINGS FROM THE STUDENT FOLLOW-UP SURVEY.....	61
WOMEN ENTREPRENEURS.....	65
CONCLUSION.....	67
APPENDIX I -EXPLANATION OF DIFFERENCES BETWEEN CENSUS AND LABOUR FORCE SURVEY DATA.....	(i & ii)

LIST OF TABLES

TABLE #	ITEM	PAGE
1	TOTAL POPULATION AND POPULATION 15 YEARS AND OVER BY SEX PRINCE EDWARD ISLAND 1921-1981..	8
2	PARTICIPATION RATES BY SEX FOR PRINCE EDWARD ISLAND AND CANADA 1921-1981.....	10
3	PRINCE EDWARD ISLAND FEMALE PARTICIPATION RATES BY AGE 1951-1981.....	12
4	PRINCE EDWARD ISLAND FEMALE PARTICIPATION RATES BY MARITAL STATUS 1951-1981.....	13
5	PARTICIPATION RATES BY SEX FOR PRINCE EDWARD ISLAND AND CANADA 1975-1985.....	15
6	PRINCE EDWARD ISLAND PARTICIPATION RATES BY SEX BY MONTH 1985.....	18
7	LABOUR FORCE BY SEX FOR PRINCE EDWARD ISLAND 1975-1985.....	20
8	LABOUR FORCE BY SEX FOR PRINCE EDWARD ISLAND 1951 AND 1981.....	21
9	LABOUR FORCE 15 YEARS OF AGE AND OVER BY OCCUPATION AND SEX, PRINCE EDWARD ISLAND 1971 and 1981.....	23
10	FEMALE LABOUR FORCE BY OCCUPATION FOR CANADA, NOVA SCOTIA, NEW BRUNSWICK AND NEWFOUNDLAND, 1971 AND 1981.....	26
11	LABOUR FORCE 15 YEARS OF AGE AND OVER BY INDUSTRY BY SEX PRINCE EDWARD ISLAND 1971, 1981.	29
12	FEMALE LABOUR FORCE BY INDUSTRY FOR CANADA, NOVA SCOTIA, NEW BRUNSWICK AND NEWFOUNDLAND 1971 AND 1981.....	32
13	EMPLOYMENT BY SEX FOR PRINCE EDWARD ISLAND... 1975 - 1985.....	34
14	EMPLOYMENT BY SEX FOR PRINCE EDWARD ISLAND..... 1971, 1976 AND 1981.....	35
15	POPULATION 15 YEARS AND OVER WHO WORKED IN 1980, WHETHER WORKED MOSTLY FULL-TIME OR PART-TIME. CANADA AND PRINCE EDWARD ISLAND.....	37

TABLE #	ITEM	PAGE
16	FEMALE POPULATION 15 YEARS AND OVER WHO WORKED IN 1980 BY NUMBER OF WEEKS WORKED IN 1980 AND WHETHER THESE WERE WEEKS MOSTLY FULL TIME OR PART TIME. PRINCE EDWARD ISLAND.....	39
17	UNEMPLOYMENT RATES BY SEX FOR CANADA AND PRINCE EDWARD ISLAND 1971, 1976 AND 1981.....	40
18	UNEMPLOYMENT INSURANCE CLAIMANTS BY SEX BY MONTH FOR PRINCE EDWARD ISLAND 1984, 1985.....	42
19	FEMALE UNEMPLOYMENT INSURANCE CLAIMANTS BY REGIONS BY MONTH FOR 1985.....	45
20	AVERAGE UNEMPLOYMENT INSURANCE CLAIMANTS BY OCCUPATION BY SEX. PRINCE EDWARD ISLAND_1985.....	47
21	POPULATION 15 YEARS AND OVER BY SEX, SHOWING HIGHEST LEVEL OF SCHOOLING. PRINCE EDWARD ISLAND 1971, 1976 AND 1981.....	51
22	FEMALE POPULATION 15 YEARS AND OVER BY EMPLOYMENT STATUS BY HIGHEST LEVEL OF EDUCATION. PRINCE EDWARD ISLAND 1981.....	53
23	EMPLOYMENT INCOME BY LEVEL OF INCOME BY SEX FOR PRINCE EDWARD ISLAND 1981.....	55
24	AVERAGE EMPLOYMENT INCOME BY OCCUPATION BY SEX FOR PRINCE EDWARD ISLAND, 1981.....	57
25	POPULATION 15 YEARS AND OVER BY AVERAGE INCOME BY EDUCATION BY SEX PRINCE EDWARD ISLAND 1981.....	60
26	1985 AVERAGE ANNUAL EARNINGS BY LEVEL OF EDUCATION BY SEX FOR SELECTED OCCUPATIONS.....	63

EXECUTIVE SUMMARY

PARTICIPATION RATES:

- In 1921 there were approximately 30,000 females in the working age population. This remained relatively stable between 1921 and 1961.
- Between 1961 and 1981 the working age population for females increased by 43 percent compared to 32 percent for males.
- The Prince Edward Island female participation rate increased by 36 percentage points between 1921 and 1981.
- Female participation rates for Canada and Prince Edward Island are still well below the male rates.
- The major increase in the female participation rates has been in the 20 - 64 age category.
- The participation rate for females between 25 - 34 years old increased by almost 50 percentage points between 1951 and 1981.
- There was a tremendous increase (45 percentage points) in the participation rate of married women during 1951-1981.
- The main reasons women work outside the home are to: support themselves and to supplement their income.
- The labour force survey data is consistent with the census data, as the female participation rates have increased steadily between 1975 and 1985 from 41 percent to 52 percent.

Female participation rates increased at a faster rate in Prince Edward Island (11%) than in Canada (10%) between 1975-1985.

- Seasonal fluctuations are also evident in the participation rates on Prince Edward Island. During 1985 the male and female participation rates peaked in July.

LABOUR FORCE

- On average women accounted for 40 percent of the Prince Edward Island labour force between 1975 and 1985.
- The Prince Edward Island female labour force increased by 47 percent between 1975 and 1985.
- Comparing 1975 and 1985, the number of females entering the labour force outnumbered the number of males two to one (8,000 compared to 4,000).
- The census data recorded an increase of 55 percent in the female labour force between 1971 and 1981.
- The female labour force increased at a faster rate than the male labour force between 1951 and 1981.
- Clerical and related occupations accounted for the largest share of females in both the 1971 and 1981 labour force in Canada and the Atlantic Region.
- More and more females are entering predominantly female occupations (for example, teaching, medicine and health and clerical). However, females are also entering some traditionally male occupations at a faster rate than males for example, occupations in the Social Sciences.

- Clerical and related occupations accounted for the largest increase in the female labour force between 1971 and 1981 in the Atlantic Region.
- The community business and personal service industries accounted for the largest share of the 1971 and 1981 female labour force for Canada and the Atlantic Provinces.
- The community business and personal service industries also accounted for the largest increase in the female labour force both nationally and regionally (Atlantic Region) between 1971 and 1981.

EMPLOYMENT

- Between 1975 and 1985 employment levels for women in Prince Edward Island increased by 47 percent, while employment levels for men increased by 7 percent.
- Females accounted for a higher percentage of total employment in 1981 (40%) compared to 1971 (33%).
- The majority of males (86%) and females (67%) in Prince Edward Island who worked in 1980 worked mostly full-time.
- There was a higher percentage of males than females in both Canada and Prince Edward Island who worked full-time.
- Fifty percent of the females who worked for 1-13 weeks in 1980 worked mostly part-time while the remaining 50 percent worked mostly full time.

- The majority of females who worked 14 - 52 weeks in 1980 worked mostly full-time.

UNEMPLOYMENT

- Between 1971 and 1981 the female unemployment rate in Prince Edward Island increased by 6 percentage points, while the male unemployment rate increased by 5 percentage points.
- In 1984 and 1985 males on average accounted for 60 percent of the total number of unemployment insurance claimants while females accounted for the remaining 40 percent (corresponding to the labour force distribution of approximately 60% male and 40% female).
- Between 1984 and 1985 the number of female unemployment insurance claimants increased at a faster rate than the number of males.
- The number of male claimants tends to fluctuate more than the number of female claimants.
- Summerside had the highest percentage of female unemployment insurance claimants (41%) for 1985 compared to 33 percent for Charlottetown and 27 percent for Montague.
- Summerside experiences a larger increase in the number of claimants between the summer and winter compared to Montague and Charlottetown.
- The percentage of female claimants in each region within Prince Edward Island is consistent with the percentage

of female claimants for the Province.

- In 1985, the highest number of female unemployment insurance claimants in Prince Edward Island was in the clerical and related occupations.
- Females who were unemployed were last employed in traditionally female occupations.

EDUCATIONAL LEVELS

- In 1981 a higher percentage of the females (45%) had attained an education level of Grade 9 - 12.
- A higher percentage of females had an education level of Grade 9 - 12 and some post-secondary education compared to males.
- Between 1971 and 1981 the percentage of females with some post-secondary education and university degrees increased, thus more and more females are seeking a higher education.
- The higher the level of education attained by females, the less likely they will be unemployed. For example, 20 percent of the females with less than a Grade 9 education were unemployed, while only 10 percent of the females with a university degree were unemployed.
- The largest number of females employed (5,325) had attained a Grade 9 - 12 education without a certificate or diploma.

INCOME

- In 1981 the largest percentage of females (22%) reported employment income under \$2,000.
- Fifty-one percent of the females reported employment income under \$5,000, while 29 percent of the males reported employment income under \$5,000.
- The average employment income for males (\$11,561) was almost twice the average female employment income (\$6,405).
- Females within the teaching occupation (\$13,199) had the highest average employment income for all women.
- Males are earning higher employment income than females in the same occupations.
- Wage rates in 1985 for some of the typically 'male occupations' are somewhat higher than typically 'female occupations'.
- Females with the highest average income had a university education with a degree or certificate above the bachelor level.
- Female graduates from both university and community college earned less than male graduates in 1985.
- Male graduates from university and community college earned more than females in the same occupation.

WOMEN ENTREPRENEURS

- Between 1970 and 1983, the number of business proprietors in Canada increased by 38 percent, while the number of female business proprietors increased by 178%.
- The main reasons why women start their own business are the desire for independence and to utilize a talent or skill.
- Women entrepreneurs are likely to be subjected to attitudinal barriers and are likely to feel restraint because of family obligations.

INTRODUCTION

Since World War II, the number of women working for pay has dramatically increased. This labour market trend needs to be examined in order to explain the role of women in the Prince Edward Island economy. A variety of data sources will be utilized in this report including the Department of Industry's 1984 PEI Student Follow-up Survey.

The objectives of this report are - a) to present an analysis of the labour market experiences of females within Prince Edward Island and b) to update the 1983 Women in the PEI-Labour Force Publication.

The trends will be discussed under the following major subject areas:

- Population
- Participation rates
- Labour force by industry and occupation
- Employment and unemployment
- Income levels
- Educational Attainment and
- Women Entrepreneurs

This report will conclude with the highlights of the findings. The first issue to be addressed is the distribution of Prince Edward Island's population by sex over the past several decades.

POPULATION:

The number of women in the working age population (population 15 years and over) has increased dramatically during the last several decades. Table 1 illustrates the total population and the population 15 years and over by sex for Prince Edward Island from 1921-1981.

TABLE 1TOTAL POPULATION AND POPULATION 15 YEARS AND OVER BY SEXPRINCE EDWARD ISLAND, 1921-1981(THOUSANDS)

		POPULATION 15 YEARS AND OVER					
		TOTAL	MALE		FEMALE		
TOTAL	POPULATION		#	%	#	%	
1921	88.6	59.9	30.3	50.6	29.6	49.4	
1931	88.0	59.9	31.1	51.9	28.8	48.1	
1941	95.0	66.4	34.7	52.3	31.7	47.7	
1951	98.4	65.5	33.4	51.0	32.1	49.0	
1961	104.6	66.9	34.2	51.1	32.7	48.9	
1971	111.6	76.2	38.1	50.0	38.1	50.0	
1981	122.5	92.1	45.3	49.2	46.8	50.8	

SOURCE: Statistics Canada 91-512 (for 1921-1971) and 92-901 (for 1981)

In 1921 for example, there were approximately 30,000 females in the working age population (population 15 years and over). This figure remained fairly stable between 1921 and 1961, however, the number rapidly increased between 1961 and 1981. The

number of females increased by 43% compared to 32% for males between 1961 and 1981.

Thus, the number of women in the working age population has increased in the last 20 years. There are 14,100 more women 15 years and over in 1981 than in 1961. Hence, the number of women in the working age population has increased considerably. This leads one to question what percentage of women have entered the labour force.

PARTICIPATION RATES: (CENSUS DATA):

The participation rate is defined as the percentage of the working age population who are either working or seeking work. Two data sources will be used to examine female participation rates:

- a) Statistics Canada's Census of Canada and
- b) Statistics Canada's Labour Force Survey

The Census of Canada data will be used first to demonstrate historical trends. **Table 2** presents participation rates by sex for Canada and Prince Edward Island from 1921-1981.

TABLE 2**PARTICIPATION RATES BY SEX FOR PRINCE EDWARD ISLAND AND CANADA**

	<u>1921-1981</u>					
	PRINCE EDWARD ISLAND			CANADA		
	TOTAL	MALE	FEMALE	TOTAL	MALE	FEMALE
1921	51.5	88.7	13.5	54.6	88.7	17.6
1931	53.3	88.7	15.0	55.2	87.5	19.6
1941	53.5	87.7	16.1	54.2	85.8	20.7
1951	51.9	84.0	18.5	54.2	83.8	24.1
1961	51.0	76.1	24.7	53.7	77.7	29.5
1971	56.6	75.0	38.1	57.3	75.7	39.2
1981	61.9	74.7	49.4	64.8	78.2	51.8

NOTE: Caution must be used when comparing historical census data, due to the differing methodology used to obtain the statistics

SOURCE: 94-702 (1921-1971) 92-915 (1981)

Table 2 clearly indicates the large increase in the participation rates for Prince Edward Island and Canada. Between 1921 and 1981, the participation rates for Canada and Prince Edward Island showed significant changes. The total participation rate for Prince Edward Island increased by 10.4 percentage points from 51.5 percent in 1921 to 61.9 percent in 1981. The Prince Edward Island female participation rate increased by 36 percentage points between 1921 and 1981. However, the male participation rate declined by 14 percentage points from 88.7 percent in 1921 to 74.7 percent in 1981.

Similarly for Canada, the total participation rate increased by 10.2 percentage points between 1921 and 1981. The female participation rate during this same time period increased by 34 percentage points, while the male participation rate declined by 11 percentage points.

The decline experienced in the male participation rate may be due to early retirement and young males remaining in school longer.

Even though the female participation rates have increased considerably between 1921 and 1981, the female participation rates are still well below the male participation rates for both Canada and Prince Edward Island. It is also interesting to consider the female participation rate by age in order to determine what age group has experienced the most significant change over the past thirty years. **Table 3** presents the Prince Edward Island female participation rates by age for 1951-1981.

TABLE 3PRINCE EDWARD ISLAND FEMALE PARTICIPATION RATES BY AGE:1951-1981

AGE	<u>PARTICIPATION RATES (%)</u>				
	1951	1961	1971	1976	1981
Overall					
Female	18.7	24.9	38.7	45.4	49.4
15-19	33.2	29.9	34.1	43.8	41.2
20-24	39.9	43.8	64.5	69.3	77.4
25-34	17.8	23.6	45.1	56.6	67.1
35-44	15.3	26.0	42.4	56.5	64.8
45-54	15.5	30.5	47.3	52.0	57.6
55-64	12.3	24.0	38.5	39.4	33.7
65+	5.3	6.9	9.3	8.7	6.6

NOTE: The methodology used to collect labour force data has changed between 1951 and 1971, therefore caution must be used when comparing data during this time period.

SOURCE: Statistics Canada Census Data 94-802, 94-702, 92-915

Although there has been a significant increase in participation rates not all age groups have experienced dramatic change. For example, the rate for those over the age of 65 has fluctuated between five and nine percent. As well, the 15 - 19 age category increased only slightly.

The major increases, however, are in the 20-64 age category. For example, in 1951, 18 percent of women between the

ages of 25-34 participated in the labour force compared to 67 percent in 1981, an increase of almost 50 percentage points.

Another interesting trend in participation rates is the number of married females participating in the labour force. Table 4 presents the annual female participation rates by marital status from 1951-1981.

TABLE 4
PRINCE EDWARD ISLAND FEMALE
PARTICIPATION RATES BY MARITAL STATUS, 1951-1981

YEAR	SINGLE	MARRIED(1)	WIDOWED/DIVORCED
1951	46.2	7.1	14.8
1961	44.4	18.4	18.3
1971	47.4	38.2	22.6
1981	55.8	52.0	24.1

NOTE: The methodology used to collect labour force data has changed between 1951-1971, therefore caution must be used when comparing data during this time period.

(1) includes separated

SOURCE: Statistic Canada Census Data 94-702, 92-915

As Table 4 demonstrates, the participation rate for single; and widowed and divorced women has increased by almost 10 percentage points compared to a tremendous 45 percentage point increase in the married females category from 1951-1981. Clearly, more and more married women are seeking employment. Indeed, in

general, more women are inclined to seek paid employment outside the home. Women work outside the home for a variety of reasons. For single women the reason is simply to support themselves. Similarly, the widowed and divorced women could be working to supplement other income or to support themselves. Married women, some people assume, work strictly for money to buy the extras. However, many married women must work if their family is to have adequate income to meet their basic needs. Armstrong and Armstrong (1983) point out that there is a strong relationship between the husband's income and the wife's employment because the lower the husband's income, the more likely his wife's labour force participation. Thus, economic necessity would seem to be the major reason for participation in the labour force.

There are other reasons. "More information about and better access to birth control techniques, combined with better domestic technology and more cheaply produced consumer goods, have made it increasingly possible for women to take on second jobs in the labour force." (Armstrong and Armstrong: 1983: 29). Whatever the reason, more women are participating in the labour force.

Thus, the Census data demonstrates a rapid increase in participation rates over the last several decades. Labour Force Survey data will be assessed for the last ten years. Appendix 1 presents a description of the differences in methodology between Statistics Canada's Census and Labour Force Survey data.

PARTICIPATION RATES BY SEX (LABOUR FORCE SURVEY)

Table 5 illustrates the participation rates for males and females in both Prince Edward Island and Canada for 1975-1985 based on the Labour Force Survey data.

TABLE 5
PARTICIPATION RATES BY SEX FOR PRINCE EDWARD ISLAND
AND CANADA, 1975-1985

YEAR	PRINCE EDWARD ISLAND			CANADA		
	TOTAL (%)	MALE (%)	FEMALE (%)	TOTAL (%)	MALE (%)	FEMALE (%)
1975	56.5	72.2	41.4	61.1	78.4	44.4
1976	56.7	72.3	41.6	61.1	77.6	45.2
1977	56.9	71.5	42.8	61.6	77.7	46.0
1978	57.7	71.7	44.3	62.7	78.1	47.9
1979	59.0	72.7	45.9	63.4	78.5	49.0
1980	59.2	72.6	46.4	64.1	78.4	50.4
1981	58.7	71.2	46.9	64.8	78.4	51.7
1982	57.8	70.3	45.9	64.1	77.0	51.7
1983	60.2	71.4	49.5	64.4	76.7	52.6
1984	60.2	70.7	50.2	64.8	76.6	53.5
1985	61.9	72.2	51.9	65.2	76.7	54.3

SOURCE: Statistics Canada Labour Force 71-201

Table 5 indicates that the total participation rate for Prince Edward Island increased by 5.4 percentage points from 1975 (56.5%) to 1985 (61.9%). As well, the female participation rate

increased steadily from 41 percent in 1975 to 52 percent in 1985. In contrast, the male participation rates remained constant as 72 percent of males participated in both the 1975 and 1985 labour force.

Between 1975 and 1985 the Canadian participation rates for women increased steadily from 44 percent to 54 percent, an increase of 10 percentage points.

The Canadian male participation rate declined from 78.4% in 1975 to 76.7% in 1985. As stated earlier this may be due to early retirement and younger males staying in school longer.

As well, the female participation rates are considerably lower than those of males for both Prince Edward Island and Canada. For example, the overall male participation rate in 1985 on Prince Edward Island was 72 percent, 20 percentage points higher than the female rate. The 1985 Canadian male rate was 77 percent, 23 percentage points higher than the Canadian female rate. Hence, female participation rates have dramatically increased in the last ten years, but are still well below male rates. This trend is consistent with the Census Data discussed earlier. Female participation rates increased at a faster rate in Prince Edward Island (11%) than in Canada (10%) between 1975 and 1985. The Canadian female participation rates were higher than those of Prince Edward Island. This is consistent with overall participation rates as Canada's has traditionally exceeded Prince Edward Island's

During the course of the year, fluctuations also

occurred in the participation rates on Prince Edward Island. Therefore it is important to determine when seasonal fluctuations occur in the participation rates.

SEASONAL PARTICIPATION RATE

Because of the nature of the Prince Edward Island economy, there is considerable seasonal variation in the Island's participation rate. These seasonal variations are also evident in the male and female participation rates. Increases in the male and female participation rates occur during the summer because of

- a) the large number of short term jobs available in the summer months particularly in the farming, fishing and tourism industries
- and -b) students seeking work during the summer break.

To illustrate the seasonal variation in the male and female participation rates **Table 6** presents the Prince Edward Island male and female participation rates (actual data) by month for 1985.

TABLE 6
PRINCE EDWARD ISLAND PARTICIPATION RATES

BY SEX BY MONTH 1985			
MONTH	TOTAL	MALE	FEMALE
January	58.1	67.3	49.3
February	58.4	67.9	49.3
March	60.3	70.6	50.5
April	60.0	70.4	50.0
May	64.5	75.7	53.8
June	66.0	76.6	55.8
July	67.4	78.0	57.3
August	66.8	76.7	57.2
September	62.2	73.1	51.8
October	60.3	71.6	49.3
November	59.9	70.2	50.0
December	58.6	68.5	49.1
Annual Average	61.9	72.2	51.9

SOURCE: Statistics Canada 71-201

The female and male participation rates increased during the summer of 1985 peaking in July at 57.3 percent for females and 78 percent for males.

In December 1985 the female participation rate was the lowest recorded for the year at 49.1 percent with the months of January, February and October only slightly higher at 49.3 percent. During January 1985 the male participation rate was the

lowest recorded for the year at 67 percent.

The male participation rates for each month of 1985 far exceed the female rates which is consistent with the annual data for 1975-1985 discussed earlier.

In addition to changes in the participation rates, it is also interesting to examine the changes that have occurred in the size of the labour force.

LABOUR FORCE

The size of the labour force is determined by the size of the working age population as well as the participation rates. Given the increases in both of these variables one would expect an increase in the size of the labour force. Using Labour Force Survey data **Table 7** confirms that the labour force for Prince Edward Island has increased.

TABLE 7LABOUR FORCE BY SEX FOR PRINCE EDWARD ISLAND, 1975-1985

YEAR	LABOUR FORCE ('000)				
	TOTAL	MALE	%	FEMALE	%
1975	46	29	63	17	37
1976	46	29	63	17	37
1977	48	30	63	18	37
1978	49	30	61	19	39
1979	52	31	60	21	40
1980	53	32	60	21	40
1981	52	31	60	21	40
1982	52	31	60	21	40
1983	55	32	58	23	42
1984	56	32	57	24	43
1985	58	33	57	25	43

NOTE: Total was calculated by adding male and female

SOURCE: Statistics Canada 71-201

The total Prince Edward Island labour force increased from 46,000 in 1975 to 58,000 in 1985; an increase of 26 percent.

On average, women accounted for approximately 40 percent of the Prince Edward Island labour force between 1975 and 1985 compared to 60 percent for men. For example, in 1985, 43 percent of the labour force were women, while, 57 percent were men.

The Prince Edward Island female labour force increased from 17,000 in 1975 to 25,000 in 1985; an increase of 47 percent. As well, between 1975 and 1985 the Prince Edward Island male labour force increased by 4,000 (13.8%) from 29,000 to 33,000. Hence the number of females entering the labour force outnumber the number of males two to one (8,000 compared to 4,000).

The Census data will also be utilized to examine the Prince Edward Island labour force by sex from 1951 to 1981 as labour force survey data is not available by sex prior to 1975. The Census data is not completely comparable for 1951-1981 due to changes in the methodology used to collect the data. Nevertheless, it will be used here to merely illustrate trends in the growing number of females entering the labour force. The Census data are provided in Table 8.

TABLE 8

LABOUR FORCE BY SEX FOR PRINCE EDWARD ISLAND 1951-1981

YEAR	LABOUR FORCE ('000)				
	TOTAL	MALE	%	FEMALE	%
1951	34.2	28.2	82.5	6.0	17.5
1961	34.3	26.2	76.4	8.1	23.6
1971	43.6	28.9	66.3	14.7	33.7
1976	50.6	31.1	61.5	19.5	38.5
1981	56.2	33.4	59.4	22.8	40.6

NOTE: The methodology used to collect labour force data has changed between 1951 and 1981, therefore caution must be used when comparing data during this time period.

SOURCE: Statistics Canada 94-802, 94-702, 92-915

The total Prince Edward Island labour force increased by 29% between 1971 (43,600) and 1981 (56,200). As well, the female labour force increased from 14,700 in 1971 to 22,800 in 1981; an

increase of 55 percent. Also, the male labour force increased by 16 percent from 1971 (28,900) to 1981 (33,400).

In 1951 females accounted for only 18 percent of the labour force but accounted for 41 percent of the labour force by 1981. Males accounted for 83 percent of the labour force in 1951, compared to 59% in 1981. Thus, the female labour force increased at a faster rate than the male labour force between 1951 and 1981.

Given that the size of the labour force has increased, it is important to examine how the labour force is distributed by occupation.

LABOUR FORCE BY OCCUPATION BY SEX

Table 9 presents the labour force by occupation for males and females on Prince Edward Island in 1971 and 1981.

TABLE 9

LABOUR FORCE 15 YEARS OF AGE AND OVER

BY OCCUPATION AND SEX, PRINCE EDWARD ISLAND, 1971 AND 1981

OCCUPATION	1971				1981			
	MALE		FEMALE		MALE		FEMALE	
	#	%	#	%	#	%	#	%
Managerial, Administration and related occupations	960	3.3	240	1.6	2,230	6.5	675	2.8
Natural Sciences, engineering, and Mathematics	575	2.0	60	0.4	965	2.8	170	0.7
Social Sciences	150	0.5	130	0.9	365	1.1	480	2.0
Religion	155	0.5	70	0.5	210	0.6	40	0.2
Teaching	550	1.9	1,380	9.4	755	2.2	1,435	6.1
Medicine and Health	410	1.4	1,400	9.5	505	1.5	2,220	9.4
Artistic, literary, recreational	220	0.8	65	0.4	415	1.2	270	1.1
Clerical and related occupations	1,295	4.5	2,925	19.9	1,500	4.4	5,825	24.6
Sales	2,370	8.2	1,055	7.2	2,410	7.1	2,160	9.1
Service	2,900	10.1	2,815	19.1	2,785	8.1	4,780	20.2
Farming, Horticulture & Animal Husbandry	5,105	17.7	1,000	6.8	4,730	13.8	915	3.9
Fishing, Hunting & Trapping	2,140	7.4	55	0.4	2,690	7.9	285	1.2
Forestry & Logging	125	0.4	-	-	220	0.6	40	0.2
Mining & Quarrying, including oil and gas fields	55	0.2	-	-	70	0.2	-	-
Processing	1,335	4.6	1,025	7.0	1,530	4.5	1,795	7.6
Machining	320	1.1	10	0.1	535	1.6	5	0.02
Product Fabricating, Assembling & Repairing	1,170	4.1	105	0.7	1,935	5.7	235	1.0
Construction Trades	3,225	11.2	20	0.1	4,500	13.2	90	0.4
Transport Equipment Operating	1,785	6.2	25	0.2	2,500	7.3	120	0.5
Material Handling	590	2.0	100	0.7	740	2.2	105	0.4
Other Crafts & Equipment Operating	275	1.0	25	0.2	335	1.0	85	0.4
Occupations not elsewhere classified	585	2.0	105	0.7	870	2.5	185	0.8
Occupations not stated	2,310	8.0	1,780	12.1	910	2.7	920	3.9
Occupations not applicable	240	0.8	330	2.2	470	1.4	860	3.6
Total Labour Force	28,845	99.9	14,720	100.1	34,175	100.1	23,695	100.1

SOURCE: Statistics Canada Census Data 92-920

There was an increase in the number of males and females in the majority of occupations between 1971 and 1981. Between 1971 and 1981 the number of males declined in service and farming occupations while the number of females declined in religion, farming and machining occupations.

Clerical and related occupations (19.9%) accounted for the largest share of females in the 1971 Prince Edward Island labour force. As well, service (19.1%), medicine and health (9.5%) and teaching (9.4%) occupations accounted for a large percentage of the Prince Edward Island female labour force in 1971.

Similarly, clerical and related occupations (24.6%) represented the largest percentage share of the Prince Edward Island female labour force in 1981.

In contrast, farming, horticulture and animal husbandry occupations (17.7%) accounted for the largest share of males in the Prince Edward Island 1971 labour force. In addition, construction trades (11.2%), service (10.1%), sales (8.2%) and fishing, hunting and trapping (7.4%) accounted for a large number of males in the 1971 Prince Edward Island labour force.

In 1981, the majority (13.8%) of males were working in the farming, horticulture and animal husbandry occupations. As well, construction trades (13.2%), service (8.1%), fishing, hunting and trapping (7.9%), transport equipment operating (7.3%) and sales (7.1%) occupations accounted for a large share of the males in the 1981 Prince Edward Island labour force.

Females in 1971 and 1981 accounted for a larger share of the total labour force in teaching, medicine and health and clerical and related occupations. As well, in 1981 females

accounted for a larger share of the total labour force in social science, service and processing occupations, while males accounted for a larger share of the labour force in these occupations in 1971.

Thus, increases in the female labour force is showing a continual increase in occupations that were predominantly female in 1971 (e.g. teaching, medicine and health and clerical and related). Nevertheless, females are also moving at a faster rate than males into some occupations that were predominantly male in the 1970's (e.g. service, processing and social sciences).

It is interesting to note the large increase of females in clerical and related occupations between 1971 and 1981. The total female labour force increased by 8,975 between 1971 (14,720) and 1981 (23,695). Females within the clerical and related occupations increased by 2,900 during this same period. Thus clerical and related occupations accounted for 32 percent of the increase in the female labour force between 1971 and 1981.

It is also interesting to note the large increase in males in the managerial and administrative occupations in 1981 (2,230) compared to 1971 (960).

Similar data on the female labour force by occupation for Canada and the other Atlantic Provinces will now be presented to determine if the trends experienced in Prince Edward Island are consistent with Canada and the Atlantic Region. **Table 10** illustrates the data.

TABLE 10

FEMALE LABOUR FORCE BY OCCUPATION, FOR CANADA, NOVA SCOTIA, NEW BRUNSWICK AND NEWFOUNDLAND
1971 AND 1981

[illegible]

Generally, there was an increase in the number of males and females in all industries from 1971 to 1981, with the exception of agriculture. The number of males in the agricultural industries declined slightly from 4,790 in 1971 to 4,710 in 1981.

In 1971 and 1981, the largest number of females in the Prince Edward Island labour force were in the community business and personal service industry. In 1971 there was also a large percentage of the female labour force in the trade (13.2%) and manufacturing (9.3%) industries, while a large percentage were concentrated in the trade (15.6%) and public administration and defence (10.3%) industries in 1981.

In 1971 there was a high percentage of the male labour force in agriculture (16.7%), trade (14.0%) and public administration and defence (12.7%) industries, while a high percentage of the male labour force were in community business and personal service (15.7%), agriculture (14.0%) and trade (13.7%) in 1981.

Between 1971 and 1981 the largest increase in both the male and female labour force occurred in the community business and personal service industries.

There was a larger number of females compared to males in the finance insurance and real estate, and community business and personal service industries in both 1981 and 1971.

It is also interesting to compare the Prince Edward Island labour force by industry with Canada and the Atlantic region to determine if Prince Edward Island trends are consistent

with national and regional trends. **TABLE 12** presents the female labour force by industry for Canada and the Atlantic region.

TABLE 12

FEMALE LABOUR FORCE BY INDUSTRY FOR CANADA
NOVA SCOTIA, NEW BRUNSWICK AND NEWFOUNDLAND
1971 AND 1981

INDUSTRY	CANADA				NOVA SCOTIA				NEW BRUNSWICK				NEWFOUNDLAND			
	1971	%	#	1981	1971	%	#	1981	1971	%	#	1981	1971	%	#	1981
Agriculture	111,565	3.8		117,305	2.4			2,000	1,060	1.5		1,705	190	0.5		275
Forestry	3,355	0.1		11,090	0.2			475	145	0.2		1,075	30	0.1		305
Fishing & Trapping	900	0.0		3,480	0.1			385	40	0.1		185	65	0.2		295
Mines (Includes Milling, quarries and Oil wells)	9,365	0.3		29,475	0.6			335	80	0.1		250	160	0.4		555
Manufacturing	404,695	13.7		619,495	12.8			13,365	7,600	10.6		13,765	2,350	6.8		11,115
Construction	26,280	0.9		70,700	1.5			1,685	520	0.7		1,665	370	0.9		885
Transportation, Communication & Other Utilities	113,980	3.8		219,245	4.5			5,695	2,915	4.1		4,590	1,940	4.8		3,135
Trade	466,190	15.7		849,835	17.5			28,155	12,850	17.9		21,085	8,050	19.7		15,350
Finance, Insurance & Real Estate	184,235	6.2		378,830	7.8			9,755	3,155	4.4		6,610	1,280	3.1		3,765
Community Business & Personal Service	1,176,045	39.7		2,049,595	42.2			67,385	31,065	43.2		50,780	18,885	46.3		35,360
Public Administration & Defence	163,365	5.5		327,680	6.8			12,435	4,720	6.6		9,305	2,120	5.2		6,060
Industry Unspecified or Undefined	301,240	10.2		176,380	3.6			5,285	7,805	10.8		4,330	5,375	13.2		3,895
All Industries	2,961,215			4,853,110				146,955	71,955			115,345	40,815			80,995

SOURCE: Statistics Canada 1981 Census 92-925

Between 1971 and 1981 the number of females in the labour force increased for all industries in Canada and the Atlantic Region.

During 1971 and 1981 the largest number of females in the labour force were in the community business and personal service industry for Canada, Nova Scotia, New Brunswick and Newfoundland.

From Table 12 one can clearly see the largest increase in the female labour force between 1971 and 1981 occurred in the community business and personal service industries.

Thus, the trends which occurred in the Prince Edward Island female labour force at the industry level are consistent with both the National and Atlantic Region trends.

After considering the occupations and industries the female labour force is concentrated in, this leads to the questions, how many of these females are employed? and how many are unemployed?

EMPLOYMENT:

The large increases experienced in both the male and female labour force is also reflected in increases in the numbers who are employed. The labour force survey data and census data will be used to illustrate growth in employment.

Data on the number employed by sex from the labour force survey will be discussed first.

EMPLOYMENT BY SEX:

TABLE 13 illustrates the number of males and females employed on Prince Edward Island during 1975 to 1986.

TABLE 13
EMPLOYMENT BY SEX FOR PRINCE EDWARD ISLAND

1975 - 1985

YEAR	TOTAL	MALE		FEMALE	
	('000)	('000)	%	('000)	%
1975	42	27	64.3	15	35.7
1976	43	27	62.8	16	37.2
1977	43	27	62.8	16	37.2
1978	45	28	62.2	17	37.8
1979	46	28	60.9	18	39.1
1980	48	29	60.4	19	39.6
1981	47	28	59.6	19	40.4
1982	45	27	60.0	18	40.0
1983	48	28	58.3	20	41.7
1984	49	28	57.1	21	42.9
1985	51	29	56.9	22	43.1

SOURCE: Statistics Canada 71-201

There was a much larger number of males employed than females. Nevertheless, between 1975 and 1985 employment levels for women in Prince Edward Island increased by 7,000 (46.7%) from 15,000 to 22,000. During the same period the employment level for

men increased by only 2,000 (7.4%) from 27,000 to 29,000.

In addition, there is a noticeable decline in the employment level for both men and women during 1982. The employment level dropped in 1982 by 1,000 for both males and females compared to 1981. This decrease was perhaps because of the recession.

Data by sex are not available from the labour force survey prior to 1975 therefore, the census data will be used to examine Prince Edward Island employment by sex for 1971, 1976 and 1981. TABLE 14 illustrates this data.

TABLE 14
EMPLOYMENT BY SEX FOR PRINCE EDWARD ISLAND
1971, 1976 AND 1981

	TOTAL	MALE	%	FEMALE	%
1971	41,080	27,515	67.0	13,565	33.0
1976	46,130	28,930	62.7	17,200	37.3
1981	49,595	30,000	60.5	19,595	39.5

SOURCE: Statistics Canada 94-801, 94-702, 92-915

Between 1971 and 1981 the employment level for women increased by 44.4% from 13,565 to 19,595. During the same period the employment level for men increased by 9.0% from 27,515 to 30,000. Thus, the female employment level increased by a much faster rate (44%) than the male rate (9%). As a result females

accounted for a higher percentage of total employment in 1981 (39.5%) compared to 1971 (33.0%). Nevertheless, males still accounted for a larger share of the number employed in 1971 (67.0%) and 1981 (60.5%) compared to females.

Data on employment clearly illustrated females are outnumbered by males. It is also interesting to consider whether females are employed on a full-time or part-time basis.

FULL-TIME AND PART-TIME EMPLOYMENT

It was found earlier that the participation rates for women, particularly married women has increased considerably over the past several decades. Some women decide to take part-time employment which allows them to have an income as well as have time to work at home. TABLE 15 illustrates data for Prince Edward Island and Canada on the population 15 years and over who worked in 1980, and whether this work was mostly full-time or part-time.

TABLE 15

POPULATION 15 YEARS AND OVER WHO WORKED IN 1980,
WHETHER WORKED MOSTLY FULL-TIME OR PART-TIME
CANADA AND PRINCE EDWARD ISLAND

	CANADA				PRINCE EDWARD ISLAND							
	TOTAL		MALE		FEMALE		TOTAL		MALE		FEMALE	
	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%	#	%
WORKED IN 1980												
TOTAL	12,609,190		7,378,835		5,230,355		59,785		34,785		25,000	
Mostly full-time	10,191,260	80.8	6,571,860	89.1	3,619,400	69.2	46,730	78.2	29,995	86.2	16,730	66.9
Mostly Part-time	2,417,930	19.2	806,975	10.9	1,610,955	30.8	13,055	21.8	4,790	13.8	8,270	33.1

SOURCE: Statistics Canada 1981 Census 92-916

The majority of males (89%) and females (69%) in Canada who worked in 1980 worked mostly full-time. Similarly, the majority of males (86%) and females (67%) in Prince Edward Island who worked in 1980 worked mostly full-time. There was a higher percentage of males than females in both Canada and Prince Edward Island who worked full-time. In Prince Edward Island there was a higher percentage of males and females who worked mostly part-time compared to Canada.

In addition to the type of employment (full-time or part-time) one must also consider the length of time people are employed.

NUMBER OF WEEKS WORKED IN 1980

Because of the seasonal nature of the Island economy, people who work in some industries are only employed for part of a year. Data from the 1981 Census will be used to illustrate the Prince Edward Island female population 15 years or over who worked in 1980 by the number of weeks worked in 1980 and whether these weeks were mostly full-time or part-time. TABLE 16 illustrates this data.

TABLE 16
FEMALE POPULATION 15 YEARS AND OVER WHO WORKED IN 1980
BY NUMBER OF WEEKS WORKED IN 1980 AND WHETHER THESE WEEKS
WERE MOSTLY FULL-TIME OR PART-TIME. PRINCE EDWARD ISLAND

WEEKS WORKED IN 1980			MOSTLY		MOSTLY	
	TOTAL		FULL-TIME		PART-TIME	
TOTAL	25,000		16,730		8,270	
1 - 13 Weeks	4,830	19.3	2,410	14.4	2,420	29.3
14 - 26 Weeks	5,495	22.0	3,515	21.0	1,980	23.9
27 - 39 Weeks	2,350	9.4	1,530	9.1	820	9.9
40 - 48 Weeks	2,395	9.6	1,560	9.3	835	10.1
49 - 52 Weeks	9,930	39.7	7,715	46.1	2,210	26.7

SOURCE: Statistics Canada 1981 Census 92-916

The majority (39.7%) of females who worked in 1980 worked for 49-52 weeks. As well the majority of females who worked mostly full-time (46.1%) worked for 49-52 weeks, while those who worked mostly part-time (29.3%) worked for 1-13 weeks. When one considers the number of weeks worked in 1980, fifty percent of the females who worked for 1-13 weeks in 1980 worked mostly part-time while the remaining 50 percent worked mostly full-time. The majority of females who worked 14-52 weeks in 1980 worked mostly full-time.

As well as discussing employment levels, it is important

to consider the number who are unemployed.

UNEMPLOYMENT

Unemployment levels will be discussed in terms of unemployment rates using Census data. As well, Canada Employment and Immigration Commission data on unemployment insurance claimants will be utilized.

UNEMPLOYMENT RATE

The unemployment rate is defined as the number who are unemployed expressed as a percentage of the total labour force. TABLE 17 uses Census data to illustrate the unemployment rates by sex for Canada and Prince Edward Island during 1971, 1976 and 1981.

TABLE 17
UNEMPLOYMENT RATES BY SEX FOR
CANADA AND PRINCE EDWARD ISLAND, 1971, 1976 AND 1981

%

YEAR	CANADA			PRINCE EDWARD ISLAND		
	TOTAL	MALE	FEMALE	TOTAL	MALE	FEMALE
1971	7.8	7.3	8.8	5.6	4.6	7.7
1976	6.8	6.1	8.1	8.8	7.1	11.6
1981	7.4	6.5	8.7	11.8	10.3	14.0

SOURCE: Statistics Canada 94-703, 94-801, 92-915

Table 17 clearly demonstrates an increase in the total Prince Edward Island unemployment rate from 1971 (5.6%) to 1981 (11.8%). The Canadian unemployment rate declined slightly (0.4 of a percentage point) during this same time period.

In Prince Edward Island and Canada the female unemployment rate was higher than the male rate. Between 1971 and 1981 the female unemployment rate in Prince Edward Island increased from 7.7% in 1971 to 14.0% in 1981, an increase of 6.3 percentage points. The male unemployment rate during this same time period increased from 4.6% to 10.3 %, an increase of 5.7 percentage points.

In addition to Census data, unemployment insurance active claim counts can be used to measure unemployment levels.

UNEMPLOYMENT INSURANCE ACTIVE CLAIM COUNT

TABLE 18 presents the number of unemployment insurance active claimants by sex by month for Prince Edward Island for 1984 and 1985.

TABLE 18

UNEMPLOYMENT INSURANCE CLAIMANTS BY SEX BY MONTH

FOR PRINCE EDWARD ISLAND 1984, 1985

MONTH	1984			1985		
	MALE	FEMALE	TOTAL	MALE	FEMALE	TOTAL
	#	%	#	%	#	%
January	10,956	62.4	6,600	37.6	17,556	100.0
February	N/A		N/A		11,582	62.1
March	11,529	62.7	6,866	37.3	18,395	100.0
April	11,521	62.8	6,828	37.2	18,349	100.0
May	11,644	61.9	7,182	38.1	18,826	100.0
June	9,049	58.6	6,380	41.4	15,429	100.0
July	7,922	56.7	6,058	43.3	13,980	100.0
August	7,517	59.1	5,208	40.9	12,725	100.0
September	N/A		N/A		7,363	56.7
October	7,305	56.7	5,587	43.3	12,892	100.0
November	9,146	58.8	6,410	41.2	15,556	100.0
December	10,797	61.0	6,898	39.0	17,695	100.0
AVERAGE	9,739	60.3	6,402	39.7	16,141	100.0

NOTE: Claimant data includes regular and fishing benefits only. Excludes claims for sick benefits, maternity and other special benefits.

SOURCE: Canada Employment and Immigration Commission Administrative Data

March 1985 (19,349) recorded the highest number of unemployment insurance claimants in Prince Edward Island for 1985, while the highest number recorded in 1984 was during the month of May (18,826). It is interesting to note the lowest number of unemployment insurance claimants for 1984 (12,725) was in August, while the lowest month for 1985 (12,937) was October.

The number of male claimants on Prince Edward Island was higher than the number of female claimants for both 1984 and 1985. As a matter of fact, in 1984 and 1985 males on average accounted for 60 percent of the total number of claimants while females accounted for the remaining 40 percent.

The average number of males and females on claim increased between 1984 and 1985. Between 1984 and 1985 the number of males on claim increased by 1.7 percent from 9,739 in 1984 to 9,904 in 1985. During this same time period the number of females on claim increased by 4.8 percent from 6,402 in 1984 to 6,710 in 1985. Thus, the number of females on claim increased at a faster rate than the number of males.

In 1985, the number of females receiving unemployment insurance peaked in December (7,536), while the highest number in 1984 occurred in May (7,128). However, in 1985 the highest number of males on claim occurred in March (11,970), while the highest number of males on claim in 1984 occurred in May (11,644).

During 1985 the number of males receiving unemployment insurance ranged from a high of 11,970 to a low of 7,076 a difference of 4,894. Similarly, during 1985 the number of females

on claim ranged from a high of 7,536 to a low of 5,628, a difference of 1,908. Clearly, the number of male claimants tend to fluctuate more than the number of female claimants. This can be explained by the large number of fishermen on claim during the winter months who return to work each spring.

One must also consider whether the number of females receiving unemployment insurance varies from one location to another within the Province.

FEMALE UNEMPLOYMENT INSURANCE CLAIMANTS BY LOCATION

Canada Employment and Immigration Commission collects unemployment insurance claimant data by sex for three regions (Summerside, Charlottetown and Montague) within Prince Edward Island. **TABLE 19** contains the number of female claimants for the three regions of Prince Edward Island by month for 1985.

TABLE 19

FEMALE UNEMPLOYMENT INSURANCE CLAIMANTS
BY REGIONS BY MONTH FOR 1985

MONTH	TOTAL		MONTAGUS		SUMMERSIDE		CHARLOTTETOWN	
	#	%	#	%	#	%	#	%
January	7,069		1,900	26.9	2,968	42.0	2,201	31.1
February	N/A		N/A		N/A		N/A	
March	7,379		1,989	27.0	3,044	41.3	2,346	31.8
April	7,235		1,971	27.2	3,006	41.5	2,258	31.2
May	7,182		1,943	27.1	2,965	41.3	2,274	31.7
June	6,323		1,710	27.0	2,431	38.4	2,182	34.5
July	5,983		1,575	26.3	2,285	38.2	2,123	35.5
August	5,628		1,551	27.6	2,196	39.0	1,881	33.4
September	N/A		N/A		N/A		N/A	
October	5,861		1,502	25.6	2,397	40.9	1,962	33.5
November	6,908		1,797	26.0	2,918	42.2	2,193	31.7
December	7,536		1,963	26.0	3,166	42.0	2,407	31.9
AVERAGE	6,711		1,790	26.7	2,738	40.8	2,183	32.5

NOTE: Claimant data includes regular and fishing benefits only. Excludes claims for sick benefits, maternity, and other special benefits.

SOURCE: Canada Employment and Immigration Commission Administrative Data

Table 19 clearly illustrates Summerside had the highest percentage of female unemployment insurance claimants (41%) for 1985 compared to 33% for Charlottetown and 27% for Montague.

During 1985, the highest percentage of female claimants in Montague (27.6%) was during August. The highest percentage of female claimants in Charlottetown (35.5%) was in July, while the highest percentage of female claimants in Summerside (42.2%) was in November 1985.

In 1985, Montague (26.0%) recorded the lowest percentage share of female unemployment claimants during November and December, while Charlottetown (31.1%) recorded it's lowest share in January and Summerside (38.2%) recorded it's lowest share in July.

Thus, Summerside accounts for an even larger share of the female claimants in the winter months compared to Montague and Charlottetown. As a result, Summerside experiences a larger increase in the number of claimants between the summer and winter compared to Montague and Charlottetown.

During 1985, females accounted for 41 percent of the total unemployment insurance claimants in Montague. As well, females accounted for 41 percent of the claimants in Summerside and 42 percent of the claimants in Charlottetown during 1985. Table 18 illustrates on average females accounted for 41 percent of the total unemployment insurance claimants in the Province for 1985. Thus the percentage of female claimants in each region is consistent with the percentage of female claimants for the

Province as a whole. It is interesting to note that females account for approximately 40% of the labour force and 40% of those with an open unemployment insurance claim.

In addition to comparing unemployment insurance claimants by region, it is also important to consider the occupations of both the male and female claimants.

UNEMPLOYMENT INSURANCE CLAIMANTS BY OCCUPATION BY SEX

TABLE 20 illustrates the average unemployment insurance claimants by occupation by sex for Prince Edward Island during 1985.

TABLE 20

AVERAGE UNEMPLOYMENT INSURANCE CLAIMANTS

BY OCCUPATION BY SEX. PRINCE EDWARD ISLAND - 1985

<u>OCCUPATION</u>	<u>TOTAL</u>		<u>MALE</u>		<u>FEMALE</u>	
	<u>#</u>	<u>%</u>	<u>#</u>	<u>%</u>	<u>#</u>	<u>%</u>
Managerial, Adminis-						
trative & Related	215	1.3	161	1.6	54	0.8
Natural Sciences,						
Engineering & Math.	228	1.4	183	1.8	45	0.7
Social Sciences	133	0.8	41	0.4	92	1.4
Religion	3	0.0	3	0.0	-	-
Teaching	323	1.9	71	0.7	252	3.8
Medicine & Health	361	2.2	22	0.2	339	5.1
Artistic, Literary	64	0.4	38	0.4	26	0.4

TABLE 20 CONTINUED

OCCUPATION	TOTAL		MALE		FEMALE	
	#	%	#	%	#	%
Sports, Recreation	15	0.1	10	0.1	5	0.1
Clerical & Related	1,946	11.7	320	3.2	1,626	24.2
Sales	800	4.8	252	2.5	548	8.2
Service	1,838	11.1	433	4.4	1,405	20.9
Farming, Horticulture &						
Animal Husbandry	910	5.5	514	5.2	396	5.9
Fishing, Hunting &						
Trapping	1,612	9.7	1,285	13.0	327	4.9
Forestry & Logging	85	0.5	77	0.8	8	0.1
Mining & Quarrying						
(including oil & gas						
fields)	25	0.2	25	0.3	0	
Processing	1,422	8.6	318	3.2	1,104	16.4
Machining	205	1.2	200	2.0	5	0.1
Product Fabricating,						
Assembling & Repairing	549	3.3	446	4.5	103	1.5
Construction Trade	2,342	14.1	2,284	23.1	58	0.9
Transport Equipment						
Operating	883	5.3	862	8.7	21	0.3
Material Handling	144	0.9	135	1.4	9	0.1
Other Crafts &						
Equipment Operating	56	0.3	50	0.5	6	0.1

TABLE 20 (CONTINUED)

OCCUPATION	TOTAL		MALE		FEMALE	
	#	%	#	%	#	%
Occupation not Elsewhere						
Classified	2,440	14.7	2,164	21.8	276	4.1
Not Stated or Invalid	19	0.1	12	0.1	17	0.3
TOTAL	16,618	100.1	9,906	99.9	6,712	100.3

NOTE: Claimant data includes regular and fishing claims only.

Claims for sick benefits, maternity and other special benefits are excluded.

SOURCE: Canada Employment and Immigration Commission
Administrative Data

The highest number of female unemployment insurance claimants in Prince Edward Island was in the clerical and related occupations (1,626 - 24.2%). As well service (20.9%), processing (16.4%) and sales (8.2%) occupations accounted for a large percentage of female claimants. Clearly, females who are unemployed were last employed in traditionally female occupations.

The construction trades occupations (23.1%) accounted for the largest share of male unemployment insurance claimants. Fishing, hunting and trapping (13.0%), and transport equipment operating occupations (8.7%) also accounted for a large share of male claimants.

The level of education attained by the working age population on Prince Edward Island is also an important variable

to consider when discussing labour market trends, as the level of education directly affects employment prospects.

EDUCATION ATTAINMENT BY SEX

TABLE 21 provides data from Statistics Canada 1971, 1976 and 1981 Census on the level of education attained by the population 15 years and over by sex for Prince Edward Island

TABLE 21

POPULATION 15 YEARS AND OVER BY SEX
SHOWING HIGHEST LEVEL OF SCHOOLING
PRINCE EDWARD ISLAND 1971, 1976 AND 1981

		TOTAL		LESS THAN		GRADES		SOME POST-		UNIVERSITY	
		GRADE 9		9-12		SECONDARY		DEGREE			
		#	%	#	%	#	%	#	%	#	%
Both Sexes	1971	75,405	100.0	27,840	36.9	32,575	43.2	12,590	16.7	2,405	3.2
	1976	83,775	100.0	24,575	29.3	34,175	40.8	20,745	24.8	4,280	5.1
	1981	90,825	100.0	21,860	24.1	37,985	41.8	25,475	28.0	5,505	6.1
Males	1971	37,910	100.0	16,830	44.4	14,435	38.1	5,025	13.3	1,615	4.3
	1976	41,675	100.0	14,990	36.0	15,670	37.6	8,320	20.0	2,690	6.5
	1981	44,740	100.0	13,395	29.9	17,255	38.6	10,810	24.2	3,275	7.3
Females	1971	37,490	100.0	11,005	29.4	18,135	48.4	7,565	20.2	785	2.1
	1976	42,100	100.0	9,585	22.8	18,500	43.9	12,425	29.5	1,590	3.8
	1981	46,080	100.0	8,460	18.4	20,730	45.0	14,660	31.8	2,230	4.8

SOURCE: Statistics Canada 13-579

In 1981 a higher percentage of the females (45%) had attained an education level of Grade 9 - 12, similarly a large percentage of males (39%) had attained an education level of Grade 9 - 12.

When comparing the male and female levels of education for 1981, one can see that a higher percentage of males had less than a Grade 9 education compared to females and a higher percentage of males had a university degree compared to females. Nevertheless, a higher percentage of females had an education level of Grade 9 - 12 and some post-secondary education compared to males.

Between 1971 and 1981 the percentage of females with some post-secondary education and university degrees increased, thus more and more females are seeking a higher education. This is also true for males, as a higher percentage of males had some post-secondary education and university degrees in 1981 compared to 1971.

As education plays a very important part in obtaining employment, it is interesting to observe the employment status of females in Prince Edward Island according to their level of education.

EMPLOYMENT STATUS OF FEMALES BY LEVEL OF EDUCATION

TABLE 22 illustrates the employment status of the female working age population in Prince Edward Island by level of education.

FEMALE POPULATION 15 YEARS AND OVER BY EMPLOYMENT STATUS

SOURCE: Statistics Canada 1981 Census 92-915

From Table 22 it is evident that 80 percent of the females with less than a Grade 9 education were employed while the remaining 20 percent were unemployed. As well, 90 percent of the females with a university degree were employed, compared to 10 percent who were unemployed. Thus Table 22 clearly illustrates the higher the level of education attained by females the less likely they are to be unemployed, as 20 percent of the females with less than a Grade 9 education were unemployed, while only 10 percent of the females with a university degree were unemployed.

Within each level of education, at least 80 percent of the females were employed.

The largest number of females employed (5,325) had attained a Grade 9 - 12 education without a certificate or diploma. Similarly, the largest number of females (980) who were unemployed had attained a Grade 9 - 12 education without a certificate or diploma.

In addition to discussing the employment status of females by their level of education, it is also interesting to consider their level of income.

EMPLOYMENT INCOME BY SEX

The 1981 Census provides information on the number reporting employment income by level of income by sex for Prince Edward Island. TABLE 23 provides this data.

TABLE 23
EMPLOYMENT INCOME BY LEVEL OF INCOME
BY SEX FOR PRINCE EDWARD ISLAND 1981

EMPLOYMENT INCOME	MALE		FEMALE	
	#	%	#	%
Under \$2,000	4,250	12.6	6,190	25.7
\$2,000 - \$4,999	5,595	16.6	6,045	25.1
\$5,000 - \$9,999	7,045	20.9	5,785	24.0
\$10,000 - \$11,999	3,100	9.2	2,030	8.4
\$12,000 - \$14,999	3,650	10.8	1,895	7.9
\$15,000 and over	10,065	29.9	2,140	8.9
TOTAL	33,705	100.0	24,085	100.0
Average Employment Income	\$11,561		\$6,405	

SOURCE: Statistics Canada 1981 Census E-572

A higher percentage of males (30%) reported employment income of \$15,000 or more in 1981, while the largest percentage of females (26%) reported employment income under \$2,000. Indeed 51 percent of the females reported employment income under \$5,000 while 29 percent of the males reported employment income under \$5,000. Only 9 percent of the females in Prince Edward Island reported income of \$15,000 or more, while 30 percent of the males had income of \$15,000 or more.

The average employment income for males in 1981 was \$11,561 while the average employment income for females was

\$6,405. Thus the average employment income for males was almost twice the average female employment income. Table 23 clearly shows that men on average earn more than women.

It is also interesting to examine employment income for males and females for specific occupations in order to determine whether men are earning more than women in the same occupations.

EMPLOYMENT INCOME BY OCCUPATION BY SEX

TABLE 24 illustrates the average employment income by occupation and sex within Prince Edward Island during 1981.

TABLE 24

AVERAGE EMPLOYMENT INCOME BY OCCUPATION
BY SEX FOR PRINCE EDWARD ISLAND, 1981

	MALE	FEMALE
OCCUPATION	\$	\$
Managerial, Administrative & Related	20,091	10,384
Natural Sciences, Engineering & Math	15,007	...
Social Sciences	16,483	8,181
Teaching	19,358	13,199
Medicine & Health	30,665	9,103
Artistic, Literary & Recreational	10,593	5,122
Clerical & Related	10,625	7,199
Sales	12,336	4,422
Service	11,708	4,125
Farming, Horticulture & Animal Husbandry	7,283	3,128
Fishing & Trapping	8,974	2,643
Processing	7,457	3,725
Machining	10,946	...
Product Fabricating, Assembling & Repair	10,685	4,727
Construction Trades	10,153	...
Transport Equipment Operating	11,925	...
Material Handling	6,392	...
Other Crafts & Equipment Operating	14,588	...
Occupations not Elsewhere Classified	7,070	...

NOTE: ... data not available

SOURCE: Statistics Canada Census Data 92-930

From Table 24, it is evident that males are earning higher employment income than females in the same occupations. From an earlier section on employment it was found that there was a higher percentage of the female labour force in the service and clerical and related occupations, nevertheless males employed within these occupations are earning higher incomes than females.

Females within the teaching occupation (\$13,199) had the highest average employment income for all women. The medicine and health occupation (\$30,665) accounted for the highest average employment income for males. The type of position an individual holds within an occupation can affect the level of income. Traditionally, females within the medicine and health occupations are more likely to be nurses while some males within this occupation are doctors, and the salaries received by nurses is lower than the salary received by doctors.

Generally, the medicine and health, managerial and administrative, and teaching occupations accounted for the largest employment incomes for both males and females.

Data are also available from the 1985 Labour Canada Survey of Wage Rates, Salaries and Hours of Labour for various occupations in Prince Edward Island.

WAGE RATES BY OCCUPATION

Hourly wage rates for females in selected typically 'female occupations' are as follows:

- registered nursing attendants (\$9.15),

- junior office clerk (\$7.92)
- cashier sales (\$7.56)
- junior secretary (\$9.12) and
- fish products hand packager (\$5.72)

Hourly wage rates for some of the typically "male occupations" are somewhat higher:

- electrical repairer (\$12.58)
- plumber (\$12.26)
- carpenter (\$10.31)
- truck drivers - heavy (\$9.08) and
- labourer (\$8.03)

In addition to examining income by occupation one must also consider income levels by educational attainment.

AVERAGE INCOME BY EDUCATION BY SEX

The average income of males and females on Prince Edward Island according to their level of education is presented in TABLE 25.

TABLE 25
POPULATION 15 YEARS AND OVER BY AVERAGE INCOME
BY EDUCATION BY SEX PRINCE EDWARD ISLAND, 1981

EDUCATIONAL LEVEL	AVERAGE INCOME \$	
	MALE	FEMALE
Less than Grade 9	8,774	4,660
Grades 9-12 without certificate or diploma	9,406	4,384
Grades 9-12 with high school certificate or diploma	10,959	5,159
Trades certificate or diploma	12,756	7,109
Other non-university education without other non-university certificate or diploma	10,692	5,908
Other non-university education with other non-university certificate or diploma	15,335	7,643
Some university without certificate or degree	11,152	5,879
Some university with certificate below bachelor level or with other non-university certificate or diploma	15,030	10,055
University with bachelor or first professional degree	21,409	11,693
University with degree or certificate above bachelor level	21,709	16,272

SOURCE: Statistics Canada 1981 Census 92-931

Table 25 illustrates, females with the highest average income had a university education with a degree or certificate above the bachelor level. As well, those females with some university with certificate below the bachelor level or with other non-university certificate or diploma (\$10,055), and females with university with a bachelor or first professional degree (\$11,693) reported higher average incomes.

Males with a university education with a degree or certificate above the bachelor level (\$21,709) recorded the highest average male income.

Indeed, it is obvious that a person's level of education affects his/her income, as Table 25 illustrates the higher one's educational attainment, the higher the income.

As well, the level of earnings received by graduates can be discussed using the annual Student Follow-up Survey.

GRADUATE EARNINGS FROM THE STUDENT FOLLOW-UP SURVEY

The annual Student Follow-up Survey conducted by the Prince Edward Island Department of Industry collects information on both average annual earnings and occupational data of graduates. The results from the 1984 Student Follow-up Survey showed female university graduates earned on average \$14,500 in 1985, while male university graduates earned on average \$17,900 in 1985. Similarly, female graduates from Community College were earning on average \$11,500 in 1985 compared to males who earned on average \$18,400 in 1985. Thus female graduates from both

university and community college earned less than male graduates in 1985.

The 1984 Student Follow-up Survey also provides annual average earnings for selected occupations for both university and community college graduates. **TABLE 26** presents the data.

TABLE 26

**1985 AVERAGE ANNUAL EARNINGS BY LEVEL OF EDUCATION
BY SEX FOR SELECTED OCCUPATIONS**

OCCUPATION	UNIVERSITY GRADUATE		COMMUNITY COLLEGE GRADUATE	
	AVERAGE ANNUAL EARNINGS (\$) MALE	FEMALE	AVERAGE ANNUAL EARNINGS (\$) MALE	FEMALE
Managerial, Administrative & Related	18,000	15,600	22,500	12,200
Teaching and Related	25,200	22,700	N/A	N/A
Clerical and Related	15,900	10,300	15,100	11,800
Sales	17,600	9,800	10,500	7,000
Service	12,900	10,300	22,000	9,100
Average number of graduates reporting earnings	39	47	53	72
N/A - Not Available				

NOTE: Not all occupations are listed, only those occupations where sufficient data was available to compare male and female earnings are included. Therefore, the number of graduates reporting earnings includes only those graduates reporting earnings in the listed occupation and not the total number of graduates who reported earnings in the survey.

SOURCE: 1984 Student Follow-up Survey, Question 10(a), 10 (g)

their own boss) and to utilize a talent or skill.

Although there has been a large increase in the number of women entrepreneurs during the past decade, women are still experiencing barriers they feel are unique to them. In her study "An Investigation of the Entrepreneurial Experience of Women: Implications for Small Business Policy in Canada." Lois Stevenson reported ".....42 percent of respondents indicated they had experienced barriers unique to them as women business owners and felt stereotyped attitudes did present problems to them especially in the early stages of business development." Stevenson's study also reported that women are likely to be subjected to attitudinal barriers for example, when dealing with bankers and government agencies. Also women are likely to feel restraint because of family obligations. Thus, in addition to occupational segregation and wage inequality women business owners experience a number of other barriers.

What can we conclude from the analysis of the women in the labour force data?

CONCLUSION:

In general, the Prince Edward Island population and participation rates have increased considerably over the last several decades, resulting in an increase of the Prince Edward Island labour force. As well, employment and unemployment levels have increased.

In particular, the number of women in the Prince Edward Island working age population has dramatically increased in the last 20 years. There were 14,100 more women in the working age population in 1981 than in 1961.

The overall Prince Edward Island female participation rate has increased by 36 percentage points between 1921 and 1981. The main increases of female participation rates were observed in women aged 20-64 years. As well, there was a tremendous (45 percentage) increase in the number of married females participating in the labour force from 1951-1981. Women seek employment outside of the home mainly to supplement other income and to support themselves. Seasonal fluctuations are also evident in the participation rates on Prince Edward Island, as 1985 data illustrate both the male and female participation rates peaked in July.

Within the labour force it is apparent that women continue to work in the traditional occupations: clerical, service, teaching, and medicine and health.

Between 1971 and 1981 the largest increase in both the male and female labour force occurred in the community business

and personal service industries. Employment levels for women in Prince Edward Island increased by 47 percent between 1975 and 1985, while male employment levels increased by only seven percent during this time period. In 1981, there was a higher percentage of males than females who worked full time.

In 1984 and 1985 males on average accounted for 60 percent of the total number of unemployment insurance claimants, while females accounted for the remaining 40 percent. The Summerside area had the largest percentage of female unemployment insurance claimants in Prince Edward Island.

Between 1971 and 1981 the percentage of females with some post-secondary education and university degrees increased, thus more and more females are seeking a higher level of education. The largest number of females employed (5,325) had attained a Grade 9-12 education without a certificate or diploma.

The average employment income for males in 1981 was \$11,561, while the average employment income for females was \$6,405. Thus males on average were earning almost twice as much as females. As well, males are earning higher income than females in the same occupations. Also, 1985 wage rates for typically "male occupations" were higher than those for typically "female occupations."

The 1984 Student Follow-up Survey illustrated that females graduating from both university and community college earned less than male graduates in 1985. This was also true for selected occupations.

In conclusion, while more and more women have entered the labour force, they continue to occupy traditionally female occupations. In addition, women earn approximately 60% of what males earn. In addition to occupational segregation and wage inequity, women business owners experience a number of other barriers, for example attitudinal barriers and restraint because of family obligations. Much needs to be done if women are to obtain labour force equality.

APPENDIX 1

EXPLANATION OF DIFFERENCES BETWEEN CENSUS AND LABOUR FORCE

SURVEY DATA

There are two sources for information on population and labour force statistics.

In addition to labour force activity from the Census data, Statistics Canada provides monthly labour force data for Canada and the Provinces from its Labour Force Survey. The data collected in the monthly Labour Force Survey differs from the Census data in the sampling and methodology. The 1981 Census data on labour force is based on a survey of every fifth household on Prince Edward Island, while the Labour Force Survey picks a random sample of 1,421 households on Prince Edward Island each month.

In the Labour Force Survey a particular household is retained in the sample for six months then it is replaced by another randomly selected household. In the 1981 Census, the labour force activity refers to the labour market activity of the population 15 years and over who in the week prior to enumeration (June 3, 1981) were employed, unemployed or not in the labour force. Annual data from the Labour Force Survey represents an annual average of the monthly results of the survey during the year. The monthly estimates of employment, unemployment, and non-labour force activity refers to the specific week covered by the survey each month, normally the week containing the 15th day.

Although the labour force survey sampling and

methodology differs from the labour force activity from the Census data, there is only a small variation in the data provided from the two sources. For example, in 1976 the labour force survey recorded 17,000 females in the labour force, similarly the 1976 Census recorded 19,500 females in the labour force. For 1981 the labour force survey recorded 21,000 females in the labour force, while the 1981 Census recorded 22,800 females. Similarly, the labour force survey and the 1981 Census show only small variations in the participation rates for females in 1976 and 1981.

Thus either source provides useful labour market information on women.

CAI
Z 2
C 52

DOCUMENT: 800-22/018

Government
Publications

Traduction du Secretariat

CONFERENCE ANNUELLE
DES
PREMIERS MINISTRES

LES FEMMES DANS
LA POPULATION ACTIVE
DE L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD
- UNE MISE À JOUR -



Vancouver
Les 20 et 21 novembre 1986

LES FEMMES DANS
LA POPULATION ACTIVE
DE L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD
- UNE MISE À JOUR -

DOCUMENT PRÉPARÉ PAR :
RESEARCH & ANALYTICAL SERVICES SECTION
HUMAN RESOURCE DEVELOPMENT DIVISION
DEPARTMENT OF INDUSTRY
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD
NOVEMBRE 1986

TABLE DES MATIÈRES

<u>RUBRIQUE</u>	<u>PAGE</u>
RÉSUMÉ	1
TAUX D'ACTIVITÉ	1
POPULATION ACTIVE	2
EMPLOI	4
CHÔMAGE	5
NIVEAUX D'INSTRUCTION	7
E REVENU	8
NIVEAUX D	
ENTREPRENEURES	9
INTRODUCTION	9
POPULATION	11
TAUX D'ACTIVITÉ (DONNÉES DU RECENSEMENT)	12
TAUX D'ACTIVITÉ SELON LE SEXE (ENQUÊTE SUR LA POPULATION ACTIVE)	19
TAUX D'ACTIVITÉ SAISONNIER	21
POPULATION ACTIVE	23
POPULATION ACTIVE SELON LA PROFESSION ET LE SEXE	27
POPULATION ACTIVE SELON LA BRANCHE D'ACTIVITÉ ET LE SEXE	35
EMPLOI	41
EMPLOI SELON LE SEXE	41
EMPLOI À TEMPS PLEIN ET EMPLOI À TEMPS PARTIEL	44
NOMBRE DE SEMAINES TRAVAILLÉES EN 1980	46

CHOMAGE	48
TAUX DE CHOMAGE	48
RELEVÉ DES DEMANDES ACTIVES DE PRESTATIONS	
D'ASSURANCE-CHOMAGE	50
PRESTATAIRES DE SEXE FÉMININ SELON LA RÉGION	53
PRESTATAIRES DE L'ASSURANCE-CHOMAGE SELON LA PROFESSION	
ET LE SEXE	56
NIVEAU D'INSTRUCTION SELON LE SEXE	59
SITUATION D'ACTIVITÉ DES FEMMES SELON LE NIVEAU D'INSTRUCTION	61
REVENU D'EMPLOI SELON LE SEXE	63
REVENU D'EMPLOI SELON LA PROFESSION ET SELON LE SEXE	65
TAUX DE SALAIRE PAR PROFESSION	68
REVENU MOYEN SELON L'INSTRUCTION ET SELON LE SEXE	69
REVENUS DES DIPLOMÉS D'APRÈS L'ENQUÊTE DE SUIVI AUPRÈS DES DIPLOMÉS ..	72
ENTREPRENEURES	75
CONCLUSIONS	76
 ANNEXE 1 - EXPLICATION DES DIFFÉRENCES ENTRE LES DONNÉES DU	
RECENSEMENT ET CELLES DE L'ENQUÊTE SUR LA POPULATION ACTIVE	79

LISTE DES TABLEAUX

N° DU TABLEAU	RUBRIQUE	PAGE
1	POPULATION TOTALE ET POPULATION DE 15 ANS ET PLUS, SELON LE SEXE ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD, 1921-1981	11
2	TAUX D'ACTIVITÉ, SELON LE SEXE, ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD, 1921-1981	13
3	TAUX D'ACTIVITÉ FÉMININ, SELON L'ÂGE, ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD, 1951-1981	15
4	TAUX D'ACTIVITÉ DES FEMMES DE L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD, SELON L'ÉTAT MATRIMONIAL, 1951-1981	17
5	TAUX D'ACTIVITÉ, SELON LE SEXE, ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD, 1975-1985	19
6	TAUX D'ACTIVITÉ À L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD, SELON LE SEXE ET LE MOIS, 1985	22
7	POPULATION ACTIVE À L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD, SELON LE SEXE, 1975-1985	24
8	POPULATION ACTIVE SELON LE SEXE POUR L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD, 1951-1981	26
9	POPULATION ACTIVE DE 15 ANS ET PLUS SELON LA PROFESSION ET LE SEXE, ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD, 1971 ET 1981	28
10	POPULATION ACTIVE FÉMININE, PAR PROFESSION, POUR LE CANADA, LA NOUVELLE-ÉCOSSE, LE NOUVEAU-BRUNSWICK ET TERRE-NEUVE, 1971, 1981	32
11	POPULATION ACTIVE DE 15 ANS ET PLUS SELON LA BRANCHE D'ACTIVITÉ ET LE SEXE, ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD, 1971-1981	36
12	POPULATION ACTIVE FÉMININE SELON LA BRANCHE D'ACTIVITÉ, POUR LE CANADA, LA NOUVELLE-ÉCOSSE, LE NOUVEAU-BRUNSWICK ET TERRE-NEUVE, 1971-1981	39
13	EMPLOI SELON LE SEXE À L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD, 1975-1985	42
14	EMPLOI SELON LE SEXE À L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD, 1971, 1976 ET 1981	43
15	POPULATION DE 15 ANS ET PLUS AYANT TRAVAILLÉ EN 1980 SURTOUT À TEMPS PLEIN OU SURTOUT À TEMPS PARTIEL, SELON LE NOMBRE DE SEMAINES TRAVAILLÉES EN 1980, ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	45

N° DU TABLEAU	RUBRIQUE	PAGE
16	POPULATION FÉMININE DE 15 ANS ET PLUS AYANT TRAVAILLÉ EN 1980 SURTOUT À TEMPS PLEIN OU SURTOUT À TEMPS PARTIEL, SELON LE NOMBRE DE SEMAINES TRAVAILLÉES EN 1980, ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	47
17	TAUX DE CHÔMAGE SELON LE SEXE POUR LE CANADA ET ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD, 1971, 1976 ET 1981	49
18	PRESTATAIRES D'ASSURANCE-CHÔMAGE, SELON LE SEXE ET LE MOIS, ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD - 1984, 1985	51
19	FEMMES PRESTATAIRES DE L'ASSURANCE-CHÔMAGE SELON LA RÉGION ET LE MOIS POUR 1985	54
20	NOMBRE MOYEN DE PRESTATAIRES DE L'ASSURANCE-CHÔMAGE SELON LA PROFESSION ET LE SEXE, ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD - 1985	57
21	POPULATION DE 15 ANS OU PLUS, SELON LE SEXE, PAR PLUS HAUT NIVEAU D'INSTRUCTION, ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD, 1971, 1976 ET 1981	60
22	SITUATION D'ACTIVITÉ DES FEMMES DE 15 ANS ET PLUS SELON LE PLUS HAUT NIVEAU D'INSTRUCTION, ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD, 1981	62
23	REVENU D'EMPLOI SELON LE NIVEAU DE REVENU ET SELON LE SEXE, ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD, 1981	64
24	REVENU D'EMPLOI MOYEN SELON LA PROFESSION ET SELON LE SEXE, ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD, 1981	66
25	POPULATION DE 15 ANS ET PLUS SELON LE REVENU MOYEN, LE NIVEAU D'INSTRUCTION ET LE SEXE, ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD, 1981	70
26	REVENU ANNUEL MOYEN DE 1985 SELON LE SEXE ET LE NIVEAU D'INSTRUCTION ET DANS CERTAINES PROFESSIONS	73

RÉSUMÉ

TAUX D'ACTIVITÉ

- En 1921, la population en âge de travailler comptait environ 30 000 femmes. Ce chiffre est demeuré relativement stable de 1921 à 1961.
- De 1961 à 1981, la proportion des femmes dans la population en âge de travailler a augmenté de 43 %, comparativement à 32 % pour les hommes.
- À l'Île-du-Prince-Édouard, le taux d'activité féminin s'est accru de 36 points de pourcentage de 1921 à 1981.
- Les taux de participation féminins observés au Canada et à l'Île-du-Prince-Édouard demeurent bien en-dessous des taux d'activité masculins.
- Le groupe d'âge des 20-64 ans est celui qui a connu la plus forte augmentation des taux d'activité féminins.
- De 1951 à 1981, le taux d'activité des femmes âgées de 25 à 34 ans a gagné presque 50 points de pourcentage.

- On a observé un accroissement considérable (45 points de pourcentage) du taux d'activité des femmes mariées au cours de la période 1951-1981.
- Les femmes travaillent à l'extérieur principalement pour subvenir à leurs besoins et pour augmenter leur revenu.
- Les données de l'enquête sur la population active sont compatibles avec les données du recensement puisque, de 1975 à 1985, on a observé une augmentation régulière des taux d'activité féminins, qui sont passés de 41 % à 52 %.
- Le rythme d'accroissement des taux d'activité féminins a été plus rapide à l'Île-du-Prince-Édouard (11 %) qu'au Canada (10 %) au cours de la période 1975-1985.
- On constate également des variations saisonnières évidentes dans les taux d'activité à l'Île-du-Prince-Édouard. En 1985, ces taux ont atteint un sommet au mois de juillet, tant pour les hommes que pour les femmes.

POPULATION ACTIVE

- En moyenne, les femmes ont représenté 40 % de la population active de l'Île-du-Prince-Édouard de 1975 à 1985.

- À l'île-du-Prince-Édouard, la population active féminine a augmenté de 47 % de 1975 à 1985.
- Si l'on compare les données de 1975 avec celles de 1985, on remarque que le nombre de femmes qui entrent dans la population active pour la première fois est le double du nombre d'hommes dans la même situation (8 000 contre 4 000).
- Le recensement faisait état d'un accroissement de la population active féminine de l'ordre de 55 % au cours de la période 1971-1981.
- Le rythme d'accroissement de la population active féminine a été plus rapide que celui de la population active masculine de 1951 à 1981.
- Dans le recensement de la population active en 1971 et en 1981 au Canada et dans la région de l'Atlantique, les femmes occupaient principalement des emplois dans le secteur du travail administratif et dans les secteurs connexes.
- Les femmes accèdent en nombre croissant à des emplois réservés presque exclusivement aux femmes (par exemple, dans les domaines de l'enseignement, de la médecine et de la santé ainsi que du travail administratif). Cependant, elles décrochent également certains emplois traditionnellement réservés aux hommes à une cadence plus

rapide que les hommes. Par exemple, de 1971 à 1981, l'augmentation la plus forte de la population active féminine dans la région de l'Atlantique a été enregistrée dans les secteurs des sciences sociales et du travail administratif et dans les secteurs connexes.

- Les industries des services socio-culturels, commerciaux et personnels ont regroupé la plus forte proportion de la population active féminine recensée en 1971 et en 1981 dans l'ensemble du Canada et dans la région de l'Atlantique.
- En outre, ce sont les industries des services socio-culturels, commerciaux et personnels qui ont enregistré la plus forte augmentation de la population active féminine, tant à l'échelle nationale que régionale (région de l'Atlantique), au cours de la période 1971-1981.

EMPLOI

- De 1975 à 1985, les niveaux de l'emploi des femmes à l'Île-du-Prince-Édouard se sont élevés de 47 %, contre 7 % pour les hommes.
- Le pourcentage de l'emploi total attribué aux femmes était plus élevé en 1981 (40 %) qu'en 1971 (33 %).

- La majorité des travailleurs masculins (86 %) et féminins (67 %) en 1980 à l'Île-du-Prince-Édouard occupaient surtout un emploi à temps plein.
- Tant au Canada qu'à l'Île-du-Prince-Édouard, le pourcentage des hommes occupant un emploi à plein temps était supérieur au pourcentage des femmes dans la même situation.
- Cinquante pour cent (50 %) des femmes qui, en 1980, ont occupé un emploi pour une durée de 1 à 13 semaines travaillaient surtout à temps partiel, tandis que l'autre moitié travaillait surtout à temps plein.
- La plupart des femmes qui ont occupé un emploi pendant une période de 14 à 52 semaines en 1980 ont travaillé principalement à plein temps.

CHÔMAGE

- Entre 1971 et 1981, le taux de chômage féminin a augmenté de 6 points à l'Île-du-Prince-Édouard, tandis que le taux de chômage masculin progressait de 5 points.
- En 1984 et en 1985, 60 % des prestataires d'assurance-chômage étaient des hommes, et 40 %, des femmes, répartition qui correspondait à celle des hommes et des femmes dans la population active.

- Entre 1984 et 1985, le nombre de prestataires d'assurance-chômage a augmenté plus rapidement chez les femmes que chez les hommes.
- Le nombre de prestataires masculins a tendance à subir davantage de fluctuations que le nombre de prestataires féminins.
- Summerside a enregistré le taux le plus élevé de femmes prestataires d'assurance-chômage en 1985, soit 41 %, comparativement à 33 % pour Charlottetown et 27 % pour Montague.
- Summerside a connu la plus forte augmentation du nombre de prestataires entre la période d'été et d'hiver, comparativement à Montague et à Charlottetown.
- Le pourcentage de femmes prestataires dans chaque région de l'Île-du-Prince-Édouard correspond au pourcentage de femmes prestataires enregistré dans l'ensemble de la province.
- En 1985, les femmes qui avaient occupé un travail de bureau ou un emploi connexe ont été les plus nombreuses à toucher des prestations d'assurance-chômage à l'Île-du-Prince-Édouard.
- Le dernier poste occupé par les femmes en chômage appartenait à la catégorie des professions féminines traditionnelles.

NIVEAUX D'INSTRUCTION

- En 1981, on a observé une augmentation du pourcentage de femmes dont le niveau d'instruction se situait entre la 9^e et la 12^e année.
- Parmi les personnes ayant un niveau d'instruction se situant entre la 9^e et la 12^e année et ayant fait des études postsecondaires partielles, on trouve un pourcentage supérieur de femmes que d'hommes.
- Le pourcentage de femmes ayant fait des études postsecondaires partielles et possédant un grade universitaire a augmenté entre 1971 et 1981, ce qui indique que le niveau d'instruction des femmes est en hausse.
- Plus les femmes ont un niveau d'instruction élevé, moins elles sont susceptibles de se trouver en chômage. Ainsi, 20 % des femmes ayant moins de 9 ans de scolarité étaient en chômage, contre seulement 10 % des femmes possédant un grade universitaire.
- Le plus grand nombre de femmes occupées (5,325) se trouve parmi celles qui ont de 9 à 12 ans de scolarité, mais qui ne possèdent ni un certificat ni un diplôme.

NIVEAUX DE REVENU

- C'est en 1981 qu'on observe le plus fort pourcentage de femmes (22 %) déclarant un revenu d'emploi inférieur à 2 000 \$.
- Chez les femmes, 51 % ont déclaré un revenu d'emploi inférieur à 5 000 \$, contre 29 % chez les hommes.
- Le revenu d'emploi moyen des hommes (11 561 \$) est presque deux fois supérieur à celui des femmes (6 405 \$).
- Chez les femmes, celles qui travaillent dans l'enseignement possèdent le revenu d'emploi moyen le plus élevé (13 199 \$).
- Les hommes exerçant les mêmes professions que les femmes touchent un revenu d'emploi supérieur à celui de ces dernières.
- En 1985, les taux de rémunération de certaines professions typiquement masculines étaient quelque peu plus élevés que ceux des professions typiquement féminines.
- Les femmes dont le revenu moyen était le plus élevé avaient fait des études universitaires et possédaient un grade ou un certificat supérieur au baccalauréat.

- En 1985, dans la catégorie des personnes ayant terminé leurs études universitaires ou collégiales, les femmes ont un revenu inférieur à celui des hommes.
- Les hommes ayant terminé leurs études universitaires ou collégiales ont un revenu supérieur aux femmes exerçant la même profession.

ENTREPRENEURES

- Entre 1970 et 1983, le nombre de personnes possédant un commerce au Canada a augmenté de 38 %; parmi elles, le nombre de femmes possédant un commerce augmentait de 178 %.
- Les principales raisons pour lesquelles les femmes décident d'ouvrir leur propre commerce sont le désir d'être indépendantes et le désir d'utiliser des talents ou des compétences.
- Les entrepreneures sont plus susceptibles que les hommes de se heurter à des attitudes négatives et de se sentir limitées dans leurs activités par leurs obligations familiales.

INTRODUCTION

Depuis la Seconde Guerre mondiale, il y a eu une augmentation considérable du nombre des femmes travaillant contre salaire. Pour pouvoir expliquer le rôle des femmes dans l'économie de l'Île-du-Prince-Édouard, il

nous faut procéder à un examen de cette évolution du marché du travail.

Diverses sources de données sont utilisées dans le présent document, y compris les résultats de l'enquête de suivi auprès des diplômés de 1984, menée à l'Île-du-Prince-Édouard par le ministère de l'Industrie (PEI Student Follow-up Survey).

Les objectifs du présent document sont : a) de présenter une analyse de l'expérience du marché du travail vécue par les femmes de l'Île-du-Prince-Édouard; et b) de mettre à jour les données de la publication de 1983 Women in the PEI Labour Force.

Les tendances sont analysées sous les principaux aspects suivants :

- Population
- Taux d'activité
- Population active selon la branche d'activité et la profession
- Emploi et chômage
- Niveaux de revenu
- Niveaux d'instruction et
- Entrepreneures

Les principales constatations qui se dégagent de l'analyse sont présentées dans la conclusion. Le premier point abordé est la répartition de la population de l'Île-du-Prince-Édouard selon le sexe au cours des dernières décennies.

POPULATION

Le nombre de femmes dans la population active (population de 15 ans et plus) s'est considérablement accru au cours des quelques dernières décennies. Le tableau 1 présente les chiffres de la population totale et de la population de 15 ans et plus de l'île-du-Prince-Édouard, selon le sexe, pour la période 1921-1981.

TABEAU 1

POPULATION TOTALE ET POPULATION DE 15 ANS ET PLUS, SELON LE SEXE

ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD, 1921-1981

(EN MILLIERS)

POPULATION DE 15 ANS ET PLUS

TOTAL	POPULATION	TOTAL		HOMMES		FEMMES	
		Nbre		%		Nbre	
1921	88,6	59,9	30,3	50,6	29,6	49,4	
1931	88,0	59,9	31,1	51,9	28,8	48,1	
1941	95,0	66,4	34,7	52,3	31,7	47,7	
1951	98,4	65,5	33,4	51,0	32,1	49,0	
1961	104,6	66,9	34,2	51,1	32,7	48,9	
1971	111,6	76,2	38,1	50,0	38,1	50,0	
1981	122,5	92,1	45,3	49,2	46,8	50,8	

SOURCE : Statistique Canada, n° 91-512 au catalogue (pour les années 1921-1971) et n° 92-901 (pour l'année 1981)

Par exemple, en 1921, on comptait environ 30 000 femmes dans la population active (population de 15 ans et plus). Ce chiffre est demeuré relativement stable entre les années 1921 et 1961; toutefois, on remarque une progression rapide entre les années 1961 et 1981. Le nombre de femmes dans la population active a augmenté de 43 % entre 1961 et 1981, comparativement à 32 % chez les hommes.

Au cours des vingt dernières années, il y a donc eu augmentation du nombre de femmes dans la population active. En 1981, il y avait 14 100 femmes de plus dans la population active, soit une hausse considérable du nombre de femmes en âge de travailler. Cela nous amène à nous interroger sur la proportion de ces femmes qui sont entrées sur le marché du travail.

TAUX D'ACTIVITÉ (DONNÉES DU RECENSEMENT)

Le taux d'activité correspond à la proportion de la population active qui occupe un emploi ou qui est à la recherche d'un travail. Deux sources de données sont utilisées pour examiner le taux d'activité des femmes :

- a) Le recensement de la population et du logement de Statistique Canada; et
- b) L'enquête sur la population active de Statistique Canada

Pour faire ressortir l'évolution des tendances dans le temps, nous nous fonderons d'abord sur les données du recensement du Canada. Le tableau 2 présente les taux d'activité selon le sexe, à l'échelle du Canada et de l'Île-du-Prince-Édouard, pour la période 1921-1981.

, TABLEAU 2
TAUX D'ACTIVITÉ, SELON LE SEXE, ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD ET CANADA,
1921-1981

	ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD			CANADA		
	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES
1921	51,5	88,7	13,5	54,6	88,7	17,6
1931	53,3	88,7	15,0	55,2	87,5	19,6
1941	53,5	87,7	16,1	54,2	85,8	20,7
1951	51,9	84,0	18,5	54,2	83,8	24,1
1961	51,0	76,1	24,7	53,7	77,7	29,5
1971	56,6	75,0	38,1	57,3	75,7	39,2
1981	61,9	74,7	49,4	64,8	78,2	51,8

NOTA : Il faut faire preuve de prudence lorsqu'on compare les données du recensement car les méthodes utilisées ont changé d'un recensement à l'autre.

SOURCE : Statistique Canada, nos 94-702 (1921-1971) et 92-915 (1981) au catalogue.

Les pourcentages présentés dans le tableau 2 témoignent d'une importante augmentation des taux d'activité tant à l'Île-du-Prince-Édouard que dans l'ensemble du Canada. De 1921 à 1981, ils ont beaucoup varié. Le taux d'activité chez les hommes et les femmes à l'Île-du-Prince-Édouard a augmenté de 10,4 points de 1921 à 1981, passant de 51,5 % à 61,9 %. Pendant la même période, le taux d'activité des femmes a augmenté de 36 points, tandis que celui des hommes baissait de 14 points (88,7 % en 1921 comparativement à 74,7 % en 1981).

Parallèlement, le taux d'activité chez les hommes et les femmes pour l'ensemble du Canada a augmenté de 10,2 points de pourcentage de 1921 à 1981. Pendant la même période, le taux d'activité des femmes augmentait de 34 points, tandis que celui des hommes diminuait de 11 points.

La baisse du taux d'activité des hommes est peut-être attribuable au fait qu'un bon nombre d'entre eux prennent une retraite anticipée et au fait que les jeunes hommes poursuivent leurs études plus longtemps.

Bien que le taux d'activité des femmes ait considérablement augmenté de 1921 à 1981, il est encore bien inférieur à celui des hommes tant à l'Île-du-Prince-Édouard que dans l'ensemble du Canada. Il est intéressant d'examiner le taux d'activité féminin selon l'âge pour déterminer le groupe d'âge dans lequel s'est opéré le plus gros changement au cours des trente dernières années. Le tableau 3 montre les taux d'activité féminins, selon l'âge, à l'Île-du-Prince-Édouard de 1951 à 1981.

TABEAU 3

TAUX D'ACTIVITÉ FÉMININ, SELON L'ÂGE, ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

1951-1981

<u>ÂGE</u>	<u>TAUX D'ACTIVITÉ (%)</u>				
	<u>1951</u>	<u>1961</u>	<u>1971</u>	<u>1976</u>	<u>1981</u>
Ensemble des femmes	18,7	24,9	38,7	45,4	49,4
15 à 19 ans	33,2	29,9	34,1	43,8	41,2
20 à 24 ans	39,9	43,8	64,5	69,3	77,4
25 à 34 ans	17,8	23,6	45,1	56,6	67,1
35 à 44 ans	15,3	26,0	42,4	56,5	64,8
45 à 54 ans	15,5	30,5	47,3	52,0	57,6
55 à 64 ans	12,3	24,0	38,5	39,4	33,7
65 ans et plus	5,3	6,9	9,3	8,7	6,6

NOTA : Les méthodes utilisées pour recueillir les données sur la population active ont changé de 1951 à 1971 et, par conséquent, il faut faire preuve de prudence lorsque l'on compare les données produites pendant cette période.

SOURCE : Statistique Canada, données du recensement, publications nos 94-802, 94-702 et 92-915 au catalogue.

Bien que le taux d'activité féminin ait beaucoup augmenté, l'augmentation n'a pas été aussi sensible dans tous les groupes d'âge. Par exemple, le taux d'activité des femmes de 65 ans et plus a varié entre 5 et 9 % et celui des femmes de 15 à 19 ans n'a presque pas bougé.

L'augmentation la plus forte a été enregistrée chez les femmes de 20 à 64 ans. Par exemple, 18 % des femmes âgées de 25 à 34 ans faisaient partie de la population active en 1951 comparativement à 67 % en 1981, ce qui correspond à une augmentation de presque 50 points.

Une autre tendance qui vaut d'être signalée touche au nombre de femmes mariées dans la population active. Le tableau 4 montre la progression annuelle, de 1951 à 1981, du taux d'activité chez les femmes selon l'état matrimonial.

TABLEAU 4
TAUX D'ACTIVITÉ DES FEMMES DE L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD,
SELON L'ÉTAT MATRIMONIAL, 1951-1981

<u>ANNÉE</u>	<u>CÉLIBATAIRES</u>	<u>MARIÉES (1)</u>	<u>VEUVES/DIVORCÉES</u>
1951	46,2	7,1	14,8
1961	44,4	18,4	18,3
1971	47,4	38,2	22,6
1981	55,8	52,0	24,1

NOTE : Les méthodes de collecte des données sur la population active ont été modifiées entre 1951 et 1971; il faut donc faire preuve de prudence dans la comparaison des données se rapportant à cette période.

(1) Ce groupe comprend les femmes séparées.

SOURCE : Statistique Canada, Données du recensement du Canada, publications nos 94-702 et 92-915 au catalogue.

Comme l'indique le tableau 4, le taux d'activité des femmes célibataires et celui des femmes veuves ou divorcées a augmenté de près de 10 points de pourcentage, comparativement à un accroissement considérable de 45 points de pourcentage dans le cas des femmes mariées, entre 1951 et 1981. De toute évidence, un nombre croissant de femmes mariées cherchent un emploi. Certes, de façon générale, un plus grand nombre de femmes ont tendance à

chercher du travail à l'extérieur du foyer et ce, pour diverses raisons. Dans le cas des femmes célibataires, il s'agit de gagner leur vie. De même, les veuves ou les femmes divorcées peuvent travailler pour accroître leur revenu ou gagner leur vie. Certains présument que les femmes mariées travaillent uniquement pour se permettre plus que l'essentiel. Or, de nombreuses femmes doivent travailler pour que leur famille ait un revenu suffisant pour se procurer le nécessaire. Armstrong et Armstrong (1983) relèvent un lien étroit entre le revenu de l'époux et l'activité de l'épouse; plus le revenu de l'époux est faible, plus il est probable que la femme travaille. Ainsi, le besoin économique serait le facteur déterminant de l'entrée sur le marché du travail.

Il existe cependant d'autres raisons. La plus vaste diffusion de l'information sur la contraception et l'accès plus facile aux moyens de contraception auxquels s'ajoute la facilitation des tâches ménagères attribuable au progrès technologique et à la production moins coûteuse de biens de consommation permettent de plus en plus aux femmes d'entrer sur le marché du travail (Armstrong et Armstrong, 1983, p. 29). Quelle qu'en soit la raison, les taux d'activité des femmes s'accroissent.

D'après les données du recensement, il y a donc eu croissance rapide des taux d'activité des femmes au cours des dernières décennies. Examinons les données de l'enquête sur la population active pour les dix dernières années. À l'annexe 1 sont décrites les différentes méthodes utilisées par Statistique Canada pour recueillir les données du recensement du Canada et les données de l'enquête sur la population active.

TAUX D'ACTIVITÉ SELON LE SEXE (ENQUÊTE SUR LA POPULATION ACTIVE)

Au tableau 5 figurent les taux d'activité des hommes et des femmes de l'Île-du-Prince-Édouard et du Canada, pour les années 1975 à 1985, selon les données de l'enquête sur la population active.

TABLEAU 5
TAUX D'ACTIVITÉ, SELON LE SEXE, ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD
ET CANADA, 1975-1985

ANNÉE	ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD			CANADA		
	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES
	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)
1975	56,5	72,2	41,4	61,1	78,4	44,4
1976	56,7	72,3	41,6	61,1	77,6	45,2
1977	56,9	71,5	42,8	61,6	77,7	46,0
1978	57,7	71,7	44,3	62,7	78,1	47,9
1979	59,0	72,7	45,9	63,4	78,5	49,0
1980	59,2	72,6	46,4	64,1	78,4	50,4
1981	58,7	71,2	46,9	64,8	78,4	51,7
1982	57,8	70,3	45,9	64,1	77,0	51,7
1983	60,2	71,4	49,5	64,4	76,7	52,6
1984	60,2	70,7	50,2	64,8	76,6	53,5
1985	61,9	72,2	51,9	65,2	76,7	54,3

SOURCE : Statistique Canada, Population active, publication n° 71-201 au catalogue.

D'après les données du tableau 5, le taux d'activité total à l'Île-du-Prince-Édouard a augmenté de 5,4 points de pourcentage, passant de 56,5 % en 1975 à 61,9 % en 1985. Parallèlement, le taux d'activité des femmes s'est accru de façon uniforme, passant de 41 % en 1975 à 52 % en 1985. Par contre, le taux d'activité des hommes est resté constant puisque 72 % des hommes étaient sur le marché du travail en 1975 et en 1985.

Entre 1975 et 1985, le taux d'activité des femmes au Canada a augmenté progressivement de 44 % à 54 %, un accroissement de 10 points de pourcentage.

Le taux d'activité des hommes au Canada est tombé de 78,4 % en 1975 à 76,7 % en 1985. Comme nous l'avons expliqué précédemment, ce phénomène peut être attribuable à la retraite anticipée ou au fait que les jeunes hommes poursuivent leurs études plus longtemps.

En outre, les taux d'activité des femmes sont nettement moins élevés que ceux des hommes, tant à l'Île-du-Prince-Édouard qu'au Canada. Par exemple, le taux d'activité global des hommes de l'Île-du-Prince-Édouard était de 72 % en 1985, soit 20 points de pourcentage de plus que celui des femmes. En 1985, le taux d'activité des hommes au Canada, 77 %, dépassait de 23 points de pourcentage celui des Canadiennes. Nous pouvons donc en conclure que les taux d'activité des femmes ont beaucoup augmenté pendant les dix dernières années, mais ils demeurent nettement inférieurs à ceux des hommes. Cette tendance est conforme à celle qui se dégage des données du recensement dont il a été question précédemment. Entre 1975 et 1985, le taux d'activité des

femmes s'est accru plus rapidement à l'Île-du-Prince-Édouard (11 %) qu'au Canada (10 %). Le taux d'activité des femmes au Canada était plus élevé que celui de l'Île-du-Prince-Édouard. Cette tendance est conforme à celle que traduisent les taux d'activité globaux qui ont toujours été supérieurs au Canada par rapport à ceux de l'Île-du-Prince-Édouard.

Les taux d'activité à l'Île-du-Prince-Édouard ont aussi varié au cours d'une année. Il est donc important de déterminer les fluctuations saisonnières des taux d'activité.

TAUX D'ACTIVITÉ SAISONNIER

Étant donné la nature de l'économie de l'Île-du-Prince-Édouard, le taux d'activité varie beaucoup d'une saison à une autre. Ces variations saisonnières se dégagent clairement des taux d'activité des hommes et des femmes. Les taux d'activité des hommes et des femmes s'accroissent durant l'été à cause a) du grand nombre d'emplois temporaires disponibles pendant l'été dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche et du tourisme et b) des étudiants qui cherchent à travailler pendant les vacances estivales.

La variation saisonnière des taux d'activité des hommes et des femmes est illustrée au tableau 6 où sont indiqués les taux d'activité mensuels des hommes et des femmes à l'Île-du-Prince-Édouard en 1985.

TABLEAU 6
TAUX D'ACTIVITÉ À L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD,
SELON LE SEXE ET LE MOIS, 1985

<u>MOIS</u>	<u>TOTAL</u>	<u>HOMMES</u>	<u>FEMMES</u>
Janvier	58,1	67,3	49,3
Février	58,4	67,9	49,3
Mars	60,3	70,6	50,5
Avril	60,0	70,4	50,0
Mai	64,5	75,7	53,8
Juin	66,0	76,6	55,8
Juillet	67,4	78,0	57,3
Août	66,8	76,7	57,2
Septembre	62,2	73,1	51,8
Octobre	60,3	71,6	49,3
Novembre	59,9	70,2	50,0
Décembre	58,6	68,5	49,1
Moyenne annuelle	61,9	72,2	51,9

SOURCE : Statistique Canada, n° 71-201 au catalogue.

Le taux d'activité des femmes et des hommes s'est accru au cours de l'été 1985, culminant en juillet à 57,3 % dans le cas des femmes et à 78 % dans le cas des hommes.

En décembre 1985, le taux d'activité des femmes a atteint son niveau le plus bas de l'année, soit 49,1 %; c'est un peu moins que le taux pour les mois de janvier, février et octobre, qui était de 49,3 %. Pour 1985, le taux d'activité des hommes a été le plus faible en janvier, soit 67 %.

Pour chaque mois de 1985, les taux d'activité chez les hommes ont été de beaucoup supérieurs aux taux d'activité chez les femmes, ce qui est conforme aux données annuelles pour la période 1975-1985 analysées plus tôt.

Il est tout aussi intéressant de suivre l'évolution de la taille de la population active.

POPULATION ACTIVE

La taille de la population active est déterminée par la taille de la population en âge d'activité et par les taux d'activité. Comme ces deux variables ont connu une hausse, il serait normal d'observer une augmentation de la taille de la population active. Les données de l'enquête sur la population active consignées dans le tableau 7 confirment l'accroissement de la population active dans l'île-du-Prince-Édouard.

TABLEAU 7

POPULATION ACTIVE À L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD, SELON LE SEXE, 1975-1985

ANNÉE	TOTAL	POPULATION ACTIVE (milliers)			
		HOMMES	%	FEMMES	%
1975	46	29	63	17	37
1976	46	29	63	17	37
1977	48	30	63	18	37
1978	49	30	61	19	39
1979	52	31	60	21	40
1980	53	32	60	21	40
1981	52	31	60	21	40
1982	52	31	60	21	40
1983	55	32	58	23	42
1984	56	32	57	24	43
1985	58	33	57	25	43

NOTA : La colonne TOTAL est la somme des deux autres colonnes

SOURCE : Statistique Canada, n° 71-201 au catalogue.

Entre 1975 et 1985, la population active de l'Île-du-Prince-Édouard est passée de 46 000 à 58 000, soit une augmentation de 26 %.

Durant la même période, les femmes ont représenté environ 40 % de la population active, et les hommes, 60 %. En 1985, par exemple, 43 % de la population active était constituée de femmes, tandis que 57 % était constituée d'hommes.

Entre 1975 et 1985, le nombre de femmes dans la population active de l'île-du-Prince-Édouard est passé de 17 000 à 25 000, soit une hausse de 47 %. Au cours de la même période, le nombre d'hommes dans la population active s'est accru de 4 000 (hausse de 13,8 %), passant de 29 000 à 33 000. Depuis dix ans, la population active de l'île-du-Prince-Édouard a donc accueilli deux fois plus de femmes que d'hommes (8 000 comparativement à 4 000).

Les données du recensement seront aussi utilisées pour examiner la répartition de la population active de l'île-du-Prince-Édouard, selon le sexe, de 1951 à 1981, car nous ne disposons d'aucune donnée de l'enquête sur la population active, selon le sexe, avant 1975. Les données du recensement ne sont pas entièrement comparables de 1951 à 1981 à cause de changements apportés aux méthodes de collecte des données. Toutefois, ces données permettent ici d'illustrer les tendances dans l'accroissement du nombre de femmes qui entrent dans la population active. Les données du recensement sont illustrées au tableau 8.

TABLEAU 8

POPULATION ACTIVE SELON LE SEXE POUR L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD 1951-1981

ANNÉE	POPULATION ACTIVE (en milliers)				
	TOTAL	HOMMES	%	FEMMES	%
1951	34,2	28,2	82,5	6,0	17,5
1961	34,3	26,2	76,4	8,1	23,6
1971	43,6	28,9	66,3	14,7	33,7
1976	50,6	31,1	61,5	19,5	38,5
1981	56,2	33,4	59,4	22,8	40,6

NOTA : La méthode de collecte des données sur la population active a été modifiée entre 1951 et 1981; il faut donc faire preuve de prudence dans la comparaison des données pour cette période.

SOURCE : Statistique Canada, publications nos 94-802, 94-702, 92-915 au catalogue.

La population active totale de l'Île-du-Prince-Édouard a augmenté de 29 % entre 1971 (43 600) et 1981 (56 200). De plus, la population active féminine est passée de 14 700 en 1971 à 22 800 en 1981, soit une augmentation de 55 %. La population active masculine aussi a augmenté de 16 % entre 1971 (28 900) et 1981 (33 400).

En 1951, les femmes ne représentaient que 18 % de la population active; elles totalisaient 41 % en 1981. Les hommes représentaient 83 % de la population active en 1951 comparativement à 59 % en 1981. Ainsi, le taux d'augmentation de la population active féminine a été plus élevé que celui de la population active masculine, entre 1951 et 1981.

Compte tenu du fait que la taille de la population active a grossi, il est important d'examiner la répartition de la population active selon la profession.

POPULATION ACTIVE SELON LA PROFESSION ET LE SEXE

Le tableau 9 représente la population active selon la profession, pour les hommes et les femmes de l'Île-du-Prince-Édouard, en 1971 et en 1981.

TABEAU 9

POPULATION ACTIVE DE 15 ANS ET PLUS

SELON LA PROFESSION ET LE SEXE, ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD, 1971 ET 1981

PROFESSION	HOMMES		FEMMES		HOMMES		FEMMES	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Direction, administration et professions connexes	960	3,3	240	1,6	2 230	6,5	675	2,8
Sciences naturelles, génie et mathématiques	575	2,0	60	0,4	965	2,8	170	0,7
Sciences sociales	150	0,5	130	0,9	365	1,1	480	2,0
Religion	155	0,5	70	0,5	210	0,6	40	0,2
Enseignement	550	1,9	1 380	9,4	755	2,2	1 435	6,1
Médecine et santé	410	1,4	1 400	9,5	505	1,5	2 220	9,4
Arts plastiques, décoratifs, littéraires et d'interprétation	220	0,8	65	0,4	415	1,2	270	1,1
Travail administratif et secteurs connexes	1 295	4,5	2 925	19,9	1 500	4,4	5 825	24,6
Commerce	2 370	8,2	1 055	7,2	2 410	7,1	2 160	9,1
Services	2 900	10,1	2 815	19,1	2 785	8,1	4 780	20,2
Agriculture, horticulture et élevage	5 105	17,7	1 000	6,8	4 730	13,8	915	3,9
pêche, chasse et piégeage	2 140	7,4	55	0,4	2 690	7,9	285	1,2
Exploitation forestière	125	0,4	---	---	220	0,6	40	0,2
Mines, carrières, puits de pétrole et de gaz	55	0,2	---	---	70	0,2	---	---
Traitement des matières premières	1 335	4,6	1 025	7,0	1 530	4,5	1 795	7,6
Usage des matières premières	320	1,1	10	0,1	535	1,6	5	0,02
Fabrication, montage et réparation de produits finis	1 170	4,1	105	0,7	1 935	5,7	235	1,0
Construction	3 225	11,2	20	0,1	4 500	13,2	90	0,4
Transports	1 785	6,2	25	0,2	2 500	7,3	120	0,5
Manutention	590	2,0	100	0,7	740	2,2	105	0,4
Conduite de machines et d'appareils divers	275	1,0	25	0,2	335	1,0	85	0,4
Activités non classées ailleurs	585	2,0	105	0,7	870	2,5	185	0,8
Professions non déclarées	2 310	8,0	1 780	12,1	910	2,7	920	3,9
Professions sans objet	240	0,8	330	2,2	470	1,4	860	3,6
Population active totale	28 845	99,9	14 720	100,1	34 175	100,1	23 695	100,1

Entre 1971 et 1981, le nombre d'hommes et de femmes occupant un emploi s'est accru dans la majorité des professions. Au cours de cette période, il y a eu baisse du nombre des hommes occupés dans les services et l'agriculture et baisse du nombre des femmes membres du clergé ou occupées dans l'agriculture et l'usinage.

En 1971, les femmes sur le marché du travail dans l'Île-du-Prince-Édouard occupaient avant tout (dans une proportion de 19,9 %) des emplois de bureau et des fonctions assimilées. En outre, la même année, c'est dans les services (19,1 %), la médecine et la santé (9,5 %) et l'enseignement (9,4 %) qu'on trouve une proportion importante de la main-d'oeuvre féminine de l'Île-du-Prince-Édouard.

En 1981, les emplois de bureau et les fonctions assimilées (24,6 %) étaient les professions qui comptaient le plus grand nombre de femmes occupées dans l'Île-du-Prince-Édouard.

Par contre, en 1971, l'agriculture, l'horticulture et l'élevage étaient les secteurs qui représentaient la plus forte proportion (17,7 %) de la main-d'oeuvre masculine de l'Île-du-Prince-Édouard. En outre, en 1971, une partie importante des hommes actifs de cette province travaillait dans les secteurs de la construction (11,2 %), des services (10,1 %), de la vente (8,2 %), de la pêche, de la chasse et du piégeage (7,4 %).

En 1981, la majorité des hommes (13,8 %) occupaient un emploi dans les secteurs de l'agriculture, de l'horticulture et de l'élevage. En outre, la même année, la construction (13,2 %), les services (8,1 %), la pêche, la chasse et le piégeage (7,9 %), les transports (7,3 %) et le commerce (7,1 %) répondaient pour une proportion importante de la main-d'oeuvre masculine dans l'Île-du-Prince-Édouard.

En 1971 et en 1981, les femmes occupaient la majorité des emplois de bureau et des fonctions assimilées et des emplois dans les secteurs de l'enseignement et de la médecine et de la santé. En outre, en 1981, les femmes actives occupaient une proportion importante des emplois dans les secteurs des sciences sociales, des services et de la transformation, tandis qu'en 1971, ces emplois étaient occupés surtout par des hommes.

Donc, le taux d'activité accru des femmes s'accompagne d'une tendance à entrer de plus en plus dans des professions où elles étaient plus nombreuses que les hommes en 1971 (par exemple, l'enseignement, la médecine et la santé, et le travail de bureau et les fonctions assimilées). Néanmoins, les femmes accèdent plus rapidement que les hommes à certaines professions où elles étaient moins nombreuses que les hommes dans les années 70 (par exemple, les services, la transformation et les sciences sociales).

Il faut également signaler que le nombre des femmes occupant des emplois de bureau et des fonctions assimilées a augmenté considérablement entre 1971 et 1981. En effet, le nombre de femmes actives s'est accru de 8 975 entre 1971 (14 720) et 1981 (23 965). Au cours de la même période, le nombre de femmes occupant des emplois de bureau et des fonctions assimilées a augmenté de 2 900. Par conséquent, entre 1971 et 1981, 32 % des nouvelles venues sur le marché du travail occupaient des emplois de bureau et des fonctions assimilées.

Il est également intéressant de souligner l'importance de l'augmentation du nombre d'hommes qui occupaient des emplois de directeurs, gérants et administrateurs en 1981 (2 230) par rapport à 1971 (960).

Nous allons maintenant présenter des données, classées par profession, sur la population active féminine du Canada et des autres provinces de l'Atlantique pour déterminer jusqu'à quel point les tendances mesurées pour l'Île-du-Prince-Édouard s'appliquent aussi à l'ensemble du Canada et de la région des provinces de l'Atlantique. Le tableau 10 renferme ces données.

TABEAU 10

POPULATION ACTIVE FÉMININE, PAR PROFESSION, POUR LE CANADA, LA NOUVELLE-ÉCOSSE, LE NOUVEAU-BRUNSWICK ET TERRE-NEUVE
1971 ET 1981

PROFESSION	CANADA						NOUVELLE-ÉCOSSE						NOUVEAU-BRUNSWICK						TERRE-NEUVE					
	1971			1981			1971			1981			1971			1981			1971			1981		
	Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%	
Direction, administration et professions connexes	4 305	1,9		202 300	4,0		1 760	1,9		5 230	3,4		1 180	1,6		3 700	3,1		935	2,2		2 395	2,8	
Sciences naturelles, génie et mathématiques	1 105	0,6		56 800	1,1		455	0,5		1 355	0,9		245	0,3		800	0,7		60	0,1		520	0,6	
Sciences sociales	4 530	1,0		99 045	2,0		890	0,9		2 875	1,9		590	0,8		2 020	1,7		270	0,6		1 140	0,3	
Médecine et santé	21 685	7,9		403 055	8,1		9 095	9,7		15 545	10,2		6 570	8,9		10 095	8,4		4 345	10,3		7 550	8,7	
Arts plastiques, décoratifs, littéraires et d'interprétation	1 895	0,7		65 815	1,3		505	0,5		1 585	1,0		355	0,5		1 025	0,8		145	0,3		395	0,5	
Travail administratif et secteurs connexes	94 180	30,8		1 702 515	34,0		26 340	28,1		47 295	30,9		20 270	27,3		37 495	31,0		9 950	23,6		24 220	28,0	
Commerce	24 760	8,1		467 395	9,3		9 060	9,7		15 945	10,4		6 720	9,1		10 915	9,0		5 190	12,3		8 530	10,0	
Services	44 985	14,7		748 260	15,0		16 700	17,8		26 120	17,1		13 325	18,0		21 610	17,9		7 690	18,3		13 735	15,9	
Agriculture, horticulture et élevage	10 845	3,5		407 560	2,2		1 130	1,2		1 825	1,2		990	1,3		1 380	1,1		195	0,5		280	0,3	
Religion	1 710	0,1		8 540	0,2		225	0,2		225	0,1		225	0,3		170	0,1		60	0,1		25	0,1	
Enseignement	24 120	6,9		290 935	5,8		8 235	8,8		10 080	6,6		6 535	8,8		7 695	6,4		4 155	9,9		6 370	7,4	
Pêche, chasse et piégeage	525	0,0		2 235	0,0		65	0,1		255	0,2		20	0,0		205	0,2		55	0,1		310	0,4	
Exploitation forestière	415	0,0		5 105	0,1		40	0,0		375	0,2		65	0,1		895	0,7		5	0,0		190	0,2	
Mines, carrières et puits de pétrole et de gaz	380	0,0		1 625	0,0		—	—		25	0,0		5	0,0		45	0,0		15	0,0		130	0,2	

TABLEAU 10 (SUITE)

PROFESSION	CANADA				NOUVELLE-ÉCOSSE				NOUVEAU-BRUNSWICK				TERRE-NEUVE			
	1971		1981		1971		1981		1971		1981		1971		1981	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
raiment des matières remières	59 365	2,0	104 615	2,1	3 055	3,3	6 235	4,1	3 890	5,2	8 020	6,6	1 495	3,5	8 940	10,3
sinage des matières remières	13 675	0,4	20 900	0,4	75	0,1	190	0,1	100	0,1	200	0,2	15	0,0	40	0,0
abrication, montage et éparation de produits finis	150 205	4,9	226 725	4,5	2 090	2,2	2 570	1,7	1 065	1,4	1 695	1,4	250	0,6	455	0,5
onstruction	5 130	0,2	15 355	0,3	165	0,2	470	0,3	120	0,2	310	0,3	75	0,2	295	0,3
ransports	8 190	0,3	29 650	0,6	255	0,3	640	0,4	185	0,2	485	0,4	80	0,2	205	0,2
anutention	40 455	1,3	55 035	1,1	875	0,9	1 085	0,7	895	1,2	1 005	0,8	175	0,4	370	0,4
onduite de machines et 'appareils divers	13 545	0,4	30 250	0,6	320	0,3	645	0,3	195	0,3	405	0,3	100	0,2	270	0,3
ravailleurs non classés illeurs	21 730	0,7	31,050	0,6	165	0,2	945	0,2	145	0,2	735	0,6	90	0,2	495	0,6
rofessions non déclarées	319 270	10,5	178 280	3,6	9 460	10,1	5 445	3,6	8 260	11,1	4 435	3,7	5 470	13,0	3 930	4,5
rofessions sans objet	91 890	3,0	147 150	2,9	2 805	3,0	6 000	3,9	2 225	3,0	5 485	4,5	1 295	3,1	5 630	6,5
POPULATION ACTIVE TOTALE	3 053 095	99,9	5 000 265	99,8	93 765	100,0	152 960	99,9	74 175	99,9	120 825	99,9	42 115	99,7	86 620	100,0

SOURCE : Statistique Canada, recensement du Canada de 1981, n° 92-920 au catalogue.

On peut voir clairement au tableau 10 que la population active féminine dans chaque profession au Canada et dans les autres provinces de l'Atlantique a augmenté dans l'ensemble, de 1971 à 1981. Toutefois, il y a eu une exception, car la population active féminine en Nouvelle-Écosse dans les professions culturelles est restée constante de 1971 à 1981, tandis qu'elle a diminué légèrement au Nouveau-Brunswick pendant la même période.

Les professions de bureau et les professions connexes ont représenté le plus fort pourcentage de femmes dans la population active, de 1971 et 1981, tant au Canada que dans la région de l'Atlantique. En outre, les professions dans les services, la médecine et la santé, la vente et l'enseignement ont représenté une part importante de la population active féminine au Canada et dans la région de l'Atlantique, ce qui est conforme aux tendances de l'Île-du-Prince-Édouard.

De 1971 à 1981, les professions de bureau et les professions connexes ont répondu pour la plus forte augmentation de la population active féminine au Canada et dans la région de l'Atlantique. Cette tendance a été observée aussi dans l'Île-du-Prince-Édouard pendant la même période.

Les données sur la population active sont ventilées également selon la branche d'activité et le sexe pour le Canada et pour les provinces. Nous traiterons de ces données afin de déterminer les branches d'activité où les femmes sont concentrées.

LA POPULATION ACTIVE SELON LA BRANCHE D'ACTIVITÉ ET LE SEXE

Le recensement de 1981 fournit des statistiques sur la population active selon le sexe pour chaque branche d'activité. On a au **TABLEAU 11** les données pour l'île-du-Prince-Édouard en 1971 et 1981.

TABLEAU 11

POPULATION ACTIVE DE 15 ANS ET PLUS SELON LA BRANCHE D'ACTIVITÉ ET LE SEXE, ÎLE-DE-PRINCE-ÉDOUARD, 1971 ET 1981

PROFESSION	1971						1981					
	HOMMES			FEMMES			HOMMES			FEMMES		
	Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%		Nbre	%	
Agriculture	4 790	16,7		1 055	7,3		4 710	14,0		1 120	4,9	
Forêts	110	0,4		-	-		230	0,7		60	0,3	
Pêche et piégeage	2 060	7,2		65	0,5		2 510	7,4		285	1,2	
Mines (y compris broyage), carrières et puits de pétrole	50	0,2		-	-		105	0,3		10	0,0	
Industries manufacturières	2 860	10,0		1 345	9,3		3 575	10,6		2 250	9,9	
Bâtiment et travaux publics	2 710	9,5		110	0,8		4 060	12,0		360	1,6	
Transports, communications et autres services publics	2 655	9,3		450	3,1		3 295	9,8		675	3,0	
Commerce	4 000	14,0		1 900	13,2		4 605	13,7		3 555	15,6	
Finances, assurances et affaires immobilières	415	1,5		440	3,1		670	2,0		940	4,1	
Services socio-culturels, commerciaux et personnels	3 195	11,2		6 225	43,3		5 305	15,7		10 365	45,4	
Administration publique et défense	3 620	12,7		1 110	7,7		3 730	11,1		2 345	10,3	
Activités indéterminées et imprécises	2 145	7,5		1 690	11,7		915	2,7		870	3,8	
Toutes les activités économiques	28 610			14 390			33 710			22 835		

SOURCE : Statistique Canada, Recensement de 1981, publication n° 92-925 au catalogue.

Dans l'ensemble, il y a eu une augmentation du nombre d'hommes et de femmes dans toutes les branches d'activité de 1971 à 1981, à l'exception de l'agriculture où le nombre d'hommes a diminué légèrement de 4 790 en 1971 à 4 710 en 1981.

En 1971 et 1981, le plus grand nombre de femmes actives de l'île-du-Prince-Édouard occupait un emploi dans les services socio-culturels, commerciaux et personnels. En 1971, il y avait aussi un pourcentage important de la population active féminine dans le commerce (13,2 %) et l'industrie manufacturière (9,3 %), tandis qu'un fort pourcentage était concentré dans le commerce (15,6 %) et l'administration publique et la défense (10,3 %) en 1981.

En 1971, il y avait un fort pourcentage de la population active masculine dans l'agriculture (16,7 %), le commerce (14,0 %) et l'administration publique et la défense (12,7 %); dix ans plus tard, une forte proportion de la population active masculine occupait un emploi dans les services socio-culturels, commerciaux et personnels (15,7 %), l'agriculture (14,0 %) et le commerce (13,7 %).

De 1971 à 1981, la plus forte augmentation de la population active, tant masculine que féminine, a eu lieu dans les services socio-culturels, commerciaux et personnels.

Il y avait un nombre plus important de femmes que d'hommes dans les secteurs des finances, des assurances et des affaires immobilières ainsi que des services socio-culturels, commerciaux et personnels, tant en 1981 qu'en 1971.

Il est également intéressant de comparer la répartition de la population active de l'Île-du-Prince-Édouard selon la branche d'activité avec celle du Canada et de la région de l'Atlantique pour déterminer si les tendances de l'Île-du-Prince-Édouard suivent les tendances nationales et régionales. On trouve au **TABLEAU 12** la population active féminine selon la branche d'activité au Canada et dans la région de l'Atlantique.

TABLEAU 12 (suite)

POPULATION ACTIVE FÉMININE SELON LA BRANCHE D'ACTIVITÉ POUR LE CANADA,
LA NOUVELLE-ÉCOSSE, LE NOUVEAU-BRUNSWICK ET TERRE-NEUVE
1971 ET 1981

BRANCHE D'ACTIVITÉ	CANADA				NOUVELLE-ÉCOSSE				NOUVEAU-BRUNSWICK				TERRE-NEUVE			
	1971		1981		1971		1981		1971		1981		1971		1981	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Administration publique et défense	163 365	5,5	327 680	6,8	6 565	7,2	12 435	8,5	4 720	6,6	9 305	8,1	2 120	5,2	6 060	
Activités indéterminées et imprécises	301 240	10,2	176 380	3,6	9 025	9,9	5 285	3,6	7 805	10,8	4 330	3,8	5 375	13,2	3 895	
Toutes les activités économiques	2 961 215		4 853 110		90 965		146 955		71 955		115 345		40 815		80 995	

SOURCE : Statistique Canada, Recensement de 1981, publication n° 92-925 au catalogue.

Entre 1971 et 1981, le nombre de femmes actives a augmenté dans toutes les branches d'activité au Canada et dans les provinces des Maritimes.

En 1971 et 1981, c'est dans le secteur des services socio-culturels, commerciaux et personnels qu'on trouvait le plus grand nombre de femmes actives au Canada, en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick et à Terre-Neuve.

Il ressort clairement du tableau 12 que c'est dans ce secteur que la population active féminine a le plus augmenté entre 1971 et 1981.

Par conséquent, les tendances sectorielles observées dans la population active féminine à l'Île-du-Prince-Édouard concordent avec les tendances nationales et les tendances observées dans les provinces des Maritimes.

L'analyse des professions et des branches d'activité dans lesquelles la population active féminine est concentrée nous mène à nous demander combien de ces femmes actives sont occupées et combien sont en chômage.

EMPLOI

Les fortes augmentations enregistrées dans la population active masculine et féminine sont également observées dans le nombre des personnes occupées. Les données de l'enquête sur la population active et celles du recensement serviront à illustrer la croissance de l'emploi.

Nous parlerons d'abord des données sur le nombre de personnes occupées selon le sexe, qui sont tirées de l'enquête sur la population active.

EMPLOI SELON LE SEXE

Le TABLEAU 13 illustre le nombre de personnes occupées à

*all men
bis*

l'île-du-Prince-Édouard entre 1975 et 1986.

TABLEAU 13

EMPLOI SELON LE SEXE À L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

1975 - 1985

ANNÉE	TOTAL	HOMMES		FEMMES	
	(milliers)	(milliers)	%	(milliers)	%
1975	42	27	64,3	15	35,7
1976	43	27	62,8	16	37,2
1977	43	27	62,8	16	37,2
1978	45	28	62,2	17	37,8
1979	46	28	60,9	18	39,1
1980	48	29	60,4	19	39,6
1981	47	28	59,6	19	40,4
1982	45	27	60,0	18	40,0
1983	48	28	58,3	20	41,7
1984	49	28	57,1	21	42,9
1985	51	29	56,9	22	43,1

SOURCE: Statistique Canada, publication n° 71-201 au catalogue.

Il y avait beaucoup plus d'hommes que de femmes occupés. Pourtant, le nombre de femmes occupées à l'île-du-Prince-Édouard a augmenté de 7 000 (46,7 %) entre 1975 et 1985, passant de 15 000 à 22 000. Durant la même

période, le nombre d'hommes occupés n'a augmenté que de 2 000 (7,4 %), pour passer de 27 000 à 29 000.

En outre, il s'est produit une baisse assez marquée du niveau d'emploi aussi bien chez les hommes que chez les femmes en 1982. Le nombre d'hommes et de femmes occupés en 1982 a régressé de 1 000 par rapport à 1981. Cette diminution est peut-être attribuable à la récession.

Comme, avant 1975, l'enquête sur la population active ne produisait pas de données ventilées selon le sexe, nous utiliserons les données du recensement pour analyser le niveau d'emploi selon le sexe à l'Île-du-Prince-Édouard en 1971, 1976 et 1981. Le TABLEAU 14 présente ces données.

TABLEAU 14
EMPLOI SELON LE SEXE À L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD
1971, 1976 et 1981

	TOTAL	HOMMES	%	FEMMES	%
1971	41 080	27 515	67,0	13 565	33,0
1976	46 130	28 930	62,7	17 200	37,3
1981	49 595	30 000	60,5	19 595	39,5

SOURCE: Statistique Canada, publications nos 94-801, 94-702 et 92-915 au catalogue.

Entre 1971 et 1981, le nombre de femmes occupées a augmenté de

44,4 % pour passer de 13 565 à 19 595. Durant la même période, le nombre d'hommes occupés a progressé de 9,0 %, passant de 27 515 à 30 000. Par conséquent, le nombre de personnes occupées s'est accru beaucoup plus rapidement chez les femmes (44 %) que chez les hommes (9 %). Aussi, les femmes représentaient une plus grande proportion de l'emploi total en 1981 (39,5 %) qu'en 1971 (33,0 %). Pourtant, les hommes continuaient de représenter la plus grande proportion du nombre total de personnes occupées en 1971 (67,0 %) et en 1981 (60,5 %).

Les données sur l'emploi montrent clairement qu'il y a moins de femmes occupées que d'hommes occupés. Il est également intéressant de voir dans quelle proportion les femmes occupées le sont à temps plein ou à temps partiel.

EMPLOI À TEMPS PLEIN ET EMPLOI À TEMPS PARTIEL

Nous avons déjà souligné que le taux d'activité des femmes, en particulier des femmes mariées, avait beaucoup augmenté depuis quelques décennies. Il y a des femmes qui décident d'occuper un emploi à temps partiel qui leur permet d'avoir un revenu tout en ayant du temps pour travailler à la maison. Le TABLEAU 15 présente, pour le Canada et l'Île-du-Prince-Édouard, des données sur la population âgée de 15 ans et plus qui travaillait en 1980, selon que l'emploi occupé l'était surtout à temps plein ou à temps partiel.

TABEAU 15

POPULATION DE 15 ANS ET PLUS AVANT TRAVAILLÉ EN 1980,
SURTOUT À TEMPS PLEIN OU SURTOUT À TEMPS PARTIEL,
CANADA ET ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

	CANADA						ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD					
	TOTAL		HOMMES		FEMMES		TOTAL		HOMMES		FEMMES	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
AVANT TRAVAILLÉ EN 1980												
TOTAL	12 609 190		7 378 835		5 230 355		59 785		34 785		25 000	
Surtout à temps plein	10 191 260	80,8	6 571 860	89,1	3 619 400	69,2	46 730	78,2	29 999	86,2	16 730	66,9
Surtout à temps partiel	2 417 930	19,2	806 975	10,9	1 610 959	30,8	13,055	21,8	4 790	13,8	8 270	33,1

SOURCE : Statistique Canada, recensement de 1981, publication n° 92-916, au catalogue

La majorité des hommes (89 %) et des femmes (69 %) au Canada qui ont travaillé en 1980 l'ont fait surtout à temps plein. De même, la majorité des hommes (86 %) et des femmes (67 %) de l'Île-du-Prince-Édouard qui ont travaillé en 1980 ont travaillé surtout à temps plein. Tant au Canada qu'à l'Île-du-Prince-Édouard, le pourcentage des hommes travaillant à temps plein est plus élevé que celui des femmes travaillant à temps plein. À l'Île-du-Prince-Édouard le pourcentage des hommes et des femmes travaillant surtout à temps partiel est plus élevé que pour l'ensemble du Canada.

En plus du genre d'emploi (à temps plein ou à temps partiel) il faut aussi tenir compte de la durée des emplois.

NOMBRE DE SEMAINES TRAVAILLÉES EN 1980

À cause de la nature saisonnière de l'économie de l'Île, les personnes qui travaillent dans certaines branches d'activité ne sont occupées que pour une partie de l'année. Nous utiliserons les données du recensement de 1981 pour illustrer comment la population féminine de l'Île-du-Prince-Édouard, âgée de 15 ans et plus, ayant travaillé en 1980 se répartit selon le nombre de semaines travaillées en 1980 et la proportion de ces emplois qui étaient des emplois surtout à temps plein ou des emplois surtout à temps partiel. Le TABLEAU 16 illustre ces données.

TABLEAU 16

POPULATION FÉMININE DE 15 ANS ET PLUS AYANT TRAVAILLÉ EN 1980,
SURTOUT À TEMPS PLEIN OU SURTOUT À TEMPS PARTIEL, SELON LE NOMBRE
DE SEMAINES TRAVAILLÉES EN 1980, ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

SEMAINES TRAVAILLÉES EN 1980	TOTAL	SURTOUT À TEMPS PLEIN	SURTOUT À TEMPS PARTIEL
TOTAL	25 000	16 730	8 270
1 à 13 semaines	4 830 19,3	2 410 14,4	2 420 29,3
14 à 26 semaines	5 495 22,0	3 515 21,0	1 980 23,9
27 à 39 semaines	2 350 9,4	1 530 9,1	820 9,9
40 à 48 semaines	2 395 9,6	1 560 9,3	835 10,1
49 à 52 semaines	9 930 39,7	7 715 46,1	2 210 26,7

SOURCE : Statistique Canada, recensement de 1981, publication n° 92-916 au catalogue.

La majorité (39,7 %) des femmes ayant travaillé en 1980 ont travaillé de 49 à 52 semaines. Aussi, la majorité des femmes qui ont travaillé surtout à temps plein (46,1 %) ont travaillé de 49 à 52 semaines, tandis que celles qui ont travaillé surtout à temps partiel (29,3 %) ont travaillé de 1 à 13 semaines. Quand on examine le nombre de semaines travaillées en 1980, on constate que 50 % des femmes qui ont travaillé de 1 à 13 semaines en 1980 ont travaillé surtout à temps partiel, tandis que les

autres femmes qui ont travaillé de 1 à 13 semaines ont travaillé surtout à temps plein. La majorité des femmes qui ont travaillé de 14 à 52 semaines en 1980 ont travaillé surtout à temps plein.

En plus de traiter des niveaux de l'emploi, il est important de tenir compte du nombre de personnes en chômage.

CHÔMAGE

Nous étudierons le chômage en fonction des taux de chômage à l'aide des données du recensement. Nous utiliserons aussi les données d'Emploi et Immigration Canada sur les prestataires de l'assurance-chômage.

TAUX DE CHÔMAGE

Le taux de chômage désigne le nombre de personnes en chômage exprimé sous forme de pourcentage de la population active totale. Le TABLEAU 17 illustre, à l'aide des données du recensement, les taux de chômage selon le sexe pour le Canada et l'Île-du-Prince-Édouard en 1971, 1976 et 1981.

TABLEAU 17
TAUX DE CHÔMAGE SELON LE SEXE POUR
LE CANADA ET L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD, 1971, 1976 ET 1981

%

ANNÉE	CANADA			ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD		
	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES
1971	7,8	7,3	8,8	5,6	4,6	7,7
1976	6,8	6,1	8,1	8,8	7,1	11,6
1981	7,4	6,5	8,7	11,8	10,3	14,0

SOURCE : Statistique Canada, publications nos 94-703, 94-801, 94-915 au catalogue.

Le tableau 17 fait clairement ressortir la hausse du taux global de chômage de l'Île-du-Prince-Édouard, lequel passait de 5,6 % en 1971 à 11,8 % en 1981. Au cours de la même période, le taux national de chômage régressait légèrement (de 0,4 point de pourcentage).

À l'Île-du-Prince-Édouard comme pour l'ensemble du Canada, le taux de chômage était plus élevé chez les femmes que chez les hommes. Au cours de la période 1971-1981, le taux de chômage des femmes de l'Île-du-Prince-Édouard passait de 7,7 % en 1971 à 14,0 % en 1981, soit une hausse de 6,3 points de pourcentage. Au cours de la même période, le taux de chômage chez les hommes augmentait de 5,7 points de pourcentage, passant de 4,6 % à 10,3 %.

Outre les données du recensement, le nombre de demandes actives de prestations d'assurance-chômage peut être utilisé pour mesurer les niveaux du chômage.

RELEVÉ DES DEMANDES ACTIVES DE PRESTATIONS D'ASSURANCE-CHÔMAGE

Le tableau 18 donne le nombre de prestataires d'assurance-chômage actifs de l'Île-du-Prince-Édouard, selon le sexe et le mois, pour les années 1984 et 1985.

TABIEAU 18
PRESTATAIRES D'ASSURANCE-CHÔMAGE, SELON LE SEXE ET LE MOIS
ÎLE DU PRINCE-ÉDOUARD - 1984, 1985

MOIS	1984					1985				
	HOMMES		FEMMES		TOTAL	HOMMES		FEMMES		TOTAL
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre %	Nbre	%	Nbre	%	Nbre %
Janvier	10 956	62,4	6 600	37,6	17 556 100,0	11 582	62,1	7 069	37,9	18 651 100,0
Février	N/C		N/C		N/C	N/C		N/C		N/C
Mars	11 529	62,7	6 866	37,3	18 395 100,0	11 970	61,9	7 379	38,1	19 349 100,0
Avril	11 521	62,8	6 828	37,2	18 349 100,0	11 863	62,1	7 235	37,9	19 098 100,0
Mai	11 644	61,9	7 182	38,1	18 826 100,0	11 824	62,2	7 182	37,8	19 006 100,0
Juin	9 049	58,6	6 380	41,4	15 429 100,0	9 168	59,2	6 323	40,8	15 491 100,0
Juillet	7 922	56,7	6 058	43,3	13 980 100,0	7 588	55,9	5 983	44,1	13 571 100,0
Août	7 517	59,1	5 208	40,9	12 725 100,0	7 363	56,7	5 628	43,3	32 991 100,0
Septembre	NC		N/C		N/C	N/C		N/C		N/C
Octobre	7 305	56,7	5 587	43,3	12 892 100,0	7 076	54,7	5 861	45,3	12 937 100,0
Novembre	9 146	58,8	6 410	41,2	15 556 100,0	9 227	57,2	6 908	42,8	16 135 100,0
Décembre	10 797	61,0	6 898	39,0	17 695 100,0	11 381	60,2	7 536	39,8	18 917 100,0
MOYENNE	9 739	60,3	6 402	39,7	16 141 100,0	9 904	59,6	6 710	40,4	16 614 100,0

NOTA : Les données sur les prestataires visent seulement les prestations ordinaires et les prestations de pêcheur. Les demandes de prestations de maladie, de maternité et d'autres prestations spéciales sont donc exclues.

SOURCE : Données administratives de la Commission de l'Emploi et de l'Immigration du Canada.

En 1985, c'est au mois de mars que l'on a enregistré le nombre le plus élevé de prestataires d'assurance-chômage (19 349) à l'Île-du-Prince-Édouard, tandis qu'en 1984, le maximum avait été atteint au cours du mois de mai (18 826). Il est intéressant de noter que le nombre le moins élevé de prestataires d'assurance-chômage était enregistré au mois d'août en 1984 (12 725) et au mois d'octobre en 1985 (12 937).

À l'Île-du-Prince-Édouard, il y avait plus d'hommes que de femmes qui étaient prestataires de l'assurance-chômage, en 1984 comme en 1985. De fait, en 1984 et en 1985, les hommes représentaient en moyenne 60 % du nombre total des prestataires et les femmes, 40 %.

Le nombre moyen d'hommes et de femmes dont la demande était active a augmenté entre 1984 et 1985. Chez les hommes, il est passé de 9 739 en 1984 à 9 904 en 1985, soit une hausse de 1,7 %. Au cours de la même période, le nombre de femmes prestataires s'est accru de 4,8 %, passant de 6 402 en 1984 à 6 710 en 1985. Ainsi, le nombre de femmes prestataires a augmenté plus rapidement que le nombre d'hommes.

En 1985, le nombre de femmes touchant des prestations d'assurance-chômage a atteint un sommet en décembre (7 536), et en 1984, le sommet était atteint en mai (7 128). Quant aux hommes, le nombre de prestataires a atteint son sommet au mois de mars 1985 (11 970), et c'est aussi au mois de mai 1984 que le niveau le plus élevé était enregistré (11 644).

Au cours de l'année 1985, le nombre d'hommes qui ont reçu des prestations d'assurance-chômage variait entre un maximum de 11 970 et un minimum de 7 076, soit un écart de 4 894. En comparaison, le nombre de femmes qui ont touché des prestations en 1985 variait entre un maximum de 7 536 et un minimum de 5 628, pour un écart de 1 908. De toute évidence, le nombre de prestataires tend à fluctuer davantage chez les hommes que chez les femmes. Ce phénomène peut être attribué au nombre élevé de pêcheurs qui touchent des prestations pendant les mois d'hiver et retournent au travail chaque printemps.

Il importe cependant de tenir compte du fait que le nombre de femmes qui touchent des prestations d'assurance-chômage varie d'un endroit à l'autre de la province.

PRESTATAIRES DE SEXE FÉMININ SELON LA RÉGION

La Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada recueille des données selon le sexe des prestataires d'assurance-chômage pour trois régions de l'Île-du-Prince-Édouard (Summerside, Charlottetown et Montague). Le **TABLEAU 19** donne le nombre de prestataires de sexe féminin enregistré au cours de chacun des mois de 1985 dans ces trois régions de l'Île-du-Prince-Édouard.

TABIEAU 19

PREMIERS PRESTATAIRES DE L'ASSURANCE-CHOMAGE
SELON LA RÉGION ET LE MOIS POUR 1985

MOIS	TOTAL		MONTAGNE		SUNNERSIDE		CHARLOTTETOWN	
			Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Janvier	7 069		1 900	26,9	2 968	42,0	2 201	31,1
Février	N/C		N/C		N/C		N/C	
Mars	7 379		1 989	27,0	3 044	41,3	2 346	31,8
Avril	7 235		1 971	27,2	3 006	41,5	2 258	31,2
Mai	7 182		1 943	27,1	2 965	41,3	2 274	31,7
Juin	6 323		1 710	27,0	2 431	38,4	2 182	34,5
Juillet	5 983		1 575	26,3	2 285	38,2	2 123	35,5
Août	5 628		1 551	27,6	2 196	39,0	1 881	33,4
Septembre	N/C		N/C		N/C		N/C	
Octobre	5 861		1 502	25,6	2 397	40,9	1 962	33,5
Novembre	6 908		1 797	26,0	2 918	42,2	2 193	31,7
Décembre	7 536		1 963	26,0	3 166	42,0	2 407	31,9
MOYENNE	6 711		1 790	26,7	2 738	40,8	2 183	32,5

NOTA: Les données ci-dessus ne concernent que les prestations ordinaires et les prestations de pêcheur. Les prestations de maladie et de maternité et les autres prestations spéciales sont exclues.

SOURCE : Données administratives de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada.

Le tableau 19 montre clairement que la région de Summerside est celle où le pourcentage de femmes prestataires de l'assurance-chômage (41 %) a été le plus élevé en 1985, les régions de Charlottetown et de Montague ayant enregistré des proportions de 33 et de 27 % respectivement.

Au cours de 1985, c'est en août que le pourcentage de femmes prestataires a été le plus élevé dans la région de Montague (27,6 %). Dans Charlottetown, le pourcentage de femmes prestataires a atteint son maximum en juillet (35,5 %) tandis que dans Summerside, le pourcentage le plus élevé a été enregistré en novembre (42,2 %).

En 1985, c'est en novembre et en décembre que Montague a enregistré le plus faible pourcentage de femmes prestataires de l'assurance-chômage (26,0 %) tandis que Charlottetown a enregistré le plus faible pourcentage en janvier (31,1 %) et Summerside en juillet (38,2 %).

Ainsi, Summerside compte relativement plus de femmes prestataires que Montague et Charlottetown durant les mois d'hiver. Par conséquent, lorsque vient l'hiver, Summerside enregistre une plus forte hausse du nombre de prestataires que Montague et Charlottetown.

En 1985, les femmes représentaient 41 % de tous les prestataires de l'assurance-chômage dans Montague. Cette proportion était la même pour Summerside et elle était de 42 % pour Charlottetown en 1985. Selon le tableau 18, les femmes représentaient en moyenne 41 % de tous les prestataires de l'assurance-chômage de la province en 1985. Il y a donc similitude entre

le pourcentage de femmes prestataires dans chaque région et le pourcentage de femmes prestataires à l'échelle de la province. Il est intéressant de constater que les femmes représentent environ 40 % de la population active et 40 % des personnes qui ont une demande de prestations à l'étude.

Il ne suffit pas d'analyser le nombre de prestataires de l'assurance-chômage par région. Il importe aussi de considérer la profession des hommes et des femmes prestataires.

PRESTATAIRES DE L'ASSURANCE-CHÔMAGE SELON LA PROFESSION ET LE SEXE

Le TABLEAU 20 donne le nombre moyen de prestataires de l'assurance-chômage selon la profession et le sexe pour l'île-du-Prince-Édouard en 1985.

TABEAU 20

NOMBRE MOYEN DE PRESTATAIRES DE L'ASSURANCE-CHÔMAGE

SELON LA PROFESSION ET LE SEXE, ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD - 1985

PROFESSION	TOTAL		HOMMES		FEMMES	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Direction, administration et professions connexes	215	1,3	161	1,6	54	0,8
Sciences naturelles, génie et mathématiques	226	1,4	183	1,8	45	0,7
Sciences sociales	133	0,8	41	0,4	92	1,4
Religion	3	0,0	3	0,0	-	-
Enseignement	323	1,9	71	0,7	252	3,8
Médecine et santé	361	2,2	22	0,2	339	5,1
Arts plastiques, décoratifs et littéraires	64	0,4	38	0,4	26	0,4
Sports et activités récréatives	15	0,1	10	0,1	5	0,1
Travail administratif et professions connexes	1 946	11,7	320	3,2	1 626	24,2
Commerce	800	4,8	252	2,5	548	8,2
Services	1 838	11,1	433	4,4	1 405	20,9
Agriculture, horticulture et élevage	910	5,5	514	5,2	396	5,9

TABEAU 20 (SUITE)

PROFESSION	TOTAL		HOMMES		FEMMES	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Pêche, chasse et piégeage	1 612	9,7	1 285	13,0	327	4,9
Exploitation forestière	85	0,5	77	0,8	8	0,1
Mines, carrières, puits de pétrole et de gaz	25	0,2	25	0,3	0	
Traitement des matières premières	1 422	8,6	318	3,2	1 104	16,4
Usinage des matières premières	205	1,2	200	2,0	5	0,1
Fabrication, montage et réparation de produits finis	549	3,3	446	4,5	103	1,5
Construction	2 342	14,1	2 284	23,1	58	0,9
Transports	883	5,3	862	8,7	21	0,3
Manutention	144	0,9	135	1,4	9	0,1
Conduite de machines et d'appareils divers	56	0,3	50	0,5	6	0,1
Activités non désignées ailleurs	2 440	14,7	2 164	21,8	276	4,1
Domaine non spécifié ou impropre	19	0,1	12	0,1	17	0,3
TOTAL	16 618	100,0	9 906	99,9	6 712	100,3

NOTA : Les données ci-dessus ne concernent que les prestations ordinaires et les prestations de pêcheur. Les prestations de maladie et de maternité et les autres prestations spéciales sont exclues.

SOURCE : Données administratives de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada.

Le groupe le plus nombreux chez les femmes prestataires d'assurance-chômage à l'Île-du-Prince-Édouard était celui des femmes qui avaient auparavant exercé un travail de bureau ou une fonction connexe (1 626, soit 24,2 %). On trouvait également de forts pourcentages de femmes prestataires parmi celles qui avaient travaillé dans le domaine des services (20,9 %), de la transformation (16,4 %) et des ventes (8,2 %). Il ressort clairement que le dernier emploi occupé par les femmes en chômage appartenait à la catégorie des professions féminines traditionnelles.

Les hommes qui avaient travaillé dans le secteur de la construction représentaient la plus forte proportion d'hommes prestataires d'assurance-chômage (23,1 %). Les pourcentages étaient également élevés parmi ceux dont l'activité se situait dans le domaine de la pêche, de la chasse et du piégeage (13,0 %) et de l'exploitation du matériel de transport (8,7 %).

Le niveau d'instruction atteint par la population de l'Île-du-Prince-Édouard d'âge actif est également une variable importante à considérer dans toute étude des tendances du marché du travail, car elle a une influence directe sur les possibilités d'emploi.

NIVEAU D'INSTRUCTION SELON LE SEXE

Le TABLEAU 21 fournit les données que Statistique Canada a tirées des recensements de 1971, 1976 et 1981 sur le niveau d'instruction atteint par la population de l'Île-du-Prince-Édouard âgée de 15 ans et plus, selon le sexe.

TABLEAU 21

POPULATION DE 15 ANS OU PLUS, SELON LE SEXE, PAR PLUS HAUT NIVEAU D'INSTRUCTION,
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD, 1971, 1976 ET 1981

NOTES		TOTAL		N'AVANT PAS ATTEINT LA 9 ^e ANNÉE		9 ^e À 13 ^e ANNÉE		ÉTUDES SECONDAIRES PARTIELLES		GRADE UNIVERSITAIRE	
		Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
Les deux sexes	1971	75 405	100,0	27 840	100,0	32 575	43,2	12 590	16,7	2 405	3,2
	1976	83 775	100,0	24 575	29,3	34 175	40,8	20 745	24,8	4 280	5,1
	1981	90 825	100,0	21 860	24,1	37 985	41,8	25 475	28,0	5 505	6,1
Hommes	1971	37 910	100,0	16 830	44,4	14 435	38,1	5 025	13,3	1 615	4,3
	1976	41 675	100,0	14 990	36,0	15 670	37,6	8 320	20,0	2 690	6,5
	1981	44 740	100,0	13 395	29,9	17 255	38,6	10 810	24,2	3 275	7,3
Femmes	1971	37 490	100,0	11 005	29,4	18 135	48,4	7 565	20,2	785	2,1
	1976	42 100	100,0	9 585	22,8	18 500	43,9	12 425	29,5	1 590	3,8
	1981	46 080	100,0	8 460	18,4	20 730	45,0	14 660	31,8	2 230	4,8

SOURCE : Statistique Canada, n° 13-579 au catalogue

En 1981, on a observé une augmentation du pourcentage de femmes ayant 9 à 12 années de scolarité (45 %); le pourcentage d'hommes ayant atteint ce niveau d'instruction était également élevé (39 %).

Si l'on compare les niveaux d'instruction des hommes et des femmes en 1981, on remarque que le pourcentage d'hommes n'ayant pas atteint la 9^e année est plus élevé que le pourcentage de femmes, et que le pourcentage d'hommes possédant un grade universitaire est supérieur à celui des femmes. En revanche, la proportion des femmes ayant une scolarité de 9 à 12 années et ayant fait des études postsecondaires partielles est plus forte que chez les hommes.

Le pourcentage de femmes ayant fait des études postsecondaires partielles et possédant un grade universitaire a augmenté entre 1971 et 1981, ce qui indique que le niveau d'instruction des femmes est en hausse. Cette constatation s'applique également aux hommes.

Comme l'instruction joue un rôle important sur le marché du travail, il est intéressant d'examiner l'activité des femmes de l'île-du-Prince-Édouard selon leur niveau d'instruction.

SITUATION D'ACTIVITÉ DES FEMMES SELON LE NIVEAU D'INSTRUCTION

Le TABLEAU 22 illustre la situation d'activité de la population féminine de l'île-du-Prince-Édouard selon le niveau d'instruction.

TABIEAU 22

SITUATION D'ACTIVITÉ DES FEMMES DE 15 ANS ET PLUS SELON LE PLUS HAUT NIVEAU D'INSTRUCTION,
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD, 1981

NIVEAU D'INSTRUCTION	SITUATION D'ACTIVITÉ			
	OCCUPÉES		EN CHÔmage	
	Nbre	%	Nbre	%
N'ayant pas atteint la 9e année	1 720	79,8	435	20,2
9e à 12e année sans certificat ou diplôme	5 325	84,5	980	15,5
9e à 12e année avec certificat ou diplôme d'études secondaires	2 145	84,0	410	16,0
Certificat ou diplôme d'une école de métier	2 365	89,1	290	10,9
Études universitaires partielles ou autres études universitaires sans certificat ou diplôme	2 525	83,3	505	16,7
Études universitaires ou autres études non universitaires avec certificat ou diplôme	4 005	91,1	390	8,9
Grade universitaire	1 520	89,7	175	10,3
TOTAL	19 605	86,0	3 185	14,0

SOURCE : Statistique Canada, Recensement de 1981, n° 92-915 au catalogue

Il ressort du tableau 22 que 80 % des femmes n'ayant pas terminé une 9^e année avaient un emploi tandis que les autres, c'est-à-dire 20 %, étaient en chômage. De même, 90 % des femmes ayant un diplôme universitaire étaient occupées, tandis que 10 % étaient sans emploi. Par conséquent, les résultats du tableau 22 font nettement ressortir que plus les femmes sont instruites et moins elles ont de chance d'être en chômage, étant donné que 20 % des femmes n'ayant pas terminé une 9^e année étaient sans emploi, contre seulement 10 % des femmes diplômées universitaires.

Au moins 80 % des femmes dans chaque niveau d'instruction avaient un emploi.

Ce sont les femmes ayant 9 à 12 années de scolarité, sans toutefois détenir de certificat ou de diplôme, qui étaient les plus nombreuses à occuper un emploi (5 325) ou à être en chômage (980).

Après avoir examiné la question de la situation des femmes vis-à-vis de l'activité selon leur niveau d'instruction, il serait également intéressant de considérer leur niveau de revenu.

REVENU D'EMPLOI SELON LE SEXE

Le recensement de 1981 nous renseigne sur le nombre de personnes à l'Île-du-Prince-Édouard ayant déclaré un revenu d'emploi, selon le niveau de revenu et le sexe. Ces données sont présentées dans le **TABLERAU 23**.

TABLEAU 23
REVENU D'EMPLOI SELON LE NIVEAU DE REVENU
ET SELON LE SEXE, ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD, 1981

REVENU D'EMPLOI	HOMMES		FEMMES	
	Nbre	%	Nbre	%
Moins de 2 000 \$	4 250	12,6	6 190	25,7
2 000 \$ - 4 999 \$	5 595	16,6	6 045	25,1
5 000 \$ - 9 999 \$	7 045	20,9	5 785	24,0
10 000 \$ - 11 999 \$	3 100	9,2	2 030	8,4
12 000 \$ - 14 999 \$	3 650	10,8	1 895	7,9
15 000 \$ et plus	10 065	29,9	2 140	8,9
TOTAL	33 705	100,0	24 085	100,0
Revenu moyen du travail	11 561 \$		6 405 \$	

SOURCE : Statistique Canada, Recensement de 1981, E-572

En 1981, un pourcentage plus élevé d'hommes (30 %) ont déclaré un revenu d'emploi de 15 000 \$ ou plus, tandis que le pourcentage le plus élevé des femmes (26 %) était enregistré dans la catégorie des personnes déclarant un revenu d'emploi de moins de 2 000 \$. En effet, 51 % des femmes ont

déclaré un revenu d'emploi de moins de 5 000 \$, tandis que ce pourcentage chez les hommes s'élevait à 29 %. Seulement 9 % des femmes de l'Île-du-Prince-Édouard ont déclaré un revenu de 15 000 \$ ou plus, contre 30 % chez les hommes.

En 1981, le revenu d'emploi moyen s'élevait à 11 561 \$ chez les hommes et à 6 405 \$ chez les femmes. Par conséquent, le revenu moyen des hommes représentait près du double de celui des femmes. Le tableau 23 montre clairement qu'en moyenne les hommes gagnent davantage que les femmes.

Il est également intéressant de comparer le revenu d'emploi des hommes et celui des femmes dans des professions particulières afin de déterminer si, dans une même profession, les hommes gagnent plus que les femmes.

REVENU D'EMPLOI SELON LA PROFESSION ET SELON LE SEXE

Le **TABEAU 24** présente des données sur le revenu d'emploi moyen selon la profession et le sexe, à l'Île-du-Prince-Édouard, en 1981.

TABEAU 24
REVENU D'EMPLOI MOYEN SELON LA PROFESSION ET
SELON LE SEXE, ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD, 1981

PROFESSION	HOMMES	FEMMES
	(en dollars)	
Direction, administration et professions connexes	20 091	10 384
Sciences naturelles, génie et mathématiques	15 007	...
Sciences sociales	16 483	8 181
Enseignement	19 358	13 199
Médecine et santé	30 665	9 103
Arts plastiques, littéraire et activités récréatives	10 593	5 122
Travail administratif et secteurs connexes	10 625	7 199
Commerce	12 336	4 422
Services	11 708	4 125
Agriculture, horticulture et élevage	7 283	3 128
Pêche et piégeage	8 974	2 643
Traitement des matières premières	7 457	3 725
Usinage des matières premières	10 946	...
Fabrication, montage et réparation de produits finis	10 685	4 727

TABLEAU 24 (SUITE)

PROFESSION	HOMMES	FEMMES
	(en dollars)	
Construction	10 153	...
Transports	11 925	...
Manutention	6 392	...
Conduite de machines et d'appareils divers	14 588	...
Travailleurs non placés ailleurs	7 070	...

REMARQUE : ... données non disponibles

SOURCE : Statistique Canada, données du recensement, 92-930

Selon le tableau 24, il est évident que les hommes tirent un revenu d'emploi plus élevé que les femmes dans les mêmes professions. Dans une section antérieure sur l'emploi, nous avons constaté qu'il y avait un plus fort pourcentage de la population active féminine dans les professions de service et de bureau et les professions connexes et que néanmoins, les hommes actifs dans ces professions gagnaient des revenus plus élevés que les femmes.

Les femmes dans l'enseignement (13 199 \$) avaient le revenu d'emploi moyen le plus élevé de toutes les femmes. Les professions de la médecine et de la santé (30 665 \$) représentaient le revenu d'emploi moyen le plus élevé pour les hommes. Le genre de poste qu'une personne occupe au sein d'une profession peut influencer sur le niveau de revenu. Traditionnellement, les femmes dans les professions de la médecine et de la santé ont de plus fortes chances d'être infirmières tandis que certains hommes dans cette profession sont médecins, et les salaires des infirmières sont inférieurs à ceux des médecins.

En général, les professions de la médecine et de la santé, de la gestion et de l'administration et de l'enseignement représentaient les revenus d'emploi les plus importants, pour les hommes comme pour les femmes.

On trouve également des données dans la publication Taux de salaire, traitements et heures de travail de Travail Canada (1985) pour diverses professions dans l'Île-du-Prince-Édouard.

TAUX DE SALAIRE PAR PROFESSION

Voici des taux de salaire horaires pour les femmes dans certaines "professions traditionnellement féminines" :

- aide-infirmière autorisée (9,15 \$)
- commise de bureau subalterne (7,92 \$)

- caissière - vente (7,56 \$)
- secrétaire subalterne (9,12 \$)
- empaqueteuse manuelle dans la transformation du poisson (5,72 \$)

Les taux de salaire horaires pour certaines "professions traditionnellement masculines" sont relativement plus élevés :

- réparateur électricien (12,58 \$)
- plombier (12,26 \$)
- charpentier (10,31 \$)
- chauffeur de poids lourds (9,08 \$) et
- manoeuvre (8,03 \$)

En plus d'examiner le revenu selon la profession, on doit aussi tenir compte des niveaux de revenu selon le niveau d'instruction.

REVENU MOYEN SELON L'INSTRUCTION ET SELON LE SEXE

Le revenu moyen des hommes et des femmes à l'île-du-Prince-Édouard selon leur niveau d'instruction figure au **TABLERAU 25.**

TABLEAU 25

POPULATION DE 15 ANS ET PLUS SELON LE REVENU MOYEN,
LE NIVEAU D'INSTRUCTION ET LE SEXE, ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD, 1981

NIVEAU D'INSTRUCTION	REVENU MOYEN EN DOLLARS	
	HOMMES	FEMMES
N'ayant pas atteint la 9 ^e année	8 774	4 660
9 ^e -13 ^e année sans certificat ou diplôme	9 406	4 384
9 ^e -13 ^e année avec certificat ou diplôme d'études secondaires	10 959	5 159
Certificat ou diplôme d'une école de métiers	12 756	7 109
Autres études non universitaires sans certificat ou diplôme d'autres études non universitaires	10 692	5 908
Autres études non universitaires avec certificat ou diplôme d'autres études non universitaires	15 335	7 643
Études universitaires partielles sans certificat ou grade	11 152	5 879
Études universitaires partielles avec certificat universitaire inférieur au baccalauréat ou d'autres études non universitaires avec certificat ou diplôme	15 030	10 055
Études universitaires avec baccalauréat ou premier grade professionnel	21 409	11 693
Études universitaires avec certificat ou grade supérieur au baccalauréat	21 709	16 272

SOURCE : Statistique Canada, Recensement de 1981, publication n° 92-931 au catalogue.

Le tableau 25 fait ressortir le fait que les femmes qui avaient le revenu moyen le plus élevé avaient fait des études universitaires avec certificat ou grade supérieur au baccalauréat. En outre, les femmes qui avaient fait des études universitaires partielles avec certificat universitaire inférieur au baccalauréat ou d'autres études non universitaires avec certificat ou diplôme (10 055 \$) et les femmes qui avaient fait des études universitaires avec baccalauréat ou premier grade professionnel (11 693 \$) déclaraient des revenus moyens plus élevés.

Les hommes qui avaient fait des études universitaires avec certificat ou grade supérieur au baccalauréat (21 709 \$) faisaient état du revenu moyen le plus élevé chez les hommes.

En effet, il est évident que le niveau d'instruction d'une personne influe sur son revenu, comme l'illustre le tableau 25 : plus le niveau d'instruction est élevé, plus le revenu est élevé.

De plus, le niveau des gains des diplômés peut être abordé au moyen de l'enquête annuelle de suivi auprès des diplômés de l'Île-du-Prince-Édouard.

REVENUS DES DIPLÔMÉS D'APRÈS L'ENQUÊTE DE SUIVI AUPRÈS DES DIPLÔMÉS

Dans l'enquête annuelle de suivi auprès des diplômés de l'Île-du-Prince-Édouard, qui est effectuée par le ministère de l'Industrie, on recueille des données sur le revenu annuel moyen et la profession des diplômés. Les résultats de l'enquête auprès des diplômés de 1984 révèlent que chez les diplômés d'universités le revenu moyen des femmes était de 14 500 \$ en 1985 comparativement à 17 900 \$ pour les hommes. Chez les diplômés de collèges communautaires, les femmes gagnaient en moyenne 11 500 \$ en 1985 comparativement à 18 400 \$ pour les hommes. Ainsi, chez les diplômés de collèges communautaires comme d'universités, les femmes gagnaient moins que les hommes en 1985.

L'enquête sur les diplômés de 1984 nous renseigne également sur le revenu annuel moyen que les diplômés de collèges communautaires et d'universités ont gagné dans certaines professions en 1985. Les résultats sont présentés au TABLEAU 26.

TABLAU 26

**REVENU ANNUEL MOYEN DE 1985 SELON LE SEXE ET LE NIVEAU D'INSTRUCTION ET
DANS CERTAINES PROFESSIONS**

PROFESSION	DIPLOMÉS D'UNIVERSITÉS REVENU ANNUEL MOYEN (EN DOLLARS)		DIPLOMÉS DE COLLÈGES COMMUNAUTAIRES REVENU ANNUEL MOYEN (EN DOLLARS)	
	HOMMES	FEMMES	HOMMES	FEMMES
Gestion, administration et professions connexes	18 000	15 600	22 500	12 200
Enseignement et professions connexes	25 200	22 700	N.D.	N.D.
Secrétariat et professions connexes	15 900	10 300	15 100	11 800
Vente	17 600	9 800	10 500	7 000
Services	12 900	10 300	22 000	9 100
Nombre moyen de diplômés ayant déclaré des revenus	39	47	53	72
N.D. - Non disponible				

NOTA : On n'a pas tenu compte de toutes les professions mais uniquement de celles pour lesquelles on disposait de données suffisantes pour comparer les revenus des hommes et des femmes. Par conséquent, le nombre de diplômés ayant déclaré des revenus correspond au nombre de diplômés dans ces professions et non au nombre total de diplômés ayant déclaré un revenu.

SOURCE : Enquête de suivi auprès des diplômés de 1984, questions 10a) et 10g).

Dans une même profession et chez les diplômés de collèges communautaires comme d'universités, les revenus des hommes étaient plus élevés que ceux des femmes.

C'est dans l'enseignement et dans les professions connexes que les femmes diplômées d'universités avaient le revenu annuel le plus élevé (22 700 \$). En ce qui concerne les femmes diplômées de collèges communautaires, c'est dans le domaine de la gestion et de l'administration et dans les professions connexes qu'a été enregistré le revenu le plus élevé (12 200 \$).

Quand on compare les revenus des femmes à l'intérieur d'une même profession, on se rend compte que les diplômées de collèges ont gagné plus (11 800 \$) que les diplômées d'universités (10 300 \$) dans le domaine du secrétariat tandis que les diplômées d'universités gagnaient plus dans les autres professions.

C'est également dans le domaine de l'enseignement et dans les professions connexes que les hommes diplômés d'universités avaient le revenu annuel le plus élevé (25 200). En ce qui concerne les diplômés de collèges communautaires, c'est dans le domaine de la gestion et de l'administration qu'a été enregistré le revenu le plus élevé (22 500 \$).

Il est également intéressant de souligner que dans le domaine de la gestion et de l'administration et dans les professions connexes, le revenu des hommes diplômés de collèges était presque deux fois plus élevé que celui des femmes possédant un diplôme équivalent. Cet état de choses tient peut-être au fait que les diplômés d'écoles policières ont été inclus dans cette catégorie de professions et que la majorité de ces diplômés sont des hommes. L'inégalité des salaires est certainement un problème auquel doivent faire face les femmes qui travaillent et cela, en dépit du fait que de plus en plus

de femmes entrent sur le marché. Les femmes qui entrent sur le marché du travail se heurtent à d'autres obstacles encore, en particulier celles qui choisissent de lancer leur propre entreprise.

ENTREPRENEURES

Durant les années 70 et 80, il y a eu une forte croissance du nombre de femmes qui possèdent et exploitent leur propre entreprise. D'après les statistiques de Revenu Canada Impôt, le nombre de propriétaires d'entreprise au Canada a augmenté de 38 % entre 1970 et 1983, mais ce chiffre est de 178 % chez les femmes. En 1978, Thorne Riddell, une firme de comptables agréées, a mené une enquête-échantillon sur le lancement de petites entreprises qui a révélé que 74 % des nouvelles entreprises appartenaient à des femmes et 26 % à des hommes. En outre, le Bureau de la petite entreprise a prévu que 75 000 nouvelles entreprises seraient créées en 1984 dont environ 50 000 par des femmes.

Le taux de réussite des entreprises exploitées par des femmes est aussi plus élevé que celui des hommes. Une étude des petites entreprises exploitées depuis trois ans a révélé que 25 % des entreprises appartenant à des hommes étaient encore exploitées comparativement à 47 % de celles qui appartiennent à des femmes.

Les femmes cherchent à travailler à l'extérieur du foyer pour deux raisons principales : suppléer à d'autres revenus et gagner leur vie. (Voir page 14 pour des renseignements supplémentaires.) Il serait également intéressant de savoir ce qui incite les femmes à mettre sur pied leur propre entreprise. Lois Stevenson a mené une enquête-échantillon auprès des femmes qui sont propriétaires de petites entreprises dans les provinces Maritimes et

elle a constaté que les femmes se lançaient en affaires surtout par désir d'indépendance (c.-à-d. d'être leur propre patron) et pour exploiter un talent ou une aptitude.

En dépit d'une forte croissance du nombre d'entrepreneures au cours de la dernière décennie, les femmes se heurtent encore à des obstacles qu'elles considèrent leur être propres. Dans son étude intitulée "An Investigation of the Entrepreneurial Experience of Women : Implications for Small Business Policy in Canada", Lois Stevenson a noté que 42 % des répondantes déclaraient s'être heurtées à des obstacles propres aux femmes qui possèdent une entreprise et que les attitudes stéréotypées leur posaient des problèmes, particulièrement au cours des premières étapes d'établissement de l'entreprise. M^{ME} Stevenson a également constaté que les femmes étaient susceptibles de faire l'objet de comportements discriminatoires, par exemple lorsqu'elles font affaire avec des banques ou des organismes gouvernementaux. En outre, les femmes peuvent éprouver certaines contraintes à cause d'obligations familiales. Aux problèmes de la discrimination professionnelle et de l'inégalité des salaires s'ajoutent donc d'autres obstacles pour les femmes qui sont propriétaires d'entreprise.

À quelles conclusions nous mène l'analyse des données sur l'activité des femmes?

CONCLUSIONS

De façon générale, il y a une forte croissance de la population et des taux d'activité à l'Île-du-Prince-Édouard au cours des dernières décennies, ce qui a engendré une augmentation de la population active de la province. Il y a également eu augmentation des niveaux d'emploi et de chômage.

En particulier, il y a eu depuis vingt ans une forte hausse du nombre de femmes d'âge actif à l'Île-du-Prince-Édouard. En 1981, la population d'âge actif comptait 14 100 femmes de plus qu'en 1961.

Entre 1921 et 1981, le taux d'activité global des femmes de la province a augmenté de 36 points de pourcentage. Les plus fortes hausses des taux d'activité ont été enregistrées chez les femmes de 20 à 64 ans. En outre, il y a eu une hausse considérable (45 points) du nombre de femmes mariées sur le marché du travail entre 1951 et 1981. Les femmes cherchent à travailler à l'extérieur du foyer principalement pour suppléer à d'autres revenus et pour gagner leur vie. Dans la province, les taux d'activité affichent également des variations saisonnières, ces taux ayant atteint un sommet en juillet tant pour les hommes que pour les femmes, comme l'indiquent les données de 1985.

Les données sur la population active montrent clairement que les femmes continuent d'occuper des emplois dans des secteurs traditionnels : travail de bureau, services, enseignement et médecine et santé.

Entre 1971 et 1981, la plus forte augmentation de la population active tant masculine que féminine s'est produite dans l'industrie des services socio-culturels, commerciaux et personnels. Entre 1975 et 1985, les taux d'emploi des femmes de l'Île-du-Prince-Édouard ont augmenté de 47 %, comparativement à 7 % seulement chez les hommes. En 1981, une plus forte proportion d'hommes que de femmes travaillaient à plein temps.

En 1984 et en 1985, les hommes constituaient en moyenne 60 % du nombre total de prestataires d'assurance-chômage, le reste (49 %) étant des femmes. La plus forte proportion de femmes recevant des prestations d'assurance-chômage dans la province se trouvait dans la région de Summerside.

De 1971 à 1981, il y a eu augmentation de la proportion de femmes ayant fait des études postsecondaires et obtenu un diplôme universitaire, ce qui signifie qu'un nombre croissant de femmes poursuivent des études plus avancées. La plupart des femmes occupées (5 325) avaient fait entre 9 et douze années d'études sans obtenir de certificat ni de diplôme.

En 1981, le revenu moyen tiré d'un emploi était de 11 561 \$ pour les hommes et de 6 405 \$ pour les femmes. Les hommes gagnaient donc en moyenne le double du salaire des femmes. De plus, les hommes sont rémunérés à un taux plus élevé que les femmes qui occupent les mêmes emplois. En 1985, les taux de salaires fixés pour les emplois traditionnellement "réservés" aux hommes étaient supérieurs à ceux des emplois traditionnellement "réservés" aux femmes.

D'après l'enquête de suivi auprès des diplômés de 1984, les femmes diplômées d'une université ou d'un collège communautaire gagnaient moins que les hommes diplômés en 1985. Il en était également ainsi dans certaines professions.

En résumé, bien qu'un nombre croissant de femmes entrent sur le marché du travail, elles restent cantonnées dans des professions qui leur sont "traditionnellement" réservées. En plus des problèmes de discrimination professionnelle et d'inégalité des salaires, les femmes qui sont propriétaires d'une entreprise se heurtent à d'autres difficultés, par exemple les attitudes stéréotypées et les obligations familiales. Il y a encore beaucoup à faire pour que les femmes aient les mêmes possibilités que les hommes sur le marché du travail.

ANNEXE 1

EXPLICATION DES DIFFÉRENCES ENTRE LES DONNÉES DU RECENSEMENT ET
CELLES DE L'ENQUÊTE SUR LA POPULATION ACTIVE

Il existe deux sources de statistiques sur la population active.

En plus des statistiques sur l'activité tirées des données du recensement, Statistique Canada fournit des données mensuelles sur la population active pour le Canada et les provinces, données obtenues dans le cadre de son enquête sur la population active. Les données recueillies au moyens de l'enquête sur la population active, effectuée chaque mois, diffèrent de celles du recensement tant par l'échantillonnage que par la méthode employée. Les données du recensement de 1981 sur la population active sont basées sur un échantillon composé d'un ménage sur cinq de l'Île-du-Prince-Édouard, tandis que l'enquête sur la population active utilise, chaque mois, un échantillon aléatoire de 1 421 ménages de l'Île-du-Prince-Édouard.

Dans l'enquête sur la population active, un ménage particulier est conservé dans l'échantillon pendant six mois, puis il est remplacé par un autre ménage choisi de façon aléatoire. Dans le recensement de 1981, l'activité se rapportait à l'activité sur le marché du travail des personnes de 15 ans et plus qui, dans la semaine précédant le dénombrement (3 juin 1981), étaient occupées, en chômage ou inactives. Les données annuelles tirées de l'enquête sur la population active représentent une

estimations mensuelles sur l'activité, que les personnes soient occupées, en chômage ou inactives, se rapportent à la semaine sur laquelle porte l'enquête effectuée chaque mois, normalement la semaine où tombe le 15^e jour du mois.

Bien que l'échantillonnage et la méthode employée pour l'enquête sur la population active diffèrent des moyens utilisés pour évaluer l'activité à partir des données du recensement, il n'existe qu'une faible variation dans les données tirées des deux sources. Par exemple, l'enquête de 1976 sur la population active a relevé 17 000 femmes dans la population active alors que le recensement de 1976 en a relevé 19 500. Pour 1981, l'enquête sur la population active a relevé 21 000 femmes dans la population active alors que le recensement de 1981 en a relevé 22 800. De même, l'enquête sur la population active et le recensement de 1981 ne présentent que de faibles variations dans le taux d'activité des femmes en 1976 et 1981.

Les deux sources fournissent donc des renseignements utiles concernant le rôle des femmes sur le marché du travail.

CAI
Z 2
C 52

DOCUMENT: 800-22/019



BUILDING FOR
ECONOMIC DEVELOPMENT
AND
DIVERSIFICATION

The Saskatchewan Approach



Annual Conference
of
First Ministers

November 20 - 21, 1986
Vancouver, British Columbia

Preface

Saskatchewan people want to be involved in the development of their province. They are natural builders in good times and bad. They look to governments to lead them to new opportunities and to protect them from the vagaries of natural hazards, distant markets and an uncertain future.

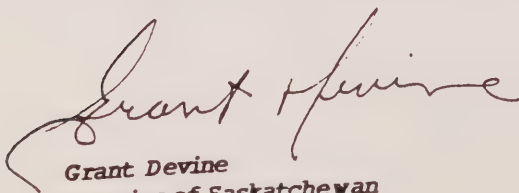
My government has built through years that included a world recession, back-to-back droughts and the collapsing commodity markets. In spite of these difficulties, we have seen positive results in terms of jobs, incomes and new opportunities.

Saskatchewan people have re-elected my government to build upon our past successes. These are turbulent times. World commodity prices have dropped sharply in recent years and protectionism threatens our future. These developments challenge the basis for economic growth and prosperity in Saskatchewan, the West and Canada. It is not a time for retrenchment — it is a time to believe in ourselves and look to the future.

Saskatchewan is blessed with many resources and determined people. The thing is to knit them together to create a partnership to build our province and Canada. Saskatchewan people and communities wish to build their own future and establish new and expanded linkages to protect them from the vagaries of the volatile resource economy.

Vision and co-operation have built this country, often in periods of global change. Federal policy and action has been important in the past and remain important today. National economic policy must build upon the strengths of the regional blocks that together make a united and growing Canada.

We appreciate the positive relationship we have with the Government of Canada. This past summer, I met with the Federal Priorities and Planning Committee, in Saskatoon, to outline our provincial economic development priorities. The following paper expands upon this earlier federal presentation and raises our approach in the wider forum of First Ministers. We are confident that working together our governments can harness the unbounded potential of our people.



Grant Devine
Premier of Saskatchewan

Regina, Saskatchewan
November, 1986

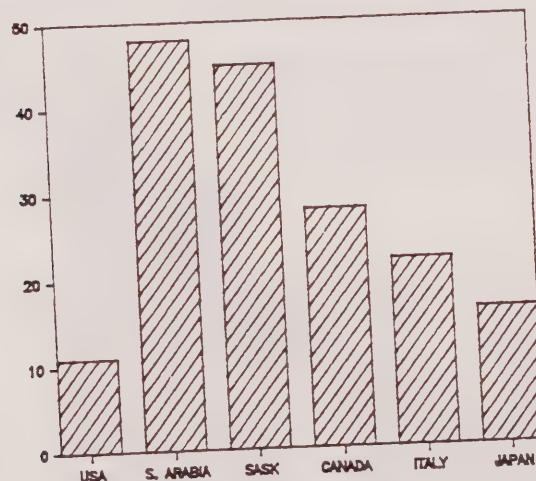
TABLE OF CONTENTS

Preface	(i)
INTRODUCTION	1
FEDERAL POLICY TOWARDS SASKATCHEWAN AND THE WEST	3
OUR CHALLENGE SINCE 1982	4
SASKATCHEWAN'S PARTNERSHIP FOR ECONOMIC PROGRESS	5
An Economic Development Strategy	
Creating a Favourable Climate	
Developing Our Strengths	
A CHALLENGING FUTURE	15
Deflation in Saskatchewan	
Saskatchewan's Vision	
Saskatchewan Builds	
Priorities for Federal Co-operation and Action	
CONCLUSIONS	22

INTRODUCTION

Saskatchewan is one of the great agriculture and resource producing regions of the world. The province's wheat, feed grains, oilseeds, livestock, oil, potash, uranium, forest products and manufactured goods are exported around the globe and provide a sound foundation for our future. Within just 80 years, the province has been transformed by immigrant settlers from a narrow and often fragile wheat economy to the diversified, robust, international resource producer and exporter that we know today. Saskatchewan is now a leader and significant exporter in the world economy.

EXPORTS AS PERCENTAGE OF GDP



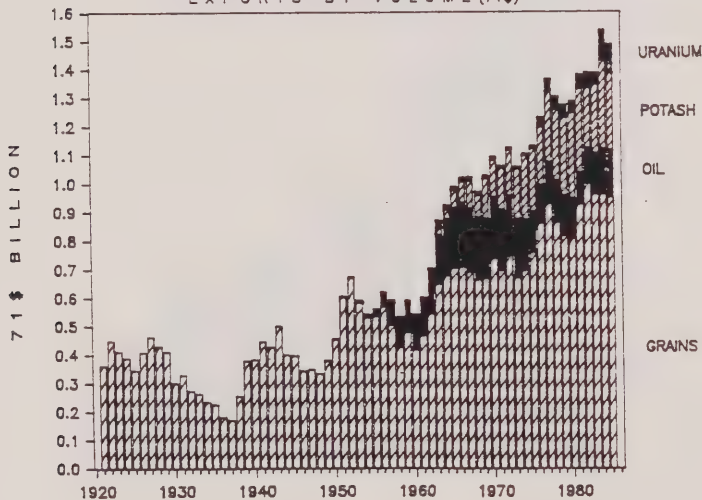
The harsh lives of early settlers have been replaced by the high incomes, diverse jobs, schools, hospitals, housing, parks, cities, towns and lifestyles that are the direct evidence of successful economic growth. How did this transformation occur?

Through much of Saskatchewan's early history, the individual initiative of thousands of immigrants was tested as the foundations of a world-scale agricultural economy were established. Volatile international markets, difficult world monetary policies and periodic climatic disasters such as the droughts of the 1930s forced a self-reliant co-operative approach upon the provincial economy.

Saskatchewan people working together created a unique economic infrastructure of individuals, farmers, co-operatives and communities. The majority of economic growth in the province has originated from the private sector operating within a supportive public environment. Local initiative, combined with the best resources from beyond our borders, successfully overcame difficulties and created new opportunities.

DIVERSIFICATION OF THE SASK ECONOMY

EXPORTS BY VOLUME (71\$)



Each decade has required major investment for new resource development and large infrastructure projects. Hydro dams, thermal power plants, rural electrification, railways and roads, telephones and universities were essential building blocks in creating the climate for growth. Livestock, oilseeds, uranium, potash, steel, coal, oil and gas are now part of a diversified provincial economy that have expanded the basis for international competition beyond wheat.

FEDERAL POLICY TOWARDS SASKATCHEWAN
AND THE WEST

Both federal and provincial governments hold powers that directly influence the pace and direction of provincial development. Federal regional policy towards the West was designed in the earliest days of Confederation and continues to evolve. Federal strategies and economic approaches towards the West and Saskatchewan have been very important.

Nation building policies in the late 19th century saw Saskatchewan given a role within Confederation as an exporter of natural resources and as a market for the protected infant industries of Eastern Canada. Depression and drought in the 1930s effectively destroyed much of the western resource economy and brought a prompt federal response in the form of the Prairie Farm Rehabilitation Act (PFRA) and a range of Dominion agriculture programs and research projects. Through the 1970s, however, the federal economic effort grew increasingly insensitive to the economic aspirations of the provinces.

National economic policy has been most successful where it incorporated the provincial and regional realities of Confederation. The June 1985 federal/provincial framework for regional economic development recognized Canada's essential interest in developing strength in all regions. Building strong regions will create a strong nation.

Regional economic development is a priority across Canada. Federal initiatives in Eastern Canada with the Atlantic Canada Opportunities Agency, the Atlantic Enterprise Program and the commitment in the last federal Throne Speech represent constructive federal attempts at solving difficult, regional problems. In Western Canada, the recurring problems of resource depression and dependence will require a similar concrete policy response involving the four Western provinces. It is time for governments to actively support the diversification of the West.

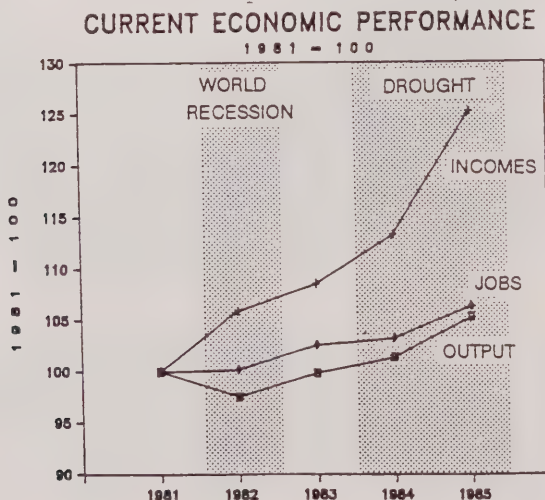
Federal sectoral policies — trade, transportation, agriculture, irrigation — remain as important to Saskatchewan today as they did in the 19th century. There is considerable scope for re-focusing the existing federal development and diversification effort as currently applied through the Industrial and Regional Development Program, Regional Industrial Expansion and other federal agencies.

Saskatchewan has welcomed the increasing federal sensitivity towards Western issues as reflected in the Western Accord, the provincially sensitive Economic and Regional Development Agreements (ERDA) and co-operation in developing a National Agricultural Strategy. Sustained federal/provincial co-operation will be a pre-requisite to more effective national policy frameworks towards Saskatchewan and the West.

OUR CHALLENGE SINCE 1982

Saskatchewan has faced a turbulent world economy in recent years. Commodity markets were depressed by the international recession of 1982. Financial structures were threatened by the sky-high interest rates that followed the change in monetary policy. World recession caused sharply higher unemployment and has led to cut-throat international competition. In Saskatchewan, severe drought in 1984 and 1985 limited provincial agricultural output.

In spite of these serious difficulties, Saskatchewan performed well. In contrast to many earlier years, the severe drought of 1984 and 1985 did not lead to provincial recession. New jobs were created each year. Over 30,000 more people are employed now than in 1982. Personal income rose steadily and export records were set.



SASKATCHEWAN'S PARTNERSHIP FOR ECONOMIC PROGRESS

There is widespread agreement that economic policy should be directed to creating jobs, incomes and opportunities for Saskatchewan people. Political debate focuses upon the means of achieving these goals.

In the management of economic policy, our government has relied successfully upon individual and community initiative as the engine of economic growth.

An Economic Development Strategy

It is clear that over the years, economic progress in Saskatchewan has been the result of a co-operative effort by individuals, communities and government. Growth has often been home-grown, supplemented and supported by outside investment. This approach has made Saskatchewan a leader able to compete successfully in world markets and make a sustained contribution to Canadian growth.

The economic development strategy of the Progressive Conservative Government of Saskatchewan has built upon this historic success by:

- i) **Creating a Favourable Climate for Growth**
Creating the environment for progress by removing barriers to growth and encouraging individual participation, initiative and investment in economic development;
- ii) **Building and Expanding the Strengths**
Creating jobs, incomes and wealth that provide the amenities, social services and standards of living we have come to expect.

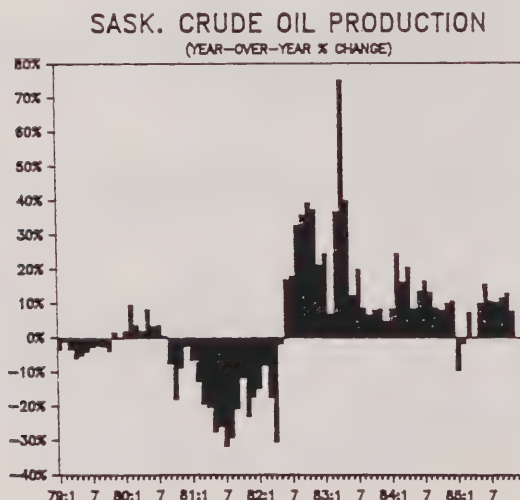
In May 1982, my Government embarked on a new approach to economic development. Since then, the government has been active in implementing its strategy. This approach to building Saskatchewan was endorsed in the recent provincial election and further developed with the announcement of the Saskatchewan Builds Program.

Creating a Favourable Climate

Developing an environment for economic growth and individual participation after 1982 required change in many diverse areas of government activity, including regulatory and tax structures, industrial and community infrastructure, education and training facilities and federal-provincial relations.

The first act of our new government was to change the public perception of Saskatchewan with the "Open for Business" Conference held in Regina during October, 1982. Saskatchewan was willing to do business again, after many years of anti-business rhetoric. The Conference was quickly followed by major changes in the government environment facing people and business.

The **Oil Recovery Program** resurrected a moribund oil industry and quickly created more than 4,000 jobs and over \$285 million of additional provincial government revenue. The **Western Accord** was concluded with Ottawa. A new **Natural Gas Self-Sufficiency Program** similarly spurred record levels of activity. In the North, **gold exploration** has been increased, while **forest management** secured a role for private sector development. Everyone has benefitted. A strong industry has supported spin-off activity in all parts of the province and healthy profits until recently have paid a good return to the provincial treasury.

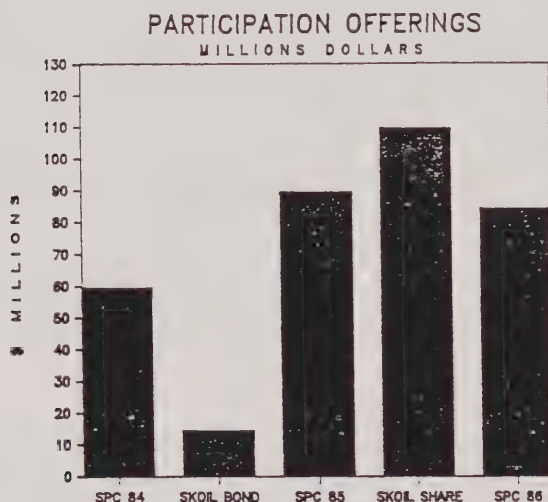


The provincial government responded directly and immediately to the growing farm problems. For the first time in many years, a comprehensive and coherent approach was offered to agriculture. The previous government's Land Bank program was replaced by the **Farm Purchase Program**, which provides assured financing to allow new and expanding farmers to improve their land base and increase the probability of success. In both of the 1984 and 1985 natural emergencies action was taken swiftly, including **livestock cash advances, grasshopper control assistance, flood relief and crop insurance** modifications. Saskatchewan was able to place agriculture on the national agenda and its proposals for a new **National Agricultural Strategy** -- including an emergency program, farm financial initiatives, aggressive trade promotion, research and resource management -- were adopted in November 1985 at Halifax by Canada's First Ministers. **Six percent operating loans for farmers** improved the financial climate for agriculture in response to the worst environmental conditions in years. Saskatchewan also co-operated with Canada to provide \$1 billion in deficiency payments to Canadian farmers hurt by the world grain trade wars. Other provincial loan programs encourage expansion of **livestock production and irrigation** and greater overall development of the sector.

The **private sector** creates most of the long-term productive jobs in the province. The government has supported this with a number of positive measures. The **Industrial Incentives Program** has assisted 300 businesses to invest nearly \$100 million and create 3,000 new jobs.

A **Small Business Interest Reduction Program** provides loans at eight percent, assisting expansion of small business activity. Provincial regulations facing business and people have been simplified with the abolition of 1400 regulations as part of the government's program of **Regulatory Reform**. This year Saskatchewan also implemented a **two-year corporate tax holiday** for new small businesses. **Community economic development** initiatives have led to 140 new/expanded businesses in 53 centres while adjustment to **Crown Land policy** allowing private developers to purchase Crown properties has spurred development in many areas of the province. A new approach to joint public/private sector development of **provincial parks** has been well received.

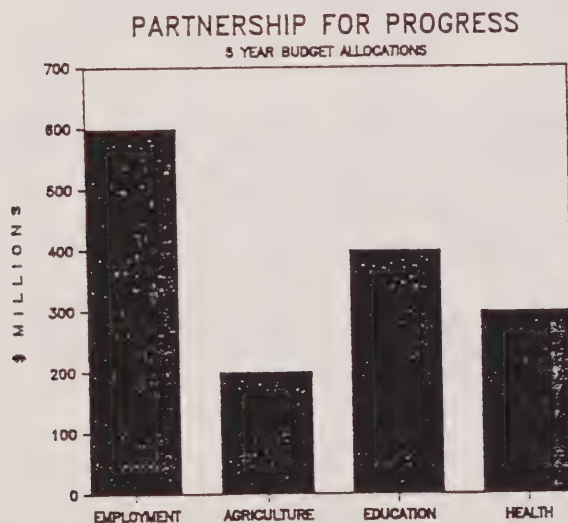
The government has encouraged increased citizen participation in Saskatchewan's economic development. Tax measures have acted to encourage greater participation in the economy. The **Saskatchewan Venture Capital Tax Credit**, the **Livestock Investment Tax Credits** and the new **Stock Savings Plan** reward provincial investors who commit themselves to developing the province. At the same time, we have opened our Crown corporations to direct participation. The successful sale of three issues of **Saskatchewan Power Bonds**, the **Saskatchewan Oil and Gas Corporation Participation Bonds** and the **Saskatchewan Oil and Gas Corporation share issue** all demonstrate that Saskatchewan residents have faith in their own economy.



The government also has acted to improve the provincial economic climate for individuals. Saskatchewan moved quickly in 1982 to protect people from ruinously high interest rates, energy prices and inflation through the **Mortgage Interest Reduction Program**, removal of taxes on gasoline and a phased reduction in sales taxes on clothing. The mortgage program has since been replaced by the Home Program, providing a ten year guaranteed mortgage rate of 9.75 percent and a \$1500 matching grant and \$10,000 loans at 6 percent for home renovations. Saskatchewan has also responded to

the needs of our aging population. The province introduced the Saskatchewan Pension Plan for those not covered by current plans including homemakers, farmers and small business entrepreneurs. Quality of life is equally important. The Rural Natural Gas Distribution Program offers a lower cost energy source to rural residents and the rural electrical distribution system is being upgraded. Saskatchewan also co-operated with the federal and city governments to improve the water quality in Regina and Moose Jaw with a granular activated charcoal filtration plant. A new five-year program will replace all rural party telephone lines with single lines.

During a period of extreme economic uncertainty, Saskatchewan introduced its "Partnership for Progress" budgetary commitments to agriculture, employment, education and health care. The five year, \$1.5 billion financial allocation demonstrates the government's long-term commitment to creating the climate for economic development, thereby increasing confidence in turbulent times. The 1986 Provincial Budget strengthened our commitment to this process.



Working with communities, universities, school boards, industry and farm organizations, the province has translated its approach of co-operative partnership into a budgetary commitment with clear benefits for Saskatchewan people.

Developing Our Strengths

Since 1982, the Saskatchewan Government has worked in partnership with industry, farmers and other governments in Canada and abroad to expand and develop the basic strengths of our provincial economy. Federal-provincial co-operation under the **Economic and Regional Development Agreement (ERDA)** has provided the means for expanding the proven reserves of provincial mineral resources, improving forest renewal and increasing agricultural resource conservation and product development (i.e. soils, winter wheat). Over one-quarter of a billion dollars has been directed to building the economy under the ERDA. Saskatchewan has also co-operated with the governments of Alberta and Canada on upgrader development and the **Western Accord** and consulted with governments and farm groups across Saskatchewan and North America, while developing the provincial **National Agricultural Strategy** process. Throughout these consultations, there has been a clear focus on building new strengths and increasing value-added linkages in, around and beyond existing resource industries.

Saskatchewan People

Provincial residents have always been a strength of the Saskatchewan economy. Creation of the provincial **Employment Development Agency** in 1985 provides for effective co-ordination of a \$600 million provincial effort to create meaningful jobs and reduce unemployment. Related initiatives to improve training and education offer Saskatchewan people the opportunity to acquire the technologies and skills necessary to compete successfully in a rapidly changing economy. The government has **expanded the education and training facilities** in the province. Since 1982, over 2,000 new training positions in technical institutions and more than 3,000 full-time university student places have provided greater opportunities for personal advancement. The Northern Institute of Technology in Prince Albert has opened, providing 740 training positions.

Saskatchewan's employment initiatives have been successful. Provincial unemployment rates have been held well below national and provincial levels during 1982-85.



Agriculture

Agriculture development has been a foundation of Saskatchewan's economic development. The provincial government has commenced initiatives that will secure the future potential of this important world industry in Saskatchewan. The \$200 million **Agricultural Development Fund** is working with farmers, the universities and Canada to conduct research, development and demonstration activities to improve the competitive position of Saskatchewan agriculture. The Fund has commenced work on such diverse areas as compressed natural gas applications, canola potential, embryo cryogenics, and cultural and management practices. The University of **Saskatchewan College of Agriculture building** is being rebuilt to provide the proper environment for research that will pay dividends in the future.

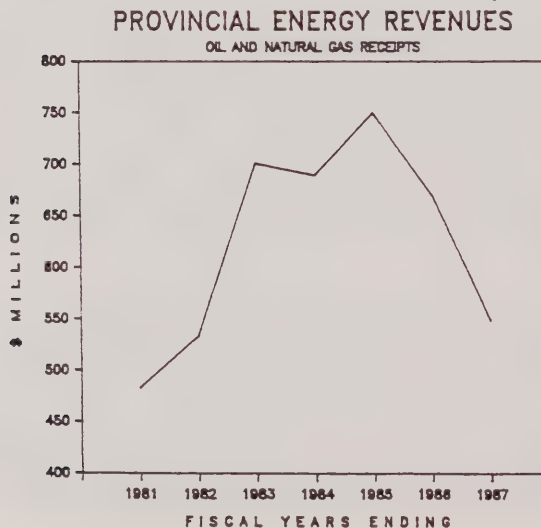
Following the difficult drought years, Saskatchewan and Canada have committed to irrigate an additional quarter of a million acres within the next fifteen years. New Saskatchewan Water Corporation **irrigation incentives** and a \$14 million federal-provincial irrigation program have made a start on this commitment, with 18,350 acres of new irrigation since 1983. This fall, Saskatchewan and Canada signed a \$100 million ERDA sub-agreement to develop irrigation and food processing.

Livestock production and processing for export have been encouraged by **livestock investment tax credits**, feeder-to-finish beef stabilization and participation in national animal stabilization programs. New export markets are being developed. **Gainers Inc.** and **Intercontinental Packers** have separately announced major expansions involving investments in a possible four plants of over \$50 million and 2,000 processing jobs.

There has also been a concerted effort to reduce the input costs for Saskatchewan farmers by developing new supplies. The government recently announced the construction of an **ammonia plant** in Regina which will provide a new, lower cost supply of fertilizer.

Resources

Since 1982, Saskatchewan has advanced new resources as a basis for sustained economic growth and diversification. Changing the tax and regulatory framework for the oil industry transformed the sector into a new strength for the provincial economy. To the end of 1985, an additional 4,000 new wells were drilled, 4,000 person years of new employment created and over \$2.5 billion of government revenues were collected.



The \$600 million, Regina **NewGrade heavy oil upgrader**, will use some of the massive provincial heavy oil deposits and create thousands of jobs. The proposed \$3.2 billion **Husky upgrader** will further develop the resource. Upgraders will provide an assured market for Saskatchewan's crude oils, reduce shut-in production, reaffirm the viability of future exploration and development in the province and encourage the development of enhanced oil recovery crucial to the long-term stability of Saskatchewan's oil industry. Heavy oil exploration and development is of national strategic importance as the lowest cost unconventional oil source in Canada.

Resource policies have spurred record activity in the gold and uranium sectors. A **mini gold rush** has started at Star Lake, north east of La Ronge and uranium production scaled new heights with start-up of the Key Lake mine. Exploration has proven **massive new uranium reserves** at Cigar Lake, providing a secure base for future development. **Potash offshore sales records** were set in difficult markets and world-scale expansions at Lanigan and Kalium, with an investment value of over half a billion dollars, are nearing completion. A foundation for creating Saskatoon as the world center for potash marketing and development was commenced with the **relocation of Canpotex** and the **Potash and Phosphate Institute of Canada** to the city.

Fish, Forests, Parks and Tourism

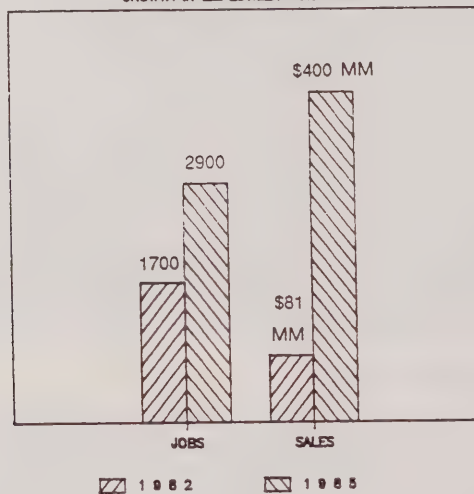
Saskatchewan's outdoors are one of the province's greatest resource strengths. Many programs and initiatives are now directed towards new development that will create and sustain jobs for provincial residents. The **Fish Enhancement Program** is directed at improving the quantity and quality of fish stocks to provide a sound base for commercial and recreational fishing. **New Forest Management Licence Agreements** with the industry have increased forest harvesting opportunities across the Commercial Forest Zone. The innovative **Weyerhaeuser** pulp expansion project and related paper mill in Prince Albert will increase development of under-utilized hardwoods.

Park development and tourism are compatible with the forest initiatives. The Saskatchewan tourism industry is a billion dollar business with over 30,000 employees. New parks legislation, private sector development, five new provincial parks, incentives to increase production of recreation equipment, and the federal-provincial tourism sub-agreement are rejuvenating and expanding the tourist industry in Saskatchewan.

Advanced Technology

New technologies are the basis for the future. With the establishment in 1984 of the **Department of Science and Technology**, the province has focused upon securing these essential skills and activities in Saskatchewan. **Science and Technology agreements** have been signed with Canada worth \$33 million. A major new industry is emerging in Saskatchewan. **Sales rose fivefold to \$400 million in 1985 while employment nearly doubled to 2,900.** Saskatoon has developed into a major high technology center in Canada.

SCIENCE AND TECHNOLOGY
GROWTH IN EMPLOYMENT AND SALES



Power

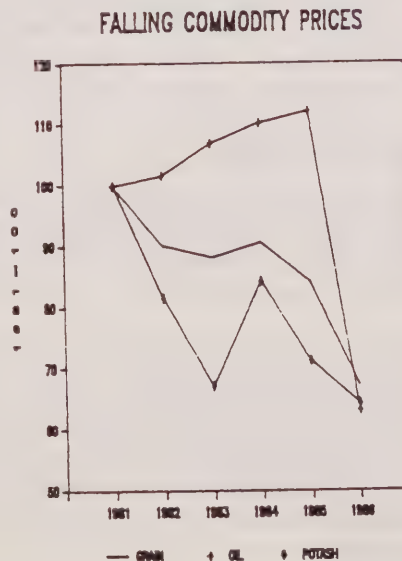
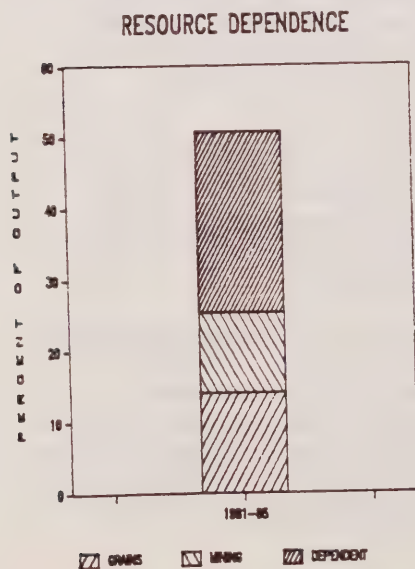
Secure power sources for industry and people require major and timely investment. The government commissioned and concluded the **\$570 million Nipawin Power Project**. Further power expansion for the 1990s has been announced. A **\$500 million power plant at Shand and dams at Rafferty and Alameda worth \$120 million** will secure southern power supplies. Building on utility investments, Saskatchewan has encouraged Hitachi to develop a new turbine manufacturing plant in Saskatoon and Phillips Cable to expand wire production in Moose Jaw. The comprehensive approach to power development will create over 7,000 person years of employment and bring additional irrigable acres into production.

A CHALLENGING FUTURE

The years ahead will be challenging. World markets are becoming increasingly competitive and trading patterns are shifting towards new trading blocs in Asia, the Third World and within Soviet control. Commodity markets are also changing. The 1985 U.S. Farm Bill has increased competition and cut world grain prices by 30 percent. Oil prices have collapsed. New technologies are changing the nature of work and the products produced. These changes require concerted federal and provincial action to offset the problems and to take advantage of the new economic opportunities that are surfacing.

Deflation in Saskatchewan

Saskatchewan is highly resource dependent. About half the jobs and the majority of the incomes in the province can be traced to production and export of primary goods. The terms of trade for the province's commodities (the ratio of export to import prices) have reversed from the good times of the 1970s. Falling world prices for grains, oil, potash and uranium are weakening the basis for economic growth and prosperity in Saskatchewan. The province must sell more to maintain revenues and incomes, or suffer a decline in the provincial standard of living. **Deflation is now the key feature in the Saskatchewan economic outlook.**



The impact of this deteriorating environment on Saskatchewan and Canada should not be underestimated. The 30 percent drop in world grain prices will cut \$1 billion from farm revenues. Saskatchewan is a net loser from the 55 percent drop in oil prices, losing over \$1 billion in provincial economic activity. More than 6,000 residents left Saskatchewan in 1985 as the economic outlook weakened. Saskatchewan's positive contribution to the national balance of trade is threatened.

At the same time, **protectionism is growing in world markets.** The Saskatchewan economy depends on export markets to purchase the products we produce, and on imports to supply use with the goods we consume and the capital equipment we use. Increased trade restrictions threaten our future.

These are not just Saskatchewan's problems. **All of the western provinces are suffering due to the collapse of commodity prices and the increase in protectionist measures.** Lower oil and grain prices have winded the Alberta economy, Manitoba is suffering from weak grain prices, while B.C. is reeling from the countervailing tariff on softwood lumber. Canada suffers at the same time. Western resource exports are the mainstay of the national trade surplus.

The status quo is not a viable option. Saskatchewan and the West must diversify, develop and trade to preserve our standard of living. **Secure access to the U.S. and world markets is central to diversification.** If we do not proceed with our efforts, we stand the risk of losing our markets and suffering a corresponding drop in our standard of living. That is not acceptable. Saskatchewan is not willing to become a region of economic disparity within Canada.

Saskatchewan's Vision

The world economy continues to grow and requires the food and resource exports and technologies produced in Saskatchewan. The times are not all discouraging. The changing international trading environment has created many new and exciting opportunities.

Agriculture will continue to be the mainstay of the provincial economy. But it can be a new and more vibrant industry in a changed world marketplace. The industry will have to adapt to produce the goods that the new markets will demand. That could include more value-added food and industrial products that will require expansion of the processing infrastructure in the province. Saskatchewan needs to develop low cost inputs to succeed in these increasingly competitive markets.

Expanding linkages around the narrowly-based resource exports is necessary to break Saskatchewan's resource dependence. Such further processing initiatives as heavy oil upgrading, bacon, paper and supply initiatives such as farm chemicals, fertilizers and wire and cable are a start on this program. Together these initiatives reduce our dependence on foreign suppliers, lower costs by eliminating freight, create jobs and increase incomes.

Diversification need not be restricted to goods production. The information economy has clear application to provincial resources. Saskatchewan can become a "brain basket" for the world with major international centers of research, development and trade in such areas as world food technologies, water and drought management, agricultural biotechnology, potash, heavy oil and uranium technology. Knowledge, gathered in the development of our major resource sectors, will be a valuable commodity in coming years.

The resource sectors will continue to develop. It was hard to believe in the mid-1950s how the provincial economy would be transformed by the development of mineral and petroleum resources. New provincial resources are still being discovered and documented. Rich deposits of uranium, gold and oil are currently being delineated and developed. The renewable resources, such as wood, have potential to greatly change the northern economy.

Investments in the public infrastructure of transportation, water supply, power generation, communications and trade must support this positive vision and on occasion offset the periodic cyclical downturns in the economy.

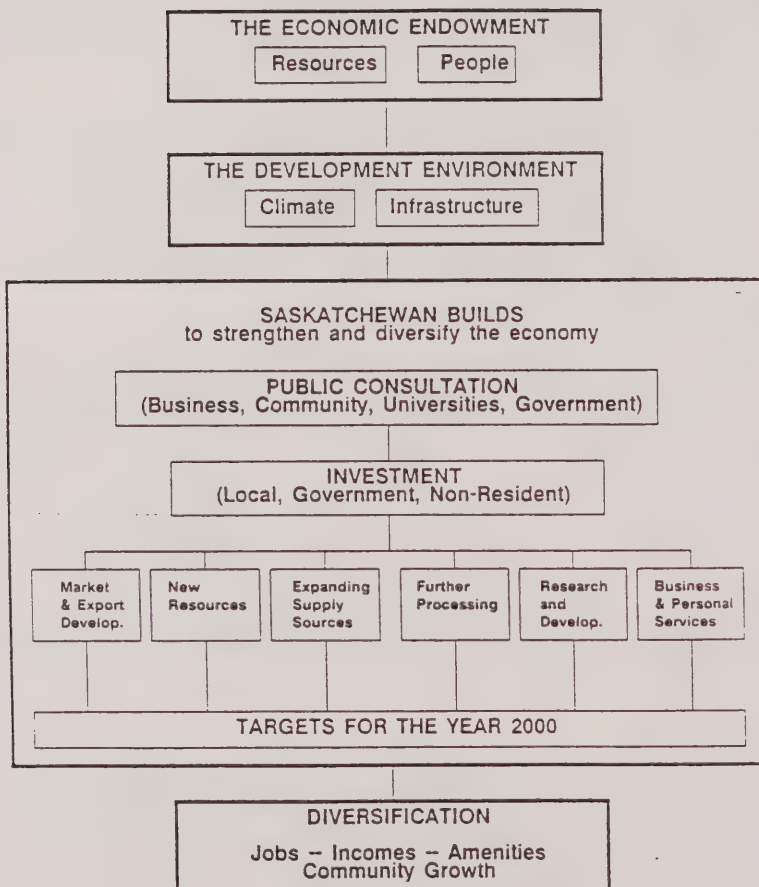
Saskatchewan in the 21st century can be very different than the economy we now see. This transformation will be brought about by governments mobilizing the latent enthusiasm and building spirit of our people. Better education and focused assistance for individuals and communities to participate will unleash that power. And co-operative management of the economy will ensure that the maximum benefits are achieved.

Saskatchewan Builds

Saskatchewan people truly believe that we must look to the future and adapt to change to ensure growth and prosperity for current and future generations. Over the past four years, our government has tried to harness that natural building spirit to strengthen and diversify the provincial economy.

The Saskatchewan Builds Program is an approach that takes the province's two strengths -- the natural resource base and our people -- and works with them. Saskatchewan has devoted great effort to improving the climate for economic growth and diversification. At the same time, the province has been investing in the social and economic infrastructure necessary to facilitate economic development.

THE SASKATCHEWAN APPROACH



The Builds Program expands on past successes. But that will require co-operation and support from all actors in the provincial economy. Our government will be consulting with individuals, businesses, communities, universities and other governments to set specific, defined targets for economic development over the rest of the century. We expect local investors, governments and non-residents will invest in a variety of areas that will strengthen and diversify the economy.

Saskatchewan people have started to diversify their economy in the past four years. Governments and industry have improved the international marketing of potash through consolidating the marketing agencies in Saskatoon and working with CIDA to develop demand in China. New resources are being explored and developed, including gold in the north and new specialty crops in the south. The province, in co-operation with the private sector, has encouraged many new enterprises to increase the linkages to primary production, including such inputs as farm fertilizers and chemicals, wire and cable, and further processing of hogs and wood. Research has been increased through efforts of the new Department of Science and Technology and the Agricultural Development Fund. New service enterprises have been encouraged especially in the tourism and health sectors.

This diversification will provide a more stable and secure economic base that will produce better jobs and higher incomes. A stronger economy will ultimately improve the standard of living in Saskatchewan and allow the province to contribute fully to the national economy.

Priorities for Federal Co-operation

There is much that Canada can do to improve the environment for economic development and diversification and assist Saskatchewan and all Western provinces to build on their strengths.

1. National economic policy can be far more **regionally sensitive** to strengthen the regional blocks within Confederation.
2. All governments must continue to work towards the comprehensive **National Agricultural Strategy**, including follow-up development of this vital national industry.

3. Canada should place the concerns of primary resource producers and farmers at the top of the agenda at **Canada/U.S. bilateral trade negotiations** and at the new round of **GATT** talks. Secure market access is the foundation for our resource economy and the key to many diversification opportunities.
4. All governments must follow-up on their commitments to target **regulatory reform** to reduce the constraints on enterprise and the marketplace. Many of the regulations in Canada unnecessarily impede economic efficiency and development. Generic chemicals, uranium, small business, grain and trade regulations are prime areas for regulatory improvement.
5. Federal and provincial governments must build upon the competitive excellence that exists in their economies. In Saskatchewan, there is potential to expand upon the international reputations already apparent in grains, agricultural biotechnology, potash and uranium and create **world class centers of policy, technology and international management and development**. Such initiatives can capture the information economies associated with these resources and strengthen Canada's position in these significant world industries, where management and information too frequently lie offshore.
6. It is time for a **federal economic policy clearly committed to the diversification of the West**. Options do exist for the region to become less vulnerable to the recurring resource depressions that have plagued the area since Confederation.

Saskatchewan would like to see federal spending become more focused on the problems surrounding economic development and diversification and away from its narrow departmental priorities. The federal/provincial **Economic and Regional Development Agreement (ERDA)** is an existing vehicle to focus on our mutual diversification priorities to build the strengths of the provincial economies. Saskatchewan would like to pursue new sub-agreements in areas such as **food processing, small business, transportation industries, potash trade and research and world agricultural policy and technology**.

7. Western provinces and Canada can work co-operatively to advance their regional and national interests. The Western provinces at their last meeting in Swan River, Manitoba, invited the federal government to join with them in a Western Diversification Conference in 1987 to follow-up on the First Ministers' discussions and to begin work on mutual goals. This will be a good opportunity for the federal government and the Western provinces to show the leadership necessary to build new opportunities and offset the negative effects of the current resource depression.

Saskatchewan recommends the conference take the form of a **Western Diversification Forum** involving not only the Prime Minister and Western Premiers, but also those leaders from industry, agriculture, labour and academia who influence and direct Western growth. Such a format would better focus upon the issues and opportunities than the more polarized federal-Western confrontation that developed at the Western Economic Opportunities Conference in Calgary in 1973. The forum would also recognize the important role of many other groups, individuals and industries, in addition to government, in developing and realizing a positive vision for Western Canada.

Federal/provincial co-operation in advance and beyond the Western Diversification Forum must be sustained. This requires the establishment of a federal/provincial **Western Diversification Agency** to advance priority Western issues and items identified for action in the Western Forum. Planning for the Western Diversification Agency and Conference should commence immediately, recognizing the serious nature of Western economic issues.

CONCLUSIONS

Saskatchewan embarked upon a new direction for economic policy in 1982 that has delivered results and, in 1986, has been restructured in the Saskatchewan Builds Program. In the face of some of the most difficult economic and environmental conditions in years (one world recession and two droughts), Saskatchewan has grown and expanded. The difficult years ahead will require a strengthened economic partnership between people, communities, industries and all levels of government. The basis for co-operation is now established and can lead Saskatchewan to expanded economic progress in the years ahead.

This provincial approach to economic development is consistent with regionally-based national economic policy. It recognizes the geographic diversity of our nation and the federal and provincial jurisdictions. It is an approach that is sensitive to local conditions and opportunities and will respond to regional interests.

These are turbulent times. But it is not the time for retrenchment — it is a time to believe in ourselves and look to the future. Vision and co-operation built this country, often in periods of global change. Federal policy and action has been important in the past and remain important today. Saskatchewan and Canada must co-ordinate their efforts to ensure the province and its residents receive the maximum benefits of government action.

CAI
Z 2
C 52

DOCUMENT: 800-22/019



VERS LE
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
ET LA DIVERSIFICATION

Le modèle de la Saskatchewan



Conférence annuelle
des Premiers ministres

Les 20 et 21 novembre 1986
Vancouver (Colombie-Britannique)

Préface

Les résidents de la Saskatchewan veulent avoir leur mot à dire dans le développement de leur province. Ce sont des constructeurs naturels par beau temps comme par temps d'orage. Ils se tournent vers les gouvernements afin que ceux-ci leur ouvrent de nouvelles voies et les mettent à l'abri des caprices de la nature, des marchés étrangers et d'un avenir imprévisible.

Mon gouvernement n'a cessé d'aller de l'avant au cours des années marquées par une récession mondiale, une série de sécheresses et un effondrement des marchés des produits. Malgré ces difficultés, nous avons obtenu des résultats positifs sur les plans de l'emploi, du revenu et de nouvelles perspectives.

La population de la Saskatchewan a réélu mon gouvernement afin que ce dernier poursuive dans la voie de ses succès antérieurs. Nous vivons une période de bouleversements. Les prix des produits à l'échelle mondiale ont subi une forte baisse au cours des dernières années et le protectionnisme fait planer une menace sur notre avenir. Ces événements sapent les fondements de la croissance et de la prospérité économique en Saskatchewan, dans l'Ouest et au Canada. Il ne faut surtout pas abdiquer. Nous devons plutôt avoir confiance en nous-mêmes et nous tourner résolument vers l'avenir.

La Saskatchewan a la chance de posséder de nombreuses ressources et d'être peuplée de gens déterminés. Il importe de tisser entre ces derniers des liens qui les feront travailler à la cause commune qu'est l'édification de notre province et du Canada. Les citoyens et les collectivités de la Saskatchewan désirent préparer leur avenir et établir des rapports nouveaux et élargis qui les mettront à l'abri des caprices d'une économie instable fondée sur les ressources.

Notre pays est issu de grands desseins et de la collaboration qui ont souvent prévalu même en période de grands changements. Les politiques et les interventions fédérales ont toujours été importantes, et elles le demeurent. La politique économique nationale doit reposer sur les points forts des différentes régions qui, ensemble, forment un Canada uni et en pleine croissance.

Nous sommes heureux des rapports favorables qui se sont instaurés avec le gouvernement du Canada. Au cours de l'été, j'ai rencontré des représentants du Comité fédéral des priorités et de la planification à Saskatoon, afin de les mettre au courant de nos priorités provinciales en matière de développement économique. Le présent document complète cet exposé et définit notre démarche devant la plus grande tribune que constitue une réunion des Premiers ministres. Nous sommes confiants qu'en travaillant ensemble nos gouvernements sauront exploiter les innombrables talents de la population.

Le Premier ministre de la Saskatchewan,

Grant Devine

Regina (Saskatchewan)
Novembre 1986

TABLE DES MATIÈRES

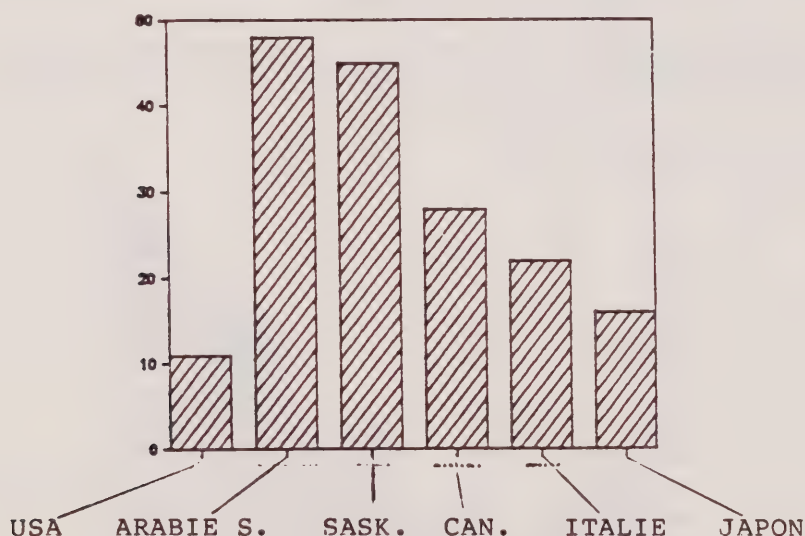
Préface

INTRODUCTION	1
LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL À L'ÉGARD DE LA SASKATCHEWAN ET DE L'OUEST	3
LES DÉFIS RELEVÉS DEPUIS 1982	4
LA COLLABORATION EN VUE DU PROGRÈS ÉCONOMIQUE EN SASKATCHEWAN	5
Une stratégie de développement économique	5
L'établissement d'un contexte favorable	6
La mise en valeur de nos points forts	10
UN AVENIR DE DÉFIS ET DE PERSPECTIVES	
La déflation en Saskatchewan	
La vision de la Saskatchewan	
Croissance Saskatchewan	
Les priorités en matière de coopération fédérale	
CONCLUSIONS	

INTRODUCTION

La Saskatchewan est une des plus grandes productrices de produits agricoles et de matières premières au monde. Son blé, ses céréales fourragères, ses oléagineux, son bétail, son pétrole, sa potasse, son uranium, ses produits forestiers et ses produits manufacturés sont exportés partout dans le monde et constituent de bonnes garanties pour l'avenir. Il a fallu à peine 80 ans pour que les colons qui y ont immigré transforment la province d'une économie essentiellement axée sur la denrée souvent fragile qu'est le blé en une productrice et exportatrice solide de produits diversifiés à l'échelle internationale. La Saskatchewan est maintenant un chef de file et une importante exportatrice à l'échelle mondiale.

EXPORTATIONS EN POURCENTAGE DU PIB

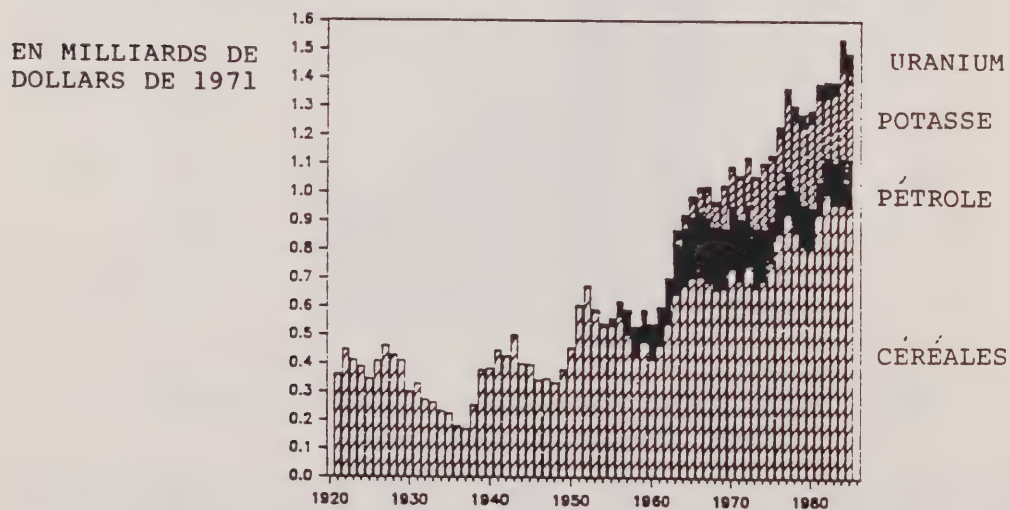


Les revenus élevés, la grande variété d'emplois, les écoles, les hôpitaux, les habitations, les parcs, les cités et villes et les différents modes de vie qui sont des preuves tangibles d'une économie en pleine croissance ont rendu notre vie moins pénible que celle que menaient les premiers colons. Comment cette transformation s'est-elle produite?

On peut affirmer que presque constamment au cours des premières années d'histoire de la Saskatchewan, l'établissement des fondements d'une économie agricole d'importance mondiale a mis à l'épreuve l'esprit d'initiative de milliers d'immigrants. Les marchés internationaux instables, les politiques monétaires difficiles et les désastres climatiques périodiques, notamment les sécheresses des années 30, ont obligé l'économie provinciale à privilégier une autonomie et une collaboration intérieures.

Ensemble, les gens de la Saskatchewan ont mis sur pied une infrastructure économique unique composée de particuliers, d'agriculteurs, de coopératives et de collectivités. La plus grande part de la croissance économique dans notre province provient d'activités du secteur privé menées dans un contexte de politiques gouvernementales favorables. Les projets locaux, combinés aux meilleures ressources que nous avons pu obtenir à l'extérieur de notre territoire, nous ont permis de surmonter les difficultés et d'élargir les horizons.

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE LA SASKATCHEWAN
VOLUME DES PRODUITS EXPORTÉS (En dollars de 1971)



À chaque décennie, de vastes investissements furent requis au titre de l'exploitation de nouvelles ressources et des importants projets d'infrastructure. Les barrages hydro-électriques, les centrales thermiques, l'électrification des régions rurales, les chemins de fer et les routes, le réseau téléphonique et les

universités furent tous des éléments indispensables à la croissance. Le bétail, les oléagineux, l'uranium, la potasse, l'acier, le charbon, le pétrole et le gaz naturel sont maintenant des ressources sur lesquelles repose notre économie provinciale diversifiée. Elles nous permettent de soutenir la concurrence internationale dans d'autres secteurs que celui du blé.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL À L'ÉGARD DE LA SASKATCHEWAN
ET DE L'OUEST

Les gouvernements tant fédéral que provinciaux possèdent des pouvoirs leur permettant d'influer directement sur le rythme et l'orientation du développement des provinces. La politique fédérale en matière de développement régional de l'Ouest fut mise au point au début de la Confédération et elle continue d'évoluer. Les stratégies et formules économiques que le gouvernement fédéral applique à l'Ouest et à la Saskatchewan sont d'une extrême importance.

Les politiques de la fin du XIX^e siècle avaient pour but de bâtir un pays et elles donnaient à la Saskatchewan, dans le cadre de la Confédération, le rôle d'exportatrice de ressources naturelles et de marché pour les industries naissantes de l'Est canadien. La dépression et les sécheresses des années 30 ont eu pour effet de démolir l'économie de l'Ouest axée sur les ressources et elles ont obligé le gouvernement fédéral à réagir rapidement en adoptant la Loi sur le rétablissement agricole des Prairies (LRAP) ainsi que tout un éventail de programmes agricoles et de projets de recherche. Toutefois, au cours des années 70, la démarche économique du gouvernement fédéral traduisait une insensibilité croissante à l'égard des aspirations économiques des provinces.

Les politiques économiques nationales ont connu le plus de succès lorsqu'elles ont tenu compte des différentes réalités provinciales et régionales à l'intérieur de la Confédération. En juin 1985, le cadre fédéral-provincial de développement économique régional reconnaissait qu'il était dans le meilleur intérêt du Canada de faire en sorte que toutes les régions soient fortes. Des régions fortes donneront une nation forte.

Le développement économique régional constitue une priorité dans tout le pays. Les efforts du gouvernement fédéral visant l'Est canadien, notamment sous forme de l'Agence des perspectives de l'Atlantique, du Programme Entreprise Atlantique et des engagements pris dans le dernier discours du trône fédéral, traduisent une volonté fédérale constructive de trouver des solutions à des problèmes régionaux difficiles. Dans l'Ouest canadien, l'affaiblissement périodique du prix des ressources et la dépendance à l'égard de ces dernières exigeront l'adoption d'une politique concrète semblable touchant les quatre provinces de cette région. Il est temps que les gouvernements prennent des mesures concrètes pour favoriser la diversification dans l'Ouest.

Les politiques sectorielles du gouvernement fédéral, notamment en matière de commerce, de transport, d'agriculture et d'irrigation, sont aussi importantes pour la Saskatchewan aujourd'hui qu'elles l'étaient au XIX^e siècle. Il serait dans une grande mesure pertinent de réorienter les efforts fédéraux de développement et de diversification dont s'occupent le Programme de développement industriel et régional, le ministère de l'Expansion industrielle régionale et d'autres organismes fédéraux.

La Saskatchewan est heureuse que le gouvernement fédéral semble de plus en plus sensible aux problèmes de l'Ouest. C'est du moins ce que reflète l'Accord de l'Ouest, les Ententes de développement économique et régional (EDER) qui sont axées sur les besoins des provinces et la collaboration à laquelle a donné lieu l'élaboration de la stratégie nationale en matière d'agriculture. Une collaboration fédérale-provinciale soutenue constituera une condition préalable à la définition de politiques nationales qui tiendront réellement davantage compte de la Saskatchewan et de l'Ouest.

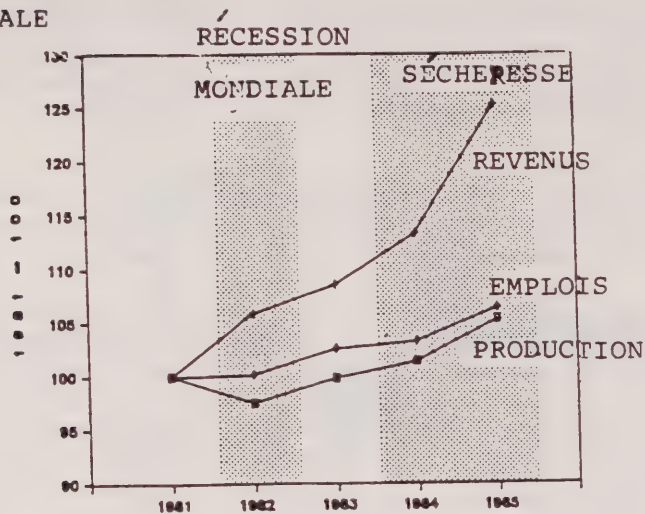
LES DÉFIS RELEVÉS DEPUIS 1982

La Saskatchewan se heurte à une économie mondiale instable depuis quelques années. La récession internationale de 1982 a fait chuté les marchés des produits. Les plafonds atteints par les taux d'intérêt à la suite des modifications apportées aux politiques monétaires ont fait peser une menace sur les structures financières. La récession mondiale a haussé sensiblement les taux de chômage et a provoqué une concurrence internationale effrénée. Les graves sécheresses de 1984 et 1985 en Saskatchewan ont réduit la production agricole provinciale.

Malgré ces difficultés considérables, la Saskatchewan s'est bien tirée d'affaire. Contrairement à ce qui s'est souvent passé au cours d'années antérieures, les graves sécheresses de 1984 et de 1985 n'ont pas causé une récession provinciale. De nouveaux emplois furent créés à chaque année. À l'heure actuelle, il y a au-delà de 30 000 travailleurs de plus qu'il n'y en avait en 1982. Le revenu des particuliers a augmenté progressivement et des records ont été établis au chapitre des exportations.

PERFORMANCE ÉCONOMIQUE ACTUELLE

RÉCESSION MONDIALE



LA COLLABORATION EN VUE DU PROGRÈS ÉCONOMIQUE EN SASKATCHEWAN

De l'avis général, la politique économique doit viser à créer des emplois, à procurer un revenu et à offrir de nouvelles perspectives aux résidents de la Saskatchewan. Les débats politiques portent donc sur les moyens d'atteindre ces objectifs.

Les résultats ont donné raison à notre gouvernement de s'en être remis en matière de gestion de la politique économique aux interventions des individus et des collectivités comme moteur de la croissance économique.

Une stratégie de développement économique

Il est évident que les progrès économiques obtenus au cours des années en Saskatchewan sont le fruit d'une collaboration entre les individus, les collectivités et le gouvernement. La croissance est le fruit d'un travail interne, étayé et complété par des investissements provenant de l'extérieur. Cette formule a fait de la Saskatchewan un chef de file capable de soutenir la concurrence sur les marchés mondiaux et de contribuer en permanence à la croissance du pays.

La stratégie de développement économique du gouvernement progressiste conservateur de la Saskatchewan a su exploiter ces réussites traditionnelles en adoptant les démarches suivantes :

- i) Établir un contexte favorable à la croissance
Établir un contexte propice au progrès en abolissant les obstacles à la croissance et en encourageant les particuliers à participer au développement économique par le biais de leurs projets et de leurs investissements.
- ii) Accroître et améliorer les points forts
Créer des emplois et accroître les revenus et la richesse qui procurent les commodités, les services sociaux et le niveau de vie auxquels nous nous attendons.

En mai 1982, mon gouvernement a entrepris une démarche en matière de développement économique et il s'efforce maintenant de la mettre en oeuvre. Les résultats de la récente élection provinciale confirment un appui à cette nouvelle formule devant servir à bâtir la Saskatchewan. Le programme Croissance Saskatchewan (Saskatchewan Builds Program), annoncé récemment, est conçu dans la même optique.

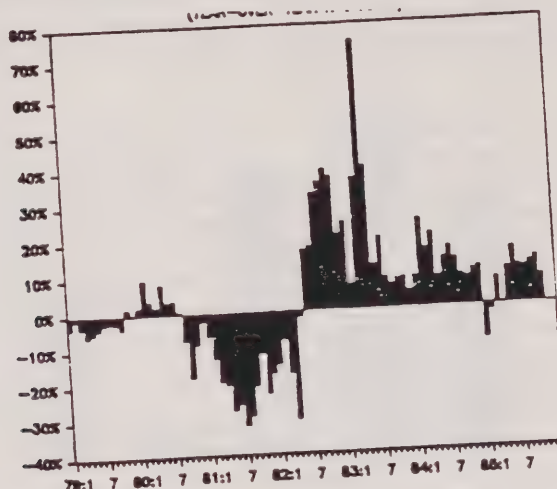
L'établissement d'un contexte favorable

Après 1982, l'établissement d'un contexte favorable à la croissance économique et à la participation des individus nous a obligés à apporter des modifications dans divers secteurs de l'activité gouvernementale, notamment les structures de la réglementation et de l'impôt, l'infrastructure industrielle et communautaire, les installations dans les domaines de l'éducation et de la formation et les relations fédérales-provinciales.

Le premier geste de notre nouveau gouvernement fut de modifier les perceptions du public à l'égard de la Saskatchewan en organisant, à Regina en octobre 1982 une conférence sur le thème de l'ouverture au monde des affaires. Après plusieurs années de discours dénonçant le secteur des affaires, la Saskatchewan se montrait de nouveau prête à faire des affaires. La conférence fut rapidement suivie par un changement d'attitudes radical du gouvernement à l'égard des gens et des entreprises.

Le programme de rétablissement de l'industrie pétrolière a remis sur pied un industrie pétrolière moribonde et il a rapidement créé plus de 4000 emplois et procuré au gouvernement provincial des recettes supplémentaires excédant 285 millions de dollars. L'accord de l'Ouest fut conclu avec Ottawa. Un nouveau programme d'autonomie en matière de gaz naturel a également provoqué un niveau record d'activités. Dans le Nord, l'exploration de gisements aurifères a pris plus d'ampleur tandis que le secteur privé se voyait confier un nouveau rôle en matière de gestion des forêts. Tous en ont profité. La solidité de l'industrie a entraîné des activités dans toutes les régions des provinces et jusqu'à tout récemment, les importants profits réalisés ont rapporté d'intéressantes recettes au trésor provincial.

PRODUCTION DE PÉTROLE BRUT EN SASKATCHEWAN
(Pourcentage de changement d'une année à l'autre)



Le gouvernement provincial a réagi directement et immédiatement aux problèmes agricoles croissants. Pour la première fois depuis longtemps, l'agriculture a bénéficié d'une démarche complète et cohérente. Le programme de la banque de terres du gouvernement précédent fut remplacé par le programme d'achat de fermes qui assure un financement aux nouveaux agriculteurs ou aux agriculteurs en voie d'expansion afin d'améliorer leurs terres et d'augmenter leurs chances de réussite. Tant en 1984 qu'en 1985 des mesures furent rapidement prises pour faire face à des urgences provoquées par des phénomènes naturels. Ces mesures comprennent les avances consenties aux producteurs de bétail, l'aide à la lutte contre les invasions de sauterelles, les dédommagements au titre des inondations et les modifications à l'assurance-récolte. La Saskatchewan a fait inscrire l'agriculture à l'ordre du jour national et les Premiers ministres du Canada réunis à Halifax en novembre 1985 ont adopté son projet de nouvelle stratégie agricole nationale comportant un programme d'urgence, des stimulants financiers à l'agriculture, une promotion commerciale dynamique et la gestion de la recherche et des ressources. Les prêts d'exploitation portant un taux de 6 p. 100 consentis aux agriculteurs en réponse aux pires conditions de l'environnement depuis de nombreuses années ont amélioré la situation financière de l'agriculture. La Saskatchewan a également collaboré avec les gouvernements du Canada afin de verser un paiement d'appoint de l'ordre de 1 milliard de dollars aux agriculteurs canadiens durement touchés par la guerre des céréales à l'échelle mondiale. D'autres programmes de prêts provinciaux favorisent l'élargissement de la production de bétail et de l'irrigation ainsi que l'essor global de ce secteur.

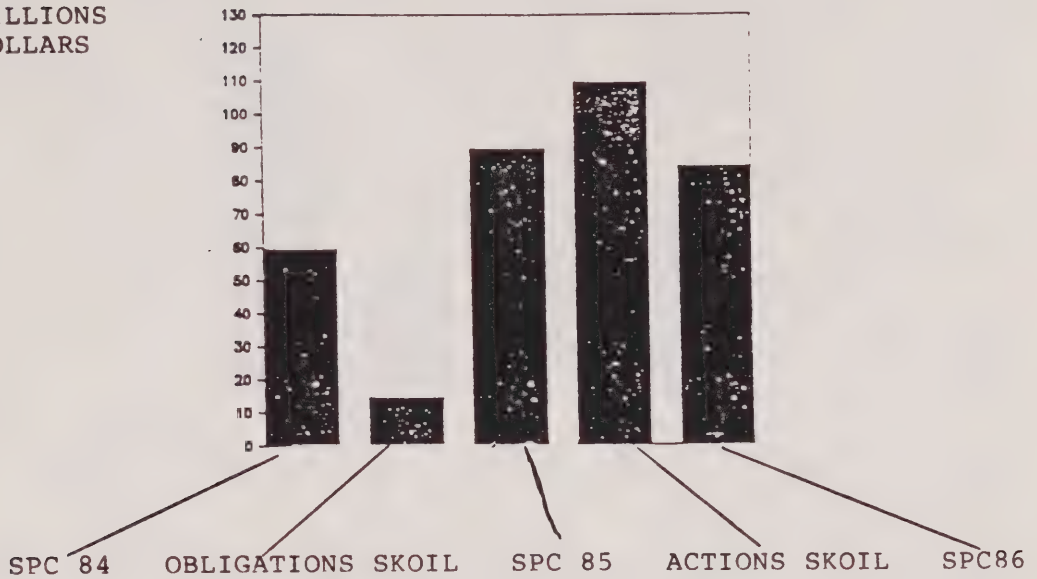
Le secteur privé crée la plupart des emplois productifs à long terme dans la province. Le gouvernement a pris plusieurs mesures allant dans le même sens. Le Programme des subventions à l'industrie a aidé 300 entreprises à investir près de 100 millions de dollars et à créer 3 000 emplois.

Le programme de réduction des taux d'intérêt des petites entreprises consent des prêts à un taux de 8 p. 100 qui aident les petites entreprises à accroître leurs activités. Les règlements provinciaux touchant les entreprises et les personnes ont subi une assouplissement et 1400 règlements ont été abolis dans le cadre du programme gouvernemental de réforme de la réglementation. Cette année, la Saskatchewan offre une exonération fiscale de deux ans aux nouvelles petites entreprises. Les projets de développement économique communautaire ont entraîné la création ou l'expansion de 140 entreprises dans 53 centres, tandis que les modifications apportées à la politique des terres de la Couronne afin que l'entreprise privée puisse les acheter a accentué le développement dans de nombreuses régions de la province. Une nouvelle formule d'exploitation conjointe des parcs provinciaux par le secteur public et le secteur privé a été bien accueillie.

Le gouvernement a encouragé la population à participer davantage au développement économique de la Saskatchewan et il a adopté des mesures fiscales à cet effet. Le crédit d'impôt pour le capital de risque (Saskatchewan Venture Capital Tax Credit), le crédit d'impôt pour les investissements dans le bétail (Livestock Investment Tax Credit) et le nouveau régime d'épargne-actions (Stock Savings Plan) récompensent les investisseurs provinciaux qui aident au développement de la province. Par ailleurs, nos sociétés d'État sont maintenant ouvertes à la participation directe. Le succès de la vente de trois émissions d'obligations de la Saskatchewan Power, les obligations de participation et l'émission d'actions de la Saskatchewan Oil and Gas Corporation montrent bien que les résidents de la Saskatchewan ont foi en leur propre économie.

OFFRES DE PARTICIPATION
En millions de dollars

EN MILLIONS
DE DOLLARS

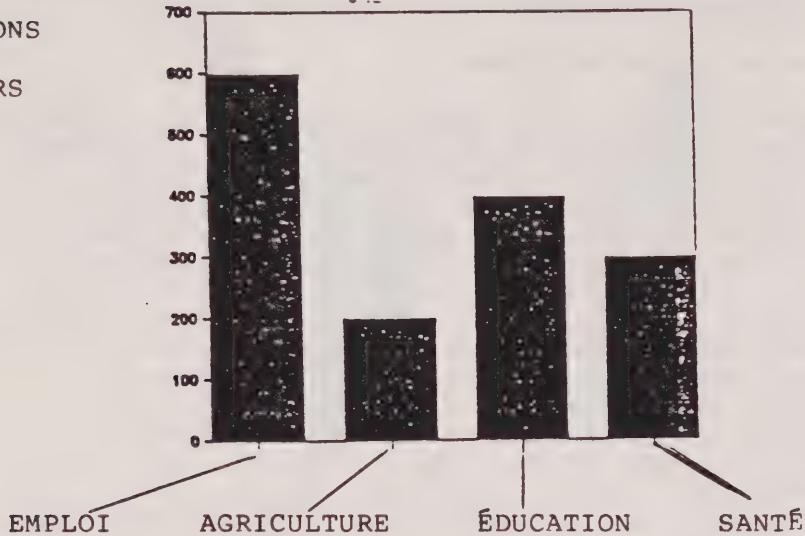


Le gouvernement a également pris des mesures afin d'améliorer la conjoncture économique des particuliers dans la province. La Saskatchewan s'est empressée en 1982 de protéger la population contre les taux d'intérêt, les prix des produits énergétiques et les taux d'inflation excessivement élevés en adoptant le programme de réduction des taux d'intérêt, en abolissant la taxe sur l'essence et en réduisant graduellement la taxe de vente sur les vêtements. Le programme hypothécaire a depuis été remplacé par le programme d'habitations qui offre un taux hypothécaire garanti de 9,75 p. 100 pour dix ans et une subvention de contrepartie de 1 500 \$, de même que des prêts de rénovation de 10 000 \$ à 6 p. 100. La Saskatchewan a également répondu aux besoins de ses personnes âgées. La province a adopté un régime de pension pour les personnes qui ne sont pas protégées par les régimes actuels, soit les personnes au foyer, les agriculteurs et les propriétaires de petites entreprises. La qualité de la vie est également importante. Le programme de distribution rurale de gaz naturel offre aux résidents des zones rurales une source d'énergie peu coûteuse, et le système rural de distribution de l'électricité est en voie d'amélioration. La Saskatchewan a également collaboré avec le gouvernement fédéral et les administrations municipales à l'amélioration de la qualité de l'eau à Regina et à Moose Jaw grâce à l'implantation d'une station de purification au charbon actif en grains. Toutes les lignes téléphoniques partagées dans les régions rurales seront remplacées par des lignes simples dans le cadre d'un programme quinquennal.

Pendant une période d'incertitude économique grave, la Saskatchewan a fait part dans son budget sous la rubrique "Collaboration en vue du progrès" (Partnership for Progress) de ses engagements dans les domaines de l'agriculture, de l'emploi, de l'éducation et des soins de santé. Les affectations de 1,5 milliard de dollars pour cinq ans montrent que le gouvernement s'engage à long terme à établir un contexte favorable au développement économique, ce qui augmente la confiance en période de bouleversements. Le budget provincial de 1986 a confirmé notre engagement à cet égard.

COLLABORATION EN VUE DU PROGRÈS
AFFECTATIONS BUDGÉTAIRES QUINQUENNALES

MILLIONS
DE
DOLLARS



Avec le concours des collectivités, des universités, des commissions scolaires, de l'industrie et des organismes agricoles, la province a transmis son idée de collaboration dans un engagement budgétaire comportant des avantages évidents pour la population de la Saskatchewan.

La mise en valeur de nos points forts

Depuis 1982, le gouvernement de la Saskatchewan a collaboré avec l'industrie, les agriculteurs et d'autres gouvernements au Canada et à l'étranger à l'accroissement et à la mise en valeur des ressources de base de son économie. Dans le cadre de l'Entente de développement économique et régional (EDER), la collaboration fédérale-provinciale a fourni les moyens d'accroître les réserves prouvées des ressources minérales de la province, d'améliorer le renouvellement des forêts et d'augmenter la conservation des ressources agricoles et la mise en valeur des produits (c.-à-d., les sols, le blé d'hiver). Dans le cadre de l'EDER, plus d'un quart de milliard de dollars a été consacré à l'amélioration de la conjoncture économique. La Saskatchewan a également collaboré avec les gouvernements de l'Alberta et du Canada à la mise en valeur d'usines de traitement et à la conclusion de l'Accord de l'Ouest, et elle a consulté les gouvernements et les groupes agricoles de la Saskatchewan et de l'Amérique du Nord dans le cadre du processus provincial d'élaboration de la stratégie agricole nationale. Tout au long de ces consultations, l'accent a été mis sur le développement de nouveaux points forts et

l'augmentation des rapports d'enrichissement au sein des industries d'utilisation des ressources déjà en place et à l'extérieur de ces industries.

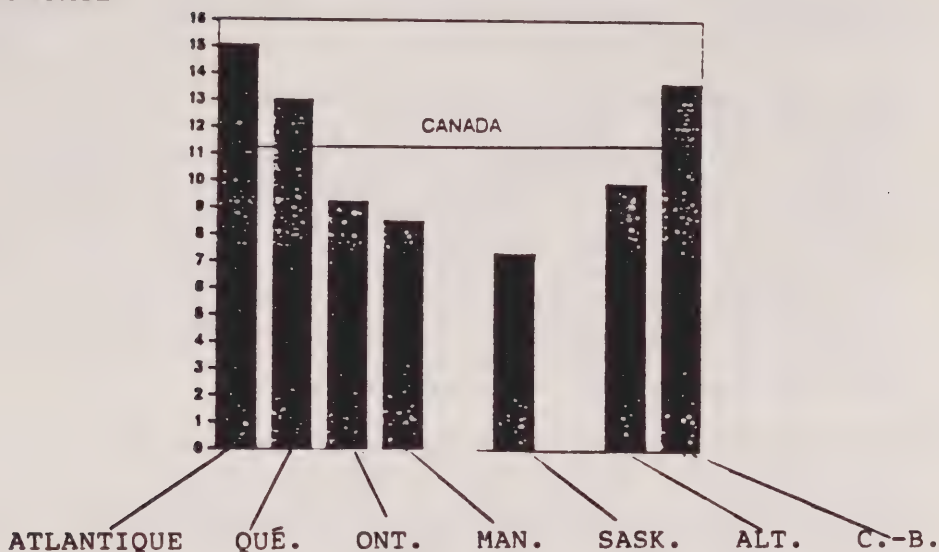
La population de la Saskatchewan

Les résidents de la province ont toujours constitué un atout dans l'économie de la Saskatchewan. La création en 1985 de l'agence de développement de l'emploi (Employment Development Agency) a permis de coordonner un programme provincial de 600 millions de dollars en vue de créer des emplois utiles et de réduire le chômage. Des mesures connexes visant à améliorer la formation et l'enseignement offrent à la population de la Saskatchewan la possibilité d'apprendre les nouvelles techniques et d'acquérir les aptitudes nécessaires pour soutenir la concurrence dans une économie en pleine évolution. Le gouvernement a augmenté les possibilités dans le domaine des études et de la formation dans la province. Depuis 1982, plus de 2 000 nouveaux postes de formation dans les établissements techniques et plus de 3 000 places pour les étudiants à plein temps dans les universités offrent de nouvelles perspectives d'avancement personnel. Le Northern Institute of Technology qui vient d'ouvrir à Prince Albert offre pour sa part 740 postes de formation.

Les mesures prises par la Saskatchewan dans le domaine de l'emploi ont été fructueuses. Entre 1982 et 1985, la province a maintenu ses taux de chômage bien au-dessous du taux national et de celui des autres provinces.

TAUX DE CHÔMAGE
MOYENNE DE 1982 À 1985

POURCENTAGE



Agriculture

La mise en valeur de l'agriculture a constitué un élément important du développement économique de la Saskatchewan. Le gouvernement provincial a mis sur pied des mesures qui assureront l'avenir de cette industrie d'importance mondiale en Saskatchewan. Le Fonds de développement des marchés des produits agricoles, qui compte 200 millions de dollars, permet, par l'entremise des agriculteurs, des universités et du gouvernement fédéral, d'effectuer des activités de recherche et de développement et ainsi que des projets pilotes afin d'améliorer la situation concurrentielle de l'agriculture en Saskatchewan. Les travaux ont commencé dans des domaines aussi variés que les applications du gaz naturel comprimé, les possibilités du colza canola, la cryogénie des embryons et les pratiques en matière de culture et de gestion. L'immeuble du Collège de l'agriculture de l'Université de la Saskatchewan est en voie de reconstruction afin de fournir à la recherche un milieu adéquat qui rapportera des dividendes dans l'avenir.

Après les difficiles années de sécheresse, la Saskatchewan et le Canada se sont engagés à irriguer 250 000 acres additionnels au cours des quinze prochaines années. Grâce à de nouvelles mesures de la Saskatchewan Water Corporation et à un programme fédéral-provincial d'irrigation de 14 millions de dollars, les travaux ont commencé dans ce

domaine et 18 350 acres ont été irriguées depuis 1983. Cet automne, la Saskatchewan et le Canada ont conclu une entente auxiliaire de 100 millions de dollars dans le cadre de l'EDER pour la mise en valeur de l'irrigation et de la transformation des aliments.

Des mesures comme les crédits d'impôt à l'investissement dans le bétail, les subventions pour les engraisseurs de bovins et la participation à des programmes nationaux de stabilisation ont encouragé l'élevage et la transformation du bétail en vue de l'exportation. On tente actuellement de trouver de nouveaux débouchés sur le marché international. La Gainers Inc. et l'Intercontinental Packers ont annoncé séparément des projets importants d'expansion touchant une possibilité de quatre usines et comportant un investissement de plus de 50 millions de dollars en plus de 2000 emplois dans le domaine de la transformation.

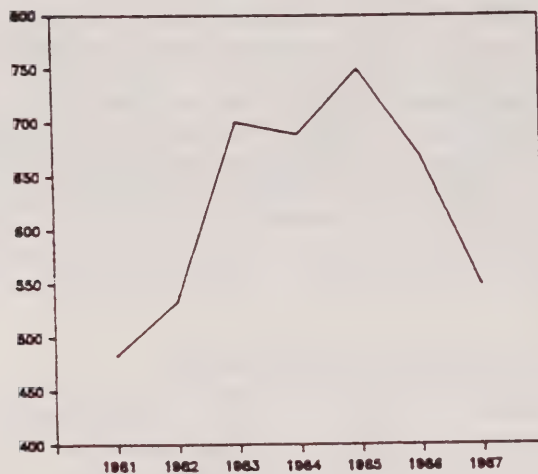
Des efforts concertés ont également été déployés afin de réduire le coût de production des agriculteurs de la Saskatchewan en mettant en valeur de nouveaux produits. Le gouvernement a récemment annoncé la construction à Regina d'une usine d'ammoniac qui fournira un nouvel engrais à un coût peu élevé.

Les ressources

Depuis 1982, la Saskatchewan a présenté de nouvelles ressources comme fondement d'une croissance et d'une diversification soutenues de l'économie. La modification du régime fiscal et de la réglementation dans le secteur de l'industrie pétrolière a transformé le secteur en un nouveau point fort de l'économie provinciale. À la fin de 1985, 4000 nouveaux puits avaient été forés, des emplois ont été créés pour 4000 années-personnes et le gouvernement a retiré des recettes de plus de 2,5 milliards de dollars.

RECETTES PROVINCIALES DANS LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE
Pétrole et gaz naturel

MILLIONS
DE
DOLLARS



Fin de l'année financière

L'usine de traitement de pétrole lourd NewGrade de 600 millions de dollars à Regina utilisera une partie des dépôts de pétrole lourd de la province et créera des milliers d'emplois. L'usine de traitement de 3,2 milliards de dollars que la société Husky propose de construire permettra d'exploiter cette ressource encore davantage. Les usines de traitement fourniront un marché sûr pour les pétroles bruts de la Saskatchewan, réduiront la sous-utilisation du potentiel de production, confirmeront la viabilité de l'exploration et du développement futurs dans la province et encourageront la mise en valeur de la récupération assistée du pétrole, ce qui est essentiel à la stabilité à long terme de l'industrie pétrolière de la Saskatchewan. L'exploration et le développement dans le domaine du pétrole brut est d'une importance stratégique nationale en tant que source la moins onéreuse de pétrole synthétique au Canada.

Les politiques en matière de ressources ont suscité des activités record dans les secteurs de l'or et de l'uranium. Une mini ruée vers l'or a commencé à Star Lake, au nord-est de La Ronge, et la production de l'uranium a connu de nouveaux records avec la mise en marche de la mine de Key Lake. L'exploration a permis de prouver l'existence de nouvelles réserves importantes d'uranium à Cigar Lake, ce qui offre une base solide pour l'exploitation future. Des records ont été établis dans les ventes de potasse sur des marchés extérieurs difficiles et des projets d'expansion à l'échelle mondiale, comportant des investissements de plus d'un demi milliard de dollars, sont presque terminés à Lanigan et Kalium. Un projet visant à faire de Saskatoon le centre mondial de la commercialisation et de la mise en valeur de la potasse est commencé avec la réinstallation dans cette ville de Canpotex et de l'Institut potasse et phosphate du Canada.

Pêche, forêts, parcs et tourisme

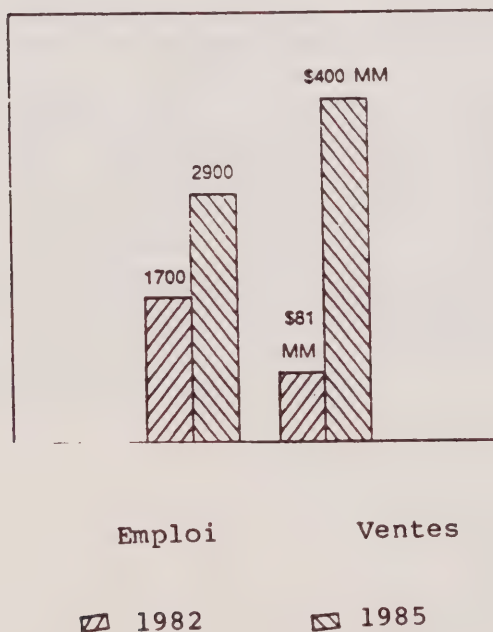
Les activités de plein air de la Saskatchewan constituent une des ressources les plus importantes de la province. Beaucoup de programmes et de mesures dans ces domaines permettront de créer et de conserver des emplois pour les résidents de la province. Le programme de mise en valeur des pêches (Fish Enhancement Program) vise à améliorer la quantité et la qualité des ressources halieutiques de façon à donner une base solide à la pêche commerciale et la pêche sportive. Les nouvelles ententes conclues avec l'industrie dans le domaine des permis de gestion des forêts ont augmenté les possibilités d'exploitation des forêts partout dans la zone commerciale. Le projet innovateur d'expansion de la société de pulpe Weyerhaeuser et le moulin à papier connexe à Prince Albert augmenteront l'exploitation des bois durs sous-utilisés.

L'exploitation des parcs et le tourisme sont compatibles avec les mesures prises dans le secteur forestier. L'industrie touristique de la Saskatchewan est une entreprise d'un milliard de dollars qui compte plus de 30 000 employés. Les nouvelles mesures législatives touchant les parcs, la mise en valeur du secteur privé, les cinq nouveaux parcs provinciaux, les mesures visant à accroître la production des installations de loisirs et l'entente auxiliaire fédérale-provinciale dans le domaine du tourisme donnent une nouvelle vie et une nouvelle expansion à l'industrie touristique en Saskatchewan.

La technologie de pointe

L'avenir repose sur les nouvelles techniques. Avec la création en 1984 du ministère des Sciences et de la Technologie, la province a mis l'accent sur l'acquisition des aptitudes et la mise en marche des activités essentielles dans ce domaine en Saskatchewan. Le nouveau ministère a conclu avec le gouvernement fédéral des accords d'une valeur de 33 millions de dollars. Une nouvelle industrie importante surgit actuellement en Saskatchewan. Les ventes ont quintuplé jusqu'à 400 millions de dollars en 1985 et le nombre d'emplois a presque doublé pour s'élever à 2 900. Saskatoon a mis sur pied un des plus grand centres de technologie de pointe au Canada.

SCIENCE ET TECHNOLOGIE Croissance dans l'emploi et les ventes



L'énergie électrique

Des investissements importants et en temps utile sont nécessaires pour que l'industrie et la population disposent de sources d'énergie sûres. Le gouvernement a commandé et conclu le projet énergétique de Nipawin de 570 millions de dollars. D'autres projets énergétiques pour les années 1990 ont été annoncés. La construction d'une centrale électrique de 500 millions de dollars à Shand et de barrages de 120 millions de dollars à Rafferty et à Alameda assurera l'alimentation électrique au sud de la province. Pour poursuivre dans la voie des investissements dans le domaine des services d'utilité publique, la Saskatchewan a encouragé Hitachi à établir une nouvelle usine de fabrication de turbines à Saskatoon et Phillips Cable à augmenter la production de fils électriques à Moose Jaw. L'approche globale pour la mise en valeur de l'énergie électrique suscitera la création d'emplois pour plus de 7 000 années-personnes et mettra des acres irrigables additionnels à la disposition de la production.

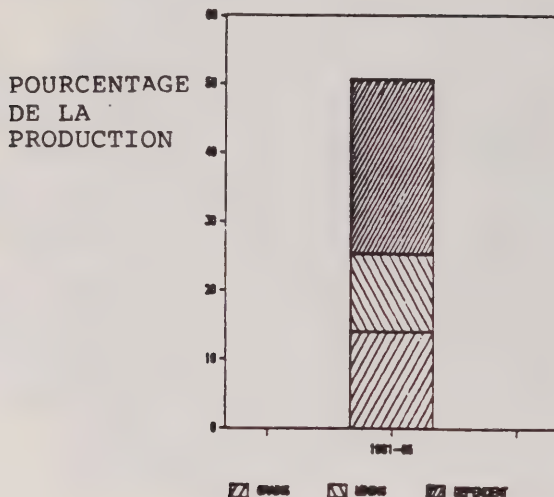
UN AVENIR DE DÉFIS ET DE PERSPECTIVES

De nombreux défis nous attendent dans les années à venir. La concurrence ne cesse de croître sur les marchés mondiaux et le commerce international se déplace vers de nouveaux blocs commerciaux tels l'Asie, le Tiers-monde et les pays sous contrôle soviétique. Les marchés des produits évoluent également. La loi sur l'agriculture (Farm Bill) promulguée en 1985 aux États-Unis a intensifié la concurrence et fait baisser de 30 p. 100 les prix mondiaux des céréales. Les prix du pétrole ont chuté. De nouvelles technologies modifient sans cesse la nature de notre travail et les produits manufacturés. Ces changements nécessitent que les gouvernements fédéral et provinciaux prennent des mesures concertées pour alléger les problèmes et tirer profit des nouvelles perspectives économiques qui pointent à l'horizon.

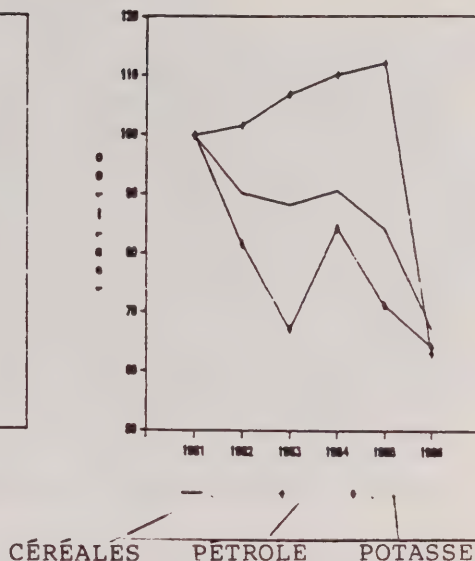
La déflation en Saskatchewan

L'économie de la Saskatchewan repose essentiellement sur ses richesses naturelles. En effet, près de la moitié des emplois et la majorité des revenus de la province sont attribuables à la production et à l'exportation de matières premières. Les termes de l'échange des produits de la province (c'est-à-dire le rapport entre les valeurs des exportations et celles des importations) sont loin d'être ce qu'ils étaient durant la belle époque des années 70. La chute des prix mondiaux des céréales, du pétrole, de la potasse et de l'uranium affaiblit le potentiel de croissance et de prospérité économique de la Saskatchewan. La province doit vendre davantage pour maintenir ses recettes et ses revenus, ou se résigner à une baisse du niveau de vie. La déflation représente maintenant la principale caractéristique de l'avenir économique de la Saskatchewan.

DÉPENDANCE VIS-À-VIS DES RESSOURCES



BAISSE DU PRIX DES PRODUITS



Il ne faudrait pas sous-estimer les répercussions que cette détérioration entraîne sur la Saskatchewan et le Canada entier. La baisse de 30 p. 100 des prix mondiaux des céréales réduira d'un milliard de dollars les revenus agricoles. Avec la chute de 55 p. 100 des prix du pétrole, la Saskatchewan est nettement perdante, puisque son activité économique diminuera de plus d'un milliard de dollars. Plus de 6 000 résidents ont quitté la province en 1985 devant la perspective d'un avenir économique sombre. L'apport positif de la Saskatchewan à la balance commerciale nationale est menacé.

Par ailleurs, le protectionnisme s'intensifie sur les marchés mondiaux. L'économie de la Saskatchewan compte sur les marchés d'exportation pour leur vendre ses produits et sur les importations pour s'approvisionner en biens de consommation et en équipement de production. C'est pourquoi l'augmentation des restrictions commerciales menace notre avenir.

Ces problèmes ne sont pas uniques à la Saskatchewan. En effet, toutes les provinces de l'Ouest subissent le contrecoup de la chute des prix des produits et de l'augmentation des mesures protectionnistes. L'économie de l'Alberta s'essouffle depuis la chute des prix du pétrole et des céréales, celle du Manitoba souffre du fléchissement des prix des céréales, alors que celle

de la Colombie-Britannique vacille sous le poids des droits compensateurs sur le bois d'oeuvre. C'est tout le Canada qui en souffre aussi, étant donné que les exportations de richesses naturelles de l'Ouest constituent le point d'appui de l'excédent commercial national.

Le statu quo n'est pas une option valable. La Saskatchewan et les autres provinces de l'Ouest doivent se diversifier, se développer et s'engager dans des échanges commerciaux afin de maintenir leur niveau de vie. La diversification repose sur la garantie d'accès aux marchés américain et mondiaux. Si nous ne faisons pas d'efforts, nous risquons de perdre nos marchés et de voir du même coup diminuer notre niveau de vie. Pareille issue est inacceptable. La Saskatchewan refuse de devenir une région de disparité économique au Canada.

La vision de la Saskatchewan

L'économie mondiale ne cesse de croître et a besoin des exportations de produits alimentaires et de matières premières ainsi que des technologies provenant de la Saskatchewan. La situation n'a donc rien de désespérant. En fait, l'évolution du commerce international laisse entrevoir des perspectives nouvelles et intéressantes.

L'agriculture demeurera la pierre angulaire de l'économie de la province. Cette industrie peut toutefois se renouveler et devenir plus active au sein d'un marché mondial en évolution. Pour ce faire, elle devra s'adapter de manière à produire les biens que les nouveaux marchés demandent. Il pourrait s'agir notamment d'un plus grand volume de produits alimentaires et industriels à valeur ajoutée, pour lesquels il faudra accroître les équipements de transformation de la province. La Saskatchewan doit absolument mettre au point des facteurs de production à faible coût si elle veut réussir à se tailler une place enviable sur ces marchés de plus en plus compétitifs.

Pour diminuer sa dépendance vis-à-vis des ressources naturelles, la Saskatchewan doit amplifier son potentiel limité d'exportations de ressources. Des projets de transformation ultérieure, telle la valorisation du pétrole lourd, la transformation du lard et du papier, et des projets d'approvisionnement, notamment en produits chimiques agricoles, en engrais et en fils et câbles sont l'amorce de ce programme. L'ensemble de ces projets vise à diminuer notre dépendance vis-à-vis des fournisseurs étrangers, à réduire les coûts grâce à l'élimination du transport, à créer des emplois et à augmenter les revenus.

La diversification ne doit pas se limiter à la production de biens. Ainsi, l'information en tant que phénomène économique peut s'appliquer de diverses manières aux ressources de la province. La Saskatchewan pourrait donc devenir un "centre de rayonnement intellectuel" mondial, avec d'importants centres internationaux de recherche, de développement et de commercialisation dans des domaines tels les technologies alimentaires, le contrôle des eaux et des sécheresses, la biotechnologie agricole et les technologies touchant la potasse, le pétrole lourd et l'uranium. Les connaissances que nous acquerrons dans le cadre de l'expansion de nos grands secteurs de ressources constitueront un produit de valeur dans les années à venir.

Les secteurs des ressources continueront de croître. Qui aurait cru, vers le milieu des années 50, que l'économie provinciale serait transformée par l'exploitation de ressources minérales et pétrolières? Aujourd'hui encore, de nouvelles ressources sont mises à jour et documentées. On découvre et exploite à l'heure actuelle de riches dépôts d'uranium, d'or et de pétrole. Les ressources renouvelables, tel le bois, permettront de transformer sensiblement l'économie du nord de la province.

Les investissements dans le domaine de l'infrastructure du transport public, de l'approvisionnement en eau, de la production hydroélectrique, des communications et du commerce doivent être de nature à appuyer cette vision positive et, à l'occasion, à compenser les baisses cycliques de l'activité économique.

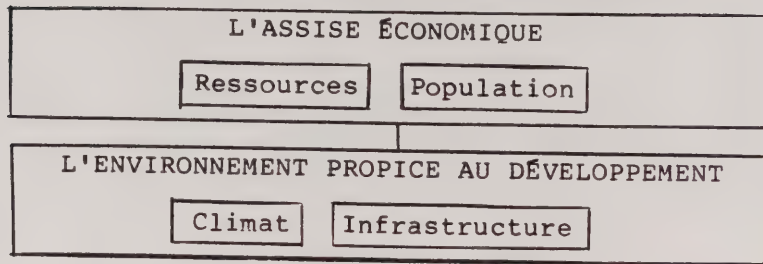
L'économie de la Saskatchewan du XIX^e siècle pourrait être fort différente de maintenant. Cette transformation découlera des efforts que déploieront les gouvernements pour mobiliser l'enthousiasme latent de notre population et son esprit d'entreprise. Une meilleure instruction et une aide visant à inciter les individus et les collectivités à participer sauront faire jaillir cette puissance. Enfin, grâce à une gestion coopérative de l'économie, nous serons certains d'en tirer les meilleurs profits.

Croissance Saskatchewan

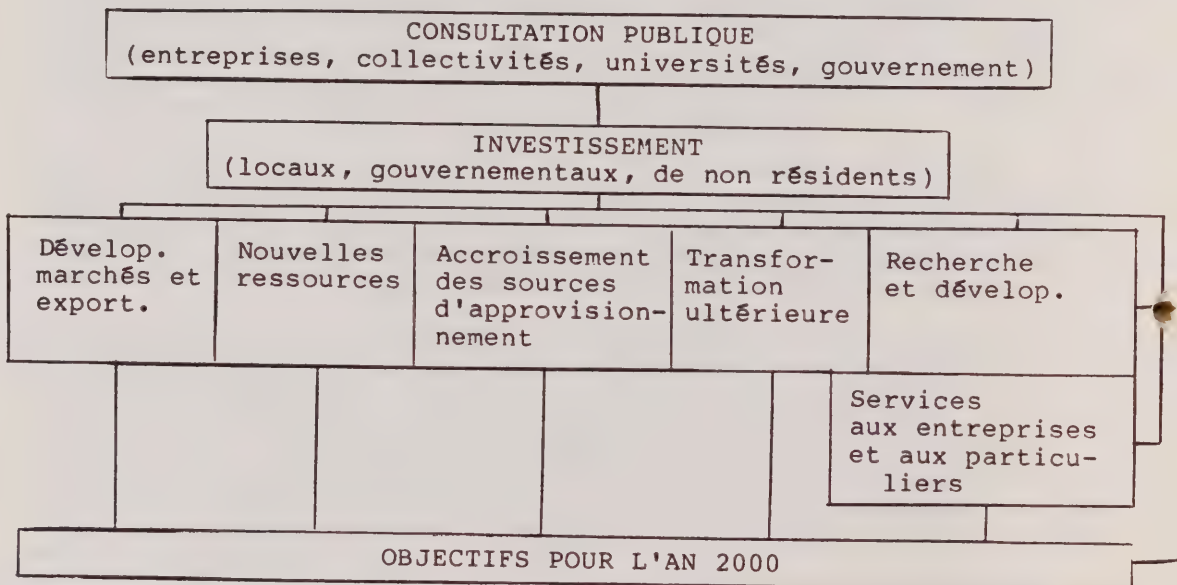
La population de la Saskatchewan croît fermement que nous devons prendre notre avenir en main et nous adapter aux changements si l'on veut assurer la croissance et la prospérité des générations présentes et futures. Au cours des quatre dernières années, notre gouvernement a tenté de catalyser cet esprit d'entreprise naturel en vue de renforcer et de diversifier l'économie de la province.

Le programme Croissance Saskatchewan (Saskatchewan Builds Program) est une orientation qui tient compte des deux atouts de la province -- ses ressources naturelles et sa population -- et qui les fait fructifier. La Saskatchewan a consacré maints efforts à améliorer les conditions afin de permettre une croissance et une diversification économiques. Parallèlement, la province a investi dans son infrastructure sociale et économique, essentielle au soutien du développement économique.

L'ORIENTATION DE LA SASKATCHEWAN



CROISSANCE SASKATCHEWAN
en vue de renforcer et diversifier l'économie



DIVERSIFICATION

emplois - revenus - services
croissance des collectivités

Le programme Croissance progressera au fur et à mesure de ses réalisations. Il faudra pour cela compter sur la coopération et le soutien de tous les intervenants de la scène économique provinciale. Notre gouvernement consultera des individus, des entreprises, des collectivités, des universités et d'autres gouvernements afin d'établir des objectifs précis et définis d'expansion économique d'ici à la fin du siècle. Nous prévoyons que des résidents de la province, des gouvernements et des non-résidents investiront dans divers domaines, ce qui permettra de renforcer et de diversifier l'économie.

La population de la Saskatchewan a commencé à diversifier son économie depuis quatre ans. Les gouvernements et l'industrie ont amélioré la commercialisation internationale de la potasse, en consolidant les organismes de commercialisation de la Saskatchewan et en oeuvrant de concert avec l'ACDI pour développer la demande en Chine. De nouvelles ressources sont exploitées et exploitées à l'heure actuelle, notamment l'or dans le nord et de nouvelles cultures spéciales dans le sud. La province, de concert avec le secteur privé, a encouragé bon nombre de nouvelles entreprises à accroître leurs liens de production avec les produits de base, tels les engrais et les produits chimiques agricoles, les fils et câbles et la transformation ultérieure de la viande de porc et du bois. La recherche s'est accrue grâce aux efforts du nouveau ministère des Sciences et de la Technologie et du Fonds de développement des marchés des produits agricoles. On a également encouragé de nouvelles entreprises de services, surtout dans les secteurs du tourisme et de la santé.

Cette diversification favorisera un développement économique plus stable et plus sûr, qui entraînera à son tour la création de meilleurs emplois et des salaires plus élevés. En fin de compte, une économie forte améliorera le niveau de vie en Saskatchewan et permettra à la province de contribuer pleinement à l'économie nationale.

Les priorités en matière de coopération fédérale

Le Canada peut faire beaucoup pour rendre le climat plus propice au développement économique et à la diversification et pour aider la Saskatchewan et toutes les provinces de l'Ouest à faire fructifier leurs atouts.

1. La politique économique nationale pourrait tenir davantage compte des régions en vue de renforcer les blocs régionaux au sein de la Confédération.
2. Tous les gouvernements doivent poursuivre leurs efforts en vue d'élaborer une stratégie agricole nationale globale, en plus de voir au suivi des activités de cette industrie vitale au pays.
3. Le Canada devrait inscrire les préoccupations des producteurs de matières premières et des agriculteurs comme l'une des premières questions à l'ordre du jour des négociations commerciales bilatérales canado-américaines et à celui de la nouvelle série de négociations du GATT. Notre économie liée aux ressources repose sur la garantie d'accès aux marchés, qui est aussi la clé de nombreuses possibilités de diversification.
4. Tous les gouvernements doivent respecter les engagements qu'ils ont pris de tenter, au cours du processus de réforme de la réglementation, de diminuer les contraintes imposées aux entreprises et au milieu du marché. Nombre de règlements au Canada nuisent inutilement à l'efficacité et à l'expansion économiques. La réglementation dans le domaine des produits chimiques non brevetés, de l'uranium, de la petite entreprise, des céréales et du commerce doit être améliorée en priorité.
5. Les gouvernements fédéral et provinciaux doivent miser sur l'excellence qui caractérise leurs économies, qui se comparent avantageusement à celles d'autres gouvernements étrangers. La Saskatchewan peut, quant à elle, se servir de la réputation internationale qu'elle a acquise dans les domaines des céréales, de la biotechnologie agricole, de la potasse et de l'uranium pour créer des centres de renommée mondiale en matière d'élaboration de politiques et de technologies ainsi que de gestion et de développement à l'échelle internationale. Les projets de ce genre peuvent attirer les pays où l'information représente un phénomène économique et dont l'économie est liée à ces ressources, et peuvent raffermir la position du Canada dans ces industries mondiales importantes dont les activités de gestion et d'information se déroulent trop souvent à l'extérieur du pays.
6. Le temps est venu de se donner une politique économique fédérale clairement axée sur la diversification des provinces de l'Ouest. Car il existe des options susceptibles de rendre cette région moins vulnérable aux dépréciations cycliques des ressources, qui la frappent depuis les débuts de la Confédération.

La Saskatchewan aimerait que les dépenses fédérales soient davantage axées sur les problèmes touchant le développement et la diversification économiques plutôt que d'être uniquement consacrées aux priorités du ministère. Les Ententes de développement économique et régional (EDER) fédérales-provinciales constituent un instrument, déjà en place, qui devrait être axé sur nos priorités mutuelles en matière de diversification, pour nous aider à raffermir nos économies provinciales. La Saskatchewan souhaite négocier de nouvelles ententes auxiliaires dans des domaines comme la transformation alimentaire, la petite entreprise, les industries du transport, le commerce et la recherche dans le domaine de la potasse et la politique et la technologie agricoles à l'échelle mondiale.

7. Les provinces de l'Ouest et le gouvernement fédéral peuvent oeuvrer de concert d'une manière qui soit favorable à leurs intérêts régionaux et nationaux. À leur dernière réunion, qui a eu lieu à Swan River au Manitoba, les provinces de l'Ouest ont invité le gouvernement fédéral à se joindre à elles pour une conférence sur la diversification de l'Ouest en 1987, en vue de donner suite aux discussions des Premiers ministres et de commencer à travailler à la réalisation d'objectifs communs. Le gouvernement fédéral et les provinces de l'Ouest auront ainsi une excellente occasion de faire preuve de l'esprit d'initiative nécessaire pour créer de nouvelles perspectives et pour compenser les effets négatifs de la dépréciation actuelle des ressources.

La Saskatchewan recommande que la conférence prenne la forme d'une tribune sur la diversification de l'Ouest, à laquelle participeraient non seulement le Premier ministre du Canada et ceux des provinces de l'Ouest, mais également des dirigeants des secteurs industriel, agricole, syndicaliste et universitaire qui influencent et dirigent la croissance des provinces de l'Ouest. Un tel format se prêtera davantage à une concentration des débats sur les problèmes et les solutions, que ne le permettait la confrontation plus polarisée entre le gouvernement fédéral et ceux des provinces de l'Ouest, qu'avait suscitée en 1973 la Conférence sur les perspectives économiques de l'Ouest, à Calgary. Cette tribune tiendrait également compte du rôle important que jouent de nombreux autres groupes, que ce soit des individus ou des industries, aux côtés du gouvernement, dans l'élaboration et la concrétisation d'une vision positive pour l'Ouest canadien.

Il importe de maintenir la coopération fédérale-provinciale, aussi bien avant qu'après la tenue de la tribune sur la diversification de l'Ouest. Pour ce faire, il faut mettre sur pied un bureau fédéral-provincial de la diversification de l'Ouest en vue de faire ressortir les questions qui intéressent les provinces de l'Ouest et pour lesquelles des solutions devraient émaner des débats de la tribune. Vu la gravité des questions économiques de l'Ouest, il faut absolument amorcer immédiatement la planification du bureau de la diversification de l'Ouest et de la conférence.

CONCLUSIONS

En 1982, la Saskatchewan a adopté une nouvelle orientation en matière de politique économique, qui a donné des résultats et qui, en 1986, a été restructurée dans le cadre du programme Croissance Saskatchewan. Malgré les conditions économiques et environnementales parmi les plus difficiles des dernières années (une récession mondiale et deux sécheresses), la Saskatchewan a quand même connu croissance et expansion. Les années non moins difficiles qui s'annoncent rendront nécessaire le raffermissement d'une association économique entre les individus, les collectivités, les industries et tous les ordres de gouvernement. Les fondements d'une telle coopération sont maintenant établis et peuvent favoriser l'expansion économique de la Saskatchewan dans les années à venir.

Cette orientation provinciale en matière de développement économique est conforme à la politique économique nationale axée sur les régions. Elle reconnaît la diversité géographique de notre pays ainsi que les compétences fédérales et provinciales. C'est une orientation qui tient compte des conditions et possibilités locales et qui peut satisfaire les intérêts régionaux.

Nous vivons à une période de bouleversements, mais il ne faut pas abdiquer - au contraire, nous devons avoir confiance en nous-mêmes et nous tourner résolument vers l'avenir. Notre pays est issu de grands desseins et de la collaboration qui ont prévalu même en période de grands changements. Les politiques et les interventions fédérales ont toujours été importantes, et elles le demeurent. La Saskatchewan et le gouvernement fédéral doivent coordonner leurs efforts pour faire en sorte que la province et ses résidents bénéficient au maximum des mesures gouvernementales.

800-22/024

CA1
Z 2
C 52Government
PublicationsAnnual Conference
of First MinistersConférence annuelle
des premiers ministresVancouver, British Columbia
November 20-21, 1986Vancouver, Colombie-Britannique
les 20 et 21 novembre 1986ACHIEVING LABOUR FORCE EQUALITY FOR WOMEN
FEDERAL GOVERNMENT INITIATIVES

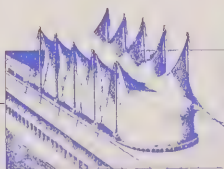
The Government declared its commitment to equality for women at the beginning of its mandate. An integral component of that commitment is equality in the labour force, including equal treatment in hiring and promotion practices, as well as equal access to training and skills development opportunities.

Achieving labour force equality for women has also been identified as a focus for federal-provincial discussion and action. At their Annual Conference in Halifax in November 1985, First Ministers adopted a working paper entitled A Framework for Economic Equality for Women and asked Ministers Responsible for the Status of Women to develop a strategy for achieving equality for women in the labour force. An initial and significant response to that challenge is contained in the paper Towards a Labour Force Strategy: A Framework for Training for Women, submitted to First Ministers in November 1986 by the Ministers Responsible for the Status of Women.

Economic equality for women has thus achieved a significant place on the agenda for discussion in federal-provincial forums. At the same time, the federal government has recognized opportunities for furthering the goal of labour force equality and acted on them through several major initiatives. They include three measures concerned with employment equity and one related to training.

Federal Initiatives

The employment equity initiatives are the Employment Equity Act of 1986 and the Federal Contractors Program, both



administered by Employment and Immigration Canada, and the adoption by the Government of employment equity principles in staffing all public service positions. The training initiative was announced as part of the Canadian Jobs Strategy in June 1985. The Strategy, also implemented by Employment and Immigration Canada, includes six training and work experience programs offering opportunities to women.

The Government introduced the employment equity initiatives following receipt of the Abella Royal Commission report, Equality in Employment, and consultations with provinces and territories, as well as employers and labour organizations. Consultations also took place with the groups designated for employment equity measures.

Similarly, introduction of the Canadian Jobs Strategy was preceded by extensive consultations. Within three months of taking office, the Government issued a Consultation Paper: Training to serve as a basis for discussions with provinces, territories, and other economic and social partners. At the First Ministers' Conference on the Economy in Regina in February 1985, the federal government tabled the paper Employment Opportunities: Preparing Canadians for a Better Future. The paper reported on consultations undertaken by the Minister of Employment and Immigration and outlined the framework for what is now the Canadian Jobs Strategy. The Strategy was implemented in September 1985, setting the government firmly on a course towards overcoming the labour market barriers faced by women.

Overcoming the Barriers

Ministers Responsible for the Status of Women have identified a number of barriers to labour force equality for women:

- ° economic and social barriers, including levels of training allowances, child care availability and cost, and employer attitudes; and
- ° structural barriers, including training eligibility requirements, problems specific to women in rural and remote locations, the inadequacy of counselling, the shortage or absence of language training for aboriginal and immigrant women, and the inflexibility of training course schedules.

The federal government is committed to overcoming the barriers to labour force equality for women and to moving towards a more representative labour market.

Employment Equity

Employment equity means ensuring that anyone applying for work or already employed has a fair chance in the workplace. That anyone should be denied employment opportunities or benefits for reasons unrelated to ability is unacceptable. The federal government's employment equity initiatives address the systemic and other discriminatory labour market barriers faced by women, aboriginal peoples, disabled persons and visible minorities. Women who also belong to one of the other three designated groups have, historically, been doubly disadvantaged.

The Employment Equity Act and Regulations require approximately 800 federally regulated employers to implement employment equity. Beginning in 1988, these companies will report key information on the status of their work forces annually to the Minister of Employment and Immigration. The employers' reports will be made public and will be reviewed by the Canadian Human Rights Commission. The data will provide, for the first time, sufficient information to enable the Canadian Human Rights Commission to initiate investigations where appropriate.

The second major employment equity initiative is the Federal Contractors Program. The program requires that companies with 100 or more employees tendering on federal government goods or services contracts worth \$200,000 or more must certify, in writing, their commitment to implement employment equity as a condition of their bid. Tenders lacking this certification will be declared invalid. Organizations that are awarded contracts are subject to on-site compliance reviews by Employment and Immigration officials. Failure to comply with commitments may result in sanctions, up to and including exclusion from bidding on federal government contracts. The Federal Contractors Program is expected to affect about 900 employers.

The third initiative concerns employment equity in the federal public service. The federal government, Canada's largest employer of women, is committed to applying employment equity principles in all public service staffing actions.

Implementing employment equity at the federal level is expected to have two main effects on women. First, it will create an increasing demand for women, as employees, in a wider range of occupations and at all levels. This, in turn, will place demands on training programs to prepare women for a greater variety of jobs. Second, introducing employment equity at the federal level will serve to demonstrate our commitment to this principle and lead, we hope, to its implementation in other jurisdictions.

Training Initiatives

The Canadian Jobs Strategy represents the federal government's major training initiative to overcome employment barriers facing women. The overall objective of the Strategy is to find long-term solutions to labour market problems by sponsoring training and work experience projects tailored to local labour market needs. We consider this approach superior to the short-term job creation programs that proliferated formerly. Canadian Jobs Strategy programs are designed to assist those most in need of assistance to enter or remain in the labour force, including women, other groups designated in the Employment Equity Act, and other workers encountering employment barriers.

The Strategy has six programs:

- ° Job Entry assists young women and men having difficulty entering the labour market and women re-entering the labour market after an absence of three years or longer.
- ° Job Development addresses problems faced by the long-term unemployed.
- ° Skill Investment is directed towards workers facing layoff because of technological or market changes in the economy.
- ° Skill Shortages is intended to prepare workers to meet emerging skill demands.
- ° Community Futures is designed to assist communities suffering severe labour market problems.
- ° Innovations provides funds to stimulate new approaches to resolving labour market problems.

Four of the programs -- Job Entry, Job Development, Skill Investment and Skill Shortages -- have established targets for participation by women. The targets are intended to ensure that women are represented fairly in each program; the Government prefers this approach over establishing separate programs for women. The ultimate goal is full integration of women throughout the labour market. Targets are expressed as percentages of total program participants. For example, the current target for women in the Job Development program is 35 per cent, a target that has already been exceeded; it will be raised to 43 per cent in 1987-88.

Progress achieved to date is promising, but some concerns persist. In particular, governments will need to focus on ensuring that in future women are represented fairly in all occupational categories rather than concentrated in a small number as they are now. The Canadian Jobs Strategy can help: for example, under the Skill Investment program women facing

layoffs can be trained for different occupations. The Strategy can also help, through its Entry and Re-Entry options, to train young women and women re-entering the labour force for a wider range of jobs. Employers participating in the four programs with targets for participation by women are being urged by Employment and Immigration Canada to include women in the full range of training and work-experience positions available. Similarly, women who are potential trainees under Canadian Jobs Strategy programs are being encouraged to consider all occupational categories.

Areas for Action

Ministers Responsible for the Status of Women have identified several areas for action to achieve equality for women in education and training. Although some of these actions fall primarily within the jurisdiction of the provinces and territories, others require cooperation with the federal government. The principal areas for action are as follows:

- ° changing attitudes
- ° counselling
- ° initiatives in non-traditional areas
- ° the learning environment
- ° training programs and aids
- ° access to training

Changing Attitudes

In our society, certain jobs have been defined traditionally as women's work while others have been considered closed to women. Until that attitudinal barrier is overcome, the complete integration of women in all parts of the labour force is precluded. Federal employment equity initiatives and the Canadian Jobs Strategy are major strides towards breaking down attitudinal barriers.

Employment equity will result in employers hiring women in the full range of occupations at all levels in proportion to their availability in the labour force. The Canadian Jobs Strategy will ensure that some women are trained for jobs other than those traditionally occupied by women. This, in turn, will help demonstrate to other women, especially young women, that their occupational choices are not limited by their sex.

Long before they enter the labour market, however, school-age girls encounter attitudinal barriers. Three recently published studies have looked at the role of education in

overcoming the employment barriers confronting women. When I Grow Up was published by Labour Canada; the other two, Marketing Non-Traditional Jobs to Girls and Women and Women's Experiences in Trades and Technology, were published by Employment and Immigration Canada. One of the most important findings is that very young girls are more likely than their older sisters to be interested in non-traditional work. Attitudes tend to change when the girls are between the ages of 11 and 12. One challenge for society is therefore to identify why the change occurs and how to stop it.

Role models are very important to children and teenagers. Employment equity will help to provide appropriate role models for girls and young women and to demonstrate, in the words of the authors of Marketing Non-Traditional Jobs to Girls and Women, "that women are capable of doing every possible type of job".

This, of course, is only a start. Ministers Responsible for the Status of Women urge governments to foster partnerships with the private and voluntary sectors to advance women's economic equality, and to "undertake a coordinated series of public education initiatives designed to change stereotypical attitudes about women's role in the work force."

Attitudes are also shaped by the terminology we use. Girls and young women are not concerned about whether a job is traditional or non-traditional. According to one of the studies prepared for Employment and Immigration Canada, it is more important to expand the range of jobs that women can consider than to urge a distinct shift from one kind of job to another. Governments must work together with the private and voluntary sectors to meet this challenge.

Counselling

Counselling services, especially for clients who do not have the skills or experience to obtain and maintain a job, are a key function of the country-wide network of Canada Employment Centres operated by Employment and Immigration Canada. Because of factors such as underemployment, interrupted employment histories, and insufficient knowledge of the labour market, women tend to represent a significant share of those receiving employment counselling.

In 1980, Employment and Immigration Canada began developing a comprehensive Competency-Based Training Program for employment counsellors. As a result, professionalism and the quality of counselling services available in Canada Employment Centres have risen significantly. Counselling is a first step in helping women become job-ready and improving their employment prospects. Counselling often involves building self-esteem, expanding occupational horizons, and clarifying employment goals.

One of the courses now being developed is intended to equip counsellors with advanced skills for working with people who face more severe employment barriers. Many such clients are women, especially the doubly-disadvantaged: aboriginal women, disabled women, and visible minority women -- many of whom face a combination of environmental, cultural and personal barriers to productive employment.

As well as individual counselling, Employment and Immigration Canada provides a number of related services. These include group sessions, aptitude and other forms of testing, and tools such as computer programs and Job Finding Clubs designed to help people make occupational choices and develop effective job search techniques.

Initiatives in Non-Traditional Areas

Broadening the range of occupations in which women are represented has been a key concern of women's organizations and of the Government. The most important problem is the ghettoization of women in a narrow range of occupational fields -- clerical, sales and service, for example -- and in some manufacturing jobs where average compensation is low. To expand the range of occupations for women is a task for everyone, starting with the family and the educational system.

Good labour market information is also vital. Employment and Immigration Canada has developed a new system, the Canadian Occupational Projection System (COPS), which provides information on today's occupational labour market and projections of future demands. This information is essential for developing training strategies and counselling materials as well as anticipating skills shortages.

Current predictions by COPS of the ten occupations where major growth will occur between now and 1992 could be considered discouraging to women concerned with breaking out of job ghettos. Several of the occupations fall into the traditional category, and the others, for the most part, are not especially rewarding financially. It is important to remember, however, that these ten occupations are not the only ones offering opportunities. We must strive to help women become fairly represented wherever the opportunities arise.

According to current COPS predictions, the ten occupations where major growth will occur between now and 1992 are:

- ° waiters and waitresses (approximately 60,000 jobs);
- ° bookkeepers (50,000);

- ° secretaries and stenographers (more than 45,000);
- ° truck drivers (45,000);
- ° chefs and cooks (35,000);
- ° janitors (35,000);
- ° nurses (30,000);
- ° cashiers and tellers (30,000);
- ° financial officers (20,000); and
- ° general office clerks (between 15,000 and 20,000).

These projections of occupational demand do not take employment equity into consideration. Pressures facing employers to hire women at all levels of their organizations will bring about some occupational shifts for women that can benefit them in the future.

Through the Canadian Jobs Strategy, the federal government has already tackled some of the barriers women face in seeking training. In 1987-88, through a variety of special measures, efforts will be taken to expand the occupational range for women. They include:

- ° reserving seats for women in institutional training courses for occupations where there is a new or growing demand for workers; this could help women enter non-traditional occupations or move into higher paying occupations;
- ° actively soliciting -- and giving priority to -- proposals from employers for Canadian Jobs Strategy projects to help women move into non-traditional fields.

Apprenticeship is another means for women to break out of job ghettos. At present women account for only 6.3 per cent of total apprenticeship trainees. The federal government is committed to cooperating with provincial and territorial governments to increase that figure. Employment and Immigration Canada funds the classroom portion of apprenticeship; during 1985-86 the Department spent \$79.4 million, or 15.5 per cent of all direct course purchase funding, on apprenticeship training.

The joint review of apprenticeship training now being conducted by Employment and Immigration Canada and the provinces and territories will identify measures to increase the number of women in apprenticeable trades. These measures will be implemented in 1987-88.

Access to Training

A key measure of access to training is the percentage of participants in any training and work experience program who are women. Since implementation of the Canadian Jobs Strategy, female participation in federal employment programs has increased; in 1985-86, women accounted for 46 per cent of participants in Strategy programs, compared to 37 per cent of total participants under previous programs. Since women made up about 42 per cent of the labour force in 1985, it is clear that new programs are providing significantly enhanced access to women.

Several factors have contributed to increasing access to training and work experience. First, training allowances have been increased significantly, thus removing a major systemic barrier. In addition, dependent care expenditures have increased from \$17 million in 1984-85, under former programs, to \$40 million under the Canadian Jobs Strategy in 1985-86.

The barrier created by inflexible schedules has also been addressed. We recognize that many women cannot participate in full-time training courses. Under the new programs, women are encouraged to participate in training on a part-time, as well as full-time, basis. Training and dependent care allowances are scaled to the number of hours of participation. This is a major breakthrough and redresses a long-standing inequity.

For example, a single mother taking 15 hours of part-time training a week and with two children requiring supervision could receive up to \$173 a week for dependent care. Under previous government programs she would not have received a dependent care allowance and probably would not have been able to undertake training.

Rural women and women in the Territories face the additional barrier of distance. Under the new programs, women and others in isolated situations have access to increased living-away-from-home allowances. Accommodation and commuting allowances have also been increased.

Employment and Immigration Canada also provides language training and allowances for new immigrants planning to enter the labour market if they need the training to obtain employment. In addition, pre-training and bridging programs are available through the Canadian Jobs Strategy. Depending on the individual, they might include literacy, numeracy, life skills, and orientation to the labour market, including language upgrading.

The Government has structured the Canadian Jobs Strategy to make it accessible to women. As the figures show, women have taken up the challenge to the extent that their

participation rate in training and work experience projects is now greater than the proportion of women in the labour force. One of the main advantages of the Strategy is its flexibility. That means we can continue to make changes that will benefit women, as their needs and the labour market conditions evolve.

Data Collection and Evaluation

Ministers Responsible for the Status of Women have requested that statistics be maintained on women's participation and success in training, that bridging and preparatory programs be evaluated, that admission criteria be reviewed for courses with low female participation, and that data be analyzed to determine whether education and training are leading to lasting change in the economic situation of women.

The federal government will do its part. Program data from the Canadian Jobs Strategy will identify women participants. Occupational data are being regrouped to match the occupational categories prescribed for the reports required from employers affected by the Employment Equity Act. Monitoring and follow-up surveys are in place and will soon yield data on post-training employment. As well, Strategy programs will be evaluated in 1987-88. Eligibility criteria are reviewed as part of the government's regular monitoring and assessment of program effectiveness.

Projections of the future demand for workers in the various occupational groups will also be updated and made available to interested agencies and institutions.

Conclusion

Since taking office in 1984, the Government has acted on its commitment to equality for women through employment equity initiatives and the Canadian Jobs Strategy. Implementation of employment equity principles in conjunction with training and work experience programs is essential to achieving equality for women in the labour market.

The Government does not intend to stop there, however. Much remains to be done, especially in relation to attitudinal barriers. Building on the achievements of the past two years, we will continue to promote economic equality for women, in part through efforts to attain labour market equality. We welcome the challenges facing us and look forward to working closely with all our partners to achieve labour force equality for women.

- Notes -

CA1
Z 2
C 52Annual Conference
of First MinistersConférence annuelle
des premiers ministresVancouver, British Columbia
November 20-21, 1986Vancouver, Colombie-Britannique
les 20 et 21 novembre 1986

PARVENIR A L'ÉGALITÉ DES FEMMES SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL
MESURES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

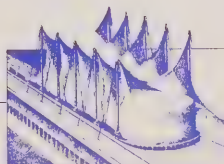
Dès le début de son mandat, le présent gouvernement a fait part de son engagement à assurer l'égalité des femmes. L'égalité sur le marché du travail fait partie intégrante de cet engagement et comprend notamment l'égalité dans les méthodes d'embauchage et d'avancement ainsi que l'égalité d'accès à la formation et aux possibilités de perfectionnement professionnel.

Lors de leur conférence annuelle à Halifax en novembre 1985, les premiers ministres ont approuvé un document de travail intitulé Cadre relatif à l'égalité économique pour les Canadiennes et prié les ministres responsables de la condition féminine d'élaborer une stratégie permettant de parvenir à l'égalité des femmes sur le marché du travail. Le document Pour une stratégie de la main-d'oeuvre... Cadre relatif à la formation des femmes qu'ont rédigé ceux-ci représente un premier et important résultat à cet égard.

L'égalité économique des femmes occupe donc une place importante à l'ordre du jour des rencontres fédérales-provinciales. Le gouvernement fédéral a par ailleurs su déceler des occasions de poursuivre l'objectif d'égalité au sein de la main-d'oeuvre et les mettre à profit grâce à plusieurs initiatives importantes, dont trois mesures visant l'équité en matière d'emploi et une relative à la formation.

Mesures prises par le gouvernement fédéral

Il s'agit de la Loi sur l'équité en matière d'emploi sanctionnée en 1986 et du Programme de contrats fédéraux, tous deux administrés par Emploi et Immigration Canada, ainsi que de



l'application des principes de l'équité en matière d'emploi aux activités de recrutement dans la Fonction publique. En juin 1985, une initiative importante en matière de formation a également été annoncée dans le cadre de la Planification de l'emploi. Grâce à cette stratégie, également mise en oeuvre par Emploi et Immigration Canada, les femmes peuvent profiter des possibilités que leur offrent six programmes de formation et d'expérience de travail.

Le gouvernement a mis de l'avant ses mesures d'équité en matière d'emploi à la suite de la présentation du rapport de la Commission royale Abella, Égalité en matière d'emploi, et des consultations tenues avec les provinces et les territoires ainsi qu'avec les employeurs et les organisations ouvrières. Des consultations ont également eu lieu avec les groupes désignés comme groupes cibles aux fins des mesures d'équité en matière d'emploi.

De même, la mise en oeuvre de la Planification de l'emploi a été précédée de vastes consultations. Moins de trois mois après son entrée en fonctions, le gouvernement a publié un Document d'étude -- Formation sur lequel devaient s'appuyer les discussions avec les provinces, les territoires et les autres partenaires sociaux et économiques. Durant la Conférence des premiers ministres sur l'économie tenue à Regina en février 1985, le gouvernement fédéral a présenté Occasions d'emploi : préparation pour l'avenir. Ce document rendait compte des consultations effectuées par le ministre de l'Emploi et de l'Immigration et il traçait les grandes lignes de ce qui est aujourd'hui la Planification de l'emploi. La mise en oeuvre de la Planification de l'emploi a commencé en septembre 1985, ce qui a fermement placé le présent gouvernement sur la voie menant à l'élimination des obstacles auxquels se heurtent les femmes sur le marché du travail.

Élimination des obstacles

Les ministres responsables de la condition féminine ont cerné un certain nombre d'obstacles s'opposant à la formation professionnelle des femmes :

- ° Les obstacles d'ordre économique et social, notamment au chapitre des allocations de formation, de l'accès aux services de garde d'enfant et de leur coût, de l'attitude des employeurs, etc.

- ° Les obstacles structurels, dont les conditions à remplir pour être admis à recevoir une formation, les problèmes particuliers des femmes résidant dans des localités rurales et éloignées, l'insuffisance du counselling, l'insuffisance ou le manque total de cours de langue pour les femmes autochtones et les immigrantes et l'horaire inflexible des cours de formation.

Le gouvernement fédéral s'est engagé à surmonter les obstacles auxquels font face les femmes et à instaurer un marché du travail plus représentatif.

Équité en matière d'emploi

Par équité en matière d'emploi, on entend que tous ceux qui sont à la recherche d'un emploi ou sont déjà en poste doivent disposer de chances égales dans le milieu de travail. L'on ne peut tolérer que quiconque se voie refuser des possibilités d'emploi ou des avantages connexes pour des motifs étrangers à sa compétence. Les mesures d'équité en matière d'emploi mises de l'avant par le gouvernement fédéral s'attaquent aux obstacles de nature discriminatoire à caractère systémique ou autre auxquels font face les femmes, les autochtones, les personnes handicapées et les membres des minorités visibles. Les femmes qui appartiennent à l'un ou l'autre des trois autres groupes désignés ont donc été, depuis toujours, doublement défavorisées.

La Loi sur l'équité en matière d'emploi et son règlement d'application exigent d'environ 800 employeurs importants régis par le gouvernement fédéral qu'ils mettent en oeuvre l'équité en matière d'emploi. A compter de 1988, ces entreprises soumettront annuellement au ministre de l'Emploi et de l'Immigration des renseignements essentiels sur leur effectif. Les rapports des employeurs seront rendus publics et étudiés par la Commission des droits de la personne. Cette dernière disposera pour la première fois de renseignements suffisants pour entreprendre des enquêtes au besoin.

La deuxième mesure importante relativement à l'équité en matière d'emploi est le Programme de contrats fédéraux. Le programme exige que les entreprises comptant au moins 100 employés qui soumissionnent la fourniture à l'État de biens ou de services d'une valeur minimale de \$200,000 attestent par écrit de leur engagement à mettre en oeuvre les principes d'équité en matière d'emploi. Les soumissions qui ne seront pas accompagnées de l'attestation d'engagement seront déclarées nulles. Les fonctionnaires d'Emploi et Immigration effectueront des vérifications de conformité auprès des entreprises titulaires d'un marché. Celles qui ne respecteront pas leur engagement

pourront faire l'objet de sanctions allant jusqu'à l'interdiction de présenter des soumissions à des marchés de l'administration fédérale. Le Programme de contrats fédéraux devrait toucher environ 900 employeurs.

La troisième mesure a trait à l'équité en matière d'emploi dans la fonction publique fédérale. Le gouvernement fédéral, qui dispose de l'effectif féminin le plus important au Canada, s'est engagé à appliquer les principes de l'équité en matière d'emploi à toutes les activités de dotation au sein de la fonction publique.

Sa mise en oeuvre à l'échelon fédéral devrait avoir deux conséquences principales pour les femmes. Tout d'abord, on cherchera à embaucher celles-ci dans un plus large éventail de professions, à tous les niveaux, ce qui à son tour rendra nécessaires des programmes de formation préparant les femmes à une plus grande variété d'emplois. En second lieu, nous sommes certains que la mise en oeuvre de mesures concernant l'équité en matière d'emploi prouvera notre volonté d'assurer l'égalité d'accès à l'emploi et comptons qu'elle incitera d'autres autorités à mettre en oeuvre la même politique.

Mesures de formation

La Planification de l'emploi constitue la principale initiative du gouvernement fédéral en matière de formation en vue d'éliminer les obstacles à l'emploi des femmes. Cette stratégie a comme objectif global de trouver des solutions à long terme aux problèmes du marché du travail grâce au parrainage de projets de formation et d'expérience professionnelle adaptés aux besoins du marché du travail local. Nous estimons que cette approche est supérieure aux anciens programmes de création d'emplois à court terme que nous avons vus se multiplier. Les programmes de la Planification de l'emploi sont conçus pour aider ceux qui en ont le plus besoin à accéder au marché du travail ou à y demeurer, y compris les femmes, les autres groupes désignés dans la Loi sur l'équité en matière d'emploi et d'autres travailleurs qui font face à des obstacles en matière d'emploi.

La Planification de l'emploi compte six programmes :

- ° Intégration professionnelle vient en aide aux jeunes, femmes et hommes, éprouvant des difficultés à entrer sur le marché du travail et aux femmes rejoignant les rangs de la population active après une absence de trois ans ou plus.
- ° Développement de l'emploi répond aux problèmes des chômeurs de longue date.

- ° Acquisition de compétences est destiné aux travailleurs menacés de licenciement en raison des changements technologiques ou de l'évolution des marchés.
- ° Le Programme relatif aux pénuries de main-d'oeuvre vise à faire acquérir aux travailleurs les compétences pour lesquelles une demande se dessine.
- ° Développement des collectivités a pour objet d'aider les collectivités qui éprouvent de sérieux problèmes d'emploi.
- ° Le Programme d'aide à l'innovation assure un financement dont le but est de favoriser l'élaboration de nouvelles formules permettant de régler les problèmes du marché du travail.

Quatre de ces programmes, à savoir Intégration professionnelle, Développement de l'emploi, Acquisition de compétences et le Programme relatif aux pénuries de main-d'oeuvre, comportent des objectifs en ce qui concerne la participation des femmes. Ceux-ci visent à assurer une participation équitable des femmes à chaque programme, solution que le gouvernement préfère d'ailleurs à la création de programmes distincts pour les femmes. Le but ultime est la pleine intégration des femmes dans l'ensemble du marché du travail. Les objectifs sont exprimés sous la forme de pourcentages du nombre total de participants. Par exemple, l'objectif de participation féminine au programme Développement de l'emploi, qui est actuellement de 35 %, a déjà été dépassé et il sera porté à 43 % en 1987-1988.

Les progrès réalisés à ce jour sont prometteurs. Mais certains domaines continuent à présenter des difficultés. En particulier, les gouvernements devront surtout veiller à ce qu'à l'avenir les femmes soient représentées de façon équitable dans tous les groupes professionnels, plutôt que concentrées dans un nombre restreint de professions, comme c'est présentement le cas. La Planification de l'emploi peut apporter des solutions; par exemple, des femmes menacées de licenciement peuvent recevoir une formation les préparant à d'autres professions dans le cadre du Programme Acquisition de compétences. De même, les options Intégration et Réintégration permettent d'offrir aux jeunes femmes et aux femmes retournant sur le marché du travail des cours de formation en vue d'emplois très variés. Emploi et Immigration Canada incite fortement les employeurs qui participent aux quatre programmes pour lesquels des objectifs de participation des femmes ont été arrêtés, à offrir à ces dernières toutes les possibilités de formation et d'expérience de travail. Par ailleurs, il encourage aussi les éventuelles femmes

stagiaires au sein des programmes de la Planification de l'emploi à tenir compte de l'éventail complet des possibilités professionnelles.

Domaines dans lesquels une action a été reconnue nécessaire

Les ministres responsables de la condition féminine ont cerné plusieurs domaines dans lesquels un plan d'action s'impose pour parvenir à l'égalité des femmes en matière d'instruction et de formation. Certaines des mesures proposées relèvent fondamentalement des provinces et des territoires, mais d'autres exigent la collaboration avec le gouvernement fédéral. Il s'agit principalement des domaines suivants :

- ° L'évolution des attitudes;
- ° Le counselling;
- ° Les initiatives concernant les professions traditionnellement masculines;
- ° Le milieu de formation;
- ° Les programmes de formation et le matériel didactique;
- ° L'accès à la formation.

Les réalisations du gouvernement fédéral dans chacun de ces domaines sont examinées ci-dessous.

L'évolution des attitudes

Depuis toujours, dans notre société, certains emplois sont considérés comme "féminins" et d'autres sont interdits aux femmes. Tant que nous n'aurons pas transformé ces attitudes, l'intégration professionnelle des femmes dans tous les secteurs du marché du travail sera impossible. Les mesures d'équité en matière d'emploi et la Planification de l'emploi, initiatives fédérales, constituent des lignes de force importantes dans la lutte contre les attitudes mentionnées.

Grâce à l'équité en matière d'emploi, les employeurs embaucheront des femmes dans toute la gamme des professions, en nombre proportionnel à la place qu'elles occupent dans la population active. La Planification de l'emploi assurera la formation de certaines femmes dans des emplois autres que ceux qui sont traditionnellement considérés comme "féminins". Ce fait

aidera à convaincre les autres femmes, particulièrement les jeunes filles, qu'il n'y a pas de distinction entre les professions fondée sur l'appartenance sexuelle.

Cependant, bien avant qu'elles entrent sur le marché du travail, les jeunes filles d'âge scolaire se heurtent déjà à des obstacles attribuables aux attitudes. Trois études publiées récemment s'intéressent au rôle de l'éducation pour éliminer les obstacles à l'emploi des femmes. La première, publiée par Travail Canada, s'intitule Quand je serai adulte et les deux autres, publiées par Emploi et Immigration Canada, ont comme titre Comment inciter les jeunes filles et les femmes à entrer dans les professions traditionnellement réservées aux hommes et l'expérience des femmes dans les métiers et les professions de pointe. L'une des plus importantes conclusions de ces études est que les cadettes ont tendance, plus que leurs aînées, à s'intéresser aux emplois traditionnellement réservés aux hommes. De façon générale, on constate que les attitudes évoluent vers l'âge de 11 ou 12 ans. Il appartient donc à la société de cerner les causes de cette évolution et de trouver les moyens de l'empêcher.

L'existence de modèles appropriés à imiter est très importante pour les enfants et les adolescents. L'équité en matière d'emploi contribuera à offrir de tels exemples aux filles et aux femmes et à montrer que, comme l'affirment les auteurs du rapport Comment inciter les jeunes filles et les femmes à entrer dans les professions traditionnellement réservées aux hommes, les femmes sont capables d'exercer n'importe quel emploi.

Bien entendu, il ne s'agit que d'un point de départ. Les ministres responsables de la condition féminine pressent les gouvernements de favoriser les associations avec le secteur privé et les organismes bénévoles afin de faire progresser l'égalité économique des femmes, ainsi que de prendre des initiatives coordonnées en matière d'instruction de façon à changer les attitudes stéréotypées en ce qui concerne le rôle des femmes dans la population active.

Les mots que nous employons contribuent aussi à forger les attitudes. Les jeunes filles et les jeunes femmes ne se soucient pas de savoir si un emploi est traditionnellement féminin ou traditionnellement réservé aux hommes. Selon l'une des études effectuées pour Emploi et Immigration Canada, il importe davantage d'élargir l'éventail des emplois vers lesquels les femmes peuvent envisager de se diriger, plutôt que d'inciter celles-ci à choisir certaines professions plutôt que d'autres. Les gouvernements doivent unir leurs efforts à ceux du secteur privé et des groupes bénévoles pour venir à bout de ce problème.

Counselling

Les services de counselling, spécialement à l'intention des clients qui n'ont pas les compétences ou l'expérience nécessaires pour obtenir ou conserver un emploi, constituent l'une des fonctions essentielles du réseau pancanadien des Centres d'emploi du Canada établis par Emploi et Immigration Canada. Pour des raisons tenant au sous-emploi, à l'interruption d'activité et au fait de ne pas connaître suffisamment le marché du travail, les femmes représentent une proportion importante de ceux qui reçoivent des services de counselling.

Depuis 1980, Emploi et Immigration Canada parraine un programme complet de formation axée sur les compétences à l'intention des conseillers en matière d'emploi. Une telle formation a d'ailleurs permis d'accroître considérablement le sérieux et la qualité des services de counselling offerts dans les Centres d'emploi du Canada. Ces services sont la première étape en vue d'aider les femmes à se préparer à occuper un emploi ou d'améliorer leurs possibilités d'emploi. Ils contribuent souvent à créer chez elles une meilleure estime de soi, à élargir leurs horizons professionnels et à préciser leurs objectifs d'emploi.

Un des cours de formation en counselling actuellement en préparation est destiné à préparer davantage les conseillers à leur travail auprès des clients qui doivent surmonter des obstacles graves à l'emploi. Le cours aiguïsera la sensibilité des conseillers et développera leur capacité à aider ceux qui sont particulièrement défavorisés sur le plan de l'emploi. La plupart des clients qui ont besoin d'un service de counselling plus complet sont des femmes -- et en particulier des femmes doublement désavantagées du fait qu'elles sont autochtones, handicapées ou membres de minorités visibles -- qui, en majorité, sont tenues à l'écart d'un emploi productif par une combinaison de facteurs environnementaux, culturels et personnels.

En plus du counselling individuel, Emploi et Immigration offre un certain nombre de services connexes. Ceux-ci comprennent notamment des séances de groupe, des tests d'aptitudes ou autres et l'utilisation de divers outils, par exemple des programmes informatisés et les Clubs de placement, destinés à faciliter l'orientation professionnelle du client et l'acquisition de techniques de recherche d'emploi efficaces.

Initiatives dans les professions traditionnellement réservées aux hommes

Élargir l'éventail des professions où les femmes sont représentées a toujours été une préoccupation essentielle des associations féminines et du présent gouvernement. En effet, le

plus important problème des femmes est celui du ghetto qui les confine dans un champ limité de professions -- travail de bureau, vente et services, par exemple -- et dans certains emplois du secteur manufacturier où la rémunération moyenne est faible. La tâche de permettre l'accessibilité des femmes à un éventail toujours plus grand de professions nous incombe à tous, à commencer par la famille et le système d'enseignement.

Il est également essentiel de disposer de renseignements sur le marché du travail. Emploi et Immigration Canada a mis au point le Système de projections des professions au Canada (SPPC) qui fournit des données sur le marché de l'emploi actuel et fait des projections quant à la demande future. Ces renseignements sont essentiels à la mise au point de stratégies de formation et de matériels de counselling ainsi qu'à la prévision des pénuries de main-d'oeuvre spécialisée.

Selon les prévisions actuelles établies par le SPPC relativement aux dix professions qui connaîtront la plus forte expansion d'ici l'année 1992, la situation pourrait sembler décourageante pour les femmes désireuses de sortir des professions-ghettos. Plusieurs de ces professions sont des professions traditionnellement féminines et les autres ne sont pas pour la plupart des professions très rémunératrices. Il importe toutefois de se rappeler que ces dix professions ne sont pas les seules à offrir des débouchés. Nous devons nous efforcer d'aider les femmes à être représentées dans une proportion équitable partout où cela est possible.

D'après les prévisions actuelles du Système de projections des professions au Canada, les dix professions qui connaîtront la plus grande expansion jusqu'en 1992 sont les suivantes :

- ° serveurs et serveuses (environ 60,000 emplois);
- ° teneurs de livres (environ 50,000);
- ° secrétaires et sténographes (plus de 45,000);
- ° chauffeurs de camion (environ 45,000);
- ° chefs et cuisiniers (environ 35,000);
- ° concierges (environ 35,000);
- ° infirmières (plus de 30,000);
- ° caissiers (environ 30,000);

- agents des services financiers (environ 20,000); et
- ° commis de bureau (entre 15,000 et 20,000).

Les projections sur la demande de professions ne tiennent pas compte de l'équité en matière d'emploi. Les pressions qui seront exercées sur les employeurs afin de les inciter à recruter des femmes à tous les paliers de leur organisation entraîneront des changements professionnels dont les femmes pourraient bénéficier dans l'avenir.

Grâce à la Planification de l'emploi, le gouvernement fédéral a déjà levé certains obstacles auxquels se heurtaient les femmes à la recherche de formation. En 1987-1988, grâce à diverses mesures spéciales, des efforts seront entrepris en vue d'élargir la gamme des professions accessibles aux femmes; elles consisteront entre autres à :

- ° réserver des places aux femmes dans les cours de formation en établissement dans les cas où apparaît ou apparaîtra une demande de travailleurs; ainsi les femmes pourraient accéder à des professions traditionnellement réservées aux hommes ou accéder à des professions mieux rémunérées;
- ° lancer des appels de propositions et donner la priorité aux projets mis sur pied par les employeurs dans le cadre de la Planification de l'emploi afin de permettre aux femmes d'avoir accès à des champs d'activité non traditionnels.

L'apprentissage constitue un autre moyen pour les femmes de sortir des ghettos d'emploi. Actuellement, celles-ci ne représentent que 6.3 % de l'ensemble des apprentis. Le gouvernement fédéral a pris l'engagement de collaborer avec les gouvernements provinciaux et territoriaux en vue d'accroître ce taux. Emploi et Immigration finance le volet théorique de l'apprentissage. En 1985-1986, EIC a versé \$79.4 millions pour la formation en apprentissage, soit 15.5 % de tous les fonds affectés directement à l'achat de cours.

L'étude de la formation en apprentissage menée conjointement par EIC et les provinces et territoires permettra de cerner les mesures qui permettront d'augmenter le nombre de femmes dans les métiers faisant l'objet d'un apprentissage. Ces mesures seront mises en oeuvre en 1987-1988.

Accès à la formation

Le pourcentage de femmes qui participent à un programme de formation ou qui acquièrent une expérience pratique constitue un indice important de l'accès à la formation. Depuis la mise en

oeuvre de la Planification de l'emploi, la participation des femmes aux programmes d'emploi fédéraux a augmenté : en 1985-1986, les femmes comptaient pour 46 % des participants aux programmes de la Planification de l'emploi, comparativement à 37 % dans l'ensemble des anciens programmes. Puisque la proportion des femmes dans la population active était, en 1985, d'environ 42 %, il ne fait aucun doute que les nouveaux programmes sont beaucoup plus accessibles aux femmes.

Plusieurs facteurs ont permis d'accroître l'accessibilité à la formation. D'abord, les allocations de formation ont été augmentées considérablement, ce qui élimine un obstacle systémique important. De plus, le coût des indemnités de garde des personnes à charge est passé de \$17 millions pour les programmes de 1984-1985, à \$40 millions pour la Planification de l'emploi en 1985-1986.

On s'est également attaqué à l'obstacle que constituait la rigidité des programmes. Pour bon nombre de femmes, il est impossible de participer à des programmes de formation à temps plein. Dans les nouveaux programmes, les femmes sont donc aussi invitées à participer à la formation à temps partiel. Les allocations de formation et de garde des personnes à charge sont proportionnelles au nombre d'heures de formation. Il s'agit d'une percée importante qui répare une injustice de longue date.

Par exemple, une mère de famille monoparentale qui suit une formation à temps partiel de 15 heures par semaine et qui a deux enfants à faire garder pourrait recevoir jusqu'à \$173 par semaine pour la garde de personnes à charge. En vertu des anciens programmes gouvernementaux, elle n'aurait pas reçu une telle allocation et n'aurait vraisemblablement pas pu entreprendre une formation.

Les femmes des régions rurales et des Territoires du Nord-Ouest doivent surmonter un obstacle supplémentaire, celui de la distance. En vertu des nouveaux programmes, celles-ci et d'autres dans des situations d'isolement peuvent recevoir des allocations de séjour hors du foyer plus élevées qu'auparavant. Les allocations de logement et de trajets quotidiens ont aussi été augmentées.

Emploi et Immigration Canada offre également des allocations et des cours de langue aux immigrants qui se destinent au marché du travail et ont besoin de cette formation pour obtenir un emploi. En outre, des programmes préparatoires à la formation et des cours de rattrapage sont offerts, dans le cadre de la Planification de l'emploi. Ces programmes

comprennent, selon les besoins, des cours d'alphabétisation, de dynamique de la vie, d'orientation au marché du travail ainsi que des cours de perfectionnement linguistique.

Le gouvernement a incorporé un certain nombre d'éléments à la Planification de l'emploi pour la rendre accessible aux femmes. Comme les chiffres l'indiquent, ces dernières en ont profité dans la mesure où la part qu'elles occupent dans les cours de formation et les projets d'expérience de travail est proportionnellement plus importante que celle qu'elles ont dans la population active. Un des principaux avantages de la Planification de l'emploi, c'est sa souplesse : nous pouvons continuer d'y apporter des changements dont les femmes bénéficieront selon l'évolution des besoins et des conditions du marché du travail.

Collecte et évaluation des données

Les ministres responsables de la condition féminine ont formulé les vœux suivants : que soient tenues des statistiques sur la participation des femmes et le succès de la formation, que soient évalués les programmes préparatoires et de rattrapage, que soient révisés les critères d'admission aux cours où la participation des femmes est basse et que soient analysées les données afin de déterminer si le fait de suivre des études et une formation entraîne un changement durable de la situation économique des femmes.

Le gouvernement fédéral fera sa part. Les données des programmes de la Planification de l'emploi permettent de déterminer la participation des femmes. Celles portant sur les professions sont regroupées selon les catégories professionnelles visées dans les rapports que les employeurs sont tenus de fournir en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi. Des enquêtes de suivi et de contrôle sont en cours et permettront bientôt de réunir des données sur l'emploi suivant la formation. De plus, une évaluation de la Planification de l'emploi aura lieu en 1987-1988. La révision des critères d'admissibilité est effectuée dans le cadre du suivi continu et de l'évaluation opérationnelle de l'efficacité du programme.

Les projections du SPPC sur la demande par profession seront mises à jour et offertes aux organismes et établissements intéressés.

Conclusion

Depuis 1984, le gouvernement s'est efforcé de concrétiser son engagement relatif à l'égalité des femmes grâce à des mesures d'équité en matière d'emploi et à la Planification de l'emploi. La mise en oeuvre des principes d'équité en matière d'emploi, liée aux programmes de formation et d'expérience de travail, est d'importance primordiale pour que les femmes soient traitées avec équité sur le marché du travail.

Toutefois, le gouvernement n'a pas l'intention de s'arrêter là; il y a encore beaucoup à faire, en particulier pour modifier les attitudes qui constituent des obstacles. Forts des réalisations des deux dernières années, nous allons continuer de favoriser l'égalité économique des femmes, notamment grâce à des mesures visant l'égalité sur le marché du travail. C'est avec plaisir que nous relevons les défis qui se présentent à nous et que nous nous apprêtons à travailler en étroite collaboration avec tous nos partenaires, au cours des prochaines années, afin que les femmes deviennent membres à part entière de la population active.

- Notes -

- Notes -

CAI
Z 2
C 52

DOCUMENT: 800-22/ 025

ANNUAL CONFERENCE
OF
FIRST MINISTERS

TOWARDS A LABOUR FORCE STRATEGY :
A FRAMEWORK FOR TRAINING FOR WOMEN

FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL



Vancouver
November 20 and 21, 1986

TOWARDS A LABOUR FORCE STRATEGY:
A FRAMEWORK FOR TRAINING FOR WOMEN

Introduction

In November 1985, in Halifax, First Ministers laid the groundwork for a coordinated, intergovernmental approach to women's equality in the work force by adopting a working paper entitled A Framework for Economic Equality for Women. The paper represented a concrete commitment to the goal of economic equality for women. As a first step, it was agreed that federal, provincial and territorial Ministers Responsible for the Status of Women would develop a detailed strategy to address the special difficulties women face in acquiring new job skills.

From the beginning, it was understood that each jurisdiction would set its own course in the effort to achieve labour force equality for women. Beyond increasing the availability of training programs, it was also decided that governments would be able to choose from a range of policy and program options, including access to affordable child care, extension of existing maternity benefits, introduction of employment equity and pay equity legislation, and improvement of existing pension plans.

Training and skills development are often the only options open to women who want to improve their employment prospects. But training cannot be separated from the formal education system that establishes the basic foundation for women who will one day enter the work force. For this reason, governments agreed to address training and skill development in the broadest sense.

Common Barriers

In 1985 women earned on average only 66 per cent of what men earned. Since their average earnings are consistently lower than men's, many women do not have the financial resources to overcome the barriers to labour force equality. Female family heads form one of the most disadvantaged groups in Canadian society. Eighty-nine per cent of single-parent families are headed by women, and half of them live below the poverty line. Three out of every five poor adults in Canada are women.

Women in Canada face a great number of barriers that make it difficult to obtain appropriate job-related training.

Economic and social barriers

- ° Many women lack the resources to give up their existing jobs to enter full-time training programs.
- ° Women on social assistance may lose their benefits if they enroll in training programs.
- ° Training allowances for women who do enter full-time programs often fail to reflect the cost of living.
- ° The lack of affordable child care - particularly infant and after school care - is a major barrier to training for many women.
- ° Employers often fail to support women's career advancement through ongoing training and skill development.
- ° Employers are often uneasy about hiring or promoting women, especially in non-traditional jobs.

Structural Barriers

- ° Eligibility requirements for certain training programs often restrict women's participation.
- ° In rural and northern regions, the cost of travel and a lack of child care or suitable accommodation make it difficult for many women to enter training programs.
- ° Employment counselling is often inadequate, or oriented toward traditional jobs.
- ° The lack of English or French language training can prevent native and immigrant women from learning new skills.

- It is difficult to transfer credits and training credentials between provinces and countries.
- Inflexible course schedules often fail to reflect women's family-related responsibilities.

Equality in Education and Training

Education and training are essential ingredients in facilitating equality in the labour force. In recognition of this, First Ministers have made a commitment to expand learning opportunities for women to ensure their full and equal participation in the economic life of the nation.

Equality in education and training is the term used to highlight the measures necessary to achieve the goal of equality within educational and training programs across the country. These measures will ensure that the learning environment in primary, secondary and post-secondary educational institutions supports and encourages equality between women and men. Since the learning environment can extend well beyond the walls of the classroom, the principles of equality in education and training also applies to training in the work place and in other non-institutional settings. Equality in education and training involves changes in curricula, educational materials and policies to promote positive attitudes towards the abilities, accomplishments and aspirations of women. It also includes measures to ensure that women have fair access to education and training, and that the necessary support systems such as child care are available.

A special effort will be made to provide training opportunities for:

1. young women entering the job market for the first time;
2. women re-entering the job market;
3. women who need re-training or skill upgrading; and
4. women attempting to enter non-traditional fields.

In addition, training programs will be designed to meet the special needs and requirements of:

1. native women;
2. immigrant women;
3. disabled women; and
4. women in rural and northern communities.

First Ministers are committed to the principle that the participation of women in training programs should, as a minimum goal, reflect their overall representation in the work force, allowing for regional differences. As well, training should, wherever possible, be linked with income support, child care, pre-employment, and other supplementary programs to help women enter the work force.

Equality in Education and Training: A Framework for Action

First Ministers are committed to equality in education and training as a necessary prerequisite to achieving economic equality for women. It is with this goal in mind that First Ministers endorse the following measures, which together form a framework for action.

In implementing this framework, it is understood that the individual governments will determine which measures can be adopted immediately and which will be developed over the longer term, depending on their priorities and resources. It is also understood that implementation of the Framework for Action will involve continuing cooperation among the public, private and voluntary sectors.

1. Changing Attitudes

- 1.1 Given the significant impact of sex stereotypes on women's self-esteem and confidence, it is essential that information on career opportunities, new and emerging occupations, and the permanence of women's participation in the work force be provided to society as a whole. Governments will therefore foster partnerships with the private and voluntary sectors to advance women's economic equality.
- 1.2 To ensure cooperation among all participants in this process, governments will undertake a coordinated series of public education initiatives designed to change stereotypical attitudes about women's role in the work force.

2. Educational and Training Programs

2.1 Counselling

- All counselling will be non-sexist, free from prejudice and racial discrimination and reflective of the changing nature of the modern labour market.

- Counsellors will make a special effort to educate female students on the importance of mathematics and science training in determining future career options.
- Counselling services will be available as part of any training program.

2.2 Initiatives in Non-Traditional Areas

- Initiatives will be undertaken to increase the number of women in apprenticeship programs. Business and organized labour will be encouraged to establish new positions and to support the involvement of women in apprenticeships.
- The number of women in training programs for non-traditional jobs, including managerial, professional and decision-making positions, will be increased through an aggressive marketing and information campaign aimed at new candidates.

2.3 The Learning Environment

- Female instructors will be appointed in non-traditional areas wherever possible.
- Instructors, counsellors, administrators and other academic staff will be made more aware of the barriers that women face in the workplace and will be encouraged to assist women to consider a full range of occupations in planning a career.
- Governments will encourage educational institutions to increase the representation of women in senior management and decision-making positions.

2.4 Training Programs and Aids

- Training program materials and resources will reflect the cultural background as well as the economic circumstances of women.
- Educational institutions will provide some combination of catch-up courses, foundation courses, pre-trade courses and distance education to improve women's access to training.

3. Access to Training

- 3.1 Governments will ensure that funding for child care expenses, training allowances, accommodation allowances and transportation costs for trainees is adequate to enable women to undertake training.

- 3.2 Governments will take initiatives to overcome the difficulties immigrant women face in getting recognition of foreign credentials.
- 3.3 The scheduling of training programs will be made more flexible. Governments and institutions will consider developing modular training packages, and institutions will be encouraged to accommodate part-time workers who are attempting to upgrade their skills.
- 3.4 Language courses will be a standard component of training programs for immigrant and native women.
- 3.5 Information on training programs will be marketed to women, with a special emphasis on reaching women in rural and isolated areas and in a manner that is sensitive to different cultures and languages.
- 3.6 Courses will be offered in remote and northern communities where appropriate.
- 3.7 Governments will make provision where necessary for pre-training or bridging programs, particularly in the areas of literacy, numeracy and pre-employment skills, so that women can have access to regular training programs.

Data Collection and Evaluation

In order to be able to determine the success of these measures, the following steps will be taken:

1. Statistics on training activities will be kept in such a way as to allow all governments to monitor women's participation and their success rate.
2. There will be an evaluation of all bridging or preparatory programs to assess their role in the overall training strategy.
3. Admission criteria for training courses with low female participation will be reviewed.
4. The collected data will be reviewed to ensure that equality in education and training measures are bringing about lasting change in the economic situation of women.

Intergovernmental Cooperation

To ensure the framework for action for equality in education and training becomes a reality, First Ministers direct that:

1. a joint federal-provincial-territorial meeting of Ministers Responsible for the Status of Women and Ministers with labour market responsibilities be held to implement the measures in the framework for action;
2. the Council of Ministers of Education review the progress made in implementing the relevant equality in education and training measures;
3. Ministers responsible for the Status of Women report to First Ministers at the next First Ministers' Conference on progress made in 1987.

Commitment to Action

At the 1985 Annual Conference of First Ministers, held in Halifax, First Ministers endorsed the principle of economic equality for women and set out the framework for an intergovernmental strategy for equality in the labour force. It was agreed that all governments would develop a detailed strategy to address the training needs of women. Improved access to relevant training will enable women to take full advantage of changing economic conditions. It is also understood that any investment for women will translate into increased economic benefits for all of society.

In endorsing the variety of measures outlined in the framework for action, First Ministers have reaffirmed their commitment to economic equality for women and have recognized that equality in education and training is a necessary first step to reaching this goal.

First Ministers recognize that outdated attitudes towards women's employment are responsible for many of the problems women face in the labour market. For this reason, they are committed to joining private and voluntary agencies in advancing women's economic equality. To ensure cooperation among all participants, governments will undertake a series of public education initiatives.

The framework for action is a crucial component of an overall labour force strategy. When implemented, the measures outlined here by First Ministers will help women gain access to all aspects of learning and training. As a consequence of these actions, the women of Canada will advance towards economic equality.

En appuyant les diverses mesures énoncées dans le cadre d'intervention, les premiers ministres ont affirmé à nouveau leur engagement face à l'égalité économique des femmes et ont reconnu que l'égalité en matière d'éducation et de formation est une première étape nécessaire pour atteindre cet objectif.

Les premiers ministres reconnaissent que certaines attitudes dépassées quant à l'emploi des femmes sont à l'origine de bon nombre des problèmes auxquels font face les Canadiennes sur le marché du travail. Pour cette raison, ils se sont engagés à collaborer avec le secteur privé et les organismes bénévoles pour promouvoir l'égalité économique des femmes. En vue d'assurer la collaboration de tous les intervenants, les gouvernements entreprendront une série d'activités d'éducation du public.

Le cadre d'intervention est un élément essentiel de la stratégie globale visant la main-d'oeuvre. Lorsqu'elles seront mises en oeuvre, les mesures présentées ici par les premiers ministres garantiront aux femmes un accès plus facile à tous les volets de l'enseignement et de la formation, ce qui permettra aux Canadiennes de progresser vers l'égalité économique.

4. Examiner les données recueillies afin de s'assurer que les mesures prises pour parvenir à l'égalité en matière d'éducation et de formation se traduisent par une amélioration permanente de la situation économique des femmes.

Collaboration intergouvernementale

Afin que le cadre d'intervention concernant l'égalité en matière d'éducation et de formation devienne réalité, les premiers ministres demandent :

1. qu'une conférence fédérale-provinciale-territoriale mixte des ministres responsables de la condition féminine et des ministres responsables de l'emploi ait lieu pour amorcer la mise en application des mesures préconisées dans le cadre d'intervention;

2. que le Conseil des ministres de l'Éducation

examine les progrès accomplis dans la mise en oeuvre de mesures visant l'égalité en matière d'éducation et de formation professionnelle;

3. que les ministres responsables de la condition féminine fassent rapport aux premiers ministres des progrès réalisés en 1987, lors de la prochaine conférence des premiers ministres.

Engagement à agir

Lors de la conférence qui s'est tenue à Halifax en 1985, les premiers ministres ont souscrit au principe de l'égalité économique des femmes et ont jeté les bases d'un cadre de travail en vue d'en arriver à une stratégie intergouvernementale d'égalité sur le marché du travail. Il a été convenu que tous les gouvernements élaboreraient une stratégie détaillée permettant de traiter des besoins des femmes en matière de formation. Un meilleur accès à une formation adéquate permettra aux femmes de tirer pleinement avantage de la situation économique changeante. On reconnaît également que toute mesure visant à favoriser les femmes se traduira par des avantages économiques accrus pour l'ensemble de la société.

3.3 On verra à ce que les calendriers des programmes de formation soient plus souples. Les gouvernements et les établissements étudieront la possibilité de mettre sur pied des programmes de formation par module; on incitera les établissements d'enseignement à admettre les travailleuses à temps partiel qui veulent parfaire leurs compétences.

3.4 Des cours de langue feront partie intégrante des programmes de formation offerts aux femmes autochtones et aux immigrantes.

3.5 On diffusera l'information voulue sur les programmes de formation en s'assurant que les femmes des communautés rurales ou isolées y ont accès et en tenant compte des particularités culturelles et linguistiques.

3.6 Lorsque cela sera nécessaire, des cours seront offerts dans les communautés éloignées et septentrionales.

3.7 Les gouvernements s'occuperont, là où ce sera nécessaire, de satisfaire les besoins en formation préparatoire et en programmes de transition, plus particulièrement en matière d'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul, ou d'acquisition de compétences préalables à l'emploi, de manière à ce que les femmes puissent avoir accès aux programmes réguliers de formation.

Collecte et évaluation des données

Les mesures suivantes seront prises afin de pouvoir connaître le taux de succès de ces initiatives:

1. Collecte de statistiques sur les activités de formation, de manière à ce que les gouvernements puissent surveiller le taux de participation des femmes et leur taux de réussite.
2. Évaluation de tous les programmes préparatoires ou transitoires pour évaluer leur rôle dans la stratégie globale de formation.
3. Étude des critères d'admission aux cours de formation pour lesquels le taux de participation des femmes est peu élevé.

- 2.3 Le milieu de formation
- On recrutera des formatrices pour les secteurs non traditionnels, chaque fois que la chose sera possible.
 - On sensibilisera les formateurs, les conseillers, les administrateurs et autres employés du milieu académique aux obstacles que les femmes rencontrent sur le marché du travail et on les incitera à aider les femmes à tenir compte de toute la gamme des professions lorsqu'elles planifient leur carrière.
 - Les gouvernements encourageront les établissements d'enseignement à augmenter le nombre de femmes aux postes de haute direction et aux postes de responsabilité.
- 2.4 Programmes de formation et aides didactiques
- Le matériel et les ressources didactique utilisées pour les programmes de formation seront adaptés au bagage culturel et à la situation économique des femmes.
 - Les établissements d'enseignement offriront une gamme de cours de mise à niveau, de cours de formation de base, de cours préparatoires à l'emploi et d'enseignement à distance afin de faciliter l'accès des femmes à la formation.
3. Accès à la formation
- 3.1 Les gouvernements prévoieront un financement adéquat au titre des frais de garde d'enfants, des allocations de formation et des indemnités d'hébergement et de déplacement pour les participantes aux programmes de formation de manière à permettre aux femmes d'entreprendre la formation désirée.
 - 3.2 Les gouvernements s'emploieront à éliminer les difficultés qu'éprouvent les immigrantes à faire reconnaître les compétences professionnelles qu'elles ont acquises à l'étranger.

demande, et sur la participation permanente des femmes à la vie économique soit fournie à l'ensemble de la société. Les gouvernements s'associeront donc avec le secteur privé et les organismes bénévoles afin de promouvoir l'égalité économique des femmes.

1.2 Afin d'assurer la collaboration de tous les intervenants à ce processus, les gouvernements entreprendront une série coordonnée d'activités d'éducation du public en vue de changer les attitudes stéréotypées au sujet du rôle des femmes sur le marché du travail.

2. Programmes d'éducation et de formation

2.1 Orientation scolaire et professionnelle

• Toute orientation sera non sexiste, exempte de préjugés et de discrimination raciale, et elle sera un reflet de la nature changeante du marché du travail moderne.

• Les conseillers en orientation feront un effort particulier pour sensibiliser les étudiantes à l'importance des mathématiques et des sciences si elles ne veulent pas limiter leurs futurs choix de carrière.

• Les services d'orientation feront partie intégrante de tout programme de formation.

2.2 Initiatives dans les domaines dits non traditionnels

• On prendra des mesures visant à accroître le nombre de femmes admises aux programmes d'apprentissage. On encouragera les milieux d'affaires et les syndicats à créer de nouveaux postes et à appuyer la participation accrue des femmes aux programmes d'apprentissage.

• On accroîtra le nombre de femmes inscrites dans les programmes de formation qui débouchent sur des emplois non traditionnels, y compris des postes de direction, des postes professionnels et des postes de responsabilité, en mettant en oeuvre une stratégie dynamique de commercialisation et d'information destinée à recruter de nouvelles candidates.

En outre, il faudra concevoir les programmes de formation de façon à tenir compte des besoins et des exigences propres aux :

1. Femmes autochtones;
2. Immigrantes;
3. Handicapées;
4. Femmes des communautés rurales ou du Nord du pays.

Les premiers ministres ont souscrit au principe selon lequel la participation des femmes aux programmes de formation doit correspondre, à tout le moins, à la part qu'elles occupent de façon globale sur le marché du travail, compte tenu des disparités régionales. En outre, les programmes de formation doivent, dans la mesure du possible, être liés à des programmes supplémentaires de maintien du revenu, de garde d'enfants, de préparation à l'emploi, ainsi qu'à toute autre mesure visant à aider les femmes à intégrer le marché du travail.

Egalité en matière d'éducation et de formation : cadre d'intervention

Les premiers ministres conviennent que l'égalité en matière d'éducation et de formation professionnelle est le préalable nécessaire à l'égalité économique des Canadiennes. À la lumière de cet objectif, les premiers ministres donnent leur appui aux mesures énumérées ci-après qui composent un cadre d'intervention.

En appliquant ce cadre d'intervention, il est entendu que les gouvernements individuels décideront des mesures qui peuvent être adoptées immédiatement et de celles qui seront élaborées sur une plus longue période, selon leurs priorités et leurs ressources. Il est également entendu que la mise en oeuvre du cadre d'intervention nécessitera la coopération soutenue des secteurs public, privé et bénévole.

1. Changement des attitudes

- 1.1 Étant donné le fort impact qu'ont les stéréotypes sexuels sur les femmes au chapitre de l'estime de soi et de la confiance en soi, il est essentiel que l'information sur les possibilités de carrière, sur les occupations nouvelles et en

Egalité en matière d'éducation et de formation

L'éducation et la formation sont des éléments déterminants pour l'atteinte de l'égalité sur le marché du travail. Conscients de ce fait, les premiers ministres se sont engagés à augmenter les possibilités d'apprentissage pour les femmes afin d'assurer leur participation égale et entière à la vie économique du pays.

"Egalité en matière d'éducation et de formation professionnelle" est l'expression utilisée pour souligner les mesures nécessaires en vue d'atteindre l'objectif d'égalité dans les programmes de formation professionnelle et d'éducation de l'ensemble du pays. Par ces mesures, on veut s'assurer que le milieu éducatif dans les établissements d'enseignement primaire, secondaire et postsecondaire favorise et appuie l'égalité entre les femmes et les hommes. Étant donné que le milieu éducatif débord largement le cadre de la salle de classe, les principes d'égalité s'appliquent aussi au milieu de travail et aux autres milieux de formation. Ils entraînent des changements aux programmes scolaires, aux matériels et pratiques didactiques et aux politiques, changements qui ont pour but de promouvoir des attitudes positives face aux compétences, aux réalisations et aux aspirations des femmes. Il importe également de garantir aux femmes un accès égal à l'éducation et à la formation, d'une part, et de leur fournir les appuis logistiques nécessaires tels les services de garde d'enfants, d'autre part.

Un effort spécial permettra d'offrir des possibilités de formation aux groupes suivants :

1. Les jeunes femmes qui font leur entrée sur le marché du travail;

2. Les femmes qui reviennent sur le marché du travail;

3. Les femmes qui ont besoin de recyclage ou de perfectionnement; et

4. Les femmes qui tentent d'entrer dans des domaines non traditionnels.

- Les horaires de cours manquent de souplesse et ne tiennent pas compte des responsabilités familiales des femmes.
- La reconnaissance d'équivalences dans la formation d'une province à l'autre et d'un pays à l'autre est souvent difficile.
- Le manque de connaissance de l'anglais ou du français peut empêcher les femmes autochtones et les immigrantes d'acquérir de nouvelles compétences.
- L'orientation en matière d'emploi est souvent insuffisante ou axée sur les secteurs dits traditionnels.
- Dans les régions rurales et septentrionales, les frais de déplacement et l'absence de services de garde ou d'hébergement conviennent rendent l'accès aux programmes de formation difficile pour un grand nombre de femmes.
- Les conditions d'admissibilité à certains programmes de formation limitent souvent la participation des femmes.

Obstacles d'ordre structurel

- Les employeurs hésitent fréquemment à engager des femmes ou à leur accorder des promotions, plus particulièrement quand il s'agit d'emplois non traditionnels.
- Trop souvent, les employeurs négligent d'offrir aux femmes la possibilité de recevoir une formation continue et de se perfectionner en cours d'emploi, ce qui nuit à leur avancement professionnel.
- Le manque de services de garde abordables, plus particulièrement pour les enfants en bas âge et les écoliers après les heures de classe, constitue un obstacle majeur à la formation pour de nombreuses femmes.

La formation et le perfectionnement professionnel sont souvent les seuls choix offerts aux femmes qui veulent améliorer leurs perspectives d'emploi. Cependant, on ne peut dissocier la formation du système d'enseignement officiel grâce auquel les femmes qui entreront un jour sur le marché du travail acquièrent les fondements de leur éducation. Pour cette raison, les gouvernements ont accepté de s'attaquer à la question de la formation et du perfectionnement professionnel de la façon la plus globale qui soit.

Obstacles courants

En 1985, la rémunération des femmes ne représentait en moyenne que soixante-six pour cent de celle des hommes. Comme leurs revenus moyens sont, bien des femmes n'ont pas les ressources financières voulues pour surmonter les obstacles à l'égalité sur le marché du travail. Les femmes chefs de famille constituent l'un des groupes les plus défavorisés de la société canadienne. Quatre-vingt-neuf pour cent des familles monoparentales ont à leur tête une femme et la moitié d'entre elles vivent sous le seuil de la pauvreté. Sur cinq adultes pauvres au Canada, trois sont des femmes.

Au Canada, les femmes qui désirent acquérir une formation professionnelle adéquate en vue d'obtenir un emploi doivent surmonter plusieurs obstacles.

Obstacles d'ordre socio-économique

Bon nombre de femmes ne disposent pas de ressources suffisantes pour renoncer à leur emploi actuel afin d'entreprendre des programmes de formation à temps complet.

Les femmes qui sont bénéficiaires de l'aide sociale risquent de perdre leurs prestations si elles s'inscrivent à un programme de formation.

Souvent, les allocations de formation accordées aux femmes qui entreprennent des programmes à temps complet ne correspondent pas au coût de la vie réel.

Introduction

En novembre 1985, à Halifax, les premiers ministres ont jeté les bases d'une approche intergouvernementale coordonnée relativement à l'égalité des femmes sur le marché du travail, en adoptant un document de travail intitulé "Cadre relatif à l'égalité économique pour les Canadiennes". Ce document constitue un engagement concret en vue de permettre aux Canadiennes d'atteindre l'égalité économique. Dans une première étape, les ministres fédéral, provinciaux et territoriaux responsables de la Condition féminine ont convenu d'élaborer une stratégie détaillée pour s'attaquer aux problèmes particuliers que rencontrent les femmes quand il s'agit d'acquérir de nouvelles compétences professionnelles.

Il a été convenu, dès le départ, que chaque administration élaborerait sa propre stratégie devant permettre aux Canadiennes d'en arriver à l'égalité sur le marché du travail. En plus d'améliorer l'accès aux divers programmes de formation, il a été décidé que les gouvernements pourraient choisir parmi toute une gamme de politiques et de mesures, notamment améliorer l'accès aux services de garde d'enfants, prolonger les prestations de maternité, adopter des lois relatives à l'égalité en matière d'emploi et à la parité salariale, et améliorer les régimes de pensions en vigueur.

CONFERENCE ANNUELLE
DES
PREMIERS MINISTRES

POUR UNE STRATEGIE DE LA MAIN-D'OEUVRE :

CADRE RELATIF A LA FORMATION PROFESSIONNELLE DES FEMMES

FEDERAL - PROVINCIAL - TERRITORIAL



Annual Conference
of First Ministers

Conférence annuelle
des premiers ministres

Vancouver, British Columbia
November 20-21, 1986

Vancouver, Colombie-Britannique
les 20 et 21 novembre 1986

CHALLENGES FACING THE FISHERY SECTOR:
REPORT OF THE RESULTS OF THE
1986 NATIONAL RECREATIONAL FISHERIES CONFERENCE

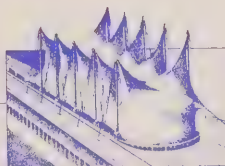
At their Annual Conference in November 1985, First Ministers called for timely, cooperative efforts involving both orders of government and the private sector to meet key "challenges" facing the fisheries sector. One of these "challenges" is concerned with the need to promote the development of Canada's recreational fisheries. Following the First Ministers' Conference, federal, provincial and territorial Fisheries Ministers met to seek ways of addressing this challenge.

On June 21, 1986, Fisheries Ministers agreed in principle to a draft national statement on recreational fisheries and released it for public discussion. They also agreed to convene a National Recreational Fisheries Conference in October 1986 to foster increased government/private sector cooperation in recreational fisheries development. Specifically, the objectives of the conference were to review the draft national statement and to recommend areas for increased government/private sector cooperation in managing recreational fisheries.

The draft national statement contains the following guiding principles and objectives agreed to by Fisheries Ministers.

Guiding principles:

1. recreational fishing is a valuable and significant use of fish resources;
2. governments, the private sector and user groups share responsibility for the conservation and wise use of the resource;



3. federal, provincial and territorial governments are partners in the management of Canada's recreational fisheries; and
4. the recreational fishing community bears a responsibility to harness its skills and energy for the protection and development of the resource.

Objectives:

1. conserve, restore and enhance the recreational fisheries and the habitat on which they depend;
2. maintain a high quality and diversity of recreational fishing opportunities;
3. encourage a viable recreational fishing industry; and
4. promote tourism in those areas which can sustain increased angling activity.

The draft statement also describes proposals for specific actions which can be carried out cooperatively by government and non-government organizations to promote recreational fisheries development. These proposals relate to resource conservation, resource use, industry development and tourism promotion.

At the National Recreational Fisheries Conference held in Toronto on October 15-17, 1986, participants agreed that the draft national statement provides a sound basis for cooperative development of the recreational fishery resource. The Conference endorsed the guiding principles and objectives contained in the statement.

The conference also recommended certain revisions to the statement:

1. The "Scope" section of the statement should place primary emphasis on recreational fisheries. Specifically, this section should include:
 - a) more detailed description of the range of activities associated with the recreational fisheries;
 - b) updated statistics on recreational fishing to reflect the 1985 Survey of Sportfishing in Canada presented at the Conference; and
 - c) more emphasis on the economic contribution of recreational fisheries.

2. The objectives outlined in the statement should:

- a) provide a clearer definition of conservation and more emphasis on conservation, restoration and enhancement of fish habitats; and
- b) combine industry development and tourism promotion objectives.

The Conference also agreed in principle with proposals for cooperative action contained in the statement. It recommended the following further specific actions:

1. Resource Conservation

- a) increased biological research on freshwater species and on fish habitat;
- b) voluntary "catch and release" conservation programs;
- c) stiffer penalties for those not complying with angling regulations;
- d) enhanced voluntary enforcement programs;
- e) programs to train volunteers for community fish habitat improvement;
- f) using government job creation funds to assist in community habitat improvement;
- g) codifying responsibilities among governments; and
- h) research on the economic and social contribution of Canada's recreational fisheries.

2. Resource Use

- a) streamline angling regulations;
- b) regional codes of ethics for anglers;
- c) increased licence fees and user charges; and
- d) declaration of exclusive game fish species.

3. Industry Development and Tourism Promotion

- a) assistance to business to promote recreational fisheries;
- b) foundations to channel private sector funding;
- c) establishing further mechanisms for consultation between governments and the recreational fishing industry; and
- d) increased cooperation among government agencies concerned with tourism promotion and with industry.

2.

Utilisation des ressources

- a) consolider les règlements sur la pêche à la ligne;
- b) élaborer des codes d'éthique régionaux pour les pêcheurs à la ligne;
- c) augmenter les droits pour les permis et d'autres frais pour les usagers; et
- d) déclarer certaines espèces "poisson de sport".

3.

Développement de l'industrie et promotion du tourisme

- a) aider l'industrie à promouvoir la pêche récréative;
- b) créer des fondations pour canaliser les fonds du secteur privé;
- c) établir de nouveaux mécanismes pour faciliter les consultations entre les gouvernements et l'industrie de la pêche récréative; et
- d) favoriser une plus grande collaboration entre les organismes du gouvernement chargés de la promotion du tourisme et l'industrie.

- a) accroître la recherche sur la biologie des espèces d'eau douce et sur l'habitat du poisson;
- b) encourager les programmes de conservation axés sur la "remise à l'eau" volontaire des captures;
- c) augmenter les peines prévues pour les contrevenants aux règlements sur la pêche à la ligne;
- d) améliorer les programmes d'application volontaire des règlements;
- e) mettre sur pied des programmes de formation à l'intention des bénévoles, pour les projets communautaires liés à l'amélioration de l'habitat du poisson;
- f) utiliser les fonds du gouvernement réservés à la création d'emplois pour aider les projets communautaires liés à l'amélioration de l'habitat;
- g) définir plus clairement les responsabilités des divers gouvernements; et
- h) faire de la recherche sur l'importance socio-économique de la pêche récréative au Canada.

1. Conservation des ressources

Les participants à la Conférence ont par ailleurs donné leur accord de principe aux propositions touchant la collaboration des divers intervenants et ont recommandé l'adoption des mesures suivantes :

- a) définir plus clairement ce qu'on entend par conservation et mettre davantage l'accent sur la conservation, la restauration et la mise en valeur de l'habitat du poisson; et
 - b) combiner les objectifs touchant le développement de l'industrie et la promotion du tourisme.
2. Les objectifs paraissant dans l'énoncé devraient :
- b) inclure des statistiques à jour sur la pêche récréative, compte tenu de l'Enquête sur la pêche sportive au Canada en 1985, présentée à la Conférence; et
 - c) accorder plus d'importance à l'apport économique de la pêche récréative.

2. Les gouvernements, le secteur privé et les usagers ont tous des responsabilités en ce qui a trait à la conservation et à l'utilisation judicieuse des ressources;
3. Les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux sont des partenaires aux fins de la gestion de la pêche récréative au Canada; et
4. Les membres de l'industrie de la pêche récréative doivent mettre leurs capacités et leur énergie en commun pour assurer la protection et la mise en valeur des ressources.

Objectifs :

1. assurer la conservation, la restauration et la mise en valeur des ressources exploitées dans le cadre de la pêche récréative ainsi que de l'habitat dont elles dépendent;
2. maintenir la qualité et la diversité des activités de pêche récréative;
3. assurer la viabilité de l'industrie de la pêche récréative; et
4. stimuler le tourisme dans les régions où la pêche à la ligne pourrait être pratiquée sur une plus grande échelle.

L'ébauche d'énoncé de politique contient également des propositions quant à diverses actions qui pourraient être menées conjointement par des organisations gouvernementales et non gouvernementales en vue de promouvoir le développement de la pêche récréative. Ces propositions ont trait à la conservation des ressources, à l'utilisation des ressources, au développement de l'industrie et à la promotion du tourisme.

Lors de la Conférence nationale sur la pêche récréative qui a eu lieu à Toronto du 15 au 17 octobre 1986, les participants ont reconnu que l'ébauche de politique nationale constituait une base solide pour le développement de la pêche récréative. Les participants à la Conférence ont endossé les principes directeurs et les objectifs énoncés dans l'ébauche.

Les participants ont proposé que certaines modifications soient apportées à l'énoncé.

1. La section "Portée" de l'énoncé de politique devrait mettre principalement l'accent sur la pêche récréative. Cette section devrait notamment :

a) inclure une description plus détaillée de la portée des activités associées à la pêche récréative;



Conférence annuelle
des premiers ministres

Vancouver, Colombie-Britannique
les 20 et 21 novembre 1986

Annual Conference
of First Ministers

Vancouver, British Columbia
November 20-21, 1986

DÉFIS À RELEVÉER DANS LE SECTEUR DES PÊCHES :
RAPPORT SUR LES RÉSULTATS DE
LA CONFÉRENCE NATIONALE SUR LA PÊCHE RÉCRÉATIVE DE 1986

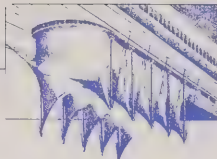
À leur conférence annuelle de novembre 1985, les premiers ministres ont demandé aux deux niveaux de gouvernement et au secteur privé d'unir leurs efforts pour relever les principaux défis auxquels fait face le secteur des pêches. L'un de ces défis concerne la nécessité de promouvoir le développement de la pêche récréative au Canada. Après la Conférence des premiers ministres, les ministres des Pêches des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux se sont rencontrés pour trouver des moyens d'y parvenir.

Le 21 juin 1986, les ministres des Pêches ont donné leur accord de principe à une ébauche de politique nationale sur la pêche récréative, laquelle a été rendue publique, pour discussion. Ils ont par ailleurs convenu de tenir une conférence nationale sur la pêche récréative en octobre 1986 en vue de favoriser une plus grande collaboration gouvernement/secteur privé pour le développement de cette pêche. La Conférence devrait permettre aux participants de revoir l'énoncé de politique nationale et de recommander diverses mesures destinées à promouvoir la collaboration gouvernement/industrie aux fins de la gestion de la pêche récréative.

L'ébauche d'énoncé de politique contient les principes directeurs et les objectifs suivants, lesquels ont été appuyés par les ministres des Pêches.

Principes directeurs :

1. La pêche récréative constitue une utilisation valable et importante des ressources halieutiques;



CAI
Z 2
C 52

DOCUMENT: 800-22/027

ANNUAL CONFERENCE

OF

FIRST MINISTERS

NOTES FOR AN OPENING STATEMENT BY

PREMIER RICHARD HATFIELD

ON THE ECONOMIC AND FISCAL SITUATION



Vancouver
November 20 and 21, 1986

MR. CHAIRMAN, IN ADDRESSING THE SUBJECT OF THE ECONOMIC AND FISCAL SITUATION IN CANADA, I WANT TO BEGIN BY SAYING THAT NEW BRUNSWICK HAS HAD SOME SUCCESS OVER THE PAST FOUR YEARS AS A PROVINCE IN DEALING WITH OUR OWN PROBLEMS. WE HAVE MANAGED TO CONTROL THE INCREASE IN OUR DEFICIT BY DEALING EQUITABLY AND FAIRLY WITH OUR CITIZENS. IN AREAS OF SPECIAL HARDSHIP, WE HAVE BEEN ABLE TO OFFER INCREASED SERVICES. WE HAVE BEEN ABLE TO EXTEND ASSISTANCE TO SOME INDUSTRIES IN SPECIAL CIRCUMSTANCES FROM TIME TO TIME.

HOWEVER, ANOTHER RESULT OF THE EFFORT TO MANAGE OUR EXPENDITURES IS THAT WE HAVE BECOME MORE AWARE OF THE DIFFICULTY WE WILL FACE IN THE NEXT DECADE TO MEET THE ESSENTIAL NEEDS OF CANADIANS LIVING IN NEW BRUNSWICK.

THE ANNOUNCEMENT IN THE THRONE SPEECH THAT A SPECIAL AGENCY WILL BE ESTABLISHED TO DEAL WITH PROBLEMS IN ATLANTIC CANADA, IS THE BEGINNING OF A SIGNIFICANT AND FAVOURABLE CHANGE OF DIRECTION IN FEDERAL POLICY.

AS FAR AS NEW BRUNSWICK IS CONCERNED, WE LOOK TO THIS KIND OF COLLABORATION AS THE START IN CLOSING THE GAP IN THE ECONOMIC DISPARITIES THAT PERSIST BETWEEN OUR REGION AND THE REST OF CANADA.

THE DISPARITIES ARE FOUND NOT SIMPLY IN WHAT HAS BEEN CALLED "INDUSTRIAL DEVELOPMENT." IT IS MUCH MORE. IT INCLUDES THINGS LIKE EDUCATION, MUNICIPAL SERVICES, UNIVERSITY DEVELOPMENT AND PROVINCIAL INFRASTRUCTURE, THOSE THINGS WHICH TOGETHER MAKE OUR REGION AN ATTRACTIVE PLACE FOR NEW ECONOMIC INVESTMENT.

WE NEED TO DEAL WITH THE PRESENT INABILITY IN THE REGION TO GENERATE SUFFICIENT REVENUE TO KEEP PACE WITH THE SERVICES NEEDED AND EXPECTED BY CANADIANS. WE ARE IN DANGER OF FALLING EVEN FURTHER BEHIND IN AREAS SUCH AS MEDICAL CARE, AND EDUCATION AT ALL LEVELS--PRIMARY, SECONDARY, AND POST-SECONDARY. WE NEED TO ENSURE THAT WE WILL BE ABLE TO PROVIDE A SKILLED WORKFORCE AVAILABLE FOR DEPLOYMENT IN THE REGION AND IN THE REST OF CANADA.

THE PRESENT METHOD OF CALCULATING EQUALIZATION NEEDS ADJUSTMENT. I WAS PLEASED TO LEARN THIS FALL THAT A PACKAGE OF IMPROVEMENTS HAD BEEN DEVELOPED AND THAT THE FEDERAL MINISTER OF FINANCE WAS PREPARED TO SEE THESE CHANGES IMPLEMENTED.

CAI
Z 2
C 52

DOCUMENT: 800-22/027

CONFÉRENCE ANNUELLE
DES
PREMIERS MINISTRES

NOTES POUR UNE ALLOCUTION D'OUVERTURE
DU PREMIER MINISTRE HATFIELD
SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE



Vancouver
Les 20 et 21 novembre 1986

MONSIEUR LE PRÉSIDENT, EN CE QUI A TRAIT À LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DU CANADA, J'AIMERAIS D'ABORD AFFIRMER QUE LE NOUVEAU-BRUNSWICK A RÉUSSI, DANS UNE CERTAINE MESURE, À RÉGLER SES PROPRES PROBLÈMES AU COURS DES QUATRE DERNIÈRES ANNÉES. NOUS SOMMES PARVENUS À CONTRÔLER L'ACCROISSEMENT DU DÉFICIT SANS POUR AUTANT COMMETTRE D'INJUSTICES À L'ÉGARD DES RÉSIDENTS DE NOTRE PROVINCE. NOUS AVONS PU OFFRIR DAVANTAGE DE SERVICES AUX RÉGIONS PLUS DUREMENT ÉPROUVÉES. À L'OCCASION ET LORSQUE LA SITUATION LE JUSTIFIAIT, NOUS AVONS VERSÉ UNE AIDE À CERTAINES INDUSTRIES.

TOUTEFOIS, L'EFFORT REQUIS AUX FINS DU CONTRÔLE DE NOS DÉPENSES NOUS A FAIT PRENDRE ENCORE PLUS CONSCIENCE DES DIFFICULTÉS QUE NOUS AURONS, AU COURS DE LA PROCHAINE DÉCENNIE, À RÉPONDRE AUX BESOINS ESSENTIELS DES CANADIENS DU NOUVEAU-BRUNSWICK.

L'ANNONCE, DANS LE DISCOURS DU TRÔNE, DE LA CRÉATION D'UNE AGENCE SPÉCIALE QUI S'OCCUPERA DES PROBLÈMES DES PROVINCES DE L'ATLANTIQUE MARQUE LE DÉBUT D'UN CHANGEMENT D'ORIENTATION FONDAMENTAL DE LA POLITIQUE FÉDÉRALE EN NOTRE FAVEUR.

LE NOUVEAU-BRUNSWICK CONSIDÈRE CE GENRE DE COLLABORATION COMME UN PREMIER PAS EN VUE DE RÉTRÉCIR L'ÉCART QUI EXISTE TOUJOURS ENTRE NOTRE RÉGION ET LE RESTE DU PAYS DANS LE SECTEUR ÉCONOMIQUE.

ON DÉCELE CET ÉCART NON SEULEMENT SUR LE PLAN DE CE QU'IL CONVIENT D'APPELER "LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL", MAIS AUSSI DANS BEAUCOUP D'AUTRES DOMAINES, NOTAMMENT AU CHAPITRE DE L'ÉDUCATION, DES SERVICES MUNICIPAUX, DU DÉVELOPPEMENT UNIVERSITAIRE ET DES INFRASTRUCTURES PROVINCIALES. OR, CE SONT CES ÉLÉMENTS QUI TOUS ENSEMBLE SERVENT À ATTIRER DE NOUVEAUX INVESTISSEMENTS DANS NOTRE RÉGION.

IL IMPORTE DE SE PENCHER SUR LA QUESTION DE L'INCAPACITÉ ACTUELLE DE NOTRE RÉGION DE GÉNÉRER SUFFISAMMENT DE RECETTES POUR CONTINUER D'OFFRIR LES SERVICES REQUIS ET ATTENDUS PAR LES CANADIENS. NOUS RISQUONS DE VOIR SE CREUSER D'AVANTAGE L'ÉCART DANS LES SECTEURS DES SOINS MÉDICAUX ET DE L'ÉDUCATION À TOUS LES NIVEAUX, SOIT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET POSTSECONDAIRE. NOTRE RÉGION, COMME LE RESTE DU CANADA, DOIT POUVOIR COMPTER SUR UNE MAIN-D'OEUVRE COMPÉTENTE.

IL EST INDISPENSABLE D'EFFECTUER DES RAJUSTEMENTS À LA FORMULE ACTUELLE SERVANT AU CALCUL DE LA PÉRÉQUATION. J'AI APPRIS AVEC PLAISIR CET AUTOMNE QU'ON A ÉLABORÉ UNE SÉRIE D'AMÉLIORATIONS ET QUE LE MINISTRE FÉDÉRAL DES FINANCES CONSENTIRAIT À LEUR MISE EN OEUVRE.

CA1
Z 2
C 52

DOCUMENT: 800-22/028

ANNUAL CONFERENCE
OF
FIRST MINISTERS

Remarks by Premier Richard Hatfield

on

Agriculture and Fisheries

NEW BRUNSWICK



Vancouver
November 20 and 21, 1986

AGRICULTURE

AT OUR MEETING IN HALIFAX LAST YEAR WE ASKED OUR MINISTERS OF AGRICULTURE TO PREPARE A REPORT FOR US FOR THIS MEETING. ONCE AGAIN IT HAS BEEN NECESSARY TO ADDRESS THE STRUCTURAL PROBLEM OF AN INDUSTRY THAT IS FACED WITH CHANGING WORLD CIRCUMSTANCES IN ITS MARKETS. THE AGRICULTURAL INDUSTRY IS FUNDAMENTAL TO THE SURVIVAL OF CANADA, BUT WE MUST RECOGNIZE THE NEED FOR CHANGE TO KEEP PACE WITH THE WORLD AROUND US.

WE HAVE HAD IN NEW BRUNSWICK OVER THE PAST 40 YEARS A DRAMATIC CHANGE IN THE MARKETING OF OUR MOST IMPORTANT AGRICULTURAL COMMODITY. WE HAVE WATCHED THE CHANGES IN THE POTATO INDUSTRY, AS IT HAS GONE FROM A FRESH AND EXPORT MARKET, TO A MARKET IN WHICH THE PROCESSED POTATO HAS TAKEN ON A MORE AND MORE IMPORTANT ROLE. WHEN MY FAMILY WAS FIRST ACTIVE IN THE INDUSTRY THE MAIN PROBLEM WAS TO SUPPLY THE MARKETS THAT EXISTED, TODAY IT IS A MATTER OF FIGHTING FOR MARKETS IN A MORE AND MORE COMPETITIVE FIELD.

NEW BRUNSWICK FARMERS CAN SYMPATHIZE WITH THE PROBLEMS OF THE WESTERN GRAIN PRODUCERS, WHO ARE FACING THE SAME TYPE OF CHANGE IN THEIR MARKETS THAT WE HAVE GONE THROUGH ON POTATOES. I WOULD HOPE THAT BECAUSE DEFICIENCY PAYMENTS

BEING MADE ON THE 1986 GRAIN CROP, THE ABYSMAL PRICES RECEIVED FOR THE 1985 POTATO CROP WILL NOT BE OVERLOOKED AND OUR FARMERS WILL ALSO RECEIVE SOME RELIEF.

IT WAS AGREED LAST MONTH BY FEDERAL AND PROVINCIAL AGRICULTURE OFFICIALS THAT THE 1 BILLION DOLLAR NATIONAL FINANCIAL ASSISTANCE PLAN FOR FARMERS WOULD BE APPLIED TO ALL REGIONS AND OTHER AFFECTED COMMODITIES. THEREFORE, I BELIEVE POTATO PRODUCERS WILL NOT BE TOLD AS THEY WERE LAST YEAR, THAT THERE IS NO MONEY AVAILABLE.

FISHERIES

NEW BRUNSWICK ENDORSES FULLY THE REPORT SUBMITTED BY THE MINISTERS OF FISHERIES. WE SHARE THEIR HOPE THAT THE RESULT OF THE FREER TRADE NEGOTIATIONS WILL BE BETTER ACCESS TO THE PRINCIPAL MARKET FOR OUR PRODUCT, THE U.S.A., AND WILL ENABLE US TO CARRY OUT MORE PROCESSING IN CANADA BEFORE THE PRODUCT IS SHIPPED TO MARKET. THE GATT NEGOTIATIONS ARE ALSO CRUCIAL TO THE MARKETING OF OUR FISHERIES PRODUCTS, ONE OF THE ECONOMIC MAINSTAYS OF THE ATLANTIC REGION.

THE REPORT HIGHLIGHTS THE FACT THAT WE STILL HAVE NOT ADDRESSED THE PROBLEM OF INCOME STABILITY FOR FISHERMEN, AND I ENDORSE THE RECOMMENDATION THAT THIS SHOULD BE PURSUED FURTHER. THE FISHING INDUSTRY OF ATLANTIC CANADA IS ALWAYS IN A DELICATE STATE OF BALANCE. IN THE ABSENCE OF ALTERNATIVE EMPLOYMENT, THE REGION WILL HAVE TO CONTINUE TO DEPEND ON THE FISHERY AND THE UNEMPLOYMENT INSURANCE SYSTEM FOR THE SUPPORT OF A LARGE NUMBER OF OUR COASTAL COMMUNITIES. ANY CHANGES TO THE UNEMPLOYMENT INSURANCE REGIME WILL HAVE TO BE COUPLED WITH SOME TYPE OF FISHERIES INCOME STABILIZATION, BEFORE THE EXISTING PROGRAM CAN BE CHANGED.

IN TERMS OF PROTECTING AND DEVELOPING THE RESOURCE, WE MUST CONTINUE TO PURSUE OUR CONSERVATION GOALS, AND LIMIT THE AMOUNT OF CANADIAN FISH CAUGHT BY FOREIGN FISHERMEN IN ORDER TO OBTAIN THE MAXIMUM BENEFIT TO CANADIANS.

AQUACULTURE OFFERS THE PROSPECT OF SUPPLEMENTING EXISTING FISH STOCKS. I AM CONFIDENT THAT WORKING IN COOPERATION WITH THE GOVERNMENT OF CANADA, WE CAN CONTINUE TO DEVELOP OUR AQUACULTURE INDUSTRY IN NEW BRUNSWICK SO THAT WE CAN SUPPLEMENT THE INCOME FROM THE TRADITIONAL FISHERY WITH REVENUE FROM CULTIVATED SPECIES.

CA1
Z 2
C 52

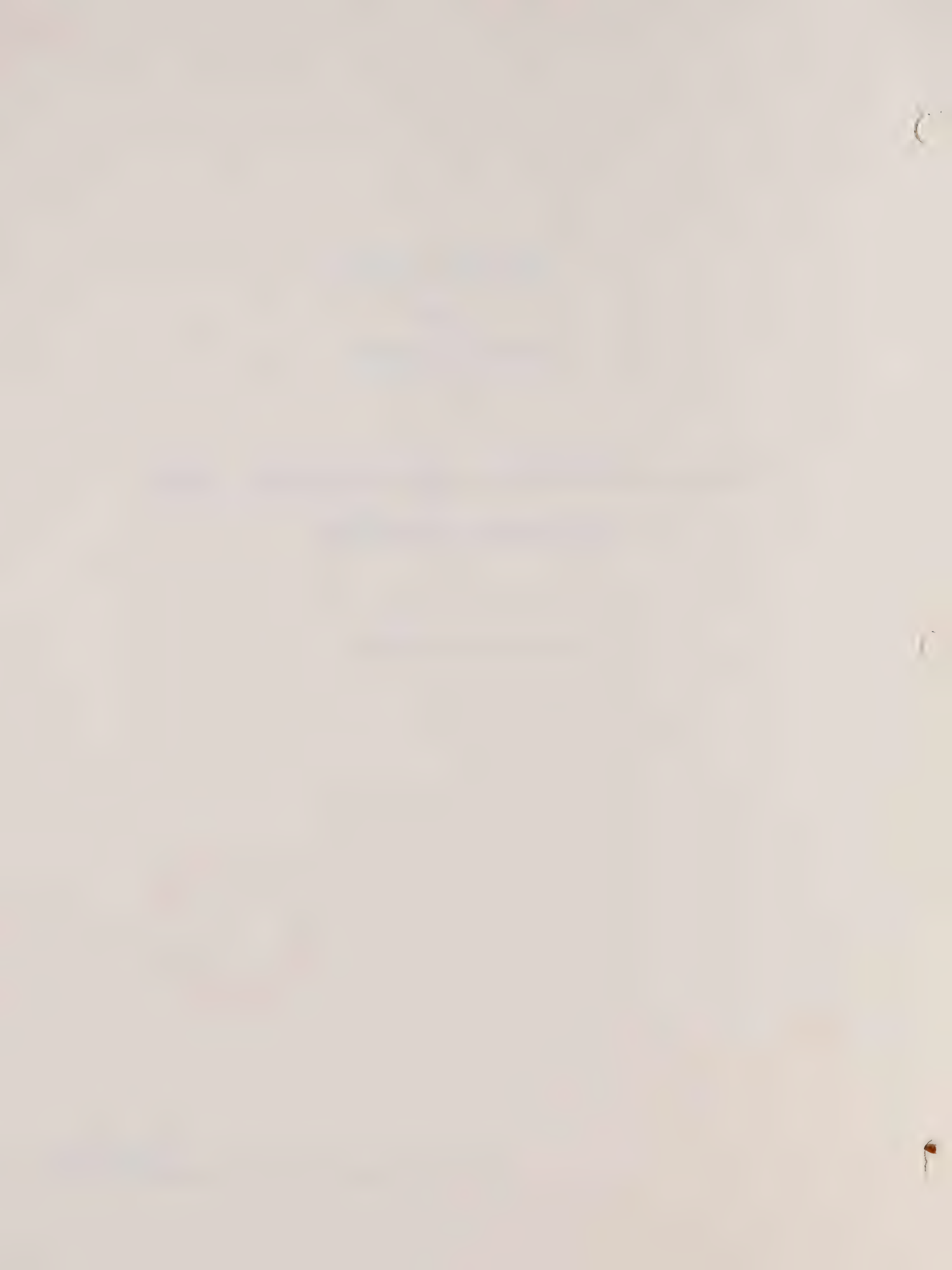
CONFERENCE ANNUELLE
DES
PREMIERS MINISTRES

Allocution prononcée par l'honorable Richard Hatfield
l'Agriculture et les Pêches

Nouveau-Brunswick



Vancouver
Les 20 et 21 novembre 1986



) L'AN DERNIER, LORS DE LA CONFÉRENCE DE HALIFAX, NOUS AVONS PRIÉ NOS MINISTRES DE L'AGRICULTURE DE RÉDIGER DES RAPPORTS EN VUE DE LA PRÉSENTE CONFÉRENCE. IL A FALLU, ENCORE UNE FOIS, SE PENCHER SUR LE PROBLÈME STRUCTUREL TOUCHANT UN SECTEUR D'ACTIVITÉ DONT LES MARCHÉS MONDIAUX NE CESSENT DE CHANGER. LE CANADA REPOSE, POUR SA SURVIE, SUR LE SECTEUR AGRICOLE, MAIS NOUS DEVONS ÉGALEMENT RECONNAÎTRE QUE CERTAINS CHANGEMENTS S'IMPOSENT SI NOUS VOULONS CONTINUER DE MARCHER DE PAIR AVEC LE RESTE DU MONDE.

AU COURS DES QUARANTE DERNIÈRES ANNÉES, UN CHANGEMENT SPECTACULAIRE S'EST OPÉRÉ DANS LA COMMERCIALISATION DE LA PLUS IMPORTANTE DENRÉE AGRICOLE DU NOUVEAU-BRUNSWICK. NOUS AVONS VU LE SECTEUR DE LA POMME DE TERRE ÉVOLUER; L'ACTIVITÉ DE TRANSFORMATION OCCUPE UNE PLACE DE PLUS EN PLUS GRANDE, COMPARATIVEMENT À L'EXPORTATION DU PRODUIT FRAIS. AU DÉBUT, LORSQUE MA FAMILLE S'EST LANCÉE DANS CE SECTEUR D'ACTIVITÉ, LE PRINCIPAL PROBLÈME CONSISTAIT À APPROVISIONNER LES MARCHÉS, MAIS AUJOURD'HUI, ON SE DISPUTE DES MARCHÉS DE PLUS EN PLUS CONCURRENTIELS.

LES AGRICULTEURS DU NOUVEAU-BRUNSWICK PEUVENT COMPRENDRE LES PROBLÈMES DES PRODUCTEURS DE GRAINS DE L'OUEST, CAR ILS CONNAISSENT LES CHANGEMENTS QUI S'OPÈRENT SUR LEUR MARCHÉ. COMPTE TENU DES PAIEMENTS D'APPOINT QUI SONT VERSÉS AUX AGRICULTEURS POUR LEUR RÉCOLTE DE GRAINS DE 1986, J'ESPÈRE QU'ON SE SOUVIENDRA DU PRIX DÉRISOIRE FIXÉ, EN 1985, POUR LA POMME DE TERRE, ET QUE NOS AGRICULTEURS RECEVRONT AUSSI UNE AIDE.

LE MOIS DERNIER, LES REPRÉSENTANTS FÉDÉRAL ET PROVINCIAUX DE L'AGRICULTURE ONT DÉCIDÉ QUE LE PLAN NATIONAL D'AIDE FINANCIÈRE D'UN MILLIARD DE DOLLARS À L'INTENTION DES AGRICULTEURS S'APPLIQUERAIT À TOUTES LES RÉGIONS ET AUX AUTRES DENRÉES TOUCHÉES. CETTE ANNÉE, CONTRAIREMENT À L'ANNÉE DERNIÈRE, J'ESTIME DONC QU'ON POURRA DIRE AUX PRODUCTEURS DE POMMES DE TERRE QU'UNE AIDE FINANCIÈRE POURRA LEUR ÊTRE ACCORDÉE.

LES PÊCHES

LE NOUVEAU-BRUNSWICK SOUSCRIT ENTIÈREMENT AU RAPPORT PRÉSENTÉ PAR LES MINISTRES DES PÊCHES. NOUS ESPÉRONS, COMME EUX, QUE LES NÉGOCIATIONS SUR LE LIBRE-ÉCHANGE FAVORISERONT L'ÉCOULEMENT DE NOTRE PRODUIT SUR LE MARCHÉ PRINCIPAL, LES ÉTATS-UNIS, ET NOUS PERMETTRONT D'EXÉCUTER DAVANTAGE D'ACTIVITÉS DE TRANSFORMATION AU CANADA AVANT L'EXPÉDITION DU PRODUIT À L'ÉTRANGER. LES NÉGOCIATIONS DU GATT REVÊTENT ÉGALEMENT UNE IMPORTANCE CRUCIALE POUR LA MISE EN MARCHÉ DE NOS PRODUITS DE LA PÊCHE, L'UN DES PILIERS ÉCONOMIQUES DE LA RÉGION DE L'ATLANTIQUE.

DANS CE RAPPORT, ON SOULIGNE LE FAIT QUE NOUS N'AVONS PAS ENCORE ABORDÉ LA QUESTION DE LA STABILITÉ DU REVENU DES PÊCHEURS; À CET ÉGARD, J'APPUIE LA RECOMMANDATION VOULANT QUE CETTE QUESTION SOIT ÉTUDIÉE DAVANTAGE. L'INDUSTRIE DE LA PÊCHE DANS LES PROVINCES DE L'ATLANTIQUE SE TROUVE TOUJOURS DANS UN ÉTAT PRÉCAIRE. TANT QU'IL N'Y AURA PAS D'AUTRES POSSIBILITÉS D'EMPLOI, LA PÊCHE ET L'ASSURANCE-CHÔMAGE CONSTITUERONT LES SEULS MOYENS DE SUBSISTANCE D'UN GRAND NOMBRE DE LOCALITÉS CÔTIÈRES DE LA RÉGION. TOUT CHANGEMENT AU RÉGIME D'ASSURANCE-CHÔMAGE DEVRAIT ÊTRE ASSORTI DE MESURES QUELCONQUES DE STABILISATION DES REVENUS DE LA PÊCHE AVANT QUE L'ON PUISSE MODIFIER LE PROGRAMME ACTUEL.

PAR AILLEURS, POUR CE QUI EST DE LA PROTECTION ET DE LA MISE EN VALEUR DE LA RESSOURCE, NOUS DEVONS CONTINUER À DÉFENDRE NOS OBJECTIFS DE CONSERVATION ET À LIMITER LA QUANTITÉ DE POISSONS DU STOCK CANADIEN QUE PRENNENT LES PÊCHEURS ÉTRANGERS AFIN QUE LES CANADIENS PUISSENT EN PROFITER AU MAXIMUM.

L'AQUICULTURE OFFRE LA POSSIBILITÉ D'AUGMENTER LE STOCK ACTUEL DE POISSONS. JE SUIS PERSUADÉ QUE SI NOUS TRAVAILLONS EN COLLABORATION AVEC LE GOUVERNEMENT DU CANADA, NOUS POUVONS CONTINUER À DÉVELOPPER LE SECTEUR DE L'AQUICULTURE AU NOUVEAU-BRUNSWICK AFIN D'AJOUTER AUX REVENUS TIRÉS DE LA PÊCHE TRADITIONNELLE LES RECETTES DE L'ÉLEVAGE DE CERTAINES ESPÈCES.

CA1
Z 2
C 52

DOCUMENT: 800-22/029

ANNUAL CONFERENCE
OF
FIRST MINISTERS

Remarks by Premier Richard Hatfield
on
Economic Development for Women

NEW BRUNSWICK



Vancouver
November 20 and 21, 1986

ECONOMIC DEVELOPMENT FOR WOMEN

LAST YEAR, AT THE FIRST MINISTERS CONFERENCE IN HALIFAX, THE PROVINCE OF NEW BRUNSWICK ENDORSED THE STATEMENT OF COMMITMENT TO THE GOAL OF ECONOMIC EQUALITY FOR WOMEN. WE ALSO ENDORSED THE TWO PART STRATEGY FOR LABOUR FORCE EQUALITY. TO PROVIDE CONCRETE DIRECTION AND ACTION, THE NEW BRUNSWICK WOMEN'S DIRECTORATE WAS ASKED TO DEVELOP, IN COOPERATION WITH THE DEPARTMENTS OF LABOUR, ADVANCED EDUCATION AND TRAINING AND COMMERCE AND TECHNOLOGY, A PLAN OF ACTION TO IMPROVE TRAINING AND EMPLOYMENT OPPORTUNITIES FOR WOMEN.

TODAY, IT IS MY PLEASURE TO ENDORSE THE NATIONAL PAPER "TOWARDS A LABOUR FORCE STRATEGY ... A FRAMEWORK FOR TRAINING FOR WOMEN" DEVELOPED BY STATUS OF WOMEN OFFICIALS. I AM ALSO PLEASED TO TABLE THE RESULTS OF THE EFFORTS OF THE NEW BRUNSWICK WORKING GROUP. THE NEW BRUNSWICK DOCUMENT, TOWARD EQUALITY; TRAINING AND EMPLOYMENT; A PLAN OF ACTION FOR NEW BRUNSWICK WOMEN, OUTLINES THE PRESENT SITUATION OF WOMEN IN THE NEW BRUNSWICK LABOUR FORCE AND IT HIGHLIGHTS THE BARRIERS TO TRAINING AND EMPLOYMENT WHICH WOMEN FACE.

A NUMBER OF INITIATIVES ARE ALREADY UNDERWAY IN NEW BRUNSWICK WHICH SUPPORT AND ENCOURAGE THE TRAINING AND EMPLOYMENT OF WOMEN. THE GOVERNMENT OF NEW BRUNSWICK HAS INITIATED AN AFFIRMATIVE ACTION/EMPLOYMENT EQUITY PROGRAM FOR WOMEN IN THE CIVIL SERVICE AND WE WILL BE TABLING AN ANNUAL REPORT ON PROGRESS IN THE LEGISLATURE. A STRATEGY DESIGNED TO ENCOURAGE YOUNG GIRLS TO CONSIDER A WIDE VARIETY OF CAREER CHOICES HAS BEEN DEVELOPED. THIS STRATEGY INCLUDES A TELEVISION ADVERTISING CAMPAIGN COMPLEMENTED BY PRINTED MATERIALS EMPHASIZING THE IMPORTANCE OF COURSE SELECTION.

TWO CAMPUSES OF OUR COMMUNITY COLLEGE SYSTEM HAVE ON-SITE DAY CARE CENTRES FOR THE CHILDREN OF STAFF AND STUDENTS. A STUDY BURSARY TO ASSIST FEMALE TEACHERS WITH THE COSTS OF COURSES REQUIRED TO QUALIFY FOR POSITIONS OF LEADERSHIP IN THE EDUCATIONAL SYSTEM HAS BEEN INTRODUCED. A MAJOR CONFERENCE CO-SPONSORED BY THE FEDERAL BUSINESS DEVELOPMENT BANK AND THE WOMEN'S DIRECTORATE PROVIDED WOMEN WITH AN OVERVIEW OF STRATEGIES FOR SUCCEEDING IN A WIDE VARIETY OF BUSINESSES AND PROFESSIONS.

PERHAPS MORE IMPORTANT THAN THE PRESENT INITIATIVES ARE THE PLANS FOR FUTURE ACTION. THREE KEY DEPARTMENTS - THE DEPARTMENTS OF ADVANCED EDUCATION AND TRAINING, COMMERCE AND TECHNOLOGY AND LABOUR ARE COMMITTED TO UNDERTAKE SPECIFIC INITIATIVES WHICH WILL BE CARRIED OUT WITHIN EXISTING BUDGETS. AS TRAINING IS OUR IMMEDIATE CONCERN WITHIN THE TWO-PART LABOUR FORCE STRATEGY, MY GOVERNMENT IS COMMITTED TO IMPLEMENTING MANY OF THE OPTIONS OUTLINED IN THE NATIONAL PAPER.

FUTURE EFFORTS IN NEW BRUNSWICK TO ADDRESS SOME OF THE TRAINING AND EMPLOYMENT NEEDS OF WOMEN WILL BE DIRECTED TOWARDS ACHIEVING THE FOLLOWING OBJECTIVES:

- INCREASING WOMEN'S ACCESS TO TRAINING AND EMPLOYMENT DEVELOPMENT PROGRAMS
- ASSISTING WOMEN WHO WISH TO MAKE THE TRANSITION FROM WORK IN THE HOME TO WORK IN THE PAID LABOUR FORCE
- ELIMINATING SEXISM IN TEACHING MATERIALS AND PRACTICES
- INCREASING AWARENESS WITH RESPECT TO THE IMPORTANCE AND BENEFITS OF CAREER PLANNING AND OCCUPATIONAL DIVERSIFICATION INTO MANAGERIAL AND TECHNICAL FIELDS

- SENSITIZING TEACHERS, INSTRUCTIONAL STAFF AND EMPLOYERS TO THE CHANGING ROLE OF WOMEN IN THE LABOUR FORCE.
- IMPROVING SUPPORT SERVICES FOR STUDENTS IN ALL COMMUNITY COLLEGES
- MONITORING AND IMPROVING THE GOVERNMENT'S RESPONSE TO THE TRAINING NEEDS OF WOMEN
- PROVIDING STUDENTS WITH POSITIVE FEMALE ROLE MODELS
- ENCOURAGING WOMEN TO CONSIDER BECOMING ENTREPRENEURS AND PROVIDING ENTREPRENEURIAL TRAINING, AND
- INCREASING THE REPRESENTATION OF WOMEN IN ALL GOVERNMENT BOARDS AND COMMISSIONS.

IN THE COMING YEAR, THE WOMEN'S DIRECTORATE WILL CONTINUE TO CHAIR THE INTERDEPARTMENTAL COMMITTEE ON TRAINING AND EMPLOYMENT OPPORTUNITIES FOR WOMEN. THE COMMITTEE WILL BE EXPANDED TO INCLUDE THE DEPARTMENT OF EDUCATION. NEW APPROACHES LEADING TO LABOUR FORCE EQUALITY FOR YOUNG WOMEN AND WOMEN ALREADY IN THE PAID LABOUR FORCE WILL CONTINUE TO BE DEVELOPED.

LABOUR FORCE EQUALITY IS FUNDAMENTAL TO ECONOMIC
EQUALITY FOR WOMEN. I AM PLEASED TO PRESENT THIS DOCUMENT
WHICH DEMONSTRATES OUR COMMITMENT TO IMPROVING THE SOCIAL AND
ECONOMIC SITUATION OF WOMEN IN NEW BRUNSWICK.

1

2

{r

CA1
Z 2
C 52

CONFERENCE ANNUELLE
DES
PREMIERS MINISTRES

Le développement économique pour les femmes

Nouveau-Brunswick



Vancouver
Les 20 et 21 novembre 1986

L'avancement économique des femmes

A la Conférence des premiers ministres qui avait lieu à Halifax l'an dernier, la province du Nouveau-Brunswick appuyait la déclaration d'engagement en faveur de l'égalité économique des femmes ainsi que la stratégie en deux volets pour l'égalité sur le marché du travail. Pour assurer l'orientation des travaux et en arriver à des mesures concrètes, nous avons demandé à la Direction générale de la condition féminine d'élaborer un plan d'action visant à améliorer les possibilités de formation et d'emploi pour les femmes, et ce en collaboration avec le ministère du Travail, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Formation ainsi que le ministère du Commerce et de la Technologie.

Aujourd'hui, j'ai le plaisir d'appuyer le livre national intitulé "Pour une stratégie de la main-d'oeuvre... cadre relatif à la formation des femmes", document préparé par les responsables fédéraux, provinciaux et territoriaux de la condition féminine.

Je suis également heureux de déposer le fruit des efforts du Groupe de travail du Nouveau-Brunswick. Son rapport, intitulé "Vers l'égalité, La formation et l'emploi : Un plan d'action à l'intention des femmes", décrit la situation actuelle des femmes au sein de la population active du Nouveau-Brunswick et expose les obstacles auxquels elles se heurtent sur le double plan de la formation et de l'emploi.

• Trois ministères clés : le ministère du Travail, le ministère du Commerce et de la Technologie ainsi que le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Formation, se sont engagés à prendre des mesures précises qu'ils devront mettre en oeuvre dans les limites de leurs budgets.

Un certain nombre d'initiatives visant à offrir davantage de possibilités de formation et d'emploi aux femmes sont actuellement en cours au Nouveau-Brunswick. Ainsi, le gouvernement a mis sur pied un programme d'action positive et d'égalité en matière d'emploi à l'intention des femmes de la fonction publique et nous déposerons un rapport annuel sur l'état des travaux à l'Assemblée législative.

. Nous avons également élaboré une stratégie visant à encourager les jeunes filles à envisager divers choix de carrière. Cette stratégie comporte une campagne publicitaire à la télévision ainsi que diverses publications sur l'importance des choix de cours. Deux collèges communautaires ont aménagé une garderie à l'intention du personnel et du corps étudiant. Par ailleurs, nous offrons maintenant une bourse aux enseignantes désireuses de suivre des cours pour pouvoir obtenir un poste de direction dans le système scolaire.

• Une importante conférence organisée conjointement par la Banque fédérale de développement et la Division générale de la condition féminine du Nouveau-Brunswick a permis aux femmes d'avoir une vue d'ensemble des stratégies qui s'offrent à elles pour réussir dans une gamme étendue de professions et d'entreprises.

Or, les plans d'action sont peut-être encore plus importants que les initiatives en cours. Trois ministères clés : le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Formation, le ministère du Commerce et de la Technologie ainsi que le ministère du Travail se sont engagés à des mesures précises qui seront réalisées dans les limites de leurs budgets.

. Comme la formation est la question qui nous préoccupe le plus pour le moment dans le cadre de la stratégie en deux volets pour l'égalité sur le marché du travail, le gouvernement du Nouveau-Brunswick s'est engagé à mettre en oeuvre un grand nombre des options que propose le livre national.

Les efforts particuliers que nous poursuivrons au Nouveau-Brunswick seront axés plus précisément sur les objectifs suivants:

- permettre aux femmes d'avoir davantage accès aux programmes de formation et de développement de l'emploi;
- aider les femmes qui veulent faire la transition du foyer au marché du travail;
- éliminer le sexisme dans le matériel didactique et dans la salle de classe;
- sensibiliser davantage les femmes à l'importance et aux avantages de la planification de la carrière et de la polyvalence dans les domaines de la gestion et de la technique;
- sensibiliser le personnel enseignant ainsi que les employeurs à l'évolution du rôle de la femme sur le marché du travail;
- améliorer les services de soutien aux étudiantes dans tous les collèges communautaires;
- améliorer et suivre la façon dont s'y prend le gouvernement pour répondre aux besoins de formation des femmes;

- fournir aux étudiants et étudiantes des modèles féminins positifs;
- encourager les femmes à envisager la possibilité de devenir chefs d'entreprise et leur fournir la formation pertinente;
- accroître la représentation des femmes au sein de tous les conseils et comités du gouvernement.

Au cours de la prochaine année, la Direction générale de la condition féminine continuera de présider le Comité interministériel sur les possibilités de formation et d'emploi pour les femmes, comité qui sera élargi pour inclure le ministère de l'Éducation. Nous continuerons aussi à proposer de nouveaux moyens d'assurer l'égalité, sur le marché du travail, des jeunes filles et des femmes qui font déjà partie de la population active. En effet, l'égalité sur le marché du travail est indispensable à l'égalité économique des femmes.

Je suis heureux de présenter ce document, gage que nous nous engageons réellement à améliorer la situation socio-économique des femmes du Nouveau-Brunswick.



Manitoba



MANITOBA'S POSITION ON

TAX REFORM

**Honourable Howard Pawley
Premier of Manitoba**

**ANNUAL CONFERENCE
OF FIRST MINISTERS**

**Vancouver, British Columbia
November 20 - 21, 1986**



Honourable Howard Pawley
Premier of Manitoba

MANITOBA'S POSITION ON
TAX REFORM

Annual Conference of First Ministers
Vancouver, British Columbia
November 20-21, 1986

CONTENTS

1. MANITOBA'S POSITION ON TAX REFORM
2. NOTES FOR A STATEMENT ON TAX REFORM (FINANCE MINISTERS' MEETING - EDMONTON, OCTOBER 31, 1986)
3. NOTES FOR A STATEMENT ON TAX REFORM (FINANCE MINISTERS' MEETING - MONTREAL, SEPTEMBER 19, 1986)
4. NOTES FOR A STATEMENT ON FEDERAL-PROVINCIAL FISCAL RELATIONS (PROVINCIAL PREMIERS' CONFERENCE - EDMONTON, AUGUST 10-12, 1986)
5. COMMUNIQUE ON FEDERAL-PROVINCIAL RELATIONS/TAX REFORM (27TH ANNUAL PREMIERS CONFERENCE - EDMONTON, AUGUST 10-12, 1986)

MANITOBA'S POSITION ON TAX REFORM

A. Building a Fair Tax System

The Canadian tax system must be reformed.

Over the years, Canadians have become increasingly aware that the tax system no longer raises the revenues which Canadian governments need in a fair and efficient way. Incentives, preferences, and other special provisions, have accumulated and so cluttered the tax system, that it is almost impossible for ordinary Canadian taxpayers to know whether they are paying their fair share of the tax burden.

There is mounting evidence that ordinary Canadians believe the tax system is too convoluted to understand, and that people who have sufficient means are generally able to avoid most of the taxes they should pay. Too often, these perceptions are right.

Over the years, the burden of taxation has shifted from the corporate to the personal sector, and from income to consumption taxes. Within the Canadian context these trends mean that lower and middle income Canadians are paying an ever increasing share of the total taxes collected by governments.

The inequities built into the tax system have also contributed in a major way to the fiscal dilemmas faced by Canadian governments today:

- ° The growing gap between revenues and the resources required to finance essential public services has led to a deterioration in the quality and the accessibility of many programs. Needed program improvements have not been made, and in some cases valuable programs have been cut. Too often, lower and middle income people have borne the brunt of these actions.
- ° The federal government has repeatedly cited the deficit as a reason for inaction on priority issues, or worse yet cutting programs designed to assist the less developed regions of the country.

Canadians living in the poorer provinces have suffered the most as a result of these developments. This is especially evident in the drop in regional development spending, the diminished commitment to the Equalization program, and some elements of the Established Programs Financing Arrangements.

- ° More recently, Manitobans have seen how, despite the stated "concern" with the federal deficit, unnecessary costs are incurred for the most dubious political reasons.

Building a fair tax system is an essential first step to resolving the social, cultural, and economic rifts and crises which are gradually eroding the cohesion and stability of the Canadian confederation.

B. Tax Reform Objectives

Manitoba agrees fully with the Report of the 1966 Carter Commission in its emphasis on fairness as the overriding objective of any tax reform effort:

"We assign a higher priority to the objective of equity than to all the others. ... we are convinced that unless this objective is achieved to a high degree all other achievements are of little account."

A fair tax system must meet two criteria:

- ° Horizontal Equity: this means that people in the same economic circumstances should pay the same amount of tax.
- ° Vertical Equity: this means that as incomes increase, tax rates should rise.

In practice these concepts are frequently interpreted in different ways, and the term "fairness" has been greatly abused. Much of the confusion on this issue stems from a perspective which is too narrowly focussed on the constraints facing policy makers rather than the responsibilities and challenges they have been elected to address.

The Carter Commission extended its discussion of fairness beyond the issues commonly associated with taxation structures. Issues such as user charges, the levels and distribution of government services, and the responsibilities of the public and private sectors were also considered within the fairness framework. The Manitoba Government shares this perspective.

The taxes which Canadians pay to maintain essential public services are only one component of the costs faced in providing an acceptable standard of living. Public policy decisions -- on issues as diverse as patent legislation to trade relations -- affect the quality of life Canadians are able to enjoy. Fair taxes are a crucial ingredient in assuring continued social and economic progress in our country.

It is sometimes asserted that the objective of fairness in tax policy can be attained only by sacrificing other important objectives such as economic efficiency. In some cases this may be true, but in general, equity and efficiency considerations lead to very similar prescriptions for reform.

The single most important component of tax reform will be developing a fair personal income tax. A comprehensive income tax base which treats all income -- regardless of its source -- as equally as possible, is essential to building an equitable tax system.

From an efficiency perspective it is often held that taxes which apply relatively high rates on narrowly defined bases, will redirect or "skew" economic activity by distorting the relative returns from different kinds of activities. It is also asserted that these tax-induced changes will reallocate production away from more efficient processes, and from goods and services with higher market values. From these premises, it follows that a more comprehensive tax base, with lower tax rates will also lead to higher levels of production.

In some cases it may be desirable to encourage activities which otherwise might not take place. In these situations, however, tax related inducements are only one of the many instruments which governments have at their disposal. In Manitoba's view, tax policy measures should be used only after it has been demonstrated that there are compelling reasons for preferring tax expenditures to other alternatives.

Manitoba also believes the tax system should be as simple as possible. Compliance with tax laws should be simple and the forms and procedures should be comprehensible to taxpayers.

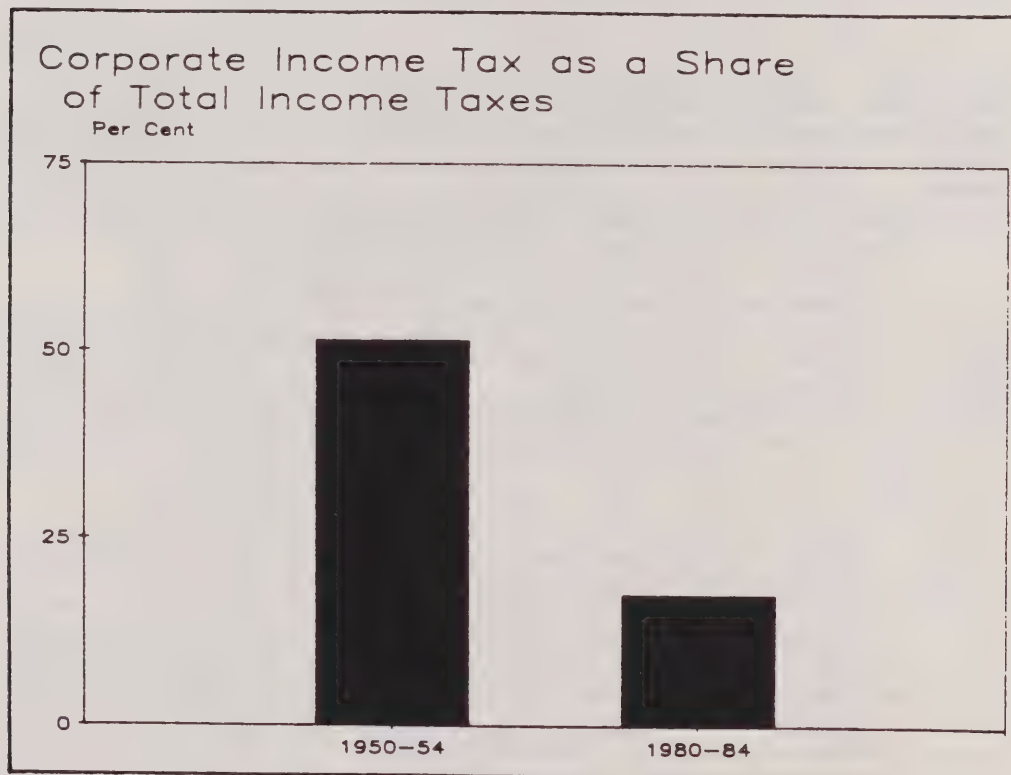
A simple system leads to greater taxpayer certainty; taxpayers must be able to complete their own returns, and have a reasonable degree of certainty that they are correct. A simple tax system would contribute to greater taxpayer understanding, and assurance that everyone is paying their fair share.

The excessive complexity of the present tax system has also resulted in higher compliance costs for taxpayers, costly and unproductive litigation, and higher administrative costs for tax authorities. The creative energy now devoted to developing and restraining sophisticated tax avoidance strategies should be used more productively.

C. A Fair Share from the Corporate Income Tax

1. Declining Corporate Contributions

During the five-year period from 1950 to 1955, the corporate income tax contributed more to the federal treasury than the personal income tax. For 1986/87 corporate income taxes are less than one-quarter of total income taxes, and comprise about one-eighth of total federal revenues.



The 1986 federal Budget Address proposed changes which would further tilt the tax burden from corporations to individuals.

This trend must be reversed. Greater reliance must be placed on corporate income taxes.

2. Rate Reductions

Manitoba is, in general, supportive of the base-broadening measures introduced and pending in the "two phases" of federal corporate tax reform.

There are some aspects of these proposals which are of concern; particularly the manner in which the investment tax credit is being phased out. The differentials in the investment tax credit rates among various regions have been unfairly widened, to the disadvantage of designated regions, including Manitoba. The 60% Cape Breton Investment Tax Credit has become the focus of significant abuses.

**CURRENT AND PROPOSED INVESTMENT
TAX CREDIT RATES BY REGION**

	<u>Current</u> (%)	<u>1987</u> (%)	<u>1988</u> (%)	<u>1989</u> (%)
Cape Breton	60	60	60	60
Atlantic (includes Gaspé Peninsula)	20	20	20	20
Designated Regions*	10	7	3	0
Developed Regions**	7	5	3	0

* Includes all of Manitoba, Saskatchewan, the Yukon, the Northwest Territories; and northern/remote British Columbia, Alberta, Ontario and Quebec.

** Ontario, Quebec, urban British Columbia and Alberta.

Recent trends in the overall contribution from the corporate sector, suggest that the corporate income tax rate reductions proposed in the 1986 federal Budget Address, are not needed. A more appropriate balance between corporate and personal income taxes must be established. The base-broadening measures in the second phase of corporate tax reform should not be accompanied by further rate reductions.

3. Accumulated Incentives and Loopholes

Figures released by the federal Department of Finance show that in 1982, the value of unused losses, deductions, and preferences accumulated to that point was \$18.5 billion. Some part of this total consists of genuine business losses, but a significant portion is composed of purely "tax losses" -- accelerated write-offs, tax credits or preferences which have reduced the income or taxes against which legitimate losses could be used.

In some cases the loopholes and special provisions which gave rise to the accumulated losses have already been closed or curtailed. However, measures which would reduce the extent to which these accumulated "abuses of the past" can be used to offset present and future tax liabilities should be developed and implemented. Such action is essential to ensuring that a fairer contribution from the corporate sector is obtained on a timely basis.

In 1981, almost 60% of Canadian corporations paid no income taxes. Of these non-taxpaying companies, over 46% were profitable. Manitoba has called for a minimum corporate income tax to ensure a reasonable contribution from all profitable corporations.

4. Unused Deduction Transfer Proposal

The 1985 federal Budget Address proposed a mechanism to allow corporations to transfer unused deductions and losses among related corporations. The Manitoba Government does not support any measures which would facilitate transfers of unused tax losses and deductions among related corporations in a manner which would reduce overall corporate income tax revenues; at least until the current tax loss overhang is resolved.

D. Cautious Sales Tax Reform

1. Reform Needed

The share of sales and excise taxes in total federal revenues has increased by more than 27% during the last five years. The revenues derived from these taxes are now more than the corporate income tax.

Manitoba shares many of the federal government's concerns about the structural deficiencies of the present federal sales tax. Nevertheless, it is important that the final tax reform package should not place greater reliance on this source of taxation.

2. Protection for Poorer People and Poorer Provinces

The evidence produced to date suggests that the base extensions under consideration for the Business Transfer Tax, combined with increases in the share of revenues derived from sales taxation would be regressive. Lower and moderate income Canadians would be affected most severely.

Changes in the federal sales tax may also shift the overall federal tax burden from the more industrialized, wealthier provinces, to poorer provinces with greater dependency on their resource and service sectors. This could reduce poorer provinces' ability to raise revenues from their own tax sources, and exacerbate the differences in the quality of services provided for people living in different areas of Canada.

A clearer picture of the proposed tax base, and a comprehensive examination of the regional impacts of federal sales tax reform, is required.

These observations may not represent major barriers to sales tax reform. A strengthened system of refundable sales tax credits such as those introduced in the last federal Budget, in conjunction with other measures increasing the progressivity of the personal income tax could serve as effective counterbalances to the potentially regressive impact of broadening the federal sales tax base. Strengthening the Equalization formula could serve as a viable counterbalance to inter-provincial shifts.

E. Fairer Personal Income Tax Needed

1. Equal Treatment of All Income

One of the most basic objectives of tax reform is to ensure that individuals with a similar ability to pay taxes, pay similar amounts of tax. Essentially, this means incomes derived from different sources must be assessed and taxed in such a way that the advantages of receiving income in one form or another are minimized.

2. The Capital Gains Exemption and RRSP Limit Increases

The 1985 federal Budget Address introduced a \$500,000 lifetime capital gains exemption which was to be phased in over a number of years. The limit for 1986 is \$50,000 -- significantly more than all but a tiny fraction of Canadians will ever be able to use. The 1986 maximum RRSP deduction is \$7,500; any further increases will benefit only Canadians earning more than \$41,667 annually. The full \$15,500 allowance scheduled for 1990 will benefit only individuals earning at least \$86,111.

These changes are being defended as necessary to encourage saving and to promote "fairness." The logic underlying such assertions is questionable, to say the least.

Canadians attained and kept their personal saving rate at double digit levels over the last dozen years. The exemptions for capital gains income and deductions for pension contributions appear to have had very little to do with this.

The Canadian personal saving rate rose rapidly during 1973 and 1974. This was just after the 1972 tax reforms brought previously exempt capital gains income into the tax base, and just before RRSP limits were increased in 1976. This is exactly the opposite of what would be expected if these measures had a significant impact on saving behaviour.

The impact of these measures on taxpayer equity, however, has been very significant. The 1986 Manitoba Budget Address included an example which showed a Manitoba family of four earning \$30,000 and paying \$1,368 in federal income taxes after taking child tax credits and family allowances into account. At the same time a family earning \$50,000 from investment sources would pay only \$909 in federal taxes. This family saves \$4,245 directly as a result of the last two federal Budgets.

3. Immediate Freeze on Tax Shelters

Rather than generating large tax savings for selected high income Canadians it would be more appropriate for these, and other preferences for selected sources of income, to be curtailed. The resulting revenues could be used to improve governments' fiscal flexibility, or to ensure that the total tax burden after tax reform is distributed more equitably.

Manitoba has called for an immediate freeze on the scheduled increases in the RRSP deduction limits and the capital gains exemption. The objectives for these measures should be reviewed very carefully and their effectiveness as public policy tools rigourously examined to determine whether they should be continued in their present forms.

F. Reviewing Tax Expenditures

1. What Tax Expenditures Are

The term "tax expenditures" refers to tax preferences -- exemptions, deductions, exclusions, tax credits, or other mechanisms deliberately built into the tax system to achieve public policy objectives. Rather than using direct methods -- grants, programs, regulation, etc. -- to achieve their goals, governments sometimes choose to provide selective taxation relief in order to encourage people or businesses to alter their behaviour so as to attain the same end.

The use of tax expenditures has greatly proliferated over the last several years. In his most recent Report, the Auditor General of Canada estimated the value of income tax expenditures at \$28 billion.

While using the tax system may be appropriate for some purposes, there are several important considerations which militate against using the tax system in this manner:

- ° The impact of selective preferences is often highly inequitable. The tax savings they create are often very large and concentrated among a small group of taxfilers. The tax savings generated are seldom related to the recipients' ability-to-pay taxes, and their distribution would not be countenanced in a direct spending program.
- ° The effectiveness of tax expenditures in promoting the objectives set out for them is frequently very difficult to determine. There are growing indications, however, that much of the worthwhile activity taking advantage of special tax provisions would have taken place in any case.

- ° The potential for major abuses appears to be growing as the attention focussed on these measures by professional tax planners increases and more sophisticated means of accessing tax benefits are developed. Since the controls on tax expenditures tend to be less stringent than on direct spending programs, the abuses will often proceed until very large revenue losses are incurred.
- ° There are no formal mechanisms for regular Parliamentary review of tax expenditures. This is in sharp contrast to the several stages of reviewing direct expenditures. The Auditor General has compared the control and accountability attached to direct spending programs with tax expenditures in fairly graphic terms: "At the present time the use of tax expenditures bypasses many of these controls and procedures. It is as though we had been attending to other wounds while the life blood has been flowing from severed arteries."

2. Evaluation Criteria

Manitoba believes that a number of critical questions about the usefulness of continuing tax expenditures must be answered:

- ° Have they resulted in more investment than would otherwise have occurred?
- ° Have they created more employment?
- ° Are they necessary for achievement of other social goals?
- ° What are the costs, in relation to alternative means, of pursuing these objectives?
- ° Are the original policy objectives still relevant or desirable?

These questions must be addressed. The evidence suggests that in the majority of cases tax expenditures are not the most effective means of pursuing economic or social objectives.

3. Review Process Needed

Manitoba has called for a systematic, regular, and thorough accounting and review of tax expenditures. This review could take any one of several forms, from a full annual Parliamentary review -- similar to the process used for direct spending programs -- to scrutiny and reporting by Parliamentary committees.

Since both the personal and corporate income tax bases are shared by the federal and provincial governments, it is important that provinces have a significant role in the review and decision-making process, insofar as it pertains to these forms of taxation.

G. Conclusion

1. Urgent Action Required

A few years ago, the Manitoba Government was virtually alone in urging the federal government to undertake a comprehensive and meaningful tax reform initiative. Now, other provincial governments are also pressing for national tax reform. And, the federal government has indicated it recognizes the need for a complete overhaul of the Canadian tax system.

In these circumstances, it is important that the process be moved along quickly and with a sense of urgency. The federal Finance Ministers' Guidelines document is a good start, but substance must follow soon. During the last several months Canadians and provincial governments have speculated and guessed at federal intentions. The need now is for substantive options, serious discussions with Canadians, and meaningful negotiations with the provinces on the issues which will determine the shape of the new national tax system.

2. Immediate and Longer Term Initiatives

The Manitoba Government has outlined a program of comprehensive national tax reform which would result in a fairer, more efficient, and productive tax system. As federal intentions become clearer and the consultative process proceeds, the concerns of Manitobans will be incorporated into the representations our Government brings forward.

Manitoba has put forward a timetable for action. This plan is designed to allow the quick implementation of interim measures needed immediately: a freeze on the capital gains exemption, RRSP limits, and the planned corporate income tax rate reductions. These measures, introduced in the last two federal Budgets, are expected to reduce federal revenues more than \$3.0 billion annually by 1990 if fully implemented. Manitoba's schedule also provides sufficient time for meaningful consultations and negotiations of issues which are not as well understood, or require further review.

3. Fairness Foremost

The importance of fairness in rebuilding our national income tax system cannot be overemphasized. Canadians must be assured that each taxpayer's contribution bears an equitable relationship to that taxpayer's ability-to-pay.

Over the last few years, Canadians witnessed unprecedented abuses of the tax system, not only in terms of their total cost, but also in the concentration of the benefits among the very wealthiest individuals, families, and corporations. The Canadians who could not or would not participate in these giveaways paid for them, in higher taxes, and in service cutbacks. As a nation we are contending with deficits that are higher than they needed to be.

4. Co-operation Key to Success

Tax reform touches on a critical element of any civilized nation's life -- how the functions of the state are paid for. For the process to succeed, the views and concerns of ordinary Canadians and their associations must be respected in the final outcome.

The federal government has agreed to open consultations on tax reform. This will be one of the most important items on the public policy agenda during this decade.

Any tax reform initiatives will have direct implications on provinces -- their revenues and their ability to sustain essential public services. Provinces and the federal government share responsibilities in providing services, and, to a significant extent, explicitly share the revenue bases. These arrangements provide great benefits -- in terms of flexibility, certainty, and simplicity, but without co-operation they can also entail excessive duplication, gaps, and complexity.

Action on Manitoba's call for a freeze in the capital gains exemption, the RRSP deduction increases and planned corporation income tax rate reductions would be an encouraging start for a serious tax reform effort.

Manitoba is fully committed to working with the federal government to achieve a tax system which is both fair and efficient.

Honourable Eugene Kostyra
Minister of Finance
Province of Manitoba

NOTES FOR A STATEMENT ON
TAX REFORM

Finance Ministers' Meeting
Edmonton, Alberta
October 31, 1986

The vast majority of Canadians want a fundamental and long overdue reform of the tax system in our country -- and they want it soon. Mr. Chairman, I, for one, was encouraged to see that you will begin a consultative process as a first step towards attaining this critical goal.

It was appropriate that you began this process by setting out the guidelines, principles and, to some extent, expectations for this exercise. We trust the commitment given in the Guidelines paper -- that the federal government will "...consult extensively with provincial governments in an effort to ensure harmonized tax systems across the country" -- means that the input of provincial governments will be taken seriously and ultimately reflected in the outcome of the effort.

My remarks today will set out the Manitoba Government's views on basic principles, our Province's expectations in terms of the overall shape of the outcome, and our concerns with the direction and the processes of the reform effort so far.

Accordingly, Manitoba intends to contribute concretely and positively in the initiative as it proceeds.

Fairness

On reviewing your September 8 remarks in Washington, our Government was concerned that restoring fairness, the most critical shortcoming in the Canadian tax system, might not be a priority of the Canadian effort. We were relieved to see that the Guidelines paper placed more emphasis on this issue.

I especially concur with the Guidelines view that "high income individuals and profitable corporations should pay a fair share of tax." The 1986 Manitoba Budget Address included an example which showed how a Manitoba family of four earning \$30,000 would pay \$1,368 in federal income taxes, after taking Child Tax Credits and Family Allowances into account. Of this total, \$176 is directly the result of actions initiated in the previous two federal Budget Addresses -- a 12.9% increase. At the same time, a family earning \$50,000 from investment sources would pay only \$909 in federal taxes. This family saves \$4,245 as a result of the same federal Budgets.

Despite a history of steadily (and sometimes rapidly) increasing profits, several major banks sometimes pay less in income taxes than many middleincome Canadians.

Our Government is anxious to hear more details on the federal government's position on several outstanding questions which are closely linked to achieving the fairness objective:

1) What is the federal government's objective for the final balance between personal and corporate income taxes? During the early 1950's, the corporate and personal income taxes provided roughly equal amounts to the federal Treasury. Today, corporate income taxes are roughly 15% of personal income taxes. In Manitoba's view, progress towards the Guidelines "fair share" objective will be virtually impossible without a significant redistribution of these taxes. The trend towards less reliance on corporation income taxes must be sharply reversed.

While Manitoba is, in general, supportive of the base-broadening measures introduced and pending in the "two phases" of federal corporate tax reform, our Government is concerned that the rate reductions introduced in the 1986 federal Budget Address were inappropriate, particularly in current fiscal circumstances. If the imbalance between corporate and personal income taxes is to be redressed, the base-broadening measures in the second phase of corporate tax reform should not be accompanied by further rate reductions.

Similarly, the federal government should not proceed in introducing measures to facilitate transfers of unused and largely artificial losses and deductions among related corporations in a manner which reduces overall corporate income tax revenues.

2) Does the federal government expect to finance income tax rate reductions primarily through higher sales taxes? This has been a persistent concern of our Government and we are still awaiting clarification on this issue. While Manitoba shares many of the federal government's concerns about the structural deficiencies of the present federal sales tax, in our view the final tax reform package must not place significantly greater reliance on this source of taxation.

Our Province's reservations about significantly higher reliance on sales taxation for federal revenues centers on two concerns:

- ° First, most of the relevant evidence suggests that a combination of the base extensions proposed for the business transfer tax and general increases in the revenues derived from sales taxation would be regressive; lower and moderate-income Canadians would be affected more severely than higher-income individuals.
- ° Second, the potential inter-regional shifts in the federal sales tax burden may exacerbate the disparities in provincial tax bases and own-source revenue raising capacities. This, in turn, could only lead to greater inequities in the ways in which people living in different provinces are taxed and benefit from public services.

We recognize, of course, these are not insurmountable obstacles to a much needed reform of sales taxes. A strengthened system of refundable sales tax credits such as those introduced in the last federal Budget, in conjunction with some of the other measures which I will discuss later, could serve as effective ameliorating measures. Strengthening the equalization formula could serve as a viable counterbalance to inter-provincial shifts.

3) How comprehensively will the personal income tax base be defined? Achieving the objective of requiring "individuals with similar ability to pay taxes (to) pay similar amounts of tax" will be virtually impossible unless capital gains are taxed in a manner comparable to ordinary income and the income earned in tax sheltered RRSP and similar funds is brought into the income tax base.

Manitoba has called for a freeze on the scheduled capital gains exemption to its 1986 level of \$25,000 of taxable gains and to hold the scheduled RRSP limit increases to 1986 levels.

It appears that exemptions for capital gains income and deductions for pension contributions have had little to do with Canadians attaining and keeping their

personal saving rate at double digit levels over the last dozen years. The Canadian personal saving rate jumped dramatically during 1973 and 1974. This was just after the 1972 tax reforms brought previously exempt capital gains income into the tax base, and just before RRSP limits were increased in 1976.

In our view, rather than simply generating tax savings for selected and usually high income Canadians (who in all likelihood would save just as much or more in any case) these measures should be curtailed. The revenues are needed to protect public services, or to enhance more progressive forms of tax relief.

Certainly, the objectives for these measures should be reviewed very carefully and their effectiveness as public policy tools rigorously evaluated before any further expansions are contemplated.

Revenue Stability

The growing inability of the tax system to generate sufficient revenues -- even during times of strong economic performance -- to maintain vital services for Canadians represents one of the most pressing public policy issues of the 1980's. The discussion under the "Stability" topic in the Guidelines document underscores this point.

Some of the reasons which underlie the unresponsiveness of revenues to general economic factors originate in structural changes and international events. However, much of the blame can be directly traced to the too-generous incentives, preferences and loopholes which have been introduced and allowed to proliferate over the last 15 years or so.

The Guidelines paper shows that in 1982 the value of unused losses, deductions and preferences accumulated to that point was \$18.5 billion. Obviously, some part of this total consists of genuine business losses, but a significant portion is composed of artificial "partnership" losses (eg., the so-called "little Egypt bump") accelerated write-offs, tax credits or preferences which reduced the income or taxes against which these losses could be used. In some cases, the measures which gave rise to the accumulated losses have already been eliminated or curtailed.

Clearly, these accumulated "losses" present a major challenge to restoring basic fairness and revenue stability to the tax system on a timely basis. There may well be merit in exploring options to reduce the future impact of artificially-generated losses in ways which do not impact negatively on revenues now.

- ° A useful first step would be to examine ways in which to isolate the "genuine" component of the accumulated losses and tax credits.
- ° The period over which the "policy-induced" component of the losses could be used could be reduced from seven to, say, three years.
- ° The corporate income tax rate reductions announced in the 1986 federal Budget Address could be deferred until the total of the accumulated losses reached more reasonable levels.

These suggestions are offered simply as "thought starters." There may well be other and better means of dealing with this problem.

In the past, Manitoba has called for a minimum tax for corporations. If anything, the problem of profitable corporations paying little or no corporate income tax is even more serious than the comparable situation at the personal income tax level.

The Guidelines document appears to recognize that "other action" may well be required to raise the revenues required for governments to meet even their most essential "fiscal management and economic and social policy" obligations. It appears that an efficient expurgation of the outstanding, and largely artificial, losses may be the fairest means of moving the tax system back to a track which generates adequate revenue.

International Competitiveness

Our Government is also encouraged by the Guidelines paper's apparent recognition of the distinctive features and institutions of the Canadian economy and social structure. Any credible comparison of international tax burdens must take into consideration the realities which the Guidelines

document discusses under the "Canadian Priorities" heading:

- ° Equalization;
- ° A commitment to the "concept of social justice" implicit in our income support systems;
- ° Regionally-balanced economic development;
- ° Public delivery of health care and education; and
- ° The higher per capita costs of maintaining a national infrastructure for a huge country with a small population.

A recent Conference Board survey indicated that employer expenditures on health plans, private pension plans and income maintenance plans represent 20.2% of payroll costs in the U.S. and 12.8% in Canada. The major reason for the difference is the existence of services delivered by Canadian governments and financed out of tax revenues. A narrowly focussed fixation with tax rates, ignoring the benefits conferred on Canadian businesses and individuals by government delivered services, is not an appropriate perspective for developing tax policy or maintaining our distinctive heritage.

Controlling Tax Expenditures

A thorough and rigorous review of tax expenditures must be an essential component of any comprehensive tax reform. Our Government is fully committed to making the tax system, and especially tax compliance, as simple as possible. Furthermore, the tax expenditures which remain, or are introduced from time to time, must be subjected to periodic analysis and evaluation.

In his most recent Report, the Auditor General of Canada cited the 1985 federal tax expenditure account which listed income tax expenditures totalling \$28 billion. Manitoba believes that a number of critical questions about the usefulness of continuing these measures must be answered:

- ° Have they resulted in more investment than would otherwise have occurred?
- ° Have they created more employment?
- ° Are they necessary for achievement of other social goals?
- ° What are the costs, in relation to alternative means, of pursuing these objectives?
- ° Are the original policy objectives still relevant or desirable?

These questions have not been addressed. The available evidence suggests that in the majority of cases tax expenditures are not the most effective means of pursuing economic or social objectives.

The recent National Research Council program cuts provide an instructive backdrop to a reconsideration of the SRTC program. Some estimates suggest that the SRTC may have reduced government revenues by as much as \$2.8 billion during the ten months in which the program was in effect. If this amount had been new to R&D spending, our country would have met and exceeded federal targets for research spending (as a % of GDP). In fact, R&D spending in 1984 did not grow any faster than would have been expected in the absence of the program.

If even one-tenth of the revenues lost through the SRTC program had been allocated directly to Canadian scientists working in the National Research Council, in our universities and other research institutions, Canadian science policy would now be vastly more advanced.

Experiences such as this, have lead a growing number of observers; academics, several of the Nielsen Task Forces, and most recently, the federal Auditor to conclude that tax expenditures are at best, questionable solutions to the problems they are intended to address.

Unfortunately, there is no mechanism which forces tax expenditures to be scrutinized on a regular basis. A formal process for publishing and reviewing tax expenditures is an important and necessary component of the reform process.

The income tax base is shared by both federal and provincial governments. The process ultimately chosen should also include meaningful provincial input in decisions regarding tax expenditures which affect both the federal and provinces' tax bases.

Summary

To summarize, our Government strongly believes that all the conditions for a significant and successful tax reform effort are now in place. It is important that Canadian governments work together to ensure that this important opportunity does not slip by.

Tax reform is a critical component of any positive solution to the economic and fiscal challenges which Canadians and their governments face. Above all, fairness must be the overriding principle and goal. A fair tax system is essential to ensure that Canadians remain willing to contribute to maintaining and improving vital public services. This, in turn, is critical to preserving our country's unique cultural and political identity.

It is doubly important, therefore, that all eleven senior governments work cooperatively and in good faith. Manitoba has offered to participate in a positive way, and has developed several concrete proposals.

We look forward to concrete and meaningful dialogue today and in the weeks and months to come.

Honourable Eugene Kostyra
Minister of Finance
Province of Manitoba

NOTES FOR A STATEMENT
ON TAX REFORM

Finance Ministers' Meeting
Montreal, Quebec
September 19, 1986

"The first and most essential purpose of taxation is to share the burden of the state fairly among all individuals and families. Unless the allocation of the burden is generally accepted as fair, the social and political fabric of a country is weakened and can be destroyed."

This observation from the 1966 Carter Commission serves as an especially apt introduction to my remarks today. The Manitoba Government has consistently pressed for a comprehensive, thorough reform of Canada's taxation system. Our Government has always regarded fairness as the paramount consideration of any meaningful tax reform initiative.

The case for reform is particularly strong now when the collective capacities of senior governments to maintain vital services are hampered by a poorly functioning tax system.

In this regard, I read with interest the federal Finance Minister's September 5th, remarks in Washington D.C. I am pleased that the federal Finance Minister set out his understanding of the context to which the Canadian tax reform exercise must be adapted.

Those remarks serve as a good basis to identify the areas of agreement between our respective Governments and the areas which require more discussion. This meeting is an important opportunity for the federal and provincial governments to set out their principles, goals, and expectations as our country begins this critical, and too-long delayed reform.

Manitoba welcomes the recent federal announcement of its intention to commence a more complete overhaul of the three major tax sources; personal income taxation, corporate income taxation, and federal sales taxes.

We are concerned, however, that goals of tax reform must be to:

- ° improve fairness and equity; and
- ° protect the ability of federal and provincial governments to raise adequate revenues.

Areas of Agreement:

Mr. Chairman, I was encouraged by your sensitivity to the regional aspects of tax reform within the Canadian context. As far as they go, the "fundamental objectives" for a reformed tax system set out in your Washington remarks are essentially consistent with the position set out by Manitoba.

- " - It should provide sufficient revenues to finance government programs;
- It must be appropriate for the economic structure of the nation;
- It must reflect the basic values of the society;
- It must maintain the respect of the taxpaying public."

We are encouraged by the apparent federal recognition of the inter-provincial aspects of the tax reform initiatives.

"Provinces have extensive consitutional responsibilities in such areas as health, education and welfare. ...This has led to joint occupation of incomes and sales tax fields and a complex set of federal-provincial fiscal and tax collection arrangements that must influence any federal tax reform proposals."

Your description of the role of government in the Canadian setting particularly in the health, education and regional development fields, is also remarkably consistent with the position set out by our Government.

"...Canadians have overcome the handicap of a small population by pooling their resources through the state, to create the economies of scale for massive projects such as railroads and hydro facilities, as well as efficient health and educational institutions. This...means Canadians face higher taxes in exchange for lower after-tax expenditures on such things as university fees or medical insurance.

... we also use the federal government to redirect resources between regions, ...the principle of equalization is now entrenched in our constitution. ...in the form of higher federal spending levels and higher federal taxes than would otherwise be the case.

...I am well aware that the siren song of less government spending financed by a simple tax system could lead to not-so-simply resolved economic problems for residents in our have-not provinces."

Reform must ensure a fair allocation of revenues among governments to sustain public programs and services.

Finally, recognition that the federal deficit cannot be addressed without reforming "fiscal and tax structures in a coordinated fashion" is also welcomed by Manitoba.

This understanding of the task at hand, if it is respected and reflected in the final outcome, will go a long way towards creating a truly "made-in-Canada" national tax policy.

Areas of Concern:

However, the principle of taxation based on "ability-to-pay" is basic to our Government's position on both the pressing need and motivation for comprehensive tax reform.

In an environment where the burden of taxation has relentlessly shifted from investment to labour

income, and from the corporate to the personal sector, an unequivocal commitment to equity would -- in my opinion -- be entirely consistent with reflecting "the basic values of the society," and with maintaining "the respect of the taxpaying public."

The issue of basic fairness; the concept of each taxpayer bearing his or her fair share of the tax burden, was conspicuous by its absence in the federal description of the "fundamental objectives" of tax reform.

We do not accept the conclusion that the Canadian situation "shapes" the tax reform priorities so that sales taxes take on a "central role" in the reform effort.

In our view, income tax reform will be the most critical element of any meaningful reform effort. Income tax constitutes the largest single source of both federal and provincial revenues, it is also the tax which touches Canadians the most immediately, and is virtually the only tax directly based on ability-to-pay.

This means that the central criteria for fairness is the equal treatment of income: regardless of source, and regardless of use. In other words, a buck-is-a-buck.

Our Government believes the recently introduced inequities in the personal income tax; the \$500,000 capital gains exemption and the increased RRSP contribution limits at a cost of more than \$2 billion annually by 1991, are a significant step in the wrong direction.

To date, we have seen no evidence that the capital gains exemption is achieving its stated economic objectives, and the cost in terms of equity is quite simply appalling. As long as this measure remains in place the tax burden on ordinary working Canadians will be too high.

We are also concerned with the scheduled increases in the RRSP contribution limits for high-income Canadians. Surely, we are not concerned that individuals with incomes of more than \$42,000 will not save adequately for their retirement years without tax inducements. As the Minister is aware the Canadian saving rate has been significantly higher than in the

U.S. for more than the last decade, yet, the U.S. tax reforms are restricting rather than expanding tax incentives for saving.

My point is simply that we should not "red-circle" certain tax provisions as being immune from the reform process.

The federal Auditor has estimated that the annual value of tax expenditures may be as high as \$50 billion. A complete review of the effectiveness of all tax expenditures is long overdue:

- Have they resulted in more investment than would otherwise have occurred?
- Have they created more employment?
- Are they necessary for achievement of other social goals?
- Are the original policy objectives still relevant or desirable?
- What are the costs, in relation to alternative means, of pursuing these objectives?

Until now these questions have not been adequately addressed. The evidence which is available -- while incomplete -- is not supportive of the contention that tax incentives are an effective means of pursuing economic and social policy objectives.

In the interim, our Government would strongly urge the Minister to freeze the lifetime capital gains exemptions and the RRSP contribution limits at their 1986 levels.

Conclusion:

In recent years the income tax system has not produced the revenues required to maintain essential public programs. Vital services have been cut and taxes unrelated to ability-to-pay have increased. This has resulted in ordinary Canadians; both working and retired, paying an increasingly inequitable share of taxes, and absorbing cutbacks in services.

Canadians have repeatedly indicated that they want essential services; health, education, and income security, maintained -- not cut back. They have also indicated their willingness to pay their fair share of the revenues needed to deliver these services. There is no question that sweeping changes are required to ensure fairness in our tax system.

To summarize, as tax reform efforts will intensify at both senior levels of government, it is critical that Canadian Governments approach this issue positively and work towards a fairer and more efficient tax system.

Honourable Howard Pawley
Premier of Manitoba

NOTES FOR A STATEMENT
ON FEDERAL-PROVINCIAL FISCAL RELATIONS

Provincial Premiers' Conference
Edmonton, Alberta
August 10 to 12, 1986

Last year, U.S. health care spending increased to 10.7% of GNP from 10.4% in 1984, to meet the increasing demands and needs of citizens, and especially the rapidly increasing numbers of senior citizens, for health care services.

While Canadian health care is more efficient and effective, we are facing a similar increase in needs and similar underlying cost trends to those evident in the United States and elsewhere.

Federal Health Minister Jake Epp has indicated that he will present a health strategy paper in November, some eight months after the federal cutbacks started to take effect. We deplore this "cut-first, plan-later" approach. Nevertheless, Manitoba continues to believe that a national planning process to identify needs, appropriate program strategies and fiscal requirements is crucial. We are prepared and anxious to meet with the federal and other provincial governments for this important purpose.

Health Ministers and the Council of Ministers of Education will hold meetings in September. We could direct these Ministers to provide further information on the requirements of Canadians for health and higher education services and on means of assuring the needed resources. A preliminary report could be requested prior to the First Ministers' Conference in November.

For all these reasons, it is important that First Ministers revisit the health and higher education funding issue in November, including the Alberta suggestion that the provisions of Bill C-96 must be treated as a temporary measure. This could avert long-term damage to fundamental services.

Equalization and Regional Development

Earlier, we discussed regional development broadly, in the context of the economy. Success in our commonly held goal of ensuring equitable development throughout Canada requires that the regional dimension of all federal activity be examined carefully and where possible improved and strengthened.

The importance to the regions of Canada of federal initiatives in many program sectors including agriculture and transportation is very great, as are co-operative efforts through regional development agreements and direct federal purchasing and activity.

It is no accident that the constitutional commitment to equalization is alongside the commitment to regional development in Part III of the Constitution. The commitment to Equalization is to ensure that provinces can provide "reasonably comparable levels of public services at reasonably comparable levels of taxation." Clearly that is crucial to regional development just as policies to foster balanced

regional development are crucial to the capacity of provinces to provide adequate services with competitive taxes.

As is well known, the equalization formula imposed in 1982 substantially reduced basic equalization entitlements of provinces. The current formula leaves recipient provinces some \$850 annually for a family of four short of the all-province average capacity to raise revenue. The wide divergences in tax levels and rates resulting from these shortfalls are a concern.

Fundamental changes are necessary, including, in our view, raising the standard of equalization from the current five-province, so-called "representative average," imposed in 1982 to the all-province national average. Such a change becomes even more crucial if the health funding cutbacks are not rescinded. We could direct our Finance Ministers to develop formula changes and other options to reflect a strengthened commitment to equalization.

Tax Reform

Manitoba has long advocated comprehensive tax reform to:

- ° improve fairness and equity;
- ° protect the ability of federal and provincial governments to raise adequate revenues to maintain vital services;
- ° further goals of effectiveness, efficiency and simplification.

The recently stated federal intention to reverse the long-term shift of taxation from the corporate sector to the personal sector is consistent with the position Manitoba has taken over the years. And, the recent federal commitment to comprehensive reform is welcome.

The case for reform is strong, and never stronger than now when governments' collective capacity must be protected. Returning to a tax system akin to that of 1961 would not be reform.

At times, the federal government has linked its discussions of tax reform to providing tax rates "competitive" with those in the United States. We should be careful in making such comparisons, to take into account differences in social services. For example, Canadian taxes pay for Medicare, while Americans must be provided with medical coverage through the workplace or from their pay cheques. Tax levels set "competitive" with U.S. taxes would not provide adequate funds to continue Medicare.

We need a "made in Canada" policy which recognizes the advantages the country has because of our social heritage.

Provinces have a vital interest in tax reform and must be involved in formulation of options and objectives. Finance Ministers should be directed to report back to us on tax reform before the First Ministers' Conference.

Summary

To summarize, Canadians need and deserve fair and secure financing for essential health and higher education programs. As a nation, our commitment to equalization and regional development should be strengthened. Tax reform is urgently required to support our economic and social goals.

These issues are interlinked. The provinces have a vital concern in each area. First Ministers, Ministers of Finance and Ministers responsible for key program areas must be involved. Much work can be done on these issues prior to the First Ministers' Conference in November.

The pillars of federal-provincial fiscal arrangements must be strengthened if the Canadian federation is to stand firm and continue to provide a good and secure home for all of our citizens.



DOCUMENT: 850-34 / 010

27TH ANNUAL PREMIERS' CONFERENCE

Communique on Federal-Provincial
Relations/Tax Reform

August 10-12, 1986
EDMONTON, Alberta

27TH ANNUAL PREMIERS' CONFERENCE
Edmonton, Alberta
August 10-12, 1986

COMMUNIQUE ON FEDERAL-PROVINCIAL RELATIONS/TAX REFORM

The Premiers reviewed the state of federal-provincial relations and noted the need for joint planning for the 2nd Annual First Ministers Conference to be held in November, 1986. The Premiers welcomed the Annual First Ministers Conference as an opportunity to discuss, cooperatively, matters of mutual concern.

FEDERAL-PROVINCIAL AGREEMENTS

Premiers recognized that Federal-Provincial agreements and arrangements have become an important instrument of government. They expressed concern that unilateral changes to these agreements and arrangements are very disruptive. In particular, they noted the recent changes to the Fiscal Arrangements Act. Premiers suggested that the development of mechanism to give greater certainty to such arrangements be explored.

They view the current reduction in the growth of federal transfers for social programs as a temporary measure and reiterated the importance of adequate federal funding for these programs.

The Premiers called on the federal government to ensure that the equalization program meets the Constitutional commitment to enable provinces to provide "reasonably comparable levels of public services at reasonably comparable tax rates".

They concluded that agreements on fiscal arrangements should be a major topic on the agenda of the First Ministers Conference in Vancouver.

TAX REFORM

The ten provincial Premiers welcomed recent federal statements committing the federal government to comprehensive tax reform. Premiers agreed that the implications for major provincial taxes must be considered. They noted that the federal commitment was consistent with earlier statements by the Premiers which stressed the need for tax reform to improve fairness and simplicity in taxation.

The Premiers identified economic development and competitiveness as vital objectives which must also be served, while recognizing the revenue requirements to finance national social programs. The impact on employment as well as on regional and sectoral economic strengths will be important criteria for assessing tax reform options.

The Premiers noted that important social objectives are met through both direct social programs and taxation policies. They agreed that tax reform should be truly comprehensive and improve harmony between taxation and expenditure programs.

The Premiers stressed that tax reform must not be used by the federal government as an excuse to erode provincial health and post-secondary education support by further cutbacks in transfer payments.

The process of tax reform must be open to consultation among all Canadians. But they agreed that it can only be successful with the co-operation of the provinces, since provincial taxes form an important part of the country's revenue system. The Premiers emphasized the need for federal-provincial consultation, co-operation and consensus building. They recommended that tax reform be on the agenda of this November First Ministers Conference. They directed their finance ministers to meet in preparation for that discussion.

CAI
Z 2
C 52

DOCUMENT: 800-22/030

L'honorable Howard Pawley
premier ministre du Manitoba

LA POSITION DU MANITOBA SUR LA
RÉFORME FISCALE

Conférence annuelle des premiers ministres
Vancouver (Colombie-Britannique)
les 20 et 21 novembre 1986



TABLE DES MATIÈRES

1. POSITION DU MANITOBA SUR LA RÉFORME FISCALE
2. NOTES POUR UNE ALLOCUTION SUR LA RÉFORME FISCALE (RENCONTRE DES MINISTRES DES FINANCES - EDMONTON, LE 31 OCTOBRE 1986)
3. NOTES POUR UNE ALLOCUTION SUR LA RÉFORME FISCALE (RENCONTRE DES MINISTRES DES FINANCES - MONTRÉAL, LE 19 SEPTEMBRE 1986)
4. NOTES POUR UNE ALLOCUTION SUR LES ACCORDS FISCAUX ENTRE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET LES PROVINCES (CONFÉRENCE DES PREMIERS MINISTRES DES PROVINCES - EDMONTON, DU 10 AU 12 AOÛT 1986)
5. COMMUNIQUÉ SUR LES RELATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES ET LA RÉFORME FISCALE (27^e CONFÉRENCE ANNUELLE DES PREMIERS MINISTRES - EDMONTON, DU 10 AU 12 AOÛT 1986)

LA POSITION DU MANITOBA SUR LA RÉFORME FISCALE

A. Comment construire un régime fiscal équitable

Le régime fiscal canadien doit faire l'objet de réformes.

Au cours des années, les Canadiens sont devenus de plus en plus conscients que le régime fiscal ne procure plus, de façon équitable et efficiente, les revenus dont les administrations publiques canadiennes ont besoin. Les stimulants, les préférences et autres dispositions spéciales se sont accumulés et ont tellement encombré le régime fiscal, qu'il est à peu près impossible pour les contribuables canadiens de savoir s'ils portent leur part équitable du fardeau fiscal.

Il existe de plus en plus d'indices qui montrent que le Canadien moyen croit que le régime fiscal est trop compliqué et que les personnes qui ont suffisamment de moyens peuvent généralement éviter d'avoir à payer la majorité des impôts qu'ils devraient payer. Il arrive trop souvent que ces impressions soient justes.

Au fil des années, le fardeau de l'impôt est passé du secteur des entreprises à celui des particuliers, et l'impôt sur le revenu a été remplacé par les taxes de consommation. Dans le contexte canadien, ces tendances signifient que les Canadiens à revenus moyens et faibles paient une partie toujours croissante de l'ensemble des impôts perçus.

Les injustices inhérentes au régime fiscal ont aussi favorisé, de façon sensible, les dilemmes fiscaux auxquels les administrations publiques canadiennes doivent faire face aujourd'hui.

- ° L'écart croissant entre les revenus et les ressources nécessaires au financement de services publics essentiels a provoqué une détérioration de la qualité et de l'application de nombreux programmes. L'amélioration nécessaire des programmes n'a pas été faite et, dans certains cas, des programmes utiles ont fait l'objet de coupures. Trop souvent, ce sont les personnes à revenus faibles ou moyens qui ont dû supporter le choc de ces mesures.
- ° Le gouvernement fédéral a cité, à maintes reprises, le déficit comme la cause de son inaction vis-à-vis des questions prioritaires ou même, ce qui est encore pire, la justification des compressions dans des programmes visant à aider les régions les moins développées du pays.

Ce sont les Canadiens qui vivent dans les provinces les plus pauvres qui ont le plus souffert de ces mesures. Cela est particulièrement évident dans la réduction des dépenses au titre

du développement régional, dans l'engagement réduit en rapport avec le programme de péréquation et dans l'application de certains éléments des dispositions de financement des programmes établis.

On soutient parfois qu'il est impossible d'atteindre l'objectif de justice visé par la politique fiscale sans sacrifier d'autres objectifs importants comme l'efficacité économique. Il se peut que cela soit vrai dans certains cas mais, en général, les préoccupations d'équité et d'efficience entraînent des prescriptions de réforme très semblables.

L'élément le plus important de la réforme fiscale sera l'élaboration d'un impôt sur le revenu personnel équitable. Il faut disposer d'une assiette de l'impôt complète qui tienne compte de tous les revenus, peu importe leur source, aussi également que possible pour construire un système d'imposition équitable.

Du point de vue de l'efficience, on soutient souvent que les impôts qui comportent des taux relativement élevés appliqués à des activités restreintes réorienteront ou "fausseront" l'activité économique car ils causeront de la distorsion dans les rendements relatifs de diverses activités. On soutient aussi que ces modifications d'ordre fiscal entraîneront une réaffectation de la production au détriment de processus plus efficaces et des biens et services dont la valeur marchande est plus élevée. Il découle de ces prémisses qu'une assiette fiscale plus complète, avec des taux d'imposition plus faibles, favoriserait aussi des niveaux de production plus élevés.

Il peut être souhaitable, dans certains cas, de stimuler des activités qui n'auraient pas lieu autrement. Cependant, dans ces situations, les stimulants fiscaux ne constituent qu'un des nombreux instruments dont les gouvernements disposent. Selon le Manitoba, les mesures de la politique fiscale devraient être utilisées seulement après qu'il a été démontré qu'il existe des raisons majeures pour préférer les dépenses fiscales à d'autres solutions possibles.

Le Manitoba croit aussi que le régime fiscal devrait être le plus simple possible. Il devrait être facile de se conformer aux lois de l'impôt, et les formules et procédures devraient pouvoir être comprises par les contribuables.

Un régime simple rassure les contribuables; ces derniers doivent pouvoir remplir leur propre déclaration d'impôt et être raisonnablement certains de ne pas avoir commis d'erreur. Avec un régime fiscal simple qui peut être compris par la majorité des contribuables, on contribuerait à donner l'assurance que tout le monde paye sa part.

La complexité excessive du régime fiscal actuel a aussi fait que les contribuables doivent payer des coûts plus élevés pour s'y conformer, et

entraîné des procès coûteux et improductifs ainsi que des coûts d'administration plus élevés pour les autorités fiscales. L'énergie qui est actuellement consacrée à l'élaboration de stratégies sophistiquées pour éviter de l'impôt et de mesures pour contrecarrer ces stratégies pourrait être utilisée de façon plus productive.

C. Une part équitable à l'aide de l'impôt sur les sociétés

1. Diminution des contributions des sociétés

Pendant la période de 1950 à 1955, l'impôt sur les sociétés a plus rapporté au trésor fédéral que l'impôt sur le revenu des particuliers. En 1986-1987, les impôts sur les sociétés sont inférieurs à un quart de l'ensemble des impôts sur le revenu, et ils ne représentent qu'environ un huitième de l'ensemble des recettes fédérales.

Impôt sur les sociétés exprimé en proportion de l'impôt sur le revenu global
Pour cent

75

50

25

0

1950-1954

1980-1984

Dans l'exposé budgétaire de 1986 du gouvernement fédéral, on a proposé des modifications qui diminueraient encore le fardeau fiscal des sociétés au détriment des particuliers.

Il faut renverser cette tendance. On doit compter davantage sur l'impôt sur les sociétés.

2. Diminutions des taux

Le Manitoba appuie, en général, les mesures d'élargissement de l'assiette fiscale présentées dans le cadre de la réforme en "deux phases" de l'impôt fédéral sur les sociétés.

Certains aspects de ces propositions soulèvent des inquiétudes; particulièrement la façon dont le dégrèvement d'impôt pour investissements est supprimé graduellement. Les écarts entre les taux de dégrèvement d'impôt pour

investissements entre les diverses régions ont été accrus injustement, au désavantage de régions désignées, notamment le Manitoba. Il y a eu des abus importants en rapport avec le dégrèvement d'impôt pour investissements de 60 % pour le Cap Breton.

TAUX DE DÉGRÈVEMENT DE L'IMPÔT POUR INVESTISSEMENTS EN VIGUEUR ET TAUX PROPOSÉS PAR RÉGION

	En vigueur (%)	1987 (%)	1988 (%)	1989 (%)
Cap Breton	60	60	60	60
Région de l'Atlantique (y compris la Gaspésie)	20	20	20	20
Régions désignées*	10	7	3	0
Régions développées**	7	5	3	0

* Comprend tout le Manitoba, toute la Saskatchewan, le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest, ainsi que le nord et les régions éloignées de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, de l'Ontario et du Québec.

** Ontario, Québec, régions urbaines de la Colombie-Britannique et de l'Alberta.

Les tendances récentes dans la contribution globale du secteur des sociétés semblent indiquer que les réductions du taux d'imposition des sociétés proposées dans le discours du budget fédéral de 1986 ne sont pas nécessaires. Il faut établir un meilleur équilibre entre l'impôt sur les sociétés et l'impôt sur le revenu des particuliers. Les mesures d'accroissement de l'assiette fiscale proposées dans la seconde phase de la réforme de l'impôt sur les sociétés ne doivent pas être accompagnées d'autres réductions de taux.

3. Stimulants fiscaux accumulés et échappatoires fiscales

Les chiffres publiés par le ministère fédéral des Finances montrent qu'en 1982 la valeur des pertes, déductions et préférences inutilisées accumulées jusqu'à ce jour s'élevait à 18,5 milliards de dollars. Une partie de ce total est composée de pertes commerciales véritables, mais une partie importante est composée de "pertes purement fiscales", amortissements accélérés, crédits d'impôt ou préférences qui ont réduit le revenu ou les impôts auxquels les pertes légitimes pouvaient être appliquées.

Dans certains cas, les échappatoires et dispositions spéciales qui ont produit les pertes accumulées ont déjà été éliminées ou réduites. Cependant, il faudrait élaborer et mettre en application des dispositions qui réduiraient la mesure dans laquelle ces "abus du passé" accumulés peuvent être utilisés pour contrebalancer les impôts à verser actuels et à venir. Une

telle mesure est essentielle si l'on veut s'assurer que la contribution du secteur des entreprises soit plus équitable et rapide.

En 1981, près de 60 % des sociétés canadiennes n'ont payé aucun impôt sur le revenu et quarante-six pour cent de ces sociétés avaient réalisé des profits. Le Manitoba a demandé l'instauration d'un impôt minimal sur le revenu des sociétés afin de faire en sorte que toutes les sociétés rentables apportent une contribution raisonnable.

4. Proposition visant le transfert des retenues non utilisées

Dans l'exposé budgétaire de 1985 du gouvernement fédéral, on a proposé un mécanisme qui permettrait aux sociétés de transférer les retenues et pertes inutilisées entre sociétés liées. Le gouvernement du Manitoba n'appuie aucune mesure qui faciliterait un transfert de ce genre qui réduirait les recettes fiscales globales provenant des sociétés, du moins jusqu'à ce que le problème actuel des pertes fiscales ne soit réglé.

D. Réforme de la vente de taxe : la prudence est de mise

1. Une réforme s'impose

Au cours des cinq dernières années, la part des taxes de vente et d'accise dans l'ensemble des recettes du gouvernement fédéral s'est accrue de plus de 27 %. Les revenus tirés de ces taxes sont maintenant plus élevés que l'impôt sur les sociétés.

À plusieurs points de vue, le Manitoba est aussi inquiet que le gouvernement fédéral des lacunes structurelles de l'actuelle taxe de vente fédérale. Il demeure cependant important que, dans sa forme finale, le programme de réforme fiscale ne fasse pas une place plus grande à cette source de revenu.

2. Protection des provinces et des citoyens moins bien nantis

Les données recueillies à ce jour donnent à entendre que l'élargissement de l'assiette fiscale envisagé relativement à la taxe sur les transactions commerciales, conjugué à des hausses de la part des recettes provenant de la taxe de vente, constituerait un mode d'imposition régressif. Les petits et moyens contribuables canadiens en souffriraient le plus.

Une réforme de la taxe de vente fédérale pourrait également déplacer l'ensemble du fardeau fiscal fédéral des provinces plus industrialisées et plus riches vers les provinces moins bien nanties, lesquelles dépendent davantage de leurs secteurs des ressources naturelles et des services. Cela pourrait empêcher quelque peu les provinces moins riches de tirer des revenus de leurs propres sources de revenu fiscal et pourrait faire ressortir davantage les

différences dans la qualité des services offerts aux habitants de diverses régions du Canada.

Il faudrait donc se faire une meilleure idée de l'assiette fiscale proposée et analyser en profondeur ce que signifierait pour les régions la réforme de la taxe de vente fédérale.

Ce qui vient d'être abordé ne constitue pas forcément un obstacle majeur à une réforme de la taxe de vente. Si un système raffermi de crédits d'impôt remboursables au titre de la taxe de vente, semblables à ceux que le gouvernement fédéral a introduits dans son dernier budget, allait de pair avec d'autres mesures visant à accroître la progressivité de l'impôt sur le revenu des particuliers, cela pourrait servir à neutraliser l'effet régressif possible de l'extension de l'assiette de la taxe de vente fédérale. Une amélioration de la formule de péréquation pourrait être une bonne façon de compenser les transferts interprovinciaux.

E. Un impôt sur le revenu des particuliers plus équitable

1. Traitement égal des revenus de toute provenance

Toute réforme fiscale doit avoir comme un de ses objectifs fondamentaux de garantir que des particuliers ayant la même capacité fiscale paient les mêmes montants d'impôts. Avant tout, cela signifie que des revenus provenant de sources différentes doivent être cotisés et imposés de façon à réduire le plus possible les avantages qu'on tire du fait de toucher des revenus de plusieurs façons.

2. Hausses de l'exemption des gains en capital et de la limite applicable aux REER

Dans l'exposé budgétaire de 1985, le gouvernement fédéral a introduit une exemption à vie de 500 000 \$ des gains en capital devant s'appliquer graduellement sur un certain nombre d'années. Pour 1986, la limite est de 50 000 \$; c'est beaucoup plus que ce que tous les Canadiens, à l'exception d'un très petit nombre, pourront jamais utiliser. En 1986, la déduction maximale d'impôt pour un REER est de 7 500 \$; toute nouvelle hausse ne profitera qu'aux Canadiens gagnant plus de 41 667 \$ par année. La déduction maximale de 15 500 \$ qui sera en vigueur en 1990 ne profitera qu'aux particuliers gagnant au moins 86 111 \$ par année.

Ces changements sont jugés nécessaires pour favoriser l'épargne et la "justice sociale". La logique sous-tendant ces prétentions est à tout le moins douteuse.

Au cours des douze dernières années, le taux d'épargne des particuliers a atteint le niveau des deux chiffres et s'y est maintenu. Les exemptions des revenus des gains en capital et les déductions des cotisations à des régimes de pension semblent y avoir été pour très peu.

Le taux d'épargne personnelle des Canadiens s'est accru rapidement en 1973 et en 1974. C'était juste après que la réforme fiscale de 1972 rende imposables les revenus au titre des gains en capital qui étaient exempts d'impôt jusque-là et juste avant que les limites applicables aux REÉR soient haussées en 1976. C'est exactement le contraire de ce qui aurait été prévisible si ces mesures avaient eu un effet déterminant sur le comportement des épargnants.

Toutefois, ces mesures ont eu un effet très marqué sur l'avoir des contribuables. L'exposé budgétaire de 1986 du gouvernement du Manitoba donnait comme exemple le cas d'une famille manitobaine de quatre personnes gagnant 30 000 \$ et payant un impôt sur le revenu fédéral de 1 368 \$, déduction faite des crédits d'impôt pour enfants et des allocations familiales. Par contre, une famille gagnant 50 000 \$ en revenus de placement ne verse que 909 \$ en impôt fédéral; les deux derniers budgets du gouvernement fédéral permettent donc à cette famille d'épargner directement 4 245 \$.

3. Abris fiscaux : gel immédiat

Au lieu de faire bénéficier certains Canadiens à revenu élevé de réductions d'impôts importantes, il conviendrait mieux qu'ils renoncent à ces sources de revenus de prédilection et à d'autres sources de revenus. Les gouvernements pourraient se servir de ces nouvelles rentrées de fonds pour améliorer leur marge de manoeuvre financière et pour voir à ce que la réforme fiscale se prête à une répartition plus équitable du fardeau fiscal.

Le Manitoba a demandé qu'un gel soit appliqué dès maintenant aux hausses des limites des déductions applicables aux REER et de l'exemption des gains en capital. Le gouvernement devrait analyser attentivement le bien-fondé des objectifs de ces mesures et se pencher minutieusement sur leur efficacité en tant qu'instruments des politiques de l'État pour déterminer s'il devrait en modifier la teneur.

F. Les dépenses fiscales à l'étude

1. Ce que sont les dépenses fiscales

L'expression "dépenses fiscales" a trait à des préférences fiscales (exemptions, déductions, exclusions, crédits d'impôt ou autres mécanismes) intégrées délibérément au régime fiscal pour permettre à l'État d'atteindre certains objectifs de nature politique. Au lieu d'avoir recours à des moyens directs (subventions, programmes, règlements et ainsi de suite) pour atteindre leurs objectifs, les gouvernements préfèrent parfois utiliser certains dégrèvements fiscaux pour inciter les gens ou les entreprises à modifier leurs attitudes et pour pouvoir parvenir à ses fins.

Les gouvernements se servent beaucoup plus des dépenses fiscales depuis quelques années. Dans son dernier rapport, le vérificateur général du Canada évaluait à 28 milliards de dollars les dépenses au titre de l'impôt sur le revenu.

Bien qu'il convienne de se servir du régime fiscal pour atteindre certaines fins, plusieurs raisons déterminantes constituent des arguments contre toute utilisation du régime fiscal de cette façon :

- Certaines préférences fiscales ont souvent des effets très injustes. Les réductions d'impôt qu'elles engendrent sont souvent considérables et c'est souvent un petit nombre de contribuables qui en profite. Ces réductions d'impôt sont rarement liées à la capacité fiscale de ceux qui en bénéficient, et de tels avantages n'existeraient pas si on utilisait un programme de dépenses directes.
- Il est très souvent difficile de déterminer dans quelle mesure les dépenses fiscales se prêtent aux objectifs qui leur ont été fixés. Cependant, nous sommes de plus en plus portés à croire que de nombreuses activités valables favorisées par ces dispositions fiscales spéciales auraient été entreprises même en leur absence.
- Ces mesures semblent engendrer des abus de plus en plus grands à mesure que des planificateurs fiscaux professionnels se penchent sur elles et qu'apparaissent des moyens plus subtils de tirer profit des avantages fiscaux. Étant donné qu'il semble plus difficile d'exercer un contrôle sur les dépenses fiscales que sur les programmes de dépenses directes, les abus se poursuivent souvent impunément jusqu'à ce qu'il y ait de très importantes pertes de revenus.
- Aucun mécanisme officiel ne permet aux parlementaires de faire un examen périodique des dépenses fiscales. Cela tranche nettement avec la procédure de révision en plusieurs étapes des dépenses directes. Le vérificateur général s'est servi de termes assez imagés pour comparer le contrôle et l'imputabilité liés à des programmes de dépenses directes par rapport à des dépenses fiscales : "À l'heure actuelle, en utilisant les dépenses fiscales, nous court-circuitons bon nombre de ces procédures et de ces mécanismes de contrôle. C'est comme si le sang s'écoulait par une autre artère pendant que nous pansons une blessure".

2. Critères d'évaluation

Le Manitoba estime qu'il faut se poser un certain nombre de questions fondamentales concernant l'utilité de continuer de recourir aux dépenses fiscales :

- Ont-elles occasionné plus d'investissements que si elles n'avaient pas existé?
- Ont-elles permis d'augmenter le nombre d'emplois?
- Sont-elles indispensables à l'atteinte d'autres objectifs sociaux?
- Par rapport à d'autres moyens, quels coûts sont liés à la recherche de ces objectifs?
- Les objectifs initiaux de la politique fiscale du début sont-ils encore pertinents ou souhaitables?

Il faut répondre à ces questions. Tout porte à croire que, dans la majorité des cas, les dépenses fiscales ne sont pas la meilleure façon de réaliser des objectifs économiques ou sociaux.

3. Un processus d'analyse s'impose

Le Manitoba a demandé qu'on procède à un examen des dépenses fiscales et d'en dresser un bilan systématique, périodique et complet. Cette analyse pourrait prendre plusieurs formes : il pourrait s'agir d'un examen annuel du Parlement, comme ce qui se fait pour les programmes de dépenses directes, ou d'une vérification et de comptes rendus de comités parlementaires.

Puisque l'impôt sur le revenu tant des particuliers que des sociétés est partagé entre les gouvernements fédéral et provinciaux, il est important que les provinces jouent un rôle important dans le processus d'analyse et de décision dans la mesure où il a trait à ces types d'impôt.

G. Conclusion

1. Il faut agir sans attendre

Il y a quelques années, le gouvernement du Manitoba faisait pratiquement cavalier seul lorsqu'il a incité le gouvernement fédéral à se lancer dans un programme de réforme fiscale exhaustif et approfondi. D'autres gouvernements provinciaux exigent maintenant une réforme du régime fiscal du pays. Ajoutons que le gouvernement fédéral a signalé être conscient de la nécessité de modifier en profondeur le régime fiscal du Canada.

Il faudrait donc que le tout se fasse rapidement. Le document Principes directeurs du ministre fédéral des Finances est un bon point de départ, mais il ne faudrait pas le reléguer aux oubliettes. Au cours des derniers mois, les Canadiens et les gouvernements provinciaux se sont interrogés au sujet des intentions du gouvernement fédéral. Le temps est maintenant venu de faire des choix importants, de consulter les Canadiens et

de négocier sérieusement avec les provinces à propos des questions qui détermineront la forme que prendra le nouveau régime fiscal national.

2. Intervenir sans tarder et agir à long terme

Le gouvernement du Manitoba a élaboré un programme exhaustif de réforme du régime fiscal du pays qui rendrait ce dernier plus juste, plus efficace et plus productif. À mesure que les intentions du gouvernement fédéral se préciseront et que les consultations auront lieu, les préoccupations des Manitobains seront associées aux démarches de notre gouvernement.

Le Manitoba a mis en train un plan d'action axé sur la mise en application provisoire de mesures déjà nécessaires : un gel de l'exemption des gains en capital, des limites des REER et des réductions prévues du taux d'imposition des sociétés. Ces mesures que le gouvernement fédéral a introduites dans ses deux derniers budgets pourraient, dès 1990, si elles sont toutes appliquées, réduire les recettes du gouvernement fédéral de plus de 3,0 milliards de dollars par année. Le plan d'action du Manitoba permet de plus de consacrer des périodes assez longues à des consultations et à des négociations où seraient abordées les questions qui sont encore mal comprises ou nécessitent un examen rigoureux.

3. La justice avant tout

Il faut éviter de sous-estimer l'importance de l'équité dans une refonte de notre régime fiscal. Les Canadiens doivent être certains que la part de chaque contribuable est fonction de sa capacité fiscale.

Depuis quelques années, les Canadiens ont assisté à des abus sans précédent du régime fiscal, tant en termes de coûts que de la concentration des avantages fiscaux entre les mains des familles, des sociétés et des particuliers les mieux nantis du pays. Les contribuables canadiens qui ne pouvaient pas ou qui ne voulaient pas bénéficier de ces largesses ont quand même payé le prix par le biais de taxes plus élevées et de réductions de services. Notre pays est aux prises avec des déficits qui sont plus élevés qu'ils n'auraient dû l'être.

4. La collaboration, clé du succès

Toute réforme fiscale touche à un élément crucial de la vie de tout pays civilisé : le financement des activités de l'État. Pour que cette réforme soit une réussite, il faut que les opinions et les préoccupations des Canadiens ordinaires et de leurs associations soient prises en considération dans le résultat final.

Le gouvernement fédéral a accepté de consulter les Canadiens au sujet de la réforme fiscale. Ce sera une des questions les plus importantes à l'ordre du jour des rencontres politiques au cours de la présente décennie.

Tout programme de réforme fiscale aura nécessairement des répercussions sur les provinces, leurs revenus et leur capacité de continuer d'offrir au public des services essentiels. Les provinces et le gouvernement fédéral se partagent la tâche de fournir des services et, de façon non négligeable, se partagent dans les faits les recettes fiscales. Ces ententes sont assorties de bénéfices importants sur le plan de la marge de manoeuvre, de la confiance et de la simplicité, mais, sans collaboration, elles peuvent aussi signifier des chevauchements, des ratés et une complexité inutile.

Ce serait un début encourageant pour une tentative sérieuse de changer le régime fiscal, si se matérialisait la demande du Manitoba de geler l'exemption des gains en capital, les hausses des déductions applicables aux REER et les réductions prévues du taux d'imposition des sociétés.

Le Manitoba s'engage à s'associer étroitement au gouvernement fédéral pour doter le Canada d'un régime fiscal qui soit aussi juste qu'efficace.

L'Honorable Eugène Kostyra
ministre des Finances
province du Manitoba

NOTES POUR UNE ALLOCUTION SUR LA RÉFORME FISCALE

Rencontre des ministres des Finances
Edmonton (Alberta)
le 31 octobre 1986

La majorité des Canadiens souhaitent et attendent depuis longtemps une réforme en profondeur du régime fiscal de notre pays, et ils la veulent bientôt. Monsieur le Président, pour ma part, j'ai constaté avec plaisir que vous commencerez un processus de consultation comme première étape vers la réalisation de cet objectif essentiel.

Il était approprié que vous commenciez ce processus en établissant les lignes directrices, les principes et, dans une certaine mesure, les attentes liées à cet exercice. Nous osons espérer que l'engagement donné dans le document Principes directeurs, selon lequel le gouvernement fédéral procèdera "à une consultation intensive des gouvernements provinciaux en vue d'assurer l'harmonie des régimes fiscaux dans tous les pays", signifie que la participation des gouvernements provinciaux sera prise au sérieux et se traduira ultimement dans le résultat de cet exercice.

Dans mon exposé d'aujourd'hui, j'énoncerai la position du gouvernement du Manitoba sur les principes fondamentaux, les attentes de notre province quant à la forme générale du résultat et nos préoccupations à l'égard de la direction et des procédés de la réforme jusqu'ici.

Aussi, le Manitoba a l'intention de contribuer de façon concrète et positive à chaque étape de ce processus.

Équité

À l'examen de votre déclaration du 8 septembre, à Washington, notre gouvernement s'est inquiété de ce que le rétablissement de l'équité, la faille la plus profonde dans le régime fiscal canadien, puisse ne pas être une priorité du gouvernement canadien. Nous avons été soulagé de constater que les Principes directeurs mettaient l'accent sur cette question.

Je suis particulièrement d'accord avec l'affirmation faite dans les Principes directeurs selon laquelle "tous les particuliers à revenu élevé et toutes les sociétés réalisant des bénéfices doivent payer leur juste part de l'impôt". L'exposé budgétaire de 1986 du gouvernement du Manitoba donnait comme exemple le cas d'une famille manitobaine de quatre personnes gagnant 30 000 \$ qui doit payer un impôt fédéral sur le revenu de 1 368 \$, compte tenu des crédits d'impôt pour enfants et des allocations familiales. De ce total, 176 \$ sont liés directement à des mesures annoncées dans les deux exposés budgétaires fédéraux précédents, soit une augmentation de 12,9 %. En revanche, une famille qui tire 50 000 \$ de revenus de placements ne paierait que 909 \$ d'impôt fédéral. Cette famille peut épargner 4 245 \$ grâce aux mêmes budgets fédéraux.

Bien que plusieurs grandes banques aient réalisé par le passé et continuent de réaliser des bénéfices qui ont augmenté régulièrement et parfois rapidement, certaines paient moins d'impôt sur le revenu que de nombreux Canadiens à revenu moyen.

Notre gouvernement est impatient d'avoir plus de détails sur la position du gouvernement fédéral sur plusieurs questions en suspens qui sont étroitement liées à la réalisation de l'objectif d'équité.

1) Quel est l'objectif du gouvernement fédéral au sujet de l'équilibre à atteindre entre l'impôt sur le revenu des particuliers et l'impôt sur les sociétés? Au début des années 50, l'impôt sur les sociétés et l'impôt sur le revenu des particuliers généraient des recettes à peu près égales pour le Trésor fédéral. Aujourd'hui, l'impôt sur le revenu des sociétés correspond approximativement à 15 % de l'impôt sur le revenu des particuliers. De l'avis du Manitoba, l'objectif de "juste part" énoncé dans les Principes directeurs sera pratiquement irréalisable sans une redistribution sensible de ces impôts. La tendance à compter de moins en moins sur l'apport de l'impôt sur les sociétés doit être renversée.

Bien que le Manitoba soit en général favorable aux mesures d'élargissement de l'assiette, qui sont prévues dans les "deux phases" de la réforme de l'impôt fédéral sur les sociétés, notre gouvernement s'inquiète de ce que les réductions de taux d'imposition annoncées dans le budget fédéral de 1986 étaient inopportunes, particulièrement dans le contexte fiscal actuel. Si le déséquilibre entre l'impôt sur les sociétés et l'impôt sur le revenu des particuliers doit être corrigé, les mesures d'élargissement de l'assiette dans la deuxième phase de la réforme de l'impôt sur les sociétés ne devraient pas être assorties de nouvelles réductions de taux.

Par ailleurs, le gouvernement fédéral ne devrait pas mettre en vigueur les mesures visant à faciliter le transfert de pertes et déductions inutilisées, et en grande partie, artificielles entre des sociétés liées, d'une manière qui réduit les recettes globales de l'impôt sur les sociétés.

2) Le gouvernement fédéral prévoit-il financer les réductions des taux d'imposition essentiellement par l'augmentation des taxes de vente? Cela a été une préoccupation constante de notre gouvernement et nous attendons encore des éclaircissements à ce sujet. Bien que le Manitoba partage un grand nombre des préoccupations du gouvernement fédéral au sujet des lacunes structurelles de la taxe de vente fédérale actuelle, à notre avis, la version finale de la réforme fiscale ne doit pas accroître de façon sensible la dépendance à l'égard de cette source d'imposition.

Les réserves de notre province à l'égard d'une plus grande dépendance à l'égard des recettes fiscales provenant de la taxe de vente sont de deux ordres :

- ° Premièrement, la plupart des données pertinentes donnent à penser qu'une combinaison de l'élargissement des assiettes qui est proposé pour la taxe sur les transactions commerciales et les augmentations

générales des recettes tirées de la taxe de vente serait régressive; les Canadiens à revenus faibles et moyens seraient touchés plus sévèrement que les personnes à revenu élevé.

- Deuxièmement, les transferts interrégionaux possibles du fardeau de la taxe de vente fédérale peuvent aggraver la disparité des assiettes fiscales provinciales et des capacités de tirer des recettes propres. Cette situation ne pourrait que mener à de plus grandes injustices dans les manières dont les gens qui vivent dans diverses provinces sont imposés et profitent des services publics.

Bien entendu, nous reconnaissons que ce ne sont pas là des obstacles insurmontables à une réforme très nécessaire de la taxe de vente. Un système renforcé de crédits d'impôt remboursables au titre de la taxe de vente comme ceux qui ont été annoncés dans le dernier budget fédéral, de pair avec certaines autres mesures dont je parlerai plus loin, pourrait constituer une mesure efficace d'amélioration. Le renforcement de la formule de péréquation pourrait servir de contrepoids rentable aux transferts interprovinciaux.

3) Jusqu'à quel point l'assiette de l'impôt sur le revenu des particuliers sera-t-elle définie? L'objectif selon lequel "les particuliers ayant la même capacité contributive devraient payer les mêmes impôts" sera pratiquement irréalisable à moins que les gains en capital soient imposés d'une manière comparable au revenu ordinaire et que le revenu gagné dans les REÉR et dans des fonds semblables soient intégrés à l'assiette de l'impôt sur le revenu.

Le Manitoba a réclamé un gel de l'exemption prévue des gains en capital à son niveau de 25 000 \$ de gains imposables en 1986 et de maintenir les hausses prévues de la limite des REÉR aux niveaux de 1986.

Il semble que les exemptions au titre du revenu des gains en capital et que les déductions pour les cotisations aux régimes de pensions ont pu aider les Canadiens à atteindre et à maintenir leur taux d'épargne personnel à un niveau supérieur à dix pour cent, au cours des douze dernières années. Le taux d'épargne personnel des Canadiens a augmenté de façon spectaculaire en 1973 et 1974. C'était juste après que la réforme fiscale de 1972 a intégré le revenu des gains en capital qui était antérieurement exempté dans l'assiette fiscale et juste avant que les limites des REÉR soient haussées en 1976.

À notre avis, plutôt que simplement produire des économies d'impôt pour certains Canadiens qui ont généralement des revenus élevés (qui économiseraient fort probablement tout autant ou plus dans tous les cas), ces mesures devraient être restreintes. Les recettes fiscales sont nécessaires pour la prestation des services publics ou pour favoriser des formes plus progressives d'allègement fiscal.

Certes, les objectifs visés par ces mesures devraient être examinés de façon très attentive et leur efficacité comme instruments de la politique de l'État devrait être évaluée rigoureusement afin que de nouvelles améliorations soient envisagées.

Stabilité des recettes

L'incapacité croissante du régime fiscal de produire des recettes suffisantes, même durant les moments de forte performance économique, afin de maintenir des services essentiels pour les Canadiens est une des questions les plus urgentes de la politique gouvernementale des années 80. L'exposé présenté dans les Principes directeurs sous l'en-tête "Stabilité" néglige ce point.

Les changements structurels et les événements internationaux figurent au nombre des raisons qui expliquent que les recettes fiscales ne suivent pas l'évolution des facteurs économiques généraux. Toutefois, une bonne partie du blâme peut être directement attribué aux stimulants, préférences et échappatoires trop généreux qui ont été adoptés et qu'on a laissé proliférer au cours des quinze dernières années environ.

Les Principes directeurs révèlent qu'en 1982, la valeur des pertes, déductions et préférences inutilisées qui se sont accumulées jusqu'alors était de 18,5 milliards de dollars. De toute évidence, une partie de ce total comprend des pertes commerciales véritables, mais une partie importante est composée de pertes artificielles de sociétés de personnes, de déductions accélérées, de crédits d'impôt ou de préférences qui réduisaient le revenu ou les impôts dont ces pertes pouvaient être déduites. Dans certains cas, les mesures qui ont produit les pertes accumulées ont déjà été éliminées ou limitées.

Il est clair que ces "pertes" accumulées présentent une résistance majeure au rétablissement rapide de l'équité fondamentale et de la stabilité des recettes dans le régime fiscal au bon moment. Il pourra bien valoir la peine d'explorer des options en vue de réduire l'impact futur des pertes artificielles par des moyens qui n'ont pas d'effets négatifs sur les recettes aujourd'hui.

- ° Une première étape utile consisterait à examiner les moyens d'isoler la partie "véritable" des pertes accumulées et des crédits d'impôt.
- ° La période sur laquelle la partie des pertes qui est provoquée par la politique pourrait être réduite de sept à, disons, trois ans.
- ° Les réductions des taux d'imposition des sociétés annoncées dans le budget fédéral de 1986 pourraient être reportées jusqu'à ce que le total des pertes accumulées atteigne des niveaux plus raisonnables.

Il s'agit ici simplement de sujets de réflexion. Il peut y avoir de meilleurs moyens pour régler ce problème.

Dans le passé, le Manitoba a réclamé un impôt minimum pour les sociétés. Il semble que le problème des sociétés rentables qui paient peu ou pas d'impôt sur le revenu est encore plus grave que la situation comparable dans le cas des particuliers.

Les Principes directeurs semblent admettre que d'autres mesures pourraient être nécessaires pour accroître les recettes dont les pouvoirs publics ont besoin pour remplir leurs obligations même les plus essentielles "en matière de gestion financière et de politiques économique et sociale". Il semble qu'une épuration efficiente des pertes inutilisées et en grande partie artificielles puisse être le moyen le plus équitable de ramener le régime fiscal sur la voie capable de produire des recettes suffisantes.

Concurrence internationale

Notre gouvernement est aussi encouragé par le fait que les Principes directeurs reconnaissent apparemment les caractéristiques et les institutions particulières de l'économie et de la structure sociale du Canada. Toute comparaison crédible des fardeaux fiscaux internationaux doit prendre en compte la réalité décrite dans les Principes directeurs sous "Priorités au Canada" :

- ° la péréquation;
- ° un engagement à l'égard de la notion de justice sociale qui est implicite dans nos régimes de soutien du revenu;
- ° un développement économique régional équilibré;
- ° la prestation des soins de santé et de l'enseignement par l'État;
- ° les coûts élevés par habitant du maintien d'une infrastructure nationale, dans un pays immense avec une population faible.

Une enquête récente du Conference Board a révélé que les dépenses des employeurs au titre des régimes de santé, des régimes de retraite privés et des régimes de maintien du revenu représentent 20,2 % des frais de paye aux États-Unis et 12,8 % au Canada. La cause principale de cette différence est l'existence de services offerts par les gouvernements canadiens et financés par les recettes fiscales. La fixation restrictive des taux d'imposition qui ignorent les avantages que tirent les entreprises et les citoyens canadiens des services de l'État ne constitue pas une optique appropriée d'élaboration de la politique fiscale ou de maintien de notre patrimoine.

Le contrôle des dépenses fiscales

Un examen exhaustif et rigoureux des dépenses fiscales doit être un élément essentiel de toute réforme fiscale complète. Notre gouvernement s'est totalement engagé à rendre le régime fiscal, et particulièrement l'application des dispositions de la loi, aussi simple que possible. En outre, les dépenses fiscales qui restent ou qui sont introduites de temps à autre doivent être soumises à une analyse et à une évaluation périodiques.

Dans son rapport le plus récent, le vérificateur général du Canada a cité le compte des dépenses fiscales fédérales de 1985, qui faisait état de dépenses de l'impôt sur le revenu totalisant 28 milliards de dollars. Le Manitoba considère qu'un certain nombre de questions fondamentales au sujet de l'utilité du maintien de ces mesures doivent trouver réponse :

- ° ont-elles favorisé plus d'investissements qu'autrement?
- ° ont-elles créé plus d'emplois?
- ° Sont-elles nécessaires pour la réalisation d'autres objectifs sociaux?
- ° Quels sont les coûts, par rapport aux autres moyens possibles, de la poursuite de ces objectifs?
- ° Est-ce que les objectifs initiaux de la politique sont encore pertinents ou souhaitables?

On n'a pas répondu à ces questions. D'après les données dont nous disposons, dans la majorité des cas, les dépenses fiscales ne sont pas le moyen le plus efficace de poursuivre des objectifs économiques ou sociaux.

Les récentes compressions de programmes du Conseil national de recherche peuvent servir de toile de fond à un réexamen du programme des CIRS. Selon certaines estimations, les CIRS auraient réduit les recettes de l'État d'une somme pouvant atteindre 2,8 milliards de dollars au cours des dix mois d'application du programme. Si ce montant s'était ajouté aux dépenses de R-D, notre pays aurait atteint et dépassé les objectifs fédéraux en matière de dépenses de recherche (en pourcentage du PNB). En fait, les dépenses de R-D en 1984 n'ont pas augmenté plus vite qu'elles l'auraient fait en l'absence du programme.

Si seulement le dixième des recettes perdues par le programme des CIRS avait été attribué directement à des scientifiques canadiens travaillant au Conseil national de recherche, dans nos universités et dans d'autres établissements de recherche, la politique scientifique canadienne aurait fait d'immenses progrès.

Des cas comme ceux-là ont poussé un nombre croissant d'observateurs, d'universitaires, plusieurs membres du groupe de travail Nielsen et, plus récemment, le vérificateur général à conclure que les dépenses fiscales sont au mieux des solutions discutables au problème qu'elles sont censées résoudre.

Malheureusement, il n'existe pas de mécanismes qui prévoient un examen régulier des dépenses fiscales. Le processus officiel de publication et d'examen des dépenses fiscale constitue un élément important et nécessaire de la réforme.

L'assiette de l'impôt sur le revenu est partagée par le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux. Le processus ultimement retenu devrait également comprendre une participation provinciale significative aux décisions concernant les dépenses fiscales qui influent sur les assiettes fiscales tant de l'État fédéral que des provinces.

Résumé

Pour résumer, notre gouvernement croit fermement que nous avons maintenant tous les éléments favorables à une réforme fiscale approfondie et fructueuse. Il importe que les gouvernements travaillent ensemble pour s'assurer que cette possibilité importante ne nous échappe pas.

La réforme fiscale est un élément essentiel de toute solution positive aux défis économiques et fiscaux auxquels les Canadiens et leurs gouvernements font face. Plus que tout, l'équité doit être le principe et l'objectif dominants. L'établissement d'un régime fiscal équitable est essentiel pour que les Canadiens acceptent de contribuer au maintien et à l'amélioration des services publics fondamentaux lesquels sont nécessaires à la préservation de l'identité culturelle et politique de notre pays.

Il est par conséquent doublement important que les onze gouvernements travaillent dans un esprit de coopération de de bonne foi. Le Manitoba a offert de participer de façon positive et a élaboré plusieurs propositions concrètes.

Nous espérons prendre part à un dialogue concret et significatif aujourd'hui ainsi que dans les semaines et les mois à venir.

L'honorable Eugene Kostyra
Ministre des Finances
Province du Manitoba

NOTES POUR UNE ALLOCUTION SUR LA RÉFORME FISCALE

Rencontre des ministres des Finances
Montréal (Québec)
le 19 septembre 1986

"Le but premier et fondamental du prélèvement des impôts est de répartir équitablement le fardeau des besoins de l'État entre les individus et les familles. Si, en règle générale, on ne reconnaît pas que la répartition de ce fardeau est juste, c'est toute la structure sociale et politique du pays qui s'en trouve affaiblie et qui risque de s'effriter."

Cette observation tirée du rapport de la Commission Carter de 1966 sert d'introduction particulièrement appropriée aux remarques que je ferai aujourd'hui. Le gouvernement du Manitoba a toujours fait des pressions pour qu'une réforme complète et approfondie du régime fiscal canadien soit effectuée. Notre gouvernement a toujours considéré que la justice doit être la première préoccupation de toute entreprise de réforme fiscale.

Les arguments en faveur d'une réforme sont particulièrement forts actuellement alors qu'un régime fiscal qui fonctionne mal nuit aux moyens collectifs dont disposent les principales administrations publiques pour assurer des services essentiels.

À ce sujet, j'ai lu avec intérêt les commentaires que le ministre fédéral des Finances a faits le 5 septembre à Washington D.C.. Je suis content que le ministre ait exposé comment il comprend le contexte auquel on doit adapter la réforme fiscale au Canada.

Ces remarques constituent une bonne base pour identifier les domaines où il y a accord entre nos gouvernements respectifs et les domaines qui doivent faire l'objet de plus de discussions. La présente rencontre est une occasion importante qui permet aux gouvernements fédéral et provinciaux d'exposer leurs principes, leurs buts et leurs attentes au moment où notre pays entreprend cette réforme cruciale qui a déjà trop tardé.

Le Manitoba se réjouit de l'annonce faite récemment par le gouvernement fédéral de son intention d'entreprendre une révision plus complète des trois principales sources d'impôt; l'impôt sur le revenu des particuliers, l'impôt sur le revenu des corporations et les taxes de vente fédérales.

Nous sommes cependant préoccupés par le fait que les buts de la réforme fiscale doit viser :

- ° à améliorer la justice et l'équité; et
- ° à protéger la possibilité qu'ont les gouvernements fédéral et provinciaux de se procurer des revenus adéquats.

Domaines où il y a accord :

M. le président, j'ai été encouragé par la sensibilité dont vous avez fait preuve relativement aux aspects régionaux de la réforme fiscale dans le contexte canadien. Pour ce qui est des "objectifs fondamentaux" de la réforme du régime que vous avez exposés dans vos commentaires à Washington, ces objectifs sont essentiellement compatibles avec la position présentée par le Manitoba.

- " - Il devrait fournir des revenus suffisants pour financer les programmes gouvernementaux;
- il doit être adapté à la structure économique de la nation;
- il doit refléter les valeurs fondamentales de la société;
- il doit mériter le respect du public qui paie des impôts."

Nous sommes encouragés par le fait qu'apparemment le gouvernement fédéral reconnaît les aspects interprovinciaux des initiatives en mesures de réforme fiscale.

"Les provinces ont des responsabilités constitutionnelles considérables dans des domaines tels que la santé, l'éducation et le bien-être. Ceci a mené à une occupation conjointe des champs de l'impôt sur le revenu et des taxes de vente ainsi qu'à un ensemble complexe de dispositions fédérales-provinciales visant la fiscalité et la collecte des impôts, qui doivent influencer toute proposition de réforme de l'impôt fédéral. (traduction)

Votre description du rôle du gouvernement dans le cadre canadien, particulièrement dans les domaines de la santé, de l'éducation et du développement régional, est aussi remarquablement compatible avec la position présentée par notre gouvernement.

"...Les Canadiens ont surmonté le handicap que présente une faible population en mettant en commun leurs ressources, par l'intermédiaire de l'État, afin de créer des économies d'échelle pour réaliser des projets de grande envergure tels que des chemins de fer et des installations hydro-électriques, ainsi que des institutions efficaces dans le domaine de la santé et de l'éducation. Cela... signifie que les Canadiens doivent faire face à des taxes plus élevées afin de payer moins, après impôt, pour des services comme les frais de scolarité des universités ou l'assurance médicale.

...Nous utilisons aussi le gouvernement fédéral pour réorienter l'allocation des ressources entre les régions,...le principe de péréquation est maintenant incorporé dans notre Constitution.

...Sous forme de niveaux de dépenses fédérales plus élevés et d'impôt fédéraux plus élevés que ce ne serait le cas autrement.

...Je suis très conscient que le rêve d'une réduction des dépenses gouvernementales et d'un régime fiscal simplifié pourrait entraîner des problèmes économiques difficiles à résoudre pour les résidents de nos provinces plus pauvres." (traduction)

La réforme doit assurer une affectation juste des revenus entre les gouvernements afin qu'il soit possible de maintenir les programmes et services publics.

Finalement, l'admission qu'il est impossible de s'attaquer au déficit fédéral sans une réforme coordonnée "des structures fiscales" est aussi accueillie chaleureusement par le Manitoba.

Cette compréhension du travail à effectuer, si elle est respectée jusqu'au résultat final, favorisera grandement la création d'une véritable politique fiscale nationale "faite au Canada".

Divergence d'opinion :

Cependant, le principe de la fiscalité basée sur la "capacité de payer" est, pour notre gouvernement, un élément clé qui nous presse d'effectuer de vastes réformes fiscales et nous motive à les entreprendre.

Dans un milieu où le fardeau de l'impôt s'est inéluctablement déplacé du revenu de placement au revenu de la main-d'oeuvre et du secteur des corporations à celui des particuliers, un engagement sans équivoque à respecter le principe d'équité serait, selon moi, entièrement compatible avec le fait de refléter "les valeurs fondamentales de la société," et celui de mériter "le respect du public qui paie des impôts."

La question de la justice fondamentale; le concept qui veut que chaque contribuable doive supporter sa juste part du fardeau fiscal, brillait par son absence dans la description fédérale des "objectifs fondamentaux" de la réforme fiscale.

Nous n'acceptons pas la conclusion qui veut que le contexte canadien "détermine" les priorités de la réforme fiscale de sorte que les taxes de vente joueront un "rôle central" dans l'effort de réforme.

Selon nous, la réforme de l'impôt sur le revenu constituera l'élément le plus critique de tout effort significatif de réforme. L'impôt sur le revenu constitue la plus importante source de revenus à la fois pour le gouvernement fédéral et pour les provinces; c'est aussi l'impôt qui touche le plus directement les Canadiens et c'est virtuellement le seul impôt basé sur la capacité de payer.

Cela signifie que le critère central de justice est le traitement égal du revenu : quel qu'en soit la source et quel qu'en soit l'utilisation. En d'autres mots, une piastre est une piastre.

Notre gouvernement croit que les injustices introduites récemment dans l'impôt sur le revenu des particuliers, soit l'exemption de 500 000 \$ sur les gains en capital ainsi que l'augmentation des plafonds pour les REER, dont le coût s'élèvera à plus de 2 milliards de dollars annuellement en 1991, constituent un pas important dans la mauvaise direction.

Jusqu'ici, nous ne disposons d'aucune preuve qui démontre que l'exemption pour gain en capital atteint les objectifs économiques fixés et le coût, pour ce qui est de l'équité, est tout simplement épouvantable. Tant que cette mesure sera en vigueur, le fardeau fiscal du travailleur canadien moyen sera trop élevé.

Nous sommes aussi inquiets à cause des hausses prévues des plafonds pour les REER pour les Canadiens à revenus élevés. Nous ne nous inquiétons certainement pas du fait que les personnes disposant d'un revenu de plus de 42 000 \$ n'épargneront pas suffisamment pour leur retraite sans se voir offrir des encouragements fiscaux. Comme le Ministre le sait, le taux d'épargne des Canadiens a été, depuis plus de 10 ans, beaucoup plus élevé qu'aux États-Unis; pourtant, les réformes fiscales américaines limitent plutôt qu'elles n'augmentent les encouragements fiscaux visant à accroître l'épargne.

Je veux tout simplement soutenir que nous ne devrions pas exempter certaines dispositions fiscales du processus de réforme.

Le Vérificateur fédéral a estimé que la valeur annuelle des dépenses fiscales peut s'élever à 50 milliards de dollars. Un examen complet de l'efficacité de toutes les dépenses fiscales aurait dû être effectué depuis longtemps :

- Ces dépenses ont-elles entraîné la création de plus de placements que cela n'aurait été le cas autrement?
- Ont-elles créé plus d'emplois?
- Sont-elles nécessaires pour atteindre d'autres buts sociaux?

- Les objectifs originaux sont-ils encore pertinents ou souhaitables?
- Quels sont les coûts, par rapport aux autres moyens qui pourraient être utilisés, de la poursuite de ces objectifs?

Jusqu'ici, on ne s'est pas attaqué à ces questions de façon adéquate. Les données disponibles, bien qu'elles soient incomplètes, ne permettent pas de soutenir que les encouragements fiscaux constituent des moyens efficaces pour poursuivre des objectifs en matière de politique économique et sociale.

En attendant, notre gouvernement incite fortement le Ministre à maintenir, à leurs niveaux de 1986, les exemptions à vie pour gains en capital ainsi que les limites des versements aux REER.

Conclusion :

Au cours des dernières années, le régime fiscal n'a pas produit les revenus nécessaires pour maintenir des programmes publics essentiels. Des services indispensables ont été réduits et les impôts, non reliés à la capacité de payer, ont augmenté. À cause de cela, les Canadiens ordinaires, tant travailleurs que retraités, ont payé une part de plus en plus injuste des impôts et ils ont dû faire face à des réductions de services.

Les Canadiens ont indiqué, à plusieurs reprises, qu'ils désirent que les services essentiels : la santé, l'éducation et la sécurité du revenu soient maintenus, et non qu'ils soient l'objet de coupures. Ils ont aussi indiqué qu'ils sont prêts à payer leur juste part des sommes nécessaires pour assurer ces services. Il n'y a aucun doute que des modifications fondamentales sont nécessaires pour assurer l'équité de notre régime fiscal.

Bref, les efforts visant à effectuer une réforme fiscale s'intensifieront aux deux niveaux supérieurs des administrations publiques, il est essentiel que les gouvernements du Canada abordent cette question de façon positive et qu'ils travaillent en vue d'établir un régime fiscal plus juste et plus efficient.

L'honorable Howard Pawley
Premier ministre du Manitoba

NOTES POUR UNE ALLOCUTION
SUR LES ACCORDS FISCAUX ENTRE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL
ET LES PROVINCES

Conférence des Premiers ministres des provinces
Edmonton (Alberta)
Du 10 au 12 août 1986

Introduction

Je suis heureux d'avoir l'occasion d'ouvrir le débat sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces. Comme nous le savons, des accords fiscaux justes et équitables prévoyant le partage de l'assiette fiscale et les paiements de transfert fédéraux sont un mécanisme essentiel par lequel les provinces peuvent s'acquitter de leurs responsabilités et répondre convenablement aux besoins de tous les Canadiens.

Cette année, les plus importantes questions à aborder dans la perspective des accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces sont :

- . le financement convenable dans les domaines de la santé et de l'enseignement postsecondaire;
- . la péréquation et le développement régional; et
- . la réforme fiscale.

Ces questions importantes intéressent tous les Canadiens. Les décisions prises maintenant par le gouvernement fédéral et les provinces auront des retombées considérables sur l'évolution sociale et économique du Canada jusqu'en l'an 2000.

Santé et enseignement postsecondaire

L'an dernier, à la conférence tenue à St. John's (Terre-Neuve), les Premiers ministres se sont unanimement opposés aux coupures budgétaires que le gouvernement fédéral se proposait d'apporter aux programmes de santé et d'enseignement postsecondaire. Dans le communiqué à ce sujet, il était dit, en substance :

les coupures fédérales proposées sont manifestement inconciliables avec le maintien des niveaux de service actuels et encore moins avec les besoins projetés.

Des conclusions semblables ont été tirées dans le rapport Nielsen.

À cela s'ajoute le problème constant des provinces moins riches qui ont plus de difficulté à trouver les ressources nécessaires pour compenser les coupures fédérales sans accroître les impôts ni réduire les autres programmes de développement social et économique.

Malheureusement, le gouvernement fédéral n'a pas prêté attention aux provinces ni aux inquiétudes formulées par des Canadiens et Canadiennes et a décidé unilatéralement de réduire l'aide prévue pour les services de santé et l'enseignement postsecondaire.

Toutefois, nous ne connaissons pas encore les conséquences à long terme de l'insuffisance de l'aide fédérale. Il est encore temps d'agir pour protéger et améliorer les services de santé et l'enseignement postsecondaire en vue de répondre aux besoins de tous les Canadiens.

L'an dernier, aux États-Unis, les dépenses au titre des soins de santé ont été portées à 10,7 % du PNB, comparativement à 10,4 % en 1984, pour répondre aux besoins croissants des citoyens et en particulier des personnes âgées de plus en plus nombreuses.

Bien que les régimes canadiens de soins de santé soient plus efficaces et efficaces, l'accroissement des besoins de services de santé et des coûts sous-jacents est un phénomène tout aussi évident au Canada qu'aux États-Unis et ailleurs.

Le ministre fédéral de la Santé, M. Jake Epp, a fait savoir qu'il allait présenter un document exposant la stratégie en matière de services de santé en novembre, environ huit mois après l'entrée en vigueur des coupures budgétaires fédérales. Le gouvernement du Manitoba reste convaincu que le processus de planification nationale servant à définir les besoins, les stratégies à retenir dans les programmes et les besoins financiers, est d'une importance capitale. Le gouvernement du Manitoba est prêt à discuter sans tarder de cette question importante avec le gouvernement fédéral et les autres gouvernements provinciaux.

Les ministres de la Santé et le conseil des ministres de l'Éducation doivent se réunir en septembre. Ces ministres pourraient être incités à fournir plus de renseignements sur les besoins des Canadiens dans le domaine des services de santé et de l'enseignement postsecondaire et sur les moyens de prévoir les ressources nécessaires. Les ministres pourraient être invités à présenter un rapport préliminaire avant la conférence des Premiers ministres en novembre.

Pour toutes ces raisons, il est important que les Premiers ministres se penchent à nouveau sur la question du financement des services de santé et de l'enseignement postsecondaire, en novembre, et qu'ils examinent la proposition de l'Alberta suivant laquelle les dispositions du projet de loi C-96 devraient être considérées comme des mesures provisoires. Cela permettrait d'éviter la détérioration à long terme de services fondamentaux.

Péréquation et développement régional

Nous avons déjà abordé le développement régional de façon générale, dans la perspective de l'économie. Le développement équitable de toutes les régions du Canada, qui est notre objectif commun, ne peut être atteint sans un examen soigné de la dimension régionale de toutes les activités fédérales, en vue, le cas échéant, de l'améliorer et de la renforcer.

Les programmes fédéraux dans de nombreux secteurs, dont l'agriculture et le transport, sont d'une importance capitale pour les diverses régions du Canada, comme le sont les projets conjoints sous forme d'accords de développement régional, ainsi que les achats et les autres interventions directes du gouvernement fédéral.

Ce n'est pas une coïncidence que l'engagement constitutionnel en faveur de la péréquation est énoncé parallèlement à celui du développement régional, dans la partie III de la Loi constitutionnelle. Le gouvernement fédéral s'engage à verser aux gouvernements provinciaux des paiements de péréquation "pour les mettre en état d'assurer les services publiés à un niveau de qualité et de fiscalité sensiblement comparables". De toute évidence, la péréquation

est tout aussi essentiel au développement régional que le sont les politiques visant l'équilibre du développement régional qui permettent aux provinces de fournir des services convenables en maintenant les impôts à un niveau acceptable.

Il est bien connu que la formule de péréquation établie en 1982 a beaucoup réduit les montants de base à verser aux provinces. Suivant la formule en vigueur, le montant annuel que reçoivent les provinces pour une famille de quatre personnes se solde par un manque d'environ 850 \$ par rapport à la capacité fiscale moyenne de toutes les provinces. Les écarts importants entre les niveaux et les taux d'imposition qu'entraînent ces manques à gagner sont une source de préoccupation.

Des changements fondamentaux s'imposent, notamment, à notre avis, l'abandon de la "moyenne représentative" actuelle pour cinq provinces, établie en 1982, et l'adoption d'une moyenne nationale pour toutes les provinces. Ce changement sera d'autant plus important si les coupures apportées au budget de la santé ne sont pas annulées. Nous pourrions demander aux ministres des Finances d'établir des modifications de la formule et d'autres mesures qui témoigneraient d'un engagement plus ferme à l'égard de la péréquation.

Réforme fiscale

Le gouvernement du Manitoba préconise depuis longtemps une réforme approfondie du régime fiscal afin :

- . de le rendre plus juste et plus équitable;
- . de protéger la capacité du gouvernement fédéral et des provinces de percevoir des recettes suffisantes pour fournir les services essentiels;
- . de le rendre plus efficace, plus efficient et plus simple.

L'intention récemment exprimée par le gouvernement fédéral de renverser la tendance de longue date suivant laquelle le fardeau fiscal se déplaçait des sociétés vers les particuliers est conforme à la position adoptée par le gouvernement du Manitoba depuis nombre d'années. L'engagement récent du gouvernement fédéral à l'égard d'une réforme approfondie est aussi bienvenu.

Le bien-fondé de la réforme est évident et elle n'a jamais été plus justifiée qu'elle ne l'est maintenant qu'il est nécessaire de protéger la capacité fiscale des gouvernements. Le retour à un régime fiscal semblable à celui qui était en vigueur en 1961 ne serait pas une réforme.

Dans les propos du gouvernement fédéral au sujet de la réforme fiscale, il a parfois été question de prévoir des taux d'imposition "comparables" à ceux des États-Unis. Dans l'établissement de tels parallèles, il faudrait veiller à tenir compte des différences sur le plan des services sociaux. Par exemple, au Canada, l'assurance-santé est financée par les impôts tandis qu'aux États-Unis, les Américains doivent s'assurer des services de santé par voie d'une assurance collective au travail ou une assurance

personnelle. Si les taux d'imposition établis au Canada étaient "comparables" à ceux des États-Unis, il n'y aurait pas suffisamment de fonds pour continuer de financer les soins de santé.

Il nous faut élaborer une politique propre au Canada qui tienne compte des avantages que nous procure notre patrimoine social.

La réforme fiscale est d'un intérêt vital pour les provinces qui doivent nécessairement participer à la définition des mesures et des objectifs. Les ministres des Finances devraient être chargés de nous présenter un rapport sur la réforme fiscale avant la conférence des Premiers ministres.

Résumé

Bref, le financement équitable et sûr des programmes de santé et d'enseignement postsecondaire est pour les Canadiens un besoin et un droit. Il nous faudrait raffermir notre engagement national à l'égard de la péréquation et du développement régional. La réforme fiscale est un besoin pressant, si nous voulons atteindre nos objectifs économiques et sociaux.

Ces questions sont interdépendantes. Les provinces ont un intérêt vital dans chaque domaine. Les Premiers ministres, les ministres des Finances et les ministres responsables de programmes clés doivent jouer un rôle. Une importante part du travail peut être accomplie avant la conférence des Premiers ministres en novembre.

Il faut raffermir les fondements des accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces pour que la fédération canadienne soit solide et continue d'offrir à tous les Canadiens un milieu de vie heureux et sûr.

27IÈME CONFÉRENCE ANNUELLE DES PREMIERS MINISTRES

Communiqué
Les relations fédérales-provinciales
et la réforme fiscale

Du 10 au 12 août 1986
(EDMONTON) Alberta

27IÈME CONFÉRENCE ANNUELLE DES PREMIERS MINISTRES
Edmonton (Alberta)
Du 10 au 12 août 1986

COMMUNIQUÉ SUR LES RELATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES
ET SUR LA RÉFORME FISCALE

Les Premiers ministres des provinces ont passé en revue la situation des relations fédérales-provinciales et ont signalé la nécessité de se concerter afin de planifier la 2^e Conférence annuelle des Premiers ministres. Ils estiment que cette conférence donne à tous les Premiers ministres du pays la possibilité d'examiner ensemble les questions d'intérêt mutuel.

ENTENTES FÉDÉRALES-PROVINCIALES

Les Premiers ministres sont conscients que les ententes fédérales-provinciales et les arrangements fiscaux sont devenus un instrument de gestion important pour les gouvernements, mais que le fait de les modifier unilatéralement engendre des perturbations. Ils ont signalé en particulier les changements récemment apportés à la Loi sur les arrangements fiscaux. Ils ont proposé que soit envisagée l'élaboration d'un mécanisme permettant de les rendre plus stables.

Considérant la diminution actuelle de la croissance des paiements fédéraux au titre des programmes sociaux comme une mesure temporaire, les Premiers ministres ont rappelé qu'il était important que le gouvernement fédéral assure les provinces d'un financement adéquat pour ces programmes.

Les Premiers ministres ont demandé au gouvernement fédéral de faire en sorte que le programme de péréquation soit conforme à l'engagement constitutionnel voulant que les provinces puissent offrir des «services publics à un niveau de qualité et de fiscalité sensiblement comparables».

Ils ont conclu que le dossier sur les arrangements fiscaux devrait constituer l'un des principaux points à l'ordre du jour de la Conférence des Premiers ministres à Vancouver.

LA RÉFORME FISCALE

Les dix Premiers ministres des provinces ont accueilli favorablement les récentes déclarations du gouvernement fédéral qui s'est engagé à entreprendre une réforme fiscale en profondeur. Ils ont convenu que cette réforme devra tenir compte des répercussions qu'elle entraînera sur les principaux impôts provinciaux. Ils ont fait remarquer que l'engagement fédéral est conforme à leurs propres déclarations, dans lesquelles ils soulignaient la nécessité de réviser le régime fiscal afin de le rendre plus juste et de le simplifier.

Les Premiers ministres sont conscients qu'il est nécessaire de générer des recettes pour financer les programmes sociaux nationaux, mais ils ont rappelé que le développement économique et la compétitivité sont des objectifs primordiaux dont il faut également tenir compte. Les répercussions sur l'emploi ainsi que sur les avantages comparatifs régionaux et sectoriels de l'économie canadienne constitueront des critères importants dans l'évaluation des réformes à apporter.

Les Premiers ministres ont signalé que ce sont tant les programmes sociaux directs que les politiques fiscales qui permettent d'atteindre les grands objectifs sociaux. Ils sont d'avis que la réforme fiscale devrait être vraiment globale et qu'elle devrait permettre de mieux harmoniser la taxation et les programmes de dépenses.

Les Premiers ministres ont souligné que le gouvernement fédéral ne devrait pas utiliser la réforme fiscale comme prétexte pour générer des recettes additionnelles pour son propre compte ou pour affaiblir davantage les services provinciaux de santé et d'enseignement postsecondaire en effectuant d'autres coupures dans les paiements de transfert.

Le processus de la réforme fiscale doit faire l'objet de consultations auprès de l'ensemble des Canadiens. Cependant, les Premiers ministres ont convenu que la réussite de cette réforme dépend de la collaboration des provinces, car les impôts provinciaux constituent une partie importante des recettes du pays. Ils ont insisté sur la nécessité pour les gouvernements fédéral et provinciaux de se consulter, de collaborer et d'en arriver à un consensus. Ils ont recommandé que la réforme fiscale soit inscrite à l'ordre du jour de la Conférence des Premiers ministres en novembre, et ont demandé à leurs ministres des Finances de tenir une rencontre préparatoire à ce sujet.

CA1
Z 2
C 52

DOCUMENT: 800-22/031



Manitoba

Manitoba's position on federal-provincial fiscal arrangements

MANITOBA'S POSITION ON

FEDERAL-PROVINCIAL FISCAL ARRANGEMENTS

**Honourable Howard Pawley
Premier of Manitoba**

**ANNUAL CONFERENCE
OF FIRST MINISTERS**

**Vancouver, British Columbia
November 20 - 21, 1986**



Honourable Howard Pawley
Premier of Manitoba

MANITOBA'S POSITION ON
FEDERAL-PROVINCIAL FISCAL ARRANGEMENTS

Equalization: Evaluating the Commitment

Annual Conference of First Ministers
Vancouver, British Columbia
November 20-21, 1986

CONTENTS

	<u>Page</u>
Prologue	1
Background	2
The Constitutional Commitment	3
The Importance of Equalization	3
Equalization in the Context of Total Federal Transfers	4
Equalization Formula	8
Historical Review	
The 1982 Formula: Five-Province Standard	
Inadequacies of the Current Equalization Program	9
Federal-Provincial Review of the Program	11
The Manitoba Position	14
Conclusion	15
Appendix:	
Hon. E. Kostyra: Notes for a Statement on Fiscal Arrangements, October 31, 1986	
Hon. E. Kostyra: Notes for a Statement on Equalization, September 19, 1986	
Hon. H. Pawley: Notes for a Statement on Federal-Provincial Fiscal Relations, August 9-12, 1986	
27th Annual Premiers' Conference: Communique on Federal-Provincial Relations/Tax Reform, August 10-12, 1986	

Prologue

"As a result (of the Constitutional Division of taxing powers, applied to the existing regional distribution of taxable income), Canadian citizens in some provinces are receiving educational, health and other social services much inferior to those in other provinces and...Canadian citizens in some provinces are required to contribute a much larger portion of their income to the government of the province than those in other provinces.

Rowell-Sirois Commission Report
Canada 1939, Book II, 79

An increment to federal grants could be made whenever a "provincial government established that it could not supply Canadian average standards of service and balance its budget without taxation (provincial and municipal) appreciably exceeding the national average in relation to income."

Ibid.

"Parliament and the Government of Canada are committed to the principle of making equalization payments to ensure that provincial governments have sufficient revenues to provide reasonably comparable levels of public services at reasonably comparable levels of taxation."

The Canada Act, 1982
Section 36(2)

Background

Though written nearly 50 years ago, the Rowell-Sirois Commission Report identified the inequities which result from uncorrected regional fiscal imbalance.

The solution is also identified -- a national commitment of funding to sustain average standards of service without excessive taxation. That commitment was entrenched in our Constitution in 1982.

The recent series of cutbacks in federal transfer payments for health and higher education and for equalization are beginning to be felt with the result that some provinces do not have sufficient fiscal capacity to maintain important services for their citizens.

The equalization program is now under review. The formula imposed in 1982 has proven to be grossly inadequate and unfair to recipient provinces.

The federal commitment to fairness and to equity for all Canadians must be renewed. The equalization program needs improvement now.

The Government of Manitoba has examined the program carefully, and documented its deficiencies and the potential consequences. Manitoba proposes a return to equalization based upon a national average standard. This would provide federal equalization payments more in keeping with those earlier proposals of the Rowell-Sirois Commission, with the historical evolution of the Canadian equalization arrangements, and with the commitment enshrined in our Constitution.

The Constitutional Commitment

Canada, as a nation with disparate parts, has a long history of sharing the economic and social benefits of Confederation. Our major provincial social programs -- health care, post-secondary education, social assistance -- have long been supported by national programs to provide the crucial financial underpinning on which such commitments depend.

Equalization is provided to ensure more equal capacity for the provinces to meet their responsibilities. The commitment to equalization entrenched in our Constitution in 1982 is virtually the same as proposed by the Rowell-Sirois Royal Commission in 1939.

Modern equalization arrangements have focussed on revenue-generating capacity and, beginning 30 years ago, have been formalized through the development of equalization formulae.

Today, all Canadians can be proud that each and every provincial government, whether representing an equalization recipient province or one more fortunate, supports the maintenance of a fair and adequate equalization program.

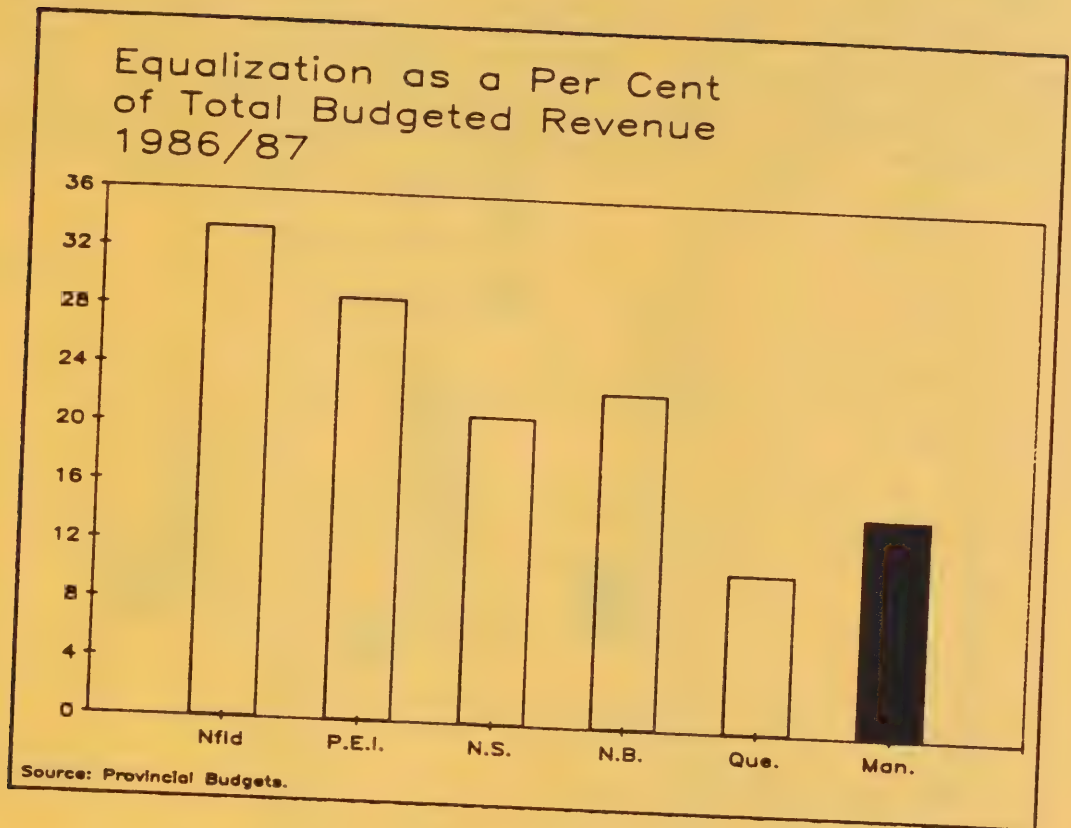
And yet, gathering clouds now obscure past accomplishments. The commitment of ordinary Canadians to their social heritage is strong throughout the country. However, federal actions and in some cases inaction suggest that Medicare, post-secondary education and all other provincial social and economic programs are somehow of less priority today in Canada than only a few years ago. The Constitutional objective is now placed at risk by federal fiscal decisions which undercut the foundation on which these programs have been built. If not reversed, these decisions will lead inevitably to decay, beginning in the more vulnerable regions, but eventually affecting even the strong.

The Importance of Equalization

It is difficult to overstate the importance of equalization to Canadians. It provides a measure of fairness and equity in sharing the benefits of the Canadian federation. It serves vitally important social purposes -- without equalization, national standards for health, education, social assistance and other provincial programs would not be possible. Equalization may also be our most important regional development program. Without the ability to provide comparable services with comparable taxation levels, poorer provinces are at a severe disadvantage in attracting industry and developing their own economic base.

Equalization currently provides from 11% to 33% of the total budgeted revenue of recipient provinces. As shown in Chart 1, it currently provides 15% of Manitoba's revenue.

Chart 1

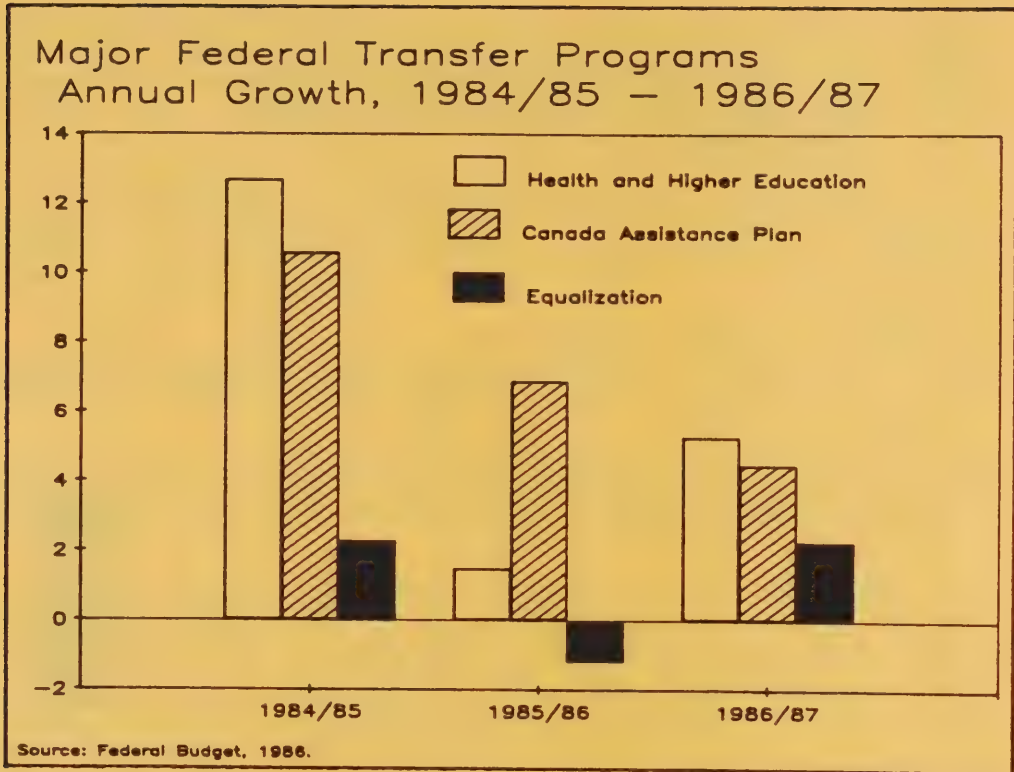


Equalization in the Context of Total Federal Transfers

For each of the six recipient provinces, equalization comprises the largest component of federal cash transfers. In terms of total cost to the federal government it ranks second behind federal cash transfers for health and higher education. The third largest of the federal transfers are those provided through the Canada Assistance Plan. Other shared-cost or specific purpose transfers account for the remaining 5% of total federal transfers.

While each of the major transfers has recently shown much lower growth than in the 1970's and the early 1980's, equalization, as indicated in Chart 2, has shown virtually no growth over a three-year period and actually declined in 1985/86. Equalization support has been far from sufficient to meet the increasing costs of maintaining services for an expanding population.

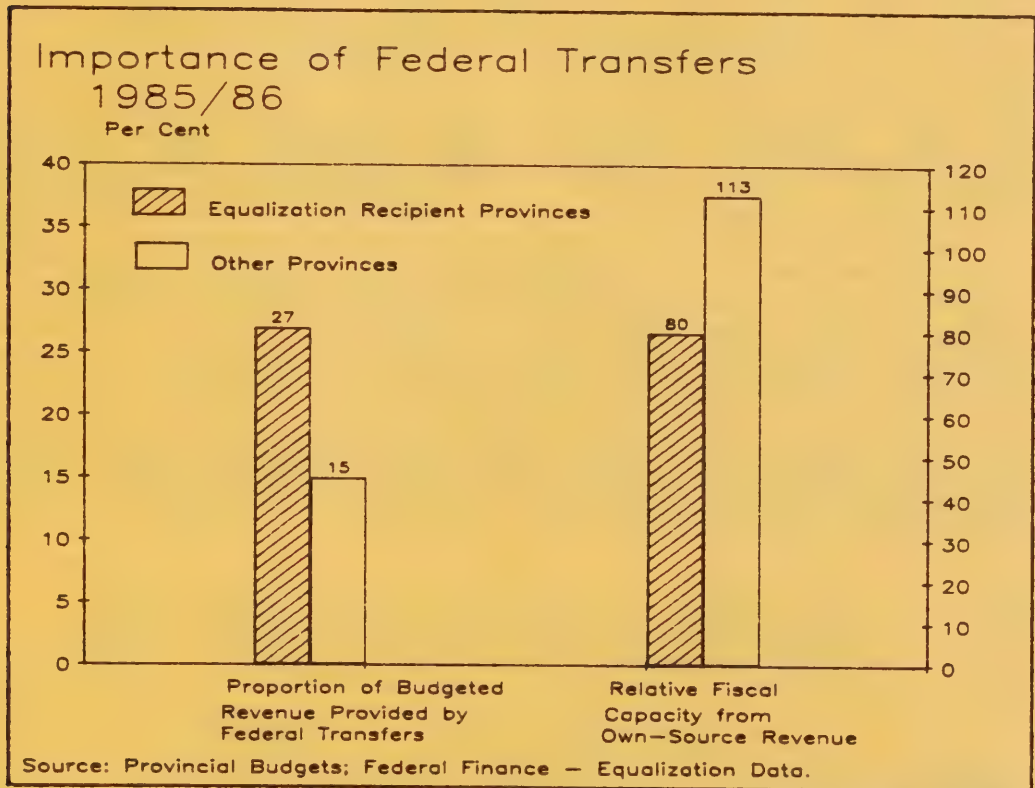
Chart 2



Federal projections now indicate that after the Bill C-96 cutbacks, cash transfers for health and higher education will show very limited growth of only in the range of 2% annually through 1990/91. Coupled with inadequate equalization, federal transfers, which in total provide from 22% to 46% of provincial Budgets in equalization-recipient provinces, will grow less than inflation. The costs of maintaining quality health care for an aging population, which needs and deserves more medical services, will grow faster than inflation. Education is a vital investment for young Canadians and others seeking retraining or new skills. Efforts to foster economic development in recipient provinces must also be strengthened. Other services must be maintained. Debt-servicing costs are growing in each recipient province.

The balance of provincial revenue sources -- income taxes and other own-source revenues -- cannot compensate for the minimal growth in federal transfer payments in equalization-recipient provinces for two reasons. Federal transfers, as a proportion of total revenue, are nearly twice as high in the recipient provinces. And the capacities to raise revenue from their own sources are substantially lower in recipient provinces than in the richer provinces. For example, on a per person basis, one point of personal income tax yields \$9.66 per capita in Newfoundland, \$19.94 in Ontario, \$14.01 in Manitoba and \$20.68 in Alberta.

Chart 3



The effects of reduced federal transfers on programs and on provincial fiscal circumstances are well-known. The federal government's Task Force on Expenditure Review put it clearly:

"Reductions in federal funding under EPF will, for the provinces, result in one or more of the following:

- transfer of health costs to individuals (within the limits of the Canada Health Act);
- increased taxes at provincial levels;
- reduction in services and/or quality of health care services;
- reduction in provincial programs in areas other than health care."¹

These effects will be realized more quickly and more harshly in equalization-recipient provinces unless action is taken to make the equalization program adequate. It should compensate at least in part for the health and higher education cuts. With less ability to tax or to pass on costs to the sick (an unconscionable alternative which must be rejected in any case), reduction in programs and services are more likely. National standards may be compromised. Eventually, lower standards will affect those able to withstand the cutbacks for a longer period. Government costs may be reduced but at a price unacceptable to Canadians who value our public social services. And, regional disparities will be more pronounced.

That is why Manitoba has taken issue with the limited "defence" of the equalization program and of other federal transfers given recently by the federal Minister of Finance to the American Council for Capital Formation in Washington. Mr. Wilson stated:

"Not only do we (Canadians) use the state to provide certain goods and services, we also use the federal government to redirect resources between regions, thereby ensuring minimum national standards."

The Constitutional commitment is to comparability in services and tax levels not to minimum standards. That commitment must be met. Manitoba believes that federal transfers should enable the maintenance of adequate standards. The Minister's Statement defends only minimum standards which are not "reasonably comparable" and which may fall as a result of restricted growth in major federal transfers.

¹ Health and Sport Volume -- Study Team Report to the Task Force on Program Review, Page 90.

Equalization Formulae

Historical Review

From 1957 through 1962, equalization included only personal and corporate income taxes and succession duties, but the standard base was that of the top two provinces. The rationale for using the top two provinces included recognition of the desirability of equalizing to the level of the highest province, combined with considerations of stability and affordability. Starting in 1962, revenue coverage began progressively to be broadened. The standard was lowered in some years, but its level was always the National Average or the top two provinces. Finally, in 1967/68, the Representative Tax System as we know it was adopted, with the all-province National Average Standard, ten-province tax rate and a wide range of separately-based revenue sources. It continued in effect for the next 15 years, with some restrictions in the percentage of resource revenue coverage. During that entire period, the National Average Standard remained the consistent basis of the formula. Only in 1982/83, unilaterally and without provincial agreement, did the federal government abandon the National Average Standard and replace it with the five-province so-called representative average standard.

The 1982 Formula-Five-Province Standard

In theory, the current formula has 100% revenue coverage. However, by excluding Alberta and the Maritimes from the base, the five-province standard is roughly equivalent to a formula with exclusion of about 21.7% of all revenues (or 100% of resource revenues plus 6.5% of all others) from equalization. Thus, despite claims of "full coverage" of all revenues including natural resource revenues, the new formula in practice effectively removed the greater part of the critical oil and gas sources from the standard base.

The current formula also uses the ten-province tax rates applied to the five provinces' tax base. The ten-province tax rates are not representative of the mix of rates required to maintain services in the five provinces with their lower tax bases which are included in the standard. The formula lacks internal consistency and integrity.

The combined result of excluding the major portion of resource revenues from equalization and of using a tax rate structure which is insufficient to maintain services in the representative provinces, is the unacceptably low, slow-growing levels of equalization support witnessed since the 1982 formula was introduced.

Inadequacies of the Current Equalization Program

In good times and in bad the current equalization program has delivered much less than promised, far less than expected and certainly less than is needed.

Looking at the record and at the most recent federal projection for the next fiscal year, the picture of inadequate growth is clear.

Table 1

Total Equalization Support All Provinces (1984/85 to 1987/88)

	<u>Current Estimates</u> (\$ millions)	<u>Projection</u> (\$ millions)	<u>Cumulative Change from 1984/85</u> (\$ millions) (%)	
1984/85	5,430			
1985/86	5,124			
1986/87	5,351		<306>	<5.6>
1987/88		5,513	<79>	<1.5>
			83	1.5

Source: Federal Finance, October, 1986.

The yield of the 1982 formula has consistently been over-estimated by the federal government. This is a continuing problem. The current projections for equalization in 1988/89 are \$1 billion less annually than projected just two years ago in the November, 1984 federal Economic and Fiscal Statement.

Table 2

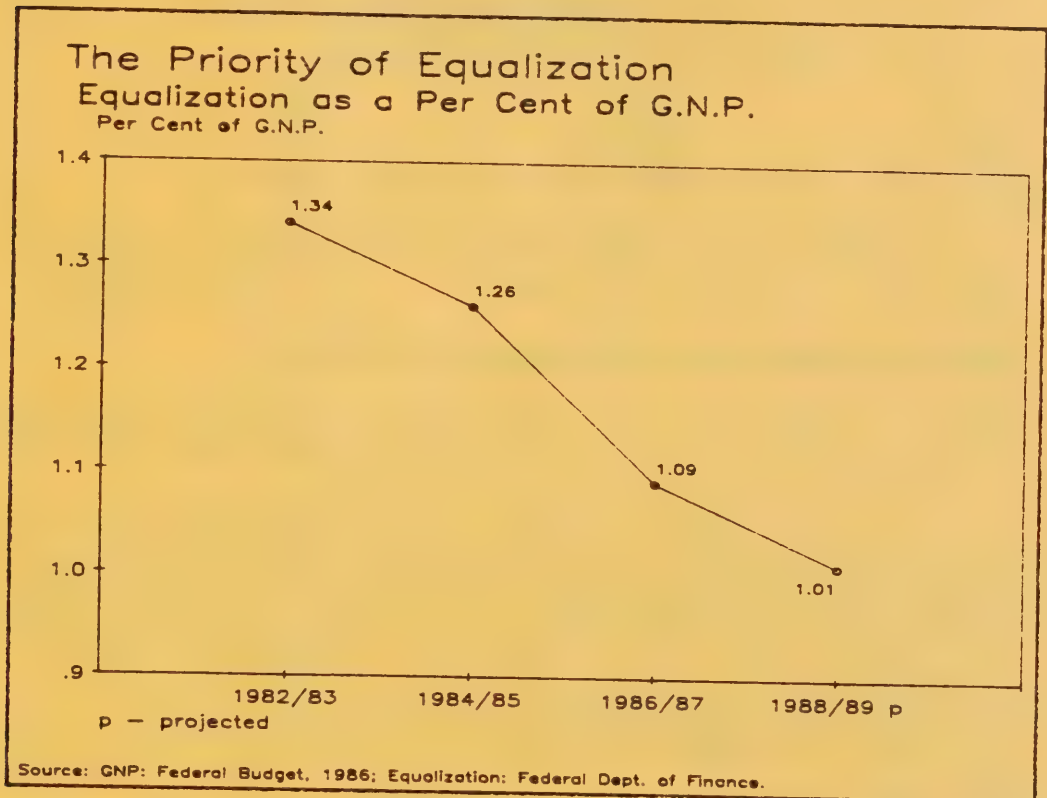
Federal Fiscal Framework Equalization Projections 1984 and 1986 (\$ billions)

	<u>1986/87</u>	<u>1987/88</u>	<u>1988/89</u>
November, 1984	5.6	6.2	6.8
October, 1986	5.4	5.5	5.8
Difference	0.2	0.7	1.0

Source: Federal Department of Finance.

In 1982, when the five-province formula was imposed, equalization payments required 1.34% of GNP, a fair and manageable commitment. Since then, the share of the nation's resources devoted to equalization has fallen to 1.09% this year, and are projected to be down further, to near 1.0% within two years. If the five-province formula actually delivered the support suggested in the federal government's own fiscal plans, the problems with the program would be less acute. The priority of equalization would not be falling so rapidly, and a greater measure of regional equity could be maintained.

Chart 4



For Manitoba, the implications of continuing the current formula are particularly severe. Current federal projections suggest a year-over-year drop of \$53 million in budgeted equalization support in 1987/88 while the same formula suggests Manitoba requires increased support to maintain services. And, some informal federal indications suggest the drop in 1987/88 could be even more severe.

Table 3

Total Equalization Support for Manitoba
1984/85 to 1987/88
(\$ millions)

1984/85	480
1985/86	466
1986/87 ¹	511
1987/88 ²	458

¹ 1st Estimate -- Federal Department of Finance.

² Estimate -- October, 1986 -- Federal Department of Finance.

Federal-Provincial Review of the Equalization Program

A year and one-half ago, Finance Ministers instructed their officials to begin an intensive review of the equalization program leading to a renewed program which must be in place by April, 1987.

In initiating that review, it was recognized that the equalization arrangements, unilaterally imposed by the former federal administration in 1982, had proven to be seriously inadequate and that major improvements were required. Not a year passed without the necessity of special transitional or ad hoc provisions. Independent analysis by Economist Tom Courchene and former federal Finance Deputy Mickey Cohen concluded that Manitoba, along with Quebec, had been hit hardest by the 1982 changes. Yet equity amongst the equalization-recipient provinces was not the major concern in the years since 1982. The inadequacy of the total formula was and remains the primary issue.

Certainly, the formula also needs regular examination to ensure that it incorporates the best measures of revenue raising capacity available. To that end, important work has been undertaken and a package of technical base changes has been developed. The technical review can and should continue. In this connection, Manitoba supports the package of technical changes together with the proposal that an adequate urban scale adjustment for the commercial and industrial portion of the property tax base be incorporated in the formula in 1987.

However, technical adjustments are just that -- technical adjustments -- and nothing more. They do not correct for the lack of adequacy, consistency and integrity in the current five-province standard formula imposed in 1982.

Federal argumentation that the technical changes represents an improvement of \$175 million annually ring hollow in the face of the \$1 billion annual drop in federal estimates of equalization for 1988/89 since the officials' review commenced.

Equalization-recipient provinces are also waiting for action on federal commitments to compensate the poorer provinces for the health and higher education funding cutbacks. Table 4 below shows the magnitude of improvement necessary to compensate for the C-96 cutbacks.

Table 4

**Losses in Federal Funding for Health
and Higher Education Due to Bill C-96**
(\$ millions)

	<u>Manitoba</u>	<u>Total Equalization-Recipient Provinces</u>	<u>Total All Provinces</u>
1986/87	13	122	318
1987/88	29	267	681
1988/89	46	426	1,089
1989/90	65	602	1,547
1990/91	86	796	2,054
Total	239	2,213	5,689

Source: Federal Finance, February, 1986.

The governments of Manitoba, Quebec, Newfoundland and Saskatchewan have presented proposals for modification to the standard and the formula. A strong consensus has emerged that a return to equalization based on the all-province national average standard would better meet the Constitutional objective of the program.

To date, the federal Department of Finance has not responded positively to the proposals made to improve the formula.

The current five-province "representative average" formula provides equalization support some \$1.8 billion below the total of full equalization under a national average standard. That is a large sum, especially to the six recipient provinces. It is compelling evidence of the failure of the five-province standard to provide sufficient resources to maintain comparable services in the "have-not" provinces with comparable tax rates. These provinces are facing difficult fiscal circumstances and deficits. They are trying to meet the essential and growing health, education and other needs of their citizens. Each has less than the national average revenue raising capacity to draw on.

Some have argued that any proposals to close the \$1.8 billion gap between current and full national average equalization standards is unrealistic, given the current federal fiscal situation. Interestingly, if equalization support since 1982 were growing only at the same rate as national economic growth, equalization would be projected at \$1.8 billion more by 1988/89. This simply means that by maintaining the priority equalization received in 1982, the gap could be closed by 1988/89.

Table 5

Maintaining the Priority of Equalization
(\$ billions)

	<u>1982/83</u>	<u>1984/85</u>	<u>1986/87</u>	<u>1988/89</u>
Equalization at 1.34% of GNP	4.9	5.8	6.7	7.6
Current Equalization Estimates				
\$ millions	4.9	5.3	5.4	5.8
% of GNP	1.34	1.26	1.09	1.01
Shortfall from 1982 Level	-	0.5	1.3	1.8

Sources: GNP Forecast -- Based upon 1986 Federal Budget;
Equalization -- Current Estimates -- Federal Department of Finance.

In this connection, it is worth examining the fiscal plans of the current federal administration. As documented earlier, as recently as November, 1984, equalization projections were nearly \$1 billion higher for fiscal year 1988/89 than the current federal forecast. In November, 1984, Ottawa argued that its fiscal plan necessitated the cut of \$2 billion from federal cash transfers for health and higher education but did not require further transfer cuts. Based on such analysis, the unanticipated \$1 billion decline in equalization under the five-province formula should provide room within the federal fiscal plan for improving the adequacy of the equalization formula.

It should also be noted that within their fiscal plans, Ottawa has found more than \$3 billion annually for capital gains tax exemptions and increased RRSP tax breaks for higher income Canadians and corporate income tax rate reductions.

It is obviously only a question of federal priorities:

- ° \$2 billion cut from federal EPF transfers to provinces;
- ° \$1 billion more gained through the inadequacies of the equalization formula;

- ° \$5 billion cut from the federal expenditure envelope for regional and economic development;
- ° contrasted by \$3 billion annually in new tax exemptions for wealthier Canadians.

Provincial proposals have been mindful of the federal fiscal situation. They have been put forward positively and constructively. An equally positive and constructive federal response is required.

The Manitoba Position

The priority of equalization to meet the Constitutional commitment must be restored.

Restoring the adequacy of the equalization program is of great concern to all Manitobans. Without modification to the present formula, Manitoba faces a \$53 million drop in equalization support for next year, despite increasing need for equalization support. Clearly, such a major drop, despite increasing need, cannot be absorbed without:

- ° service cuts;
- ° increased taxes; and/or
- ° higher deficits.

In principle, therefore, equalization support to any recipient province must not be cut unless its need for support is decreasing.

The continuation of the inadequate equalization formula under the five-province so-called representative average standard would be unfair.

Manitoba, along with other provinces, has proposed a return to a standard of equalization based on the ten-province national average standard.

Manitoba has also advanced formula options based on a percentage of the national average standard. This would provide flexibility, lacking in past formulae, to raise the standard as federal fiscal circumstances permitted over the next five-year period of the equalization arrangements.

The bottom line for Manitoba is to receive a federal commitment to improve upon the inadequate equalization arrangement which is now in force.

Conclusion

The Constitutional commitment to regional development and the reduction of regional disparities must be honoured.

The provinces have been hard hit by the series of federal transfer payment cutbacks beginning in 1981. Unfair treatment has resulted in Manitobans suffering more greatly than others.

The social infrastructure of Canada is being threatened by these federal actions. The threat is greatest in the equalization-recipient provinces which have less fiscal capacity to absorb the shocks provided by federal government. Regional disparities and tensions are likely to grow unless corrective action is taken.

The equalization system is now under review. It is time to renew the federal commitment to fairness and to equity for all Canadians. The equalization program needs improvement now.

Canadians in all parts of the country will support federal action to fully meet its Constitutional commitments and to work with provinces to maintain and build upon our social and economic foundations.

APPENDIX

Honourable Eugene Kostyra
Minister of Finance
Province of Manitoba

NOTES FOR A STATEMENT ON
FISCAL ARRANGEMENTS

Finance Ministers' Meeting
Edmonton, Alberta
October 31, 1986

Background

Over a year ago, Finance Ministers instructed their officials to begin an intensive review of the equalization program leading to a renewed program which must be in place by next April.

In initiating that review, we all recognized that the equalization arrangements, unilaterally imposed by the former federal administration in 1982, had proven to be seriously inadequate and that major improvements were required. Not a year passed without the necessity of special transitional or ad hoc provisions. Independent analysis by Tom Courchene and former federal Finance Deputy Mickey Cohen concluded that Manitoba, along with Quebec, had been hit hardest by the 1982 changes. Yet equity amongst the equalization-recipient provinces was not the major concern in the years since 1982. The inadequacy of the total formula was and remains the primary issue.

The timing of the five-year review was auspicious. The federal government was proceeding with Bill C-96 to limit its support to health and higher education. At an early stage, provincial Finance Ministers looked to the equalization review as a process which could be useful in ensuring that the negative effects of EPF transfer cuts would not place in greater jeopardy the health and higher education programs of the poorer provinces. These provinces had less fiscal capacity and flexibility to cope with the reduction in federal support, which for equalization provinces alone totals \$122 million this year, \$267 million in 1987/88, rising to \$796 million in 1990/91. And, last spring, before the passage of Bill C-96, we were heartened to hear federal assurances that improvements to equalization would be seriously examined as a way to offset the EPF cutbacks.

The Importance of Equalization

It is difficult to overstate the importance of equalization to the Canadian federation. Often referred to as "the glue which holds the federation together," the commitment to equalization has been enshrined in our Constitution alongside the commitment to regional development.

All governments in Canada have supported the Equalization Program. Federal Finance Minister Michael Wilson emphasized the willingness of Canadians to support equalization in his recent comments to the American Council for Capital Formation in Washington. He stated:

"Not only do we (Canadians) use the state to provide certain goods and services, we also use the federal government to redirect resources between regions, thereby ensuring minimum national standards in all parts of the country. In fact, Canadians feel so strongly about this concept of sharing that the principle of equalization is now entrenched in our Constitution. And, Canadians in wealthier parts of the country have been willing to pay the price for that principle...in the form of higher federal government spending levels and higher federal taxes than otherwise would be the case."

Of course, at our last meeting, we pointed out that the Constitution envisaged comparable standards rather than minimum as referred to in those remarks.

As I stated at our last meeting, Canada's equalization program is founded upon the principles of fairness and of sharing the benefits of the Canadian federation. It serves vitally important social purposes. Equalization may also be the most important regional development program in Canada. Without the ability to provide "reasonably comparable levels of public services at reasonably comparable levels of taxation" -- the objective of the program as set out in the Constitution -- the poorer provinces remain at an unfair disadvantage in attracting or developing industry and commerce and in financing their own economic development initiatives. That is why the priority of equalization must be restored.

Inadequacies of Federal Transfers

Manitoba recognizes that the federal deficit is higher than any federal Finance Minister would want it to be. We believe fair tax reform is part of the answer to that situation. But federal deficits do not mask the fact that equalization recipient provinces have

seen their fiscal situations deteriorate markedly since 1981, in part, as argued by the Province of Quebec, because of the inadequacies of federal transfers including the equalization program. As our current federal Finance Minister said in 1982, such a transfer of deficit burden from the federal to the provincial governments is "predatory federalism."

Moreover, each new set of federal forecasts shows lower entitlements for provinces than previously estimated.

In November 1984, the Economic and Fiscal Statement projected federal cash payments for health and higher education of \$12.2 billion by 1990/91. After Bill C-96, current projections are for payments of \$9.8 billion in 1990/91 -- \$2.4 billion less (not \$2.0 billion) than federal projections only two years ago.

In 1984/85, regional development expenditures totalled \$14.7 billion. But, only \$9.1 billion is allocated for regional development in 1987/88 -- \$5.6 billion cut from the Economic and Regional Development Envelope.

In November 1984, equalization payments were projected for 1988/89 at \$6.8 billion. Currently, 1988/89 payments (the last year for which federal estimates have been shared with the provinces) are estimated at \$5.8 billion -- \$1 billion below the estimate of two years ago.

A further illustration of the failure of the current equalization program is that equalization payments have actually fallen from 1.34% of GNP in 1982 to 1.09% in the current year and are projected to fall further, to below 1.01% in 1988/89.

The pattern of inadequate equalization support under the five-province so-called "representative average" standard continues. We must move to address that issue in the current equalization review.

To restore equalization to the same priority of the nation's resources as in 1982 would require a \$1.3 billion increase in 1986/87 and \$1.8 billion in 1988/89 over current projections.

The declines raise serious questions about the federal government's commitment to maintaining vital public services and fostering regional economic development across Canada. Unless redressed, they suggest that equalization and regional development will be sacrificed for deficit reduction and other priorities.

Some may argue that the federal fiscal framework precludes more adequate equalization support. However, such argumentation does not stand up to scrutiny. Billions of dollars have been found within the same fiscal framework for capital gains exemptions, RRSP deduction increases and corporate rate reductions. In our view, adequate and fair equalization is more important than such give-aways.

Improving the Equalization Formula

As mentioned earlier, adequacy is the primary issue for the equalization review. Nonetheless, the formula also needs regular examination to ensure that it incorporates the best measures of need available. To that end, important work has been accomplished and a package of technical base changes has now been proposed for implementation in 1987. That technical review can continue and Manitoba supports the argumentation for inclusion of adequate urban scale adjustment for the commercial and industrial portion of the property tax base.

The equalization formula based on a five-province standard along with ten-province tax rates lacks cohesiveness and integrity. It produces support levels to recipient provinces insufficient to achieve the objectives of the program. It does not deliver adequate equalization growth.

And let us not fool ourselves, the problems with that formula have not ended. Indeed Manitoba, under current federal projections, will suffer a major \$53 million cut in equalization payments next year while our need as measured under the formula continues to increase. Indeed, unless some improvement is afforded, Manitoba's equalization payments will have actually fallen on a per capita basis over a five-year period despite the fact that its measured need has shown increases in each of those years.

This is not solely a Manitoba issue. Five recipient provinces fell into the transitional arrangements; all six recipient provinces received supplementary payments. Simply put, the formula does not work -- it is inadequate and it lacks flexibility to respond in needed measure to fiscal circumstances.

Manitoba has long argued that a return to the ten-province national average standard is desirable and fundamental to a fair system. We reaffirm that position.

In our view, a return to the national average standard is also compatible with federal affordability concerns. If the nation were devoting the same share of GNP to equalization in 1986/87 as in 1982/83, ninety percent of the gap between the five-province standard and the national average standard would be closed.

Manitoba, Newfoundland, Saskatchewan and others have put forward proposals related to the national average standard. However, it is recognized that the federal government, given its fiscal circumstances and the lower priority they have attached to equalization and regional development, may be reluctant to immediately provide the funds necessary for full equalization under a national average standard. Therefore, Manitoba has put forward a proposal, quite similar to Newfoundland's proposal, that the equalization formula be a proportion of the national average standard which increases towards the full national standard gradually as fiscal circumstances permit.

I am disappointed that Manitoba's proposal and proposals from other provinces for improving the adequacy of the formula have not yet received serious consideration from the federal government. But, there is still time. What is urgently needed is the will and direction. We are hopeful that will be forthcoming today.

**Honourable Eugene Kostyra
Minister of Finance
Province of Manitoba**

**NOTES FOR A STATEMENT
ON EQUALIZATION**

**Finance Ministers' Meeting
Montreal, Quebec
September 19, 1986**

Importance of Equalization

Canada's Equalization Program is founded upon the principles of fairness, of sharing the benefits of the Canadian federation, of maintaining the ability of governments across Canada to provide equitable conditions for their citizens.

In a time of fiscal stress and of economic uncertainty, it can provide a large measure of needed stabilization in the country's affairs. It can provide assistance when and where it is most needed.

All governments in Canada have supported the Equalization Program, and I was pleased to note the recent comments of federal Finance Minister Michael Wilson to the American Council for Capital Formation in Washington:

"Not only do we (Canadians) use the state to provide certain goods and services, we also use the federal government to redirect resources between regions, thereby ensuring minimum national standards in all parts of the country. In fact, Canadians feel so strongly about this concept of sharing that the principle of equalization is now entrenched in our Constitution. And, Canadians in wealthier parts of the country have been willing to pay the price for that principle...in the form of higher federal government spending levels and higher federal taxes than otherwise would be the case."

Background -- Recent History

The equalization formula imposed by the federal government in 1982 has been inadequate in several respects. I wish to speak mainly about only two.

Based on the five-province so-called representative average standard, the current formula has generated inadequate payments. For most of the period, the fiscal capacity after equalization of recipient provinces has been roughly 15% below the all-province national average, in part because some major resource revenues are only marginally reflected in the formula.

That shortfall has recently changed to about 10%, not because of an increase in equalization payments, but rather because of the drastic resource revenue drop in Alberta and Saskatchewan. In fact, total equalization payments in 1986/87 of \$5.30 billion are projected to remain below the 1984/85 level of \$5.44 billion. If the increased cost of services in recipient provinces is taken into account, there is a very sizeable decline. In fact, the real value of equalization payments -- their ability to maintain service levels -- is falling, whether it is measured against Gross National Product, against inflation, or against the needs of an expanding population. Yet, there is no good reason for such a decline since, by objective measures, the fiscal positions of recipient provinces have not improved.

The inadequacies of the basic formula is reflected in the heavy reliance on ad hoc measures -- transitional arrangements, supplementary payments, floor payments and equalization-offset arrangements.

Heavy reliance on ad hoc measures has threatened longer-term stability of provincial revenue growth. It would be far preferable to have an adequate formula which increases support whenever a province's needs increase.

Other Considerations

In this connection, efforts must be made to improve our joint forecasting and measurement capability. I am not convinced that co-operation on projecting the effects of current commodity prices and other economic factors on current and future years' equalization payments has been adequate. Provinces have been denied access to five-year forecasts of equalization arising from last February's Budget. No comprehensive analysis has been offered of the sensitivity of our equalization payments to a range of energy price scenarios. Sharp adjustments in payments related to one or more years, coming without adequate warning, makes fiscal management needlessly difficult.

Earlier, I referred to the federal Finance Minister's Statement of September 5, 1986. I would hope that a concern I have with that statement is only a matter of semantics. The statement refers to "ensuring minimum national standards" while the Constitutional provision is for "reasonably comparable services at

reasonably comparable levels of taxation". National standards are important in the measurement of reasonable comparability; but comparable does not and should not imply minimal.

At their August meeting, Premiers expressed their position that the cuts in federal support for health and higher education should be considered as a temporary measure only. That is necessary to prevent long-term damage to vital services. However, with the first cuts now being felt, a federal commitment to strengthen equalization is more crucial to safeguard against any deterioration in health and higher education services to Canadians in the poorer provinces.

As economic and social development go hand-in-hand, the importance of equalization to regional development must not be overlooked. It is no accident that the Constitutional commitment to equalization is alongside the commitment to regional development in Part III of the Constitution. Without the ability to provide reasonably comparable levels of public services at reasonably comparable levels of taxation, the poorer provinces remain at a distinct disadvantage in attracting or expanding the productive base necessary for balanced regional development.

Proposals

Along with other provinces, Manitoba affirms the importance of devising and putting into place a comprehensive equalization formula with the capacity to achieve its Constitutional commitment to equalization. To this end, we have a number of proposals:

- 1) The formula must be adequate. It should be judged on its ability to better meet its constitutional objective. Other federal transfers, after recent cuts, now provide a smaller share of provincial revenue; so equalization is becoming more crucial to the provision of comparable services with comparable taxes in the have-not provinces. Consideration must therefore be given on a priority basis to formula alternatives which will prevent deterioration in the relative position of recipient provinces, and which, over time, will increase the fiscal capacity

of equalization-recipient provinces relative to the national average standard. Without such progress in equalization, there will be increasing inequality of levels of public service available to Canadians in different regions and provinces. Regional development will suffer.

- 2) The federally-proposed package of tax base adjustments should be tentatively accepted and attention turned to other aspects of the formula. In a general sense, technical tax base adjustments can improve the measurement of relative provincial tax capacity, but we cannot fully evaluate them without reference to our equalization standard. Certain adjustments, particularly those concerning resource tax bases and revenues, would work best only with certain formula options.
- 3) A principle must be incorporated in the formula that prevents payments to a recipient province from declining if its measured need is increasing.
- 4) This program cannot be on the table for negotiation within freer trade talks.
- 5) It should go without saying that the governments must have the necessary historical data and consistent forecasts for the next five years in order to consider the improvement of the Equalization Program. The equalization review cannot be completed in the absence of such information.

In view of the desire by all governments to achieve consensus on equalization as soon as possible, I would suggest our officials be directed to work expeditiously on assuring the basic information on equalization is available and on options to improve the formula. While our time line must be kept flexible and our work plan somewhat open-ended to allow all the necessary preparation before the new formula is selected, we should expect to receive a comprehensive report prior to our next meeting.

Honourable Howard Pawley
Premier of Manitoba

NOTES FOR A STATEMENT
ON FEDERAL-PROVINCIAL FISCAL RELATIONS

Provincial Premiers' Conference
Edmonton, Alberta
August 10 to 12, 1986

Introduction

I am pleased to have this opportunity to lead off our discussion of federal-provincial fiscal relations. As all of us at this Conference know, fair and equitable fiscal arrangements, involving both the sharing of the revenue base and federal transfers are necessary to ensure that provinces have the capability of meeting their responsibilities and of adequately serving the needs of Canadians across the nation.

In the forefront of federal-provincial fiscal issues this year are:

- ° the provision of adequate funding for health and higher education;
- ° equalization and regional development; and
- ° tax reform.

These are important questions with implications for all Canadians. How federal and provincial governments deal with these issues now will have significant effects on social and economic development throughout Canada for the balance of this century.

Health and Higher Education

Last year in St. John's, Newfoundland, Premiers unanimously rejected federal proposals to cut federal support for health and higher education programs. Our communique noted and I quote:

"federal cutbacks are clearly inconsistent with maintaining present levels of service, let alone meeting projected needs."

Similar conclusions were reached by the Nielsen Task Force.

And there is the continuing reality that poorer provinces have a more difficult time finding resources to compensate for federal cutbacks while maintaining competitive tax levels and other economic and social development initiatives.

Regrettably, the federal government turned a deaf ear to the provinces and to concerns of men and women throughout the country and proceeded unilaterally with cutbacks in support for health and higher education.

However, the long-term consequences of inadequate federal funding are still ahead of us. There is still time to act to protect and enhance health and higher education services to meet the needs of all Canadians.

Last year, U.S. health care spending increased to 10.7% of GNP from 10.4% in 1984, to meet the increasing demands and needs of citizens, and especially the rapidly increasing numbers of senior citizens, for health care services.

While Canadian health care is more efficient and effective, we are facing a similar increase in needs and similar underlying cost trends to those evident in the United States and elsewhere.

Federal Health Minister Jake Epp has indicated that he will present a health strategy paper in November, some eight months after the federal cutbacks started to take effect. We deplore this "cut-first, plan-later" approach. Nevertheless, Manitoba continues to believe that a national planning process to identify needs, appropriate program strategies and fiscal requirements is crucial. We are prepared and anxious to meet with the federal and other provincial governments for this important purpose.

Health Ministers and the Council of Ministers of Education will hold meetings in September. We could direct these Ministers to provide further information on the requirements of Canadians for health and higher education services and on means of assuring the needed resources. A preliminary report could be requested prior to the First Ministers' Conference in November.

For all these reasons, it is important that First Ministers revisit the health and higher education funding issue in November, including the Alberta suggestion that the provisions of Bill C-96 must be treated as a temporary measure. This could avert long-term damage to fundamental services.

Equalization and Regional Development

Earlier, we discussed regional development broadly, in the context of the economy. Success in our commonly held goal of ensuring equitable development throughout Canada requires that the regional dimension of all federal activity be examined carefully and where possible improved and strengthened.

The importance to the regions of Canada of federal initiatives in many program sectors including agriculture and transportation is very great, as are co-operative efforts through regional development agreements and direct federal purchasing and activity.

It is no accident that the constitutional commitment to equalization is alongside the commitment to regional development in Part III of the Constitution. The commitment to Equalization is to ensure that provinces can provide "reasonably comparable levels of public services at reasonably comparable levels of taxation." Clearly that is crucial to regional development just as policies to foster balanced

regional development are crucial to the capacity of provinces to provide adequate services with competitive taxes.

As is well known, the equalization formula imposed in 1982 substantially reduced basic equalization entitlements of provinces. The current formula leaves recipient provinces some \$850 annually for a family of four short of the all-province average capacity to raise revenue. The wide divergences in tax levels and rates resulting from these shortfalls are a concern.

Fundamental changes are necessary, including, in our view, raising the standard of equalization from the current five-province, so-called "representative average," imposed in 1982 to the all-province national average. Such a change becomes even more crucial if the health funding cutbacks are not rescinded. We could direct our Finance Ministers to develop formula changes and other options to reflect a strengthened commitment to equalization.

Tax Reform

Manitoba has long advocated comprehensive tax reform to:

- ° improve fairness and equity;
- ° protect the ability of federal and provincial governments to raise adequate revenues to maintain vital services;
- ° further goals of effectiveness, efficiency and simplification.

The recently stated federal intention to reverse the long-term shift of taxation from the corporate sector to the personal sector is consistent with the position Manitoba has taken over the years. And, the recent federal commitment to comprehensive reform is welcome.

The case for reform is strong, and never stronger than now when governments' collective capacity must be protected. Returning to a tax system akin to that of 1961 would not be reform.

At times, the federal government has linked its discussions of tax reform to providing tax rates "competitive" with those in the United States. We should be careful in making such comparisons, to take into account differences in social services. For example, Canadian taxes pay for Medicare, while Americans must be provided with medical coverage through the workplace or from their pay cheques. Tax levels set "competitive" with U.S. taxes would not provide adequate funds to continue Medicare.

We need a "made in Canada" policy which recognizes the advantages the country has because of our social heritage.

Provinces have a vital interest in tax reform and must be involved in formulation of options and objectives. Finance Ministers should be directed to report back to us on tax reform before the First Ministers' Conference.

Summary

To summarize, Canadians need and deserve fair and secure financing for essential health and higher education programs. As a nation, our commitment to equalization and regional development should be strengthened. Tax reform is urgently required to support our economic and social goals.

These issues are interlinked. The provinces have a vital concern in each area. First Ministers, Ministers of Finance and Ministers responsible for key program areas must be involved. Much work can be done on these issues prior to the First Ministers' Conference in November.

The pillars of federal-provincial fiscal arrangements must be strengthened if the Canadian federation is to stand firm and continue to provide a good and secure home for all of our citizens.



DOCUMENT: 850-34 / 010

27TH ANNUAL PREMIERS' CONFERENCE

Communique on Federal-Provincial
Relations/Tax Reform

August 10-12, 1986
EDMONTON, Alberta

Sunday, August 10 to Tuesday, August 12, 1986 - Edmonton

27TH ANNUAL PREMIERS' CONFERENCE
Edmonton, Alberta
August 10-12, 1986

COMMUNIQUE ON FEDERAL-PROVINCIAL RELATIONS/TAX REFORM

The Premiers reviewed the state of federal-provincial relations and noted the need for joint planning for the 2nd Annual First Ministers Conference to be held in November, 1986. The Premiers welcomed the Annual First Ministers Conference as an opportunity to discuss, cooperatively, matters of mutual concern.

FEDERAL-PROVINCIAL AGREEMENTS

Premiers recognized that Federal-Provincial agreements and arrangements have become an important instrument of government. They expressed concern that unilateral changes to these agreements and arrangements are very disruptive. In particular, they noted the recent changes to the Fiscal Arrangements Act. Premiers suggested that the development of mechanism to give greater certainty to such arrangements be explored.

They view the current reduction in the growth of federal transfers for social programs as a temporary measure and reiterated the importance of adequate federal funding for these programs.

The Premiers called on the federal government to ensure that the equalization program meets the Constitutional commitment to enable provinces to provide "reasonably comparable levels of public services at reasonably comparable tax rates".

They concluded that agreements on fiscal arrangements should be a major topic on the agenda of the First Ministers Conference in Vancouver.

TAX REFORM

The ten provincial Premiers welcomed recent federal statements committing the federal government to comprehensive tax reform. Premiers agreed that the implications for major provincial taxes must be considered. They noted that the federal commitment was consistent with earlier statements by the Premiers which stressed the need for tax reform to improve fairness and simplicity in taxation.

The Premiers identified economic development and competitiveness as vital objectives which must also be served, while recognizing the revenue requirements to finance national social programs. The impact on employment as well as on regional and sectoral economic strengths will be important criteria for assessing tax reform options.

The Premiers noted that important social objectives are met through both direct social programs and taxation policies. They agreed that tax reform should be truly comprehensive and improve harmony between taxation and expenditure programs.

The Premiers stressed that tax reform must not be used by the federal government as an excuse to erode provincial health and post-secondary education support by further cutbacks in transfer payments.

The process of tax reform must be open to consultation among all Canadians. But they agreed that it can only be successful with the co-operation of the provinces, since provincial taxes form an important part of the country's revenue system. The Premiers emphasized the need for federal-provincial consultation, co-operation and consensus building. They recommended that tax reform be on the agenda of this November First Ministers Conference. They directed their finance ministers to meet in preparation for that discussion.

CAI
Z 2
C 52

DOCUMENT: 800-22/031

L'honorable Howard Pawley
Premier ministre du Manitoba

POSITION DU MANITOBA SUR
LES ACCORDS FISCAUX

La péréquation : analyse des engagements



Conférence annuelle des Premiers ministres
Vancouver (Colombie-Britannique)
les 20 et 21 novembre 1986

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
Données de base	2
L'Engagement constitutionnel	2
L'importance de la péréquation	3
Les paiements de péréquation dans le contexte de l'ensemble des transferts fiscaux	4
Les formules de péréquation Rappel historique La formule de 1982 : la norme des cinq provinces	7
Lacunes actuelles du programme de péréquation	8
Analyse fédérale-provinciale du programme de péréquation	10
La position du Manitoba	13
Conclusion	14
Annexes :	
L'honorable E. Kostyra : Exposé sur les accords fiscaux, le 31 octobre 1986	
L'honorable E. Kostyra : Exposé sur la péréquation, le 19 septembre 1986	
L'honorable H. Pawley : Exposé sur les relations fiscales fédérales-provinciales, les 9 au 12 août 1986	
Communiqué de la 27 ^e réunion annuelle des Premiers ministres sur les relations fédérales provinciales et la réforme fiscale, les 10 et 12 août 1986.	

Par conséquent, (par suite de la division constitutionnelle des pouvoirs d'imposition appliqués à la distribution régionale existante du revenu imposable), les citoyens canadiens de certaines provinces reçoivent une instruction, des soins de santé et d'autres services sociaux de beaucoup inférieurs à ceux d'autres provinces et ... les citoyens canadiens dans certaines provinces doivent verser une partie beaucoup plus importante de leur revenu au gouvernement de la province que ceux d'autres provinces.

Rapport de la commission Rowell-Sirois
Canada, 1939, Livre II, 79

Les subventions fédérales devraient être augmentées chaque fois qu'un "gouvernement provincial démontre qu'il ne peut fournir des services correspondant aux normes canadiennes moyennes et équilibrer son budget sans un niveau de fiscalité (provincial et municipal) qui dépasse sensiblement la moyenne nationale par rapport au revenu."

Ibid.

"Le Parlement et le gouvernement du Canada prennent l'engagement de principe de faire des paiements de péréquation propres à donner aux gouvernements provinciaux des revenus suffisants pour les mettre en mesure d'assurer les services publics à un niveau de qualité et de fiscalité sensiblement comparables."

Loi constitutionnelle de 1982
Paragraphe 36(2)

Données de base

Bien qu'il ait été écrit il y a près de 50 ans, le rapport de la Commission Rowell-Sirois a signalé les injustices qui découlent d'un déséquilibre financier régional non corrigé.

Le rapport définissant également la solution à adopter, un engagement national de financement afin de maintenir des normes moyennes de service sans impôt excessif. Cet engagement a été inclus dans notre Constitution en 1982.

La succession récente de réductions dans les paiements de transfert fédéraux au titre de la santé et de l'enseignement supérieur ainsi que pour la péréquation commence à être ressentie; il en résulte que certaines provinces ne disposent pas de suffisamment de moyens financiers pour continuer à assurer des services importants à leur population.

Le programme de péréquation fait maintenant l'objet d'une révision. La formule imposée en 1982 s'est révélée extrêmement inadéquate et injuste pour les provinces bénéficiaires.

Le gouvernement fédéral doit renouveler l'engagement qu'il a pris d'assurer la justice et l'équité à tous les Canadiens. Le programme de péréquation doit être amélioré maintenant.

Le gouvernement du Manitoba a examiné attentivement le programme, il en a relevé les lacunes et les conséquences que peuvent avoir ces lacunes. Le Manitoba propose un retour à la péréquation basé sur une norme moyenne nationale. Cela permettrait d'assurer des paiements de péréquation fédéraux plus conformes à ceux des propositions antérieures de la Commission Rowell-Sirois, avec l'évolution historique des dispositions de péréquation canadiennes ainsi qu'avec l'engagement inclus dans notre Constitution.

L'engagement constitutionnel

Le Canada, à titre de nation composée de parties disparates, possède une longue histoire de partage pour ce qui est des avantages économiques et sociaux de la Confédération. Nos principaux programmes sociaux provinciaux - soins de santé, éducation supérieure, aide sociale - ont été appuyés, depuis longtemps, par des programmes nationaux visant à fournir le soutien financier crucial dont dépendent de tels engagements.

La péréquation existe pour assurer aux provinces des moyens plus égaux de faire face à leurs responsabilités. L'engagement de faire des paiements de péréquation qui a été inscrit dans notre Constitution en 1982 est virtuellement le même qui avait été proposé par la Commission royale Rowell-Sirois en 1939.

Les dispositions de péréquation modernes ont été axées sur la possibilité de produire des revenus et, depuis 30 ans, ces dispositions ont été formalisées par l'élaboration des formules de péréquation.

Aujourd'hui, tous les Canadiens peuvent être fiers que chaque gouvernement provincial, qu'il soit celui d'une province qui bénéficie des paiements de péréquation ou d'une province plus riche, préconise le maintien d'un programme de péréquation juste et adéquat.

Pourtant, des nuages commencent à obscurcir les réalisations du passé. L'engagement des Canadiens moyens à l'endroit de leur héritage social est fort partout au pays. L'action et, dans certains cas, l'inaction du gouvernement fédéral semble indiquer que l'assurance-maladie, l'enseignement supérieur et tous les autres programmes sociaux et économiques provinciaux ont un peu moins d'importance aujourd'hui au Canada qu'ils n'en avaient il y a quelques années. L'objectif constitutionnel est maintenant menacé par des décisions financières fédérales qui sapent la base sur laquelle ces programmes ont été construits. Si elles ne sont pas renversées, ces décisions amèneront inévitablement un déclin, d'abord dans les régions les plus vulnérables, mais éventuellement même dans les régions riches.

L'importance de la péréquation

On ne saurait exagérer l'importance de la péréquation pour les Canadiens. Elle constitue une mesure de justice et d'équité dans le partage des avantages de la Fédération canadienne. Elle sert des objectifs sociaux d'importance vitale; sans la péréquation, il serait possible d'assurer des normes nationales pour la santé, l'instruction, l'aide sociale et d'autres programmes provinciaux. La péréquation peut aussi constituer notre programme de développement régional le plus important. S'il leur est impossible de fournir des services comparables avec des niveaux d'imposition comparables, les provinces plus pauvres sont alors dans une position très désavantageuse pour attirer des industries et développer leur propre base économique.

Les paiements de péréquation représentent actuellement entre 11 et 33 % des revenus budgétaires totaux des provinces qui en bénéficient. Le graphique 1 permet de constater que les paiements de péréquation représentent actuellement 15 % des revenus du Manitoba.

Graphique 1

PAIEMENTS DE PÉRÉQUATION SOUS FORME DE
POURCENTAGE DU REVENU BUDGÉTAIRE TOTAL
1986-1987

T.-N. Î.-P.-É. N.-É. N.-B. Qué. Man.

Source : Budgets provinciaux.

Les paiements de péréquation dans le contexte de l'ensemble des transferts fédéraux

Pour chacune des six provinces bénéficiaires, les paiements de péréquation constituent l'élément le plus important des transferts pécuniaires fédéraux. Par rapport aux coûts totaux pour le gouvernement fédéral, les paiements de péréquation occupent le deuxième rang après les transferts pécuniaires fédéraux au titre de la santé et de l'enseignement supérieur. Les troisièmes en importance des transferts pécuniaires fédéraux sont ceux effectués en vertu du Régime d'assistance publique du Canada. Les autres transferts pour des programmes conjoints ou à des fins déterminées représentent le montant restant (5 %) de l'ensemble des transferts fédéraux.

Bien que chacun des principaux transferts fédéraux a récemment connu une croissance de beaucoup inférieure à ce qu'elle était au cours des années 1970 et au début des années 1980, la péréquation, comme le graphique 2 l'indique, a connu une croissance pratiquement nulle pendant une période de trois ans et a effectivement diminué en 1985-1986. Les paiements de péréquation ont été loin d'être suffisants pour faire face aux coûts accrus qu'impose le maintien des services auxquels une population croissante a droit.

Graphique 2

CROISSANCE ANNUELLE DES GRANDS PROGRAMMES FÉDÉRAUX
DE TRANSFERT, 1984-1985 - 1986-1987

Santé et enseignement supérieur

Régime d'assistance publique du
Canada

Péréquation

1984-1985

1985-1986

1986-1987

Source : Budget fédéral de 1986.

Les projections fédérales indiquent maintenant qu'après les coupures de la loi C-96, les transferts dans le domaine de la santé et de l'enseignement supérieur connaîtront une croissance très limitée de l'ordre de 2 % par an jusqu'en 1990-1991. Si on les combine à la péréquation insuffisante, les transferts fédéraux, qui représentent au total de 22 % à 46 % des budgets des provinces bénéficiaires de la péréquation, augmenteront à un rythme inférieur à celui de l'inflation. Les coûts du maintien de soins de santé de qualité pour une population vieillissante qui a besoin de plus de services médicaux et les mérite, augmenteront plus vite que l'inflation. L'enseignement est un investissement vital pour les jeunes Canadiens et pour les autres qui veulent se recycler ou acquérir de nouvelles compétences. Des efforts pour favoriser le développement économique dans les provinces bénéficiaires doivent aussi être renforcés. D'autres services doivent être maintenus. Les coûts du service de la dette croissent dans chacune des provinces bénéficiaires.

Le reste des sources de revenu des provinces, l'impôt sur le revenu et les autres recettes propres, ne peut pas compenser la croissance minime des paiements de transfert fédéraux dans les provinces bénéficiaires de la péréquation pour deux raisons. Les transferts fédéraux, par rapport aux recettes totales, sont pratiquement deux fois plus élevés dans les provinces bénéficiaires. Par ailleurs, la capacité des provinces bénéficiaires de tirer des recettes de leurs propres sources sont substantiellement inférieures à celle des provinces plus riches. Par exemple, un point d'impôt sur le revenu des personnes donne 9,66 \$ par habitant à Terre-Neuve, 19,94 \$ en Ontario, 14,01 \$ au Manitoba et 20,68 \$ en Alberta.

Graphique 3

IMPORTANCE DES TRANSFERTS FÉDÉRAUX
1985-1986
Pourcent

Provinces bénéficiaires de la péréquation
Autres provinces

Proportion des recettes
budgétées fournie par
les transferts fédéraux

Capacité fiscale
relative des
recettes propres

Source : Budgets provinciaux; données fédérales sur les finances et la péréquation

Les effets de la réduction des transferts fédéraux sur les programmes et sur la situation fiscale des provinces sont bien connus. Le groupe de travail sur la révision des programmes du gouvernement fédéral l'a exprimé clairement :

Les réductions du financement fédéral en vertu des FPE auront pour les provinces un ou plusieurs des effets suivants :

- le transfert des coûts de santé vers les personnes (dans les limites de la Loi canadienne sur la santé);
- l'accroissement des impôts provinciaux;
- une réduction des services ou de la qualité des soins de santé;
- une réduction des programmes provinciaux dans des domaines autres que les soins de santé.¹

Les provinces bénéficiaires de la péréquation ressentiront ces effets plus rapidement et plus durement à moins que des mesures ne soient prises pour rendre le programme de péréquation adéquat. Ce programme devrait compenser au moins en partie les réductions dans les domaines de la santé et de l'enseignement supérieur. Avec une capacité moindre de lever des impôts ou de transférer les coûts aux malades (option déraisonnable qui doit être rejetée dans tous les cas), la réduction des programmes et des services est plus probable. Les normes nationales risquent d'être compromises. Tôt ou tard, la réduction des normes touchera les personnes qui seront capables de supporter les coupures sur une plus longue période. Les coûts pour l'État peuvent être réduits, mais à un prix inacceptable aux yeux des Canadiens qui tiennent à nos services sociaux publics. Par ailleurs, les disparités régionales en seront accentuées.

Voilà pourquoi le Manitoba n'est pas d'accord avec la "défense" limitée du programme de péréquation et des autres transferts fédéraux qu'a présentée récemment le ministre fédéral des Finances à l'American Council for Capital Formation à Washington. M. Wilson a déclaré :

"Non seulement les Canadiens se servent de l'État pour fournir certains biens et services, mais ils s'en servent aussi pour redistribuer les ressources entre les régions, veillant ainsi à l'application de normes nationales minimums dans toutes les régions du pays.
(Traduction)

L'engagement constitutionnel vise la comparabilité des services et des niveaux fiscaux et non des normes minimales. Cet engagement doit être respecté. Le Manitoba croit que les transferts fédéraux devraient permettre

¹ Santé et sport - Rapport du groupe d'étude au Groupe de travail sur la révision des programmes, page 90.

le maintien de normes suffisantes. La déclaration du Ministre ne défend que les normes minimales qui ne sont pas "raisonnablement comparables" et qui peuvent baisser par suite de la limitation de la croissance des transferts fédéraux importants.

Les formules de péréquation

Rappel historique

De 1957 à 1962, la péréquation ne comprenait que l'impôt sur le revenu des personnes et des sociétés et les droits de succession, mais l'assiette standard était celle des deux provinces les plus riches. On utilisait le critère des deux provinces les plus riches parce que l'on considérait comme souhaitable la péréquation au niveau de la province la plus riche, avec des considérations de stabilité et de moyens accessibles. À partir de 1962, on a commencé progressivement à élargir les recettes couvertes. La norme a été abaissée certaines années, mais son niveau était toujours celui de la moyenne nationale ou celui des deux provinces les plus riches. Enfin, en 1967-1968, le système à fiscalité représentative tel que nous le connaissons était adopté, avec la norme de la moyenne nationale de toutes les provinces, le taux d'imposition des dix provinces et une large gamme de sources de revenu à bases distinctes. Ce système est resté en vigueur pendant les 15 années suivantes, avec certaines restrictions dans le pourcentage de couverture des recettes des ressources. Pendant toute cette période, la norme de la moyenne nationale est restée de façon constante à la base de la formule. Ce n'est qu'en 1982-1983, de façon unilatérale et sans l'accord des provinces, que l'État fédéral a abandonné la norme de la moyenne nationale et l'a remplacée par la norme dite de la moyenne représentative des cinq provinces.

La formule de 1982 : la norme des cinq provinces

En théorie, la formule actuelle couvre les recettes à 100 %. Toutefois, comme on exclut l'Alberta et les Maritimes de l'assiette, la norme des cinq provinces équivaut en gros à une formule excluant environ 21,7 % de toutes les recettes (ou 100 % des recettes des ressources plus 6,5 % de toutes les autres) de la péréquation. Par conséquent, malgré les prétentions de "couverture intégrale" de toutes les recettes y compris les recettes des ressources naturelles, la nouvelle formule a en pratique retiré la plus grande partie des ressources critiques que sont le pétrole et le gaz de l'assiette standard.

La formule actuelle utilise également les taux d'imposition des dix provinces et les applique à l'assiette fiscale des cinq provinces. Les taux d'imposition des dix provinces ne sont pas représentatifs de la batterie de taux nécessaires au maintien des services dans les cinq provinces avec leurs assiettes fiscales plus faibles qui sont incluses dans la norme. La formule manque de cohérence interne.

L'exclusion de la plus grande partie des recettes des ressources de la péréquation et l'utilisation d'une structure de taux d'imposition qui est insuffisante pour maintenir les services dans les provinces représentatives ont pour effet combiné des niveaux de péréquation inacceptablement bas et à croissance lente que nous connaissons depuis que la formule de 1982 a été introduite.

Lacunes actuelles du programme de péréquation

Au cours des bonnes périodes comme des mauvaises, le programme actuel de péréquation n'a jamais tenu ses promesses, était très loin d'atteindre les résultats escomptés et n'a certainement pas répondu à tous les besoins.

Si l'on jette un regard sur le passé et sur la dernière projection du gouvernement fédéral pour la prochaine année financière, on voit aussitôt que l'aide offerte par ce programme ne s'est pas accrue de façon adéquate.

Tableau 1

Programme de péréquation : aide offerte à l'ensemble des provinces (de 1984-1985 à 1987-1988)

<u>Estimations actuelles</u> (en millions de \$)		<u>Projection</u> (en millions de \$)	<u>Changement cumulatif par rapport à 1984-1985</u> (en millions de \$) (%)	
1984-1985	5 430			
1985-1986	5 124		306	5,6
1986-1987	5 351		79	1,5
1987-1988		5 513	83	1,5

Source : Ministère fédéral des Finances, octobre 1986.

Le gouvernement fédéral a toujours surestimé le rendement de la formule adoptée en 1982. C'est un problème perpétuel. Ainsi, les projections les plus récentes des sommes qui seront affectées au programme de péréquation en 1988-1989 sont inférieures d'un milliard de dollars par année aux projections faites il y a à peine deux ans par le gouvernement fédéral dans l'Exposé économique et financier de novembre 1984.

Tableau 2

Accords fiscaux du gouvernement fédéral
Programme de péréquation :
projections de 1984 et de 1986
(en milliards de \$)

	<u>1986-1987</u>	<u>1987-1988</u>	<u>1988-1989</u>
Novembre 1984	5,6	6,2	6,8
Octobre 1986	<u>5,4</u>	<u>5,5</u>	<u>5,8</u>
Différence	0,2	0,7	1,0

Source : Ministère fédéral des Finances.

En 1982, lorsque la formule des cinq provinces a été imposée, les paiements de péréquation représentaient 1,34 % du PNB; il s'agissait d'un engagement raisonnable que le pays pouvait se permettre. Depuis, la part des ressources du pays consacrée à la péréquation n'a cessé de diminuer; elle a atteint 1,09 % cette année et l'on prévoit qu'elle diminuera encore plus pour atteindre près de 1,0 % dans les deux ans. Si la formule des cinq provinces avait vraiment donné les résultats prévus par le gouvernement fédéral dans son plan financier, les problèmes posés par le programme seraient moins graves. L'importance de la péréquation ne serait pas en chute aussi libre et une meilleure répartition des ressources entre les régions serait assurée.

Graphique 4

L'IMPORTANCE DE LA PÉRÉQUATION
LES PAIEMENTS DE PÉRÉQUATION EN POURCENTAGE DU PNB

1982-1983 1984-1985 1986-1987 1988-1989p

p = projection

Source : PNB : budget fédéral de 1986; péréquation : ministère fédéral des Finances.

Si elle demeure inchangée, la formule actuelle pourrait se révéler particulièrement néfaste pour le Manitoba. D'après les projections du gouvernement fédéral, les paiements de péréquation réservés à notre province pour 1987-1988 seront inférieurs de 53 millions de dollars à ceux de l'année précédente, alors que la même formule donne à entendre qu'une aide accrue s'impose pour que le Manitoba puisse continuer d'offrir les mêmes services, sans compter que nous nous sommes laissés dire que la baisse de 1987-1988 pourrait être encore plus importante.

Tableau 3

**Paiements de péréquation accordés au Manitoba
de 1984-1985 à 1987-1988**

(en millions de \$)

1984-1985	480
1985-1986	466
1986-1987 ¹	511
1987-1988 ²	458

¹ Première estimation du ministère fédéral des Finances.

² Estimation d'octobre 1986 du ministère fédéral des Finances.

Analyse fédérale-provinciale du programme de péréquation

Il y a un an et demi, les ministres des Finances des divers gouvernements du pays demandaient à leurs fonctionnaires d'amorcer une analyse exhaustive du programme de péréquation; cette analyse est censée aboutir à un nouveau programme qui devra entrer en vigueur au plus tard en avril 1987.

Cette analyse a été entreprise en reconnaissance du fait que les accords de péréquation, imposés de façon unilatérale en 1982 par le gouvernement précédent, s'étaient révélés très inadéquats et que des améliorations majeures s'imposaient. Moins d'un an plus tard, des mesures transitoires spéciales étaient devenues nécessaires. Dans une analyse neutre, l'économiste Tom Courchène et Mickey Cohen, ancien sous-ministre des Finances du gouvernement fédéral, étaient arrivés à la conclusion que le Manitoba et le Québec avaient le plus souffert des changements de 1982. Pourtant, depuis 1982, le manque d'équité dans l'application du programme de péréquation aux provinces bénéficiaires n'était pas la plus grande préoccupation. Les lacunes de la formule elle-même étaient et demeurent le problème le plus grave.

Il va sans dire que la formule doit aussi être revue périodiquement pour garantir que lui sont associés les meilleurs critères disponibles de mesure de la capacité fiscale. C'est pour cela que des recherches importantes ont été entreprises et qu'un ensemble de changements d'ordre technique ont été

élaborés. L'étude technique peut et doit se poursuivre. À cet égard, le Manitoba appuie cet ensemble de changements techniques et la proposition d'intégrer à la formule en 1987 un rajustement adéquat pour tenir compte de la partie de l'assiette de l'impôt foncier municipal touchant les immeubles commerciaux et industriels.

Toutefois, les rajustements techniques ne sont rien d'autre que des rajustements techniques. Ils ne peuvent pallier le manque d'uniformité et d'équité de la formule actuelle de la norme des cinq provinces imposée en 1982.

La prétention du gouvernement fédéral selon lequel les changements techniques représentent des hausses de 175 millions de dollars par année sonne creux étant donné, depuis le début de l'analyse des fonctionnaires, la baisse d'un milliard de dollars prévue par le gouvernement fédéral pour les paiements de péréquation de 1988-1989.

Les provinces bénéficiaires des paiements de péréquation attendent également que le gouvernement fédéral donne suite à ses engagements de dédommager les provinces moins bien nanties pour les coupures apportées au financement de la santé et de l'enseignement supérieur. Le tableau 4 qui suit décrit l'importance des hausses qui s'imposent pour compenser les coupures prévues dans la loi C-96.

Tableau 4

Coupures apportées par le gouvernement fédéral au financement de la santé et de l'enseignement supérieur à cause de la loi C-96
(en millions de \$)

	Manitoba	Total pour les provinces bénéficiaires des paiements de péréquation	Total pour l'ensem- ble des provinces
1986-1987	13	122	318
1987-1988	29	267	681
1988-1989	46	426	1 089
1989-1990	65	602	1 547
1990-1991	86	796	2 054
Total	239	2 213	5 689

Source : Ministère fédéral des Finances, février 1986.

Les gouvernements du Manitoba, du Québec, de Terre-Neuve et de la Saskatchewan ont présenté des propositions visant à modifier la norme et la formule. L'unanimité s'est faite en faveur d'un retour à la péréquation fondée sur la norme de la moyenne nationale des dix provinces qui cadrerait mieux avec l'objectif du programme inscrit dans la Constitution.

À ce jour, le ministère fédéral des Finances n'a pas avalisé les projets d'amélioration de la formule.

La formule actuelle de la "moyenne représentative" des cinq provinces permet d'accorder des paiements de péréquation qui sont inférieurs d'environ 1,8 milliard de dollars à ce qui serait accordé dans un régime de péréquation complète fondée sur la norme de la moyenne nationale. C'est une somme importante, surtout pour les six provinces bénéficiaires. C'est une preuve évidente que la norme des cinq provinces fournit des ressources trop peu élevées pour que les provinces moins bien nanties puissent continuer d'offrir des services comparables pour des taux d'imposition comparables. Ces provinces sont confrontées à des problèmes budgétaires et à des déficits gênants. Elles s'efforcent de satisfaire les besoins fondamentaux et croissants de leurs citoyens dans les domaines de la santé et de l'éducation, ainsi que d'autres besoins. Chacune d'entre elles n'a à sa disposition qu'une capacité fiscale inférieure à la moyenne nationale.

Certaines personnes ont soutenu que toute proposition visant à combler l'écart de 1,8 milliard de dollars entre la norme actuelle de péréquation et la norme de la moyenne nationale intégrale est irréaliste, compte tenu de la situation financière de l'État fédéral. Fait intéressant, si la péréquation depuis 1962 ne croissait qu'au même taux que la croissance économique nationale, elle devrait comprendre une somme supplémentaire de 1,8 milliard de dollars en 1988-1989. Cela signifie simplement qu'en maintenant l'importance accordée à la péréquation en 1982, l'écart pourrait être comblé dès 1988-1989.

Tableau 5

Le maintien d'importance de la péréquation
(en milliards de dollars)

	<u>1982-1983</u>	<u>1984-1985</u>	<u>1986-1987</u>	<u>1988-1989</u>
Péréquation à 1,34 % du PNB	4,9	5,8	6,7	7,6
Estimation actuelle de la péréquation				
millions de dollars	4,9	5,3	5,4	5,8
% du PNB	1,34	1,26	1,09	1,01
Insuffisance par rapport au niveau de 1982	-	0,5	1,3	1,8

Sources : Révision du PNB - fondée sur le budget fédéral de 1986;
Péréquation - estimations actuelles - ministère fédéral des Finances.

À ce sujet, il vaut la peine d'examiner les plans financiers de l'administration fédérale actuelle. Comme nous l'avons déjà établi, aussi récemment qu'en novembre 1984, les projections de la péréquation étaient plus élevées de près d'un milliard de dollars pour l'année financière 1988-1989 que la prévision fédérale actuelle. En novembre 1984, Ottawa a soutenu que son plan financier exigeait la coupure de 2 milliards de dollars des transferts en argent du gouvernement fédéral pour la santé et l'enseignement supérieur mais n'exigeait pas d'autres coupures dans les transferts. Sur la base d'une telle analyse, la diminution imprévue d'un million de dollars de péréquation en vertu de la formule des cinq provinces devrait offrir une marge de manoeuvre à l'intérieur du plan financier fédéral pour améliorer la formule de péréquation.

Il faut aussi noter que dans ses plans financiers, Ottawa a trouvé plus de 3 milliards de dollars chaque année pour les exemptions d'impôt sur les gains en capital et l'accroissement de la déduction admissible pour les REÉR pour les Canadiens à revenu élevé et pour les réductions des taux de l'impôt sur le revenu des sociétés.

De tout évidence, il ne s'agit que d'une question de priorité de l'État fédéral :

- une réduction de 2 milliards de dollars des transferts de FPE de l'État fédéral aux provinces;
- un gain supplémentaire d'un milliard de dollars par les lacunes de la formule de péréquation;
- une réduction de 5 milliards de dollars de l'enveloppe de dépenses de l'État fédéral pour le développement économique et régional;
- par contre, de nouvelles exemptions d'impôt de 3 milliards de dollars chaque année pour les Canadiens les plus prospères.

Dans les propositions des provinces, on a tenu compte de la situation financière de l'État fédéral. Ces propositions ont été présentées de façon positive et constructive. Il faut une réponse tout aussi positive et constructive du gouvernement fédéral.

La position du Manitoba

Il faut rétablir l'importance de la péréquation pour répondre à l'engagement constitutionnel.

Tous les Manitobains souhaitent vivement que les paiements de péréquation soient ramenés à un niveau suffisant. Si la formule actuelle n'est pas modifiée, le Manitoba s'expose à une diminution de 53 millions de dollars dans ses paiements de péréquation pour la prochaine année, malgré un besoin croissant de péréquation. Il est clair qu'une diminution aussi importante malgré les besoins croissants ne peut pas être absorbée sans :

- . réduire les services;
- . accroître les impôts et
- . accroître le déficit.

En principe, par conséquent, les versements de péréquation à toute province bénéficiaire ne doivent pas être réduits à moins que le besoin d'aide ne diminue.

Le maintien de la formule inadéquate de péréquation en vertu de la norme dite de la moyenne représentative des cinq provinces serait injuste.

Le Manitoba, avec d'autres provinces, a proposé un retour à une norme de péréquation fondée sur la moyenne nationale des dix provinces.

Le Manitoba a aussi proposé diverses formule basées sur un pourcentage de la norme de la moyenne nationale. De telles options offriraient la souplesse, qui manquait dans les formules passées, pour accroître la norme dans la mesure permise par la situation financière de l'État fédéral au cours de la prochaine période de cinq ans pendant laquelle les accords de péréquation seront en vigueur.

En somme, le Manitoba souhaite que l'état fédéral s'engage à corriger les lacunes de l'accord de péréquation actuel.

Conclusion

L'engagement constitutionnel à l'égard du développement régional et de la réduction des disparités régionales doit être respecté.

Les provinces ont été frappées durement par la succession de réductions des paiements de transfert de l'État fédéral qui a débuté en 1981. Ce traitement injuste a fait que les Manitobains ont souffert davantage que les autres.

L'infrastructure sociale du Canada est menacée par ces mesures fédérales. La menace est la plus grande dans les provinces bénéficiaires de la péréquation qui ont une capacité fiscale moindre pour absorber les chocs causés par l'État fédéral. Les disparités et les tensions régionales augmenteront probablement à moins que des mesures correctives soient prises.

Le régime de péréquation est actuellement à l'étude. Il est temps de renouveler l'engagement du gouvernement fédéral en faveur de l'équité pour tous les Canadiens. Le programme de péréquation doit être amélioré maintenant.

Les Canadiens de toutes les parties du pays appuieront l'action fédérale pour respecter intégralement ses engagements constitutionnels et pour travailler avec les provinces à maintenir et à améliorer nos fondations sociales et économiques.

ANNEXE

L'honorable Eugene Kostyra
Ministre des Finances
Province du Manitoba

EXPOSÉ SUR LES
ACCORDS FISCAUX

Réunion des ministres des Finances
Edmonton (Alberta)
le 31 octobre 1986

Contexte

Il y a un peu plus d'un an, les ministres des Finances chargeaient les fonctionnaires de leur ministère d'entreprendre une révision en profondeur du programme de péréquation pour en arriver à un programme renouvelé qui doit entrer en vigueur au mois d'avril prochain.

En proposant cette révision, nous reconnaissons tous que les accords de péréquation, imposés unilatéralement par l'ancienne administration fédérale en 1982, se sont révélés très inadéquats et que des améliorations importantes étaient nécessaires. Pas une année ne se passe sans qu'il faille adopter des dispositions transitoires ou spéciales. Une étude indépendante réalisée par Tom Courchene et M. Mickey Cohen, ancien sous-ministre fédéral des Finances, concluait que le Manitoba, suivi du Québec, avait été la province la plus durement touchée par les modifications apportées en 1982. Pourtant, l'équité entre les provinces bénéficiaires des paiements de péréquation n'a pas été la principale préoccupation depuis 1982. Les lacunes de la formule globale étaient et demeurent la question principale.

Le moment choisi pour procéder à l'examen quinquennal laisse songeur. Le gouvernement fédéral tentait alors de faire adopter le projet de loi C-96 visant à diminuer l'aide accordée aux services de santé et à l'éducation supérieure. Au début, les ministres provinciaux des Finances envisageaient l'examen du programme de péréquation comme un processus qui pourrait servir à faire en sorte que les effets négatifs des réductions des paiements de transfert prévues dans la formule de péréquation ne compromettent pas davantage les programmes de santé et d'éducation supérieure des provinces moins riches. Ces provinces avaient une moins grande capacité financière et moins de latitude pour absorber la réduction de l'aide fédérale qui, seulement dans le cas des provinces bénéficiaires des paiements de péréquation, s'élève à 122 millions cette année et qui doit s'élever à 267 millions en 1987-1988 et atteindre 796 millions en 1990-1991. Et, le printemps dernier, juste avant l'adoption du projet de loi C-96, nous avons été heureux d'apprendre du gouvernement fédéral qu'il promettait d'envisager sérieusement des modifications au régime de péréquation comme moyen de neutraliser les réductions des paiements de transfert prévus dans la formule de péréquation.

L'importance de la péréquation

On peut difficilement surestimer l'importance de la péréquation pour la fédération canadienne. Souvent appelé "le ciment qui tient ensemble la fédération", l'engagement à maintenir la péréquation a été enchâssé dans notre constitution en plus de l'engagement à assurer le développement régional.

Tous les gouvernements au Canada ont donné leur appui au programme de péréquation. Le ministre fédéral des Finances, M. Michael Wilson, a souligné la volonté des Canadiens d'appuyer la péréquation dans les

commentaires qu'il a tenus récemment devant l'American Council for Capital Formation à Washington. Il a déclaré:

"Non seulement les Canadiens se servent de l'État pour fournir certains biens et services, mais ils s'en servent aussi pour redistribuer les ressources entre les régions, veillant ainsi à l'application de normes nationales minimums dans toutes les régions du pays. De fait, les Canadiens attribuent tellement d'importance à la notion de partage que le principe de péréquation est désormais inscrit dans la Constitution. Et les Canadiens vivant dans les régions plus favorisées ont été prêts à en payer le prix ... sous la forme de dépenses et de taxes fédérales plus élevées que la normale." (Traduction)

Bien entendu, à notre dernière réunion, nous avons fait remarquer que la constitution prévoyait l'établissement de normes comparables plutôt qu'un minimum tel qu'il est question dans ces propos.

Comme je l'ai mentionné lors de notre dernière réunion, le programme de péréquation au Canada repose sur des principes d'équité et de partage des avantages de la fédération canadienne. Il sert d'une manière vitale des fins sociales importantes. Le programme de péréquation est peut-être aussi le plus important programme de développement régional au Canada. Sans être "en mesure d'assurer les services publics à un niveau de qualité et de fiscalité sensiblement comparables" — ce qui est l'objectif du programme tel qu'établi dans la constitution — les provinces moins riches continueront d'être injustement désavantagées dans leurs démarches pour attirer de nouvelles industries ou pour développer leur secteur industriel et commercial et pour financer leur propre développement économique. C'est pourquoi il faut rétablir l'importance de la péréquation.

Lacunes des transferts fédéraux

Le gouvernement du Manitoba reconnaît que le déficit fédéral est plus élevé que n'importe quel ministre fédéral des Finances pourrait le souhaiter. Nous estimons qu'une réforme fiscale équitable est une partie de

la réponse à cette situation. Mais les déficits fédéraux ne cachent pas le fait que les provinces bénéficiaires des paiements de péréquation ont vu leur situation financière se détériorer de façon marquée depuis 1981, en partie, comme l'a indiqué la province de Québec, à cause des lacunes des transferts fédéraux incluant le programme de péréquation. Comme notre ministre fédéral actuel des Finances l'a dit en 1982, un tel transfert du fardeau du déficit du gouvernement fédéral aux gouvernements provinciaux constitue une forme de "fédéralisme rapace".

En outre, chaque nouvelle série de prévisions fédérales montre que les montants qui peuvent être versés aux provinces sont moins élevés que ce qui avait été estimé précédemment.

En novembre 1984, l'Exposé économique et financier prévoyait des paiements fédéraux en argent pour la santé et l'éducation supérieure de 12,2 milliards de dollars en 1990-1991. Depuis l'adoption du projet de loi C-96, les dernières prévisions font état de paiements de 9,8 milliards pour 1990-1991 — soit 2,4 milliards (et non 2,0 milliards) de moins que les prévisions fédérales faites il y a à peine deux ans.

En 1984-1985, les dépenses de développement régional ont atteint 14,7 milliards de dollars. Mais seulement 9,1 milliards de dollars seront consacrés au développement régional en 1987-1988 — ce qui représente une diminution de 5,6 milliards de l'enveloppe du développement économique et régional.

En novembre 1984, on prévoyait que les paiements de péréquation s'élèveraient à 6,8 milliards en 1988-1989. À l'heure actuelle, on estime à 5,8 milliards de dollars le montant des paiements de péréquation qui seront effectués en 1988-1989 (la dernière année pour laquelle les estimations fédérales ont été partagées avec les provinces) — ce qui représente 1 milliard de moins que l'estimation faite il y a deux ans.

Un autre exemple de l'échec du programme actuel de péréquation, c'est le fait que la proportion du PNB représentée par les paiements de péréquation a diminué entre 1982 et l'année en cours, passant de 1,34 % à 1,09 % et qu'elle devrait continuer de baisser, selon les prévisions, jusqu'à moins de 1,01 % en 1988-1989.

Le régime de péréquation demeure inadéquat malgré l'utilisation de la norme de la "moyenne représentative" des cinq provinces. Nous devons prendre des mesures pour résoudre cette question dans la révision actuelle du programme de péréquation.

Pour que les paiements de péréquation représentent à nouveau la même proportion des ressources du pays qu'en 1982, il faudrait les augmenter de 1,3 milliard de dollars en 1986-1987 et de 1,8 milliard de dollars en 1988-1989 par rapport aux prévisions actuelles.

Les diminutions suscitent de sérieux points d'interrogation au sujet de l'engagement du gouvernement fédéral de maintenir les services publics vitaux et de stimuler le développement économique régional partout au Canada. À moins que la tendance ne soit renversée, elles laissent entendre que la péréquation et le développement régional seront sacrifiés au détriment d'une réduction du déficit et d'autres priorités.

D'aucuns pourraient prétendre que le régime fiscal fédéral empêche de rendre le programme de péréquation plus adéquat. Ces arguments ne résistent toutefois pas à un examen minutieux. Le même régime fiscal a fait épargner des milliards de dollars sous la forme d'exemptions sur les gains en capital, de hausses du plafond de déduction pour les REÉR et de réductions des taux d'imposition des sociétés. À notre avis, un régime de péréquation adéquat et équitable est plus important que ces cadeaux.

Amélioration de la formule de péréquation

Comme il a été mentionné précédemment, l'adéquation entre les besoins et les transferts doit être la principale question à examiner dans la révision du programme de péréquation. Il faut cependant revoir régulièrement la formule de péréquation pour s'assurer qu'elle contient les meilleures mesures possibles des besoins. À cette fin, d'importants travaux ont été réalisés et un ensemble de changements techniques de base est maintenant proposé et devrait entrer en vigueur en 1987. Cette révision technique peut se continuer et le gouvernement du Manitoba est en faveur de l'inclusion d'une mesure adéquate de rajustement pour tenir compte de la partie de l'assiette de l'impôt foncier municipal touchant les immeubles commerciaux et industriels.

Une formule de péréquation fondée sur une norme des cinq provinces et des taux d'imposition de dix provinces manque de cohérence et d'uniformité. Elle produit des niveaux d'aide aux provinces bénéficiaires qui sont insuffisants pour réaliser les objectifs du programme. Elle ne permet pas d'obtenir une croissance adéquate des paiements de péréquation.

Et ne nous bernons pas nous-mêmes, les problèmes posés par cette formule ne sont pas finis. En fait, la province du Manitoba, si l'on en juge d'après les prévisions fédérales actuelles, subira une réduction importante de 55 millions de dollars dans les paiements de péréquation qu'elle doit recevoir l'an prochain, alors que nos besoins tels que mesurés par la formule continuent d'augmenter. En fait, à moins d'apporter certaines améliorations, les paiements de péréquation reçus par le Manitoba auront effectivement baissé par habitant sur une période de cinq ans, malgré le fait que ses besoins calculés aient augmenté dans chacune de ces années.

Il ne s'agit pas là d'une question concernant uniquement le Manitoba. Cinq des six provinces bénéficiaires ont fait l'objet de dispositions transitoires; les six ont reçu des paiements supplémentaires. En

termes simples, la formule ne fonctionne pas — elle est inadéquate et n'est pas suffisamment flexible pour répondre en temps voulu aux conditions financières.

Le Manitoba soutient depuis longtemps qu'il est souhaitable et fondamental de revenir à la moyenne nationale des dix provinces si on veut avoir un régime équitable pour tous. Nous réaffirmons cette position.

À notre avis, un retour à la norme de la moyenne nationale est également compatible avec les préoccupations du gouvernement fédéral quant aux ressources financières dont il peut disposer. Si le pays consacrait la même proportion du PNB aux paiements de péréquation en 1986-1987 qu'en 1982-1983, quatre-vingt dix pour cent de l'écart entre la norme de la moyenne des cinq provinces et la norme de la moyenne nationale serait comblé.

Le Manitoba, Terre-Neuve, la Saskatchewan et d'autres provinces ont formulé des propositions relatives à la norme de la moyenne nationale. On reconnaît toutefois que le gouvernement fédéral, compte tenu de sa situation financière et de l'importance moindre qu'il accorde à la péréquation et au développement régional, peut hésiter à voter immédiatement les fonds nécessaires pour une péréquation totale en vertu d'une norme de la moyenne nationale. Par conséquent, le Manitoba a formulé une proposition, ressemblant beaucoup à celle de Terre-Neuve, selon laquelle la formule de péréquation serait une proportion de la norme de la moyenne nationale qui augmente graduellement jusqu'à 100 % de la norme nationale quand la situation financière le permet.

Je suis déçu que la proposition du Manitoba et que les propositions d'autres provinces visant à améliorer la formule de péréquation n'aient pas été encore examinées sérieusement par le gouvernement fédéral. Mais ce n'est pas le temps qui nous manque; ce qui nous manque de façon urgente, c'est la volonté. Nous avons espoir que la volonté viendra aujourd'hui.

L'honorable Eugene Kostyra
Ministre des Finances
Province du Manitoba

EXPOSÉ SUR LA PÉREQUATION

Réunion des ministres des Finances
Montréal (Québec)
Le 19 septembre 1986

Importance de la péréquation

Le Programme de péréquation du Canada repose sur les principes de l'équité, du partage des bénéfices de la fédération canadienne et du maintien de la capacité des gouvernements fédéral et provinciaux d'assurer des conditions de vie équitables à leurs populations respectives.

Dans une période de difficultés financières et d'instabilité économique, le Programme de péréquation est un facteur de stabilisation important et nécessaire pour le pays. Il peut assurer de l'aide au moment et à l'endroit où l'on en a le plus besoin.

Tous les gouvernements au Canada ont donné leur aval au programme de péréquation et j'ai été heureux d'entendre récemment les propos qu'a tenus le ministre fédéral des Finances, Michael Wilson, devant l'American Council for Capital Formation à Washington :

"Non seulement les Canadiens se servent de l'État pour fournir certains biens et services, mais ils s'en servent aussi pour redistribuer les ressources entre les régions, veillant ainsi à l'application de normes nationales minimums dans toutes les régions du pays. De fait, les Canadiens attribuent tellement d'importance à la notion de partage que le principe de péréquation est désormais inscrit dans la Constitution. Et les Canadiens vivant dans les régions plus favorisées ont été prêts à en payer le prix ... sous la forme de dépenses et de taxes fédérales plus élevées que la normale." (Traduction)

Contexte — Développement récents

La formule de péréquation imposée par le gouvernement fédéral en 1982 s'est révélée inadéquate à plusieurs égards. Je voudrais ici soulever surtout deux points en particulier.

Fondée sur ladite norme moyenne représentative des cinq provinces, la formule actuelle a produit des paiements insatisfaisants. Pendant la majeure partie de la période, la capacité fiscale après péréquation des provinces bénéficiaires a été à peu près de 15 % inférieure à la moyenne nationale parce que, notamment, la formule ne reflète que très partiellement certains revenus majeurs tirés des ressources. L'écart est récemment passé à environ 10 % mais cette amélioration n'est pas attribuable à une hausse des paiements de péréquation mais plutôt à la diminution appréciable des revenus tirés des ressources en Alberta et en Saskatchewan. En fait, le total des paiements de péréquation pour 1986-1987, soit 5,30 milliards de dollars, devrait demeurer au-dessous du niveau de 1984-1985, qui était de 5,44 milliards de dollars. Si l'on tient compte de la hausse du coût des services dans les provinces bénéficiaires, on note effectivement une diminution très sensible. De fait, la valeur réelle des paiements de péréquation -- leur capacité de maintenir le niveau des services -- diminue,

que ce soit par rapport au produit national brut, à l'inflation ou aux besoins d'une population en expansion. Or, une telle diminution n'est aucunement justifiée puisque, selon des critères objectifs, la position fiscale des provinces bénéficiaires ne s'est pas améliorée.

Les lacunes de la formule de base se reflètent dans la forte tendance à recourir à des mesures ponctuelles — accords transitoires, paiements supplémentaires, paiements minimums et accords compensatoires.

Cette tendance à recourir à des mesures ponctuelles a mis en péril la stabilité à long terme de la croissance des recettes provinciales. Il serait beaucoup plus souhaitable d'avoir une formule appropriée, selon laquelle une aide additionnelle serait offerte aux provinces dont les besoins seraient accrus.

Autres considérations

À ce propos, des efforts doivent être faits en vue d'améliorer nos systèmes communs de prévision et de mesure. Je ne suis pas convaincu que les travaux faits en collaboration pour prévoir l'effet des prix courants des marchandises et des autres facteurs économiques sur les paiements de péréquation actuels et futurs aient été satisfaisants. Les provinces ont été tenues à l'écart du processus de prévision sur cinq ans de la péréquation, qui est issue du budget de février 1986. Il n'y a pas eu d'analyse globale de sensibilité des paiements de péréquation à une série de scénarios concernant les prix de l'énergie. Des rajustements brusques et imprévisibles touchant une ou plus d'une année rendent inutilement difficiles la gestion financière.

J'ai parlé plus tôt de la déclaration qu'a faite le 5 septembre dernier le ministre fédéral des Finances. Une partie de cette déclaration m'inquiète quelque peu mais je souhaiterais voir là uniquement un problème de sémantique. Dans son allocution, le Ministre dit "veillant ainsi à l'application de normes nationales minimums" tandis qu'il est écrit dans la Constitution que les gouvernements provinciaux doivent être "en mesure d'assurer les services publics à un niveau de qualité et de fiscalité sensiblement comparables". Les normes nationales jouent un rôle important dans l'évaluation du degré de comparabilité mais le terme "comparable" n'est pas et ne devrait pas être synonyme de "minimal".

À leur réunion du mois d'août, les Premiers ministres se sont entendus pour dire qu'il fallait considérer la réduction de l'aide fédérale au chapitre de la santé et de l'enseignement supérieur uniquement comme une mesure temporaire. Cette réduction doit être temporaire pour éviter que des services vitaux en souffrent à longue échéance. Toutefois, maintenant que les effets des premières compressions commencent à se faire sentir, il est désormais primordial d'obtenir du gouvernement fédéral un engagement pour renforcer la péréquation afin d'éviter que les services de santé et d'enseignement supérieur offerts dans les provinces moins favorisées ne se détériorent.

Comme le développement économique et le développement social sont indissociables, il ne faut pas négliger l'importance de la péréquation pour le développement régional. Ce n'est pas l'effet du hasard si l'engagement relatif à la péréquation et l'engagement relatif au développement régional sont tous deux inclus dans la Partie III de la Constitution. Privées de la capacité d'assurer les services publics à un niveau de qualité et de fiscalité sensiblement comparables, les provinces moins riches ont évidemment plus de difficultés que les autres à développer la base de production nécessaire à un développement régional équilibré.

Propositions

De concert avec les autres provinces, le Manitoba insiste sur la nécessité d'élaborer et d'appliquer une formule de péréquation globale qui permettra aux gouvernements du Canada de respecter leur engagement constitutionnel relatif à la péréquation. À cette fin, nous formulons un certain nombre de propositions :

- 1) La formule en question doit être satisfaisante. Elle doit être jugée selon sa capacité de mieux rejoindre son objectif constitutionnel. Depuis les dernières compressions budgétaires, les autres transferts fédéraux constituent maintenant une part moindre des recettes provinciales; la péréquation devient donc un élément essentiel à la prestation de services comparables et à l'imposition de taxes comparables dans les provinces défavorisées. On doit donc chercher en priorité une formule qui maintiendra la position relative des provinces bénéficiaires et qui accroîtra graduellement la capacité fiscale de ces provinces par rapport à la norme de la moyenne nationale. Sans cela, les niveaux de services publics varieront de plus en plus d'une région à une autre et d'une province à une autre. Le développement régional en souffrira.
- 2) Les modifications de l'assiette fiscale proposées par le gouvernement fédéral devraient être acceptées provisoirement et il conviendrait de porter notre attention sur d'autres aspects de la formule. D'une manière générale, les modifications techniques de l'assiette fiscale peuvent améliorer l'évaluation de la capacité fiscale relative des provinces mais nous ne pouvons évaluer entièrement ces modifications sans tenir compte de notre norme de péréquation. Certaines modifications, notamment celles concernant les assiettes fiscales relatives aux ressources et les revenus tirés des ressources, ne seraient parfaitement efficaces que si elles étaient appliquées à certaines formules.
- 3) La formule en question devra prévoir le maintien des paiements de péréquation à une province si les besoins mesurés de celle-ci augmentent.
- 4) Ce programme ne pourra pas faire l'objet d'une négociation dans le cadre des négociations sur le libre-échange.

- 5) Il va sans dire que les gouvernements devront avoir en mains les données chronologiques nécessaires et des prévisions cohérentes pour les cinq prochaines années avant de penser à améliorer le programme de péréquation. Une révision complète du programme est impossible sans ce genre de renseignements.

Compte tenu de la volonté de tous les gouvernements d'en arriver le plus vite possible à un consensus sur la péréquation, je propose que les fonctionnaires de nos administrations respectives soient mandatés pour recueillir tous les renseignements nécessaires sur la péréquation et les options qui s'offrent à nous afin d'améliorer la formule de péréquation. Tandis que nous devons faire preuve de souplesse dans les délais et notre plan de travail afin de permettre toutes les démarches nécessaires avant le choix de la nouvelle formule, nous devrions recevoir un rapport complet des travaux avant notre prochaine réunion.

L'honorable Howard Pawley
Premier ministre du Manitoba

NOTES POUR UNE ALLOCUTION
SUR LES ACCORDS FISCAUX ENTRE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL
ET LES PROVINCES

Conférence des Premiers ministres des provinces
Edmonton (Alberta)
Du 10 au 12 août 1986

Introduction

Je suis heureux d'avoir l'occasion d'ouvrir le débat sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces. Comme nous le savons, des accords fiscaux justes et équitables prévoyant le partage de l'assiette fiscale et les paiements de transfert fédéraux sont un mécanisme essentiel par lequel les provinces peuvent s'acquitter de leurs responsabilités et répondre convenablement aux besoins de tous les Canadiens.

Cette année, les plus importantes questions à aborder dans la perspective des accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces sont :

- . le financement convenable dans les domaines de la santé et de l'enseignement postsecondaire;
- . la péréquation et le développement régional; et
- . la réforme fiscale.

Ces questions importantes intéressent tous les Canadiens. Les décisions prises maintenant par le gouvernement fédéral et les provinces auront des retombées considérables sur l'évolution sociale et économique du Canada jusqu'en l'an 2000.

Santé et enseignement postsecondaire

L'an dernier, à la conférence tenue à St. John's (Terre-Neuve), les Premiers ministres se sont unanimement opposés aux coupures budgétaires que le gouvernement fédéral se proposait d'apporter aux programmes de santé et d'enseignement postsecondaire. Dans le communiqué à ce sujet, il était dit, en substance :

les coupures fédérales proposées sont manifestement inconciliables avec le maintien des niveaux de service actuels et encore moins avec les besoins projetés.

Des conclusions semblables ont été tirées dans le rapport Nielsen.

À cela s'ajoute le problème constant des provinces moins riches qui ont plus de difficulté à trouver les ressources nécessaires pour compenser les coupures fédérales sans accroître les impôts ni réduire les autres programmes de développement social et économique.

Malheureusement, le gouvernement fédéral n'a pas prêté attention aux provinces ni aux inquiétudes formulées par des Canadiens et Canadiennes et a décidé unilatéralement de réduire l'aide prévue pour les services de santé et l'enseignement postsecondaire.

Toutefois, nous ne connaissons pas encore les conséquences à long terme de l'insuffisance de l'aide fédérale. Il est encore temps d'agir pour protéger et améliorer les services de santé et l'enseignement postsecondaire en vue de répondre aux besoins de tous les Canadiens.

L'an dernier, aux États-Unis, les dépenses au titre des soins de santé ont été portées à 10,7 % du PNB, comparativement à 10,4 % en 1984, pour répondre aux besoins croissants des citoyens et en particulier des personnes âgées de plus en plus nombreuses.

Bien que les régimes canadiens de soins de santé soient plus efficaces et efficaces, l'accroissement des besoins de services de santé et des coûts sous-jacents est un phénomène tout aussi évident au Canada qu'aux États-Unis et ailleurs.

Le ministre fédéral de la Santé, M. Jake Epp, a fait savoir qu'il allait présenter un document exposant la stratégie en matière de services de santé en novembre, environ huit mois après l'entrée en vigueur des coupures budgétaires fédérales. Le gouvernement du Manitoba reste convaincu que le processus de planification nationale servant à définir les besoins, les stratégies à retenir dans les programmes et les besoins financiers, est d'une importance capitale. Le gouvernement du Manitoba est prêt à discuter sans tarder de cette question importante avec le gouvernement fédéral et les autres gouvernements provinciaux.

Les ministres de la Santé et le conseil des ministres de l'Éducation doivent se réunir en septembre. Ces ministres pourraient être incités à fournir plus de renseignements sur les besoins des Canadiens dans le domaine des services de santé et de l'enseignement postsecondaire et sur les moyens de prévoir les ressources nécessaires. Les ministres pourraient être invités à présenter un rapport préliminaire avant la conférence des Premiers ministres en novembre.

Pour toutes ces raisons, il est important que les Premiers ministres se penchent à nouveau sur la question du financement des services de santé et de l'enseignement postsecondaire, en novembre, et qu'ils examinent la proposition de l'Alberta suivant laquelle les dispositions du projet de loi C-96 devraient être considérées comme des mesures provisoires. Cela permettrait d'éviter la détérioration à long terme de services fondamentaux.

Péréquation et développement régional

Nous avons déjà abordé le développement régional de façon générale, dans la perspective de l'économie. Le développement équitable de toutes les régions du Canada, qui est notre objectif commun, ne peut être atteint sans un examen soigné de la dimension régionale de toutes les activités fédérales, en vue, le cas échéant, de l'améliorer et de la renforcer.

Les programmes fédéraux dans de nombreux secteurs, dont l'agriculture et le transport, sont d'une importance capitale pour les diverses régions du Canada, comme le sont les projets conjoints sous forme d'accords de développement régional, ainsi que les achats et les autres interventions directes du gouvernement fédéral.

Ce n'est pas une coïncidence que l'engagement constitutionnel en faveur de la péréquation est énoncé parallèlement à celui du développement régional, dans la partie III de la Loi constitutionnelle. Le gouvernement fédéral s'engage à verser aux gouvernements provinciaux des paiements de péréquation "pour les mettre en état d'assurer les services publiés à un niveau de qualité et de fiscalité sensiblement comparables". De toute évidence, la péréquation

est tout aussi essentiel au développement régional que le sont les politiques visant l'équilibre du développement régional qui permettent aux provinces de fournir des services convenables en maintenant les impôts à un niveau acceptable.

Il est bien connu que la formule de péréquation établie en 1982 a beaucoup réduit les montants de base à verser aux provinces. Suivant la formule en vigueur, le montant annuel que reçoivent les provinces pour une famille de quatre personnes se solde par un manque d'environ 850 \$ par rapport à la capacité fiscale moyenne de toutes les provinces. Les écarts importants entre les niveaux et les taux d'imposition qu'entraînent ces manques à gagner sont une source de préoccupation.

Des changements fondamentaux s'imposent, notamment, à notre avis, l'abandon de la "moyenne représentative" actuelle pour cinq provinces, établie en 1982, et l'adoption d'une moyenne nationale pour toutes les provinces. Ce changement sera d'autant plus important si les coupures apportées au budget de la santé ne sont pas annulées. Nous pourrions demander aux ministres des Finances d'établir des modifications de la formule et d'autres mesures qui témoigneraient d'un engagement plus ferme à l'égard de la péréquation.

Réforme fiscale

Le gouvernement du Manitoba préconise depuis longtemps une réforme approfondie du régime fiscal afin :

- de le rendre plus juste et plus équitable;
- de protéger la capacité du gouvernement fédéral et des provinces de percevoir des recettes suffisantes pour fournir les services essentiels;
- de le rendre plus efficace, plus efficient et plus simple.

L'intention récemment exprimée par le gouvernement fédéral de renverser la tendance de longue date suivant laquelle le fardeau fiscal se déplaçait des sociétés vers les particuliers est conforme à la position adoptée par le gouvernement du Manitoba depuis nombre d'années. L'engagement récent du gouvernement fédéral à l'égard d'une réforme approfondie est aussi bienvenu.

Le bien-fondé de la réforme est évident et elle n'a jamais été plus justifiée qu'elle ne l'est maintenant qu'il est nécessaire de protéger la capacité fiscale des gouvernements. Le retour à un régime fiscal semblable à celui qui était en vigueur en 1961 ne serait pas une réforme.

Dans les propos du gouvernement fédéral au sujet de la réforme fiscale, il a parfois été question de prévoir des taux d'imposition "comparables" à ceux des États-Unis. Dans l'établissement de tels parallèles, il faudrait veiller à tenir compte des différences sur le plan des services sociaux. Par exemple, au Canada, l'assurance-santé est financée par les impôts tandis qu'aux États-Unis, les Américains doivent s'assurer des services de santé par voie d'une assurance collective au travail ou une assurance

personnelle. Si les taux d'imposition établis au Canada étaient "comparables" à ceux des États-Unis, il n'y aurait pas suffisamment de fonds pour continuer de financer les soins de santé.

Il nous faut élaborer une politique propre au Canada qui tienne compte des avantages que nous procure notre patrimoine social.

La réforme fiscale est d'un intérêt vital pour les provinces qui doivent nécessairement participer à la définition des mesures et des objectifs. Les ministres des Finances devraient être chargés de nous présenter un rapport sur la réforme fiscale avant la conférence des Premiers ministres.

Résumé

Bref, le financement équitable et sûr des programmes de santé et d'enseignement postsecondaire est pour les Canadiens un besoin et un droit. Il nous faudrait raffermir notre engagement national à l'égard de la péréquation et du développement régional. La réforme fiscale est un besoin pressant, si nous voulons atteindre nos objectifs économiques et sociaux.

Ces questions sont interdépendantes. Les provinces ont un intérêt vital dans chaque domaine. Les Premiers ministres, les ministres des Finances et les ministres responsables de programmes clés doivent jouer un rôle. Une importante part du travail peut être accomplie avant la conférence des Premiers ministres en novembre.

Il faut raffermir les fondements des accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces pour que la fédération canadienne soit solide et continue d'offrir à tous les Canadiens un milieu de vie heureux et sûr.

27IÈME CONFÉRENCE ANNUELLE DES PREMIERS MINISTRES

Communiqué

Les relations fédérales-provinciales
et la réforme fiscale

Du 10 au 12 août 1986
(EDMONTON) Alberta

271ÈME CONFÉRENCE ANNUELLE DES PREMIERS MINISTRES
Edmonton (Alberta)
Du 10 au 12 août 1986

COMMUNIQUE SUR LES RELATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES
ET SUR LA RÉFORME FISCALE

Les Premiers ministres des provinces ont passé en revue la situation des relations fédérales-provinciales et ont signalé la nécessité de se concerter afin de planifier la 2^e Conférence annuelle des Premiers ministres. Ils estiment que cette conférence donne à tous les Premiers ministres du pays la possibilité d'examiner ensemble les questions d'intérêt mutuel.

ENTENTES FÉDÉRALES-PROVINCIALES

Les Premiers ministres sont conscients que les ententes fédérales-provinciales et les arrangements fiscaux sont devenus un instrument de gestion important pour les gouvernements, mais que le fait de les modifier unilatéralement engendre des perturbations. Ils ont signalé en particulier les changements récemment apportés à la Loi sur les arrangements fiscaux. Ils ont proposé que soit envisagée l'élaboration d'un mécanisme permettant de les rendre plus stables.

Considérant la diminution actuelle de la croissance des paiements fédéraux au titre des programmes sociaux comme une mesure temporaire, les Premiers ministres ont rappelé qu'il était important que le gouvernement fédéral assure les provinces d'un financement adéquat pour ces programmes.

Les Premiers ministres ont demandé au gouvernement fédéral de faire en sorte que le programme de péréquation soit conforme à l'engagement constitutionnel voulant que les provinces puissent offrir des «services publics à un niveau de qualité et de fiscalité sensiblement comparables».

Ils ont conclu que le dossier sur les arrangements fiscaux devrait constituer l'un des principaux points à l'ordre du jour de la Conférence des Premiers ministres à Vancouver.

LA RÉFORME FISCALE

Les dix Premiers ministres des provinces ont accueilli favorablement les récentes déclarations du gouvernement fédéral qui s'est engagé à entreprendre une réforme fiscale en profondeur. Ils ont convenu que cette réforme devra tenir compte des répercussions qu'elle entraînera sur les principaux impôts provinciaux. Ils ont fait remarquer que l'engagement fédéral est conforme à leurs propres déclarations, dans lesquelles ils soulignaient la nécessité de réviser le régime fiscal afin de le rendre plus juste et de le simplifier.

Les Premiers ministres sont conscients qu'il est nécessaire de générer des recettes pour financer les programmes sociaux nationaux, mais ils ont rappelé que le développement économique et la compétitivité sont des objectifs primordiaux dont il faut également tenir compte. Les répercussions sur l'emploi ainsi que sur les avantages comparatifs régionaux et sectoriels de l'économie canadienne constitueront des critères importants dans l'évaluation des réformes à apporter.

Les Premiers ministres ont signalé que ce sont tant les programmes sociaux directs que les politiques fiscales qui permettent d'atteindre les grands objectifs sociaux. Ils sont d'avis que la réforme fiscale devrait être vraiment globale et qu'elle devrait permettre de mieux harmoniser la taxation et les programmes de dépenses.

Les Premiers ministres ont souligné que le gouvernement fédéral ne devrait pas utiliser la réforme fiscale comme prétexte pour générer des recettes additionnelles pour son propre compte ou pour affaiblir davantage les services provinciaux de santé et d'enseignement postsecondaire en effectuant d'autres coupures dans les paiements de transferts.

Le processus de la réforme fiscale doit faire l'objet de consultations auprès de l'ensemble des Canadiens. Cependant, les Premiers ministres ont convenu que la réussite de cette réforme dépend de la collaboration des provinces, car les impôts provinciaux constituent une partie importante des recettes du pays. Ils ont insisté sur la nécessité pour les gouvernements fédéral et provinciaux de se consulter, de collaborer et d'en arriver à un consensus. Ils ont recommandé que la réforme fiscale soit inscrite à l'ordre du jour de la Conférence des Premiers ministres en novembre, et ont demandé à leurs ministres des Finances de tenir une rencontre préparatoire à ce sujet.

C-1
Z 2
C 52

DOCUMENT: 800-22/032



Manitoba

MANITOBA'S POSITION ON

**ECONOMIC EQUALITY
FOR WOMEN**

**Honourable Howard Pawley
Premier of Manitoba**

**ANNUAL CONFERENCE
OF FIRST MINISTERS**

**Vancouver, British Columbia
November 20 - 21, 1986**



MANITOBA'S POSITION ON
ECONOMIC EQUALITY FOR WOMEN:
A STRATEGY FOR ACTION

TABLE OF CONTENTS

I	Introduction	1
II	The Economic Situation of Women	3
	Family Income Earners	3
	Average Distribution of Income by Gender & Age Group	4
III	Current Manitoba Initiatives	6
	1. Child Care	6
	2. Job Creation	7
	3. Pay Equity and Affirmative Action	8
	4. Education and Training	9
IV	A National Strategy for Future Action	10
	1. Accessible, Affordable, Quality Day Care	10
	2. Enforceable, Accountable Pay Equity and Affirmative Action Policies	11
	3. The Creation of Jobs	11
	4. Effective Education and Training Policy That Meets the Needs of Women	11
V	Conclusion	12

Appendices

A.	Policy Principles for Ensuring Economic Equality for Women - tabled by Premier Howard Pawley, Regina FMC February 1985	13
B.	Halifax FMC Federal-Provincial Paper - A Framework for Economic Equality for Canadian Women	14
C.	Towards a National Day Care Program - The Canada Day Care and Family Support Services Act	31
D.	Manitoba Wants Full Talks on Child Care, November 13, 1986	36
E.	A Manitoba Labour Force Strategy for Women - 5th Annual Conference of Status of Women Ministers, June 1986	37
F.	Native Women & Economic Development - 5th Annual Conference of Status of Women Ministers, June 1986	59
G.	Federal-Provincial-Territorial Labour Force Strategy for Women - Training Fund for Women	76

I INTRODUCTION

Women's economic issues have been considered at First Ministers' Conferences for over two years. During the last federal election campaign, and subsequently since assuming office, Prime Minister Mulroney has indicated his intention to include women's issues in FMC discussions. During the same period, Status of Women Ministers have forwarded various recommendations to Canada's First Ministers in an effort to focus the discussions on means of achieving economic equality for women.

At the February 1985 Regina FMC the intention was to integrate a discussion of women's issues throughout the agenda rather than having the issue discussed as a separate agenda item. General statements about women's concerns were made by Premiers. Manitoba's Premier Pawley tabled seven "Policy Principles for Ensuring Economic Equality for Women" (see Appendix A).

No specific considerations of policy impacts on women were discussed in Regina. Subsequent meetings and discussions of Status of Women Ministers and officials resulted in the recommendation that the agenda of the November 1985 Halifax FMC contain a specific item on women, as well as an integration of women's issues into other agenda items.

The Halifax conference resulted in First Ministers endorsing a paper recommended by Status of Women Ministers: A Framework for Economic Equality for Women (see Appendix B). This document contained a revised version of Manitoba's seven principles for women's economic equality and recommended a strategy for labour force equality as an area for future intergovernmental cooperation. Manitoba had serious reservations with both the content and the process of the paper, but after some revisions and in the interests of consensus, agreed to endorse the document.

In preparation for the November 1986 Vancouver FMC, Status of Women Ministers have been attempting to produce a consensus document entitled Towards a Labour Force Strategy: A Framework for Training for Women. Manitoba has chosen not to endorse this paper - not because of its contents, but because of what has been omitted.

Manitoba is concerned that the focus of the document is too narrow -- training being the primary consideration almost to the exclusion of any other policy considerations. This focus on training is particularly lacking in credibility given the federal reductions in direct purchase of training, which will mean a cumulative loss to Manitoba alone of almost 18 million dollars over the next 3 years.

The document also makes only minor mention of the need for access to child day care services. Since women can only assume their rightful role as full contributors to the Canadian economy when day care is completely accessible to all, such services must be seen as an essential component of a labour force strategy for women.

A significant action plan is needed to build upon the commitments and strategies outlined in the previously mentioned 1985 Halifax FMC paper. This progress has not, in Manitoba's view, been achieved. To retain credibility with the women of Canada, First Ministers must endorse and commit themselves to action, not to repeated assessments of the status quo followed by infinitesimal policy changes in a limited context.

Towards this end, Manitoba maintains that if the economic equality of women is to be realized, an integrated labour force strategy must include, at a minimum, four preconditions.

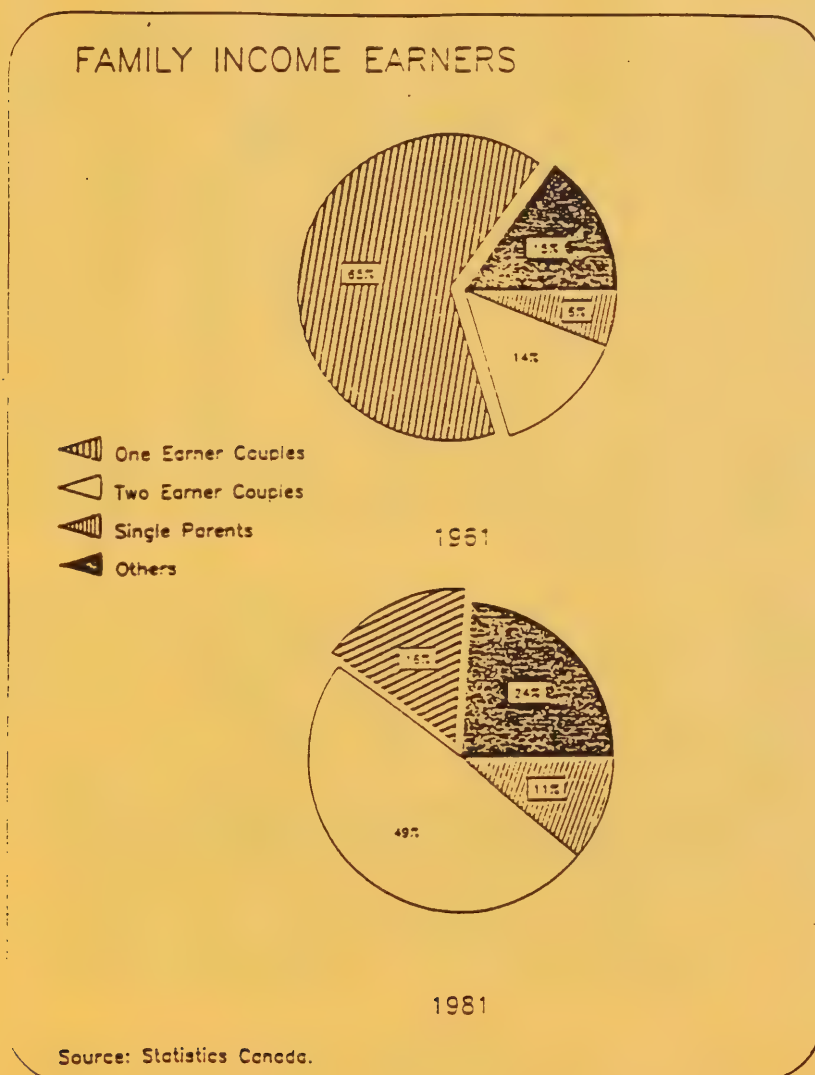
They are:

1. Accessible, affordable, quality childcare
2. The creation of jobs
3. Enforceable and accountable pay equity and affirmative action policies
4. An effective education and training policy that meets the needs of women.

II THE ECONOMIC SITUATION FOR WOMEN

The structure of the Canadian economy and workforce has changed dramatically over the past few decades. Women have been a major part of those changes, particularly in reference to greatly increased labour force participation rates. However, the attitudes of many economists, politicians, and policy makers remain entrenched in the past, planning for a workforce and a "typical worker" that no longer exist. Figure 1 shows the incredible increase in two-earner couples between 1961 and 1981.

Figure 1



In only two decades, the "traditional" family unit, consisting of husband in the paid labour force and wife at home, has shrunk from 65% to 16% of all Canadian families. The number of single parents has doubled, and two-earner couple families have more than tripled in number.

This is the situation of most Canadian families today, yet Canadian labour force policy in general is still geared to the family and the workforce of twenty years ago. The results of this are well documented and it is upon the lives of women that such inconsistencies have the largest overall impact.

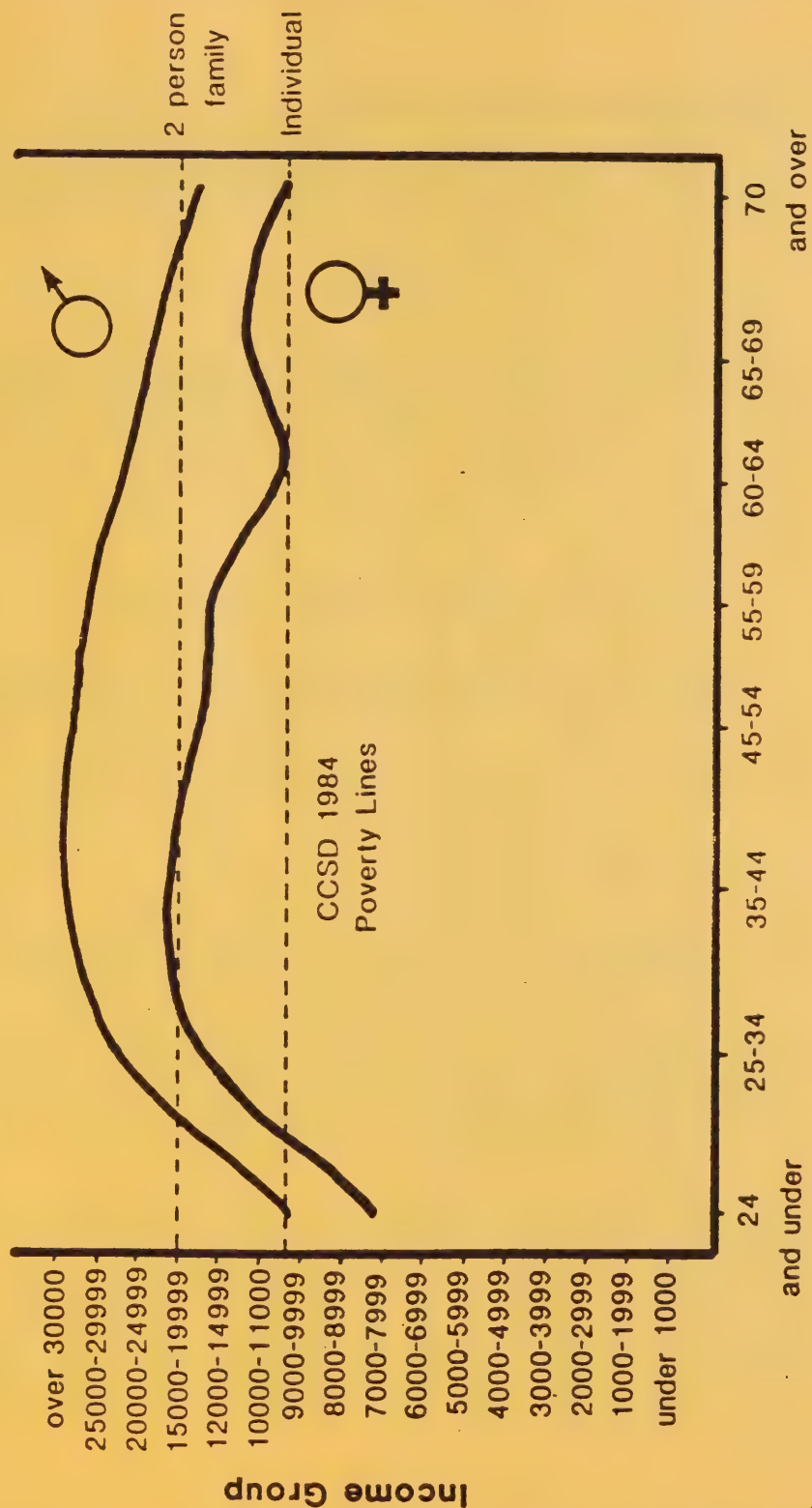
Women are by and large still regarded as secondary earners or as having a "weak" attachment to the labour force, in spite of the fact that most women work for the same reasons as men: to support themselves and their families. Entrenched stereotyped attitudes persist regarding the type of work that is "suitable" for women, meaning that female-dominated occupational ghettos are as large and as poorly paid as ever. Figure 2 illustrates some of the economic results. In 1984, the average income of a woman with one child would have risen as high as the poverty line for a two-person family only during her "peak" earning years. Women nearing retirement age also suffered a sharp drop in income, to recover only when they became eligible for pension benefits.

Growing numbers of female single parents and elderly women living alone mean that unless these trends of poverty and limitations are countered with decisive, co-ordinated intergovernmental action, a large proportion of Canadian women face increasingly marginal positions in the socioeconomic life of the country.

Training has been correctly identified as a crucial factor in improving the situation of many women, whether they are unemployed, underemployed, facing skill obsolescence, or wanting to move to more rewarding and well-paying jobs. However, Manitoba believes that in order to be effective, an intergovernmental labour force strategy for women must address four main areas:

(1) child care, (2) job creation, (3) pay equity and affirmative action, and (4) education and training. Training is only one component of this strategy.

Average Distribution of Income by Gender & Age Group **Canada, 1984**



Source: Statistics Canada

III CURRENT MANITOBA INITIATIVES

Within Manitoba, co-ordinated policy efforts in these four areas have shown that considerable progress can be made in a relatively short time, given the political determination to effect real and lasting changes.

1. Child Care

Since assuming office in 1981, the Manitoba government has acted on many fronts to improve the quantity, quality and accessibility of child care in the province. The child care budget has tripled to almost \$24 million, a substantial figure given Manitoba's population base of just over one million. This significant growth in funding has made it possible to:

- a. provide increased maintenance grants to day care centres, 94% above the 1981 rates;
- b. increase the subsidized daily fee by 71%, and maintain a maximum fee which may be charged of any parent whose child is enrolled in a provincially funded centre;
- c. increase the number of funded spaces by 50%;
- d. provide a salary enhancement grant of \$2,300 per year per worker to day care centres on behalf of over 1,000 trained workers; and
- e. effectively integrate 200 children with mental or physical disabilities by providing financial assistance and resources to day care centres and homes.

In October of 1983, the Community Child Day Care Standards Act was enacted. It established standards for staff qualifications, program quality, and physical facilities. The Act was developed in close consultation with the child care community and parents.

A specially designed Child Care Worker Training Program, unique to Manitoba, helped child care workers to upgrade their skills without having to give up their jobs to return to school. A Jobs Fund grant of almost \$1.2 million paid for 500 workers to receive up to 8 weeks of child care training and also covered the cost of hiring replacement staff so that child care worker ratios were maintained during staff training periods. Many day care facilities have been built,

renovated or expanded through Jobs Fund Programs such as the Manitoba Community Assets Program. These policy initiatives have made a significant difference in the ongoing effort to narrow the gap between the demand and supply for day care that is typical of all Canadian jurisdictions.

While Manitoba is now the leading jurisdiction in the provision of child care, the government is concerned about national standards for quality, access and funding. As a result, the Minister of Community Services has proposed a working model of a Canada Day Care and Family Support Services Act to the federal government as one method through which federal action could be facilitated.

2. Job Creation

The Jobs Fund was established in February 1983 as the first phase of the Province's long-range economic recovery and development strategy. Its efforts were directed toward immediate job creation and general stimulation of the provincial economy, particularly the construction industry which was hard hit by the recession and which produces significant spin-off activities when stimulated. The emphasis of the Jobs Fund was subsequently shifted away from shorter term job creation and capital projects, towards longer term economic development in particular sections of the economy.

Wage assistance programs have provided hundreds of temporary and permanent jobs and training opportunities to approximately equal proportions of men and women in a wide variety of fields. The province's technology policy also stresses the importance of addressing human adjustment aspects of technological change on women in the work place. The Manitoba government has established a Workplace Innovation Centre to serve as a resource to employees and employers alike, in dealing with technological changes introduced in the workplace.

3. Pay Equity and Affirmative Action

Although these policy areas are often dealt with separately, Manitoba believes that each of the above initiatives is crucial to the success of the other. Pay equity alone does not deal with the problem of occupational segregation; affirmative action by itself will not correct wage disparities caused by the perceived lower status assigned to female-dominated occupations.

Manitoba has introduced pay equity throughout its public sector, with a framework in effective legislation, firm timetables for negotiation and implementation, and a commitment of funding. Manitoba's pay equity legislation sets forth a process for job evaluation and wage adjustments. It is expected that women occupying lower-paid occupational levels, such as clerical positions, will particularly benefit from the measure.

As of October 1, 1985, the program applied to government departments and Crown Corporation. Beginning October 1, 1986 it applied to government funded agencies such as health care facilities and universities.

A Pay Equity Bureau provides implementation information and assistance to both the public and private sector, monitors compliance, and has the authority to call for arbitration should negotiating procedures be unsuccessful at any point.

In 1983, the government signed a statement with the Manitoba Government Employees Association to jointly develop and implement affirmative action in the Manitoba Civil Service. A provincial Affirmative Action Co-ordinator was hired. Departmental affirmative action committees and co-ordinators are now in place, training seminars are being held, guidelines are being established, three year departmental action plans have been approved, and financial and staff resources have been allocated.

The government of Manitoba is also extending its commitment to affirmative action to two of its major economic initiatives, the Limestone Hydro Development Project and development agreements with incoming industries. Manitoba Hydro, through the Limestone Training and Employment Agency, is committed to special efforts to recruit female candidates for the training program. Major business expansions which receive government assistance are asked to develop and implement affirmative action plans as well as meet specific employment goals.

Existing policies and programs such as those described above will be incorporated into the overall strategy, as well as new programs and initiatives such as pay equity for the private sector.

4. Education and Training

In April 1984, the Manitoba government announced major redirection and development of the post-secondary, adult and continuing education system in the province. This new long-term training strategy, which is now in the initial stages of implementation, should provide particular benefits for women in the home with children, women with part-time jobs and women in rural and northern areas of the province.

The Department of Education is also developing a system of Integrated Pro-Active Student Support Services. The program provides services designed to increase participation in, and completion of, post-secondary education by groups which traditionally have poor participation and completion rates. The priority groups are single parents, mature students, Metis and non-status Indians, adult basic education students, and persons out of school for three or more years. The services include pre-admission support and diagnostic services, such as counselling, child care, tuition, text books and supplies. Community colleges are helping women re-enter the work force through efforts to expand part-time training opportunities. Skills upgrading and career exploration such as pre-trades and pre-technology training for women and programs geared especially to women (e.g. introduction to electronics and computer literacy) are also available.

Of particular importance to women requiring training at community colleges is the development of an individualized, competency-based learning system which provides for modularization of curriculum, emphasis on generic skills training and accreditation for non-formal training programs and experiential learning. To be implemented gradually, this system will be increasingly computer-supported and will involve a provincial distance learning network, meaning that learners can be trained on a full or part-time basis, on or off campus.

IV A NATIONAL STRATEGY FOR FUTURE ACTION

The economic situation of Canadian women is well-documented. Potential solutions have not been overlooked; considerable research and discussions exist regarding remedial action. The required efforts needed to achieve economic equality are clear; what is missing is the national will and commitment to move boldly forward in that direction.

Over the past two years, Manitoba has brought forward a number of national policy proposals which, if implemented, would mean significant and long-lasting benefits to women and to the Canadian economy as a whole.

1. Accessible, affordable, quality child care

The national crisis in day care has yet to be resolved. For years, child care has been cited over and over again as absolutely crucial to women achieving equality in the workforce. Funding structures for this essential service remain antiquated and inappropriate to the realities of today's working parents.

Since 1984 Manitoba has repeatedly requested federal action in this important area and has proposed the Canada Day Care and Family Support Services Act as one model of how the federal government could restructure its approach to day care (see Appendix C). Issues of quality, affordability and accessibility must be addressed in a comprehensive way to ensure that child care is available at a reasonable cost for all families who require it.

A review of the taxation system and cost-sharing agreements with the provinces are two additional measures which are necessary in the development of a federal day care strategy.

According to estimates based on existing federal funding provisions, expansion of day care services as proposed would mean an additional annual federal expenditure of just over 60 million dollars. This is a more than reasonable sum considering the enormous direct benefits to Canadian working parents and their children, and the indirect economic spin off benefits to a variety of service industries.

Manitoba's submission to the Special Committee on Child Care clearly outlines the required principles and proposals for national action on the day care issue. Child care must be recognized by all governments as an essential service for Canadian families. Accessibility, affordability, and quality of day care must be ensured.

2. Enforceable, accountable pay equity and affirmative action policies

Pay equity and affirmative action are two separate but complementary policy initiatives that provide enormous benefits to women, but only when such policy is enforceable and effective. Federal legislation in these areas must be strengthened to reflect a serious commitment to the principle of gender equality, and monitoring and enforcement must be improved beyond the present complaint-based system.

3. The Creation of Jobs

Long term investment in job creation is necessary if Canada is to meet the challenges imposed by a changing economy and the structures of employment and unemployment. Concerted efforts must be made to address growing regional disparities and the problem of an aggregate shortage of jobs, which is a significant factor in the rise of long-term unemployment in Canada.

4. Effective education and training policy that meets the needs of women

At the 1986 Annual Conference of Status of Women Ministers, Manitoba tabled two papers; A Manitoba Labour Force Strategy for Women and Native Women and Economic Development (see Appendices E and F). Both of these documents put forward concrete proposals for joint or co-ordinated policy action in a number of areas that would provide significant benefits to women. More recently, at the senior officials level, Manitoba suggested an alternate plan of action to the federal proposals for training for women; a Training Fund for Women. This fund could be created by redeployment of existing funds, and would be developed and directed by a broadly-based consultation process between governments and those sectors of the community that have developed expertise in the area of training for women (see Appendix G). The components of the proposed Fund were developed to deal directly with the barriers to training as identified by the federal-provincial discussion paper, Towards a Labour Force Strategy: An Action Plan for Training.

V Conclusion

As can be seen from the above documentation, Manitoba has a solid history of advocating policy change and innovation that would bring women and men of Canada closer to economic equality. The economic well-being of half of Canada's population cannot be guaranteed by the presence of an item on the national agenda; firm commitment to change and action must follow.

We as a country cannot afford to continue to ignore the basic economic injustices that exist in our society and economy, or to commit ourselves only to small and piecemeal change in the face of such staggering inequity.

The government of Manitoba continues to believe that the present situation can be changed, given the political will and a commitment of adequate resources and energy to effective co-ordinated action. Manitoba is more than ready to endorse and give support to a national economic strategy for women that includes the essential policy areas outlined on this paper: (1) accessible, affordable, quality child care; (2) enforceable and accountable pay equity and affirmative action policies; (3) the creation of jobs; and (4) effective education and training policy that meets the needs of women. Anything less than a comprehensive action plan does not reflect the serious attention that this area deserves.

POLICY PRINCIPLES FOR ENSURING
ECONOMIC EQUALITY FOR WOMEN

Tabled by Premier Howard Pawley
at Regina FMC February 1985

1. A co-ordinated national effort and commitment is required to achieve economic equality for women.
2. Economic equality for women is beneficial to Canada, as well as to women.
3. Women's issues are economic issues.
4. Economic decisions must take into consideration impact on women.
5. Gender disparity should be approached in the same manner as regional disparity.
6. Costs and benefits of economic development must be distributed fairly.
7. Government has a responsibility and a clear mandate from the conclusion of the federal government's Abella Report to intervene to ensure women's economic equality.

Appendix B

ANNUAL CONFERENCE
OF
FIRST MINISTERS

A FRAMEWORK FOR ECONOMIC EQUALITY
FOR CANADIAN WOMEN

Halifax
November 28-29, 1985

Foreword

This document has been transmitted by Ministers Responsible for the Status of Women to Canada's First Ministers, in anticipation of their discussion of economic equality for women at the November 1985 First Ministers' Conference. Its purpose is to provide a context and framework for that discussion, and to suggest some potentially fruitful areas for cooperation to improve labour force opportunities for Canadian women.

It is the belief of Ministers Responsible for the Status of Women that measures to promote economic equality for women will be of benefit not only to Canadian women but to all Canadians. It is also their belief that governments' responsibility to ensure women's economic equality can best be fulfilled through committed action.

TABLE OF CONTENTS

	<u>Page</u>
Foreword	1
I. Women in the Canadian Labour Force: A Portrait	2
II. A Framework for Economic Equality	4
III. Labour Force Equality: The Key to Full Economic Integration	6
IV. Economic Benefits of Equality Measures	10
V. A Strategy for Labour Force Equality	11
VI. A Commitment to Action	15

- 2 -

I. WOMEN IN THE CANADIAN LABOUR FORCE: A PORTRAIT

The labour force situation of Canadian women has altered dramatically during the postwar decades. Among the most significant trends affecting this situation are the following:

Steadily rising participation rates.

Participation rates for women age 20 to 64 have risen from 31% in 1961 to 63% in 1984; the comparable 1984 participation rate for men in the same age bracket was 89%. Women today comprise 43% of the Canadian labour force, in comparison with 27% in 1961.

Changing family size.

One factor which has contributed to the rapid rise in participation rates is the decline in family size. The average number of births per woman has gone from 3.8 in 1961 to only 1.7 in 1982.

Rising educational levels.

In 1962, women made up 31% of university undergraduate enrolment. By 1983, over half (52%) of all university undergraduates were women.

In 1961 only 2% of women ages 25 to 34 had a university degree. By 1983, fully 14% of women ages 25 to 34 had a university degree. The comparable figure for men in 1983 was 17%.

- 3 -

Female entry into traditionally male fields of study.

In 1983, female students accounted for: 42% of enrolment in medicine, in comparison with 10% in 1961; 44% of enrolment in law compared with 5% in 1961; 43% in business and commerce compared with 7% in 1961; and 12% of engineering and applied sciences compared with less than 1% in 1961.

Increasing numbers of business starts by women.

The rate at which women are launching small businesses has risen to the point where estimates by the Small Business Secretariat indicate that 67% of all small business starts are by women. The success rate of female-owned enterprises has been estimated at 47%, compared with 25% for those owned by men.

Nevertheless, despite these significant changes, certain aspects of women's labour force situation have remained comparatively stable.

The earnings gap.

In 1982, the average Canadian woman working full-year, full-time, earned 64% of what the average Canadian working man earned. In 1961, the comparable figure was 59%. These lower earnings are reflected in lower average benefit levels for those government benefits, such as Unemployment Insurance, Worker's Compensation and CPP/QPP benefits, which are tied to earnings.

Occupational segregation.

In 1961, 62% of all working women were concentrated in only three occupational groups - clerical, sales and service. Almost 25 years later, 60% of all women in the labour force still work in these three occupational categories, in comparison with 26% of men. Women still remain largely outside the managerial and senior levels of private and public enterprise.

These statistical indicators demonstrate clearly that, despite their increasing participation in the labour market - both as employees and as entrepreneurs - and despite the rapid strides they have taken in acquiring education, experience and marketable skills, many Canadian women still do not enjoy true labour force equality.

By the most definitive indicator of all - earnings - women have barely improved their situation in the past quarter century. The persistence of the earnings gap, despite changing patterns of labour force participation, indicates that, just as it has not been a self-correcting phenomenon in the past, neither can it necessarily be expected to be self-correcting in the future.

II. A FRAMEWORK FOR ECONOMIC EQUALITY

Given the persistence of the earnings gap and its failure to self-correct, Ministers Responsible for the Status of Women endorsed the following statement on October 17, in the belief that it establishes a clear framework within which the issue of economic equality for women can be addressed.

- 5 -

Endorsement of this statement provides a timely reaffirmation of commitment to the goal of economic equality for women, and will signal to Canadians that this is a priority objective of all governments.

"We, Canada's Ministers Responsible for the Status of Women, reaffirm the commitment of our governments to the implementation of the U.N. Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women.

We further endorse the specific goal of full and equal participation of women in the Canadian economy by affirming that:

1. Women's issues are primarily economic issues.
2. Economic equality for women is beneficial to women, and to Canada, the provinces and territories.
3. Economic decisions should take into consideration impacts on women as well as men.
4. Governments, in developing strategies for ensuring economic equality for women, should consult with the broader public sector, and, as necessary with the private sector.

- 6 -

Recognizing that concerted action is required to fulfill the responsibility of governments to ensure women's economic equality, we, as Ministers Responsible for the Status of Women, commit our governments to the achievement of the goal of economic equality for the women of Canada."

III. LABOUR FORCE EQUALITY: THE KEY TO FULL ECONOMIC INTEGRATION

One key to economic equality for women is labour force equality. Briefly, this can be seen as comprising equal access to employment; equal treatment, pay, opportunities and working conditions for employed women; and equal employment-related benefits.

Despite economic restraint, all jurisdictions have been able to address one or more of the policy issues affecting women's labour force equality and considerable progress has been made on a number of fronts. But much is yet to be done. Depending on the issue, governments have chosen to move alone, or in concert with others where joint efforts have been required. Future action will of necessity have to be consistent with the overall economic, fiscal and social objectives of individual governments.

As Judge Abella has noted in her Report on Equality in Employment, if we are to judge the equity of a system, we must look to the results it engenders. The inequality in the results which our economic system produces for working women is a signal that, although women have received guarantees of full legal equality, systemic barriers persist

- 7 -

which impede their attainment of economic equality. The elimination of these barriers requires remedial action by governments.

Governments have chosen to move in different directions according to their individual priorities and objectives in the pursuit of labour force equality. The range of policy options is extensive and no two jurisdictions have opted for the same path. Ministers Responsible for the Status of Women, at their meeting of October 17, recognized the particular importance of continuing intergovernmental cooperation in achieving equality, in the light of the experience in individual jurisdictions and the range of policy options available.

Among the policy and program options available to governments in pursuit of labour force equality are:

Occupational training programs. These can provide women with the skills necessary to move into non-traditional jobs, adapt to changing technologies and structural economic shifts, upgrade their positions or re-enter the labour force.

Education. Educational materials free from sexism and stereotypes are crucial in ensuring that girls and women are not discouraged from pursuing interests and careers that have traditionally been considered 'male'. The messages conveyed by teachers and guidance counsellors are also particularly important in this regard.

- 8 -

Child care. Accessible, quality child care permits parents to work free of concern about the kind of care their children are receiving, and free of the disruptions that often arise when child care arrangements are inadequate.

Maternity leave. This permits women to bear children without being penalized through job loss.

Maternity benefits. These benefits reduce the financial penalties associated with maternity, and facilitate women's reintegration into the labour force following the birth of a child.

Parental leave. The availability of parental leave contributes to a more equal sharing of child care responsibilities between parents and consequently makes it easier for women who are mothers to participate in the labour force.

Affirmative action/employment equity. These programs help to ensure that qualified women receive equal consideration for jobs and for training opportunities.

Equal pay legislation. This is in place in all jurisdictions in Canada, making it illegal to pay workers different salaries for performing the same or similar work.

Equal pay for work of equal value. Equal pay for work of equal value allows comparisons to be made between jobs which may be of equal value to an employer in the

same establishment. Comparisons between jobs are made on the basis of skill, effort, responsibility and working conditions.

Equal access to credit. Credit is essential to the success of most small businesses. Measures which ensure that women have equal access to credit will simultaneously improve the prospects for the small businesses they establish.

Pro-rated fringe benefits for part-time workers. Legislation requiring this would improve overall compensation for part-time workers, who are predominantly female.

Employment-based government benefits. Because women's earnings are generally lower than men's, government benefits based on earnings such as Unemployment Insurance, Worker's Compensation, and CPP/QPP benefits, are also lower. Appropriate program modifications can help to reduce this differential.

Pension reform. Pension benefits can be considered part of a worker's overall compensation package. Appropriate pension legislation can ensure that pension plan design takes account of women's needs and work patterns.

Labour adjustment policies. Well formulated labour adjustment policies can ensure that the costs and benefits of labour adjustment are distributed equitably among women and men.

- 10 -

Appointments. Governments can take specific action to increase the number of women appointed to policy making bodies as well as to the judiciary, agencies, boards and commissions.

Services for abused women. Economic inequality and resulting economic dependence are the major factors in the inability of many Canadian women to leave abusive situations. The very basic existence of an accessible alternative to an abusive situation is necessary before these women can take steps towards economic self-sufficiency.

These options could form the basis for consultation and discussion among governments, business, labour, women's groups and other economic partners.

IV. ECONOMIC BENEFITS OF EQUALITY MEASURES

Measures such as those outlined above will, by reducing the real costs associated with inequality, benefit not only Canadian women, but all Canadians. Some of these costs include:

- lost productivity due to underutilization of women's abilities;
- personal financial losses sustained by women who are underemployed or underpaid;
- government transfer payments to women who could be financially self-sufficient in circumstances of equal opportunity.

Ministers Responsible for the Status of Women believe that labour force equality will confer net benefits on the economy. Hence a compelling economic argument is added to that of social justice in favour of taking rapid strides towards labour force equality for women. It is likely that moves towards labour force equality will result in net gains in terms of efficient resource allocation and reductions in transfer payments. In addition, it is likely that enhanced labour force participation by women will generate additional economic activity through spinoff effects from the resulting higher demand for goods and services. Furthermore, equality measures designed to reduce the financial penalties currently associated with motherhood - such as child care and maternity benefits - will simultaneously help to develop our most valuable resource for the future, our children. Thus, women will not be the only beneficiaries of measures to enhance labour force equality; rather, the economy as a whole will benefit.

V. A STRATEGY FOR LABOUR FORCE EQUALITY

The previous sections have outlined some policy and program options that governments can take to improve women's labour force situation, while the proposed statement of commitment provides a framework for action.

Governments in Canada have adopted a variety of approaches to the issue of economic equality for women, and have implemented different policies and programs designed to make progress towards that goal reflecting these different approaches. Ministers Responsible for the Status of Women recognize the autonomy exercised by separate jurisdictions

- 12 -

in formulating these policies and the effects these policies have on other government objectives. Ministers Responsible also recognize that the unequal labour force situation of women in Canada is a nationwide phenomenon that exists in every region of the country. For this reason, a two-part Strategy for Labour Force Equality is proposed:

a) A Strategy to Improve Labour Force Access for Women

Consistent with a general long-term approach, certain opportunities for action exist today. One measure of particular importance is training. Training and skill development are critical elements in the attainment of labour force equality. They represent the only routes available to women to improve their labour force situation. They are also key in assisting women and men to adapt to changing technologies and industrial structures.

Governments in Canada collectively make large investments in training programs. For many of these programs, for example, the Canadian Jobs Strategy, targets for female participation have been established. This represents an important first step. Nevertheless, the representation of women remains far below their representation in the overall labour force. In some cases, even where places have been specifically allocated to women, large numbers of them remain unfilled.

Some progress has been made to correct this historic problem, but further remedial action must be taken. Active measures are required to encourage women to participate in training and re-training programs, and to ensure that women receive their appropriate share of total training dollars.

All governments are committed to improving training prospects for women. Ministers Responsible for the Status of Women agree to work in conjunction with Ministers responsible for training, to develop the required strategy to address this problem of underrepresentation of women. In so doing, Ministers will work to ensure that targets established for women's participation in all training programs are fair and appropriate, and will identify specific remedial measures to be taken to ensure targets are achieved. By so doing, it is hoped that the underrepresentation of women in some training programs can be rapidly redressed. By increasing the access to and availability of courses for women, the first step by women to achieve their economic equality can be taken, with governments' support and help.

b) A Strategy for Cooperation on Labour Force
Equality Measures

Governments recognize that they must work together to achieve the goal of economic equality for women. In order to do so, appropriate approaches and means must be developed.

- 14 -

Accordingly, Ministers Responsible for the Status of Women, in conjunction with Ministers of Employment or Labour, will develop a strategy and mechanism to facilitate cooperation between governments on issues related to labour force equality, while fully respecting jurisdictional responsibilities.

Coordination of this kind occurred recently during federal-provincial discussions on pension benefits standards legislation, resulting in the adoption of consistent, mutually-reinforcing policies within different jurisdictions. This approach can serve as an example of a useful way of addressing other questions related to women's economic equality.

Another issue that has been cited repeatedly as a critical factor in achieving labour force equality for women is the financing of child care. With the majority of Canadian mothers with children under age 16 now in the labour force, affordable quality child care has become a major family and societal issue. Financing of child care has been a subject for study by the Cooke Task Force as well as by federal, provincial and territorial Ministers. The federal government noted that child care is to be examined by a Parliamentary Task Force.

Efforts to increase the quality and quantity of child care available to Canadian working parents would result in a major achievement in enhancing economic equality for women.

It was also noted that several governments have taken action on pay equity in their recognition that it is one of the keys to the achievement of economic equality for women.

In addition, because the policies adopted by various jurisdictions to advance labour force equality have differed substantially, an intergovernmental mechanism can serve as a facilitator for the exchange of information on the effectiveness of various program designs. It should prove to be a valuable resource, permitting individual governments to draw on the experience of others as they engage in discussions, consultations and policy formulation, within and among jurisdictions as appropriate.

VI. A COMMITMENT TO ACTION

Until the full potential of women is realized, the Canadian economy will not perform to its maximum. Until the barriers that restrict this potential are overcome, the potential of all Canadians will be limited.

All governments in Canada are committed to achieving the goal of true economic equality for women. While achievements have been significant, progress in that struggle has only begun. The effort of all jurisdictions will be necessary to bring about real and lasting change in the economic status of women. With support, enthusiasm and commitment, this goal can be achieved.

APPENDIX C

TOWARDS A NATIONAL DAY CARE PROGRAM

THE CANADA DAY CARE AND FAMILY SUPPORT SERVICES ACT

WORKING DRAFT

GOVERNMENT OF MANITOBA

MURIEL SMITH

MINISTER OF COMMUNITY SERVICES

NOVEMBER 1984

THE CANADA DAY CARE AND FAMILY SUPPORT SERVICES ACT

1. GENERAL PRINCIPLES

WHEREAS the Parliament of Canada acknowledges that families are the essential component in the social fabric of Canadian society;

AND WHEREAS many Canadian parents require community services to assist in maintaining and strengthening their families;

AND WHEREAS Canadian parents of young children are increasingly exercising the opportunity to continue their employment or education while their children are young;

AND WHEREAS day care has become an important support service for Canadian families to assist parents in providing for the well-being, health, and developmental needs of their young children;

AND WHEREAS many Canadian families also require support services to ensure that their children have equal access to developmental opportunities both within and outside of the family unit;

AND WHEREAS the Parliament of Canada wishes to encourage provinces to develop sufficient, high quality day care and family services;

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts an Act relating to contributions by Canada in respect of day care and family support services provided under provincial statutes, as follows:

2. DEFINITIONS

"Day care" means any service provided by a provincial government, municipal government, or authorized agency, such as a parent co-operative or non-profit community group, as specified in this Act and regulation which provides care and supervision for children apart from their parents, but does not include education, child welfare, or health care services provided under provincial law.

"Family support service" means any service which is provided by a provincial government, municipal government, or authorized agency as specified in this Act and regulations, to families with children with the intent of supporting the ability of families to provide for the developmental and social needs of their children, and may include respite care, nursery schools, parent support

groups, home visitors and homemakers, toy lending services, or other similar services, but not including education, child welfare, or health care services as provided for under provincial law.

3. PURPOSE OF THE ACT

The purpose of this Act is to encourage the development of day care and family support services and to establish the criteria and conditions that must be met before contributions from Canada may be made in respect of day care services and family support services provided under provincial law. The Governor in Council has the authority to enter into specific cost sharing agreements with provinces under the terms and criteria specified in this Act.

4. PROGRAM CRITERIA

In order for a province to qualify for Federal cost-sharing of a day care service or a family support service provided under provincial law, the service must satisfy the following criteria:

- a) Public Administration: Day care services and family support services must be administered and operated on a non-profit basis by the provincial government, by a municipal government, or an authorized agency in a manner consistent with the principles established in section 1 of this Act.
- b) Program Quality: Minimum standards for the licensing of any day care services or family support service must be established by the provincial government in statute or regulation which are consistent with the current research and knowledge of the most reasonable and appropriate level of services for children; and where applicable to the services provided, including standards for the minimum number of staff, the qualifications of those staff, and the maximum group sizes for children in child care, and which meet or exceed the minimum standards specified in the regulations of this Act.
- c) Accessibility: Each province must establish a plan for the reasonable provision of day care services to the residents of the province which within 10 years is equal to at least 50% of the children of parents who are out of the home for education, employment, medical or rehabilitative needs, and which also provides for family support services with reasonable accessibility for any family requesting these services.

- d) Limits on User Fees: Each province must limit the amount of per diem fee charged to users of day care or family support services to a maximum of one and a half times the average hourly industrial wage in that province, and make provision for the subsidization of this fee on behalf of families with low incomes so that there will be no fee for any family with less than one-half the average industrial wage as established in the regulations under this Act.
- e) Appeals: The province must establish and maintain an effective procedure for appeals from decisions of provincially authorized agencies by persons directly affected by these decisions with respect to the granting or providing for day care or family support services, subsidies or the quality of these services.
- f) Residence: The province must not require a period of residence in the province as a condition of eligibility for day care or family support services.

5. CASH CONTRIBUTIONS FROM CANADA

Provinces which establish and administer services which are within the criteria outlined in section 4 will be reimbursed the greater of:

- a) 50% of provincial or municipal expenditures for all day care or family support services which meet the criteria in section 4; OR
- b) a ratio of the per capita national product divided by the per capita provincial product, as determined by the Minister of Health & Welfare, times 50% of provincial or municipal expenditures for all day care and family support services which meet the criteria in section 4, but in no case exceeding 90%.

6. CANADA DAY CARE RESOURCES DEVELOPMENT FUND

A Canada day care resources development fund is hereby established. A total of \$20 per capita is allocated by the fund in each province for capital costs of developing, renovating or otherwise ensuring the availability of high quality, accessible day care facilities. The fund is to be used over the ten year period following proclamation of this Act.

7. CANADA DAY CARE AND FAMILY SERVICES RESEARCH AND EVALUATION FUNDS

A Canada day care and family services research and evaluation fund is hereby established. A total of \$2 per capita in each province is allocated by the fund for research and evaluation of day care and family services and related areas. The fund is to be used over the ten year period following proclamation of this Act.

8. ADVISORY COUNCILS

There shall be a National Advisory Council and provincial advisory councils which shall provide advice to ministers on general issues affecting day care and family support services, including standards, professional issues, funding, and such other issues that may from time to time arise.

9. CONDITIONS FOR CONTRIBUTIONS

To receive the contributions authorized by this Act, the government of a province must provide the Government of Canada with such information as it may reasonably request, and must give appropriate recognition to the contributions made by Canada to the services administered by the province.

10. FEDERAL-PROVINCIAL REVIEW

During the third calendar year following the proclamation of this Act, the Act shall be reviewed jointly by the Government of Canada and the governments of the provinces which are receiving contributions pursuant to section 5.

11. REPEAL

Sections of the Canada Assistance Plan which now permit the limited cost sharing of day care and family support services are repealed upon the proclamation of this Act.

12. EFFECTIVE DATE

This Act shall take effect January 1, 1986.



Appendix D

MANITOBA WANTS FULL
TALKS ON CHILD CARE

- - -

Issue is on First
Ministers' Agenda

Manitoba's Minister responsible for the Status of Women, Judy Wasylycia-Leis, sent a letter today to her federal counterpart, Barbara McDougall calling for a full discussion of child care at the First Ministers' Conference to be held in Vancouver November 20-21.

"I am disappointed that the federal Special Committee on Child Care will not be making its report public before the upcoming First Ministers' Conference," she wrote. "However, the delay in the release of this report must not impede a full discussion of the need for federal action on child care at the Vancouver conference."

"Economic Equality for Women" is the third agenda item to be discussed by Canada's First Ministers. "This is a significant opportunity for federal and provincial governments to commit themselves to an action plan regarding women's economic quality," Wasylycia-Leis stated.

She said Manitoba has repeatedly maintained that child care must be an essential component of any such action plan. Women can only assume their rightful role as full contributors to the Canadian economy when child care is completely accessible to all. "Next week I will be urging that decisions concerning its development must not be further delayed."

During the past two years Manitoba has actively promoted national action and leadership with respect to child care, she noted. In 1984 Community Services Minister Muriel Smith proposed a Canada Day Care and Family Support Services Act. In June of this year, Smith appeared before the federal Special Committee on Child Care again to emphasize that federal action is essential if child care services are to meet the current challenges.

A Manitoba Labour Force Strategy for Women
a paper to be presented
to the 5th Annual Conference of Status of Women Ministers
June 4 - 6, 1986

Prepared by:
Manitoba Women's Directorate
May, 1986

An integrated labour force strategy for women has been identified at the federal-provincial level as crucial for women's economic equality. Present inequities and disadvantages experienced by women in Canada are well-documented, particularly in the case of labour force participation. Occupational segregation, the wage gap, lower pensionable earnings, a high proportion of part-time and under-employed workers, lack of day care - all of these factors are known and accepted as significant by the majority of Canadians across the political spectrum.

Taking effective action in order to change the long-standing inequities experienced by women in the labour force and economy is another matter. The gains women have made in recent years are proportionally small, when historical data are reviewed. In some areas of the labour force, such as those occupations affected by technological change, women show some signs of losing ground. The economic situation of women workers nearing retirement age is particularly worrisome, and has the potential of becoming a serious socioeconomic problem in the years to come, unless concerted action is taken now.

All of the above serves as evidence that co-ordinated action within and between jurisdictions is necessary if significant change in the economic situation of women is to be achieved. Development of an integrated labour force strategy for women could not be more timely.

II Background

Manitoba has been an active supporter of intergovernmental strategies for women's economic equality, having endorsed principles such as those on approaches to training and employment developed by federal-provincial-territorial labour market ministers in January, 1985. Six basic principles were proposed:

1. a stronger economic orientation and multi-year funding;
2. improved flexibility and labour market responsiveness;
3. sharing of responsibilities for training between governments, business and labour, and individuals;
4. equal access to training and employment for women and for disadvantaged groups;

5. simplification and harmonization of federal-provincial programs; and
6. improved responsiveness to differing regional and local needs and circumstances.

Manitoba is in general agreement with these basic principles and has in fact incorporated similar principles in developing its own employment and training initiatives during the past three years.

Manitoba also developed principles for economic equality for women, which were adopted by the Manitoba Cabinet and tabled at the February 1985 First Ministers' Conference in Regina. Manitoba thus began a process whereby Canada's senior governments attempted to reach a consensus on a framework for pursuing economic equality for women.

That process resulted in an agreement by Status of Women Ministers at an October, 1985 meeting on a statement of economic equality for women, which was endorsed by First Ministers at the Halifax Conference on the Economy in November, 1985, as part of the document "A Framework for Economic Equality for Canadian Women".

The statement affirmed that:

1. Women's issues are primarily economic issues.
2. Economic equality for women is beneficial to women, and to Canada, the provinces and territories.
3. Economic decisions should take into consideration impacts on women as well as men.
4. Governments, in developing strategies for ensuring economic equality for women, should consult with the broader public sector, and, as necessary with the private sector.

The statement concluded that "concerted action is required to fulfill the responsibility of governments to ensure women's economic equality".

The same document identified labour force equality as key to full economic integration for women, and proposed a two-part strategy: training for women, and development of a mechanism to facilitate co-operation between governments on issues related to labour force equality, while fully respecting jurisdictional responsibilities.

At a February 6, 1986 meeting of Ministers responsible for the Status of Women, several proposals were presented for a document on a labour force strategy for women, to be brought forward to the Fourth Annual Conference of Status of Women Ministers in June. These proposals suggested that the document contain:

- goals and guidelines for a labour force strategy
- information on initiatives within each jurisdiction
- identification of barriers to training
- recommendations on how training barriers might be overcome
- options for future initiatives
- mechanisms for monitoring the progress of the Canadian Job Strategy.

Recent developments indicate that these issues are being addressed on a jurisdictional basis only, with the possibility that the potential for intergovernmental

co-operation and joint action is considerably lessened. In addition to this narrower focus, it appears that training for women is to be the only major area to be addressed, whereas Manitoba feels strongly that efforts must coincide in a number of policy areas in order that benefits to women are real and long-lasting.

Discussions on a labour force strategy for women must not be limited to training issues, however important that policy area is. Manitoba believes that a comprehensive and co-ordinated strategy to assist women in the labour market must address four main issues, of which training is only one, the others being child care, affirmative action, and pay equity.

Manitoba fully recognizes the existence of jurisdictional issues, as well as differences of view associated with the above policy areas. However, it is crucial that these differences do not prevent the possibility of discussion of all labour force equality issues from the point of view of co-ordinating federal and provincial action.

III Barriers to Labour Force Equality

The barriers to labour force equality for women are well-known, and have been documented and discussed at a number of levels in the public and private sectors. Outlined briefly below are the major barriers to women's labour market equality, as identified by Manitoba.

1. Shortage of employment

The aggregate shortage of employment in Canada is a barrier to women's labour force equality. Without an expanding job market and concrete support for women entrepreneurs, women will be unable to improve their economic status in any significant way. It should also be noted that many of the programs and services which improve women's economic status also give rise to significant spin-off benefits. Day care services are an excellent example of this "multiplier effect".

2. Occupational segregation

The clustering of most working women into a few occupational groupings has been a consistent trend for

decades. Many women are working in non-traditional occupations and at management levels, but progress in this area is extremely slow.

3. Inadequate child care services

Although many families have both parents in the paid labour force, women continue to have major responsibility for the care and rearing of children. When quality, reliable child care services are not available, women's labour force participation suffers disproportionately.

4. Economic inequality

Women's average earnings are significantly lower than the earnings of their male counterparts. This means less available money for training or education opportunities.

5. Lack of access to appropriate training

The training that many women receive reflects long-established patterns of occupational segregation. All too often the kind of training available presumes

that women have adequate financial resources, geographical mobility and no dependents; a scenario that few women, especially older already-employed women, experience. With technological change affecting occupations in which women are the majority of workers, the training/re-training issue is of particular importance.

6. Socialization/Education

Although some progress has been made in this area, many girls and young women continue to have limited ideas about future employment and economic self-sufficiency.

7. Income Support

Since their average earnings are consistently lower than men's average earnings, many women do not have the financial resources to overcome barriers to labour force and economic equality. Women also tend to have major responsibility for child care, which means that full-time training is not always feasible. Financial assistance for part-time learners has been made available recently, but is encumbered by more stringent pay-back schedules than full-time learners face.

This is a far from exhaustive list of barriers faced by women. Women with special needs experience the above situations and other difficulties as well; language barriers faced by immigrant women, geographical isolation faced by rural and northern women, the particular needs of disabled women and the multiple barriers faced by women who are very poor or who are victims of abuse; all these issues must be addressed in some way by policies affecting labour force equality.

IV Manitoba Strategies for Women's Labour Force Equality

Manitoba has taken action on a number of areas designed to improve the status of women. With regard to labour force equality, major initiatives have been undertaken in four areas identified as crucial: job creation, education and training, child care, and pay equity/affirmative action.

1. Job Creation

The Jobs Fund was established in February 1983 as the first phase of the Province's long-range economic recovery and development strategy. Its efforts were directed toward immediate job creation and general

48

stimulation of the provincial economy, particularly the construction industry which was hard hit by the recession and which produces significant spin-off activities when stimulated. The emphasis of the Jobs Fund was subsequently shifted away from shorter term job creation and capital projects, towards longer term economic development in particular sections of the economy.

Wage assistance programs have provided hundreds of temporary and permanent job and training opportunities to approximately equal proportions of men and women in a wide variety of fields. In addition, a number of Jobs Fund initiatives have had a particular impact on women. Many day care facilities have been built, renovated, or expanded through Jobs Fund Programs such as the Manitoba Community Assets Program. A complementary initiative provided child care workers with training and employment. The province's technology policy also stresses the importance of addressing human adjustment aspects of technological change, and recognizes the impact of technological change on women in the work place. The Manitoba government has established a Workplace Innovation Centre to serve as a resource to employees and employers alike, in dealing with technological changes introduced in the workplace.

2. Education and Training

In April 1984, the Manitoba government announced major redirection and development of the post-secondary, adult and continuing education systems in the province. This new long-term training strategy, which is now in the initial stages of implementation, should provide particular benefits for women in the home with children, women with part-time jobs and women in rural and northern areas of the province.

The Department of Education is also developing a system of Integrated Pro-Active Student Support Services. The program provides services designed to increase participation in, and completion of, post-secondary education by groups which traditionally have poor participation and completion rates. The priority groups are single parents, mature students, Metis and non-status Indians, adult basic education students, and persons out of school for three or more years. The services include pre-admission support and diagnostic services, such as counselling, child care, tuition, text books and supplies. Community Colleges are helping women re-enter the work force through efforts to expand

part-time training opportunities. Skills upgrading and career exploration such as pre-trade's training for women and programs geared especially to women (e.g. introduction to electronics and computer literacy are also available).

Of particular importance to women requiring training at community colleges is the development of an individualized, competency-based learning system which provides for modularization of curriculum, emphasis on generic skills training and accreditation for non-formal training programs and experiential learning. To be implemented gradually, this system will be increasingly computer-supported and will involve a provincial distance learning network, meaning that learners can be trained on a full or part-time basis, on or off campus.

3. Child Care

Since assuming office in 1981, the Manitoba government has acted on many fronts to improve the quantity, quality and accessibility of child care in the province. The child care budget has more than doubled to over \$21

million, a substantial figure given Manitoba's population base of just over one million. This substantial growth in funding has made it possible to:

- a. provide maintenance grants to day cares
- b. increase fee subsidies
- c. increase the number of funded spaces by 49% and the number of child care centres by 52%.

In October of 1983, the Community Child Day Care Standards Act was enacted. It established standards for staff qualifications, program quality, and physical facilities. The Act was developed in close consultation with the child care community and parents.

A specially designed Child Care Workers Training Program, unique to Manitoba, is helping child care workers to upgrade their skills without having to give up their jobs to return to school. A Jobs Fund grant of almost \$2 million will pay for the workers' training and also cover the cost of hiring replacement staff so that child care worker ratios are maintained during staff

training periods. As of January 1, 1986, a \$1300 salary enhancement grant will be available for each trained day care worker in Manitoba. While Manitoba is now the leading jurisdiction in the provision of child care, the government is concerned about national standards for quality, access and funding. As a result, the Minister of Community Services has proposed a working model of a National Day Care and Family Support Act to the federal government.

4. Pay Equity/Affirmative Action

Although these policy areas are often dealt with separately, Manitoba believes that each of the above initiatives is crucial to the success of the other. Pay equity alone does not deal with the problem of occupational segregation; affirmative action by itself will not correct wage disparities caused by the perceived lower status assigned to female-dominated occupations.

Manitoba has introduced pay equity throughout its public sector, with a framework in effective legislation, firm timetables for negotiation and implementation, and a

commitment of funding. Manitoba's pay equity legislation sets forth a process for job evaluation and wage adjustments. It is expected that women occupying lower-paid occupational levels, such as clerical positions, will particularly benefit from the measure.

As of October 1, 1985, the program applies to government departments and Crown Corporation, and will apply to government funded agencies such as health care facilities and universities beginning October 1, 1986.

A Pay Equity Bureau provides information and assistance to both the public and private sectors regarding implementation.

In 1983, the government signed a statement with the Manitoba Government Employees Association to jointly develop and implement affirmative action in the Manitoba Civil Services. A provincial Affirmative Action Coordinator was hired. Departmental affirmative action committees and coordinators are now in place, training seminars are being held and guidelines are being established.

The government is also extending its commitment to affirmative action to two of its major economic initiatives, the Limestone Hydro Development Project and Development agreement with incoming industries.

Manitoba Hydro, through the Limestone Training and Employment Agency, is committed to special efforts to recruit female candidates for the training program. Major business expansions which receive government assistance must develop and implement affirmative action plans as well as meeting specific employment goals.

Most recently, the Manitoba government has been involved in interdepartmental discussions on a provincial labour force strategy for women that will involve co-ordinated policy action over a number of years. Existing policies and programs will be integrated into this strategy, as well as new programs and future initiatives such as pay equity for the private sector.

V Future Directions

As has been stated before, Manitoba is concerned that a division of policy areas along jurisdictional lines has the potential for precluding discussion of co-ordinated

action at a national level. While acknowledging the importance of jurisdictional concerns, Manitoba is concerned that the door be kept open to discussing all labour force equality issues from the point of view of co-ordinating federal and provincial action.

The following is an outline of areas for potential joint or co-ordinated action at the federal-provincial level. Recommendations for specific initiatives are included.

Job Creation and Training

- * that targets for women's participation be established for outreach programs, support services, job referral and counselling services.

- * that each province and territory review its employment counselling and referral services to ensure that gender bias is not present in program structure, content, or delivery.

Child Care

- * that each province and territory agree to provide or expand existing child care services to working parents in special situations such as: students and part-time workers, shift and evening workers, emergency child care, infant and school-age child care, culturally appropriate child care and so on.

Pay Equity

- * that provinces and territories agree to study the outcomes of pay equity initiatives in some jurisdictions, with a view to benefitting from any broadly-based conclusions arrived at that would benefit women in the lowest-paying occupations.

Economic Equality

- * that both levels of government examine certain non-cash benefits, the expansion of which would improve the long-term economic equality of women, such as extension of pension benefits to all part-time workers and improvement of pension portability.

- * that governments examine options for flexible use of statutory income support programs such as unemployment insurance and the Canada Assistance plan, in order to provide incentives and help for women entering or re-entering the paid labour force, or participating in training programs.

Socialization/Education

- * that provinces and territories review and revise curriculum requirements to ensure that women are not disadvantaged in their career choices because of curriculum requirements that may or may not have been taken in high school.

Occupational Segregation

- * that the provincial studies on apprenticeship agreed to under the National Training Act be carefully studied upon completion, with a view to dramatically increasing the numbers of women in apprenticeship programs in the near future.

Access to Training

- * that provinces and territories agree to study the situation regarding mobility of academic credits and training credentials across the country.
- * that workplace ESL programs for women be included under federal-provincial-territorial training programs.

NATIVE WOMEN AND ECONOMIC DEVELOPMENT

a discussion paper presented to the
5th Annual Conference of Status of Women Ministers
June 4 - 6

Prepared by:
Manitoba Women's Directorate
May 23, 1986

At the February 6, 1986 meeting of Ministers responsible for the Status of Women and their senior officials, a decision was made to include a presentation on Native women and economic development on the agenda of the Ministers' Fifth Annual Conference, to be held in June, 1986.

Manitoba, the Yukon, Ontario, and the Northwest Territories volunteered to work on the presentation, which may result in a report and recommendations being forwarded to the First Ministers' Conference in November, 1986. Manitoba also volunteered to prepare a proposal for the presentation (attached).

In mid February, the Women's Directorate circulated a proposal, which outlined possible parameters, desired outcomes, and questions for consideration in preparing the presentation. The proposal was sent to the status of women officials in the Yukon, Ontario, and Northwest Territories governments, as well to relevant departments within the Manitoba government.

For purposes of this paper, Native women include Metis, Non Status Indians and off reserve Status Indians.

INTRODUCTION

As citizens of Canada, Native women have rights under the Charter of Rights and Freedoms, the overall goal being to participate fully and equally in the Canadian economy.

Native women have always had the responsibility for contributing fully within the context of their traditional communities. Their work has been important for their own status and personal development, as well as for the economic and political development of Native societies.

An important misconception about Native women and economic development is that the traditional role of Native women was narrowly confined to home activities which were apolitical and supportive. In fact, some Native women in traditional societies held positions which were important in decision making and necessary to the survival of their people.

On the international scene, Canada has already been under scrutiny by the United Nations regarding the sections of the Indian Act which discriminate against Indian women on the basis of sex. Women, no less than men, are included when the United Nations' Universal Declaration of Human Rights proclaims "the right to life, liberty and security of person".

The arrival of Europeans in North America created severe disruptions for Native people. The effects of these are well known:

1. New production techniques and economic relations undermined the traditional economies.
2. Self-sustaining communities ceased to be economically viable, prompting steady migrations to urban areas.
3. The time honoured custom of sharing amongst families ceased to be practicable.

Native women have been seriously affected by these disruptions. Many have had to leave their communities in search of employment and in the hope of improved living conditions. A large number have become the sole income support for their families, due to family breakdowns or high unemployment. Despite deteriorating economic circumstances, Native women have struggled to keep their families together.

Secure employment offers hope for improved conditions, but in their attempts to enter the work force, Native women have experienced formidable barriers. They have faced discrimination from employers and lending institutions. They have been barred from many occupations and prevented from establishing their own businesses. Some lack the necessary education, and/or training requirements as well as and the means to acquire them.

In its broadest sense, economic development for Native women must cover human development, institutional training, education, on the job training, retraining and employment opportunities, as well as entrepreneurial and business investment opportunities. Native women must participate in the design and implementation of all economic development initiatives.

It is clear that Native women have not received the attention or the services which they urgently require.

All levels of Canadian government have failed to adequately address the economic and employment needs of Native women. Disputes over jurisdiction have left the federal and provincial governments reluctant to take responsibility for Native women who have moved off reserves. All Native women, regardless of their status and place of residence, have been similarly neglected. Provincial affirmative action programs have produced some small benefits, and should be expanded.

Two factors occurring together make the situation of Native women unique. They are:

1. There is a higher concentration of Native female lone parents than within the general population.
2. There is a higher concentration of dependent children (particularly in the 0-5 year old age group) among Native female lone parents.

The result of this confluence of factors is that these Native women and Native children have a decreased chance for employment and education, therefore poverty is perpetuated. In addition, there is well documented systemic discrimination and there are problems of access to education. The question facing all levels of government is this, "How can Canadian society justify the continued cost of entrenched poverty among Native women?"

CURRENT SITUATION

63

Native women carry the overwhelming responsibility for their families and communities. At the same time, they are at the lowest end of the economic scale. After consultation, Native women have identified a wide range of economic issues which impact on their situation. They include the following:

1. lack of education
2. lack of training and business skills
3. lack of access to working and venture capital
4. lack of information and communication of available government programs
5. lack of support services
6. political, gender and racial barriers
7. deficiencies in government economic programs
8. geographic isolation

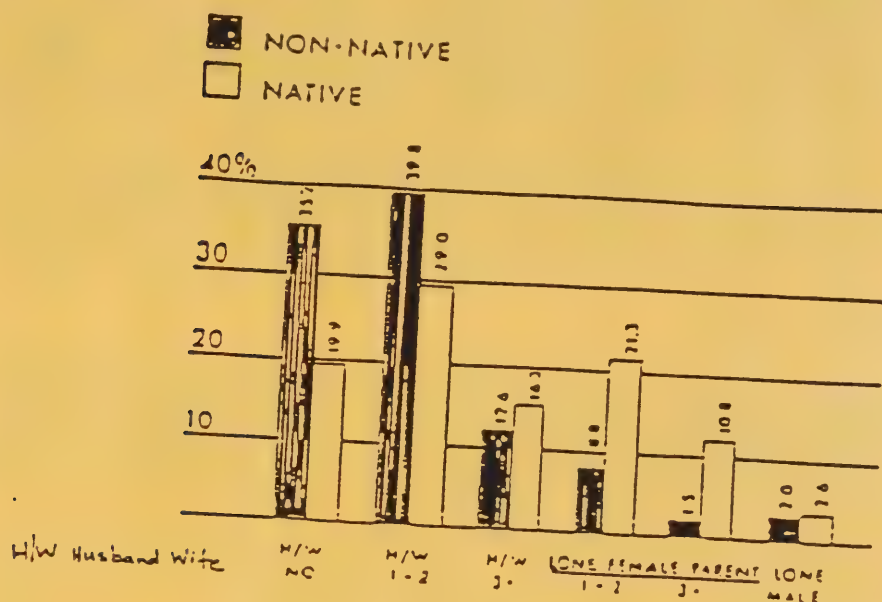
An overwhelming and consistent statistic is that Native women are poor. They are generally the breadwinners in their families while on the lowest end of the wage scale regardless of where they reside. Whereas the statistics used here are for Manitoba Native women, they can be generalized to the situation of all Native women. (Stevens: 1980, Falconer: 1986) Furthermore, the statistics underestimate the Native population and do not recognize unpaid work.

STATISTICS

Population:

Census Canada reveals that there are 66,280 Native people in Manitoba. Women comprise 51% of the total Native population. (Statistics Canada: 1981) Age distribution shows a young population. Over half the female population is between 16 and 25 years of age. (Stevens:1981, Peters:1984, Clatworthy:1981) On the other hand only 2% of the Native population live to age 65 years or more, compared with 11% for the non-native population. (Social Service Planning Council: 1984)

Composition of Native & Non-Native Family



Source: Social Planning Council, Winnipeg: 1981

Native households have more children than the non-native households. Only 20% of the 5,900 Native households that were surveyed in 1981 through the Social Planning Council were childless compared to 35% of the non-native households. There was a slightly larger proportion of Native households with three or more children (17% vs 14%). Most striking is the high number of single mothers among Native families (32% vs 10%). Furthermore, 34% of these single parent families have three or more children compared to only 14% of non-native single mother families.

Education and Training:

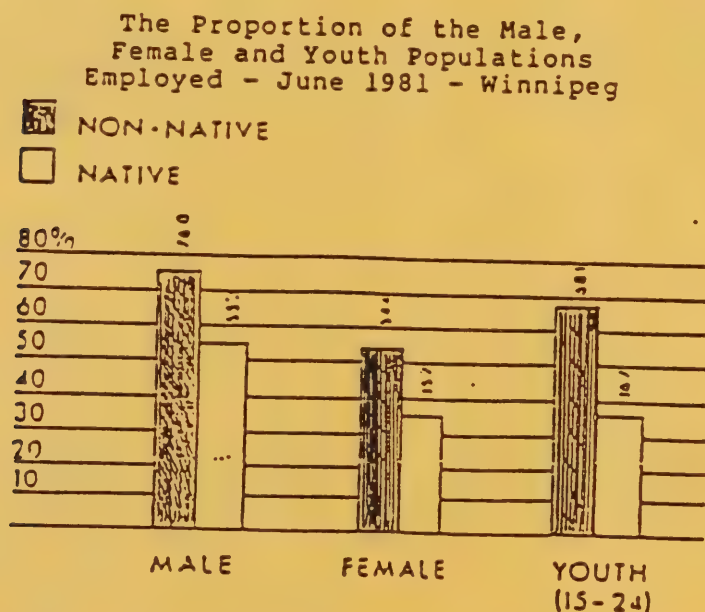
The education level of Native women reveals that a majority of the population have less than a grade 9 education. It is clear that the education system has failed the Native population (Kirkness: 1977, Sealy: 1983, Lenton: 1979). Studies show that the Native people have been consistently streamlined into the occupational entrance courses and that they are inadequately prepared to meet the academic

requirements of a university entrance program (Kirkness: 1979, 1977, Sealy:1983, Lenton: 1979). The stress of being alienated in the educational system by means of stereotyping and inaccurate (and omitted) history, contributes to the high drop-out rate of the Native student. But, in spite of these obstacles, on a national level, 2,145 Native women have obtained a university degree and another 22,480 have obtained some formal high school qualification or post secondary education. Still the educational needs of the Native women are so great that the existing government programs serving visible minority women cannot adequately meet these needs.

Employment:

Native women's employment tends to be irregular and sporadic. They also have long records of unemployment. Their unemployment rate is roughly four times that of the norm of the urban female population and it is most severe among the age group of 15 to 24 years.

Studies also indicate that although Native males experience great difficulties in the labour market, the problems are more acute among Native women (Clatworthy: 1981, January 1981, May 1981).



Source: Social Planning Council: 1981 Winnipeg

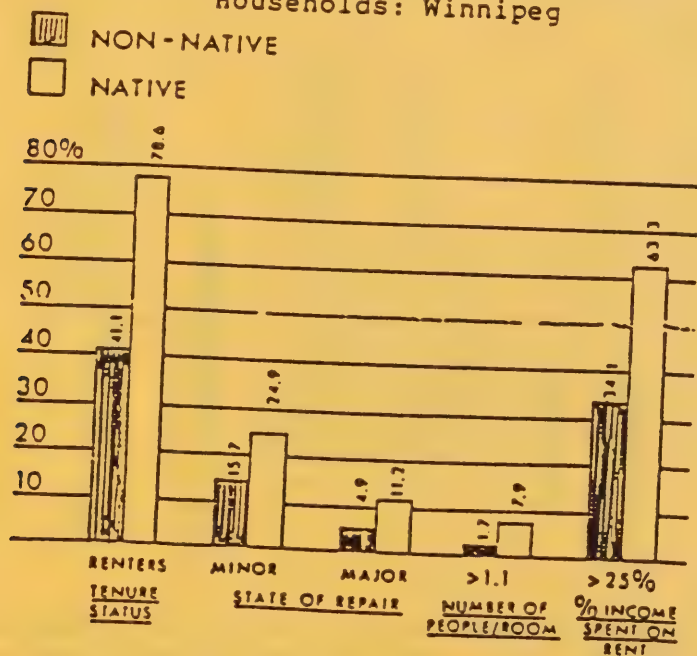
Jobs held by Native women are concentrated in low skill, low entry level and low wage occupations within the service and manufacturing industries in urban settings (Stats Canada: 1985). Native women in paid employment are predominantly in the sales, service and clerical sectors, regardless of their educational attainment level (Hull: 1983). To be a Native woman, with an education, does not assure adequate employment. In the rural area jobs are scarce and the majority of Native women live on social assistance.

Family responsibilities and high birth rates contribute to the sporadic involvement in the labour force and reduced opportunities for employment and training programs. There is a real need for adequate support services including child care.

Native women work in the home raising families, performing and managing the necessary domestic chores and the never ending activity connected to volunteer community organizing. They supplement their income through canning, freezing or drying meat and fish. These tasks are largely unrecognized as employable skills even though they require the determination and managerial capabilities of any successful business operation.

Housing:

Housing Conditions of Native & Non-Native Households: Winnipeg



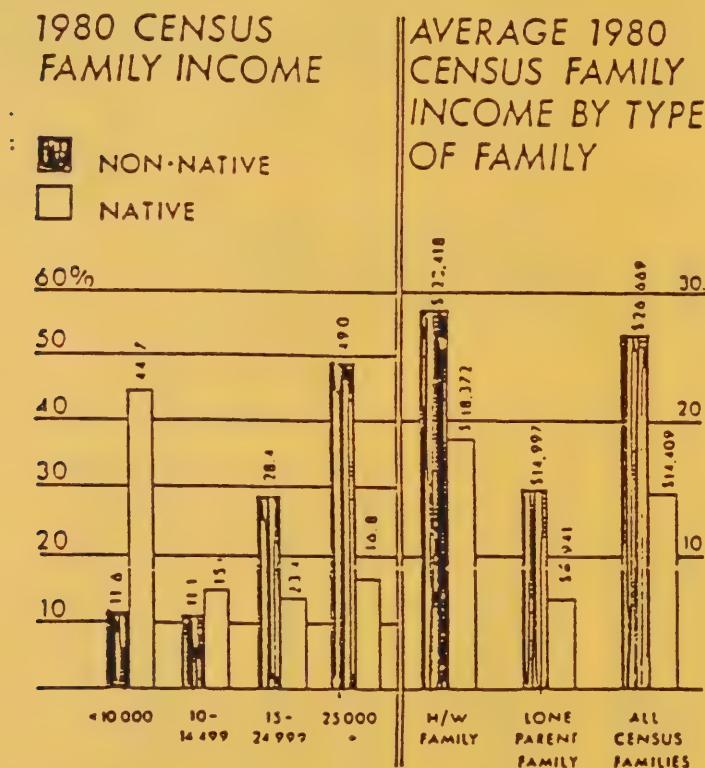
Source: University of Winnipeg: Urban Institute, 1984.

A large number of Native renters spend more than 25% of their income on shelter. Compared with non-native households, Natives are more likely to live in dwellings requiring major repairs and are more likely to experience overcrowding. Most Native families simply cannot afford to buy their own homes because of their low incomes and are therefore renters.

Income

Native women tend to have large families and are usually the main source of income for the family. The psychological impact of not having enough income to maintain a family also has long lasting detrimental effects on Native families. (National Council on Welfare: 1981) The average income for Native women is just over \$6,000.

The following table illustrates the dramatic differences between the incomes of Natives and non-natives.



Source: Social Planning Council: 1981

Native family income is well below the Canadian average, most dramatically in the area of lone parent female lead families - 70% of whom live below the poverty line.

Current Trends:

68

1. There has been a steady migration from rural to urban areas.
2. In the past decade, training and employment possibilities for Native women have been geared towards the social and education areas.
3. As their consciousness is raised, Native women are exercising their right to self-determination in all fields...political, legal, historical, social and economic. Native women are interested, eager and willing to participate in the development of their economies. Without their active support, no economic development will proceed.
4. Whereas there is strong recognition of the value of volunteer work, Native women want to extend their range of options to include adequate paid labour in their own communities.

OVERALL RECOMMENDED DIRECTION

69

The status quo is not an acceptable option. It entrenches poverty, it is costly in terms of health, remedial education, income maintenance, child welfare, justice and remedial programs. Poverty is dehumanizing. The overwhelming evidence supports the move to community based development which does not exclude entrepreneurial or private economic development initiatives by individual Native women.

Community based development that is planned from the community level with access to special expertise as needed, has been successful. Community economic development must involve the community as a whole. Within that community involvement, a significant role for Native women must exist.

The Yukon proposal (see attached) is one such community based development plan. It proposes community workshops on topics ranging from confidence building to management training. It states that economic development of Native women cannot occur without personal development.

A further example of community based planning is the Manitoba Metis Investments Inc. It includes a comprehensive development plan with several components....formation of community development corporations (with Native women represented on their boards), training of economic development officers (many of whom are Native women), and the founding of a financial institution (with the backing of the Native Economic Development fund of the federal government and some input from the Province). Economic development is essential to the survival of Native communities.

RECOMMENDATIONS:

We have grouped the Native women's community issues (page 4) under three headings - preconditions, preparation and enabling. Action is needed in all areas for economic development among Native women.

Precondition phase incorporates those societal factors which must be resolved before Native women will be able to fully participate in the economic development process.

Preparation phase incorporates those factors which are part of the early involvement in economic development - they will prepare women to fully participate in developmental activities.

Enabling phase incorporates those factors which will facilitate the process of Native women participating fully in all economic development.

PRECONDITIONS

EDUCATION AND SUPPORT SERVICES

1. Upgrading of support services specific to education is needed (tutoring, counselling, adequate financing).
2. Culturally relevant, accredited schools should be the norm in the Native communities and accessible within urban areas with a high Native population.
3. Culturally relevant, safe and affordable day care is needed.
4. Safe, affordable housing is needed.
5. Health systems should be designed based on community needs.
6. Training allowances should be at an adequate level reflecting the cost of living in any area.
7. Family and societal violence has been identified as a problem and must be recognized. Appropriate prevention and treatment programs must be implemented.

PREPARATION

8. Human development skills (confidence building and personal growth) business skills and management training should be taught at the community level.
9. Modern technology should be used for community based refresher courses and upgrading.
10. Encourage entrepreneurial expertise and private sector involvement of Native women.
11. Establish a Native women's business internship program.

ENABLING:

71

12. Support should be given by all levels of government to core funding of Native women's organizations.
13. Native women's resource centres should be established.
14. Financial institutions are needed which can respond to the economic resource needs of Native women.
15. Access to existing financial institutions needs to be facilitated.
16. Support should be given to Native women's organizing initiatives.
17. Native women should be adequately represented on boards, commissions, etc.
18. Funding to Native organizations should be conditional on adequate representation by Native women.
19. Economic programs should be developed to meet the needs of Native women.
20. Coordinated access should be improved to permanent civil service jobs for Native women.
21. Affirmative action programs should be expanded.
22. A proportion of funding within government programs should be targeted for Native women and be responsive to differing regional and local needs and circumstances.
23. Existing programs and policies should be reprioritized and resources redistributed to include benefits to Native women.
24. Present negotiations (e.g. land claims, devolution, communities achieving responsibility) should include specific reference to Native women.
25. Existing programs should be evaluated for their impact on Native women (e.g. Indian Act changes, NEDP, CJS, DRIE-ERD, IRDP, Special ARDA, Training initiatives, etc.) and modified accordingly.
26. Resource development project's hiring procedures should ensure that the population composition of the area in which they are located is reflected. This should include a percentage of jobs targeted for women.
27. Community based development projects need to be facilitated.

Native women make up 51% of the total Native population. They also make up 50% of the potential work force. The majority are under the age of twenty. They hold the responsibility of being the main breadwinners of the family and hold the lowest paying jobs.

There is a trend toward urban migration and self-determination in economic matters. Structural barriers which prevent the mobility of Native women away from poverty can be removed. Programs and policies must be based on community needs if they are to succeed.

Native women need training, relevant education, support services and access to economic opportunities. We must recognize the contributions that they have made to Canadian society and address their needs in a dignified way.

Guiding principles consistent with the United Nations Economic, Social and Cultural Organization and their forward looking strategies for women in "Equality, Development and Peace", should be reinforced.

1. Native women have the right to economic security.
2. Native women must have input in defining, initiating, designing, developing, implementing, managing and evaluating programs and service appropriate to their needs.

Aboriginal Business Women's Workshop on Economic Development & Task Force Hearings
On Their Own Initiative: Towards An Economic Development Strategy for Canada's Native Women.
Report to the Minister and the Advisory Board of the NEDP
1985

Adams, I; Cameron, W,; Hiel, B; Penz, R.
The Real Poverty Report, M. G. Hurtig Ltd, Edmonton, 1971

Clatworthy, S. J.
Institute of Urban Studies, University of Winnipeg

Native Housing Conditions in Winnipeg, 1981

DMIC Circumstances of Native People in Selected Metropolitan Centres in Western Canada, 1981

The Effects of Length of Urban Residency on Native Labour Market Behaviour, 1982.

The Demographic Composition & Economic Circumstances of Winnipeg's Native Population, 1980

The Effects of Education on Native Behaviour in the Urban Labour Market, 1981

Patterns of Native Employment in the Winnipeg Labour Market, 1981

Issues Concerning the Role of Native Women in the Winnipeg Labour Market, 1981

Clatworthy, S. J. & Hull, J.
Native Economic Conditions in Regina & Saskatoon
Institute of Urban Studies, University of Winnipeg, 1983

Falconer, Patrick
Urban Native Community Economic Development & NEDP's Element II: Problems, Prospects and Policies, Winnipeg, 1985

Fontaine, Janet
Women's Aboriginal Network Communication Study, Winnipeg, 1985

Hull, J.
Native Women and Work, Institute of Urban Studies, University of Winnipeg, March 1983
Statistics Canada, Census Division, 1981

Kirkness, V. J.

Education of Indians in Federal & Provincial Schools in
Manitoba
Dept. of Indian Affairs & Northern Development, Ottawa, 1979

The Shocking Truth About Indians in Text Books,
Manitoba Indian Brotherhood, Winnipeg, Man., 1977

Why Indian Children Fail in Provincial & Federal M. Ed.
Thesis, University of Manitoba, 1979

Lenton, S. D.

The Education of Indian Children, Long Plains, Dakota Plains,
Dakota Tipi Bands. Man. 1965-1979, Sept, 1979

National Council on Welfare

The Working Poor, Minister of Supply and Services Canada,
1981

Pawley, H.

Manitoba's Position on Economic Equality for Women
Province of Manitoba, Winnipeg, 1985.

Peters, Evelyn J.

Native Households in Winnipeg, Strategies of Co-Residence &
Financial Support
Institute of Urban Studies, University of Winnipeg, 1984.

Ross, David, P.

The Canadian Fact Book on Poverty 1983, The Canadian Council
on Social Development Series, James Lorimer & Co., Toronto
1983

Sealy, B.; Kirkness, V. J. eds

Indians Without Tipis. William Clark Ltd., Winnipeg, 1983

Special Senate Committee on Poverty

Poverty in Canada, Information Canada, 1971

United Nations

The United Nations and Humans Rights, New York, 1978

University of Guelph

Women and Development: Beyond the Decade; Guelph, Ontario,
1986

White, Pamela, M.

Native Women: A Statistical Interview
Social Trends Analysis Directorate, Dept. of Secretary of
State. Minister of Supply & Services, Ottawa, 1986

Young, D. (unpublished report)
Needs Assessment of the Native Elderly Population in
Winnipeg, Indian & Metis Senior Citizens Group of Winnipeg
Inc. Winnipeg, 1984

FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL LABOUR FORCE STRATEGY FOR WOMEN

Training Fund for Women

Introduction

For the past two years, discussions have been held concerning the economic status of women in Canada, by First Ministers as well as Status of Women Ministers. Women's economic issues have been placed on the agenda of First Ministers' Conferences, and indication that the socioeconomic inequities women face are receiving the level of attention required to achieve change.

Among Status of Women Ministers and senior officials, considerable effort has gone into identifying common barriers to women's economic equality and the policy components necessary to overcome those barriers. While this process has been valuable, proposed plans of action are in danger of seeking narrow solutions that do not address the broad context and complexity of the economic and social inequities experienced by women.

This statement therefore proposes an alternate plan of action, one which is in keeping with existing commitments to women's economic equality, respects the individual initiatives of each jurisdiction, and presents a feasible cost-shared arrangement in times of fiscal restraint.

Training Fund for Women

A federal-provincial Training Fund for Women is proposed, which would be created by re-deployment of existing funds, and would be developed and directed by a broadly-based consultation process between governments and those sectors of the community that have developed expertise in the area of women's training issues. Examples of the latter are women's counselling and support agencies, post-secondary institutions, and private training agencies.

The components of the Fund, which are outlined generally below, would be structured to deal directly with the barriers to training that have been identified by the discussion paper "Towards a Labour Force Strategy: An Action Plan for Training".

Socioeconomic Supports

- * Improved training allowances to a level suitable for women with dependents.
- * Bridging programs to fill the gap between periods of receiving full assistance and achieving complete financial self-sufficiency.
- * Subsidies for special pilot projects such as workplace language training for immigrant women, "internship" programs for women interested in non-traditional occupations, or "mentor" programs.
- * Counselling and support services for women seeking non-traditional training.
- * Regional distribution of programs and funds to assist northern and rural women.
- * Opportunities for underemployed women and those needing re-training to keep jobs skills competitive on a long-term basis.
- * Affirmative action and pay equity policies to address current inequities and imbalances in the paid labour force.
- * Flexible, affordable, quality day care services are a crucial component of any training policy for women.

Structural Supports

- * Removal of unemployment criteria in order to allow underemployed women to qualify for skills training and upgrading programs.
- * Travel subsidies for women in rural and northern areas
- * Targetted support for women in other economic agreements such as ERDA (Economic Regional Development Agreements)
- * Accreditation standards and portable credits for all training programs.
- * Emphasis on long-term generic skills investment as opposed to strictly market-driven demand
- * Targetting of funds for public post-secondary institutions and non-commercial agencies with a history of expertise and involvement in women's training issues
- * Development of options such as part-time training, module training and distance education to provide a wide range of opportunities to women in diverse situations.

Process of Implementation

Many public, private, and community agencies have developed considerable expertise in the area of training for women. This knowledge and experience must be utilized in the development and implementation of a Training Fund for Women. Therefore, the input of provincial government, post-secondary institutions, women's groups, and the above-described agencies is crucial to this process.

Monitoring and assessment procedures are an important part of maintaining an effective and responsive policy effort such mechanisms must be put in place and regular assessments scheduled.

Although a Training Fund for Women would represent a major intergovernmental policy initiative towards labour force equality, it must be remembered that training is only one component of a strategy to achieve true economic equality for women. While working towards specific goals around training, government must also keep in mind the total context of the issue and the broad range of legislative and attitudinal changes that will be necessary to achieve equality for women and men.

CA1
Z 2
C 52

DOCUMENT 800-22/032

Gouvernement
du Manitoba

Manitoba

LA POSITION DU MANITOBA
SUR
L'ÉGALITÉ ÉCONOMIQUE DES FEMMES

L'Honorable Howard Pawley
Premier ministre du Manitoba

CONFÉRENCE ANNUELLE DES
PREMIERS MINISTRES

Vancouver (Colombie-Britannique)
20 et 21 novembre 1986



LA POSITION DU MANITOBA
SUR
L'ÉGALITÉ ÉCONOMIQUE DES FEMMES

L'Honorable Howard Pawley
Premier ministre du Manitoba

Conférence annuelle des
Premiers ministres

Vancouver (Colombie-Britannique)
20 et 21 novembre 1986

LA POSITION DU MANITOBA
SUR
L'ÉGALITÉ ÉCONOMIQUE DES FEMMES

TABLE DES MATIÈRES

I	Introduction	1
II	La situation économique des femmes.....	2
	Apports de revenu familial	4
	Distribution moyenne du revenu par sexe et groupe d'âge	4
	6
III	Initiatives actuelles au Manitoba	6
	1. Soins des enfants	6
	2. Création d'emplois	7
	3. Égalité de rémunération et action positive	7
	4. Éducation et formation	9
	9
IV	Plan d'action national	9
	1. Création d'un nombre suffisant de garderies offrant des services de qualité à prix abordable	10
	2. Adoption de mesures exécutoires en matière d'égalité salariale et d'action positive	11
	3. Création d'emplois	11
	4. Élaboration d'une politique de formation adaptée aux besoins des femmes	11
	11
V	Conclusion	11

Annexes

A.	Principes d'une politique d'égalité économique des femmes - Document déposé par le Premier ministre Howard Pawley à la Conférence des Premiers ministres tenue à Regina en février 1985	13
B.	Document déposé à la Conférence des Premiers ministres tenue à Halifax - Un cadre pour l'égalité économique des femmes au Canada	14
C.	Pour un programme national de garderie - La Loi canadienne sur les garderies et les services d'aide à la famille	29
D.	Le Manitoba souhaite qu'on tienne des pourparlers exhaustifs sur la garde d'enfants - Le 13 novembre 1986	38
E.	Stratégie élaborée par le Manitoba en ce qui concerne la main-d'oeuvre féminine - Cinquième Conférence annuelle des ministres responsables du statut de la femme - Juin 1986	40
F.	Les femmes autochtones et le développement économique - Cinquième Conférence annuelle des ministres responsables du statut de la femme - Juin 1986.....	62
G.	Stratégie du gouvernement fédéral, des provinces et des territoires pour promouvoir l'égalité des femmes sur le marché du travail - Fonds de formation pour les femmes	88

1 INTRODUCTION

La situation économique des femmes est à l'ordre du jour des Conférences des premiers ministres depuis plus de deux ans. Au cours de la dernière campagne électorale fédérale et depuis son élection, le Premier ministre, monsieur Mulroney a indiqué son intention d'inclure la question des femmes à l'ordre du jour des conférences des premiers ministres. Au cours de la même période, les ministres chargés de la condition féminine ont présenté diverses recommandations aux premiers ministres du Canada, afin de concentrer les discussions sur les moyens d'assurer l'égalité économique des femmes.

À la Conférence des Premiers ministres de Regina, en février 1985, il avait été prévu d'étaler les discussions sur la question des femmes sur tout l'ordre du jour, plutôt que d'en faire un point distinct. Les Premiers ministres ont fait des déclarations sur les intérêts des femmes. Le Premier ministre du Manitoba, monsieur Pawley, a déposé sept principes politiques visant à assurer l'égalité économique des femmes (voir l'annexe A).

À Regina, aucune attention particulière n'a été accordée à l'impact des politiques sur les femmes. Les rencontres et les discussions des ministres et des hauts fonctionnaires chargés de la condition féminine qui ont suivi ont mené à cette recommandation: qu'à l'ordre du jour de la Conférence des Premiers ministres, tenue en novembre 1985 à Halifax, il y ait un point portant précisément sur les femmes, et que la question des femmes soit intégrée à d'autres points à l'ordre du jour.

Lors de la conférence de Halifax, les Premiers ministres ont endossé un document recommandé par les ministres à la condition féminine : Cadre de travail visant l'égalité économique des femmes (voir l'annexe B). Ce document contenait une version révisée des sept principes du Manitoba visant l'égalité économique des femmes et recommandait qu'une stratégie visant l'égalité de la main-d'oeuvre devienne un secteur de future coopération intergouvernementale. Le Manitoba avait de fortes réserves quant au contenu et au processus du document, mais après quelques révisions et afin de parvenir à un consensus, il a accepté d'endosser le document.

En préparation de la Conférence des Premiers ministres qui doit se tenir à Vancouver en novembre 1986, les ministres à la condition féminine ont essayé de produire un document accepté par tous, intitulé Towards a Labour Force Strategy: A Framework for Training for Women. Le Manitoba a choisi de ne pas endosser ce document, non à cause de ce qu'il contenait, mais à cause de ce qu'il ne contenait pas.

Le Manitoba déplore que la portée de ce document soit trop restreinte : la formation en est le sujet principal, presque à l'exclusion de tout autre type de politique. Cette concentration sur la formation manque particulièrement de crédibilité, étant donné les réductions fédérales en matière de financement direct de la formation, qui représentent une perte cumulative sur trois ans de presque 18 millions de dollars pour le Manitoba seulement.

De plus, le document fait à peine mention de l'importance de l'accessibilité des services de garde. Puisque les femmes ne peuvent assumer ce rôle qui leur revient de contribuer à l'économie canadienne que si les garderies sont entièrement accessibles à toutes, ces services doivent être vus comme un élément essentiel de la stratégie de la main-d'oeuvre pour les femmes.

Il faut un plan d'action significatif pour mettre en application les engagements et les stratégies formulés dans le document de la Conférence des Premiers ministres tenue à Halifax en 1985. Pour garder leur crédibilité auprès des Canadiennes, les premiers ministres doivent passer à l'action, et non pas reprendre les mêmes évaluations du statu quo suivies de changements infinitésimaux de politique dans un contexte limité.

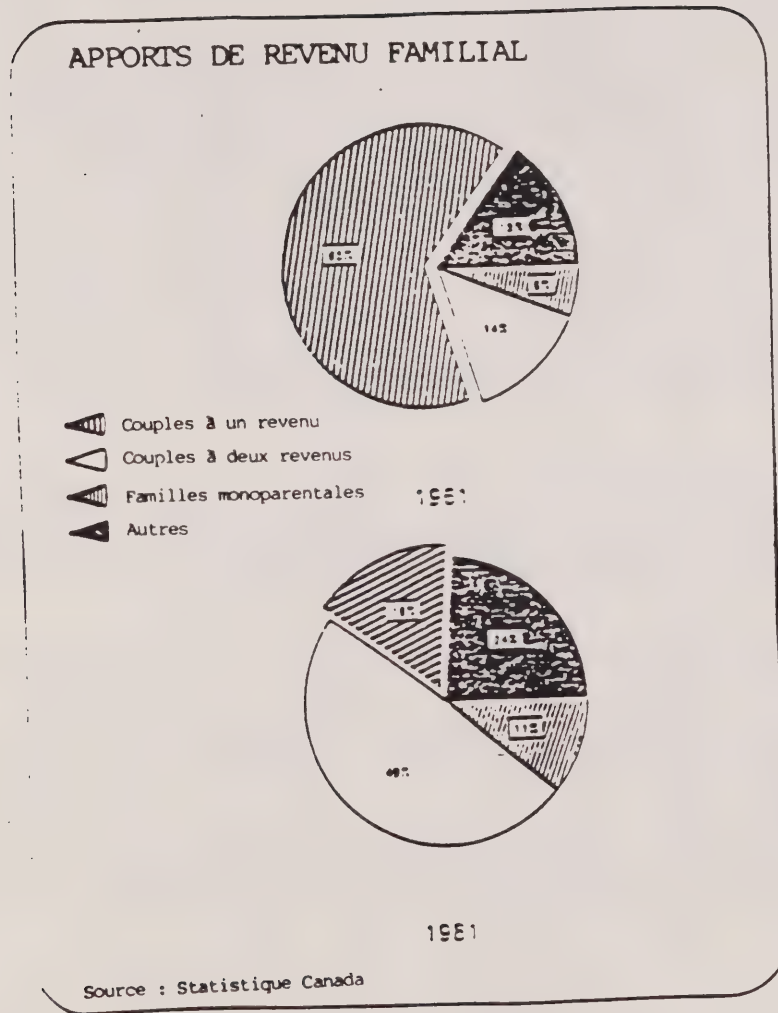
À cette fin, le Manitoba soutient que si l'on veut parvenir à l'égalité économique des femmes, la stratégie de la main-d'oeuvre doit comprendre, au moins, les quatre conditions préalables suivantes:

1. Services de garde accessibles, abordables et de qualité
2. Création d'emplois
3. Politiques d'égalité des salaires et d'action positive exécutoires et dont il faudra rendre compte.
4. Politique d'éducation et de formation efficaces répondant aux besoins des femmes.

II LA SITUATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES

La structure de l'économie et de la main-d'oeuvre canadiennes a changé énormément au cours des dernières décennies, particulièrement pour ce qui a trait à l'accroissement considérable des taux de participation de la main-d'oeuvre. Cependant, de nombreux économistes, politiciens et organismes directeurs se cantonnent dans le passé, planifiant en fonction d'une main-d'oeuvre et d'un "travailleur type" qui n'existent plus. La figure 1 montre l'accroissement incroyable des couples à deux revenus entre 1961 et 1981.

Figure 1



En deux décennies seulement, la cellule familiale traditionnelle, formée de l'époux au travail et de l'épouse au foyer, est passée de 65 % à 16 % de l'ensemble des familles canadiennes. Le nombre de familles monoparentales a doublé et les familles à deux revenus ont plus que triplé.

Telle est la situation actuelle de la plupart des familles canadiennes, mais la politique canadienne de la main-d'oeuvre est encore axée sur la famille et la main-d'oeuvre d'il y a vingt ans. Les résultats de cette attitude sont bien démontrés et c'est sur la vie des femmes que ces incohérences ont le plus grand impact.

Les femmes sont généralement considérées comme apportant un revenu d'appoint ou ne demeurant pas sur le marché du travail, en dépit du fait que la plupart des femmes travaillent pour les mêmes raisons que les hommes, pour assurer leur subsistance et celle de leur famille. Le cantonnement dans des attitudes stéréotypées persiste, pour ce qui a trait au type de travail qui "convient" aux femmes, de sorte que les ghettos professionnels occupés par les femmes sont plus vastes et mal payés qu'il n'y a jamais. La figure 2 illustre certaines des conséquences économiques. En 1984, le revenu moyen d'une femme avec un enfant aurait réussi à se hisser jusqu'au seuil de la pauvreté pour une famille de deux personnes, seulement au cours des meilleures années. Les femmes approchant l'âge de la retraite ont également subi une forte diminution de leur revenu, qu'elles récupéreront seulement lorsqu'elles seront admissibles aux prestations de retraite.

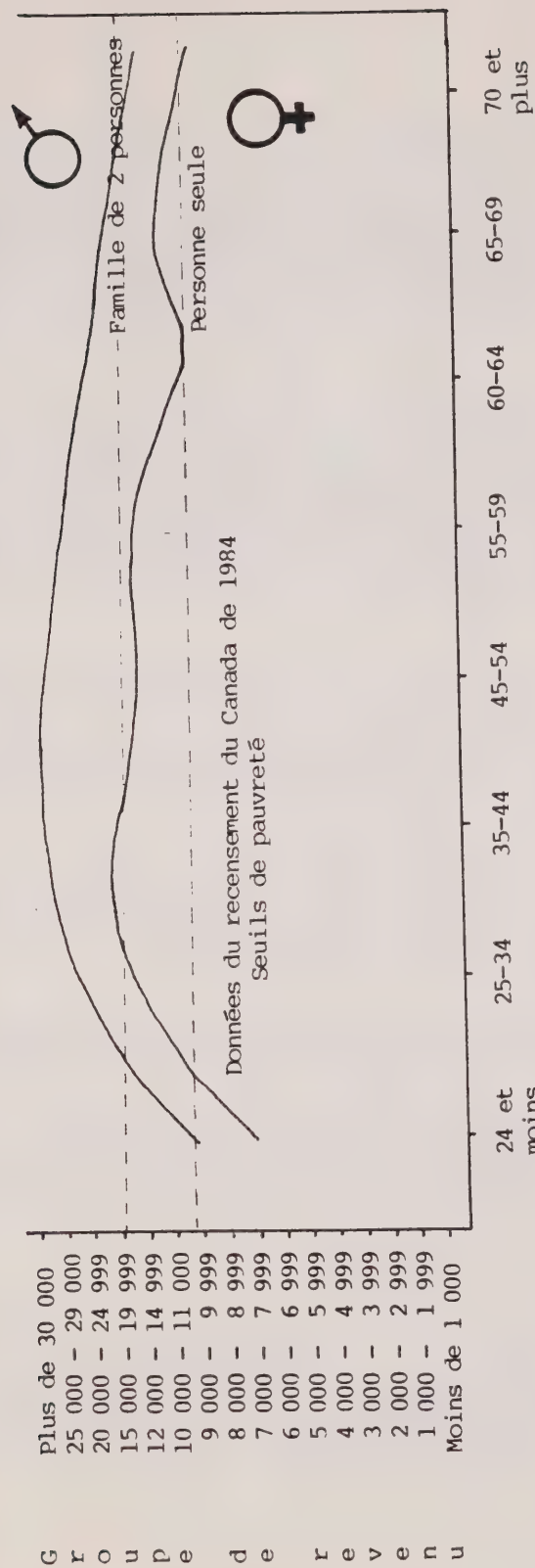
Le nombre croissant de femmes chefs de famille et de femmes âgées vivant seules indique que si ces tendances à la pauvreté et aux restrictions ne sont pas combattues par des mesures intergouvernementales décisives et coordonnées, une grande proportion de Canadiennes auront une position de plus en plus marginale dans la vie socioéconomique du pays.

On a raison de voir dans la formation un facteur crucial de l'amélioration de la situation de bien des femmes, celles qui n'ont pas d'emploi, dont les capacités sont sous-utilisées, qui ont besoin de recyclage ou qui veulent avoir accès à des emplois plus gratifiants et mieux payés. Toutefois, le Manitoba croit qu'afin d'être efficace, une stratégie intergouvernementale de la main-d'oeuvre pour les femmes doit s'attaquer à quatre secteurs principaux:

1) soin des enfants 2) création d'emplois, 3) égalité de rémunération et action positive et 4) éducation et formation. La formation n'est qu'un élément de cette stratégie.

Figure 2

Distribution moyenne du revenu par sexe et groupe d'âge
Canada, 1984



Source : Statistique Canada

III INITIATIVES ACTUELLES AU MANITOBA

Au Manitoba, la coordination des efforts en vue de la mise en oeuvre de politiques pertinentes dans ces quatre domaines a démontré qu'il était possible d'accomplir des progrès considérables dans un temps relativement court, s'il existe une volonté politique d'apporter des changements réels et durables.

1. Soin des enfants

Depuis son arrivée au pouvoir en 1981, le gouvernement du Manitoba est intervenu dans de nombreuses sphères d'activité pour améliorer la quantité, la qualité et l'accessibilité des soins aux enfants dans la province. Le budget affecté aux soins aux enfants a triplé pour atteindre près de 24 millions de dollars, chiffre plutôt impressionnant compte tenu du fait que la population du Manitoba dépasse à peine un million d'habitants. Cette augmentation considérable des fonds a permis :

- a. d'élèver les subventions d'entretien destinées aux garderies de façon à ce qu'elles dépassent de 94 % les subventions accordées en 1981;
- b. d'augmenter de 71 % la partie du coût quotidien qui est subventionnée et de maintenir un coût maximum qui peut être demandé à tout parent dont l'enfant est inscrit dans une garderie financée par la province;
- c. d'augmenter de moitié le nombre de places financées;
- d. de remettre aux garderies de jour, au nom de 1 000 travailleurs spécialisés, une subvention visant à augmenter les salaires s'élevant à 2 300 \$ par année, par travailleur; et
- e. d'intégrer efficacement 200 enfants souffrant d'une déficience mentale ou physique en accordant une aide financière et des ressources aux garderies et aux centres d'accueil de jour.

La Loi sur les garderies d'enfants a été adoptée en octobre 1983. Elle édictait des normes concernant la compétence du personnel, la qualité des programmes et les installations matérielles. Elle a été élaborée après consultation des parents et des intervenants dans le secteur du soin des enfants.

Grâce au Programme de formation des travailleurs des services à l'enfance propre au Manitoba, les travailleurs des services à l'enfance ont pu accroître leurs compétences sans être contraints d'abandonner leur emploi pour retourner à l'école. Une subvention de près de 1,2 million de dollars prélevée sur le fonds de soutien à l'emploi a permis de supporter les coûts d'un stage de formation en soin des enfants d'une durée maximale de 8 semaines suivie par 500 travailleurs de même que les salaires des

employés recrutés pour remplacer les stagiaires afin que les ratios enfants-travailleur des services à l'enfance soient maintenus au même niveau durant les stages. De nombreuses garderies ont été construites, rénovées ou agrandies grâce à des programmes faisant appel au fonds de soutien à l'emploi comme le Programme atouts communautaires du Manitoba. Ces initiatives liées à la politique générale du gouvernement ont apporté un soutien considérable aux efforts constants qui sont faits dans le but de rétrécir l'écart entre l'offre et la demande de services de garde de jour qui caractérise toutes les provinces du Canada.

Bien que le Manitoba soit à l'heure actuelle le chef de file dans le domaine du soin des enfants, le gouvernement de cette province se préoccupe des normes nationales relatives à la qualité, à l'accessibilité et au financement des services. Par conséquent, le ministre des Services communautaires a proposé au gouvernement fédéral un modèle de la Loi canadienne sur les garderies et les services d'aide à la famille dans le but de faciliter ainsi les interventions du gouvernement fédéral.

2. Création d'emplois

Créé en février 1983, le Fonds de soutien à l'emploi était la première étape dans la stratégie visant à assurer le développement et le relèvement économique à long terme de la province. Il a d'abord servi à créer des emplois dans l'immédiat et à stimuler de façon générale l'économie de la province, particulièrement l'industrie de la construction, qui a été durement touchée par la récession et qui donne naissance à d'autres activités importantes quand elle est en pleine activité. De la création d'emplois à court terme et de la réalisation de projets d'investissement, l'objectif du Fonds de soutien à l'emploi est ensuite devenu le développement économique à long terme dans des secteurs précis de l'économie.

Des programmes de subventions salariales ont permis de créer des centaines d'emplois temporaires et permanents et ont fourni des possibilités de formation à un nombre à peu près égal d'hommes et de femmes dans divers secteurs. Dans sa politique en matière de technologie, le gouvernement provincial souligne également l'importance des divers aspects de l'adaptation des femmes aux changements technologiques dans le lieu de travail. Le gouvernement du Manitoba a mis sur pied un Centre d'innovation des lieux de travail dont le mandat est d'aider les travailleurs et les employeurs à faire face aux changements technologiques dans le lieu de travail.

3. Égalité de rémunération et action positive

Bien que ces deux questions soient souvent traitées séparément, le Manitoba estime que la réussite des initiatives ayant trait à l'égalité de rémunération est liée à la réussite des programmes d'affirmation

positive. La question de l'égalité de rémunération n'englobe pas le problème de la ségrégation professionnelle; les interventions regroupées sous la bannière de l'action affirmative ne combleront pas les écarts salariaux imputables à la perception selon laquelle les emplois occupés principalement par des femmes sont moins importants.

Le Manitoba applique le principe de l'égalité de rémunération dans toute la fonction publique. Il s'est doté d'une législation régissant l'application de ce principe, a établi des calendriers fermes de négociation et de mise en oeuvre et s'est engagé à débloquer les fonds nécessaires. La loi adoptée prévoit un mécanisme d'évaluation des emplois et de redressement des salaires. On s'attend à ce que cette loi profite surtout aux femmes occupant les emplois les moins rémunérés, par exemple les emplois dans le secteur du travail administratif.

Le programme a été mis en oeuvre dans les ministères et dans les sociétés de la Couronne depuis le 1^{er} octobre 1985. À compter du 1^{er} octobre 1986, il s'étendra aux organismes financés par le gouvernement comme les centres de soins de santé et les universités.

Le Bureau de contrôle d'égalité des salaires fournit aux secteurs public et privé aide et renseignements pour l'application du principe de l'égalité de rémunération, veille à ce que ce principe soit bien respecté et a le pouvoir de réclamer l'arbitrage si les négociations étaient rompues à un moment donné.

En 1983, le gouvernement et l'Association des fonctionnaires du Manitoba ont signé une déclaration dans laquelle ils s'engageaient à unir leurs efforts en vue d'élaborer et de mettre en oeuvre des programmes d'affirmation positive dans la fonction publique du Manitoba. On a engagé un coordonnateur des programmes d'action positive pour la province. Des comités d'action positive et des coordonnateurs de programmes d'action positive sont maintenant en place dans les ministères, des séminaires de formation sont organisés, des lignes directrices sont établies, des plans d'action triennaux ont été approuvés dans les ministères et des ressources financières et humaines ont été affectées.

En outre, le gouvernement du Manitoba a inclus dans le champ d'application de son programme d'action positive deux de ses principaux projets économiques, le Projet hydraulique de Limestone et l'accord de développement conclu avec les industries qui viennent s'établir sur le territoire de la province. Par l'intermédiaire du Bureau de placement et de formation du projet de Limestone, Hydro Manitoba s'est engagée à faire des efforts particuliers en vue de recruter des femmes au nombre des candidats au programme de formation. Les entreprises qui bénéficient de l'aide gouvernementale dans leur projets d'expansion sont priées d'élaborer et de mettre en oeuvre des plans d'action positive ainsi que d'atteindre certains objectifs précis en matière d'emploi.

La stratégie globale comprendra à la fois les politiques et les programmes en vigueur comme ceux qui ont été décrits ci-dessus et de nouveaux programmes et de nouvelles initiatives destinés au secteur privé touchant l'égalité de rémunération.

4. Éducation et formation

En avril 1984, le gouvernement du Manitoba a annoncé qu'il comptait réorganiser en profondeur le système d'éducation de la province à tous les niveaux : l'enseignement post-secondaire, les cours aux adultes et l'éducation permanente. Cette nouvelle stratégie à long terme en matière de formation, que l'on commence maintenant à mettre en oeuvre, devrait particulièrement avantager les femmes prenant soin de leurs enfants à la maison, celles qui occupent des emplois à temps partiels et celles qui habitent dans des régions rurales ou dans le nord de la province.

Le ministère de l'Éducation est également à mettre au point un programme de services intégrés de soutien des étudiants. Les services offerts ont pour but de faire en sorte que dans les groupes qui affichent traditionnellement des taux de fréquentation scolaire et d'obtention d'un diplôme plutôt faibles plus de gens entreprennent et achèvent des études postsecondaires. Les principaux groupes cibles sont les parents de familles monoparentales, les étudiants adultes, les métis et les Indiens non inscrits, les étudiants inscrits au cours de base pour adultes ainsi que les personnes qui ont cessé de fréquenter l'école depuis au moins trois ans. Ces services englobent des services de dépistage et de soutien préalables à l'admission liés notamment à l'orientation, au soin des enfants, aux cours particuliers ainsi qu'aux manuels et au matériel scolaire. Les collèges communautaires aident les femmes à rentrer sur le marché du travail en s'efforçant d'offrir de plus en plus de cours à temps partiel. Sont également offerts des programmes de perfectionnement des connaissances et d'exploration des carrières possibles comme les cours de préparation à un métier ou à l'utilisation d'une technique qui sont destinés aux femmes et les programmes qui visent particulièrement les femmes (par exemple l'introduction à l'électronique et à l'informatique).

Les femmes qui reçoivent une formation dans les collèges communautaires ont particulièrement besoin que soit mis au point un système d'acquisition des connaissances individualisé et fondé sur la compétence, qui prévoie le groupement des programmes d'étude en module, qui mette l'accent sur la formation générale et qui reconnaisse les programmes de formation non officielle et l'expérience. Ce système sera mis en oeuvre progressivement en utilisant de plus en plus l'ordinateur; il comprendra un réseau provincial d'apprentissage à distance, ce qui veut dire que les étudiants pourront suivre des cours à plein temps ou à temps partiel, sur le campus ou à l'extérieur du campus.

IV PLAN D'ACTION NATIONAL

De nombreuses études ont été faites sur la situation économique des femmes. Aucun élément susceptible d'apporter une solution au problème n'a été ignoré. À l'heure actuelle, les diverses mesures correctives font l'objet de nombreuses recherches et discussions. Nous savons quels efforts doivent être faits pour assurer l'égalité économique des femmes. Ce qui fait défaut, c'est la volonté, au niveau national, de nous engager résolument dans la voie de l'égalité.

Depuis deux ans, le Manitoba a présenté un certain nombre de propositions en vue de l'élaboration d'une politique nationale sur l'égalité. Si elles étaient mises en œuvre, elles présenteraient des avantages importants et durables pour les femmes et pour l'économie canadienne dans son ensemble.

1. Création d'un nombre suffisant de garderies offrant des services de qualité à prix abordable

Le problème posé par l'insuffisance criante du nombre de garderies au Canada est loin d'être réglé. On répète depuis des années déjà que la création de garderies est la condition sine qua non de l'égalité des femmes sur le marché du travail. Les structures de financement prévues pour ce service essentiel sont tout à fait dépassées et ne répondent absolument pas aux besoins des parents qui travaillent.

Depuis 1984, le gouvernement du Manitoba n'a cessé de demander l'intervention du gouvernement fédéral et il lui a proposé un modèle de loi canadienne sur les garderies et sur les services d'aide à la famille pour réorienter sa politique en matière de garderies (voir annexe C). Des études approfondies doivent être effectuées pour évaluer les besoins de manière que des services de qualité à prix abordable puissent être offerts à toutes les familles qui voudraient s'en prévaloir.

Dans l'élaboration d'une politique fédérale sur les garderies, il faudrait également réévaluer le régime fiscal ainsi que les ententes de partage des coûts conclues avec les provinces.

D'après les estimations produites à partir de subventions qui sont actuellement versées par le gouvernement fédéral, l'élargissement des services de garderie engagerait une dépense supplémentaire d'un peu plus de 60 millions. Il s'agit là d'une dépense très raisonnable compte tenu de l'importance des avantages qu'en retireraient les parents qui travaillent et leurs enfants et compte tenu des retombées économiques qui en résulteraient pour diverses industries de services.

Dans le mémoire qu'il a déposé devant le Comité spécial sur la garde d'enfants, le gouvernement du Manitoba a clairement défini les principes et les mesures qui doivent être retenus dans un plan d'action national sur les garderies. Les gouvernements doivent reconnaître que les garderies constituent un service essentiel et doivent assurer la création d'un nombre suffisant de garderies offrant des services de qualité à prix abordable.

2. Adoption de mesures exécutoires en matière d'égalité salariale et d'action positive

Les politiques envisagées dans le domaine de l'égalité salariale et de l'action positive sont des politiques distinctes mais complémentaires qui peuvent assurer des avantages considérables aux femmes dans la mesure où

elles sont exécutoires. La législation fédérale dans ces deux domaines doit être renforcée de manière à témoigner d'un engagement ferme vis à vis du principe de l'égalité des sexes. Les mesures de contrôle doivent aller au-delà du système de plainte que nous connaissons actuellement.

3. Création d'emplois

Le Canada doit adopter un plan à long terme de création d'emplois afin de suivre l'évolution de la conjoncture économique et du marché du travail. Un effort concerté doit être fait pour réduire les disparités régionales qui vont en s'accroissant et pour régler le problème de la pénurie d'emplois dans l'ensemble de l'économie, problème qui influe directement sur l'augmentation à long terme du chômage au Canada.

4. Élaboration d'une politique de formation adaptée aux besoins des femmes

À la Conférence annuelle de 1986 des ministres responsables du Statut de la femme, le gouvernement du Manitoba a déposé les deux mémoires suivants : Stratégies visant à surmonter les obstacles et les inégalités dans le monde du travail et Les femmes autochtones et le développement économique. Dans ces documents, nous avons proposé l'adoption de plans d'action conjointe dans plusieurs domaines. Les mesures concrètes qui y sont proposées réduiraient considérablement les difficultés des femmes. Plus récemment, nos hauts fonctionnaires ont proposé un plan d'action autre que le plan mis de l'avant par le gouvernement fédéral en matière de programmes de formation pour les femmes. Notre plan d'action repose sur la création d'un Fonds pour la formation des femmes. Ce fonds pourrait être constitué en procédant à une réaffectation des crédits existants et serait mis sur pied et géré au moyen d'un mécanisme de consultation entre des représentants des gouvernements et des groupes communautaires qui ont acquis de l'expérience dans le domaine de la formation pour les femmes (voir annexe G). Les usages auxquels le fonds sera destiné ont été choisis pour éliminer les obstacles à la formation définis dans le document de travail fédéral-provincial intitulé : Towards a Labour Force Strategy: An Action Plan for Training.

V Conclusion

Comme en font foi les documents précités, le Manitoba propose depuis longtemps déjà d'apporter des changements aux politiques et d'adopter des mesures novatrices pour redresser le déséquilibre dans la situation économique des hommes et des femmes. Pour régler le problème, il ne suffit pas de placer la question de l'égalité économique des sexes dans les priorités nationales. Il faut définir un programme d'action concret puis le mettre à exécution.

Le Canada ne peut pas continuer d'ignorer les injustices économiques fondamentales qui existent dans notre société ni se contenter d'appliquer une politique du petit à petit pour les éliminer. Le gouvernement du Manitoba croit que la situation peut être corrigée dans la mesure où il y

a une volonté politique dans ce sens et où l'on consacre les ressources et les efforts nécessaires à l'élaboration d'un plan d'action concerté. Le Manitoba s'empressera d'appuyer tout plan d'action national comprenant les éléments suivants : 1) création d'un nombre suffisant de garderies offrant des services de qualité à prix abordable; 2) adoption de mesures exécutoires en matière d'égalité salariale et d'action positive; 3) création d'emplois; et 4) élaboration d'une politique de formation adaptée aux besoins des femmes. Vu l'importance de cette question, nous ne pouvons nous satisfaire de rien de moins qu'un plan d'action global.

Annexe A

PRINCIPES D'UNE POLITIQUE D'ÉGALITÉ ÉCONOMIQUE DES FEMMES

Document déposé par le Premier ministre Howard Pawley à la Conférence des Premiers ministres tenue à Régina en février 1985.

1. La coordination des efforts et des engagements à l'échelle nationale est nécessaire pour que soit atteint l'objectif de l'égalité économique des femmes.
2. L'égalité économique des femmes profite à l'ensemble de la population canadienne, et non pas seulement aux femmes.
3. On ne peut dissocier les questions liées aux femmes des questions économiques.
4. Il importe de mesurer les conséquences des décisions économiques sur les femmes.
5. Le problème de l'inégalité des sexes doit être envisagé de la même manière que celui des disparités régionales.
6. Les coûts et avantages du développement économique doivent être répartis de manière équitable.
7. Le gouvernement s'est vu confier la responsabilité et le mandat clair d'intervenir pour assurer l'égalité économique des femmes dans les recommandations du rapport de la Commission royale Abella.

Annexe B

CONFÉRENCE ANNUELLE
DES
PREMIERS MINISTRES

UN CADRE POUR L'ÉGALITÉ ÉCONOMIQUE
DES FEMMES AU CANADA

Halifax
Les 28 et 29 novembre 1985

Avant-propos

Le présent document a été communiqué par les ministres responsables du statut de la femme aux premiers ministres du Canada, en prévision du débat sur l'égalité économique des femmes qui est à l'ordre du jour de la Conférence des premiers ministres de novembre 1985. Son objet est de fournir un cadre à cette discussion et de proposer un certain nombre de mesures conjointes qui pourraient beaucoup aider à améliorer la situation des canadiennes sur le marché du travail.

Les ministres responsables du statut de la femme sont d'avis que les mesures axées sur la promotion de l'égalité économique des femmes profiteront non seulement aux Canadiennes, mais aussi à l'ensemble des Canadiens. Les ministres estiment également que les gouvernements pourront mieux s'acquitter de leurs engagements dans ce domaine par des actions communes.

TABLE DES MATIÈRES

Page

Avant-propos

- I. Un portrait des femmes dans la population active du Canada
- II. Un cadre pour l'égalité économique des femmes
- III. L'égalité sur le marché du travail : la clé de la pleine intégration à l'activité économique
- IV. Les avantages économiques des mesures axées sur l'égalité
- V. Une stratégie pour l'égalité en matière d'emploi
- VI. La concrétisation des engagements

I. UN PORTRAIT DES FEMMES DANS LA POPULATION ACTIVE DU CANADA

La situation des Canadiennes sur le marché du travail a beaucoup évolué au cours des décennies de l'après-guerre. Les principales tendances observées sont les suivantes.

Progression régulière des taux d'activité

Le taux d'activité des femmes âgées de 20 à 64 ans est passé de 31 % en 1961 à 63 % en 1984; à titre de comparaison, le taux d'activité des hommes du même groupe d'âge s'établissait à 89 % en 1984. Aujourd'hui, les femmes forment 43 % de la population active du Canada, comparativement à 27 % en 1961.

Changement de la taille de la famille

Un des facteurs qui a contribué à l'augmentation rapide du taux d'activité chez les femmes est la diminution de la taille de la famille. En effet, le nombre moyen de naissances par femme est tombé de 3,8 en 1969 à seulement 1,7 en 1982.

Hausse des niveaux d'instruction

En 1962, les femmes comptaient pour 31 % des étudiants inscrits au premier cycle des universités. En 1983, plus de la moitié (52 %) du total des étudiants du premier cycle universitaire était des femmes.

En 1961, seulement 2 % des femmes âgées de 25 à 34 ans possédaient un diplôme universitaire. En 1983, cette proportion était passée à 14 %. En 1983, 17 % des hommes du même groupe d'âge étaient titulaires d'un diplôme universitaire.

Entrée des femmes dans les domaines d'étude traditionnellement réservés aux hommes

En 1983, les femmes représentaient 42 % des étudiants inscrits en médecine, comparativement à 10 % en 1961; 44 % des étudiants inscrits en droit, comparativement à 5 % en 1961; 43 % des étudiants des domaines de l'administration et du commerce, comparativement à 7 % en 1961; et 17 % des étudiants du génie et des sciences appliquées, comparativement à moins de 1 %, en 1961.

De plus en plus d'entreprises lancées par des femmes

La proportion des femmes qui se lancent en affaires a augmenté au point que le Bureau de la petite entreprise estime que 67 % des nouvelles petites entreprises sont établies par des femmes. Le taux de réussite des entreprises dont le propriétaire est une femme est évalué à 47 %, comparativement à 25 % chez les hommes.

Malgré ces progrès importants, certains aspects de la situation des femmes sur le marché du travail sont demeurés relativement stables.

Écarts de salaire

En 1982, le revenu moyen des Canadiennes travaillant à plein temps toute l'année représentait 64 % du revenu moyen des Canadiens travaillant dans les mêmes conditions. En 1961, la proportion s'établissait à 59 %. Ces salaires plus bas se traduisent par une moyenne d'avantages sociaux moins élevée, particulièrement dans le cas des prestations gouvernementales liées à la rémunération comme l'assurance-chômage, l'indemnisation des accidents du travail et le RPC/RRQ.

Ségrégation professionnelle

En 1961, 62 % des femmes étaient concentrées dans trois catégories professionnelles : le travail administratif, la vente et les services. Près de 25 ans plus tard, 60 % des femmes sur le marché du travail se trouvent encore reléguées dans ces trois mêmes catégories, par rapport à une proportion de 26 % chez les hommes. Les femmes qui occupent un poste de gestion et de direction dans l'entreprise privée ou le secteur public demeurent une minorité.

Ces statistiques montrent clairement que malgré leur activité croissante sur le marché du travail - tant à titre d'employées qu'à titre d'entrepreneures - et en dépit du pas de géant qu'elles ont fait dans l'acquisition de la formation, de l'expérience et des compétences nécessaires, la plupart des Canadiennes ne bénéficient pas encore pleinement de l'égalité en matière d'emploi.

Si l'on se fonde sur l'indicateur le plus concluant de tous - la rémunération - la situation des femmes s'est à peine améliorée depuis vingt-cinq ans. Comme l'écart de salaires a persisté malgré l'évolution de l'activité des femmes, on ne peut s'attendre, aujourd'hui plus qu'hier, à ce que cet écart disparaisse tout seul.

II. UN CADRE POUR L'ÉGALITÉ ÉCONOMIQUE DES FEMMES

Étant donné la persistance des inégalités de revenu et le fait que le problème ne semble pas se régler de lui-même, les ministres responsables du statut de la femme ont souscrit à la déclaration suivante, le 17 octobre, dans l'espoir de constituer un cadre pour l'analyse de la question de l'égalité économique des femmes.

L'adhésion à cette déclaration est l'occasion de réaffirmer l'engagement à l'égard de l'égalité économique des femmes et de faire savoir à tous les Canadiens qu'il s'agit pour tous les gouvernements d'un objectif prioritaire.

Nous, les ministres canadiens responsables du statut de la femme, réaffirmons que nos gouvernements provinciaux sont décidés à appliquer la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

Nous appuyons en outre l'objectif précis d'une participation pleine et équitable des femmes à l'économie canadienne en affirmant que :

1. les questions qui concernent l'égalité des femmes sont principalement des questions économiques;
2. l'égalité économique des femmes présente des avantages à la fois pour les femmes, le Canada, les provinces et les territoires;
3. les décisions à caractère économique doivent être prises en tenant compte des répercussions tant sur les femmes que sur les hommes;
4. dans l'élaboration des stratégies visant à assurer l'égalité économique des femmes, les gouvernements peuvent consulter le secteur public dans son ensemble et, au besoin, le secteur privé.

En reconnaissance de la nécessité d'une action concertée pour que les gouvernements puissent s'acquitter de leur devoir d'assurer l'égalité économique des femmes, nous, les ministres responsables du statut de la femme, nous engageons au nom des gouvernements que nous représentons à poursuivre l'objectif de l'égalité économique des femmes au Canada.

III. L'ÉGALITÉ SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL : LA CLÉ DE LA PLEINE INTÉGRATION À L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Une des conditions clés de l'égalité économique des femmes est l'égalité sur le marché du travail. Brièvement, cela suppose que les femmes ont un

accès égal à l'emploi, qu'elles reçoivent le même traitement et le même salaire et qu'elles bénéficient des mêmes possibilités, des mêmes conditions de travail et des mêmes avantages liés au travail.

En dépit des restrictions budgétaires, tous les gouvernements ont pu se pencher sur un ou plusieurs aspects des politiques influant sur l'égalité des femmes sur le marché du travail et des progrès considérables ont été réalisés à plusieurs égards. Mais il reste encore beaucoup à faire. Selon la question en cause, les gouvernements ont choisi d'agir seul ou de collaborer avec d'autres lorsque le sujet exigeait la concertation des efforts. Les mesures prises dans l'avenir devront nécessairement être conformes aux objectifs généraux de chaque gouvernement en matière d'économie, de fiscalité et de programmes sociaux.

Comme le faisait remarquer M^{me} la juge Abella dans son rapport intitulé Égalité en matière d'emploi, pour juger de l'équité d'un système, il faut en analyser les résultats. Les résultats inégaux que produit notre système économique pour les femmes au travail montrent que, bien qu'elles aient reçu l'assurance de la pleine égalité juridique, des obstacles systémiques continuent de les empêcher d'avoir l'égalité économique. Pour éliminer ces obstacles, il est nécessaire que les gouvernements prennent des mesures correctives.

Dans leur tentative d'assurer l'égalité sur le marché du travail, les gouvernements ont adopté des orientations diverses selon les priorités et les objectifs de chacun. Les politiques adoptées sont très diverses, chaque gouvernement ayant abordé la question dans une perspective différente. Au cours de leur réunion, le 17 octobre, les ministres responsables du statut de la femme ont reconnu l'importance de la collaboration intergouvernementale permanente pour atteindre l'objectif de l'égalité, étant donné l'expérience acquise par chaque gouvernement et la vaste gamme de mesures possibles.

Pour assurer l'égalité des femmes sur le marché du travail, les gouvernements ont retenu diverses politiques ou programmes dont les suivants.

Programmes de formation professionnelle Ces programmes peuvent permettre aux femmes d'acquérir les aptitudes nécessaires pour exercer des professions non traditionnelles, s'adapter à la technologie nouvelle et aux transformations structurelles de l'économie, améliorer leur situation ou retourner au travail.

Éducation Il faut nécessairement constituer un matériel didactique qui ne soit pas entaché de sexisme et de stéréotypes pour ne pas décourager les filles et les femmes de poursuivre des activités et des carrières traditionnellement "réservées" aux hommes. Les attitudes transmises par les enseignants et les orienteurs sont aussi très importantes à cet égard.

Garderies L'accès à de bonnes garderies permet aux parents de travailler sans avoir à se préoccuper des soins que reçoivent leurs enfants et sans les interruptions qui se produisent souvent lorsque les services de garderie ne sont pas suffisants.

Congé de maternité Il permet aux femmes d'avoir des enfants sans être pénalisées par la perte de leur emploi.

Prestations de maternité Ces prestations réduisent le fardeau financier associé à la maternité et facilitent la rentrée des femmes sur le marché du travail après la naissance de l'enfant.

Congé parental La possibilité de prendre un congé parental contribue à un partage plus égal du soin des enfants entre les parents, de sorte qu'il est plus facile pour les mères d'avoir un emploi.

Action positive/égalité en matière d'emploi Ces programmes ont été créés pour que les femmes qualifiées reçoivent un traitement égal lorsqu'elles posent leur candidature à un emploi ou demandent de suivre des cours de formation.

Lois garantissant un salaire égal Tous les gouvernements au Canada ont adopté une loi à cet effet de sorte qu'il est illégal de verser différents salaires pour un travail identique ou similaire.

Parité salariale pour un travail de valeur égale Le principe de la parité salariale pour un travail de valeur égale permet de comparer des emplois qui peuvent être de valeur égale pour l'employeur d'un même établissement. Les emplois peuvent être comparés en fonction des aptitudes requises, de l'effort, des responsabilités et des conditions de travail.

Accès égal au crédit Le crédit est essentiel à la réussite de la plupart des petites entreprises. Les mesures permettant aux femmes d'avoir un accès égal au crédit amélioreront ainsi les perspectives des petites entreprises qu'elles établiront.

Avantages sociaux proportionnels pour les travailleurs à temps partiel L'adoption de lois en ce sens contribuerait à accroître le revenu des travailleurs à temps partiel, dont la plupart sont des femmes.

Prestations gouvernementales liées à l'emploi Puisque les femmes gagnent généralement moins que les hommes, les prestations qu'elles reçoivent du gouvernement en fonction du revenu, notamment les prestations d'assurance-chômage, les indemnités d'accident de travail et les prestations en vertu du RPC/RRQ, sont également moins élevées. Ces écarts pourraient être atténués par des modifications appropriées aux programmes.

Refonte des régimes de retraite Les prestations de retraite font partie du revenu global des travailleurs. L'adoption de lois convenables en matière de pension de retraite pourrait faire que les régimes seraient conçus de manière à tenir compte des besoins des femmes et de leur régime d'emploi particulier.

Mesures d'adaptation de la main-d'oeuvre L'adoption d'une politique bien formulée d'adaptation de la main-d'oeuvre est un moyen de faire en sorte que les coûts et avantages de l'adaptation soient répartis équitablement entre les femmes et les hommes.

Nominations Les administrations publiques peuvent prendre des mesures précises en vue d'augmenter le nombre de femmes désignées pour faire partie des organes décisionnels ainsi que de la magistrature, des organismes, des conseils et des commissions.

Services destinés aux femmes maltraitées L'inégalité économique et la dépendance qui en résulte sont les principales raisons pour lesquelles de nombreuses Canadiennes qui sont maltraitées ne sont pas en mesure de mettre fin à cette situation. Pour que les femmes puissent s'engager sur la voie de l'autonomie économique, il faut que des choix réels leur soient offerts.

Ces choix constituent le fondement sur lequel s'engageront la consultation et la concertation entre les administrations publiques, les entreprises, les syndicats, les associations féminines et les autres partenaires économiques.

IV. LES AVANTAGES ÉCONOMIQUES DES MESURES AXÉES SUR L'ÉGALITÉ

Comme elles réduiront les coûts réels de l'inégalité, les mesures que nous venons de décrire brièvement profiteront non seulement aux Canadiennes, mais à l'ensemble des Canadiens. Ces coûts comprennent notamment :

- la perte de productivité découlant du fait que les capacités des femmes sont sous-utilisées;
- les pertes de ressources financières subies par les femmes qui sont sous-employées ou sous-payées;
- les paiements de transfert versés aux femmes qui seraient financièrement indépendantes si leurs chances étaient égales à celles des hommes.

Les ministres responsables du statut de la femme sont convaincus que l'égalité en matière d'emploi aura une influence positive certaine sur l'économie. Il s'agit d'un argument convaincant qui s'ajoute donc au principe de justice sociale pour nous pousser à atteindre sans tarder cette égalité. Il est probable que les mesures prises en ce sens auront pour conséquence des gains nets : répartition plus efficace des ressources et diminution des paiements de transfert. En outre, une plus grande activité des femmes sur le marché du travail aura pour effet d'augmenter l'activité économique, car elle engendrera une demande accrue de biens et de services. Par ailleurs, les mesures comme la garde d'enfants et les prestations de maternité, qui visent à réduire le coût financier qu'assument aujourd'hui les femmes lorsqu'elles décident d'avoir des enfants, joueront en même temps un autre rôle, celui de développer notre ressource la plus précieuse pour l'avenir, nos enfants. Les femmes ne seront donc pas seules à tirer profit d'une plus grande égalité en matière d'emploi : toute l'économie en bénéficiera.

V. UNE STRATÉGIE POUR L'ÉGALITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI

Les sections qui précèdent ont donné un aperçu des options en matière de politique et de programmes que peuvent adopter les administrations publiques désirant améliorer la situation des femmes sur le marché du travail; la déclaration de principe proposée leur fournirait un cadre d'action.

Les gouvernements canadiens ont retenu diverses approches relativement à l'égalité économique des femmes et, selon l'approche retenue, ils ont mis en oeuvre des politiques et des programmes différents destinés à les rapprocher de ce but. Les ministres responsables du statut de la femme reconnaissent l'autonomie dont jouit chaque secteur de compétence en ce qui a trait à la formulation de ces politiques et ils sont conscients des conséquences que ces politiques ont sur les autres objectifs gouvernementaux. Ils savent également que la situation d'inégalité dans laquelle se trouvent les femmes sur le marché du travail est une réalité vécue dans toutes les régions du pays. C'est pourquoi ils proposent, pour réaliser l'égalité en matière d'emploi, une stratégie à deux volets.

a) Stratégie visant à faciliter l'accès des femmes au marché du travail

Il existe déjà des mesures possibles qui cadrent bien avec les projets de longue haleine. Il en est une qui est particulièrement importante, et c'est la formation. La formation et l'acquisition des compétences sont des facteurs critiques pour la réalisation de l'égalité en matière d'emploi. Ce sont les seuls moyens dont disposent les femmes pour améliorer leur situation sur le marché du travail. Les hommes comme les femmes en ont particulièrement besoin pour s'adapter à l'évolution des technologies et des structures industrielles.

Au Canada, les gouvernements investissent ensemble des ressources importantes dans les programmes de formation. Plusieurs de ces programmes, comme la Planification de l'emploi, comportent des objectifs concernant la participation des femmes. Il s'agit d'une première étape importante. Néanmoins, la proportion de femmes qui y participent est de loin inférieure à la proportion des femmes qui se trouvent sur le marché du travail. Il existe des programmes de formation où la place réservée aux femmes demeure largement inutilisée.

Certaines mesures ont déjà été prises pour remédier à ce problème endémique, mais il faudra poursuivre sur cette lancée. Des mesures énergiques s'imposent pour inciter les femmes à participer au programme de formation et de recyclage et pour assurer qu'elles reçoivent leur juste part des sommes consacrées à la formation.

Tous les gouvernements se sont engagés à améliorer l'accès à la formation pour les femmes. Les ministres responsables du statut de la femme ont accepté de travailler en collaboration avec les ministres responsables de la formation afin d'élaborer la stratégie nécessaire pour résoudre le problème de la sous-représentation des femmes. Pour ce faire, les ministres s'efforceront de faire en sorte que les objectifs établis pour la participation des femmes à tous les programmes de formation soient justes et appropriés et ils proposeront des mesures correctives précises permettant d'atteindre ces objectifs. Cela devrait

permettre de corriger rapidement le problème que pose la sous-représentation des femmes dans certains programmes de formation. En multipliant ces cours et en facilitant l'accès aux femmes, ces dernières pourront faire un premier pas vers l'égalité économique, avec le soutien et l'aide des gouvernements.

b) Une stratégie de collaboration à l'égard des mesures d'égalité en matière d'emploi

Les gouvernements reconnaissent qu'ils doivent travailler ensemble pour atteindre les objectifs d'égalité économique pour les femmes. Il leur faudra pour cela, concevoir des méthodes et des moyens appropriés.

En conséquence, les ministres responsables du statut de la femme, conjointement avec les ministres de l'Emploi ou du Travail, sauront mettre au point une stratégie et des mécanismes visant à faciliter la collaboration entre gouvernements sur des questions liées à l'égalité en matière de main-d'œuvre, dans le respect total des compétences respectives.

Nous avons eu un exemple de ce genre de collaboration à l'occasion des récentes discussions fédérales-provinciales sur la normalisation des lois relatives aux prestations de retraite, discussions qui ont entraîné l'adoption de politiques cohérentes et complémentaires par les différentes instances en cause. Il pourrait être bon de s'inspirer de ce modèle pour aborder d'autres questions liées à l'égalité économique des femmes.

Une autre question mentionnée à plusieurs reprises comme facteur critique pour la réalisation des objectifs d'égalité en matière d'emploi est celle du financement des services de garde d'enfants. Depuis que la majorité des mères canadiennes ayant des enfants âgés de moins de 16 ans sont sur le marché du travail, la question des services de garde d'enfants de qualité à prix abordable est devenue une considération importante pour les familles et pour la société. Le financement des services de garde d'enfants a été étudié par le groupe de travail Cooke

et par les ministres fédéraux, provinciaux et territoriaux. Le gouvernement fédéral a fait savoir que la question des services de garde d'enfants sera examinée par un groupe de travail parlementaire.

Si l'on réussissait à améliorer la qualité et à augmenter le nombre des services de garde d'enfants accessibles aux parents canadiens qui travaillent, ce serait un pas important vers la réalisation des objectifs d'égalité économique pour les femmes.

On a également fait observer que plusieurs gouvernements ont fait avancer le principe de l'égalité des salaires en reconnaissant que c'est un des éléments essentiels pour la réalisation de l'objectif d'égalité économique pour les femmes.

En outre, comme les politiques adoptées par les divers gouvernements pour faire avancer la cause de l'égalité en matière d'emploi diffèrent considérablement, un mécanisme intergouvernemental pourrait faciliter les échanges de renseignements sur l'efficacité des divers types de programme. Un tel mécanisme pourrait constituer une ressource valable en permettant à chaque gouvernement de profiter de l'expérience des autres lorsqu'il s'engage dans des discussions, dans des consultations et dans la formulation de politique, soit à l'intérieur de leur propre sphère de compétence ou avec d'autres gouvernements.

VI. LA CONCRÉTISATION DES ENGAGEMENTS

Tant qu'on n'aura pas exploité tout le potentiel des femmes, l'économie canadienne ne pourra donner son plein rendement. Tant qu'on n'aura pas surmonté les obstacles à un tel développement, les possibilités offertes à l'ensemble des Canadiens demeureront limitées.

Tous les gouvernements du Canada se sont engagés à atteindre les objectifs d'une réelle égalité économique pour les femmes. Même si l'on a fait de grands pas en ce sens, la lutte ne fait que commencer. Les efforts de tous les paliers de gouvernement seront nécessaires pour amener des changements réels et durables dans la situation économique des femmes. Avec leur appui, leur enthousiasme et leur engagement, ce but pourra être atteint.

ANNEXE C

POUR UN PROGRAMME NATIONAL DE GARDERIE

LA LOI CANADIENNE SUR LES GARDERIES ET LES SERVICES D'AIDE À LA FAMILLE

DOCUMENT DE TRAVAIL PROVISOIRE

GOUVERNEMENT DU MANITOBA

MURIEL SMITH

MINISTRE DES SERVICES COMMUNAUTAIRES

NOVEMBRE 1984

LOI CANADIENNE SUR LES GARDERIES ET LES SERVICES D'AIDE À LA FAMILLE

1. PRINCIPES GÉNÉRAUX

ATTENDU QUE le Parlement du Canada reconnaît que les familles forment la trame essentielle de la société canadienne;

ATTENDU QUE bien des parents canadiens ont besoin de l'aide des services communautaires pour soutenir et renforcer leurs familles;

ATTENDU QUE les parents de jeunes enfants profitent de plus en plus de la possibilité de conserver leur emploi ou de poursuivre leurs études pendant que leurs enfants sont encore jeunes;

ATTENDU QUE les garderies jouent un rôle important pour le soutien des familles canadiennes en aidant les parents à s'occuper du bien-être et de la santé de leurs jeunes enfants et de ce qui est nécessaire à leur développement;

ATTENDU QUE bon nombre de familles canadiennes ont aussi besoin qu'on les aide pour que leurs enfants aient accès à ce qui peut favoriser leur développement autant à l'extérieur qu'à l'intérieur de la famille;

ATTENDU QUE le Parlement du Canada souhaite encourager les provinces à développer des services de garderies et d'aide à la famille;

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, décrète une Loi à la contribution du Canada aux services de garderie et d'aide aux familles fournis par les provinces, qui se lit comme suit :

2. DÉFINITIONS

"Garderie" s'entend de tout service offert par un gouvernement provincial, un gouvernement municipal ou une agence autorisée, comme une coopérative parentale ou un groupe communautaire à but non lucratif, tel que spécifié dans la présente Loi et dans les règlements afférents, qui s'occupe de la garde et de la surveillance d'enfants sans être leurs parents, en excluant l'éducation, les services de bien-être ou de santé pour les enfants qui sont offerts en vertu d'une loi provinciale.

"Service d'aide à la famille" s'entend de tout service qui est offert par un gouvernement provincial, un gouvernement municipal ou une agence autorisée spécifiée dans la Loi et les règlements afférents, aux parents ayant des enfants dans l'intention de les aider à s'occuper du développement et des besoins d'ordre social de leurs enfants, et peut inclure les services de relève, les écoles pré-maternelles, les groupes de soutien des parents, les services de visite à domicile et d'auxiliaires familiales, les services de prêt de jouets ou d'autres services similaires, en excluant les services éducatifs et les services pour le bien-être et la santé des enfants offerts en vertu d'une loi provinciale.

3. OBJECTIF DE LA LOI

Cette Loi a pour objet d'encourager la mise sur pied de services de garderie et d'aide à la famille et d'établir les critères et les conditions qui doivent être remplis avant que des contributions du gouvernement fédéral puissent être versées pour des services de garderie et d'aide à la famille dispensés en vertu d'une loi provinciale. Le Gouverneur en conseil est autorisé à conclure avec les provinces des ententes de partage des coûts en vertu des termes et des critères précisés dans la présente Loi.

4. CRITÈRES RELATIFS AUX PROGRAMMES

Pour qu'une province soit admise à partager avec le gouvernement fédéral les coûts de services de garderie ou d'aide à la famille dispensés en vertu d'une loi provinciale, ledit service doit répondre aux critères suivants:

- a) Administration publique: Les services de garderie et les services d'aide à la famille doivent être administrés par le gouvernement provincial, par un gouvernement municipal ou par une agence autorisée comme une organisation sans but lucratif en accord avec les principes établis à l'article 1 de la présente Loi.
- b) Qualité des programmes: Les normes minimales pour l'octroi d'un permis à tout service de garderie ou d'aide à la famille doivent être établies par le gouvernement provincial dans des statuts ou des

règlements tenant compte des recherches et des connaissances actuelles en ce qui a trait aux niveaux les plus raisonnables et les plus appropriés de services pour les enfants, et lorsqu'ils s'appliquent aux services fournis, doivent comprendre des normes relatives aux effectifs minimum, aux titres de compétence des personnes qui forment ces effectifs et au nombre maximum d'enfants dans les groupes reçus dans les garderies, égalant ou dépassant les normes minimales fixées par les règlements afférents à la présente Loi.

- c) Accessibilité: Chaque province doit établir un plan pour fournir des services raisonnables de garderie aux résidents de la province, afin, en l'espace de dix ans, de pouvoir accueillir au moins 50% des enfants des parents qui sont absents du foyer pour étudier, travailler ou recevoir des soins médicaux ou des traitements de réadaptation; ce plan doit en outre prévoir des services d'aide à la famille suffisamment accessibles à tous ceux qui en font la demande.
- d) Limites des frais aux usagers: Chaque province doit limiter le montant du per diem chargé aux usagers des services de garderie ou d'aide à la famille à un maximum égal à une fois et demie le salaire horaire moyen payé par l'industrie dans cette province et prendre des dispositions pour assumer ces frais pour les familles à faible revenu de sorte que ces services soient offerts gratuitement à toute famille dont le revenu est inférieur à la moitié du salaire moyen payé dans l'industrie tel qu'établi par les règlements afférents à la présente loi.

- e) Appels: La province doit établir et maintenir une procédure efficace pour que les personnes directement affectées par des décisions d'agences provinciales autorisées en matière d'octroi ou de dispensation de services de garderie ou d'aide à la famille, de subventions ou de qualité de ces services puissent interjeter appel.
- f) Résidence: La province ne doit pas exiger une période de résidence dans la province comme condition d'admissibilité aux services de garderie ou d'aide à la famille.

5. CONTRIBUTIONS EN ESPÈCES DU GOUVERNEMENT DU CANADA

Les provinces qui établissent et administrent des services conformes aux critères énoncés à l'article 4 se verront remboursés le montant le plus élevé des deux possibilités suivantes:

- a) 50% des dépenses encourues par la province ou la municipalité pour tous les services de garderie et d'aide à la famille qui répondent aux critères énoncés dans l'article 4; OU
- b) un ratio du produit national per capita divisé par le produit provincial per capita tel que déterminé par le ministre de la Santé et du Bien-être, multiplié par 50% des dépenses provinciales ou municipales pour tous les services de garderie et d'aide à la famille qui correspondent aux critères énoncés à l'article 4, sans jamais dépasser 90%.

6. FONDS CANADIEN POUR LE DÉVELOPPEMENT DE RESSOURCES EN GARDERIES

Un fonds pour le développement de ressources en garderies est établi par la présente. Une somme totale de 20 \$ per capita est allouée par le fonds à chaque province pour couvrir les dépenses en capital nécessaires pour le développement ou la rénovation d'installations de garderie accessibles et de haute qualité ou pour en assurer d'autres façons la disponibilité. Ce fonds sera utilisé au cours des dix années qui suivront la proclamation de la présente Loi.

7. FONDS CANADIEN POUR LA RECHERCHE ET L'ÉVALUATION TOUCHANT LES SERVICES DE GARDERIE ET LES SERVICES D'AIDE À LA FAMILLE

Un fonds canadien de recherche et d'évaluation touchant les services de garderie et les services d'aide à la famille est par la présente établi. Une somme totale de 2 \$ per capita dans chaque province est allouée par le fonds pour des travaux de recherche et d'évaluation dans le domaine des services de garderie et des services d'aide à la famille et d'autres domaines connexes. Le fonds sera utilisé au cours des dix années qui suivront la proclamation de la présente Loi.

8. CONSEILS CONSULTATIFS

Il y aura un Conseil consultatif national et des conseils consultatifs provinciaux pour conseiller les ministres au sujet de questions d'ordre général touchant les services de garderie et les services d'aide à la

famille, notamment les questions de normes, de professionnalisme, de financement et d'autres questions qui peuvent se poser à certains moments.

9. CONDITIONS POUR RECEVOIR LES CONTRIBUTIONS

Pour recevoir les contributions autorisées par la présente Loi, le gouvernement d'une province doit fournir au Gouvernement du Canada l'information que celui-ci peut exiger et doit reconnaître de façon appropriée les contributions faites par le Canada aux services administrés par la province.

10. RÉVISION PAR LES GOUVERNEMENTS FÉDÉRAL ET PROVINCIAUX

Au cours de la troisième année civile après la proclamation de la présente Loi, celle-ci sera révisée conjointement par le Gouvernement du Canada et les gouvernements des provinces recevant des contributions en exécution de l'article 5.

11. ABROGATION

Les articles du Régime d'assistance publique du Canada qui permettent actuellement le partage limité des frais des services de garderie et d'aide familiale sont abrogés par la proclamation de la présente Loi.

12. DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR

La présente Loi doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1986.

Annexe D

Le 13 novembre 1986

LE MANITOBA SOUHAITE QU'ON TIENNE
DES POURPARLERS EXHAUSTIFS
SUR LA GARDE D'ENFANTS

...

Cette question figure à
l'ordre du jours de la
Conférences des Premiers ministres

Aujourd'hui, M^{me} Judy Wasylycia-Leis, ministre manitobain responsable de la condition féminine, a fait parvenir une lettre à son homologue fédéral, M^{me} Barbara McDougall, dans laquelle elle demandait que la question de la garde d'enfants fasse l'objet de discussions poussées lors de la Conférence des Premiers ministres qui aura lieu à Vancouver, les 20 et 21 novembre.

Elle y affirmait "Je suis d'écue d'apprendre que le Comité spécial sur la garde d'enfants du gouvernement fédéral ne publiera pas son rapport avant la prochaine Conférence des Premiers ministres. Toutefois, cela ne doit pas empêcher la tenue de discussions approfondies concernant la nécessité de mesures fédérales en ce qui concerne la garde d'enfants lors de la Conférence de Vancouver."

"L'égalité économique des femmes" est le troisième point à l'agenda des discussions des Premiers ministres du Canada. Selon M^{me} Wasylycia-Leis : "Ceci est une occasion importante pour le gouvernement fédéral et les gouvernements des provinces de s'engager dans un plan d'action en ce qui concerne l'égalité économique des femmes."

M^{me} Wasylycia-Leis affirme que le Manitoba a soutenu à plusieurs reprises que la garde d'enfants doit constituer un élément essentiel de tout plan d'action de ce genre. Les femmes ne peuvent assumer leur rôle légitime

dans l'économie du Canada que lorsque les services de garde d'enfants sont totalement accessibles à tous. "La semaine prochaine, j'insisterai pour que les décisions relatives à l'élaboration d'un tel plan soient prises sans retard."

Depuis deux ans, le Manitoba s'est engagé dans une promotion active d'une action nationale en matière de garde d'enfants. En 1984, M^{me} Muriel Smith, ministre des Services communautaires a proposé une Loi canadienne sur les garderies et les services d'aide à la famille. Cette année, au mois de juin, M^{me} Smith s'est présentée devant le Comité spécial sur la garde d'enfants du gouvernement fédéral pour faire ressortir encore une fois que l'action du gouvernement fédéral est essentielle si on veut que les services de garde d'enfants relèvent les défis qui se posent à l'heure actuelle.

Annexe E

Stratégie élaborée par le Manitoba en ce qui concerne

la main-d'œuvre féminine

Document présenté lors de la 5^e Conférence annuelle
des ministres responsables de la condition féminine

Du 4 au 6 juin 1986

Préparé par :

Le "Manitoba Women's Directorate"

Mai, 1986

I Introduction

L'importance primordiale pour l'égalité économique des femmes d'une stratégie intégrée touchant la main-d'oeuvre féminine a été reconnue par les gouvernements fédéral et provinciaux. Les injustices et les préjudices que subissent les femmes au Canada sont bien connus, particulièrement en ce qui concerne les femmes au travail. La ségrégation dans l'emploi, les écarts de rémunération, un plus faible revenu ouvrant droit à pension, une forte proportion de femmes travaillant à temps partiel et sous-employées, l'absence de services de garderies, tout cela est bien connu et paraît important à la majorité des Canadiens dans tous les secteurs de la politique.

Mais prendre des mesures en vue de faire disparaître les injustices que les femmes ressentent depuis longtemps dans les secteurs du travail et de l'économie, cela est une toute autre affaire. Les gains que les femmes ont réalisés au cours des dernières années sont relativement peu importants lorsqu'on examine notre histoire. Dans certains secteurs de travail, par exemple dans les métiers touchés par l'évolution de la technologie, les femmes semblent perdre du terrain. La situation économique des femmes qui approchent de l'âge de la retraite est particulièrement inquiétante et serait susceptible de poser un sérieux problème socio-économique au cours des prochaines années, si une action concertée n'est pas entreprise dès à présent.

Tout ce qui précède prouve qu'une action concertée entre les différents secteurs et au sein même de ceux-ci est nécessaire si l'on veut améliorer la situation économique des femmes. L'élaboration d'une stratégie intégrée touchant la main-d'oeuvre féminine ne saurait être plus opportune.

II Historique

Le Manitoba s'est fait l'ardent promoteur de stratégies intergouvernementales pour l'égalité économique des femmes et a sanctionné des principes en matière de formation et d'emploi élaborés par les ministres du travail des gouvernements fédéral et provinciaux, en janvier 1985. Six principes fondamentaux ont été proposés, à savoir :

1. une solide orientation économique et un financement pendant plusieurs années;
2. plus de souplesse et une meilleure adaptation du marché du travail;
3. le partage par les gouvernements, le monde des affaires, l'effectif de la main-d'oeuvre et les individus des responsabilités en matière de formation;
4. un accès égal à la formation et à l'emploi pour les femmes et les groupes défavorisés;

5. la simplification et l'harmonisation des programmes intergouvernementaux, et
6. l'amélioration de la faculté de réagir face aux exigences et aux situations différentes des régions et des localités.

Le Manitoba accepte dans l'ensemble ces principes de base et a, de fait, appliqué des principes similaires dans ses propres initiatives en matière d'emploi et de formation au cours des trois dernières années.

En matière d'égalité économique pour les femmes, le Manitoba a également élaboré des principes qui ont été adoptés par le Cabinet provincial et présentés à la Conférence des Premiers ministres, à Regina, en février 1985. Le Manitoba a alors institué un processus par lequel les principaux gouvernements du Canada ont cherché à se mettre d'accord à propos d'un plan d'ensemble pour parvenir à l'égalité économique pour les femmes.

Lors d'une réunion tenue en octobre 1985, ce processus a abouti à une déclaration de la part des ministres responsables de la condition féminine au sujet de l'égalité économique des femmes, qui a ensuite été sanctionnée par les Premiers ministres lors de la Conférence d'Halifax sur l'économie, en novembre 1985, dans le document intitulé "Plan d'ensemble pour l'égalité économique des femmes canadiennes".

Dans la déclaration, on affirme ce qui suit:

1. Les questions touchant les femmes sont surtout des questions d'ordre économique.
2. L'égalité économique des femmes est avantageuse pour les femmes, mais aussi pour le Canada, les provinces et les territoires.
3. Les décisions d'ordre économique devraient tenir compte des répercussions éventuelles pour les femmes autant que pour les hommes.
4. Dans l'élaboration de stratégies visant à assurer l'égalité économique des femmes, les gouvernements devraient consulter les représentants de l'ensemble du secteur public et, au besoin, ceux du secteur privé.

Selon la conclusion de la déclaration, une action concertée est nécessaire si les gouvernements veulent s'acquitter de la responsabilité qu'ils ont d'assurer l'égalité économique des femmes.

Le même document précise que l'égalité sur le marché du travail est la clé de l'intégration économique complète des femmes et propose une stratégie comportant deux volets : la formation des femmes et la mise au point d'un mécanisme susceptible de faciliter la coopération entre les gouvernements sur les questions ayant trait à l'égalité sur le marché du travail, tout en respectant pleinement les domaines de compétence de chacun.

À la réunion du 6 février 1986, des Ministres responsables du Statut de la femme, plusieurs propositions ont été présentées en vue de la rédaction d'un document sur une stratégie du marché du travail pour les femmes, qui devait être déposé lors de la Quatrième conférence annuelle des Ministres responsables du Statut de la femme en juin. D'après ces propositions, le document devait contenir :

- des objectifs et des lignes directrices pour l'établissement d'une stratégie du marché du travail
- des renseignements sur les initiatives à l'intérieur de chaque domaine de compétence
- la détermination des obstacles à la formation
- des recommandations sur la façon dont les obstacles à la formation pouvaient être contournés
- des options en vue d'initiatives à venir
- des mécanismes pour assurer la surveillance des progrès réalisés dans le cadre de la Planification de l'emploi au Canada.

Les événements récents indiquent que ces questions sont abordées en fonction des domaines de compétence seulement et que la possibilité d'une éventuelle coopération intergouvernementale et de mesures conjointes est considérablement

diminuée. Outre cette approche plus étroite, il semble que la formation destinée aux femmes soit le seul domaine important qui sera examiné, alors que le Manitoba croit fermement que les efforts doivent être conjugués dans de nombreux secteurs de politique pour que les avantages qu'en retireront les femmes soient réels et de longue durée.

Les discussions sur une stratégie de main-d'oeuvre pour les femmes ne doivent pas se limiter aux seules questions portant sur la formation, si important que soit cet aspect. Le Manitoba pense qu'une stratégie globale et coordonnée pour aider les femmes qui se trouvent sur le marché du travail doit porter sur quatre grandes questions et que la formation en constitue seulement une, les autres étant les services de garde, l'action positive et la rémunération égale.

Le Manitoba reconnaît pleinement l'existence des questions de domaines de compétence, ainsi que les divergences d'opinions qui existent à l'égard des secteurs de politique mentionnés ci-dessus. Cependant, il est essentiel que ces divergences n'empêchent pas d'éventuelles discussions sur toutes les questions touchant l'égalité au sein de la population active pour ce qui est d'une action concertée entre le fédéral et les provinces.

III Obstacles à l'égalité au sein de la population active

Les obstacles à l'égalité des femmes au sein de la population active sont bien connus et ont été étayés et discutés à bien des niveaux du secteur

public comme du secteur privé. Voici, brièvement, les principaux obstacles à l'égalité des femmes au sein de la population active, tels que les a identifiés le Manitoba.

1. Pénurie d'emploi

La pénurie générale des emplois au Canada est un obstacle à l'égalité des femmes au sein de la population active. Sans un marché du travail en plein essor et une aide concrète aux femmes entrepreneurs, les femmes seront incapables d'améliorer leur situation économique de façon significative. Il faut également remarquer que nombre de programmes et services qui améliorent la situation économique des femmes entraînent aussi d'importants avantages secondaires. Les services de garde sont un excellent exemple de cet "effet multiplicateur".

2. Ségrégation professionnelle

Le regroupement de la plupart des femmes au travail dans quelques professions est une tendance constante depuis plusieurs décennies. De nombreuses femmes occupent des métiers non traditionnels et des postes de gestion, mais les progrès dans ce domaine sont extrêmement lents.

3. Services de garde inadéquats

Bien que dans de nombreuses familles les deux parents occupent un emploi rémunéré sur le marché du travail, c'est aux femmes qu'incombe la principale responsabilité de la garde et de l'éducation des enfants. Lorsqu'il n'y a pas de services de garde de qualité et fiables disponibles, la participation des femmes à la main-d'oeuvre active en souffre de façon disproportionnée.

4. Inégalité économique

Les revenus moyens des femmes sont de beaucoup inférieurs à ceux de leurs collègues masculins. Cela signifie qu'elles peuvent consacrer moins d'argent à la formation ou à l'éducation.

5. Difficulté d'accès à une formation convenable

La formation que reçoivent de nombreuses femmes reflète des habitudes longuement établies de ségrégation professionnelle. Trop souvent, les genres de formation offerts sont établis en fonction de la théorie voulant que les femmes ont les ressources financières suffisantes, la mobilité géographique nécessaire et n'ont aucune personne à charge. C'est une réalité que connaissent peu de femmes, particulièrement les plus âgées qui se trouvent déjà sur le marché du travail. Puisque le changement technologique touche les professions dans lesquelles les femmes sont majoritaires, la question de la formation et du recyclage prend une importance particulière.

6. Socialisation et éducation

Même si certains progrès ont été réalisés dans ce domaine, bien des jeunes filles et des jeunes femmes ont encore des perspectives limitées touchant leur emploi futur et leur indépendance économique.

7. Revenu d'appoint

Étant donné que les revenus moyens des femmes sont constamment inférieurs aux revenus moyens des hommes, nombre d'entre elles ne disposent pas des ressources financières nécessaires pour surmonter les obstacles à l'égalité au sein de la population active et à l'égalité économique. En général, les femmes assument aussi la responsabilité première des enfants, ce qui signifie qu'elles ne peuvent pas toujours suivre une formation à plein temps.

Dernièrement, une aide financière a été mise à la disposition des étudiants à temps partiel, mais ceux-ci doivent faire face à des délais de remboursement plus serrés que ceux des étudiants à plein temps.

Ce ne sont certainement pas tous les obstacles auxquels font face les femmes. Les femmes qui ont des besoins spéciaux connaissent, en plus des situations énumérées ci-dessus, d'autres difficultés : les barrières linguistiques auxquelles font face les immigrantes, l'isolement géographique que connaissent les femmes dans les régions rurales et nordiques, les besoins particuliers des femmes handicapées et les multiples obstacles auxquels sont confrontées les

Ce ne sont certainement pas tous les obstacles auxquels font face les femmes. Les femmes qui ont des besoins spéciaux connaissent les situations énumérées ci-dessus en plus d'autres difficultés : l'obstacle de la langue auquel font face les immigrantes, l'isolement géographique que connaissent les femmes dans les régions rurales et nordiques, les besoins particuliers qu'ont les femmes handicapées et les multiples obstacles auxquels sont confrontées les femmes qui sont très pauvres ou celles qui sont victimes de mauvais traitements; toutes ces questions doivent être traitées d'une façon ou d'une autre dans le cadre des politiques touchant l'égalité au sein du marché du travail.

IV Stratégies appliquées par le Manitoba pour promouvoir l'égalité de la femme sur le marché du travail

Le Manitoba a adopté des initiatives dans un certain nombre de secteurs afin d'améliorer la situation de la femme. Ainsi, en ce qui concerne l'égalité sur le marché du travail, il est intervenu dans quatre domaines jugés vitaux: création d'emplois, enseignement et formation, service de garderie et équité en matière de rémunération/action positive.

1. Création d'emplois

Le Fonds de développement de l'emploi et du marché du travail, créé en février 1983, se voulait la première phase de la vaste stratégie de développement et de relèvement économique de la province.

L'objectif: favoriser dans l'immédiat la création d'emplois et stimuler de façon générale l'économie de la province, surtout

l'industrie de la construction qui a été fortement ébranlée par la récession et qui, dans des conditions favorables, peut avoir des retombées importantes. La vocation de ce fonds s'est par la suite transformée. De la création d'emplois de courte durée et de projets d'immobilisation, on est passé à des activités de développement économique de plus longue durée dans des secteurs précis de l'activité économique.

Les programmes d'aide à la rémunération ont permis d'offrir des centaines d'emplois temporaires et permanents et des possibilités de formation dans des domaines très divers, à des hommes et à des femmes, en proportions presque égales. En outre, un certain nombre d'initiatives qui relèvent du Fonds de développement de l'emploi et du marché du travail ont présenté un intérêt particulier pour les femmes. En effet, un grand nombre de garderies ont été construites, rénovées ou agrandies dans le cadre de programmes financés par le Fonds, notamment le Manitoba Community Assets Program. A titre de complément, on a offert de la formation et de l'emploi aux travailleurs des garderies. La politique de la province en matière de technologie insiste également sur la nécessité de se pencher sur l'adaptation de l'être humain aux changements technologiques et reconnaît l'impact de ce type de changement sur les femmes dans le milieu de travail. Le gouvernement manitobain a mis sur pied un centre d'innovation en milieu de travail qui doit aider employés comme employeurs à composer avec les changements technologiques introduits dans le milieu de travail.

2. Enseignement et formation

En avril 1984, le gouvernement manitobain annonçait un remaniement important de l'enseignement postsecondaire, de l'éducation des adultes et de la formation permanente dans la province. Cette nouvelle stratégie à long terme, qui en est actuellement aux premiers stades de la mise en oeuvre, devrait procurer des avantages particuliers aux femmes au foyer avec enfants, aux femmes travaillant à temps partiel et aux femmes vivant en milieu rural et dans la partie nord de la province.

Le ministère de l'Éducation s'emploie également à mettre sur pied des services intégrés et proactifs d'aide aux étudiants. Ce programme vise des groupes qui, traditionnellement, n'ont pas été portés à poursuivre et à terminer les études postsecondaires et a pour objet de leur faciliter l'accès à ces études. Les principaux groupes cibles sont les chefs de famille monoparentale, les étudiants adultes, les Métis et les Indiens non inscrits, les étudiants adultes qui possèdent une instruction de base et les personnes qui ont quitté le milieu scolaire depuis plus de trois ans. Au nombre des services figurent l'aide préalable à l'admission et les services de diagnostic tels que le counselling, les services de garderie, les frais scolaires, les manuels et le matériel nécessaires. Les collèges d'enseignement communautaires aident les femmes à réintégrer le marché du travail en offrant davantage de possibilités de formation à temps partiel. Il existe également des

programmes de perfectionnement et de prospection des carrières, par exemple des stages de préparation à un métier pour les femmes ainsi que des programmes spécialement adaptés aux femmes, notamment des cours d'introduction à l'électronique et d'initiation à l'informatique.

La mise sur pied d'un système d'étude individualisé, axé sur les compétences, qui prévoit la division en modules du programme d'enseignement, qui prévilégie la formation axée sur des compétences générales et reconnaît des programmes de formation non traditionnels ainsi que l'apprentissage par l'expérience est particulièrement importante pour les femmes qui nécessitent une formation dans un collège communautaire. Ce système, qui sera introduit progressivement, sera de plus en plus assisté par ordinateur et sera branché sur un réseau provincial de télé-enseignement, de sorte que les intéressés pourront bénéficier d'une formation à temps plein ou à temps partiel, au collège même ou à l'extérieur.

3. Service de garderie

De puis qu'il a accédé au pouvoir en 1981, le gouvernement manitobain est intervenu dans de nombreux secteurs pour améliorer la quantité, la qualité et l'accessibilité des services de garderie dans la province. Le budget consacré à ce secteur a plus que

doublé, passant à plus de 21 millions \$, ce qui représente une somme considérable si l'on considère que la population manitobaine atteint juste un peu plus d'un million. Cette augmentation importante des crédits a permis:

- a. d'octroyer des subventions pour l'exploitation des garderies
- b. d'accroître les subsides au titre des frais d'admission
- c. d'accroître le nombre d'établissements financés de 49% et le nombre de garderies de 52%.

La Community Child Day Care Standards Act, promulguée en octobre 1983, définissait les normes relatives aux qualifications du personnel, à la qualité des programmes et aux installations physiques. La Loi a été rédigée en étroite collaboration avec les parents et le milieu des garderies.

Un programme de formation spécialement conçu pour les travailleurs des garderies, qui n'existe qu'au Manitoba, permet à ces derniers de relever leur niveau de compétence sans pour autant devoir abandonner leur emploi pour reprendre leurs études. Une subvention de près de 2 millions \$, accordée à même le Fonds, permettra d'assumer le coût de la formation des travailleurs et du recrutement du personnel de suppléance de sorte que le niveau des effectifs sera maintenu pendant les périodes de formation du personnel.

À compter du 1er janvier 1986, un supplément salarial de 1300 \$ sera consenti pour chaque travailleur de garderie qualifié au Manitoba. Bien que le Manitoba soit, à l'heure actuelle, le chef de file dans le domaine des soins aux enfants, le gouvernement s'inquiète des normes nationales relatives à la qualité, à l'accès et au financement. Pour cette raison, le ministre des Services communautaires a proposé au gouvernement fédéral une ébauche de loi nationale sur l'aide aux garderies et à la famille.

4. Égalité salariale/Action positive

Bien que ces secteurs soient souvent traités séparément, le Manitoba est d'avis que chacune de ces deux initiatives est essentielle au succès de l'autre. L'égalité salariale à elle seule ne règle pas le problème de la ségrégation professionnelle, tandis que l'action positive, par elle-même, ne peut corriger les inégalités salariales dues au statut soi-disant inférieur qu'on attribue aux emplois où l'on retrouve surtout les femmes.

Au Manitoba, l'égalité salariale, qui a été implantée dans tout le secteur public, repose sur des assises concrètes dans la loi, des calendriers rigoureux de négociation et de mise en vigueur ainsi qu'un engagement de financement. La loi manitobaine sur l'égalité salariale prévoit l'évaluation des

emplois et le redressement des salaires. On s'attend que les femmes qui occupent les emplois les moins bien rémunérés, par exemple les emplois de bureau, seront particulièrement favorisées par cette mesure.

Depuis le 1er octobre 1985, le programme est en vigueur dans les ministères gouvernementaux et aux Sociétés d'État; les employés des organismes subventionnés par le gouvernement, notamment les établissements de soins de santé et les universités, en bénéficient depuis le 1er octobre 1986.

Un bureau de l'égalité salariale fournit de l'information et de l'aide aux secteurs public et privé au sujet de la mise en vigueur de ce programme.

En 1983, le gouvernement a signé, avec l'Association des fonctionnaires du Manitoba, un document dans lequel les deux parties s'engageaient à travailler ensemble à favoriser et à mettre en oeuvre l'action positive au sein de la fonction publique manitobaine. Un coordonnateur provincial d'action positive a été embauché. Il existe, à l'heure actuelle, des coordonnateurs et des comités ministériels d'action positive; on organise des séminaires de formation et on établit des lignes directrices.

L'engagement du gouvernement en matière d'action positive s'étend également à deux de ses grandes initiatives économiques, à savoir le Projet hydroélectrique de Limestone et l'entente relative au développement des nouvelles industries. Hydro-Manitoba, par l'intermédiaire du Bureau de placement et de formation du projet de Limestone, s'est engagé à faire des efforts particuliers pour recruter des femmes pour son programme de formation. Les grands projets de développement qui bénéficient d'une aide gouvernementale doivent établir des plans d'action positive et les mettre en oeuvre; ils doivent en outre satisfaire à certains objectifs particuliers en matière d'emploi.

Récemment, le gouvernement du Manitoba a participé à des discussions interministérielles portant sur l'établissement d'une stratégie provinciale de main-d'oeuvre à l'intention des femmes, stratégie qui comportera des mesures coordonnées étalées sur un certain nombre d'années. Les politiques et les programmes existants seront intégrés dans cette stratégie, de même que les nouveaux programmes et les initiatives futures, notamment l'égalité salariale dans le secteur privé.

V Orientations futures

Comme nous l'avons déjà dit, le Manitoba a peur qu'une division des secteurs de dépenses selon les compétences établies n'en vienne à empêcher la discussion en vue d'une

action coordonnée à l'échelle nationale. Le Manitoba reconnaît l'importance des questions de compétence, mais il veut qu'il demeure possible de discuter de toutes les questions relatives à l'égalité des travailleurs dans une optique de coordination de l'action fédérale et provinciale.

Voici un résumé des domaines où une action coordonnée est possible au niveau fédéral-provincial. Des recommandations relatives à des initiatives particulières sont incluses.

Création d'emplois et formation

On recommande:

- que des objectifs de participation des femmes soient établis pour les programmes dans la communauté, les services de soutien, les services de counselling et de présentation.
- que chaque province et territoire examine ses services de counselling et de présentation, afin de s'assurer qu'il n'existe aucune discrimination sexuelle dans la structure, le contenu ou la mise en oeuvre des programmes.

Garderies

- que chaque province et territoire consente à fournir des services de garderie ou augmente les services existants aux parents qui travaillent dans des conditions particulières : étudiants et travailleurs à temps partiel, travailleurs par poste et travailleurs de nuit, garderies d'urgence, garderies de nouveaux-nés et d'enfants d'âge scolaire, garderies adaptées aux besoins culturels et ainsi de suite.

Équité en matière de rémunération

- que les provinces et territoires consentent à étudier les résultats des projets visant l'équité en matière de rémunération dans certains domaines de compétence, en vue de tirer profit de toute conclusion générale qui pourrait être tirée et qui pourrait être avantageuse pour les femmes occupant les métiers les moins bien rémunérés.

Égalité sur le plan économique

- que les deux paliers de gouvernement considèrent certains avantages autres que pécuniaires dont l'octroi favoriserait l'égalité économique des femmes à long terme, tels que l'inclusion de tous les travailleurs à temps partiel dans les régimes de pension et le transfert des fonds de pension.

- que les gouvernements envisagent la possibilité d'assouplir les programmes de soutien du revenu prévus par la loi, tels que l'assurance-chômage et le Régime d'assistance publique du Canada, de façon à inciter et à aider les femmes à entrer dans la population active ou à y revenir et à participer à des programmes de formation.

Socialisation/éducation

- que les provinces et territoires révisent et modifient les exigences des programmes d'études pour faire en sorte que les femmes ne soient pas désavantagées dans leurs plans de carrière en raison des choix qu'elles ont fait au niveau de l'école secondaire.

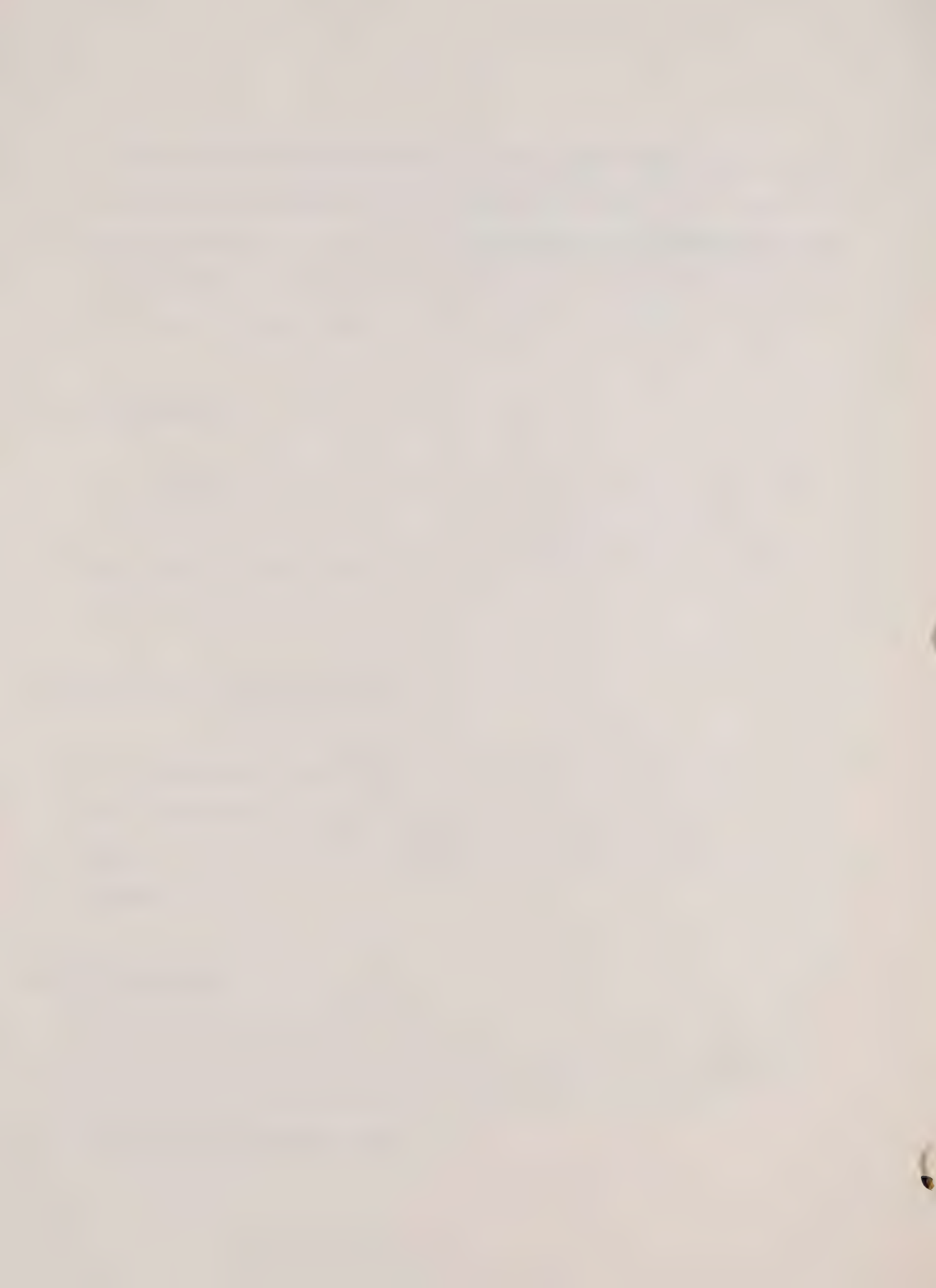
Discrimination sur le plan professionnel

- que l'on révisé attentivement les cours provinciaux d'apprentissage établis conformément à la Loi nationale sur la formation, en vue d'augmenter considérablement le nombre de femmes qui participeront dans un proche avenir.

Accès à la formation

- que les provinces et territoires consentent à analyser la situation en ce qui a trait à la reconnaissance des crédits et des certificats de formation dans l'ensemble du pays;

- que les programmes d'anglais langue seconde offerts aux femmes en milieu de travail soient inclus dans les programmes de formation fédéraux/provinciaux/territoriaux.



Annexe F

LES FEMMES AUTOCHTONES ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

document de travail présenté à la
5^e Conférence annuelle des ministres responsables de la condition féminine
du 4 au 6 juin

Préparé par:

La Direction manitobaine de la main-d'oeuvre
féminine

le 23 mai 1986

HISTORIQUE

Lors de la réunion des ministres responsables de la condition féminine et de leurs fonctionnaires supérieurs tenue le 6 février 1986, il a été décidé d'inclure à l'ordre du jour de la cinquième Conférence annuelle des ministres, prévue pour juin 1986, une présentation sur les femmes autochtones et le développement économique.

Le Manitoba, le Yukon, l'Ontario et les Territoires du Nord-Ouest ont proposé de se charger de cette présentation qui pourra donner lieu à la rédaction d'un rapport et de recommandations soumis à la Conférence des premiers ministres en novembre 1986. Le Manitoba a également consenti à rédiger une proposition de présentation (ci-jointe).

A la mi-février, la Direction de la femme a distribué une proposition contenant des suggestions de paramètres, les résultats souhaités ainsi que des questions à considérer lors de la préparation de la présentation. Cette proposition a été envoyée aux fonctionnaires chargés de la condition féminine au Yukon, en Ontario et dans les Territoires du Nord-Ouest ainsi qu'aux ministères intéressés du gouvernement du Manitoba.

Pour les fins du présent document, les femmes autochtones englobent les Métis, les Indiennes non inscrites et les Indiennes inscrites vivant hors des réserves.

INTRODUCTION

En tant que citoyennes du Canada, les femmes autochtones ont des droits qui leur sont conférés par la Charte des droits et libertés, mais l'objectif ultime est d'obtenir leur participation entière et paritaire à l'activité économique du Canada.

Les femmes autochtones ont toujours participé pleinement à la vie de leur collectivité dans un contexte traditionnel. Leur travail s'est révélé important pour leur propre condition et leur épanouissement personnel, et pour le développement économique et l'avancement politique des sociétés autochtones.

On a longtemps cru à tort que les femmes autochtones étaient confinées aux travaux domestiques de nature apolitique et de l'ordre du soutien. En fait, dans les sociétés traditionnelles, certaines femmes autochtones détenaient des postes importants relativement à la prise de décision et à la survie de leur peuple.

Sur la scène internationale, le Canada a déjà fait l'objet d'une étude menée par les Nations Unies portant sur les articles de la Loi sur les Indiens qui sont discriminatoires à l'égard des femmes, à cause de leur sexe. Les femmes, au même titre que les hommes, sont visées par la Déclaration universelle des droits de l'homme selon laquelle: "tout individu a droit à la vie, à la liberté et la sûreté de sa personne."

L'arrivée des Européens en Amérique du Nord a considérablement perturbé la vie des autochtones. Ces perturbations sont bien connues:

1. Les nouvelles techniques de production et l'activité économique ont sapé les fondements de l'économie traditionnelle.
2. Les collectivités autosuffisantes ont cessé d'être économiquement viables, ce qui a occasionné des migrations continues vers les centres urbains.
3. La tradition du partage entre les familles est devenue impossible.

De tels changements ont énormément nui aux femmes autochtones. Nombre d'entre elles ont dû quitter leur collectivité pour chercher de l'emploi dans l'espoir d'améliorer leurs conditions de vie. Beaucoup ont alors dû assumer seules le rôle de soutien de famille, par suite de la désagrégation des familles ou du taux élevé de chômage. En dépit de la détérioration de la situation économique, les femmes autochtones ont lutté pour garder leurs familles unies.

La sécurité d'emploi peut évidemment leur permettre d'améliorer leur situation, mais lorsqu'elles ont essayé d'entrer sur le marché du travail, les femmes autochtones ont eu à surmonter des obstacles de taille. Elles ont dû faire face à la discrimination exercée par les employeurs et les institutions prêteuses. On les a exclues de nombreuses

professions et on les a empêchées de mettre sur pied leurs propres entreprises. Certaines d'entre elles n'ont pas le niveau d'instruction ou la formation nécessaires, ni les moyens de les acquérir.

Au sens large, le développement économique des femmes autochtones est indissociable de leur épanouissement humain, de leur formation en établissement, de leur scolarisation, de leur formation en cours d'emploi, de leur recyclage et de leurs possibilités d'emploi ainsi que de leurs possibilités de mettre sur pied leurs propres entreprises et d'investir. Les femmes autochtones doivent participer à l'élaboration et à la mise en oeuvre de tous les projets de développement économique.

Il est évident que les femmes autochtones n'ont pas reçu l'attention et les services dont elles ont instamment besoin.

Aucun palier de gouvernement du Canada n'a satisfait adéquatement à leurs besoins sur les plans de l'économie et de l'emploi. En raison de conflits de compétence, les gouvernements fédéral et provinciaux se sont montrés peu disposés à s'occuper des femmes autochtones vivant hors des réserves. Cependant, toutes les femmes autochtones, quels que soient leur statut et leur lieu de résidence, ont été pareillement négligées. Les programmes provinciaux d'action positive ont produit certains résultats et devraient être étendus.

Deux facteurs concomitants rendent la situation des femmes autochtones unique:

1. Il existe un plus grand nombre de femmes chefs de famille monoparentale chez les autochtones que dans l'ensemble de la population.
2. Les femmes autochtones chefs de famille monoparentale ont un plus grand nombre d'enfants à charge (en particulier dans le groupe d'âge de 0 à 5 ans).

Compte tenu d'une telle conjoncture, les femmes et les enfants autochtones ont moins de chance que les autres d'avoir accès à l'emploi et aux études, ce qui perpétue la chronicité de la pauvreté. De plus, il existe une discrimination systémique reconnue de même que des problèmes d'accès à l'éducation. La question à laquelle doivent répondre tous les paliers de gouvernement est la suivante: "comment la société canadienne peut-elle justifier le coût de la pauvreté persistante des femmes autochtones?"

SITUATION ACTUELLE

Les femmes autochtones assument une très grande part de responsabilité dans leurs familles et dans la collectivité mais, sur le plan économique, elles se situent au niveau le plus bas de l'échelle. À la suite de consultations, les femmes autochtones ont cerné un vaste éventail de facteurs économiques qui influent sur leur situation. ce sont notamment :

1. un manque d'instruction
2. un manque de formation et l'absence de compétences en affaires
3. aucun accès à des fonds de roulement ou à du capital de risque
4. un manque d'information et de communication en ce qui concerne les programmes gouvernementaux existants
5. l'absence de services de soutien
6. des obstacles de nature politique, sexuelle et raciale
7. des lacunes dans les programmes économiques du gouvernement
8. l'isolement géographique

Ce que l'on note comme constante, c'est que les femmes autochtones sont pauvres. Habituellement, ce sont elles qui sont le gagne-pain de leur famille bien que leur revenu soit le plus faible, quel que soit leur lieu de résidence. Certes, les statistiques citées dans le présent document portent sur les femmes autochtones du Manitoba, mais elles s'appliquent en réalité à l'ensemble des femmes autochtones. (Stevens: 1980, Falconer: 1986) Par ailleurs, les statistiques sont imprécises en ce qui concerne les autochtones et ne tiennent pas compte du travail non rémunéré.

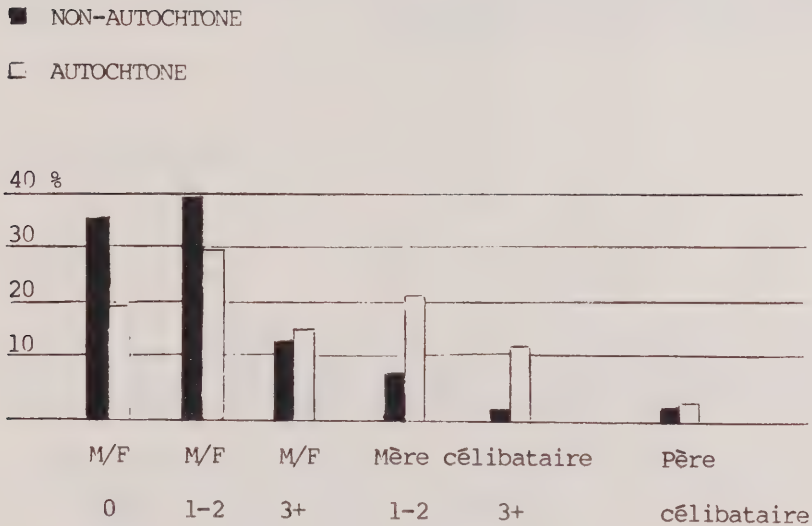
STATISTIQUES

Population :

Selon les données du recensement, il y a 66 280 autochtones au Manitoba, dont 51 % sont des femmes (Statistique Canada, 1981). La répartition par âges révèle que la population est jeune. Plus de la moitié des femmes autochtones ont entre 16 et 25 ans (Stevens : 1981, Peters : 1984, Clatworthy : 1981). Par ailleurs, seulement 2 % des autochtones vivent jusqu'à 65 ans et plus, tandis que la proportion est de 11 % chez les non-autochtones (Conseil de planification sociale de Winnipeg : 1984)

Composition de la famille

Composition d'une famille autochtone et d'une famille
non-autochtone



M/F = Mari/Femme

Source : Conseil de planification sociale de Winnipeg, 1981

Les ménages autochtones comptent plus d'enfants que les ménages non autochtones. Seulement 20 % des 5 900 ménages autochtones auprès desquels le Conseil de planification sociale de Winnipeg a effectué une enquête en 1981 ne comptaient pas d'enfants, tandis que la proportion était de 35 % chez les ménages non autochtones. Cependant, la proportion

de ménages qui comptaient trois enfants et plus était légèrement plus élevée chez les autochtones que chez les non-autochtones (17 % contre 14 %). Ce qui est le plus frappant, c'est la proportion élevée de mères célibataires dans les familles autochtones (32 %), par rapport aux familles non autochtones (10 %). En outre, 34 % de ces familles monoparentales comptaient trois enfants ou plus, la proportion étant de 14 % seulement chez les ménages non autochtones dont le chef est une mère célibataire.

Éducation et formation

Les données relatives au niveau d'instruction des femmes autochtones révèlent que la plupart d'entre elles ont moins qu'une neuvième année. Il est clair que le système scolaire n'a pas répondu aux besoins de la population autochtone (Kirkness : 1977, Sealy : 1983, Lenton 1979). Des études ont démontré que les autochtones sont régulièrement orientés vers des cours de formation professionnelle et qu'ils sont mal préparés en raison de leurs antécédents scolaires pour réussir l'examen d'admission à une université (Kirkness : 1979, 1977, Sealy : 1983, Lenton : 1979). La création de stéréotypes et le récit inexact ou l'omission de faits liés à leur histoire a pour conséquence de les mettre à part dans le système scolaire, ce qui cause le stress chez ces jeunes et explique d'une certaine façon le taux élevé d'abandon scolaire chez eux. Or, malgré ces obstacles, 2 145 femmes autochtones ont obtenu un diplôme universitaire et 22 480 autres femmes ont terminé leurs études secondaires avec succès ou ont fréquenté des établissements d'enseignement postsecondaire.

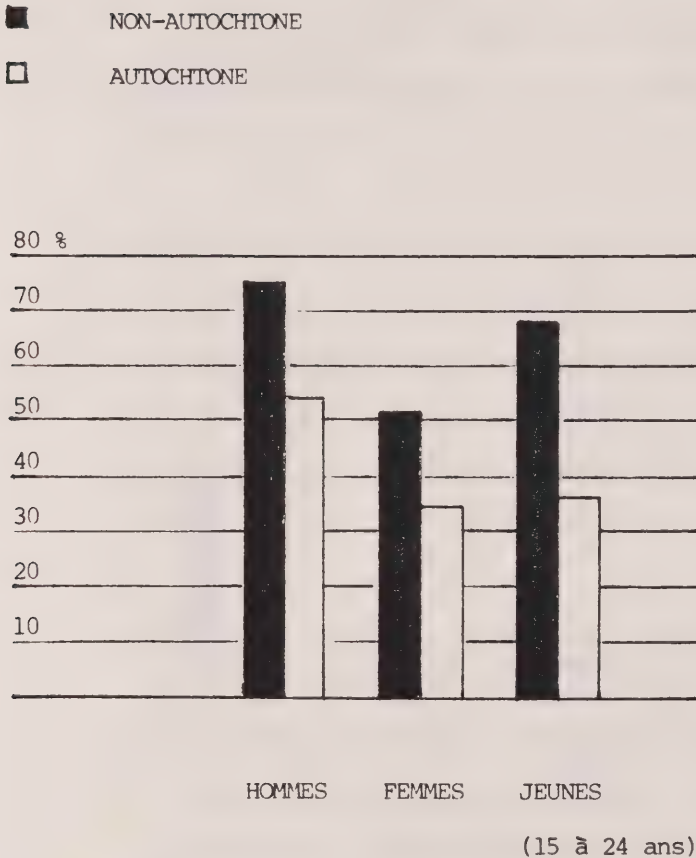
Toutefois, les besoins des femmes autochtones en matière d'éducation sont si importants que les programmes gouvernementaux destinés à répondre aux besoins des femmes qui font partie du groupe des minorités visibles ne peuvent le faire de manière satisfaisante.

Emploi :

L'emploi chez les femmes autochtones tend à présenter un caractère irrégulier et sporadique. Elles sont aussi en chômage pendant longtemps. Le taux de chômage chez ce groupe est quatre fois plus élevé qu'il ne l'est chez la population urbaine de sexe féminin, la proportion étant le plus élevée chez les jeunes âgés de 15 à 24 ans.

Il ressort de certaines études que les hommes autochtones ont beaucoup de mal à se trouver du travail, mais la situation est encore plus grave dans le cas des femmes autochtones (Clatworthy : 1981, janvier 1981, mai 1981).

Proportion d'hommes, de femmes et de jeunes qui
détiennent un emploi, juin 1981, Winnipeg



Source : Conseil de planification sociale de Winnipeg, 1981.

La plupart des femmes autochtones travaillent en milieu urbain et détiennent des emplois de premier échelon, peu spécialisés et peu rémunérateurs, dans les secteurs de la fabrication ou des services (Statistique Canada : 1985). Les femmes autochtones qui occupent un

emploi rémunéré se retrouvent surtout dans les secteurs des ventes, des services et du travail de bureau, quel que soit leur niveau d'instruction (Hull : 1983). Le fait qu'une femme autochtone soit instruite ne lui garantit pas forcément un emploi satisfaisant. En milieu rural, les emplois sont rares et les femmes autochtones reçoivent des prestations du bien-être social.

Les obligations familiales des femmes autochtones et les taux de natalité élevés chez ces dernières font qu'elles travaillent de façon sporadique à l'extérieur du foyer et qu'elles ont moins de perspectives d'emploi et de chances de participer à des programmes de formation. Il est vraiment nécessaire de prévoir à leur intention des services de soutien, notamment des services de garderie.

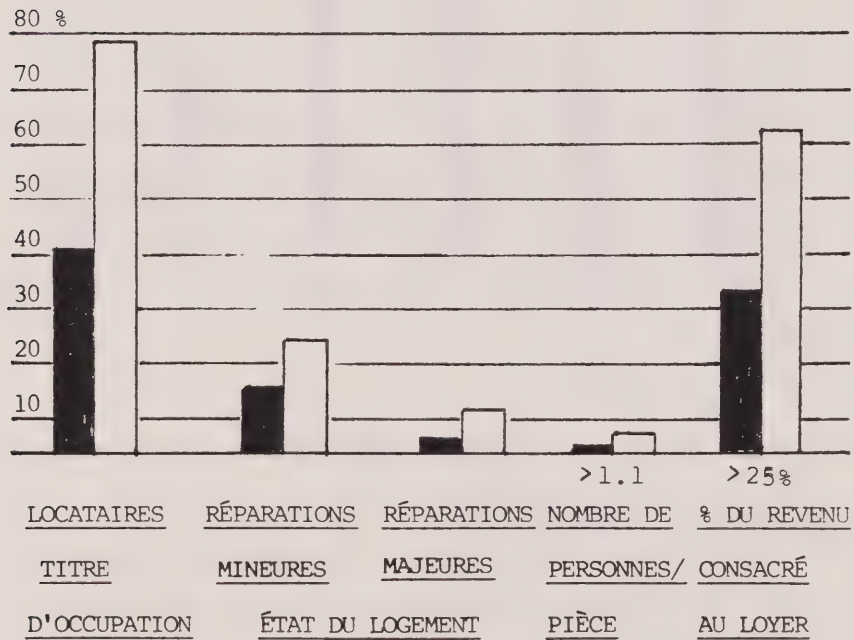
Les femmes autochtones travaillent au foyer et s'occupent d'élever des enfants et d'exécuter les travaux domestiques nécessaires. En outre, elles participent souvent à l'organisation d'activités bénévoles dans la collectivité. Pour accroître un peu leur revenu, elles mettent en conserves, congèlent ou font sécher de la viande et du poisson. La plupart du temps, on ne considère pas que ces activités sont des compétences monnayables, bien que ces femmes doivent être aussi résolues et posséder les mêmes qualités de gestionnaire qu'une personne exploitant avec succès une entreprise commerciale.

Logement :

Conditions de logement des ménages autochtones
et des ménages non autochtones : Winnipeg

■ NON-AUTOCHTONE

□ AUTOCHTONE



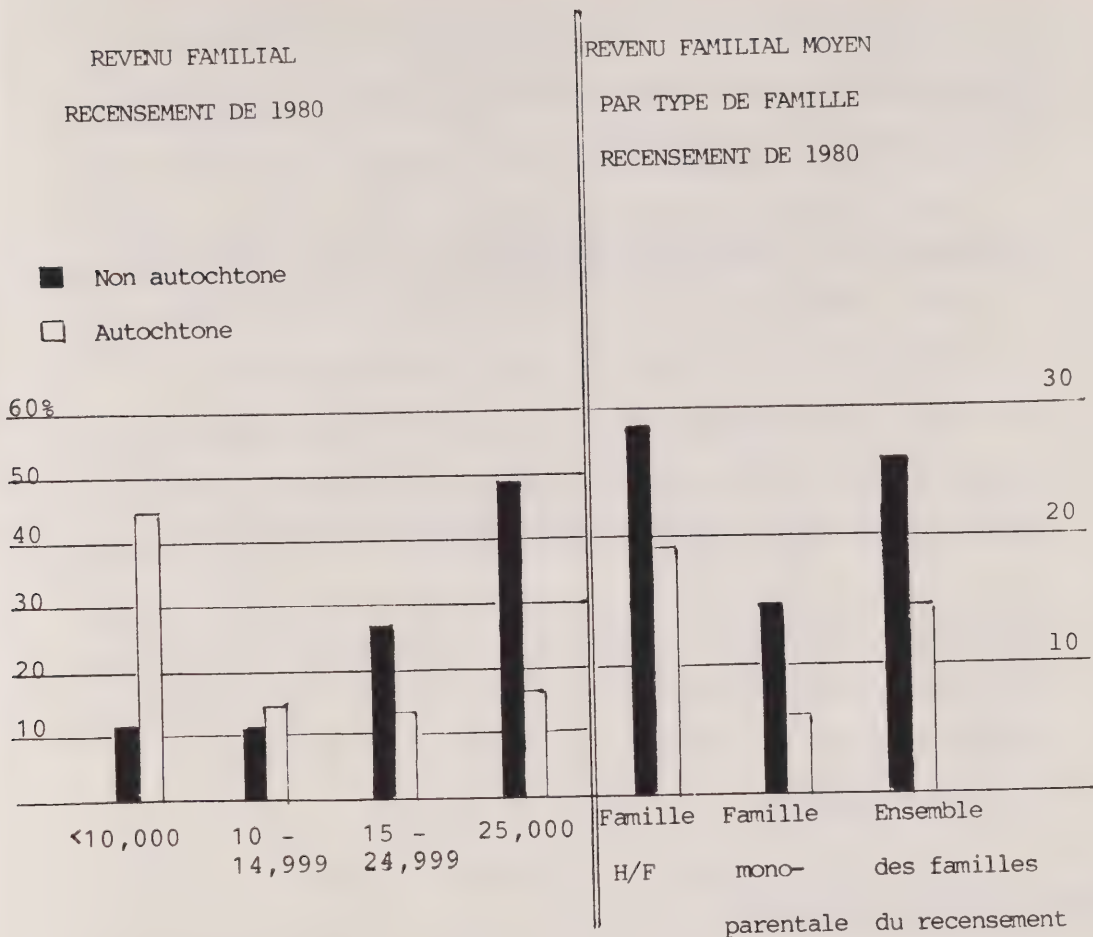
Source : Université de Winnipeg : Urban Institute, 1984.

Un grand nombre de locataires autochtones consacrent plus de 25% de leur revenu au logement. Par rapport aux ménages non autochtones, les autochtones sont plus susceptibles de vivre dans des habitations qui nécessitent des réparations importantes et de vivre nombreux dans un espace réduit. La plupart des familles autochtones ne peuvent tout simplement pas se permettre d'acheter leur propre maison en raison de leurs faibles revenus et sont, par conséquent, des locataires.

Revenu

Les femmes autochtones ont généralement de grandes familles et sont d'ordinaire la principale source de revenus de la famille. Le manque de revenus pour élever une famille a des conséquences psychologiques pour l'individu et également des effets durables sur les familles autochtones (Conseil national du Bien-être: 1981). Le revenu moyen des femmes autochtones dépasse à peine 6 000 \$.

Le tableau suivant illustre les écarts considérables entre les revenus des autochtones et ceux des non autochtones.



Source: Conseil de planification sociale, 1981

Le revenu des familles autochtones est bien inférieur à la moyenne canadienne, plus particulièrement dans les familles monoparentales dont le chef est une femme - 70% de ces familles vivent sous le seuil de la pauvreté.

Tendances actuelles

1. Il y a eu une migration soutenue des régions rurales vers les régions urbaines.

2. Au cours de la dernière décennie, les possibilités de formation et d'emploi pour les femmes autochtones ont été axées sur le secteur social et celui de l'éducation.
3. À mesure qu'elles deviennent plus conscientes de leurs possibilités, les femmes autochtones exercent leur droit à l'autodétermination dans tous les domaines...politique, juridique, historique, social et économique. Les femmes autochtones sont intéressées, empressées et disposées à participer au développement de leur économie. Sans leur soutien actif, aucun développement économique ne sera possible.
4. Bien qu'elles reconnaissent fortement la valeur du bénévolat, les femmes autochtones veulent accroître leur éventail d'options de manière à inclure le travail convenablement rétribué dans leurs propres communautés.

ORIENTATION GLOBALE RECOMMANDÉE

Le statu quo n'est pas une option acceptable. Il est synonyme de pauvreté, il est coûteux en termes de santé, de rééducation, de maintien du revenu, de bien-être de l'enfance, de justice et de programmes de rattrapage. La pauvreté déshumanise. Des faits abondants prouvent que le développement doit être axé sur la communauté, ce qui n'exclut pas la mise sur pied par des femmes autochtones de programmes de développement économique fondés sur l'entrepreneurship ou faisant appel à des capitaux privés.

Le développement communautaire qui est planifié dans la communauté même, tout en prévoyant le recours à des experts, au besoin, se révèle une réussite. Le développement économique communautaire doit engager l'ensemble de la communauté, et un rôle important doit être réservé aux femmes.

La proposition du Yukon (voir annexe) est un exemple de plan de développement axé sur la communauté. Ce mémoire propose des ateliers de travail communautaires sur des sujets qui vont de l'instauration de la confiance à la formation en gestion. Il soutient que le développement économique des femmes autochtones ne peut se faire sans l'épanouissement de leur personne.

Le Manitoba Metis Investments Inc. constitue un autre exemple de planification axée sur la communauté. Il comprend un vaste plan de développement assorti de plusieurs volets....la création de sociétés de développement communautaire (les femmes autochtones étant représentées dans leur conseil d'administration), la formation d'agents de développement économique (dont un grand nombre sont des femmes autochtones) et la mise sur pied d'une institution financière (avec le soutien du Fonds de développement économique des autochtones du gouvernement fédéral et un apport de la province). Le développement économique est essentiel à la survie des communautés autochtones.

RECOMMANDATIONS

Nous avons regroupé les questions concernant les femmes autochtones (page ...) sous trois rubriques - conditions préalables, préparation et facilitation. Il y a lieu d'intervenir dans tous les secteurs afin d'assurer le développement économique des femmes autochtones.

L'étape Conditions préalables englobe les facteurs sociaux qui doivent être résolus avant que les femmes autochtones soient en mesure de participer entièrement au processus de développement économique.

L'étape Préparation englobe les facteurs qui font partie de la toute première participation au développement économique - ils prépareront les femmes à participer pleinement à des activités de développement.

L'étape Facilitation englobe les facteurs qui faciliteront le processus par lequel les femmes autochtones pourront participer entièrement au développement économique global.

CONDITIONS PRÉALABLES

SERVICES D'ÉDUCATION ET DE SOUTIEN

1. Il y a lieu d'améliorer les services de soutien propres à l'éducation (enseignement individuel, counselling, financement suffisant).

2. Les écoles autorisées qui tiennent compte de la culture autochtone devraient être la norme dans les communautés autochtones, et accessibles dans les régions urbaines qui comptent une forte population autochtone.
3. Il importe de mettre sur pied des garderies qui tiennent compte de la culture autochtone, qui sont sûres et abordables.
4. Il est nécessaire d'aménager des logements sûrs et abordables.
5. Il faut concevoir des réseaux médico-hospitaliers adaptés aux besoins des communautés.
6. Il convient de verser des indemnités de formation qui tiennent compte du coût de la vie dans n'importe quelle région.
7. La violence dans la famille et dans la société constitue un problème qu'il convient de reconnaître. Il y a lieu de mettre en oeuvre des programmes de prévention et d'intervention pertinents.

PRÉPARATION

8. Il y a lieu de donner, au niveau communautaire, des cours axés sur le développement de la personnalité (restauration de la confiance et développement personnel), les aptitudes requises pour les affaires et la formation en gestion.

9. Il faut employer des techniques modernes pour les cours de recyclage et de perfectionnement axés sur la communauté.
10. Il importe d'encourager les femmes autochtones à lancer leur propre entreprise et à se tourner vers le secteur privé.
11. Il convient d'établir un programme de stage en entreprise à l'intention des femmes autochtones.

ACCESSIBILITÉ:

12. Tous les ordres de gouvernement devraient accorder leur aide au financement de base des organisations de femmes autochtones.
13. Il faudrait établir des centres de ressources à l'intention des femmes autochtones.
14. Il faut des institutions financières qui puissent répondre aux besoins de ressources économiques des femmes autochtones.
15. Il faut faciliter l'accès aux institutions financières déjà existantes.
16. Il faudrait accorder de l'aide aux femmes autochtones qui organisent des activités.

17. Les femmes autochtones devraient être suffisamment représentées dans les conseils, les commissions, etc.
18. Le financement des organisations autochtones devrait être accordé à la condition que les femmes autochtones soient suffisamment représentées.
19. Il faudrait créer des programmes économiques qui satisfont les besoins des femmes autochtones.
20. Il faudrait améliorer l'accès coordonné des femmes autochtones aux emplois civils permanents dans le secteur des services.
21. Il faudrait élargir les programmes d'action positive.
22. Une partie du financement prévu dans les programmes gouvernementaux devrait viser les femmes autochtones et tenir compte des situations et des besoins régionaux et locaux particuliers.
23. L'ordre de priorité des politiques et des programmes déjà existants devrait être reformulé et les ressources redistribuées pour inclure les avantages aux femmes autochtones.
24. Les négociations actuelles (par exemple, celles qui concernent la revendication des terres, la décentralisation administrative, la responsabilité des communautés) devraient tenir compte spécifiquement des femmes autochtones.

25. Il faudrait évaluer les programmes déjà existants en fonction de leur incidence sur les femmes autochtones (par exemple les amendements à la Loi sur les Indiens, le PDEA, le programme Planification de l'emploi, le MEIR-DER, le PDIR, les ententes spéciales ARDA, les initiatives de formation, etc.) et les modifier s'il y a lieu.
26. Les procédures d'embauche dans les projets de développement des ressources devrait garantir que la composition de la population de la région dans laquelle les projets sont réalisés est respectée. Ces procédures devrait assurer la création d'un pourcentage d'emplois destinés aux femmes.
27. Il faut faciliter l'application des projets de développement fondés sur les besoins des communautés.

Résumé

Les femmes autochtones représentent 51 % de la population autochtone. En outre, elles représentent 50 % de la population active potentielle. La majorité d'entre elles ont moins de vingt ans. Elles ont la responsabilité d'être le principal soutien de famille et elles occupent les emplois les moins rémunérateurs.

On observe une tendance à la migration urbaine et à l'autodétermination sur les questions économiques. Les barrières structurelles qui empêchent les femmes autochtones de sortir de la pauvreté peuvent être supprimées. Les programmes et les politiques doivent tenir compte des besoins des communautés si on veut qu'ils réussissent.

Les femmes autochtones ont besoin de formation, d'une éducation pertinente, de services de soutien et de l'accès aux débouchés économiques. Nous devons reconnaître leur apport à la société canadienne et satisfaire leurs besoins d'une façon digne.

Il faudrait renforcer les principes directeurs de l'Organisation de développement économique, social et culturel des Nations Unies et de sa stratégie mise de l'avant pour les femmes dans "Égalité, développement et paix".

1. Les femmes autochtones ont droit à la sécurité économique.
2. Il faut que les femmes autochtones participent aux différentes étapes que sont la définition, la conception, le développement, l'application, la gestion et l'évaluation des programmes et des services qui conviennent à leurs besoins.

BIBLIOGRAPHIE

Aboriginal Business Women's Workshop on Economic Development & Task Force Hearings

On Their Own Initiative: Towards An Economic Development Strategy for Canada's Native Women
Rapport au Ministre et au Conseil consultatif du PDEA, 1985

Adams, I, Cameron, W, Hiel, B et Penz, R.

The Real Poverty Report, M. G. Hurtig Ltd, Edmonton, 1971

Clatworthy, S. J.

Institute of Urban Studies, Université de Winnipeg

Native Housing Conditions in Winnipeg, 1981

DMIC Circumstances of Native People in Selected Metropolitan Centres in Western Canada, 1981

The Effects of Length of Urban Residency on Native Labour Market Behaviour, 1982

The Demographic Composition & Economic Circumstances of Winnipeg's Native Population, 1980

The Effects of Education on Native Behaviour in the Urban Labour Market, 1981

Patterns of Native Employment in the Winnipeg Labour Market, 1981

Issues Concerning the Role of Native Women in the Winnipeg Labour Market, 1981

Clatworthy, S. J. et Hull, J.

Native Economic Conditions in Regina & Saskatoon
Institute of Urban Studies, Université de Winnipeg, 1983

Comité spécial du Sénat sur la pauvreté

La pauvreté au Canada, Information Canada, 1971

Conseil national du bien-être social

Les petits salariés: comment répondre à leurs besoins, Approvisionnements et Services Canada, 1981

Falconer, Patrick

Urban Native Community Economic Development & NEDP's Element II: Problems, Prospects and Policies, Winnipeg, 1985

Fontaine, Janet

Women's Aboriginal Network Communication Study, Winnipeg, 1985

Hull, J.

Native Women and Work, Institute of Urban Studies, Université de Winnipeg, mars 1983

Statistique Canada, Division du recensement, 1981

- Kirkness, V. J.
Education of Indians in Federal & Provincial Schools in Manitoba
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, Ottawa, 1979
- The Shocking Truth About Indians in Text Books,
Manitoba Indian Brotherhood, Winnipeg (Manitoba), 1977
- Why Indian Children Fail in Provincial & Federal Schools, [
Thèse de maîtrise, Université du Manitoba, 1979
- Lanton, S. D.
The Education of Indian Children, Long Plains, Dakota Plains, Dakota
Tipi Bands, Manitoba, 1965-1979, septembre 1979
- Nations Unies
Les Nations unies et les droits de l'homme, New York, 1978
- Pawley, H.
Position du Manitoba sur l'égalité économique des femmes,
Province du Manitoba, Winnipeg, 1985
- Peters, Evelyn J.
Native Households in Winnipeg, Strategies of Co-Residence & Financial
Support,
Institute of Urban Studies, Université de Winnipeg, 1984
- Ross, David P.
Données de base sur la pauvreté au Canada, 1983, Séries du Conseil
canadien de développement social, James Lorimer & Co., Toronto, 1983
- Sealy, B. et Kirkness, V. J. eds
Indian Without Tipis, William Clark Ltd., Winnipeg, 1983
- Université de Guelph
Women and Development: Beyond the Decade, Guelph (Ontario), 1986
- White, Pamela, M.
Native Women: A Statistical Interview
Direction de l'analyse des tendances sociales, Secrétariat d'État,
Approvisionnement et Services Canada, Ottawa, 1986
- Young, D. (rapport non publié)
Needs Assessment of the Native Elderly Population in Winnipeg, Indian &
Metis Senior Citizens Group of Winnipeg Inc., Winnipeg, 1984

ANNEXE G

STRATÉGIE DU FÉDÉRAL, DES PROVINCES ET DES TERRITOIRES POUR PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ DES FEMMES SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Fonds de formation pour les femmes

Introduction

Au cours des deux dernières années, des discussions concernant la situation économique des femmes au Canada ont eu lieu entre les premiers ministres et les ministres responsables du Statut de la femme. La question de la situation économique des femmes a été inscrite à l'ordre du jour de la Conférence des premiers ministres et tout indique que les inégalités socio-économiques dont les femmes sont victimes reçoivent toute l'attention nécessaire pour que des changements soient apportés.

Les ministres responsables du Statut de la femme et leurs fonctionnaires supérieurs ont fait beaucoup d'efforts pour déterminer quelles sont les obstacles communs à l'égalité économique des femmes et quels éléments de politique sont nécessaires pour supprimer ces obstacles. Il ne fait aucun doute que ces efforts sont louables, mais les plans d'action proposés risquent d'aboutir à des solutions trop étroites qui n'embrassent pas vraiment le contexte global et la complexité des inégalités économiques et sociales dont souffrent les femmes.

C'est pourquoi nous proposons dans cet exposé un plan d'action double qui, tout en maintenant les engagements déjà pris pour promouvoir l'égalité des femmes, respecte les initiatives individuelles prises par chaque ordre de gouvernement et contient un accord de partage des coûts en période de restrictions budgétaires.

Fonds de formation pour les femmes

Nous proposons la constitution d'un fonds fédéral-provincial de formation pour les femmes, qui serait créé au moyen d'une réorganisation des fonds déjà existants et dont le développement et l'orientation seraient déterminées dans le cadre d'une consultation large entre les gouvernements et les organismes de la communauté qui ont acquis des compétences dans le domaine de la formation des femmes. Entre autres exemples de ces organismes, mentionnons les agences de services de consultation et de soutien à l'intention des femmes, les établissements d'enseignement postsecondaire et les agences de formation privées.

Les composantes du fonds, qui sont décrites brièvement ci-dessous, seraient structurées de manière à viser directement les obstacles à la formation qui ressortent des conclusions du document de travail intitulé "Towards a Labour Force Strategy: An Action Plan for Training".

Soutiens socio-économiques

- Augmentation des allocations pour dépenses de formation jusqu'à des niveaux suffisants pour les femmes ayant des personnes à charge.

- Création de programmes de financement-relais pour subvenir aux besoins des femmes entre le moment où elles cessent de recevoir 100 % de l'aide et le moment où elles sont totalement auto-suffisantes financièrement.
- Octroi de subventions pour des projets pilotes spéciaux comme les programmes d'enseignement de la langue utilisée en milieu de travail pour les femmes immigrantes, les programmes d'"internat" à l'intention des femmes intéressées par des professions non traditionnelles et les programmes "guide".
- Services de consultation et de soutien à l'intention des femmes qui cherchent à obtenir une formation non traditionnelle.
- Distribution régionale des programmes et des fonds pour aider les femmes des régions du Nord et des régions rurales.
- Création de possibilités d'emploi pour les femmes sous-employées et pour celles qui ont besoin de se recycler afin que leurs compétences professionnelles demeurent concurrentielles à long terme.
- Établissement de politiques d'action positive et d'égalité des salaires pour éliminer les inégalités et le déséquilibre existant actuellement dans la population active rémunérée.
- Les services de garde de jour de qualité, flexibles et à prix abordables sont une composante importante de tout programme de formation à l'intention des femmes.

Soutiens structurels

- Suppression des critères de l'assurance-chômage pour permettre aux femmes sous-employées de remplir les conditions requises pour suivre les programme de formation et d'amélioration des compétences.
- Subventions de déplacement pour les femmes des régions rurales et des régions du Nord.
- Création de réserves en faveur des femmes dans des fonds prévus dans d'autres ententes économiques comme les EDER (Ententes de développement économique et régional).
- Normes d'accréditation et crédits transférables pour tous les programmes de formation.
- Adoption de mesures visant à favoriser l'investissement à long terme dans les compétences génériques par opposition à l'investissement dans les compétences strictement demandées par le marché.
- Affectation de fonds aux établissements d'enseignement postsecondaire publics et aux organismes non commerciaux ayant fait la preuve qu'ils ont acquis des connaissances et de l'expérience dans le domaine de la formation des femmes.
- Mise au point d'options comme la formation à temps partiel, la formation par module et l'éducation par correspondance pour offrir un grand choix de possibilités aux femmes dans diverses situations.

Réalisation

Bon nombre d'organismes publics, privés et communautaires ont acquis beaucoup de compétence dans le domaine de la formation de femmes. Ces connaissances et cette expérience doivent servir à définir et à mettre sur pied un Fonds de formation pour les femmes. Par conséquent, l'avis des gouvernements provinciaux, des établissements d'enseignement postsecondaire, des groupes de femmes et des organismes décrits ci-dessus est important dans ce processus.

Le contrôle et l'évaluation sont des éléments indispensables au maintien d'une politique efficace et convenable. Il faut mettre en place de tels mécanismes et prévoir des évaluations régulières.

Même si la création d'un fonds de formation pour les femmes représente une initiative de politique intergouvernementale qui constitue un pas important vers l'égalité dans la population active, il faut se rappeler que la formation n'est qu'une des composantes d'une stratégie globale visant à réaliser la vraie égalité économique pour les femmes. Tout en cherchant à atteindre certains objectifs en matière de formation, le gouvernement ne doit pas perdre de vue le contexte global de la question ainsi que les nombreux changements législatifs et changements d'attitude qui seront nécessaires pour obtenir l'égalité des femmes et des hommes.

CAL
Z 2
C 52

DOCUMENT: 800-22/033



Manitoba

MANITOBA'S POSITION ON

**REGIONAL
DEVELOPMENT**

**Honourable Howard Pawley
Premier of Manitoba**

**ANNUAL CONFERENCE
OF FIRST MINISTERS**

**Vancouver, British Columbia
November 20 - 21, 1986**

November 1986

REGIONAL DEVELOPMENT

A federal-provincial Conference of Ministers responsible for Regional Development was held in Ottawa in late October.

At that Conference, the Manitoba Minister, the Hon. Vic Schroeder, outlined this province's position on regional development and called for agreement on a concrete federal-provincial work plan for the next year.

A copy of the text of Mr. Schroeder's statement follows, as does the media release issued by the Chairman, the Hon. Michel Côté, at the conclusion of the Conference.

FEDERAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL CONFERENCE OF
MINISTERS RESPONSIBLE FOR REGIONAL DEVELOPMENT

OTTAWA: OCTOBER 29, 1986

NOTES FOR AN OPENING STATEMENT

HON. VIC SCHROEDER
MINISTER OF INDUSTRY, TRADE & TECHNOLOGY
GOVERNMENT OF MANITOBA

MR. CHAIRMAN:

OVER THE LAST YEAR AND A HALF, PROGRESS ON REGIONAL DEVELOPMENT ISSUES HAS BEEN MINIMAL, AT BEST.

AT THIS MEETING TODAY -- AND AGAIN AT THE FIRST MINISTERS' CONFERENCE IN VANCOUVER IN NOVEMBER -- OUR GOVERNMENTS HAVE AN OPPORTUNITY TO ADDRESS THE REASONS WHY, AND TO TRY TO INJECT SOME POSITIVE MOMENTUM BACK INTO THE PROCESS.

THOSE OF US WHO ATTENDED THE TWO FIRST MINISTERS' CONFERENCES LAST YEAR KNOW THAT THE REGIONAL DEVELOPMENT ISSUE WAS TREATED QUITE DIFFERENTLY AT THE SECOND MEETING, IN HALIFAX LAST NOVEMBER, THAN IT WAS AT THE FIRST MEETING IN REGINA THE PREVIOUS FEBRUARY. THE DISCUSSION OF REGIONAL DEVELOPMENT AT THE REGINA MEETING WAS LENGTHY AND ENCOURAGING. THAT WAS THE MEETING AT WHICH FIRST MINISTERS ENDORSED THE NINE REGIONAL DEVELOPMENT POLICY PRINCIPLES WHICH WERE SUBSEQUENTLY INCLUDED IN THE "INTERGOVERNMENTAL POSITION PAPER ON REGIONAL ECONOMIC DEVELOPMENT" THAT WAS RELEASED IN JUNE OF 1985. THE AGREEMENT BY ALL THIRTEEN GOVERNMENTS TO THE PUBLICATION OF THAT DOCUMENT WAS ONE OF THE MOST IMPORTANT ACCOMPLISHMENTS IN CANADIAN REGIONAL DEVELOPMENT POLICY IN MANY YEARS.

BUT, UNFORTUNATELY, THE MOMENTUM THAT LED TO THE PREPARATION OF THE JOINT POLICY PAPER SEEMED TO DIE OUT SOON AFTER IT WAS RELEASED. REGIONAL DEVELOPMENT MINISTERS' MEETINGS WERE HELD LESS FREQUENTLY, AND THE TIME AVAILABLE FOR DISCUSSION OF REGIONAL DEVELOPMENT AT THE HALIFAX FIRST MINISTERS' CONFERENCE LAST NOVEMBER WAS REDUCED SO MUCH THAT VIRTUALLY ALL THE PARTICIPANTS SAID IT WAS UNSATISFACTORY AND A MAJOR DISAPPOINTMENT.

IT SHOULD NOT BE SURPRISING, THEN, THAT FRUSTRATIONS HAVE GROWN -- ESPECIALLY AMONGST THE PROVINCES. A PROCESS WHICH STARTED OUT WITH SO MUCH PROMISE HAS BEEN BOGGED DOWN FOR ALMOST EIGHTEEN MONTHS.

PERHAPS THE EXPECTATIONS WHICH MARKED THE INITIAL MEETINGS OF REGIONAL DEVELOPMENT MINISTERS IN THE FIRST HALF OF 1985 WERE TOO HIGH. AND, PERHAPS THERE WERE -- AND ARE -- FUNDAMENTAL DIFFERENCES AMONG SOME OF US IN WHAT WE MEAN BY "REGIONAL DEVELOPMENT."

BUT, WE ARE ALL COMMITTED TO SOME BASIC POLICY PRINCIPLES, AND IT IS TIME WE STARTED APPLYING THOSE PRINCIPLES IN A SYSTEMATIC WAY. THERE IS NO DOUBT THAT THE GOAL OF FAIR AND BALANCED REGIONAL DEVELOPMENT -- ONE OF THE KEY GOALS DEFINED IN THOSE PRINCIPLES -- IS AMONG THE MOST DIFFICULT OUR GOVERNMENTS FACE. BUT, IT IS A GOAL TO WHICH WE ARE ALL COMMITTED. IT IS A GOAL WHICH HAS FUNDAMENTAL IMPORTANCE TO THE UNITY AND STRENGTH OF CANADA.

I HOPE WE CAN USE THIS MEETING TODAY TO TRY TO RESTORE SOME OF THE MOMENTUM WHICH HAS BEEN LOST SINCE THOSE PRINCIPLES WERE CONFIRMED. I HOPE WE WILL CONSIDER, IN A FRANK AND OPEN WAY, WHY WE HAVEN'T MADE MORE PROGRESS SINCE LAST JUNE. AND, I HOPE WE WILL DISCUSS WAYS TO GET THE PROCESS BACK ON TRACK.

OBVIOUSLY, THE FIRST MINISTERS' DISCUSSIONS IN A FEW WEEKS IN VANCOUVER WILL PROVIDE IMPORTANT DIRECTIONS FOR US, BUT WE CAN HELP THE PRIME MINISTER AND THE PREMIERS BY TRYING TO IDENTIFY, HERE TODAY, THE PRIORITIES WE FEEL SHOULD BE PURSUED COLLECTIVELY OVER THE NEXT SEVERAL MONTHS.

MANDATE FROM FIRST MINISTERS

THERE IS NO DOUBT THAT WE HAVE A CLEAR MANDATE TO MOVE FORWARD.

ON THE PROVINCIAL SIDE, WE HAVE THE COMMUNIQUE FROM THE AUGUST, 1986 PREMIERS' CONFERENCE IN EDMONTON WHICH STATED:

"NATIONAL EFFORTS TO ADDRESS REGIONAL ECONOMIC DISPARITIES MUST BE RENEWED. THE PREMIERS REAFFIRMED THEIR SUPPORT FOR THE REGIONAL DEVELOPMENT PRINCIPLES WORKED OUT BY THE FEDERAL

GOVERNMENT AND THE PROVINCES IN 1985. THEY AGREED THAT REGIONAL DEVELOPMENT MUST BE A KEY ITEM ON THE AGENDA FOR THE NOVEMBER FIRST MINISTERS' CONFERENCE IN VANCOUVER."

THE PREMIERS WERE EVEN MORE SPECIFIC IN GIVING DIRECTIONS TO US ON INTERPROVINCIAL TRADE BARRIERS. THEIR COMMUNIQUE ON THAT SUBJECT STATED:

"THE PREMIERS INSTRUCTED THEIR MINISTERS TO ACCELERATE INTERPROVINCIAL ACTIVITIES ON THIS SUBJECT IN THE COMING YEAR. GIVEN THIS SENSE OF URGENCY, THEY REQUESTED THEIR MINISTERS TO REPORT PROGRESS ON THIS MATTER BY YEAR END."

ON THE FEDERAL SIDE, THE MANDATE SEEMS NO LESS CLEAR.

THE PRIME MINISTER HAS STATED ON SEVERAL OCCASIONS IN RECENT MONTHS THAT MORE ATTENTION MUST BE DIRECTED AT REGIONAL DEVELOPMENT, AND, OF COURSE, THE OCTOBER 1 FEDERAL THRONE SPEECH CONTAINED SOME ENCOURAGING STATEMENTS, SUCH AS:

"IT IS TIME TO CONSIDER NEW APPROACHES, TO EXAMINE HOW OUR CONSIDERABLE AND GROWING SUPPORT FOR CANADA'S REGIONS CAN BE USED MORE EFFICIENTLY, MORE EFFECTIVELY AND WITH GREATER SENSITIVITY TO LOCAL CONDITIONS AND OPPORTUNITIES.... BUILDING ON THE HUMAN AND NATURAL RESOURCE STRENGTHS OF THE REGIONS, A RENEWED COOPERATIVE EFFORT WILL LEAD TO A NEW DEVELOPMENT AGENDA."

MR. CHAIRMAN, I BELIEVE THE GROUNDWORK WAS LAID OVER A YEAR AGO FOR THE "NEW AGENDA" WHICH YOUR THRONE SPEECH TALKED ABOUT. I MEAN, OF COURSE, THE JOINT REGIONAL DEVELOPMENT POSITION PAPER WHICH WAS ISSUED IN JUNE 1985. THAT PAPER SET A SOUND POLICY FRAMEWORK FOR COOPERATION AND FOR ACTION WHICH IS STILL RELEVANT AND WHICH IS STILL SUPPORTED BY THE PROVINCES.

IT SIMPLY HASN'T BEEN FOLLOWED UP ADEQUATELY.

PUT ANOTHER WAY, FROM OUR PERSPECTIVE, THE ACTION -- THE PROOF OF COMMITMENT -- HASN'T MATCHED THE WORDS.

THERE ARE SOME OBVIOUS EXAMPLES:

- TWO STRAIGHT FEDERAL BUDGETS -- IN MAY, 1985 AND FEBRUARY, 1986 -- WHICH LARGELY IGNORED REGIONAL DEVELOPMENT, OR WORKED AGAINST IT IN SOME RESPECTS
- MAJOR REDUCTIONS IN FEDERAL EXPENDITURES ON KEY REGIONAL DEVELOPMENT PRIORITIES: AGRICULTURE, TRANSPORTATION, AND INDUSTRIAL ASSISTANCE
- CUTBACKS IN FEDERAL TRANSFER PAYMENTS, WHICH ARE ESPECIALLY IMPORTANT TO SMALLER PROVINCES WITH BELOW-AVERAGE BUDGETARY CAPACITIES
- TRANSPORT CANADA'S INSENSITIVITY TO ITS OWN GOVERNMENT'S REGIONAL DEVELOPMENT POLICY, BY TAKING MANY MONTHS TO RE-INTRODUCE A REGIONAL DEVELOPMENT COMMITMENT INTO ITS PROPOSED NEW NATIONAL TRANSPORTATION LEGISLATION
- TRANSPORTATION "DEREGULATION" PLANS WHICH THREATEN SERVICES IN SMALLER COMMUNITIES AND LESS-DEVELOPED REGIONS,
- AND SO ON.

ON THE OTHER HAND, THERE HAVE BEEN SOME RECENT DEVELOPMENTS AT THE FEDERAL LEVEL WHICH SHOULD BE ACKNOWLEDGED AS ENCOURAGING:

- FOR EXAMPLE, THE FEDERAL MINISTER OF FINANCE, IN HIS RECENT ECONOMIC STATEMENT, SAID REGIONAL DEVELOPMENT CONCERNS PARTLY MOTIVATED HIS DECISION NOT TO IMPLEMENT MEASURES TO REDUCE THE DEFICIT FURTHER AT THIS TIME. THAT IS THE FIRST TIME I RECALL HAVING SEEN A SIGNIFICANT REFERENCE TO REGIONAL DEVELOPMENT IN ONE OF THIS ADMINISTRATION'S MAJOR FISCAL STATEMENTS. THAT'S GOT TO BE A POSITIVE STEP.
- SO TOO WAS THE PROMISE OF DEFICIENCY PAYMENTS TO GRAIN FARMERS.

WE HOPE THESE EXAMPLES ARE REPRESENTATIVE OF THE "NEW AGENDA" DESCRIBED IN THE THRONE SPEECH. IN THE MONTHS AHEAD, THERE WILL BE MANY MORE OPPORTUNITIES FOR THE FEDERAL GOVERNMENT TO DEMONSTRATE ITS INTENTIONS AND TO PROVE ITS COMMITMENT TO REGIONAL DEVELOPMENT.

OPPORTUNITIES FOR DEMONSTRATING COMMITMENT TO REGIONAL DEVELOPMENT

THESE OPPORTUNITIES EXIST BOTH WITHIN THE PROGRAM MANDATES OF OUR OWN DEPARTMENTS OF INDUSTRY AND ECONOMIC DEVELOPMENT, AND -- PROBABLY MORE IMPORTANTLY -- WITHIN THE BROAD RANGE OF POLICY AND PROGRAM INITIATIVES BEING UNDERTAKEN IN THE OTHER DEPARTMENTS AND AGENCIES OF OUR RESPECTIVE GOVERNMENTS.

IN A SENSE, THESE OPPORTUNITIES FORM A SORT OF "AGENDA" OR "CHECKLIST" FOR OUR DISCUSSIONS. AT THE CONCLUSION OF MY COMMENTS, I'D LIKE TO SUGGEST THAT WE TRY TO INCORPORATE AS MANY OF THESE ISSUES AS POSSIBLE INTO A WORK PLAN WHICH WE CAN FOLLOW OVER THE NEXT YEAR.

HERE ARE THE ISSUES WE THINK SHOULD BE DISCUSSED ON A PRIORITY BASIS.

1. INDUSTRIAL ASSISTANCE PROGRAMMING

FIRST, I'D LIKE TO REFER TO OUR OWN DEPARTMENTS' PROGRAMMING, AND TO THE ACKNOWLEDGED NEED FOR GREATER EFFECTIVENESS AND BETTER COORDINATION. THE FEDERAL AND PROVINCIAL GOVERNMENTS STARTED TALKING ABOUT THOSE SUBJECTS IN

LATE 1984 AND EARLY 1985. WE TALKED ABOUT NEW INDUSTRIAL AGREEMENTS, ABOUT THE DEVOLUTION OF IRDP, AND SO ON. LATELY, THE TALK HAS STOPPED. WHAT WENT WRONG?

WE KNOW PART OF THE ANSWER, OF COURSE. THE FEDERAL GOVERNMENT HAS BEEN REVIEWING ITS OWN PROGRAMS INTENSIVELY, AND THERE HAVE BEEN CHANGES AMONG RESPONSIBLE MINISTERS AND SENIOR STAFF. I THINK IT IS IMPORTANT THAT WE REOPEN THESE DISCUSSIONS AND BUILD ON SOME OF THE WORK WHICH OUR OFFICIALS HAVE UNDERTAKEN IN THE MEANTIME -- SUCH AS THE REGIONAL DEVELOPMENT ASSESSMENT TASK FORCE REPORT WE'LL BE DISCUSSING NEXT ON OUR AGENDA TODAY. WE SHOULD ALSO SHARE CURRENT INFORMATION ON WHAT IS ACTUALLY HAPPENING NOW WITH THESE PROGRAMS. FOR EXAMPLE, I AM TOLD THAT THE IRDP SYSTEM HAS SHIFTED PROPORTIONATELY AND SUBSTANTIALLY MORE FEDERAL FINANCIAL SUPPORT INTO CENTRAL CANADA OVER THE LAST FEW YEARS THAN IN PREVIOUS YEARS. IS THAT CORRECT AND, IF SO, WHAT IS THE REASON?

ON A RELATED ISSUE, I AM TOLD THAT THE FIRST MINISTERS HAD AN EXTREMELY USEFUL DISCUSSION OF INDUSTRIAL ASSISTANCE CONCERNS AT THEIR QUARTERLY MEETING ON TRADE IN MID-SEPTEMBER. APPARENTLY SEVERAL OF THE FIRST MINISTERS INDICATED THEIR WISH TO CONTINUE THAT DISCUSSION IN VANCOUVER IN NOVEMBER. ONE OF THE MOST IMPORTANT ONGOING CONCERNS, OF COURSE, RELATES TO WASTEFUL, COUNTERPRODUCTIVE, "BEGGAR-YOUR-NEIGHBOR" COMPETITION FOR INVESTMENT THROUGH MASSIVE INCENTIVE GIVEAWAYS. THAT ISSUE WAS IDENTIFIED AS A MAJOR PROBLEM BY ALL PROVINCES AT THE NEWFOUNDLAND PREMIERS' CONFERENCE IN THE SUMMER OF 1985 AND IT WAS DISCUSSED BY THE PREMIERS AGAIN THIS YEAR IN EDMONTON.

2. ERDA'S AND SUB-AGREEMENTS

IT IS ALSO IMPORTANT FOR US TO DISCUSS THE ECONOMIC AND REGIONAL DEVELOPMENT AGREEMENTS AND THE VARIOUS SUBSIDIARY AGREEMENTS NOW IN PLACE AND UNDER NEGOTIATION. THE ERDA SYSTEM STARTED OUT WITH CONSIDERABLE PROMISE, AND THERE HAVE BEEN SOME NOTABLE ACCOMPLISHMENTS, BUT PROBABLY IT IS TIME FOR A REAPPRAISAL AND A SHARING OF IDEAS ON HOW TO MAKE THE SYSTEM WORK BETTER.

IN THIS CONNECTION, THOSE OF US IN WESTERN CANADA WOULD FIND IT HELPFUL TO HAVE MORE INFORMATION ON THE NEW ATLANTIC CANADA OPPORTUNITIES AGENCY ANNOUNCED IN THE THRONE SPEECH AND ON ACTIVITY UNDER THE ATLANTIC ENTERPRISE PROGRAM FOR THE ATLANTIC PROVINCES AND PARTS OF QUEBEC ANNOUNCED IN THE LAST FEDERAL BUDGET.

3. BLOCK FUNDING AND A REGIONAL DEVELOPMENT FUND

TIME AND AGAIN WHEN THE FUTURES OF DRIE AND THE ERDA'S ARE DISCUSSED, REFERENCE IS MADE TO THE FACT THAT DRIE'S BUDGET IS SEVERELY LIMITED, AND THAT SECURING LINE-DEPARTMENT AGREEMENT ON VARIOUS REGIONAL INITIATIVES HAS OFTEN BEEN DIFFICULT.

AT A CONFERENCE HERE IN OTTAWA AS RECENTLY AS LAST WEEK, SENIOR PROFESSIONALS IN THE REGIONAL DEVELOPMENT FIELD SAID THEY WOULD FAVOUR CREATION OF A SEPARATE FEDERAL DEPARTMENT OF REGIONAL DEVELOPMENT, WITH SIGNIFICANT BUDGETARY RESOURCES OF ITS OWN. I BELIEVE THAT IDEA SHOULD BE DISCUSSED SERIOUSLY WITH THE PROVINCES. AND, I WOULD LIKE TO ADD ANOTHER, RELATED SUGGESTION: CONSIDER INTRODUCING AT LEAST SOME ELEMENT OF BLOCK-FUNDING INTO THE FINANCING OF FEDERAL-PROVINCIAL REGIONAL DEVELOPMENT PROGRAMMING. THE BLOCK-FUNDING CONCEPT IS NOT A NEW ONE, BUT IT CAN HAVE MANY ADVANTAGES.

A NEW FEDERAL REGIONAL DEVELOPMENT FUND, WITH A FAIR AND CLEARLY-UNDERSTOOD ALLOCATION FORMULA, COULD ANSWER MANY OF THE CONCERNS ABOUT THE INTEGRITY OF SOME ALLOCATION DECISIONS UNDER CURRENT FEDERAL PROGRAMMING. I AM NOT REFERRING TO THE OLD "REGIONAL FUND" IN THE FEDERAL ECONOMIC DEVELOPMENT "ENVELOPE." A REGIONAL DEVELOPMENT "BLOCK" FUND WOULD HAVE A PUBLICLY-EXPLAINED ALLOCATION RATIONALE, AIMED AT SUPPORTING NEW PRIORITY INITIATIVES IN ALL PROVINCES.

4. FEDERAL PROCUREMENT POLICY

REGIONAL DEVELOPMENT MINISTERS ALSO HAVE A RESPONSIBILITY TO FOLLOW UP OUR EARLIER DISCUSSIONS OF FEDERAL PROCUREMENT POLICIES AND THE INDUSTRIAL BENEFITS OF LARGE-SCALE FEDERAL CONTRACTS. RECENTLY, MR. CHAIRMAN, YOU WROTE

TO YOUR PROVINCIAL COLLEAGUES TO OFFER MORE BACKGROUND ON RECENT FEDERAL POLICY CHANGES IN THIS AREA. IN LIGHT OF THE CONTROVERSY SURROUNDING THE CF-18 DECISION, I THINK IT IS IMPERATIVE THAT WE LOOK AGAIN AT THIS ISSUE, ALONGSIDE THE OTHERS I HAVE RAISED.

5. INTERPROVINCIAL TRADE BARRIERS AND REGIONAL DEVELOPMENT

EARLIER, I REFERRED TO THE CLEAR INSTRUCTIONS ON INTERPROVINCIAL TRADE BARRIERS WHICH WERE ISSUED BY THE PREMIERS AT THEIR LAST CONFERENCE IN EDMONTON IN AUGUST. WE WILL, OF COURSE, BE DISCUSSING THAT ITEM LATER IN OUR MEETING TODAY. HERE, I SIMPLY WANT TO EMPHASIZE AN IMPORTANT POINT OF PRINCIPLE WHICH HAS SOMETIMES BEEN OVERLOOKED. MANITOBA FULLY SUPPORTS EFFORTS TO REDUCE AND ELIMINATE INTERPROVINCIAL TRADE BARRIERS. AT THE SAME TIME, HOWEVER, WE HAVE EMPHASIZED THAT THE PROCESS OF TRADE BARRIER REDUCTION MUST BE ACCOMPANIED BY A STRONG, EQUITABLE, NATIONAL SET OF REGIONAL DEVELOPMENT POLICIES AND PROGRAMS. MANY OF THE BARRIERS WHICH NOW EXIST WERE ESTABLISHED TO MAKE UP FOR THE LACK OF FAIR AND BALANCED NATIONAL POLICIES IN THE PAST. SO-CALLED "MARKET FORCES" WEREN'T RESPONSIBLE, ALONE, FOR THE DOMINATION OF CENTRAL CANADA IN OUR ECONOMY, AND THEY CAN'T BE RELIED ON, BY THEMSELVES, TO CHANGE THAT UNACCEPTABLE STATUS QUO.

OTHER FEDERAL POLICIES

UP TO NOW, I HAVE DEALT MAINLY WITH POLICIES FOR WHICH DRIE HAS IMPORTANT DIRECT RESPONSIBILITIES, OR AT LEAST A MAJOR ADVISORY ROLE. BUT, AS I SUGGESTED EARLIER, SOME OF THE MOST SERIOUS EXAMPLES OF LACK OF FOLLOW-UP ON FEDERAL REGIONAL DEVELOPMENT COMMITMENTS IN THE LAST COUPLE OF YEARS HAVE OCCURRED IN THE POLICIES AND PROGRAMS OF OTHER FEDERAL DEPARTMENTS AND AGENCIES, INCLUDING SOME OF THE MAJOR CROWN CORPORATIONS.

IT IS WORTH RECALLING THAT THE FIFTH PRINCIPLE IN OUR JOINT POLICY PAPER STATED:

"ALL MAJOR NATIONAL POLICIES SHOULD BE JUDGED, IN PART, IN TERMS OF THEIR REGIONAL IMPACT. AND, SO FAR AS IS POSSIBLE, THOSE POLICIES SHOULD REINFORCE THE GOAL OF FAIR AND BALANCED REGIONAL DEVELOPMENT."

THAT SAME SECTION OF OUR JOINT PAPER WENT ON TO STATE: "REGIONAL DEVELOPMENT MUST BE THE CONCERN OF EVERY DEPARTMENT AND AGENCY WITHIN BOTH ORDERS OF GOVERNMENT." AND, IT SPELLED OUT THE IMPORTANCE OF REGIONAL CONSIDERATIONS IN FEDERAL FISCAL AND MONETARY POLICIES, INVESTMENT POLICY, INDUSTRIAL POLICY, TRANSPORTATION POLICY, TRADE POLICY, AND SECTORAL POLICIES.

THOSE POINTS ARE CRITICALLY IMPORTANT.

HOW MUCH GOOD DOES IT DO, FOR EXAMPLE, IF WE SAY "REGIONAL DEVELOPMENT SHOULD BE THE JOB OF ALL FEDERAL DEPARTMENTS AND AGENCIES," AND THEN THE FEDERAL TRANSPORT MINISTER SAYS, AS HE IS REPORTED TO HAVE SAID EARLIER THIS FALL: "CN IS NOT IN THE REGIONAL DEVELOPMENT BUSINESS?"

AND THERE ARE OTHER EXAMPLES, TOO.

WE'RE TOLD SOME FEDERAL DEPARTMENTS CONTEND THAT OUR PROVINCE, MANITOBA, IS DOING SO WELL ECONOMICALLY THAT WE CAN GET BY WITH LESS FEDERAL SUPPORT. THAT'S INTERESTING AND SOMEWHAT FLATTERING, FROM ONE POINT OF VIEW. OF COURSE, OUR YEAR-OVER-YEAR STATISTICS HAVE BEEN ENCOURAGING IN RECENT YEARS, BUT, AS YOUR DEPARTMENT UNDERSTANDS, I HOPE, MR. CHAIRMAN -- AND AS FEDERAL FINANCE SHOULD ALSO KNOW AND UNDERSTAND -- MANITOBA'S GROSS OUTPUT AND INCOME FIGURES ARE STILL BELOW THE NATIONAL AVERAGE. WE ARE STILL ONE OF SIX EQUALIZATION RECIPIENT PROVINCES, ALONG WITH QUEBEC AND THE ATLANTIC PROVINCES -- A FACT WHICH SEEMS TO HAVE ESCAPED THE NOTICE OF SOME DECISION-MAKERS IN OTTAWA FROM TIME TO TIME.

6. EQUALIZATION

IN TWO DAYS' TIME, OUR COLLEAGUES, THE FINANCE MINISTERS, WILL BE MEETING IN EDMONTON, I BELIEVE, TO CONTINUE THEIR DISCUSSIONS OF THE FISCAL ARRANGEMENTS -- INCLUDING EQUALIZATION. IN SOME RESPECTS, THEIR DISCUSSIONS MAY BE MORE IMPORTANT TO REGIONAL DEVELOPMENT THAN THOSE WE ARE HAVING HERE -- SINCE THEY ARE TALKING ABOUT A NATIONAL FORMULA WHICH HAS BEEN CHARACTERIZED AS THE "CORNERSTONE" OF CONFEDERATION, AND WHICH IS MANDATED IN SECTION 36 OF THE CONSTITUTION, ALONGSIDE THE SECTION ON REGIONAL DISPARITIES.

MY INFORMATION IS THAT FEDERAL EXPENDITURES ON EQUALIZATION HAVE DECLINED SIGNIFICANTLY IN RELATION TO GROSS NATIONAL PRODUCT SINCE 1982, BUT THAT NO MAJOR CHANGES TO IMPROVE THE FORMULA ARE CURRENTLY BEING PLANNED BY THE FEDERAL MINISTER FOR THE NEXT FIVE YEARS.

IT IS THE POSITION OF THE MANITOBA GOVERNMENT THAT OUR NATIONAL EQUALIZATION PROGRAM IS ALSO CANADA'S MOST IMPORTANT REGIONAL DEVELOPMENT PROGRAM. WE FEEL IT WAS UNDERMINED BY THE PREVIOUS GOVERNMENT AND IT IS BEING SHORTCHANGED BY THIS ADMINISTRATION. UNLESS THE EQUALIZATION FORMULA IS GIVEN THE PRIORITY IT DESERVES, OTHER REGIONAL DEVELOPMENT EFFORTS MAY BE LITTLE MORE THAN ACADEMIC.

MR. CHAIRMAN, MANITOBA ISN'T THE ONLY PROVINCE WITH VIEWS ALONG THESE LINES. ALL TEN PREMIERS, AT THEIR EDMONTON CONFERENCE IN AUGUST, RELEASED COMMUNIQUE WHICH INCLUDED THE FOLLOWING STATEMENTS:

"PREMIERS NOTED THE IMPORTANCE OF FEDERAL TRANSFERS AS WELL DIRECT FEDERAL ECONOMIC EXPENDITURES IN ACHIEVING THE GOAL OF FAIR AND BALANCED REGIONAL DEVELOPMENT."

AND

"THE PREMIERS CALLED ON THE FEDERAL GOVERNMENT TO ENSURE THAT THE EQUALIZATION PROGRAM MEETS THE CONSTITUTIONAL COMMITMENT TO ENABLE PROVINCES TO PROVIDE REASONABLY COMPARABLE LEVELS OF PUBLIC SERVICES AT REASONABLY COMPARABLE TAX RATES."

THE PREMIERS ALSO ISSUED A COMMUNIQUE ON TAX REFORM IN WHICH THEY NOTED THAT: "THE IMPACT ON EMPLOYMENT AS WELL AS ON REGIONAL AND SECTORAL ECONOMIC STRENGTHS WILL BE IMPORTANT CRITERIA FOR ASSESSING TAX REFORM OPTIONS." OUR POSITION IS THAT EQUITY AND ECONOMIC DEVELOPMENT GOALS -- FAIRNESS AND GROWTH -- ARE, OR SHOULD BE, FULLY COMPATIBLE IN A REFORMED TAX SYSTEM. WE MUST WORK TO ACHIEVE BOTH GOALS.

7. UNEMPLOYMENT INSURANCE

ANOTHER MAJOR TEST FOR THE FEDERAL GOVERNMENT'S COMMITMENT TO REGIONAL DEVELOPMENT WILL BE ITS RESPONSE TO THE REPORT OF THE FORGET COMMISSION ON UNEMPLOYMENT INSURANCE. AS THE ATLANTIC PREMIERS POINTED OUT ONLY A FEW WEEKS AGO, THE UIC SYSTEM HAS CRITICALLY-IMPORTANT REGIONAL DEVELOPMENT IMPLICATIONS, AND THESE MUST BE ASSESSED, IN CONSULTATION WITH THE PROVINCES, BEFORE ANY CHANGES ARE CONTEMPLATED.

IN THIS CONNECTION, I MIGHT POINT OUT THAT, BECAUSE OF OUR RELATIVELY LOW UNEMPLOYMENT RATE, MANITOBANS HAVE LONG CONTRIBUTED SUBSTANTIALLY MORE THROUGH UIC PREMIUMS AND OTHER TAXES THAN THEY HAVE RECEIVED IN BENEFITS. HOWEVER, THAT IS THE KIND OF CONTRIBUTION WHICH OUR GOVERNMENT HAS ACCEPTED -- AND WHICH WE BELIEVE MANITOBANS WILL CONTINUE TO SUPPORT -- SO LONG AS WE FEEL THE OVERALL TREATMENT OUR PROVINCE AND REGION ARE GETTING FROM THE FEDERAL GOVERNMENT IS ITSELF FAIR.

RECENTLY, UNFORTUNATELY, WE HAVE HAD SOME SERIOUS DOUBTS.

8. CONFERENCE ON WESTERN ECONOMIC DEVELOPMENT AND EMPLOYMENT OPPORTUNITIES

AT THIS YEAR'S WESTERN PREMIERS' CONFERENCE IN SWAN RIVER, MANITOBA, THE FOUR WESTERN PREMIERS, AT PREMIER PAWLEY'S SUGGESTION, PROPOSED A SPECIAL CONFERENCE WITH THE PRIME MINISTER TO FOCUS ON MEASURES TO DIVERSIFY THE WEST'S ECONOMIC BASE. SO FAR, WE HAVEN'T HAD A DIRECT RESPONSE, BUT WE DID NOTE THE REFERENCE TO WESTERN DIVERSIFICATION IN THE THRONE SPEECH AND THE FACT THAT THE PRIME MINISTER RECENTLY MET WITH THE ATLANTIC PREMIERS TO DISCUSS DEVELOPMENT IN THEIR REGION.

IN OUR VIEW, THE WESTERN ECONOMIC DEVELOPMENT CONFERENCE PROPOSAL CONTINUES TO WARRANT AN EARLY AND POSITIVE RESPONSE FROM THE FEDERAL GOVERNMENT. SUCH A CONFERENCE WOULD PROVIDE ANOTHER IMPORTANT FOCUS FOR REGIONAL DEVELOPMENT COOPERATION AND WOULD, IN OUR VIEW, BE CONSISTENT WITH THE APPROACH SUGGESTED IN THE SPEECH FROM THE THRONE.

A REGIONAL DEVELOPMENT WORK PLAN FOR 1987

MR. CHAIRMAN, EARLIER I EMPHASIZED THE IMPORTANCE OF GETTING OUR CONSULTATIVE PROCESS BACK ON TRACK AND OF PUTTING OUR AGREED-UPON REGIONAL DEVELOPMENT POLICY PRINCIPLES INTO PRACTICE.

TO ENSURE THIS GETS DONE, I WOULD LIKE TO SUGGEST THAT WE AGREE HERE TODAY TO FOLLOW UP A SUGGESTION ORIGINALLY PUT FORWARD, I THINK, BY THE HON. SINCLAIR STEVENS. THAT IS... AGREE ON A WORK PLAN, FOLLOW IT, AND STICK TO IT.

I'VE SUGGESTED 8 SPECIFIC CONCERNS WHICH COULD GO IN SUCH A WORK PLAN AND OTHER GOVERNMENTS WILL HAVE SUGGESTIONS AS WELL.

I THINK FIRST MINISTERS WOULD WELCOME A REPORT FROM US, AT THEIR CONFERENCE IN NOVEMBER, SAYING THAT WE HAVE AGREED IN A WORK PLAN -- AN "AGENDA," IF YOU PREFER -- FOR 1987... THAT IT INCLUDES THE FOLLOWING ITEMS... AND THAT WE WILL BE MONITORING AND REPORTING PROGRESS TO THEM ON A REGULAR BASIS. I WOULD SUGGEST QUARTERLY REPORTS STARTING IN THE FIRST QUARTER OF 1987.

CONCLUSION

MR. CHAIRMAN, I WANT TO CONCLUDE BY REAFFIRMING OUR GOVERNMENT'S CONTINUING COMMITMENT TO WORKING COOPERATIVELY WITH THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE OTHER PROVINCES WITHIN THE FRAMEWORK OF THE REGIONAL DEVELOPMENT PRINCIPLES WE ADOPTED LAST YEAR.

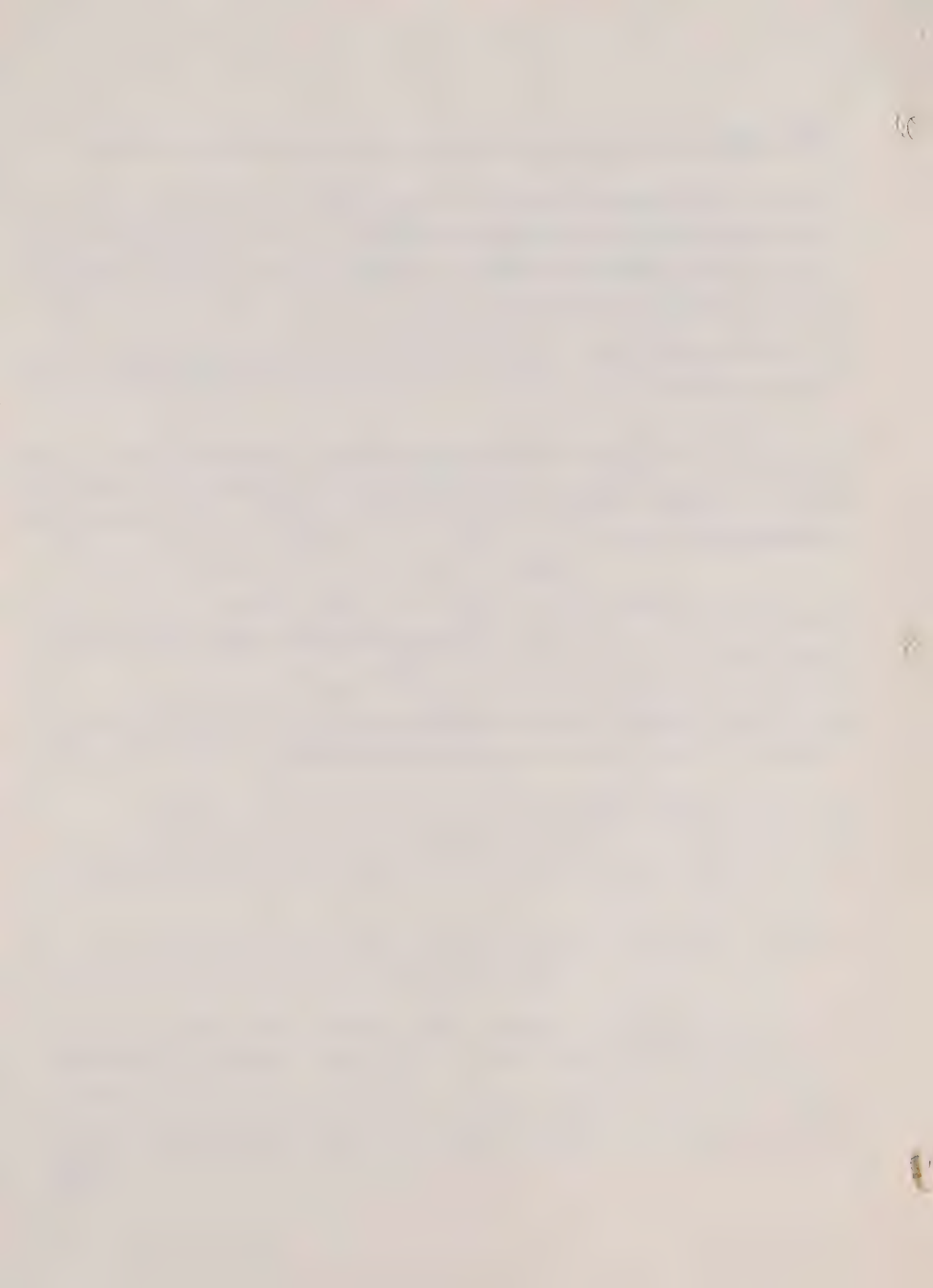
MANITOBA PLAYED A MAJOR PART IN DRAFTING THOSE PRINCIPLES AND WE ARE PROUD OF THAT FACT.

WE RECOGNIZE AND ACCEPT THAT REGIONAL DEVELOPMENT IS A SHARED RESPONSIBILITY, AND THAT ALL GOVERNMENTS, IN PARTNERSHIP WITH THE PRIVATE SECTOR, MUST WORK TOGETHER IF WE ARE TO BE SUCCESSFUL IN TRANSLATING THOSE PRINCIPLES INTO ACTION.

AT THE SAME TIME, WE ALSO BELIEVE THAT, ESPECIALLY IN THE SMALLER PROVINCES SUCH AS OUR OWN, STRONG, COORDINATED FEDERAL AND PROVINCIAL LEADERSHIP IS CRITICALLY IMPORTANT FOR SUCCESS.

MR. CHAIRMAN, WE LOOK FORWARD TO WORKING WITH YOU IN HELPING TO PROVIDE THAT KIND OF POSITIVE LEADERSHIP AND DIRECTION.

THANK YOU VERY MUCH.





NEWS RELEASE

NOV 6 1986

Federal-Provincial Relations
Economic Council

Contact

For release

Michel Guitard (613) 995-9001

IMMEDIATE

Subject

FEDERAL, PROVINCIAL GOVERNMENTS TO ENCOURAGE INTERPROVINCIAL TRADE

OTTAWA, October 29, 1986 -- Federal and provincial Ministers responsible for regional development have agreed to work closely together to encourage interprovincial trade by reducing existing barriers.

Michel Côté, Minister of Regional Industrial Expansion, chaired a meeting today with his counterparts from across Canada to discuss barriers to interprovincial trade and future directions for regional development policy.

Ministers agreed to recommend to First Ministers, who will be discussing economic development at the Annual Conference of First Ministers to be held in Vancouver on November 20 and 21, 1986, the following approach:

- mandate a Committee of Ministers to accelerate consultations among governments designed to remove obstacles to interprovincial trade;
- confirm that the Chairmanship of the Committee rotate among provincial governments;
- agree that the priorities of the Committee should be as follows:
 - government procurement
 - marketing practices for alcoholic beverages
 - transportation regulations
 - employment practices; and
- direct that Ministers seek to complete this workplan within 18 months.

.../2

Ministers also agreed that the work plan continue to take into account developments in international trade negotiations.

Since the last meeting in Belleville in June, consultations on interprovincial trade have been continuing among governments to help Ministers identify existing barriers and remove them wherever possible.

"Our work has progressed well during the summer," Mr. Côté said. "We have not completed the job yet, but we have gone a great way towards recognizing the problems and how we can solve them."

In this regard, Ministers agreed to recommend to their governments that they pursue consultations to encourage interprovincial trade by reducing existing barriers. Ministers also suggested a short list of priority areas, and recommended that government procurement and marketing practices for alcoholic beverages in particular, be candidates for immediate consideration.

Ministers responsible for regional development also reviewed the preliminary report of a federal/provincial/territorial task force on regional economic development. Ministers directed the task force to pursue its work by focussing on the following issues:

- regional development programs appropriate to the economic environment of the next decade;
- institutional structure appropriate for regional development;
- mechanisms for sensitizing national policies and programs to regional development needs;
- the method of resource allocation to regional development; and
- implications of trade negotiations for regional development programs.

:

Regional Development Ministers have been meeting regularly since January, 1985. In June of 1985, the 13 governments issued an Intergovernmental Paper which articulates a joint approach to regional development in the form of nine fundamental principles to guide them in their efforts to foster regional economic opportunities. These principles are attached.

For further information, contact: Michel Guitard (613) 995-9001

A N N E X

Principle 1:

The federal and provincial governments view regional economic development as a high priority among national and provincial economic goals.

Principle 2:

The overall objective of regional development is to improve employment and income through sustainable economic activity based on realistic opportunities in each region.

Principle 3:

Initiatives should be developed through consultation and discussion to assist Canadians in the less developed regions to achieve greater economic security based on economic opportunity.

Principle 4:

Closer federal-provincial co-operation should be achieved by harmonizing all regional economic development efforts.

Principle 5:

All-major national policies should be judged, in part, in terms of their regional impact and, so far as is possible, those policies should reinforce the goal of fair and balanced regional development.

Principle 6:

Particular emphasis by governments should be given to improving the investment climate, to removing impediments to growth, and creating opportunities for the private sector to contribute to maximum economic growth in all parts of Canada.

Principle 7:

Continuing consultation with the private sector should focus on policies in areas such as innovation, exports, marketing, productivity and training with the overall purpose of developing concerted strategies for growth and adjustment.

Principle 8:

Governments should explore opportunities for increasing interregional trade and eliminating barriers between provinces.

Principle 9:

Transportation is recognized as a key to regional economic development.

CAI
Z 2
C 52

Government
Publications

DOCUMENT : 800-22/033

Traduction du Secrétariat

LA POSITION DU MANITOBA
SUR
LE DÉVELOPPEMENT REGIONAL

L'honorable Howard Pawley
Premier ministre du Manitoba



CONFÉRENCE ANNUELLE DES
PREMIERS MINISTRES

Vancouver (Colombie-Britannique)

Les 20 et 21 novembre 1986

PLEASE NOTE

This document is made available by the Canadian Intergovernmental Conference Secretariat (CICS) for education and/or information purposes only. Any misuse of its contents is prohibited, nor can it be sold or otherwise used for commercial purposes. Reproduction of its contents for purposes other than education and/or information requires the prior authorization of the CICS.

VEUILLEZ NOTER

Ce document est distribué par le Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes (SCIC) à des fins éducatives et informatives seulement. Il est interdit de l'utiliser à mauvais escient, de le vendre ou de s'en servir à des fins commerciales. Il est également interdit d'en reproduire le contenu pour des fins autres que l'éducation ou l'information, à moins d'avoir obtenu au préalable l'autorisation du SCIC.

Novembre 1986

LE DÉVELOPPEMENT REGIONAL

Une conférence fédérale-provinciale des ministres responsables du développement régional a eu lieu à Ottawa à la fin d'octobre.

L'honorable Vic Schroeder, qui représentait le Manitoba à la conférence en question, a résumé la position de notre province en matière de développement régional et il a souhaité qu'il y ait entente sur un programme de travail fédéral-provincial concret pour la prochaine année.

Le présent document comporte une copie de l'allocution de M. Schroeder ainsi que du communiqué de presse rendu public à l'issue de la réunion par le président, l'honorable Michel Côté.

CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DES
MINISTRES RESPONSABLES DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

OTTAWA : LE 29 OCTOBRE 1986

NOTES POUR UNE ALLOCUTION D'OUVERTURE

L'HON. VIC SCHROEDER,
MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET
DE LA TECHNOLOGIE
GOUVERNEMENT DU MANITOBA

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

AU COURS DE LA DERNIÈRE ANNÉE ET DEMIE, LES PROGRÈS RÉALISÉS EN CE QUI A TRAIT AUX QUESTIONS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ONT ÉTÉ PLUTÔT MINIMES.

AUJOURD'HUI, À L'OCCASION DE CETTE RÉUNION -- ET BIENTÔT, À LA CONFÉRENCE DES PREMIERS MINISTRES EN NOVEMBRE, À VANCOUVER -- NOS GOUVERNEMENTS POURRONT EN PROFITER POUR ANALYSER LES RAISONS DE CETTE STAGNATION ET POUR TENTER DE RELANCER POSITIVEMENT LE PROCESSUS.

CEUX DE NOUS QUI ONT PARTICIPÉ AUX DEUX CONFÉRENCES DES PREMIERS MINISTRES L'AN DERNIER SAVENT QUE LA QUESTION DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL A ÉTÉ ABORDÉE DE FAÇON TRÈS DIFFÉRENTE À LA DEUXIÈME RÉUNION, À HALIFAX EN NOVEMBRE, PAR RAPPORT À LA PREMIÈRE RÉUNION À REGINA EN FÉVRIER. LORS DE CELLE-CI, LA DISCUSSION SUR LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL AVAIT ÉTÉ LONGUE ET ENCOURAGEANTE. C'EST D'AILLEURS LORS DE CETTE RÉUNION QUE LES PREMIERS MINISTRES ONT SOUSCRIT AUX NEUF PRINCIPES DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL QUI FURENT PAR LA SUITE INCLUS DANS L'"ÉNONCÉ INTERGOUVERNEMENTAL SUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL", PUBLIÉ EN JUIN 1985. L'APPROBATION PAR LES TREIZE GOUVERNEMENTS DE LA PUBLICATION DE CE DOCUMENT REPRÉSENTE L'UNE DES PLUS IMPORTANTES RÉALISATIONS DES DERNIÈRES ANNÉES EN MATIÈRE DE POLITIQUE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL.

MALHEUREUSEMENT, L'ENTHOUSIASME QUI AVAIT MENÉ À L'ÉLABORATION DE L'ÉNONCÉ DE PRINCIPES CONJOINT SEMBLE S'ÊTRE ÉTEINT PEU APRÈS LA PUBLICATION DE CE DOCUMENT. AINSI, LES RÉUNIONS DES MINISTRES RESPONSABLES DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL SONT DEVENUES MOINS FRÉQUENTES. ET, À LA CONFÉRENCE DES PREMIERS MINISTRES À HALIFAX EN NOVEMBRE DERNIER, LE TEMPS CONSACRÉ À LA DISCUSSION SUR LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL AVAIT ÉTÉ RÉDUIT À UN POINT TEL QUE PRESQUE TOUS LES PARTICIPANTS SE SONT DÉCLARÉS INSATISFAITS ET FORTEMENT DÉÇUS DE CET ÉTAT DE CHÔSES.

IL N'EST DONC PAS SURPRENANT QUE SE SOIT INSTALLÉE UN SENTIMENT DE FRUSTRATION DE PLUS EN PLUS GRAND -- SURTOUT PARMIS LES PROVINCES. LE PROCESSUS, QUI SEMBLAIT SI PROMETTEUR À SES DÉBUTS, S'ENLISE DEPUIS MAINTENANT PRÈS DE DIX-HUIT MOIS.

IL SE POURRAIT BIEN QUE LES ESPOIRS QUI AVAIENT ÉTÉ NOURRIS AU COURS DES RÉUNIONS INITIALES DES MINISTRES DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL, TENUES DURANT LA PREMIÈRE MOITIÉ DE 1985, AIENT ÉTÉ TROP ÉLEVÉS. PEUT-ÊTRE AUSSI QU'IL EXISTAIT -- ET QU'IL EXISTE TOUJOURS -- DES DIFFÉRENCES FONDAMENTALES PARMIS CERTAINS D'ENTRE NOUS SUR CE QUE NOUS ENTENDONS PAR "DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL".

MAIS COMME NOUS AVONS TOUS SOUSCRIT À CERTAINS PRINCIPES FONDAMENTAUX, IL EST TEMPS QUE NOUS COMMENCIONS À LES METTRE SYSTÉMATIQUEMENT EN APPLICATION. IL N'Y A AUCUN DOUTE QUE L'OBJECTIF QUE REPRÉSENTE UN DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL JUSTE ET ÉQUILIBRÉ -- L'UN DES OBJECTIFS CLÉS DÉFINIS DANS LE CADRE DE CES PRINCIPES -- DEMEURE POUR NOS GOUVERNEMENTS L'UN DES PLUS DIFFICILES À RÉALISER. IL S'AGIT TOUTEFOIS D'UN

OBJECTIF QUE NOUS NOUS SOMMES TOUS ENGAGÉS À RÉALISER,
UN OBJECTIF D'UNE IMPORTANCE FONDAMENTALE POUR L'UNITÉ
ET LA FORCE DU CANADA.

J'ESPÈRE QUE LA RÉUNION D'AUJOURD'HUI NOUS
PERMETTRA DE RETROUVER PARTIELLEMENT L'ESPRIT D'ENTHOUSIASME
QUI S'EST ÉVANOUI DEPUIS QUE CES PRINCIPES ONT ÉTÉ CONFIRMÉS.
J'ESPÈRE QUE NOUS NOUS PENCHERONS, AVEC FRANCHISE ET
OUVERTURE D'ESPRIT, SUR LES RAISONS POUR LESQUELLES
NOUS AVONS SI PEU PROGRESSÉ DEPUIS JUIN DERNIER.
ENFIN, J'ESPÈRE QUE NOUS DISCUTERONS DES MOYENS
QUI POURRAIENT NOUS AIDER À REMETTRE LE PROCESSUS EN
MARCHÉ.

IL EST ÉVIDENT QUE LES DISCUSSIONS QU'AURONT LES
PREMIERS MINISTRES FÉDÉRAL ET PROVINCIAUX DANS QUELQUES
SEMAINES, À VANCOUVER, NOUS FOURNIRONT DES ORIENTATIONS
IMPORTANTES. CEPENDANT, NOUS POURRIONS LEUR FACILITER LA
TÂCHE EN ESSAYANT, AUJOURD'HUI, D'IDENTIFIER LES PRIORITÉS
DONT, SELON NOUS, NOUS DEVRIONS NOUS PRÉOCCUPER ENSEMBLE,
PENDANT LES PROCHAINS MOIS.

MANDAT ASSIGNÉ PAR LES PREMIERS MINISTRES FÉDÉRAL ET PROVINCIAUX

IL N'Y A AUCUN DOUTE QUE NOUS AVONS ÉTÉ CHARGÉS
D'ALLER DE L'AVANT.

AU PLAN PROVINCIAL, NOUS AVONS LE COMMUNIQUÉ DE
LA CONFÉRENCE DES PREMIERS MINISTRES DES PROVINCES, QUI
A EU LIEU EN AOÛT 1986 À EDMONTON, DANS LEQUEL EST
MENTIONNÉ CE QUI SUIT :

80-80-34

880

400-111

"IL IMPORTE DE REDOUBLER LES EFFORTS À L'ÉCHELLE NATIONALE AFIN DE RÉGLER LA QUESTION DES INÉGALITÉS RÉGIONALES. LES PREMIERS MINISTRES ONT RÉITÉRÉ LEUR APPUI À L'ÉGARD DES PRINCIPES DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ÉLABORÉS PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET LES PROVINCES EN 1985. ILS ONT CONVENU QUE CETTE QUESTION DOIT ÊTRE UN DES PRINCIPAUX ARTICLES INSCRITS À L'ORDRE DU JOUR DE LA CONFÉRENCE DES PREMIERS MINISTRES QUI SE TIENDRA À VANCOUVER EN NOVEMBRE."

LES PREMIERS MINISTRES PROVINCIAUX SE SONT MONTRÉS ENCORE PLUS PRÉCIS DANS LES DIRECTIVES QU'ILS NOUS ONT FOURNIES CONCERNANT LES BARRIÈRES TARIFAIRES INTERPROVINCIALES. LEUR COMMUNIQUÉ À CE SUJET INDIQUE CE QUI SUIT :

"CONSCIENTS DE L'IMPORTANCE DE LA QUESTION POUR L'ENSEMBLE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE CANADIEN, LES PREMIERS MINISTRES ONT DEMANDÉ À LEURS MINISTRES D'ACCÉLÉRER LES ÉCHANGES INTERPROVINCIAUX SUR CE SUJET AU COURS DE LA PROCHAÎNE ANNÉE. VU L'URGENCE DE CETTE QUESTION, ILS ONT DEMANDÉ À LEURS MINISTRES DE LEUR FAIRE RAPPORT AVANT LA FIN DE L'ANNÉE."

DU CÔTÉ DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL, LE MANDAT NE SEMBLE PAS MOINS CLAIR.

A MAINTES REPRISES AU COURS DES DERNIERS MOIS, LE PREMIER MINISTRE DU CANADA A DÉCLARÉ QUE DES EFFORTS PLUS SOUTENUS DEVRAIENT ÊTRE CONSACRÉS AU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL, ET, BIEN SÛR, LE DISCOURS DU TRÔNE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL, LIVRÉ LE 1^{er} OCTOBRE, CONTENAIT CERTAINS ÉNONCÉS ENCOURAGEANTS, TEL CELUI-CI :

"IL EST TEMPS D'ENVISAGER DE NOUVELLES APPROCHES, DE VOIR COMMENT LES RESSOURCES TOUJOURS PLUS CONSIDÉRABLES QUE NOUS ENGAGEONS POUR VENIR EN AIDE AUX RÉGIONS DÉFAVORISÉES POURRAIENT ÊTRE UTILISÉES D'UNE FAÇON PLUS EFFICACE ET MIEUX ADAPTÉE AUX CONDITIONS ET POSSIBILITÉS LOCALES LE FAIT DE MISER SUR LES RESSOURCES HUMAINES ET NATURELLES PROPRES À CHACUNE DES RÉGIONS SUSCITERA UN NOUVEL EFFORT DE COOPÉRATION QUI MÈNERA À L'ÉLABORATION D'UN NOUVEAU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT."

MONSIEUR LE PRÉSIDENT, JE CROIS QUE LE TERRAIN A ÉTÉ PRÉPARÉ IL Y A PLUS D'UN AN EN VUE DU "NOUVEAU PROGRAMME" DONT IL EST QUESTION DANS LE DISCOURS DU TRÔNE FÉDÉRAL. JE PARLE, BIEN SÛR, DE L'ÉNONCÉ DE PRINCIPES CONJOINT SUR LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL QUI A ÉTÉ PUBLIÉ EN JUIN 1985. CE DOCUMENT, QUI A PERMIS D'ÉTABLIR UN CADRE SOLIDE, FAVORISANT LA COOPÉRATION ET LES INITIATIVES, DEMEURE TOUJOURS VALABLE ET CONTINUE DE RECUEILLIR LE SOUTIEN DES PROVINCES.

LE PROBLÈME EST QU'ON N'Y A PAS DONNÉ UNE SUITE APPROPRIÉE.

EN D'AUTRES TERMES, NOUS ESTIMONS QUE LES ACTIONS -- C'EST-À-DIRE LA CONCRÉTISATION DE L'ENGAGEMENT -- NE CORRESPONDENT PAS AUX ÉNONCÉS.

ON PEUT D'AILLEURS CITER DES EXEMPLES ÉVIDENTS :

- DEUX BUDGETS FÉDÉRAUX CONVENTIONNELS EN MAI 1985 ET L'AUTRE EN FÉVRIER 1986 QUI ONT, DANS UNE LARGE MESURE, IGNORÉ LA QUESTION DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL AYANT MÊME NUI À CERTAINS ÉGARDS.
- DES COUPURES IMPORTANTES DANS LES DÉPENSES FÉDÉRALES PORTANT SUR DES PRIORITÉS DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL : L'AGRICULTURE, LES TRANSPORTS ET L'AIDE À L'INDUSTRIE.
- DES COUPURES DANS DES PAIEMENTS DE TRANSFERT FÉDÉRAUX PARTICULIÈREMENT IMPORTANTS POUR LES PETITES PROVINCES DONT LES CAPACITÉS BUDGÉTAIRES SONT INFÉRIEURES À LA MOYENNE.
- L'INDIFFÉRENCE DU MINISTÈRE FÉDÉRAL DES TRANSPORTS À L'ÉGARD DE LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL DE SON PROPRE GOUVERNEMENT, QUI S'EST TRADUITE PAR LE FAIT QUE CE MINISTÈRE A ATTENDU PLUSIEURS MOIS AVANT D'INCLURE DE NOUVEAU UN ENGAGEMENT À L'ÉGARD DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL DANS SON NOUVEAU PROJET DE LOI CANADIENNE SUR LES TRANSPORTS.

- DES PROJETS DE "DÉRÉGLEMENTATION" DU TRANSPORT, QUI MENACENT LA PRESTATION DES SERVICES DANS LES PETITES COLLECTIVITÉS ET DANS LES RÉGIONS MOINS DÉVELOPPÉES,

- ET AINSI DE SUITE.

D'AUTRE PART, IL Y A EU RÉCEMMENT CERTAINES INITIATIVES À L'ÉCHELLE FÉDÉRALE, QU'IL CONVIENT DE SOULIGNER COMME ÉTANT ENCOURAGEANTES :

PAR EXEMPLE, LE MINISTRE FÉDÉRAL DES FINANCES A DÉCLARÉ, DANS SON DERNIER EXPOSÉ ÉCONOMIQUE, QUE CE SONT DES QUESTIONS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL QUI ONT, EN PARTIE, MOTIVÉ SA DÉCISION DE NE PAS METTRE EN OEUVRE, POUR L'INSTANT, DES MESURES QUI RÉDUIRAIENT D'AVANTAGE LE DÉFICIT. C'EST LA PREMIÈRE FOIS QUE JE ME RAPPELLE AVOIR CONSTATÉ QUE LA PRÉSENTE ADMINISTRATION FÉDÉRALE TIENNT COMPTE DE FAÇON IMPORTANTE DE L'ASPECT DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL DANS UN DE SES EXPOSÉS BUDGÉTAIRES. IL S'AGIT LÀ, À N'EN PAS DOUBTER, D'UNE ÉTAPE POSITIVE.

SURTOUT COMME L'A ÉTÉ LA PROMESSE D'ACCORDER DES INCENTIFS D'APPOINT AUX AGRICULTEURS DE L'OUEST.

NOUS ESPÉRONS QUE CES EXEMPLES SONT REPRÉSENTATIFS DU "NOUVEAU PROGRAMME" DÉCRIT DANS LE DISCOURS DU TRÔNE. DANS LES PROCHAINS MOIS, LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL AURA SOUVENT L'OCCASION DE MANIFESTER SES INTENTIONS ET DE CONCRÉTISER SON ENGAGEMENT À L'ÉGARD DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL.

LES OCCASIONS PERMETTANT DE CONCRÉTISER SON ENGAGEMENT
À L'ÉGARD DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

CES OCCASIONS EXISTENT AUSSI BIEN DANS LE CADRE DES PROGRAMMES DE NOS PROPRES MINISTÈRES RESPONSABLES DE L'INDUSTRIE ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE QUE -- ET PEUT-ÊTRE DE FAÇON PLUS IMPORTANTE -- DANS LE CADRE DES NOMBREUX PROJETS DE POLITIQUES ET DE PROGRAMMES EN COURS DE RÉALISATION AU SEIN DES AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES DE NOS GOUVERNEMENTS RESPECTIFS.

DANS UN SENS, CES OCCASIONS CONSTITUENT UNE SORTE DE "PROGRAMME" OU DE "LISTE DE CONTRÔLE" POUR NOS DISCUSSIONS. AVANT DE METTRE UN TERME À MES OBSERVATIONS, J'AIMERAI PROPOSER QUE NOUS TENTIONS D'INCORPORER LE PLUS GRAND NOMBRE POSSIBLE DE CES QUESTIONS DANS UN PLAN DE TRAVAIL QUE NOUS POURRIONS SUIVRE PENDANT LA PROCHAÎNE ANNÉE.

VOICI LES QUESTIONS QUI, SELON NOUS, DEVRAIENT ÊTRE DISCUTÉES EN PRIORITÉ.

1. PROGRAMMES D'AIDE À L'INDUSTRIE

J'AIMERAI PREMIÈREMENT FAIRE RÉFÉRENCE AUX PROGRAMMES DE NOS PROPRES MINISTÈRES ET RAPPELER LA NÉCESSITÉ, GÉNÉRALEMENT RECONNUE, D'AMÉLIORER L'EFFICACITÉ ET LA COORDINATION. LES GOUVERNEMENTS FÉDÉRAL ET PROVINCIAUX ONT COMMENCÉ À EXAMINER CES SUJETS VERS LA FIN DE 1984 ET AU DÉBUT DE 1985. NOUS AVONS DISCUTÉ DE NOUVEAUX ACCORDS INDUSTRIELS, DE LA DÉVOLUTION DU PDIR ET AINSI DE SUITE. MAIS DEPUIS UN CERTAIN TEMPS, ON N'EN PARLE PLUS. QUE S'EST-IL PASSÉ?

NOUS CONNAISSONS PARTIELLEMENT LA RÉPONSE, BIEN SÛR, LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL A EFFECTUÉ UN EXAMEN EN PROFONDEUR DE SES PROGRAMMES, ET CERTAINS MINISTRES ET HAUTS FONCTIONNAIRES RESPONSABLES DE CES QUESTIONS ONT CHANGÉ. JE CROIS QU'IL IMPORTE QUE NOUS REPRENIONS CES POURPARLERS ET QUE NOUS NOUS SERVIONS D'UNE PARTIE DES TRAVAUX QUE NOS FONCTIONNAIRES ONT RÉALISÉ ENTRE TEMPS -- NOTAMMENT LE RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL CHARGÉ DE L'ÉVALUATION DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL, QUI FAIT L'OBJET DE NOTRE PROCHAIN ARTICLE À L'ORDRE DU JOUR. NOUS DEVRIONS ÉGALEMENT PARTAGER NOS RENSEIGNEMENTS SUR LES DERNIERS DÉVELOPPEMENTS CONCERNANT L'ÉTAT ACTUEL DE CES PROGRAMMES. AINSI, J'AI APPRIS QUE, DEPUIS QUELQUES ANNÉES, LE SYSTÈME DU PDIR AXE DAVANTAGE L'AIDE FINANCIÈRE FÉDÉRALE, PROPORTIONNELLEMENT ET DE MANIÈRE SUBSTANTIELLE, VERS LES PROVINCES DU CENTRE DU PAYS, QUE PAR LE PASSÉ. EST-CE VRAI ET, SI OUI, QUELLE EN EST LA RAISON?

DANS UN DOMAINE CONNEXE, J'AI ÉGALEMENT APPRIS QUE LES PREMIERS MINISTRES FÉDÉRAL ET PROVINCIAUX ONT EU UNE DISCUSSION EXTRÊMEMENT VALABLE SUR LES PROBLÈMES TOUCHANT L'AIDE À L'INDUSTRIE, LORS DE LEUR RÉUNION TRIMESTRIELLE SUR LE COMMERCE À LA MI-SEPTEMBRE. APPAREMMENT, PLUSIEURS MINISTRES AURAIENT EXPRIMÉ LE SOUHAIT DE POURSUIVRE CETTE DISCUSSION À VANCOUVER, EN NOVEMBRE PROCHAIN. L'UN DES PROBLÈMES LES PLUS PERSISTANTS ET LES PLUS IMPORTANTS, BIEN SÛR, EST CELUI DE LA COURSE AUX INVESTISSEMENTS, QUI DONNE LIEU À UNE CONCURRENCE MAL UTILISÉE, PEU RENTABLE ET CARACTÉRISÉE PAR L'ESPRIT DE RIVALITÉ, OÙ L'ON CHERCHE À "APPAUVRIR SON VOISIN", EN DONNANT À QUI MIEUX MIEUX DES SUBVENTIONS CONSIDÉRABLES. CETTE QUESTION, QUI, À LA CONFÉRENCE DES PREMIERS MINISTRES DES PROVINCES À TERRE-NEUVE À L'ÉTÉ 1985, AVAIT ÉTÉ DÉFINIE UNANIMEMENT COMME ÉTANT UN PROBLÈME IMPORTANT, A ÉTÉ DISCUTÉE DE NOUVEAU CETTE ANNÉE À LEUR RÉUNION D'EDMONTON.

2. EDER ET ENTENTES AUXILIAIRES

IL EST ÉGALEMENT IMPORTANT QUE NOUS DISCUTIONS DES ENTENTES DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RÉGIONAL ET DES DIVERSES ENTENTES AUXILIAIRES ACTUELLEMENT EN PLACE ET EN COURS DE NÉGOCIATION. À SES DÉBUTS, LE SYSTÈME DES EDER ÉTAIT DES PLUS PROMETTEURS ET CERTAINES RÉALISATIONS ONT D'AILLEURS ÉTÉ REMARQUABLES. TOUTEFOIS, IL EST PROBABLEMENT TEMPS DE RÉÉVALUER CE SYSTÈME ET DE PARTAGER NOS IDÉES QUANT AU MOYEN DE L'AMÉLIORER.

À CET ÉGARD, NOUS, DE L'OUEST DU CANADA, POURRIONS TROUVER UTILE D'OBTENIR PLUS DE RENSEIGNEMENTS LE PROJET DE CRÉATION D'UNE AGENCE CHARGÉE DES INITIATIVES DE DÉVELOPPEMENT DE L'ATLANTIQUE, ANNONCÉE DANS LE DISCOURS DU TRÔNE, ET SUR LES ACTIVITÉS QUI ONT LIEU DANS LE CADRE DU PROGRAMME ENTREPRISE ATLANTIQUE, ANNONCÉ DANS LE DERNIER BUDGET FÉDÉRAL ET DESTINÉ AUX PROVINCES ATLANTIQUES ET À CERTAINES RÉGIONS DU QUÉBEC.

3. FINANCEMENT GLOBAL ET FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

À CHAQUE FOIS QU'ON DISCUTE DE L'AVENIR DU MEIR ET DES EDER, ON SOULIGNE LE FAIT QUE LE BUDGET DU MEIR EST EXTRÊMEMENT LIMITÉ ET QU'IL S'EST SOUVENT AVÉRÉ DIFFICILE D'OBTENIR L'APPROBATION DES MINISTÈRES D'EXÉCUTION SUR DIVERSES INITIATIVES RÉGIONALES.

LORS D'UNE CONFÉRENCE QUI A EU LIEU À OTTAWA, PAS PLUS TARD QUE LA SEMAINE DERNIÈRE, DES EXPERTS DANS LE DOMAINE DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL SE SONT DÉCLARÉS EN FAVEUR DE LA CRÉATION D'UN MINISTÈRE FÉDÉRAL DISTINCT, CHARGÉ DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL, QUI DISPOSERAIT EN PROPRE DE RESSOURCES BUDGÉTAIRES IMPORTANTES. JE CROIS QUE CETTE IDÉE MÉRITE D'ÊTRE DISCUTÉE SÉRIEUSEMENT AVEC

LES PROVINCES. J'AIMERAIS VOUS FAIRE PART ICI D'UNE PROPOSITION CONNEXE : CELLE D'ENVISAGER L'INCLUSION D'AU MOINS CERTAINS ÉLÉMENTS DU FINANCEMENT GLOBAL AU FINANCEMENT DES PROGRAMMES FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX DE DÉVELOPPEMENT GÉNÉRAL. BIEN QUE LE PRINCIPE DU FINANCEMENT GLOBAL NE SOIT PAS NOUVEAU, IL COMPORTE NÉANMOINS DE NOMBREUX AVANTAGES.

LA CRÉATION D'UN FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL, FONDÉ SUR UNE FORMULE DE RÉPARTITION JUSTE ET CLAIREMENT COMPRISE, POURRAIT APAISER BON NOMBRE D'INQUIÉTUDES RELATIVEMENT À L'INTÉGRITÉ DE CERTAINES DÉCISIONS PRISES DANS LE CADRE DES PROGRAMMES FÉDÉRAUX ACTUELS CONCERNANT LA RÉPARTITION. JE NE PARLE PAS DE L'ANCIEN "FONDS RÉGIONAL" DE L'"ENVÉLOPPÉ" FÉDÉRAL DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE. EN EFFET, UN FINANCEMENT "GLOBAL" DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL SERAIT FONDÉ SUR UNE FORMULE DE RÉPARTITION QUI SERAIT EXPLIQUÉE PUBLIQUEMENT ET QUI VISERAIT À SOUTENIR DE NOUVELLES INITIATIVES PRIORITAIRES DANS TOUTES LES PROVINCES.

4. LA POLITIQUE D'APPROVISIONNEMENT DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

LES MINISTRES DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ONT ÉGALEMENT LA RESPONSABILITÉ DE DONNER SUITE À NOS DISCUSSIONS ANTÉRIEURES SUR LA POLITIQUE FÉDÉRALE EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT ET SUR LES AVANTAGES QUE PROCURE À L'INDUSTRIE L'OCTROI DE MARCHÉS FÉDÉRAUX D'ENVERGURE. DERNIÈREMENT, MONSIEUR LE PRÉSIDENT, VOUS AVEZ ÉCRIT À VOS COLLÈGES DES PROVINCES POUR LEUR FOURNIR DES RENSEIGNEMENTS PLUS DÉTAILLÉS SUR LES RÉCENTS CHANGEMENTS DE LA POLITIQUE FÉDÉRALE DANS CE DOMAINE. EN RAISON DE LA CONTROVERSE QU'AUSCITÉE LA DÉCISION RELATIVE AUX CF-18, JE CROIS QU'IL EST ÉSSENTIEL QUE NOUS EXAMINIONS À NOUVEAU CETTE QUESTION, EN PLUS DES AUTRES QUE J'AI MENTIONNÉES.

BVA TIRAGE

5. BARRIÈRES TARIFAIRES INTERPROVINCIALES ET DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

UN PEU PLUS TÔT, J'AI FAIT RÉFÉRENCE AUX DIRECTIVES PRÉCISES SUR LES BARRIÈRES TARIFAIRES INTERPROVINCIALES QUI ONT ÉTÉ ÉMISES PAR LES PREMIERS MINISTRES DES PROVINCES AU COURS DE LEUR DERNIÈRE CONFÉRENCE À EDMONTON, EN AOÛT. NOUS ABORDERONS BIEN SÛR CE POINT, PLUS TARD DURANT LA RÉUNION D'AUJOURD'HUI. JE VEUX SIMPLEMENT INSISTER SUR UN POINT DE PRINCIPE IMPORTANT, QUI A PARFOIS ÉTÉ NÉGLIGÉ. LE MANITOBA APPUIE ENTIÈREMENT LES EFFORTS VISANT À RÉDUIRE ET À ÉLIMINER LES BARRIÈRES TARIFAIRES INTERPROVINCIALES. CEPENDANT, NOUS AVONS MIS L'ACCENT SUR LE FAIT QUE CE PROCESSUS DEVRA S'ACCOMPAGNER D'UN ENSEMBLE DE POLITIQUES ET DE PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT, SOLIDE, ÉQUITABLE ET VRAIMENT NATIONAL. BON NOMBRE DES BARRIÈRES ACTUELLES ONT ÉTÉ ÉTABLIES POUR COMPENSER L'ABSENCE DE POLITIQUES NATIONALES JUSTES ET ÉQUILIBRÉES. IL NE CONVIENT PAS D'ATTRIBUER UNIQUEMENT À CE QUE L'ON APPELLE LE "JEU DU MARCHÉ" LE FAIT QUE LES PROVINCES DU CENTRE DU CANADA DOMINENT NOTRE ÉCONOMIE, ET IL NE FAUDRAIT PAS S'ATTENDRE À CE QU'IL RÉUSSISSE À LUI SEUL À CHANGER CET INACCEPTABLE STATU QUO.

AUTRES POLITIQUES FÉDÉRALES

JUSQU'À MAINTENANT, J'AI SURTOUT TRAITÉ DE POLITIQUES DONT LE MEIR ASSUME LA RESPONSABILITÉ DIRECTE, OU DU MOINS À L'ÉGARD DESQUELLES IL JOUE UN IMPORTANT RÔLE DE CONSEIL. MAIS, COMME JE L'AI SOULIGNÉ AUPARAVANT, CE SONT SURTOUT D'AUTRES MINISTÈRES ET ORGANISMES FÉDÉRAUX, Y COMPRIS CERTAINES DES PLUS GRANDES SOCIÉTÉS D'ÉTAT, QUI, FAISANT FI DES ENGAGEMENTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL À L'ÉGARD DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL DANS LEURS POLITIQUES ET LEURS PROGRAMMES, PRÉSENTENT CERTAINS DES PLUS GRAVES EXEMPLES DE MANQUEMENT DEPUIS DEUX ANS.

IL Y A LIEU DE SE RAPPELER LE CONTENU DU CINQUIÈME PRINCIPE DE NOTRE POLITIQUE CONJOINTE :

"TOUTE POLITIQUE NATIONALE D'IMPORTANCE MAJEURE DEVRAIT ÊTRE ÉVALUÉE, EN PARTIE, EN FONCTION DE SON IMPACT AU NIVEAU RÉGIONAL. DANS LA MESURE DU POSSIBLE, CES POLITIQUES DEVRAIENT APPUYER L'OBJECTIF VOULANT QUE LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL SOIT JUSTE ET BIEN ÉQUILIBRÉ".

LE TEXTE DE CETTE MÊME SECTION DU DOCUMENT CONJOINT SE POURSUIT AINSI : "LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL DOIT ÊTRE PRIS EN CONSIDÉRATION PAR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES DU GOUVERNEMENT". Y EST ÉGALEMENT SOULIGNÉE L'IMPORTANCE DE TENIR COMPTE DES CONSIDÉRATIONS RÉGIONALES DANS L'ÉLABORATION DES POLITIQUES FÉDÉRALES TOUCHANT LA FISCALITÉ, LE DOMAINE MONÉTAIRE, LES INVESTISSEMENTS, L'INDUSTRIE, LES TRANSPORTS ET LE COMMERCE ET DANS L'ÉLABORATION DES POLITIQUES SECTORIELLES.

CES POINTS REVÊTENT UNE IMPORTANCE CRITIQUE.

MAIS À QUOI CELA RIME-T-IL SI, PAR EXEMPLE, NOUS DÉCLARONS QUE LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL DEVRAIT INCOMBER À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES FÉDÉRAUX, ALORS QU'AU DÉBUT DE CET AUTOMNE, LE MINISTRE FÉDÉRAL DES TRANSPORTS DE L'ÉPOQUE AURAIT, PARAÎT-IL, AFFIRMÉ QUE LE CN NE S'OCCUPE PAS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL?

ON POURRAIT CITER BIEN D'AUTRES EXEMPLES.

NOUS AVONS APPRIS QUE CERTAINS MINISTÈRES FÉDÉRAUX SONT CONVAINCUS QUE NOTRE PROVINCE, LE MANITOBA, EST ÉCONOMIQUEMENT SI SAINÉ QU'ELLE PEUT SE CONTENTER D'UNE AIDE FÉDÉRALE MOINS IMPORTANTE. VUE D'UN CERTAIN ANGLE, CETTE AFFIRMATION EST INTÉRESSANTE, VOIRE MÊME FLATTEUSE. IL EST VRAI QUE, D'UNE ANNÉE À L'AUTRE, LES STATISTIQUES ONT ÉTÉ ENCOURAGEANTES CES DERNIÈRES ANNÉES, MAIS COMME LE COMPREND BIEN VÔTRE MINISTÈRE, DU MOINS JE L'ESPÈRE MONSIEUR LE PRÉSIDENT -- TOUT COMME LE SART ET LE COMPREND ÉGALEMENT LE MINISTÈRE FÉDÉRAL DES FINANCES -- LE PRODUIT ET LES REVENUS BRUTS DU MANITOBA SE SITUENT ENCORE EN DECA DE LA MOYENNE NATIONALE, NOUS SOMMES ENCORE UNE DES SIX PROVINCES À RECEVOIR DES PAIEMENTS DE PÉRÉQUATION, COMME LE QUÉBEC ET LES PROVINCES ATLANTIQUES -- RÉALITÉ QUE SEMBLENT PARFOIS IGNORER CERTAINS RESPONSABLES À OTTAWA.

6. PÉRÉQUATION

DANS DEUX JOURS, NOS COLLÈGUES LES MINISTRES DES FINANCES, SE RÉUNIRONT À EDMONTON, JE CROIS, AFIN DE POURSUIVRE LEURS DISCUSSIONS SUR LES ARRANGEMENTS FINANCIERS -- Y COMPRIS LA PÉRÉQUATION. À CERTAINS ÉGARDS, LEURS DÉLIBÉRATIONS SERONT PEUT-ÊTRE PLUS IMPORTANTES POUR LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL QUE CELLES QUI SONT EN COURS ICI -- ÉTANT DONNÉ QU'ELLES PORTERONT SUR UNE FORMULE NATIONALE, QUI A ÉTÉ QUALIFIÉE DE "PIÈRE ANGULAIRE" DE NOTRE FÉDÉRATION ET QUI FAIT L'OBJET DU MANDAT PRÉVU À L'ARTICLE 36 DE LA CONSTITUTION, AUX CÔTÉS DE L'ARTICLE SUR LES DISPARITÉS RÉGIONALES.

JE CROIS SAVOIR QUE LES DÉPENSES FÉDÉRALES AU TITRE DES PAIEMENTS DE PÉRÉQUATION ONT DIMINUÉ SENSIBLEMENT PAR RAPPORT AU PRODUIT NATIONAL BRUT DEPUIS 1982, MAIS QU'AUCUNE MODIFICATION IMPORTANTE EN VUE D'AMÉLIORER LA FORMULE N'EST PRÉVUE PAR LE MINISTRE FÉDÉRAL D'ICI LES CINQ PROCHAINES ANNÉES.

LE GOUVERNEMENT DU MANITOBA ESTIME POUR SA PART QUE NOTRE PROGRAMME NATIONAL DE PÉRÉQUATION CONSTITUE EN OUTRE LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL LE PLUS IMPORTANT DU CANADA. NOUS CROYONS QU'IL A ÉTÉ AMOINDRI PAR L'ADMINISTRATION PRÉCÉDENTE ET QU'IL N'EST PAS VALORISÉ PAR LA PRÉSENTE ADMINISTRATION. OR, À MOINS QUE LA FORMULE DE PÉRÉQUATION SE VOIT ACCORDER LA PRIORITÉ QU'ELLE MÉRITE, TOUS LES AUTRES EFFORTS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL N'AURONT AUCUNE PORTÉE VRAIMENT PRATIQUE.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT, LE MANITOBA N'EST PAS LA SEULE PROVINCE À PENSER AINSI. AU COURS DE LEUR CONFÉRENCE À EDMONTON, LES DIX PREMIERS MINISTRES PROVINCIAUX ONT ÉMIS DIVERS COMMUNIQUÉS, OÙ L'ON RETROUVE NOTAMMENT LES ÉNONCÉS SUIVANTS:

"LES PREMIERS MINISTRES ONT SIGNALÉ L'IMPORTANCE DES TRANSFERTS FÉDÉRAUX AINSI QUE DES DÉPENSES FÉDÉRALES DIRECTES DANS LA POURSUITE D'UN DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ÉQUITABLE ET ÉQUILIBRÉ".

ET

"LES PREMIERS MINISTRES ONT DEMANDÉ AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DE FAIRE EN SORTE QUE LE PROGRAMME DES PAIEMENTS DE PÉREQUATION SOIT CONFORME À L'ENGAGEMENT CONSTITUTIONNEL AFIN QUE LES PROVINCES PUISSENT OFFRIR DES SERVICES PUBLICS À UN NIVEAU DE QUALITÉ ET DE FISCALITÉ SENSIBLEMENT COMPARABLES".

LES PREMIERS MINISTRES DES PROVINCES ONT ÉGALEMENT PUBLIÉ UN COMMUNIQUÉ SUR LA RÉFORME FISCALE, DANS LEQUEL ILS SOULIGNAIENT QUE : "LES RÉPERCUSSIONS SUR L'EMPLOI AINSI QUE SUR LES VALEURS RÉGIONALES ET SECTORIELLES DE L'ÉCONOMIE CANADIENNE CONSTITUERONT DES CRITÈRES IMPORTANTS DANS L'ÉVALUATION DES RÉFORMES À APPORTER". NOUS ESTIMONS, POUR NOTRE PART, QUE L'ÉQUITÉ ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE -- JUSTICE ET CROISSANCE -- SONT, OU DEVRAIENT ÊTRE, DES OBJECTIFS ENTIÈREMENT COMPATIBLES AVEC UN SYSTÈME FISCAL RÉVISÉ. NOUS DEVONS FAIRE EN SORTE QUE CES DEUX OBJECTIFS SOIENT ATTEINTS.

7. ASSURANCE-CHÔMAGE

LA SUITE QUE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ENTEND DONNER AU RAPPORT DE LA COMMISSION FORGET SUR L'ASSURANCE-CHÔMAGE RÉVÉLERA LE DEGRÉ DE SON ENGAGEMENT À L'ÉGARD DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL. COMME L'ONT SOULIGNÉ, IL Y A QUELQUES SEMAINES SEULEMENT, LES PREMIERS MINISTRES DES PROVINCES ATLANTIQUES, LE SYSTÈME DE L'ASSURANCE-CHÔMAGE ENTRAÎNE DES RÉPERCUSSIONS D'UNE TRÈS GRANDE IMPORTANCE SUR LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL, CE QUI FAIT QU'ELLES DOIVENT ÊTRE ANALYSÉES, EN CONSULTATION AVEC LES PROVINCES, AVANT QUE DES CHANGEMENTS QUELCONQUES SOIENT ENVISAGÉS.

TOUJOURS SUR CETTE QUESTION, JE TIENS À SOULIGNER QUE, ÉTANT DONNÉ LEUR TAUX DE CHÔMAGE RELATIVEMENT PEU ÉLEVÉ, LES MANITOBAINS CONTRIBUENT DEPUIS LONGTEMPS UNE PART PLUS SUBSTANTIELLE AU RÉGIME DE L'ASSURANCE-CHÔMAGE, AU MOYEN DE PRIMES ET AUTRES IMPÔTS, QU'ILS N'EN ONT BÉNÉFICIÉ. TOUTEFOIS, NOTRE GOUVERNEMENT A TOUJOURS ACCEPTÉ DE FAIRE CE GENRE DE CONTRIBUTION -- ET NOUS CROYONS QUE LES MANITOBAINS CONTINUERONT DE LE FAIRE -- EN AUTANT QUE NOUS ESTIMONS QUE NOTRE PROVINCE ET NOTRE RÉGION SONT EN GÉNÉRAL TRAITÉES ÉQUITABLEMENT PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL.

MALHEUREUSEMENT, NOUS N'EN SOMMES PAS SI CERTAINS DEPUIS QUELQUE TEMPS.

8. CONFÉRENCE SUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SUR LES PERSPECTIVES D'EMPLOI DES PROVINCES DE L'OUEST

À LA CONFÉRENCE DES PREMIERS MINISTRES DES PROVINCES DE L'OUEST, QUI A EU LIEU CETTE ANNÉE À SWAN RIVER, AU MANITOBA, LES QUATRE PREMIERS MINISTRES ONT PROPOSÉ, SUIVANT LA SUGGESTION DU PREMIER MINISTRE PAWLEY, LA TENUE D'UNE CONFÉRENCE SPÉCIALE AVEC LE PREMIER MINISTRE DU CANADA AXÉE SUR LES MESURES PERMETTANT DE DIVERSIFIER L'ASSISE ÉCONOMIQUE DE L'OUEST. AUCUNE RÉPONSE DIRECTE N'A ÉTÉ DONNÉE JUSQU'À MAINTENANT, MAIS NOUS AVONS REMARQUÉ QUE LE DISCOURS DU TRÔNE A FAIT RÉFÉRENCE À LA DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE DE L'OUEST ET QUE LE PREMIER MINISTRE DU CANADA A RÉCEMMENT RENCONTRÉ LES PREMIERS MINISTRES DES PROVINCES ATLANTIQUES POUR DISCUTER AVEC EUX DU DÉVELOPPEMENT DE LEUR RÉGION.

NOUS CROYONS TOUJOURS QUE LE PROJET DE CONFÉRENCE SUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DES PROVINCES DE L'OUEST MÉRITE UNE RÉPONSE PROMPTE ET POSITIVE DE LA PART DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL. CETTE CONFÉRENCE FAVORISERAIT EN EFFET LA CRÉATION D'UNE AUTRE TRIBUNE IMPORTANTE POUR LA COOPÉRATION EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ET, D'APRÈS NOUS, SÉRAIT CONFORME À L'ORIENTATION SUGGÉRÉE DANS LE DISCOURS DU TRÔNE.

UN PLAN DE TRAVAIL CONCERNANT LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL POUR 1987:

MONSIEUR LE PRÉSIDENT, J'AI INSISTÉ PRÉCÉDEMMENT SUR L'IMPORTANCE DE RELANCER NOTRE PROCESSUS CONSULTATIF ET DE METTRE EN PRATIQUE LES PRINCIPES DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL SUR LESQUELS NOUS NOUS SOMMES ENTENDUS.

À CETTE FIN, J'AIMERAIS PROPOSER QUE NOUS CONVENIONS AUJOURD'HUI DE DONNER SUITE À LA SUGGESTION QUI AVAIT D'ABORD ÉTÉ FAITE, JE CROIS PAR L'HON. SINGLAIR STEVENS DE S'ENTENDRE SUR UN PLAN DE TRAVAIL DONNÉ DE LE SUIVRE ET DE S'Y CONFORMER.

J'AI SUGGÉRÉ HUIT POINTS PRÉCIS, QUI POURRAIENT ÊTRE INCLUS DANS UN TEL PLAN DE TRAVAIL, ET D'AUTRES GOUVERNEMENTS AURONT SÛREMENT DES PROPOSITIONS ÉGALEMENT.

JE CROIS QUE LES PREMIERS MINISTRES FÉDÉRAL ET PROVINCIAUX ACCUEILLERAIENT FAVORABLEMENT UN RAPPORT QUE NOUS POURRIONS SOUMETTRE À LEUR CONFÉRENCE DE NOVEMBRE, CONFIRMANT QUE NOUS AVONS ARRÊTÉ UN PLAN DE TRAVAIL -- UN "PROGRAMME", SI VOUS PRÉFÉREZ -- POUR 1987 --- QUI COMPORTE LES POINTS SUIVANTS --- ET QUE NOUS EN SURVEILLERONS LES PROGRÈS ET EN FERONS RAPPORT SUR UNE BASE RÉGULIÈRE. JE SUGGÈRE LA PRÉPARATION DE RAPPORTS TRIMESTRIELS DÈS LE PREMIER TRIMESTRE DE 1987.

CONCLUSION

MONSIEUR LE PRÉSIDENT, EN TERMINANT, JE VOUDRAIS AFFIRMER DE NOUVEAU L'ENGAGEMENT PERMANENT QUE NOTRE GOUVERNEMENT A PRIS DE TRAVAILLER DE CONCERT AVEC LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LES AUTRES PROVINCES, DANS LE CADRE DES PRINCIPES DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL QUE NOUS AVONS ADOPTÉS L'AN DERNIER.

LE MANITOBA A JOUÉ UN RÔLE IMPORTANT DANS L'ÉLABORATION DE CES PRINCIPES, CE DONT NOUS SOMMES FIÈRS.

NOUS RECONNAISSONS ET ACCEPTONS LE FAIT QUE LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL CONSTITUE UNE RESPONSABILITÉ CONJOINTE ET QUE TOUS LES GOUVERNEMENTS, EN COLLABORATION AVEC LE SECTEUR PRIVÉ, DOIVENT OEUVRER ENSEMBLE SI NOUS VOULONS RÉUSSIR À METTRE CES PRINCIPES EN ACTION.

DU MÊME COUP, NOUS CROYONS, SURTOUT DANS LES PETITES PROVINCES COMME LA NÔTRE, QUE LES GOUVERNEMENTS FÉDÉRAUX ET PROVINCIAUX SONT APPELÉS À JOUER UN RÔLE DIRECTEUR, QUI DEVRA ÊTRE FORT ET COORDONNÉ ET DONT DÉPENDRA LE SUCCÈS.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT, NOUS SERONS HEUREUX DE COLLABORER AVEC VOUS POUR RENDRE POSSIBLE CE GENRE DE DIRECTION POSITIVE.

MERCI BEAUCOUP.



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Expansion industrielle
régionale

Regional Industrial
Expansion

COMMUNIQUÉ

Agent
Michel Guitard (613) 995-9001

Prière de publier
Sur réception

Objet

LES GOUVERNEMENTS FÉDÉRAL ET PROVINCIAUX ENCOURAGENT LE COMMERCE INTERPROVINCIAL

OTTAWA, le 29 octobre 1986 -- Les ministres fédéral et provinciaux chargés du développement régional ont convenu de collaborer étroitement pour encourager le commerce interprovincial en réduisant les obstacles existants.

M. Michel Côté, ministre de l'Expansion industrielle régionale, a présidé aujourd'hui une réunion regroupant ses collègues de tout le Canada pour discuter des barrières au commerce interprovincial et de l'orientation future de la politique de développement régional.

Les ministres ont convenu de recommander aux premiers ministres d'adopter les mesures suivantes lorsqu'ils discuteront de développement économique à la Conférence annuelle des premiers ministres qui aura lieu à Vancouver les 20 et 21 novembre 1986:

- mandater un comité de ministres afin d'accélérer les consultations intergouvernementales destinées à réduire les obstacles au commerce interprovincial;
- s'assurer que la présidence du comité soit assumée à tour de rôle par les gouvernements provinciaux;
- faire en sorte que les priorités du comité s'énoncent comme suit:
 - politiques d'achat des gouvernements;
 - pratiques commerciales visant les boissons alcoolisées;
 - réglementation du transport;
 - pratiques relatives à l'emploi; et
- inciter les ministres à terminer ce plan de travail d'ici 18 mois.

.../2

Les ministres ont également décidé que le plan de travail continuera à tenir compte des développements relatifs aux négociations commerciales internationales.

Depuis la réunion de Belleville en juin, des consultations continues sur le commerce interprovincial se poursuivent avec les gouvernements afin d'aider les ministres à cerner les problèmes existants et à les éliminer dans la mesure du possible.

"Nous avons réalisé d'importants progrès au cours de l'été," a déclaré M. Côté. Nos travaux ne sont pas terminés, mais nous avons pris conscience de nos problèmes et de la façon de les résoudre."

À cet égard, les ministres ont accepté de recommander à leur gouvernement de poursuivre les consultations et d'encourager le commerce interprovincial en réduisant les obstacles existants. Ils ont également soumis une courte liste des priorités et recommandé que les questions relatives aux politiques d'achat des gouvernements et aux pratiques commerciales sur les boissons alcooliques soient étudiées le plus tôt possible.

Les ministres responsables du développement régional ont également examiné le rapport préliminaire d'un groupe de travail fédéral, provincial et territorial portant sur le développement économique régional. Les ministres ont incité le groupe de travail à poursuivre son mandat et à mettre l'accent sur les questions suivantes:

- les programmes de développement régional adaptés à la situation économique des 10 prochaines années;
- la structure institutionnelle adaptée au développement régional;
- les moyens d'adapter les politiques et les programmes nationaux aux exigences du développement régional;
- la façon d'allouer des ressources destinées au développement régional;

- l'incidence des négociations commerciales sur les programmes de développement régional.

Les ministres du développement régional se sont rencontrés régulièrement depuis janvier 1985. En juin de la même année, les 18 gouvernements ont rendu public un Énoncé intergouvernemental qui propose une façon d'aborder le développement régional. Il s'agit de neuf principes fondamentaux qui orienteront les efforts des gouvernements en vue d'exploiter les possibilités de développement économique régionale. Ces principes se trouvent en annexe.

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec Michel Guitard au (613) 995-9001

A N N E X E

Premier principe:

Les gouvernements fédéral et provinciaux considèrent que le développement économique régional est une des priorités pressantes parmi les objectifs économiques nationaux et provinciaux.

Deuxième principe:

Le développement économique régional a pour objectif global d'accroître le nombre d'emplois et les revenus à partir d'activités économiques qui peuvent être maintenues en se basant sur les possibilités réelles de chaque région.

Troisième principe:

Par voie de consultation et de discussion, des initiatives précises devraient être mises de l'avant afin d'aider les Canadiens dans les régions moins bien nanties à en arriver à une plus grande sécurité économique fondée sur des débouchés.

Quatrième principe:

Il devrait être possible d'intensifier la collaboration fédérale-provinciale en harmonisant tous les efforts de développement économique régional.

Cinquième principe:

Toute politique nationale d'importance majeure devrait être évaluée, en partie, en fonction de son impact au niveau régional. Dans la mesure du possible, ces politiques devraient appuyer l'objectif voulant que le développement régional soit juste et bien équilibré.

Sixième principe:

Les gouvernements devraient tout d'abord chercher à améliorer le climat d'investissement, éliminer les obstacles à la croissance et accroître les débouchés qui s'offrent au secteur privé afin d'assurer une croissance économique maximale partout au Canada.

Septième principe:

En consultation avec le secteur privé, il convient de s'attacher aux politiques dans des domaines comme l'innovation, les exportations, la commercialisation, la productivité et la formation dans un but global d'établir une stratégie concertée de croissance et d'adaptation.

Huitième principe:

Les gouvernements devraient étudier les possibilités en vue d'augmenter le commerce interrégional et d'éliminer les obstacles entre les provinces.

Neuvième principe:

Le transport est reconnu comme étant un instrument clef du développement économique régional.

Principes généraux

Le développement régional est un processus continu et évolutif. Il doit être basé sur une analyse approfondie des besoins et des ressources de la région. Les politiques régionales doivent viser à promouvoir une croissance économique durable et à améliorer le niveau de vie de la population.

Principes de planification

La planification régionale doit être intégrée à la planification nationale. Elle doit prendre en compte les spécificités de la région et les objectifs nationaux. Les plans régionaux doivent être révisés régulièrement pour tenir compte des changements et des nouvelles opportunités.

Principes de financement

Le financement des projets régionaux doit provenir de diverses sources, y compris les fonds publics, les investissements privés et les contributions des collectivités locales. Il est essentiel de garantir la transparence et l'efficacité de l'utilisation des fonds.

Principes de mise en œuvre

La mise en œuvre des politiques régionales doit être coordonnée et impliquée tous les acteurs concernés. Il est important de renforcer les capacités institutionnelles et humaines pour assurer le succès des projets.

Principes de suivi et d'évaluation

Le suivi et l'évaluation des politiques régionales sont essentiels pour mesurer leur impact et identifier les domaines d'amélioration. Des indicateurs pertinents doivent être choisis pour évaluer le progrès et les résultats.

Principes de coopération

La coopération entre les différents niveaux de gouvernement (national, régional, local) est fondamentale pour le développement régional. Elle permet de partager les connaissances, les ressources et les expériences.

Principes de participation

La participation active de la population est une condition essentielle pour le développement durable. Les citoyens doivent être impliqués dans la prise de décision et la mise en œuvre des projets.

Principes de durabilité

Le développement régional doit être durable, c'est-à-dire qu'il doit répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Cela implique une attention particulière à l'environnement et à la préservation des ressources.

Principes de flexibilité

Les politiques régionales doivent être flexibles pour s'adapter aux changements et aux nouvelles circonstances. Elles doivent être capables de saisir les opportunités et de répondre aux défis émergents.

